00037088

BOMBAY BRANCH
OF THE
ROYAL ASIATIC SOCIETY
TOWN HALL, BOMBAY.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 06 February, 2016

MÉMOIRES

DU

MARÉCHAL BERTHIER,

PRINCE

DE NEUCHATEL ET DE WAGRAM,

MAJOR-GÉNÉRAL DES ARMÉES FRANÇAISES.

CAMPAGNE D'ÉGYPTE,

Ire PARTIE.

37088

PARIS.

BAUDOUIN FRÈRES, ÉDITEURS,

RUE DE VAUGIRARD, N° 17.

1827.

00037088

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITEUR.

Les écrits que nous ont laissés sur l'Égypte les généraux Berthier et Reynier, forment encore la meilleure histoire que nous ayons de l'expédition d'Orient : l'un a tracé à grands traits, les vues, les *mouvemens*, qui ont amené la conquête de cette belle colonie; l'autre a dévoilé la nullité, les fausses combinaisons, qui l'ont perdue. Malheureusement le récit du premier finit à la bataille d'Aboukir, et celui du second ne commence qu'après la victoire d'Héliopolis. J'ai tâché de combler la lacune. J'ai écrit sans haine, sans passions, *comme dictaient* les pièces. Cependant, comme l'exposé qu'elles ont produit est en contradiction manifeste avec les tableaux que quelques écrivains se sont plu à faire, j'ai dû justifier mon récit. J'ai mis en conséquence, à la suite de chaque chapitre, des documens dont on ne sera pas tenté, je pense, d'accuser les intentions ni la véracité.

J'en ai fait autant pour les événemens d'Alexandrie. J'ai joint à l'écrit de Reynier une partie de

la correspondance de Menou, ainsi que quelques unes des délations qu'il savait susciter à ses adversaires. Je n'ai pas seulement pour but, en imprimant ces pièces, de faire voir que Reynier n'a pas exagéré dans ses récriminations contre l'inepte Abdallah, je veux encore montrer combien sont peu fondées les accusations d'avilissement, de corruption, dont on ne cesse de poursuivre Napoléon. Sans doute le chef de l'empire devait éclairer la conduite, les projets de ceux à qui il confiait des commandemens, mais il avait, à cet égard, peu de frais à faire; il n'avait qu'à laisser aller les officieux.

NOTICE

SUR

LE PRINCE BERTHIER.

BERTHIER (Louis-Alexandre), prince de Neuchâtel et de Wagram, major-général, vice-connétable, etc., naquit à Versailles le 20 novembre 1753. Destiné de bonne heure à la carrière des armes, il s'appliqua avec soin aux études que cette profession exige, et montra dès l'âge le plus tendre toutes les qualités qui l'ont distingué depuis. Il saisissait au premier coup d'œil, il était toujours frais, dispos, semblait inépuisable au travail. Cette promptitude de conception, cette force de tempérament si précieuse à la guerre, lui valurent bientôt une considération que son modeste rang d'ingénieur-géographe comportait peu. Estimé, recherché par ses chefs, il fut fait lieutenant d'état-major, en 1770, et obtint peu de temps après une compagnie aux dragons de Lorraine. La guerre venait d'éclater en Amé-

rique; les colonies anglaises, d'abord victorieuses, étaient près de succomber sous les efforts des Hessois. La cause de la liberté semblait perdue, la métropole triomphait sur tous les points. Mais le cri de détresse de tout une population, qui périssait pour avoir généreusement réclamé ses droits, avait retenti d'un bout de la France à l'autre. De toutes parts on s'empressait d'accourir au secours; Berthier fit partie de cette noble croisade. Il passa sur l'Ohio, se distingua dans une foule de rencontres, et contribua par ses connaissances, sa bravoure, aux succès qui couronnèrent les efforts des Américains. Nommé colonel au milieu de cette lutte mémorable, et rappelé en France dès qu'elle fut finie, il y retrouva tous les principes pour lesquels il avait combattu. C'était même horreur du privilége, même amour de l'égalité. Personne ne voulait plus être à la merci du pouvoir, chacun réclamait des droits, un état de choses assuré, défini, qui eût ses garanties. La cour alarmée chercha à comprimer ces prétentions. Elle fit avancer des troupes; on lui opposa une institution plus redoutable pour le despotisme que les réclamations qu'il re-

poussait, celle des gardes nationales. Berthier, dont les principes n'étaient pas douteux, réunit les suffrages de ses concitoyens, et fut fait major-général du corps qu'ils avaient formé. Cette nomination ne tarda pas à lui devenir fatale. Chef d'une milice citoyenne destinée à servir la liberté, il ne voulut pas qu'elle devînt un instrument de troubles et d'oppression. Ses sous-ordres, moins modérés, moins calmes, s'emportaient à la moindre répugnance, s'impatientaient du plus léger retard. Les regrets les mettaient en fureur, ils bondissaient de colère à la plus faible hésitation. Ils ne concevaient ni la puissance des habitudes ni celle des souvenirs; ils voulaient tout enlever de haute lutte. Lecointre demandait qu'on rassemblât les gardes-du-corps, qu'on leur fît prêter le serment décrété par l'Assemblée Nationale, et qu'on les obligeât d'arborer le drapeau tricolore. Un autre s'opposait au départ de Mesdames; la multitude était en mouvement, tout présageait les plus grands excès. Berthier ne craignit pas de combattre ces mesures violentes; il s'éleva contre la motion de Lecointre, fit voir qu'elle n'était propre qu'à exaspérer des hommes dont la révolution avait déjà ruiné les

espérances, à allumer la guerre civile, et réussit à la faire ajourner. Il ne fut pas moins heureux avec la foule qui se pressait autour du château. Il la harangua, lui représenta l'illégalité de sa démarche, et, moitié crainte, moitié persuasion, parvint à la dissiper. Ces actes de courage et de modération furent appréciés. Ceux dont ils contrariaient les vues, sentirent quels obstacles leur opposerait un homme qui avait assez d'indépendance pour ne craindre de se compromettre ni avec son état-major, ni avec la multitude, et résolurent de l'éloigner. Tout fut disposé dans ce but; on attaqua ses principes, on accusa ses liaisons; il n'y eut pas de dégoûts, de contrariétés, qu'on ne lui donnât. Sa constance était au-dessus de ces manœuvres; on eut recours à une sorte de dénonciation qui, à cette époque, manquait rarement son effet. On fit insérer dans le Moniteur que le commandant de la garde nationale de Versailles s'était démis de ses fonctions. Berthier ne se dissimula pas combien cette manière de le signaler comme un ennemi du peuple pouvait devenir dangereuse; mais plus elle était grave, plus il mit de force à la repousser : il ne se borna pas à déclarer à ses concitoyens

que le fait était faux; il voulut que le démenti fût aussi public que l'avait été l'imputation. Il exigea que le journal qui l'avait répandue, consignât dans ses colonnes la résolution qu'il avait prise de ne pas quitter le poste qui lui était confié. Il tint parole jusqu'au 22 mai de l'année suivante (1792), qu'il fut fait général de brigade, et nommé chef d'état-major de l'armée que commandait Luckner. Il se rendit à ses fonctions : mais les intrigues qui l'avaient désolé à Versailles le suivirent au quartier-général. Il n'était pas installé que déjà il était signalé comme un homme suspect, dangereux, dont les vues étaient loin d'être patriotiques. Le maréchal prit sa défense, et adressa à l'Assemblée Législative une lettre énergique où il le vengea de toutes ces lâches accusations. Mais le coup était porté, Berthier fut suspendu. Custine essaya de le faire rappeler à ses fonctions; et s'appuyant d'une part sur son habileté, de l'autre sur les besoins du service, il adressa à Pache la lettre qui suit. Je la reproduis parce qu'elle constate la confiance qu'inspirait déjà celui qui en était l'objet, et qu'elle répond à d'obscures calomnies qui ont été essayées plus tard.

A Usnigen, le 14 octobre 1792.

LE GÉNÉRAL CUSTINE A PACHE, MINISTRE DE LA GUERRE.

« CITOYEN MINISTRE,

« Vous aurez vu par l'état des officiers-généraux de cette armée, combien il y en a pénurie; il n'y a pas plus d'adjudans-généraux que d'officiers-généraux, et j'ai devant moi l'armée de l'Europe où il y a le plus d'officiers-généraux distingués; elle est en totalité devant moi l'armée prussienne, commandée par le Roi, le duc de Brunswick, les fils du Roi! Et au milieu du travail auquel il faut que je me livre pour tenir la campagne devant cette armée avec douze mille hommes, seule force que j'aie pu réunir, il faut que ce soit moi qui m'occupe des moindres détails. Vous connaissez cependant la grande tâche que je me suis donné à remplir.

« Je ne sais si Alexandre Berthier a commis un crime, s'il a tramé contre sa patrie; alors je le renonce; mais s'il n'a été que soupçonné à raison de l'attachement que devaient lui donner pour le ci-devant Roi les marques de bonté qu'il en avait reçues, en vérité, je

crois qu'il est non seulement de votre pouvoir, mais du devoir du conseil exécutif provisoire de rendre à des fonctions militaires un homme qui peut être très utile.

« Je puis en parler avec plus de connaissance que qui que ce soit, car c'est moi qui l'ai formé en Amérique. C'est moi qui, à la paix, ai achevé son éducation militaire dans un voyage en Prusse où je l'avais emmené. Enfin, je ne connais personne qui ait plus d'aisance et de coup d'œil pour la reconnaissance d'un pays, qui s'en acquitte avec plus de sévérité, à qui tous les détails soient plus familiers qu'à lui. J'apprendrai peut-être à connaître quelqu'un qui puisse le remplacer, mais je ne le connais pas encore.

« Au nom de la république, et pour mon soulagement, envoyez-le-moi, citoyen ministre, *s'il est possible*, à moins que le conseil exécutif provisoire n'ait envie de se défaire de moi. Il aurait d'autant plus de torts que personne ne rend plus de justice que moi à ceux qui le composent, et nommément à vous, citoyen ministre.

« Le citoyen général d'armée,

« CUSTINE. »

Quelque pressante qu'elle fût, cette recommandation ne produisit aucun effet. L'homme du moment, la créature de Pache, Custine ne put, malgré ses instances, triompher des préventions que Lecointre et ses amis avaient répandues dans les bureaux. Ce ne fut que l'année suivante, et sur la réquisition du comité de salut public, que Berthier fut remis en activité. Il fut envoyé à l'armée de l'Ouest, essaya d'introduire quelque ordre, quelque organisation parmi les troupes dont elle se composait, et encourut par ses efforts la disgrâce de Ronsin. Cet homme, qui félicitait son ami Vincent d'avoir fait périr Custine, s'applaudissait d'avoir contribué à la chute de Biron. Il voulait achever sur Beauharnais, sur tous les nobles, une *proscription salutaire*, et chargeant méchamment Berthier de tous les crimes qui conduisaient alors à l'échafaud, il le rangeait, pour dernier trait, dans cette périlleuse catégorie.

L'armée postée sur les hauteurs de Vihier, n'avait pas attendu le choc de l'ennemi. Elle s'était mise en déroute en menaçant ses chefs; elle avait refusé de prendre position à Doué, avait marché sur Saumur, et s'était portée à tout ce que le pillage, l'indiscipline, ont de plus odieux.

Les représentans, alarmés d'une démoralisation semblable, chargèrent une députation de se rendre auprès du comité de salut public, de lui faire connaître le véritable état des choses, et de demander qu'on leur envoyât, non des désorganisateurs ramassés dans les rues de Paris, mais des soldats rompus à la guerre et à ses fatigues. Berthier, qui en faisait partie, rédigea un mémoire où, exposant sans détour les causes des revers qui signalaient les guerres de l'Ouest, il se plaignit de la composition des troupes, de l'ignorance, de l'insubordination qu'elles présentaient, et ne ménagea pas davantage le système qui présidait à cette lutte d'extermination. Le courage avec lequel il avait abordé la question lui attira des représailles d'autant plus vives. On ne l'accusa pas d'avoir exagéré, d'avoir dit faux, on eut recours à une imputation *plus grave*. On répandit qu'il était noble, allié de l'intendant de Paris, parent du secrétaire du Roi, qu'il avait, en un mot, pris part à tous les complots que la cour avait ourdis contre le peuple. Cette manœuvre réussit, Berthier perdit ses lettres de service, et fut sur le point de succomber sous les griefs qu'on lui imputait. Il ne se déconcerta pas

néanmoins ; il n'est jamais sûr de fléchir, il l'est souvent de faire tête à l'orage. Ce fut le parti auquel il s'arrêta. Il rédigea une espèce de réponse aux principaux chefs d'accusation, où forcé d'emprunter le langage de l'époque : « J'ai été, dit-il, employé à l'armée de la Vendée, en conséquence d'un arrêté du comité de salut public ; j'ai fait mon devoir.

« On m'inculpe sur mon nom ; je ne suis l'allié ni le parent de Berthier, intendant de Paris, ni de Berthier secrétaire du Roi.

« On dit que j'étais au château des Tuileries, le 10 août.

« On en a menti ; j'étais à Fontoy, près Thionville, et j'ai des certificats de bravoure, de capacité, et d'un civisme de républicain dont je me fais gloire, car je méprise la calomnie ; mon cœur est mon garant, et il est pur.

« Les représentans du peuple près l'armée de la Vendée, les commissaires du pouvoir exécutif, ont tous donné des preuves authentiques de la conduite républicaine que j'ai tenue à l'armée.

« Eh bien, citoyens ! c'est au moment où j'ai mérité la confiance de vos représentans, celle de l'armée, des commissaires du conseil exécutif ; c'est au moment où j'ai acquis les con-

naissances utiles à la guerre de la Vendée que l'on m'empêche de rejoindre l'armée.

« Je demande à être accusé et jugé, ou libre et sous la protection de la loi. Je dois retourner à mon poste ou à tel autre que l'on jugera plus utile. »

La réclamation fut inutile et ne put le rendre à des fonctions dont le repoussait Ronsin; mais elle eut du moins cet avantage qu'elle imposa silence à ses ennemis et fit cesser la persécution. Les démagogues disparurent peu à peu. Robespierre succomba; Ronsin, Momoro, Vincent, ne tardèrent pas à le suivre; les hommes modérés purent de nouveau prendre part aux affaires dont ils les avaient exclus. Berthier, qu'ils avaient si cruellement persécuté, fut nommé général de division le *13 juin 1795*, et chef d'état-major des armées des Alpes et d'Italie. Il fit, en cette qualité, la campagne de l'an III, où Kellermann, aux prises avec tous les besoins, tous les dangers, triompha cependant avec une poignée de braves, et sauva la France d'une invasion. Berthier partagea ses sollicitudes, coopéra à ses travaux, dirigea ses reconnaissances, choisit, discuta ses lignes, prit en un mot, à la plus belle

défense qu'on ait peut-être jamais faite, toute la part qu'un homme d'un coup d'œil aussi rapide et d'un patriotisme aussi sûr pouvait y prendre. Aussi Kellermann se plut-il souvent à payer à son chef d'état-major le tribut d'éloges que méritaient son habileté, sa bravoure. Il aimait surtout à rappeler l'héroïsme dont il avait fait preuve à la prise du *Petit-Gibraltar*. Mais une carrière plus vaste allait s'ouvrir, des succès plus éclatans devaient couronner nos armes, et entourer Berthier d'un lustre que ne pouvaient donner des rencontres de postes, une guerre de montagnes.

Chargé près du général Bonaparte des fonctions qu'il remplissait sous Kellermann, il franchit les Alpes avec son nouveau chef, prépara, disposa la victoire, et vit bientôt l'Italie, devant laquelle nous nous consumions depuis quatre ans, céder à ses efforts. Il se distingua par l'activité, la vigilance qu'il déploya à Montenotte, fit preuve d'audace à Mondovi, et accourant de Fombio à la nouvelle du désordre que la mort du général Laharpe avait répandu parmi ses troupes, il forme, rassure la division, marche aux Autrichiens, les culbute, et entre avec eux dans Casal.

L'armée se porta sur Lodi; mais Beaulieu était en bataille derrière l'Adda, trente pièces de position défendaient les approches du fleuve; il fallait emporter un pont étroit, prolongé, que les Autrichiens couvraient de feu et de mitraille. Nos colonnes néanmoins ne se laissent pas arrêter par les difficultés de l'entreprise; elles s'élancent, culbutent tout ce qu'elles trouvent sur leur passage, et arrivent à l'entrée de ce long espace sur lequel éclatent, se pressent les projectiles. La grandeur du péril leur impose; elles balancent, elles hésitent, elles peuvent céder à l'effroi; Berthier accourt réveiller leur courage. Masséna arrive sur ses pas; Cervoni, Dallemagne, Lannes, Dupas, se joignent à eux, les troupes s'ébranlent et le pont est emporté.

L'*intrépidité* dont le chef d'état-major avait fait preuve dans cette occasion difficile, lui valut les éloges de l'armée et ceux de son chef, qui manda au Directoire qu'il avait été dans cette journée *canonnier, cavalier, grenadier*. Ses services habituels, quoique moins éclatans, étaient peut-être plus méritoires encore. Chargé de transmettre les ordres,

de surveiller des détails immenses, de suivre une correspondance étendue, il fallait encore qu'il ajoutât à ces fonctions déjà si vastes, celles des officiers qui lui manquaient. Dépourvu d'ingénieurs-géographes, privé d'hommes capables de faire un croquis, de lever un terrain, il était obligé de diriger lui-même les reconnaissances, d'explorer de sa personne le pays où l'on devait en venir aux mains. Cette tâche à laquelle tout autre eût succombé, ne fut qu'un jeu pour lui. Ordres de mouvemens, instructions, rapports, il trouva le moyen de faire face à tout. Ses soins et la victoire réorganisèrent peu à peu les services. Les hommes capables accoururent, les armes savantes furent mieux conduites, l'armée put se livrer à son élan, et l'ennemi, défait toutes les fois qu'il osa nous attendre, fut enfin obligé de souscrire à la paix. Chargé d'en présenter les conditions au Directoire, Berthier reçut dans cette occasion solennelle un hommage auquel il dut être sensible. « Le général Berthier, portait la lettre d'envoi qu'écrivit Bonaparte, le général Berthier, dont les talens distingués égalent le courage et le patriotisme, est une des colonnes de la répu-

blique comme un des plus zélés défenseurs de la liberté. Il n'est pas une victoire de l'armée d'Italie à laquelle il n'ait contribué. Je ne craindrais pas que l'amitié me rendît partial en retraçant les services que ce brave général a rendus à la patrie, mais l'histoire prendra ce soin, et l'opinion de toute l'armée fondera ce témoignage de l'histoire. »

Berthier ne tarda pas à repasser les monts, et fut chargé du commandement de l'armée qu'abandonnait Bonaparte pour se rendre à Rastadt. Il s'appliqua à maintenir les relations d'amitié qui existaient entre les républiques que le traité de Campo-Formio avait créées et les anciens états de la Péninsule. Ses efforts ne furent pas heureux, le gouvernement papal répudia la modération dont il lui donnait l'exemple, et Duphot fut massacré. Chargé de venger cet attentat, Berthier marcha sur Rome, l'occupa, revint à Milan, d'où il se rendit à Paris, et partit bientôt après pour l'Égypte. Nous reproduisons le récit qu'il a donné de cette expédition.

MÉMOIRES

DU MARÉCHAL BERTHIER,

SUR LES CAMPAGNES

DES FRANÇAIS EN ÉGYPTE.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

DÉBARQUEMENT DES FRANÇAIS EN ÉGYPTE. — PRISE D'ALEXANDRIE.

Huit jours avaient suffi à Bonaparte pour prendre possession de l'île de Malte, y organiser un gouvernement provisoire, se ravitailler, faire de l'eau, et régler toutes les dispositions militaires et administratives. Il avait paru devant cette île le 22 prairial; il la quitta le 1er messidor, après en avoir laissé le commandement au général Vaubois.

Les vents de nord-ouest soufflaient grand frais. Le 7 messidor, la flotte est à la vue de l'île de Candie; le 11, elle est sur les côtes d'Afrique; le 12 au matin, elle découvre la tour des Arabes; le soir, elle est devant Alexandrie.

Bonaparte fait donner l'ordre de communiquer avec cette ville, pour y prendre le consul français, et avoir des renseignemens, tant sur les Anglais que sur la situation de l'Égypte.

Le consul arrive le 13 à bord de l'amiral; il annonce que la vue de l'escadre française a occasionné dans la ville un mouvement contre les chrétiens, et qu'il a couru lui-même de grands dangers pour s'embarquer. Il ajoute que quatorze vaisseaux anglais ont paru le 10 messidor à une lieue d'Alexandrie, et que l'amiral Nelson, après avoir envoyé demander au consul anglais des nouvelles de la flotte française, a dirigé sa route vers le nord-est. Il assure enfin que la ville et les forts d'Alexandrie sont disposés à se défendre contre ceux qui tenteraient un débarquement, de quelque nation qu'ils fussent.

Tout devait faire craindre que l'escadre anglaise, paraissant d'un moment à l'autre, ne vînt attaquer la flotte et le convoi dans une position défavorable. Il n'y avait pas un instant à perdre; le général en chef donna donc, le soir même, l'ordre du débarquement; il en avait décidé le point au Marabou; il avait même ordonné de faire mouiller l'armée navale aussi près de ce point qu'il serait possible; mais deux vaisseaux de guerre, en l'abordant, tombent sur le vaisseau amiral, et cet accident oblige de mouiller à l'endroit même où il est arrivé. La distance de l'endroit du mouillage, éloigné de trois lieues de la terre: le vent du nord qui

soufflait avec violence; une mer agitée qui se brisait contre les récifs dont cette côte est bordée; tout rendait le débarquement aussi difficile que périlleux; mais ces dangers, cette contrariété des élémens ne peuvent arrêter des braves, impatiens de prévenir les dispositions hostiles des habitans du pays.

Bonaparte veut être à la tête du débarquement; il monte une galère, et bientôt il est suivi d'une foule de canots sur lesquels les généraux Bon et Kléber avaient reçu l'ordre de faire embarquer une partie de leurs divisions qui se trouvaient à bord des vaisseaux de guerre.

Les généraux Desaix, Regnier et Menou, dont les divisions étaient sur les bâtimens du convoi, reçoivent l'ordre d'effectuer leur débarquement sur trois colonnes, vers le Marabou.

La mer en un instant est couverte de canots qui luttent contre l'impétuosité et la fureur des vagues.

La galère que montait Bonaparte s'était approchée le plus près du banc des récifs, où l'on trouve la [illegible] qui conduit à l'anse du Marabou. Là, il attend les chaloupes sur lesquelles étaient les troupes qui avaient eu ordre de se réunir à lui; mais elles ne parviennent à ce point qu'après le coucher du soleil, et ne peuvent traverser le banc de récifs que pendant la nuit. Enfin, à une heure du matin, le général en chef débarque à la tête des premières troupes, qui se forment successivement dans le désert, à trois lieues d'Alexandrie.

Bonaparte envoie des éclaireurs en avant, et passe en revue les troupes débarquées. Elles se composaient d'environ mille hommes de la division Kléber, dix-huit cents de la division Menou, et quinze cents de celle du général Bon. La position des vaisseaux et la côte du Marabou n'avaient permis de débarquer ni chevaux, ni canons; les généraux Desaix et Regnier n'avaient encore pu gagner la terre, par les difficultés qu'ils avaient éprouvées dans leur navigation; mais Bonaparte sait qu'il commande à des hommes qui ne comptent pas leurs ennemis. Il fallut profiter de la nuit pour se porter sur Alexandrie; et à deux heures et demie du matin il se met en marche sur trois colonnes.

Au moment du départ, on voit arriver quelques chaloupes de la division Regnier. Ce général reçoit l'ordre de prendre position pour garder le point du débarquement : le général Desaix avait reçu celui de suivre le mouvement de l'armée aussitôt que sa division aurait débarqué.

L'ordre est donné aux bâtimens de transport d'appareiller et de venir mouiller dans le port Marabou, pour faciliter le débarquement [illegible] des troupes, et amener à terre deux pièces de campagne, avec les chevaux qui doivent les traîner.

Bonaparte marchait à pied avec l'avant-garde, accompagné de son état-major et des généraux. Il avait recommandé au général Caffarelli, qui avait une jambe de bois, d'attendre qu'on eût pu débarquer un cheval; mais le général qui ne veut pas

qu'on le devance au poste d'honneur, est sourd à toutes les instances, et brave les fatigues d'une marche pénible.

La même ardeur, le même enthousiasme règnent dans toute l'armée. Le général Bon commandait la colonne de droite, le général Kléber celle du centre; celle de gauche était sous les ordres du général Menou qui côtoyait la mer. Une demi-heure avant le jour, un des avant-postes est attaqué par quelques Arabes qui tuent un officier. Ils s'approchent : une fusillade s'engage entre eux et les tirailleurs de l'armée. A une demi-lieue d'Alexandrie, leur troupe se réunit au nombre de trois cents cavaliers environ; mais à l'approche des Français, ils abandonnent les hauteurs qui dominent la ville et s'enfoncent dans le désert.

Bonaparte se voyant près de l'enceinte de la vieille ville des Arabes, donne l'ordre à chaque colonne de s'arrêter à la portée du canon. Désirant prévenir l'effusion du sang, il se dispose à parlementer; mais [illegible] hurlemens effroyables d'hommes, de femmes et [illegible]s, et une canonnade qui démasque quelques [illegible]s, font connaître les intentions de l'ennemi.

Réduit à la nécessité de vaincre, Bonaparte fait battre la charge. Les hurlemens redoublent avec une nouvelle fureur. Les Français s'avancent vers l'enceinte qu'ils se disposent à escalader, malgré le feu des assiégés et une grêle de pierres qu'on fait pleuvoir sur eux; généraux et soldats escaladent les murs avec la même intrépidité.

Le général Kléber est atteint d'une balle à la tête; le général Menou est renversé du haut des murailles qu'il avait gravies et est couvert de contusions. Le soldat rivalise avec les chefs. Un guide nommé Joseph Cala devance les grenadiers, et monte un des premiers sur le mur, où, malgré le feu de l'ennemi et les nuées de pierres qui fondent sur lui, il aide les grenadiers Sabathier et Labruyère à escalader le rempart. Les murs sont bientôt couverts de Français, les assiégés fuient dans la ville; la terreur devient générale. Cependant ceux qui sont dans les vieilles tours continuent leur feu et refusent obstinément de se rendre.

D'après les ordres de Bonaparte, les troupes ne doivent point entrer dans la ville, mais se former sur les hauteurs du port qui la dominent. Le général en chef se rend sur ces monticules, dans l'intention de déterminer la ville à capituler; mais le soldat furieux de la résistance de l'ennemi, s'était laissé entraîner par son ardeur. Déjà une grande partie se trouvait engagée dans les rues de la ville, où il s'établissait une fusillade meurtrière : Bonaparte fait battre à l'instant la générale. Il mande vers lui le capitaine d'une caravelle turque qui était dans le port Vieux; il le charge de porter aux habitans d'Alexandrie des paroles de paix, de les rassurer sur les intentions de la république française, de leur annoncer que leurs propriétés, leur liberté, leur religion seront respectées; que la France, jalouse de conserver leur amitié et celle de la Porte,

ne prétend diriger ses forces que contre les mamelouks. Ce capitaine, suivi de quelques officiers français, se rend dans la ville, et engage les habitans à se rendre, pour éviter le pillage et la mort.

Bientôt les imans, les cheikes, les chérifs viennent se présenter à Bonaparte, qui leur renouvelle l'assurance des dispositions amicales et pacifiques de la république française. Ils se retirent pleins de confiance dans ces dispositions; les forts du Phare sont remis aux Français qui prennent en même temps possession de la ville et des deux ports.

Bonaparte ordonne que les prières et cérémonies religieuses continuent d'avoir lieu comme avant l'arrivée des Français, que chacun retourne à ses travaux et à ses habitudes. L'ordre et la sécurité commencent à renaître.

Les Arabes qui avaient attaqué le matin l'avant-garde de l'armée, envoient eux-mêmes des députés qui ramènent quelques Français tombés en leurs mains. Ils déclarent que, puisque les Français ne [illegible] combattre que les mamelouks, et ne [illegible] pas faire la guerre aux Arabes, ni enlever leurs femmes, ni renverser la religion de Mahomet, ils ne peuvent être leurs ennemis. Bonaparte mange avec eux le pain, gage de la foi des traités, et leur fait des présens. Ils acceptent ces dons qui étaient l'objet de leur visite; ils font éclater les démonstrations de leur reconnaissance, ils jurent fidélité à l'alliance,... et retournent piller les Français qu'ils rencontrent. Tel est l'Arabe.

Cette journée mémorable, qui assurait aux Français la principale entrée de l'Égypte, a coûté la vie au chef de brigade de la 3e, le citoyen Massé, et à cinq officiers de différentes divisions.

L'adjudant-général Escale a eu le bras cassé; vingt soldats se sont noyés dans le débarquement, soixante ont été blessés et quinze tués à l'attaque de la ville.

L'amiral Brueix, le citoyen Gantheaume, chef de l'état-major de l'armée navale, tous les officiers de marine ont secondé les efforts de l'armée de terre avec un dévouement qu'on ne saurait trop louer : on leur doit une partie des succès qu'on a obtenus.

Mais pour assurer ces avantages, il fallait profiter de la terreur qu'inspirait l'armée française, et marcher contre les mamelouks, avant qu'ils eussent le temps de disposer un plan de défense ou d'attaque.

C'est dans ces vues que le général en chef donna l'ordre au général Desaix, qui venait d'arriver avec sa division et les deux pièces qu'on avait [illegible] quées, de se porter sans délai dans le dése[illegible] route du Caire. Ce général était dès le lendem[illegible] trois lieues d'Alexandrie.

MARCHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE AU CAIRE. — BATAILLE DE CHEBREISSE. — BATAILLE DES PYRAMIDES.

Aussitôt que Bonaparte se fut rendu maître d'Alexandrie, il fit donner l'ordre aux bâtimens de transport d'entrer dans le port de cette ville, et de procéder au débarquement des chevaux, des munitions, et de tous les objets dont ils étaient chargés. Les jours et les nuits sont employés à cette opération. Les vaisseaux de guerre ne pouvaient entrer dans le port, et restaient mouillés dans la rade à une grande distance, ce qui rendait le débarquement de l'artillerie de siége également long et pénible.

Bonaparte convient, avec l'amiral Brueix, que la flotte ira mouiller à Aboukir, où la rade est [illegible] le débarquement facile, et d'où l'on peut [illegible]t communiquer avec Rosette et Alexan[illegible], donne en même temps l'ordre à l'amiral de faire sonder avec précision la passe du vieux port d'Alexandrie : son intention est que l'escadre y entre, s'il est possible, ou, dans le cas contraire, qu'elle se rende à Corfou. Tout commandait de presser le débarquement avec une nouvelle activité; les Anglais pouvaient se présenter d'un instant à l'autre : l'escadre ne pouvait donc trop tôt se rendre

indépendante de l'armée. D'un autre côté, il était essentiel, tant pour prévenir les dispositions hostiles des mamelouks, que pour ne pas leur laisser le temps d'évacuer les magasins, de marcher sur le Caire avec rapidité. Il fallait donc se hâter de procurer aux troupes tout ce qui était nécessaire à ce mouvement.

Pendant ces préparatifs, Bonaparte visitait la ville et les forts, ordonnait de nouveaux travaux, prenait toutes les mesures civiles et militaires pour assurer la défense et la tranquillité de la ville, organisait un divan, et disposait tout pour que l'armée fût bientôt en état de rejoindre la division du général Desaix.

Deux routes conduisent d'Alexandrie au Caire; la première est celle qui passe par le désert, et Demenhour. Pour suivre l'autre, il faut gagner Rosette en côtoyant la mer, et traverser à une lieue d'Aboukir un détroit de deux cents toises de large qui joint le lac Madié à la mer; mais ce passage, auquel on n'était point préparé, eût nécessairement retardé la marche de l'armée.

Bonaparte avait fait équiper une petite flottille destinée à remonter le Nil. Cette flottille, commandée par le chef de division Perrée, et composée de plusieurs chaloupes canonnières et d'un chebeck, aurait été d'un grand secours pour l'armée. Si on avait pris la route de Rosette, elle eût porté les équipages et les vivres des troupes, et suivi tous leurs mouvemens; mais les Français n'avaient pas

encore pris possession de Rosette, et en prenant le parti de suivre cette route, Bonaparte eût retardé de huit à dix jours la marche de l'armée sur le Caire. Il décide que l'armée s'avancera par le désert et par Demenhour. C'est cette route que la division Desaix avait reçu ordre de suivre.

Le général en chef s'était rendu maître d'Alexandrie le 17 messidor. Dès le lendemain, l'armée se mit en marche pour le Caire; et ce jour-là même le général Desaix arrivait à Demenhour, après avoir traversé quinze lieues de désert.

Bonaparte laisse en partant le commandement d'Alexandrie au général Kléber, qui avait été blessé au siége de cette ville. La division de ce général, commandée par le général Dugua, reçoit l'ordre de partir avec les hommes de troupes à cheval qui ne sont pas montés, de protéger l'entrée de la flottille française dans le Nil, de s'emparer de Rosette, d'y établir un divan provisoire, d'y laisser une garnison, de faire construire une batterie à Lisbé, [illegible]barquer du riz sur la flottille, de suivre [illegible] Caire sur la rive gauche du Nil, et de [illegible] toute diligence pour rejoindre l'armée. L'armée partit d'Alexandrie les 18 et 19 messidor avec son artillerie de campagne, un petit corps de cavalerie, si toutefois on peut donner ce nom à trois cents hommes montés sur des chevaux qui, épuisés par une traversée de deux mois, pouvaient à peine porter leurs cavaliers. L'artillerie, par la même raison, était mal attelée. Le 20 messidor,

les divisions arrivent à Demenhour. Pendant toute la route elles avaient été harcelées par les Arabes, qui avaient comblé les puits de Beda et de Birket, de sorte que le soldat, brûlé par l'ardeur du soleil et en proie à une soif dévorante, ne pouvait trouver à se désaltérer. On fouille dans ces puits d'eau saumâtre, mais on n'en peut retirer qu'un peu d'eau bourbeuse : un verre d'eau se paie au poids de l'or.

L'armée d'Alexandre, dans une pareille extrémité, poussa des cris séditieux contre le vainqueur du monde; les Français accélèrent leur marche.

Les troupes, arrivées le 20 messidor à Demenhour, y séjournent le 21. Jamais les Arabes ne s'étaient montrés en aussi grand nombre. Ils harcèlent les grand'gardes, plusieurs actions s'engagent, et le général de brigade Mireur est blessé mortellement.

Le 22, au lever du soleil, l'armée se met en marche pour Rahmanié; le petit nombre de puits force les divisions de marcher à deux heures l'une de l'autre.

A neuf heures et demie du matin, les [illegible] Menou, Regnier et Bon avaient pris position. Le soldat découvre le Nil; il s'y précipite tout habillé et s'abreuve d'une eau délicieuse. Presque au même instant le tambour le rappelle à ses drapeaux. Un corps d'environ huit cents mamelouks s'avançait en ordre de bataille. On court aux armes. Les ennemis s'éloignent, se dirigent sur la route de Demenhour, où ils rencontrent la division Desaix : le

feu de l'artillerie avertit qu'elle est attaquée. Bonaparte marche à l'instant contre les mameloucks; mais l'artillerie du général Desaix les avait déjà éloignés. Ils avaient pris la fuite, et s'étaient dispersés après avoir eu quarante hommes tués ou blessés. Parmentier, de la sixième demi-brigade, a été tué dans cette action, ainsi qu'un guide à cheval; dix fantassins ont été légèrement blessés.

Le soldat, épuisé par la marche et les privations, avait besoin de repos; les chevaux, faibles et harassés par les fatigues de la mer, en avaient plus besoin encore. Bonaparte prend le parti de séjourner à Rahmanié le 23 et le 24, et d'y attendre la flottille et la division Menou.

Ce général avait exécuté les ordres qu'il avait reçus. Il s'était emparé de Rosette sans obstacle. Il rejoint l'armée par des marches forcées, et annonce que la flottille était heureusement entrée dans le Nil, mais qu'elle remontait ce fleuve avec difficulté, les eaux étant encore basses. Elle arrive enfin dans [illegible] du 24. Cette nuit même l'armée part pour Mini[illegible]amé. Elle y couche; et le 25, avant le jour, elle est en marche pour livrer bataille à l'ennemi partout où elle pourra le rencontrer.

Les mameloucks, au nombre de quatre mille, étaient à une lieue plus loin. Leur droite était appuyée au village de Chebreisse, dans lequel ils avaient placé quelques pièces de canon, et au Nil, sur lequel ils avaient une flottille, composée de chaloupes canonnières et de djermes armées.

Bonaparte avait donné ordre à la flottille française de continuer sa marche, en se dirigeant de manière à pouvoir appuyer la gauche de l'armée sur le Nil, et attaquer la flotte ennemie au moment où l'on attaquerait les mamelouckes et le village de Chebreisse : malheureusement la violence des vents ne permit pas de suivre en tout ces dispositions. La flottille dépasse la gauche de l'armée, gagne une lieue sur elle, se trouve en présence de l'ennemi, et se voit obligée d'engager un combat d'autant plus inégal, qu'elle avait à la fois à soutenir le feu des mamelouckes, et à se défendre contre la flottille ennemie.

Les fellâhs, conduits par les mamelouckes, se jettent, les uns à l'eau, les autres dans des djermes, et parviennent à prendre à l'abordage une galère et une chaloupe canonnière. Le chef de division Pérée dispose aussitôt ce qui lui reste de monde, fait attaquer à son tour, et parvient à reprendre la chaloupe canonnière et la galère. Son chebeck, qui vomit de tous côtés le feu et la mort, protége la reprise de ces bâtimens, et brûle les chaloupes canonnières de l'ennemi. Il est puissamment secondé dans ce combat inégal et glorieux par l'intrépidité et le sang-froid du général Andréossy, et par les citoyens Monge, Berthollet, Junot, Payeur et Bourrienne, secrétaire du général en chef, qui se trouvent à bord du chebeck.

Cependant le bruit du canon avait fait connaître au général en chef que la flottille était engagée; il

fait marcher l'armée au pas de charge, elle s'approche de Chebreisse et aperçoit les mameloucks rangés en bataille en avant de ce village. Bonaparte reconnaît la position et forme l'armée. Elle est composée de cinq divisions, chaque division forme un carré qui présente à chaque face six hommes de hauteur; l'artillerie est placée aux angles; au centre sont les équipages et la cavalerie. Les grenadiers de chaque carré forment des pelotons qui flanquent les divisions, et sont destinés à renforcer les points d'attaque.

Les sapeurs, les dépôts d'artillerie prennent position et se barricadent dans deux villages en arrière, afin de servir de point de retraite en cas d'événement.

L'armée n'était plus qu'à une demi-lieue des mameloucks. Tout à coup ils s'ébranlent par masses, sans aucun ordre de formation, et caracolent sur les flancs et les derrières; d'autres masses fondent avec impétuosité sur la droite et le front de l'armée. On les laisse approcher jusqu'à la portée de la mitraille. Aussitôt l'artillerie se démasque et son feu les met en fuite. Quelques pelotons des plus braves fondent avec intrépidité le sabre à la main sur les flanqueurs. On les attend de pied ferme, et presque tous sont tués, ou par le feu de la mousqueterie, ou par la baïonnette.

Animée par ce premier succès, l'armée s'ébranle au pas de charge, et marche sur le village de Chebreisse, que l'aile droite a l'ordre de déborder. Ce

village est emporté après une très faible résistance. La déroute des mameloucks est complète; ils fuient en désordre vers le Caire. Leur flottille prend également la fuite, en remontant le Nil, et termine ainsi un combat qui durait depuis deux heures avec le même acharnement. C'est surtout à la valeur des hommes de troupes à cheval embarqués sur la flottille qu'est due la gloire de cette journée. La perte de l'ennemi a été de plus de six cents hommes, tant tués que blessés : celle des Français d'environ soixante-dix.

Aussitôt après l'action, Bonaparte ordonne au général de brigade Zayoncheck de débarquer avec les hommes de troupes à cheval au nombre d'environ quinze cents, et de suivre la rive droite du Nil à la hauteur de la marche de l'armée qui s'avance sur la rive gauche.

L'armée couche à Chebreisse, et le 26 à Chabour. Le 27, elle couche à Qom-el-Cheriq; elle était sans cesse harcelée dans sa marche par les Arabes. L'on ne pouvait s'éloigner à la portée du canon sans tomber dans quelque embuscade. Ces barbares assassinaient et pillaient s'ils étaient les plus nombreux; ils prenaient la fuite, s'ils étaient en nombre égal, et s'il fallait combattre.

L'adjoint aux adjudans-généraux Gallois, officier distingué, est tué en portant un ordre du général en chef. L'adjudant Denano tombe entre leurs mains. Ils le conduisent à leur camp, et cet intéressant jeune homme meurt assassiné. Toute

communication est interceptée à trois cents toises derrière l'armée. On ne peut faire parvenir aucune nouvelle à Alexandrie; on n'en reçoit aucune de cette ville.

Tous les villages où l'armée arrive sont abandonnés. Elle n'y trouve plus ni hommes ni bestiaux; elle couche sur des tas de blé et elle est sans pain. Elle manque également de viande et ne subsiste qu'avec des lentilles ou de mauvaises galettes que le soldat fait lui-même en écrasant du blé. Elle continue sa marche vers le Caire, couche le 28 à Alcan, le 29 à Abounichabé, le 30 à Ouardan où elle séjourne. Le 1er thermidor, elle se rend à Omm-el-Dinar. Le général Zayoncheck prend position à la pointe du Delta, où le Nil se partage en deux branches, celle de Damiette et celle de Rosette.

Bonaparte, informé que Mourâd-Bey, à la tête de six mille mamelouks et d'une foule d'Arabes et de fellâhs, est retranché au village d'Embabé, à la hauteur du Caire, vis-à-vis Boulac, et qu'il attend les Français pour les combattre, s'empresse d'aller lui présenter bataille.

Le 2 thermidor, à deux heures du matin, l'armée part d'Omm-el-Dinar. Au point du jour, la division Desaix, qui formait l'avant-garde, a connaissance d'un corps d'environ six cents mamelouks et d'un grand nombre d'Arabes qui se replient aussitôt. A deux heures après midi, l'armée arrive aux villages d'Ebrerach et de Boutis. Elle n'était plus qu'à trois quarts de lieue d'Embabé, et apercevait de loin le

corps de mameloucks qui se trouvait dans le village. La chaleur était brûlante, le soldat extrêmement fatigué. Bonaparte fait faire halte; mais les mameloucks n'ont pas plus tôt aperçu l'armée, qu'ils se forment en avant de sa droite dans la plaine. Un spectacle aussi imposant n'avait point encore frappé les regards des Français. La cavalerie des mameloucks était couverte d'armes étincelantes. On voyait en arrière de sa gauche ces fameuses pyramides dont la masse indestructible a survécu à tant d'empires, et brave depuis trente siècles les outrages du temps. Derrière sa droite étaient le Nil, le Caire, le Mokattam et les champs de l'antique Memphis.

Mille souvenirs se réveillent à la vue de ces plaines où le sort des armes a tant de fois changé la destinée des empires. L'armée, impatiente d'en venir aux mains, est aussitôt rangée en ordre de bataille. Les dispositions sont les mêmes qu'au combat de Chebreisse. La ligne, formée dans l'ordre par échelons et par divisions qui se flanquent, refusait sa gauche. Bonaparte ordonne à la ligne de s'ébranler; mais les mamelouks, qui jusqu'alors avaient paru indécis, préviennent l'exécution de ce mouvement, menacent le centre, et se précipitent avec impétuosité sur les divisions Desaix et Regnier, qui formaient la droite. Ils chargent intrépidement les colonnes qui, fermes et immobiles, ne font usage de leur feu qu'à demi-portée de la mitraille et de la mousqueterie; la valeur téméraire des mame-

loucks essaie en vain de renverser ces murailles de feu, ces remparts de baïonnettes; leurs rangs sont éclaircis par le grand nombre de morts et de blessés qui tombent sur le champ de bataille; et bientôt ils s'éloignent en désordre sans oser entreprendre une nouvelle charge.

Pendant que les divisions Desaix et Regnier repoussaient avec tant de succès la cavalerie des mamelloucks, les divisions Bon et Menou, soutenues par la division Kléber, commandée par le général Dugua, marchaient au pas de charge sur le village retranché d'Embabé. Deux bataillons des divisions Bon et Menou, commandés par les généraux Rampon et Marmont, sont détachés, avec ordre de tourner le village, et de profiter d'un fossé profond pour se mettre à couvert de la cavalerie de l'ennemi, et lui dérober leurs mouvemens jusqu'au Nil.

Les divisions, précédées de leurs flanqueurs, continuent de s'avancer au pas de charge. Les mamelloucks attaquent sans succès les pelotons des flanqueurs; ils démasquent et font jouer quarante mauvaises pièces d'artillerie. Les divisions se précipitent alors avec plus d'impétuosité, et ne laissent pas à l'ennemi le temps de recharger ses canons. Les retranchemens sont enlevés à la baïonnette; le camp et le village d'Embabé sont au pouvoir des Français. Quinze cents mamelloucks à cheval et autant de fellâhs, auxquels les généraux Marmont et Rampon ont coupé toute retraite en tournant Embabé, et prenant une position retranchée derrière un fossé

qui joignait le Nil, font en vain des prodiges de valeur; aucun d'eux ne veut se rendre, aucun d'eux n'échappe à la fureur du soldat; ils sont tous passés au fil de l'épée ou noyés dans le Nil. Quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les bagages et les vivres de l'ennemi tombent entre les mains du vainqueur.

Mourâd-Bey, voyant le village d'Embabé emporté, ne songe plus qu'aux moyens d'assurer sa retraite. Déjà les divisions Desaix et Regnier avaient forcé sa cavalerie de se replier : l'armée, quoiqu'elle marchât depuis deux heures du matin et qu'il fût six heures du soir, le poursuit encore jusqu'à Giseh. Il n'y avait plus de salut pour lui que dans une prompte fuite; il en donne le signal, et l'armée prend position à Giseh, après dix-neuf heures de marche ou de combats.

Jamais victoire aussi importante ne coûta moins de sang aux Français : ils n'eurent à regretter dans cette journée que dix hommes tués et environ trente blessés. Jamais avantage ne fit mieux sentir la supériorité de la tactique moderne des Européens sur celle des Orientaux, du courage discipliné sur la valeur désordonnée.

Les mamelouck étaient montés sur de superbes chevaux arabes richement harnachés; ils portaient les plus brillantes armures; leurs bourses étaient pleines d'or, et leurs dépouilles dédommagèrent le soldat des fatigues excessives qu'il venait de supporter. Il y avait quinze jours qu'il n'avait pour toute

nourriture qu'un peu de légumes sans pain; les vivres trouvés dans le camp des ennemis lui firent faire un repas délicieux.

La division Desaix a ordre de prendre position en avant de Giseh sur la route de Fayoum. La division Menou passe pendant la nuit une branche du Nil, et s'empare de l'île de Roda. L'ennemi, dans sa fuite, brûlait tous les bâtimens qui ne pouvaient remonter le Nil. Toute la rive était en feu.

Le lendemain matin, 4 thermidor, les grands du Caire se présentent sur le Nil, offrant de remettre la ville au pouvoir des Français. Ils étaient accompagnés du kyâyâ du pacha. Ibrahim-Bey, qui avait abandonné le Caire pendant la nuit, avait emmené le pacha avec lui. Bonaparte les reçoit à Giseh; ils demandent protection pour la ville et protestent de sa soumission. Bonaparte leur répond que le désir des Français est de rester les amis du peuple égyptien et de la Porte ottomane, que les mœurs, les usages et la religion du pays seront scrupuleusement respectés. Ils retournent au Caire, accompagnés d'un détachement commandé par un officier français. Le peuple avait profité de la défaite et de la fuite des mamelouks pour se porter à quelques excès; la maison de Mourâd-Bey avait été pillée et brûlée; mais les chefs font des proclamations, la force armée paraît, et l'ordre se rétablit.

Le 7 thermidor, Bonaparte porte son quartier-général au Caire. Les divisions Regnier et Menou prennent position au Vieux-Caire; les divisions Bon

et Kléber à Boulac ; un corps d'observation est placé sur la route de Syrie, et la division Desaix reçoit l'ordre de prendre une position retranchée, à trois lieues en avant d'Embabé, sur la route de la Haute-Égypte.

COMBAT DE SALÈHIÈH. — IBRAHIM-BEY EST CHASSÉ DE L'ÉGYPTE.

Au moment où les Français étaient entrés au Caire, l'armée des mameloucks s'était séparée en deux corps; l'un, commandé par Mouràd-Bey, suivait la route de la Haute-Égypte; l'autre, sous les ordres d'Ibrahim-Bey, avait pris la route de Syrie. C'était entre ces deux beys que l'autorité de l'Égypte était partagée. Mouràd-Bey était à la tête du militaire, Ibrahim-Bey dirigeait la partie administrative.

Desaix, chargé de poursuivre le premier et de le tenir en échec, établit un camp retranché à quatre lieues en avant de Gisèh, sur la rive gauche du Nil. Ses avant-postes et ceux de Mouràd-Bey étaient en présence les uns des autres.

Ibrahim-Bey s'était retiré à Belbéis, où il attendait le retour de la caravane de la Mecque; son intention était de profiter du renfort des mameloucks qui escortaient cette caravane, pour exécuter le plan d'attaque combiné avec Mouràd-Bey et les Arabes. Il mettait provisoirement tout en œuvre

pour soulever les fellâhs du Delta, et pousser les habitans du Caire à la révolte.

L'armée avait beaucoup souffert de la marche, des chaleurs excessives, de la mauvaise nourriture; elle avait besoin de repos avant de se mettre à la poursuite des mamelouckes et de les chasser entièrement de l'Égypte. Bonaparte sentait d'ailleurs la nécessité d'organiser un gouvernement provisoire pour la capitale et le reste du pays, d'assurer la subsistance du peuple et de l'armée, d'organiser tous les services, et de se mettre, par des positions retranchées, à l'abri de toute surprise, soit de la part des mamelouckes, soit de la part des habitans.

Cependant, comme le voisinage d'Ibrahim-Bey était le plus dangereux, le général de brigade Leclerc reçut l'ordre de partir du Caire le 15 thermidor, avec trois cents hommes de cavalerie, trois compagnies de grenadiers, un bataillon et deux pièces d'artillerie légère, d'aller prendre position à El-Hanka, et d'observer Ibrahim-Bey.

Le 16, il est attaqué par quatre mille mamelouckes et Arabes, que plusieurs décharges d'artillerie mettent en fuite.

La tranquillité du pays tenait à l'éloignement des mamelouckes, et surtout à celui d'Ibrahim-Bey. Bonaparte s'empresse donc de pourvoir aux besoins les plus urgens, d'établir les bases les plus essentielles de la nouvelle administration, et se dispose à marcher contre Ibrahim-Bey en personne. Il laisse au Caire la division Bon, et les hommes des autres divisions qui ont encore besoin de repos.

Le 20 thermidor, l'armée, composée des trois divisions Bon, Regnier et Menou, part du Caire pour joindre Ibrahim-Bey, lui livrer bataille, détruire son corps et le chasser de l'Égypte; elle se réunit à l'avant-garde du général Leclerc, et couche le 22 à Belbéis. Ibrahim-Bey n'avait pas cru prudent de l'attendre, et fuyait vers Salèhiëh.

L'armée était à quelques lieues de ce village, lorsqu'on aperçut dans le désert une caravane escortée par une troupe d'Arabes. La cavalerie se porte aussitôt en avant, met les Arabes en fuite et arrête la caravane : c'était celle de la Mecque. La plus grande partie de ceux qui la composaient s'étaient réunis à Ibrahim-Bey, qui emmenait avec lui une foule de marchands avec leurs marchandises : il avait consenti que le reste prît la route du Caire sous l'escorte de quelques Arabes payés par les marchands; mais à peine cette portion de la caravane avait-elle été abandonnée par les mamelouckes, que les Arabes, qui devaient l'escorter et la protéger, pillèrent eux-mêmes toutes les marchandises, sous prétexte que les marchands ne pouvaient éviter d'être pillés par les Français. Il ne restait plus sous leur conduite qu'environ six cents chameaux, chargés d'hommes, de femmes et d'enfans, que Bonaparte fit conduire au Caire sous une escorte de troupes françaises.

Dans presque tous les villages que l'armée traverse, on rencontre des individus qui faisaient partie de la caravane et avaient pris la fuite; Bonaparte les rassure, leur promet sûreté et protec-

tion; et pour leur prouver que les promesses des Français ne ressemblent en rien à celles des Arabes, à peine est-il arrivé au village arabe de Goreïd, qu'il fait arrêter le cheik, et le met en présence d'un des principaux marchands avec lesquels il avait traité de l'escorte qui les avait pillés. Le cheik, menacé d'être fusillé, retrouve à l'instant la plus grande partie des objets volés, et restitue aux marchands leurs femmes et leurs esclaves.

L'armée continuait sa marche à grandes journées pour atteindre Ibrahim-Bey. Le 24, à quatre heures de l'après-midi, l'avant-garde, composée d'environ trois cents hommes de cavalerie, arrive en vue de Salèhiëh. Au moment où la tête de l'avant-garde entrait dans le village, Ibrahim-Bey surpris fuyait à la hâte, couvrant son arrière-garde d'environ mille mameloucks.

L'infanterie française était encore à une lieue et demie de distance; les chevaux étaient harassés de fatigue, des nuées d'Arabes couvraient la plaine, attendant l'issue du combat pour tomber sur les vaincus. La seule arrière-garde d'Ibrahim-Bey était trois fois plus nombreuse que l'avant-garde des Français. Malgré l'infériorité du nombre, Bonaparte, à la tête de cette avant-garde, poursuit Ibrahim dans le désert. Deux cents braves, tant du 7e régiment de hussards, que du 22e de chasseurs, et des guides à cheval, fondent avec impétuosité sur l'arrière-garde des mamelucks, et s'ouvrent un passage à travers les rangs; mais ce succès même

augmente les dangers, ils se trouvent au milieu d'une masse cinq fois plus nombreuse qu'eux. La valeur supplée au nombre; ils combattent comme des lions et en désespérés; les mamelouckes, sans cesse repoussés, ne combattent plus qu'en s'éloignant et pour protéger leur retraite. Ils abandonnent dans leur fuite deux mauvaises pièces de canon et quelques chameaux. Mais Ibrahim-Bey parvient à sauver avec lui ses équipages, dans lesquels étaient ses femmes, celles de ses mamelouckes, ses trésors et les plus riches marchandises de la caravane. Il avait disparu, quand l'infanterie française arriva au village de Salèhiëh, où elle prit position. Ibrahim continua de fuir vers la Syrie; il avait pour neuf jours de route, à travers le désert, avant d'y être rendu.

Cet avantage a coûté à la république une vingtaine de braves tués dans les rangs ennemis. Parmi les officiers qui ont chargé à la tête de la cavalerie, et soutenu par leur exemple la valeur du soldat, le chef de brigade Destrées, qui a reçu plusieurs blessures graves, l'adjudant-général Leturq, le chef de brigade Lassalle, les aides-de-camp Duroc et Sulkousky, l'adjudant Arrighi, méritent d'être distingués.

Bonaparte détermine avec le général Caffarelli, commandant le génie, les fortifications nécessaires à la défense de Salèhiëh et de Belbéis. La division Dugua reçoit ordre de se porter sur Damiette, pour en prendre possession et soumettre le Delta. La

division Regnier reste en position à Salêhiëh, pour soumettre la province de Charkié, et Bonaparte reprend avec le reste des troupes le chemin du Caire, où il arrive le 27. Il reçoit sur la route la nouvelle et les détails du combat naval d'Aboukir.

L'Égypte, pour être entièrement affranchie du despotisme des mamelouckes, n'offrait plus d'ennemi à combattre que Mourâd-Bey. Le général Desaix reçoit l'ordre de se mettre en mouvement pour le poursuivre. Les provinces de l'Égypte sont commandées par des généraux français; les autorités civiles y sont organisées, et y remplacent le gouvernement monstrueux qui la tyrannisait. Déjà Bonaparte peut réaliser une partie de ses promesses, et prouver au pays qu'il vient de soumettre, que les Français n'avaient en effet d'autres ennemis que ses oppresseurs, d'autre ambition que celle d'être ses libérateurs.

L'ARMÉE MARCHE EN SYRIE. — AFFAIRE DE ÊL-A'RYCH. — BATAILLE DU MONT THABOR. — PRISE DE GHAZAH ET DE JAFFA.

La conduite politique et militaire de Bonaparte depuis son entrée en Égypte avait pour but de rendre à la civilisation et à leur antique splendeur ces contrées jadis si florissantes. Mais en même temps qu'il travaillait à l'affranchissement des peuples, et

à l'expulsion de leurs tyrans, il n'avait négligé aucune occasion de convaincre la Porte du désir qu'avait la république française de conserver l'amitié qui subsistait entre les deux puissances. La cour ottomane avait de justes sujets de plaintes contre les beys d'Égypte, dont les révoltes et les usurpations ne lui avaient laissé qu'une ombre de souveraineté dans cette province. Les Français eux-mêmes en avaient reçu de fréquens outrages. Punir les usurpateurs, c'était donc venger à la fois la France, la Porte ottomane et l'Égypte.

Les établissemens de commerce que Bonaparte voulait former, devaient enrichir les habitans, faire de l'Égypte l'entrepôt du commerce de l'Europe et de l'Asie, augmenter les revenus du grand-seigneur, devenir pour la France et les puissances méridionales une source de prospérité, et ruiner dans l'Inde le commerce des Anglais, contre lesquels cette expédition était plus particulièrement dirigée.

La Porte, une fois éclairée sur le but de l'entrée des Français en Égypte, et sur leurs projets ultérieurs, ne pouvait voir qu'avec plaisir une expédition qui devait lui être si avantageuse. Dans cette conviction, Bonaparte n'avait cessé de se conduire avec la Porte ottomane comme envers l'amie et l'alliée fidèle de la France.

A la prise de Malte, il avait trouvé dans les cachots de l'ordre un grand nombre d'esclaves turcs, ils furent aussitôt mis en liberté, et renvoyés à Constantinople.

Depuis l'entrée des Français en Égypte, les agens de la Porte étaient respectés; le pavillon turc flottait avec le pavillon français. Une caravelle turque se trouvait dans le port d'Alexandrie, ainsi que quelques bâtimens de commerce. Bonaparte assure le capitaine de la protection et de l'amitié des Français. Cette caravelle reçoit un ordre du grand-seigneur de quitter Alexandrie pour se rendre à Constantinople; c'était l'époque où tous les bâtimens turcs ont coutume de quitter l'Égypte. Bonaparte, après avoir fait accepter un présent au capitaine de la caravelle, le chargea de prendre à son bord le citoyen Beauchamp, porteur de dépêches pour la Porte ottomane.

Cet envoyé était chargé de protester de nouveau des dispositions pacifiques et amicales du gouvernement français envers le grand-seigneur; de faire connaître à la Porte les sujets de mécontentement que Bonaparte avait contre Ahmed-Djezzar, pacha d'Acre, et de déclarer que le châtiment qu'il lui réservait, s'il continuait à se mal conduire, ne devait donner aucun ombrage, aucune inquiétude à l'empire ottoman. Ce pacha, que ses cruautés avaient fait nommer Djezzar (le boucher), était regardé comme un monstre de férocité par les barbares les plus sanguinaires d'Orient.

Ibrahim-Bey, après l'affaire de Salêhiëh, s'était retiré avec mille mamelouks et ses trésors vers Ghazah : il avait reçu de Djezzar le plus favorable accueil. Non seulement ce pacha continuait d'ac-

corder asile et protection aux mamelouks, il menaçait encore les frontières de l'Égypte par des dispositions hostiles. Bonaparte, qui voulait éviter de donner le moindre ombrage à la Porte, dépêcha par mer à Djezzar un officier chargé d'une lettre dans laquelle il assurait le pacha que les Français désiraient conserver l'amitié du grand-seigneur, et vivre en paix avec lui; mais il exigeait que Djezzar éloignât Ibrahim-Bey et ses mamelouks, et ne leur accordât aucun secours.

Le pacha n'avait fait aucune réponse à Bonaparte, il avait renvoyé l'officier avec arrogance; les Français étaient mis aux fers à Saint-Jean-d'Acre.

L'armée ne recevait aucune nouvelle d'Europe. Depuis le funeste combat d'Aboukir, les ports de l'Égypte étaient bloqués par les Anglais. Bonaparte n'avait aucun renseignement officiel sur les résultats de la négociation que le directoire avait dû entamer avec la Porte ottomane, relativement à l'expédition d'Égypte; mais tous les rapports de l'intérieur annonçaient que le ministère anglais avait su profiter de la victoire d'Aboukir pour entraîner la Porte dans son alliance et celle de la Russie contre la république française. Bonaparte jugea que, si la Porte cédait aux suggestions de ses ennemis naturels, il y aurait une opération combinée contre l'Égypte, et qu'il serait attaqué par mer et par la Syrie. Il n'y avait pas un moment à perdre pour prendre un parti; Bonaparte se décide.

Marcher en Syrie, châtier Djezzar, détruire les

préparatifs de l'expédition contre l'Égypte, dans le cas où la Porte se serait unie aux ennemis de la France; lui rendre, au contraire, la nomination du pacha de Syrie, et son autorité primitive dans cette province, si elle restait l'amie de la république; revenir en Égypte aussitôt après pour battre l'expédition par mer; expédition qui, vu les obstacles qu'opposait la saison, ne pouvait avoir lieu avant le mois de messidor; tel est le plan auquel Bonaparte s'arrête, et qu'il va exécuter.

Aussitôt après son retour au Caire, il avait envoyé contre l'armée de Mourâd-Bey, qui se tenait dans la Haute-Égypte, le général Desaix et sa division qui obtenait chaque jour de nouveaux succès.

Après avoir ainsi éloigné les ennemis, Bonaparte songe à organiser le gouvernement des provinces de l'Égypte. Il établit un divan dans chacune d'elles, et fait jouir le peuple de la plus belle prérogative de la liberté, celle de concourir à l'élection de ses magistrats. Il forme un système de guerre jusqu'alors inconnu contre les Arabes, qui de tout temps ont désolé ces belles contrées. Il arrête une nouvelle répartition d'impôts plus utile au fisc, et moins onéreuse au peuple; il porte la plus sévère économie dans la partie administrative de l'armée; il établit une compagnie de commerce dans la vue de faciliter l'échange et la circulation de toutes les denrées. Il avait formé un institut au Caire; il y établit une bibliothéque, et fait construire un laboratoire de chimie. Un grand atelier est ouvert pour les arts

mécaniques. Déjà la fabrication du pain et celle des liqueurs fermentées est perfectionnée, on épure le salpêtre, on construit de nouvelles machines hydrauliques.

Pendant que Bonaparte semblait recréer la ville du Caire, des savans voyageaient par son ordre dans l'intérieur de l'Égypte, et y faisaient les reconnaissances, les découvertes les plus importantes pour la géographie, l'histoire et la physique.

Le général Andréossy avait reçu l'ordre de soumettre le lac Menzalëh, les bouches Pélusiaques, et d'en faire la reconnaissance, tant sous le rapport militaire que sous le rapport des sciences.

Il sonde, le 2 vendémiaire, la rade de Damiette, de Bougafic et du camp Bougan, ainsi que l'embouchure du Nil, afin de déterminer les passes du Boghaz et la forme de la baie. Il part de Damiette le 11 à deux heures du matin, avec deux cents hommes et quinze djermes conduites par des reis du Nil. Trois de ces djermes sont armées d'un canon. Il passe le Boghaz à sept heures, longe la côte et prend position, à trois heures après midi, à la bouche de Bibëh, où il fait les mêmes opérations qu'à l'embouchure du Nil. Le 12, il pénètre dans le lac jusqu'à cinq lieues; il voulait gagner Matariëh, mais les reis, intimidés par l'apparition subite d'environ cent trente djermes chargées d'Arabes embarqués à Matariëh, le conduisent vers Menzalëh. Tombé sous le vent, il est attaqué et poursuivi; mais, malgré la supériorité du nombre, l'ennemi

est obligé de se retirer avec perte. Il se rejette alors sur Damiette, et mouille devant Minié à neuf heures du soir. La nuit du 14 au 15, il est attaqué avec plus d'acharnement, et pas avec plus de succès. Le 16, il se porte sur Mensalëh, et le 17 sur les îles de Matarièh.

Il mouille, le 20, à l'île de Tourna, le 24 à celle de Tumis, le 25 à la bouche d'Omm-Faredje, et il arrive, le 28, sur les ruines de Tinëh, de Péluse, de Farouna; il part le 29, et se dirige sur le canal de Moëz où il pénètre; le 30, il visite San et relève Salêhièh, prend des renseignemens précis sur le canal de ce nom, et repart le même jour pour Menzalëh et Damiette, où il arrive le 2 brumaire, après avoir terminé la reconnaissance, les sondes, la carte du lac, pour la construction de laquelle il avait fait mesurer à la chaîne une étendue de plus de quarante-cinq mille toises.

Le général Andréossy, revenu au Caire, repart aussitôt avec le citoyen Berthollet pour reconnaître les lacs de natron. Il se rend, escorté de quatre-vingts hommes, à Terranëh, d'où il part dans la nuit du 3 au 4. Après quatorze heures de marche, il arrive aux lacs Natron, situés dans une vallée qui a plus de deux lieues de large, et dont la direction est de quarante-quatre degrés ouest. Ces lacs comprennent une étendue d'environ six lieues. Trois couvens coptes, dont un isolé, sont situés dans la vallée, vers le sommet de la pointe opposée à Terranëh.

Le 4, il visite les lacs, et se rend au *fleuve sans eau*. C'est une grande vallée encombrée de sables, adjacente à celle des natrons, et dont le bassin a près de trois lieues d'un bord à l'autre. Il y trouve de grands corps d'arbres entièrement pétrifiés; le même jour il va bivouaquer au quatrième couvent qui est dans la direction d'Ouardan; dans la vallée du lac de Natron, on rencontre quelques sources de très bonne eau. Le natron y est d'une bonne qualité, et peut faire une branche de commerce très importante.

Tous les savans qui ont accompagné Bonaparte sont occupés à des travaux analogues à leurs talens et à leurs connaissances. Nouet et Méchain déterminent la latitude d'Alexandrie, celle du Caire, de Salêhiëh, de Damiette et de Suez.

Lefèvre et Malus font la reconnaissance du canal de Moëz; le premier avait accompagné, avec Bouchard, le général Andréossy dans la reconnaissance du lac Menzalëh.

Peyre et Girard font le plan d'Alexandrie; Lanorey fait la reconnaissance d'Abou-Menedgé; il est, de plus, chargé de diriger les travaux du canal d'Alexandrie.

Geoffroy examine les animaux du lac Menzalëh et les poissons du Nil; Delisle, les plantes qui se trouvent dans la Basse-Égypte.

Arnolet et Champy fils sont chargés d'observer les minéraux de la mer Rouge, et d'y faire des reconnaissances.

Girard est chargé d'un travail sur tous les canaux de la Haute-Égypte.

Denon voyage dans le Faïoum et dans la Haute-Égypte pour en dessiner les monumens. La passion des sciences et des arts lui fait surmonter tous les obstacles, et braver des périls et des fatigues sans nombre.

Conté dirige l'atelier destiné aux arts mécaniques; il fait construire des moulins à vent, et une infinité de machines inconnues en Égypte.

Savigny fait une collection des insectes du désert et de la Syrie.

Beauchamp et Nouet dressent un almanach contenant cinq calendriers, celui de la république française et ceux des Églises romaine, grecque, cophte et musulmane.

Costaz rédige un journal; Fourrier, secrétaire de l'Institut, est commissaire près le divan.

Berthollet et Monge sont à la tête de tous ces travaux, de toutes ces entreprises; on les retrouve partout où il se forme des établissemens utiles, où il se fait des découvertes importantes.

Tandis qu'on fait les préparatifs de l'expédition de Syrie, Bonaparte s'associe aux travaux des savans, et assiste exactement aux séances de l'Institut, où chacun d'eux rend compte de ses opérations. Il veut aller visiter lui-même l'isthme de Suez, et résoudre l'un des problèmes les plus importans et les plus obscurs de l'histoire; il se disposait à cet

intéressant voyage, lorsqu'un événement fâcheux et inattendu le força d'ajourner ses projets.

La plus grande tranquillité n'avait cessé de régner dans la ville du Caire; les notables de toutes les provinces délibéraient avec calme, et d'après les propositions des commissaires français Monge et Berthollet, sur l'organisation définitive des divans, sur les lois civiles et criminelles, sur l'établissement et la répartition des impôts, et sur divers objets d'administration et de police générale. Tout à coup des indices d'une sédition prochaine se manifestent. Le 30 vendémiaire, à la pointe du jour, des rassemblemens se forment dans divers quartiers de la ville, et surtout à la grande mosquée. Le général Dupuy, commandant la place, s'avance à la tête d'une faible escorte pour les dissiper; il est assassiné, avec plusieurs officiers et quelques dragons, au milieu de l'un de ces attroupemens. La sédition devient aussitôt générale; tous les Français que les révoltés rencontrent sont égorgés; les Arabes se montrent aux portes de la ville.

La générale est battue; les Français s'arment et se forment en colonnes mobiles; ils marchent contre les rebelles avec plusieurs pièces de canon. Ceux-ci se retranchent dans leurs mosquées, d'où ils font un feu violent. Les mosquées sont aussitôt enfoncées; un combat terrible s'engage entre les assiégeans et les assiégés; l'indignation et la vengeance doublent la force et l'intrépidité des Français. Des batteries placées sur différentes hauteurs,

et le canon de la citadelle, tirent sur la ville; le quartier des rebelles et de la grande mosquée sont incendiés.

Les chérifs et les principaux du Caire viennent enfin implorer la générosité des vainqueurs et la clémence de Bonaparte; un pardon général est aussitôt accordé à la ville, et le 2 brumaire l'ordre est entièrement rétabli. Mais, pour prévenir dans la suite de pareils excès, la place est mise dans un tel état de défense, qu'un seul bataillon suffit pour la mettre à l'abri des mouvemens séditieux d'une population nombreuse. Des mesures sont prises aussi pour la garantir à l'extérieur contre toute entreprise de la part des Arabes.

Bonaparte, après avoir imprimé à tout le pays la terreur de ses armes, continue de suivre ses plans d'administration intérieure, sans oublier ce qu'il doit à l'intérêt des sciences, du commerce et des arts.

Le général Bon reçoit ordre de traverser le désert *à la tête de quinze cents hommes, et avec deux pièces de canon, et de marcher vers Suez*, où il entre le 17 brumaire.

Bonaparte, accompagné d'une partie de son état-major, des membres de l'Institut, Monge, Berthollet, Costaz, de Bourrienne, et d'un corps de cavalerie, part lui-même du Caire le 4 nivôse, et va camper à Birket-el-Hadj, ou lac des Pèlerins; le 5, il bivouaque à dix lieues dans le désert; le 6, il arrive à Suez; le 7, il reconnaît la côte et la ville;

et ordonne les ouvrages et les fortifications qu'il juge nécessaires à sa défense.

Le 8, il passe la mer Rouge près de Suez, à un gué qui n'est praticable qu'à la marée basse. Il se rend aux Fontaines de Moïse, situées en Asie, à trois lieues et demie de Suez. Cinq sources forment ces fontaines qui s'échappent en bouillonnant du sommet de petits monticules de sable; l'eau en est douce et un peu saumâtre. On y trouve les vestiges d'un petit aquéduc moderne qui conduisait cette eau à des citernes creusées sur le bord de la mer, dont les fontaines sont éloignées de trois quarts de lieue.

Bonaparte retourne le soir même à Suez; mais la mer étant haute, il est forcé de remonter la pointe de la mer Rouge. Le guide le perd dans les marais, et il ne parvient à en sortir qu'avec la plus grande peine, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture.

Les magasins de Suez indiquent assez que cette ville a été l'entrepôt d'un commerce considérable; les barques seules peuvent maintenant arriver au port; mais des frégates peuvent mouiller auprès d'une pointe de sable qui s'avance à une demi-lieue dans la mer. Cette pointe est découverte à la marée basse, et il serait possible d'y construire une batterie qui protégerait le mouillage et défendrait la rade.

Bonaparte encourage le commerce par plusieurs établissemens utiles; il le rassure contre les exactions auxquelles le livraient et les mamelouks et les pachas. Une nouvelle douane, dont les droits sont

moins forts que ceux de l'ancienne, remplace celle qui existait avant son arrivée. Il prend des mesures pour assurer et garantir le transport de Suez au Caire et à Belbéis ; enfin ses dispositions sont telles, qu'elles doivent dans peu de temps rendre à Suez son antique splendeur.

Quatre bâtimens de Djedda arrivent dans cette ville pendant le séjour qu'y fait Bonaparte. Les Arabes de Tor viennent aussi demander l'amitié des Français. Bonaparte quitte Suez le 10 nivôse, côtoyant la mer Rouge au nord. A deux lieues et demie de cette ville, il trouve les restes de l'entrée du canal de Suez ; il le suit pendant quatre lieues. Le même jour, il couche au fort d'Adgeroud ; le 11, à dix lieues dans le désert ; et le 12 à Belbéis. Le 14, il se porte dans l'oasis d'Houareb, où il retrouve les vestiges du canal de Suez, à son entrée sur les terres cultivées et arrosées de l'Égypte.

Il le suit l'espace de plusieurs lieues, et, satisfait de cette double reconnaissance, il donne ordre au *citoyen Peyre, ingénieur*, de se rendre à Suez, et d'en partir avec *une escorte suffisante* pour lever géométriquement et niveler tout le cours du canal, opération qui va résoudre enfin le problème de l'existence d'un des plus grands et des plus importans travaux du monde. De retour à Suez, Bonaparte apprend que Djezzar, pacha de Syrie, s'était emparé du fort de El-A'rych, qui défendait les frontières de l'Égypte. Ce fort, situé à deux journées de Cathié, et à dix lieues dans le désert, était même

occupé par l'avant-garde du pacha. Ces mouvemens hostiles ne laissaient aucun doute sur les intentions de Djezzar et de la Porte, qui venait de déclarer la guerre à la France.

Certain d'une attaque, il ne restait plus à Bonaparte d'autre parti à prendre que celui de déconcerter les plans de ses nouveaux ennemis en les prévenant. Il quitte Suez sur-le-champ pour se rendre au Caire. Il passe par Salêhiëh, où se trouvaient les troupes destinées à former l'avant-garde de l'expédition de Syrie : il met cette avant-garde en mouvement, et continue sa route vers le Caire, marchant jour et nuit. Aussitôt qu'il y est rendu, il réunit l'armée qui doit le suivre.

Elle est composée de la division du général Kléber, qui a sous ses ordres les généraux Verdier et Junot, d'une partie des deux demi-brigades d'infanterie légère, et des 25ᵉ et 75ᵉ de ligne ;

De la division du général Regnier, ayant sous ses ordres le général Lagrange, la 9ᵉ et la 95ᵉ demi-brigade de ligne ;

De celle du général Lannes, ayant sous ses ordres les généraux Vaud, Robin et Rambeau, avec une partie de la 22ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, des 13ᵉ et 69ᵉ de ligne ;

De celle du général Bon, ayant sous ses ordres les généraux Rampon, Vial, et une partie des 4ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, 18ᵉ et 32ᵉ demi-brigades de ligne ;

De celle du général Murat, avec neuf cents hommes de cavalerie et quatre pièces de 4.

Le général Dommartin commande l'artillerie, et le général Caffarelli le génie.

Le parc d'artillerie est composé de quatre pièces de 12, trois de 8, cinq obusiers, et trois mortiers de cinq pouces.

L'artillerie de chaque division est composée de deux pièces de 8, deux obusiers de six pouces : ces différens corps forment une armée d'environ dix mille hommes.

La 19e demi-brigade, les 3e bataillons des demi-brigades de l'expédition de Syrie, la Légion nautique, les dépôts du corps de cavalerie, la Légion maltaise, sont répartis dans les villes d'Alexandrie, de Damiette et du Caire, pour les garnisons et les colonnes mobiles destinées à protéger contre les Arabes, et à retenir dans l'obéissance les provinces de la Basse-Égypte.

Le général Desaix continuait d'occuper la Haute-Égypte avec sa division.

Le commandement de la province du Caire est remis entre les mains du général Dugua; les autres sont confiés aux généraux Belliard, Lanusse, Zayoncheck, Fugières, Leclerc, et à l'adjudant-général Almeyras. Le citoyen Poussielgue, administrateur-général des finances, resté au Caire; le payeur-général de l'armée, nommé Estève, jeune homme recommandable sous tous les rapports, suit l'expédition.

Le commandement d'Alexandrie était très important. Il ne pouvait être confié qu'à un officier actif, qui réunît les connaissances de l'artillerie à celles du génie et des autres parties militaires. Cette place, par l'éloignement du général en chef, devenait presque indépendante sous les rapports militaires et administratifs. Les Anglais étaient en présence, et des symptômes de peste commençaient à s'y manifester. Le choix du général en chef tomba sur le général de brigade Marmont.

Bonaparte ordonne à l'adjudant-général Almeyras, qu'il charge du commandement de Damiette, de presser les travaux des fortifications, et de faire embarquer des vivres et des munitions pour l'armée de Syrie, en profitant de la navigation du lac Menzalëh et du port de Tinëh, d'où l'on devait les transporter dans les magasins établis à Cathiëh, à cinq heures de marche.

L'armée avait besoin de quelques pièces de siége pour battre la place d'Acre, en cas de résistance. Les difficultés du désert en rendaient le transport impraticable par terre. Les charger sur quelques frégates mouillées dans la rade d'Alexandrie, et braver la croisière anglaise, était un projet audacieux sans doute; mais sans audace marche-t-on à la victoire?

Bonaparte ordonne au contre-amiral Pérée, d'embarquer à Alexandrie l'artillerie de siége dont il avait besoin, d'appareiller avec *la Junon*, *la Courageuse* et *l'Alceste*, de croiser devant Jaffa et de

se mettre en communication avec l'armée. Il calcule et détermine l'époque à laquelle il doit arriver.

On rassemble au Caire, en toute diligence, les mulets et les chameaux qui doivent transporter le parc d'artillerie, les vivres, les munitions, et tout ce qui est nécessaire à une armée qui traverse le désert.

Le général Kléber reçoit l'ordre de s'embarquer avec sa division, à Damiette. Les Français s'étaient rendus maîtres de la navigation du lac Menzalëh. Bonaparte ordonne à Kléber de se rendre par ce lac à Tinëh et de là à Cathiëh, de manière à y arriver le 16 pluviôse.

Le général Regnier était parti de Belbéis, avec son état-major, le 4 pluviôse, pour se rendre à Salêhiëh, qu'il avait quitté le 14, afin d'arriver le 16 à Cathiëh où il rejoint son avant-garde; il en part le 18 et prend la route de El-A'rych. Ce village et le fort étaient occupés par deux mille hommes de troupes du pacha d'Acre.

Le général Lagrange, avec deux bataillons de la 85e demi-brigade, *un bataillon de la 75e* et deux pièces de canon, formait l'avant-garde du général Regnier. Le 20 pluviôse, il aperçoit, en approchant des fontaines de Massoudiac, un parti de mamelouks auxquels ses tirailleurs donnent la chasse. Il arrive le soir au bois de palmiers près de la mer, en avant de El-A'rych. Le 21, il se porte avec rapidité sur les montagnes de sable qui dominent El-A'rych; il y prend position et y place son artillerie.

Le général Regnier fait battre la charge; à l'instant, l'avant-garde se précipite de droite et de gauche sur le village, que Regnier attaquait de front. Malgré la position favorable de l'ennemi dans ce village, situé sur un amphithéâtre, bâti en maisons de pierres crénelées et soutenu par le fort; malgré la vivacité du feu et la résistance la plus opiniâtre, le village est enlevé à la baïonnette; l'ennemi se retire dans le fort et barricade les portes avec tant de précipitation, qu'il abandonne environ trois cents hommes qui sont tués ou faits prisonniers.

Dès le soir, le blocus du fort de El-A'rych est formé par le général Regnier. Ce jour-là même, on avait signalé, sur la route de Ghazah, un corps de cavalerie et d'infanterie qui escortait un convoi destiné à l'approvisionnement de El-A'rych. Ce renfort s'augmente et se grossit jusqu'au 25, où l'ennemi, devenu audacieux par la supériorité que lui donne sa cavalerie, vient camper à une demi-lieue de El-A'rych, sur un plateau couvert d'un ravin très escarpé, position dans laquelle il se croit inexpugnable.

Cependant le général Kléber arrive avec quelques troupes de sa division. Dans la nuit du 26 au 27, une partie de la division Regnier tourne le ravin qui couvrait le camp des mamelouks; elle se précipite dans le camp dont elle est bientôt maîtresse, et tout ce qui ne peut échapper par une prompte fuite est tué ou fait prisonnier. Une multitude de chameaux et

de chevaux, des provisions de bouche et de guerre, et tous les équipages des mamelouks tombent au pouvoir des vainqueurs. Deux beys et quelques kiachefs sont tués sur le champ de bataille. C'est le surlendemain de cette glorieuse journée que Bonaparte paraît devant El-A'rych.

Il était encore le 21 au Caire, lorsqu'il reçut un exprès d'Alexandrie, qui lui annonça que le 15, la croisière anglaise, renforcée de quelques bâtimens, bombardait le port et la ville. Il juge aussitôt que ce bombardement ne peut avoir d'autre but que de le détourner de son expédition de Syrie, dont le mouvement commencé avait déjà alarmé les Anglais et le pacha d'Acre. Il laisse donc les Anglais continuer leur bombardement, qui n'a d'autre effet que de couler quelques bâtimens de transport, et part le 22 du Caire, avec son état-major, pour aller coucher à Belbéis. Le 23, il couche à Coreid; le 24 à Salèhiëh; le 25 à Kantara, dans le désert; le 26 à Cathiëh; le 27 au puits de Bir-el-Ayoub; le 28 au puits de Massoudiac; et le 29, enfin, à El-A'rych, où se réunissent en même temps les divisions Bon et Lannes et le parc de l'expédition.

Le général Regnier avait fait tirer contre le fort quelques coups de canon, et commencer des boyaux d'approche; mais n'ayant pas assez de munitions pour battre en brèche, il avait sommé le commandant du fort et resserré le blocus; il avait aussi fait pousser une mine sous l'une des tours; elle fut éventée par l'ennemi.

Le 30 pluviôse, l'armée prend position devant El-A'rych, sur les monticules de sable, entre le village et la mer. Bonaparte fait canonner une des tours du château, et dès que la brèche est commencée, il somme la place de se rendre.

La garnison était composée d'Arnautes, de Maugrabins, tous barbares sans chefs, ne connaissant aucun des usages, aucun des principes professés dans la guerre par les nations policées. Il s'établit une correspondance également bizarre et curieuse, et qui seule suffirait pour peindre les barbares.

Bonaparte, qui avait le plus grand intérêt à ménager son armée et ses munitions, se prête patiemment à la bizarrerie de leurs procédés; il diffère l'assaut. On continue à parlementer et à tirer successivement. Enfin, le 2 ventôse, la garnison, forte de seize cents hommes, se rend, et met bas les armes, sous la condition de se retirer à Bagdad par le désert. Une partie des Maugrabins prend du service dans l'armée française. On trouve dans le fort environ deux cent cinquante chevaux, deux pièces d'artillerie démontées, et des vivres pour plusieurs jours. Le 3, Bonaparte fait partir pour le Caire les drapeaux enlevés à l'ennemi, et les mamelouks faits prisonniers.

Le 4 ventôse, le général Kléber, à la tête de sa division et de la cavalerie, part de El-A'rych, pour se porter sur Kan-Jounes, premier village qu'on trouve dans la Palestine en sortant du désert.

Le 5, le quartier-général quitte aussi El-A'rych,

avec la même destination. Il arrive jusque sur les hauteurs de Kan-Jounes sans avoir de nouvelles de la division Kléber. Le général en chef pousse quelques hommes de son escorte dans le village ; les Français n'y avaient point encore paru ; quelques mamelouks qui s'y trouvent prennent la fuite, et se retirent au camp d'Abdalla-Pacha, qu'on aperçoit à une lieue de là, sur la route de Ghazah.

Bonaparte n'avait qu'un simple piquet pour escorte. Convaincu que la division Kléber s'est égarée, il se retire sur Santon, trois lieues en avant de Kan-Jounes, dans le désert. Il y trouve l'avant-garde de la cavalerie. Les guides avaient égaré la division Kléber dans le désert; mais ce général ayant arrêté quelques Arabes, les avait forcés de le remettre dans la route dont il s'était éloigné d'une journée de chemin. La division arrive le 6, à huit heures du matin, après quarante-huit heures de la marche la plus pénible, sans avoir pu se procurer une goutte d'eau.

Les divisions Bon et Lannes, qui avaient suivi ses traces, s'égarent également une partie du chemin; ces trois divisions, qui, d'après les ordres, n'auraient dû arriver que successivement, se réunissent presque en même temps au Santon. Les puits sont bientôt à sec. On creuse avec peine pour obtenir un peu d'eau ; l'armée, qu'une soif ardente dévore, ne peut obtenir qu'un léger soulagement à ses souffrances et à ses besoins.

La division Regnier était restée à El-A'rych,

avec l'ordre d'y attendre que tous les prisonniers de guerre l'eussent évacué, que le fort, qui était la clef de l'Égypte, fût mis dans un état de défense respectable, et que le parc d'artillerie fût en marche. Elle devait former l'arrière-garde de l'armée à deux journées de distance.

Le 6 ventôse, le quartier-général et l'armée marchent sur Kan-Jounes.

A une lieue en avant de ce village, on voit sur la route quelques colonnes de granit, et quelques morceaux de marbre épars qu'on pourrait prendre d'abord pour les débris d'un ancien monument; mais comme à quelques toises de là on trouve le puits de Reffa, d'une belle construction, et qui donne de l'eau en grande abondance, il est naturel de penser que ces ruines sont les restes d'un ker-van-serai, où s'arrêtaient les caravanes, pour faire de l'eau à l'entrée du désert qui sépare la Syrie de l'Égypte.

L'armée venait de traverser soixante lieues du désert le plus aride, car les habitations de Cathiëh et de El-A'rych ne présentent que des huttes de terre, et quelques palmiers près des puits. Elle trouva une véritable jouissance à son entrée dans les plaines de Ghazah, et à l'aspect des montagnes de la Syrie.

A l'approche de l'armée, Abdalla, qui était campé avec les mamelouks et son infanterie, à une lieue de Kan-Jounes, avait levé son camp, et s'était replié sur Ghazah.

Le 7, l'armée part de Kan-Jounes, et marche

sur Ghazah. A deux lieues de cette ville, on aperçoit un corps de cavalerie qui occupait la hauteur.

Bonaparte dispose en carré chacune des divisions. Celle du général Kléber forme la gauche, et se dirige sur Ghazah, à la droite de l'ennemi; le général Bon occupe le centre, et marche vers son front; la colonne de droite est formée par la division Lannes, qui se dirige sur les hauteurs, et tourne les positions qu'occupait Abdalla; le général Murat, ayant sous ses ordres la cavalerie et six pièces de canon, marchait en avant de l'infanterie, et se disposait à charger l'ennemi.

A son approche, la cavalerie d'Abdalla fait plusieurs mouvemens qui annonçent de l'indécision dans ses desseins. Elle s'ébranle, et paraît vouloir charger; mais bientôt elle rétrograde, et se retire au galop pour prendre une nouvelle position. Le général Murat pousse des partis et fait manœuvrer la cavalerie, pour engager les Turcs à le charger ou à attendre la charge; mais bientôt ils se replient à mesure qu'il avance, et à la nuit ils avaient entièrement disparu; la division Kléber avait coupé quelques uns de leurs tirailleurs, et en avait tué une vingtaine.

L'armée se trouvait à une lieue au-delà de Ghazah; elle prend position sur les hauteurs qui dominent la place, et le quartier-général campe près de cette ville.

Le fort de Ghazah est de forme circulaire, du diamètre d'environ quarante toises, et flanqué de

tours. Il renfermait seize milliers de poudre, une grande quantité de cartouches, des munitions de guerre, et quelques pièces de canon. On trouva en outre dans la ville cent mille rations de biscuit, du riz, des tentes et une grande quantité d'orge.

Les habitans avaient envoyé des députés au-devant des Français; ils sont traités en amis. L'armée séjourne le 8 et le 9 dans la ville. Bonaparte consacre ces deux jours à l'organisation civile et militaire de la place et du pays : il forme un divan composé de plusieurs Turcs habitans de la ville, et part, le 10 ventôse, pour Jaffa, où l'ennemi rassemblait ses forces.

Les convois de vivres et de munitions expédiés des magasins de Cathiëh, n'avaient pu suivre la marche de l'armée. Ils étaient arriérés de plusieurs jours de marche, mais les magasins que l'ennemi avait abandonnés à Ghazah mirent l'armée en état de ne pas souffrir de ce retard.

Le désert qui conduit de Ghazah à Jaffa est une plaine immense, couverte de monticules de sable mouvant, que la cavalerie ne parvient à franchir qu'avec beaucoup de difficultés. Les chameaux s'y traînent lentement et péniblement; on est contraint, l'espace d'environ trois lieues, de tripler les attelages de l'artillerie.

L'armée couche le 11 à Ezdoud, et le 12 à Ramlëh, village habité en grande partie par des chrétiens : elle y trouve des magasins de biscuit, que l'ennemi n'avait pas eu le temps d'évacuer; on en

trouve également au village de Lida. Des hordes d'Arabes rôdaient autour de ces villages pour les piller; des partis les repoussent et les mettent en déroute. Le 13 ventôse, l'avant-garde, formée par la division Kléber, arrive devant Jaffa. A son approche, l'ennemi se retire dans l'intérieur de la place, et canonne les éclaireurs. Les autres divisions et la cavalerie arrivent quelques heures après.

La cavalerie et la division Kléber ont ordre de couvrir le siége de Jaffa, en prenant position sur la rivière de Lahoya, à deux lieues environ sur la route d'Acre. Les divisions Bon et Lannes forment l'investissement de la ville.

Le 14, on fait la reconnaissance de la place. Jaffa est entouré d'une muraille sans fossés, flanquée de bonnes tours avec du canon. Deux forts défendent le port et la rade; la place paraissait bien armée. On décide le front de l'attaque au sud de la ville, contre les parties les plus élevées et les plus fortes.

Dans la nuit du 14 au 15, la tranchée est ouverte; on établit une batterie de brèche et deux contre-batteries sur la tour carrée, la plus dominante du front d'attaque. On construit une batterie au nord de la place, afin d'établir une diversion.

Les journées du 15 et du 16 sont employées à avancer et perfectionner les travaux. L'ennemi fait deux sorties; il est repoussé vigoureusement et avec perte dans la place; les batteries commencent enfin leur feu.

Le 16, à la pointe du jour, on commence à canonner la place. La brèche est jugée praticable à quatre heures du soir. L'assaut est ordonné. Les carabiniers de la 22e demi-brigade d'infanterie légère s'élancent à la brèche; l'adjudant-général Rambaud, l'adjudant Netherwood, l'officier de génie Vernois sont à leur tête; ils ont, avec eux des ouvriers du génie et de l'artillerie. Les chasseurs suivent les éclaireurs. Ils gravissent la brèche sous le feu de quelques batteries de flanc qu'on n'avait pu éteindre. Ils parviennent, après des prodiges de valeur, à se loger dans la tour carrée. Le chef de brigade de la 22e, le citoyen Lejeune, officier très distingué, est tué sur la brèche. L'ennemi fait à plusieurs reprises les plus grands efforts pour repousser la 22e demi-brigade; mais elle est soutenue par la division Lannes, et par l'artillerie des batteries qui mitraillent l'ennemi dans la ville, en suivant les progrès des assiégeans.

La division Lannes gagne de toit en toit, de rue en rue; bientôt elle a escaladé et pris les deux forts. L'aide-de-camp Duroc se distingue par son intrépidité.

La division Bon, qui avait été chargée des fausses attaques, pénètre dans la ville; elle est sur le port. La garnison poursuivie se défend avec acharnement, et refuse de poser les armes; elle est passée au fil de l'épée. Elle était composée de douze cents canonniers turcs et de deux mille cinq cents Maugrabins ou Arnautes. Trois cents Égyptiens qui s'étaient

rendus, sont renvoyés au sein de leurs familles. La perte de l'armée française est d'environ trente hommes tués et deux cents blessés.

Bonaparte, maître de la ville et des forts, ordonne qu'on épargne les habitans. Le général Robin prend le commandement, et parvient à arrêter les désordres qui suivent ordinairement un assaut, surtout quand il est soutenu par des barbares qui ne connaissent aucun des usages militaires des nations policées. Les habitans sont protégés; et, le 17, chacun était rentré dans son habitation.

On trouve dans la place quarante pièces de canon ou obusiers de seize, formant l'équipage de campagne envoyé à Djezzar par le grand-seigneur, et une vingtaine de pièces de rempart, tant en fer qu'en bronze; il y avait dans le port environ quinze petits bâtimens de commerce.

Le général en chef donne les ordres nécessaires pour mettre la place et le port en état de défense, et pour établir dans la ville un hôpital et des magasins; *il y forme un divan composé des Turcs les plus notables du pays, et expédie*, avec l'heureuse nouvelle de la reddition de cette place, l'ordre au contre-amiral Pérée de sortir d'Alexandrie avec les trois frégates, et de se rendre à Jaffa. Cette place allait devenir le port et l'entrepôt de tout ce qu'on devait recevoir de Damiette et d'Alexandrie; elle pouvait être exposée à des descentes et à des incursions. Bonaparte en confie le commandement à l'adjudant-général Gresier, militaire également

distingué par ses talens et sa bravoure. Il est mort de la peste.

Le général Regnier était arrivé à Rombih le 19 ventôse. Il y reçoit l'ordre de se rendre à Jaffa, d'y prendre position avec sa division, de donner des escortes aux convois, et de rejoindre ensuite l'armée.

La division Kléber était campée à Misky, en avant de la position qu'elle avait occupée pour couvrir le siége de Jaffa; le 24, les divisions Bon, Lannes et le quartier-général partent de Jaffa, et rejoignent à Misky l'avant-garde. Le 25, l'armée marche sur Zeta. A midi, l'avant-garde a connaissance d'un corps de cavalerie ennemie. Abdalla-Pacha avait pris position, avec deux mille chevaux, sur les hauteurs de Korsoum, ayant à sa gauche un corps de dix mille Turcs qui occupaient la montagne. Le projet du pacha était d'arrêter l'armée, en prenant position sur son flanc, de la déterminer à s'engager dans les montagnes de Naplouze, et de retarder ainsi sa marche sur la ville d'Acre.

Les divisions Kléber et Bon se forment en carré, et marchent sur la cavalerie ennemie qui évite le combat. La division Lannes reçoit l'ordre de se porter sur la droite d'Abdalla, de manière à le couper et à le contraindre de se retirer sous Acre ou Damas, sans s'engager elle-même dans les montagnes.

Cette division se laisse emporter par son ardeur; et, suivant au milieu des rochers l'ennemi qui se

retire elle attaque les Naplouzains, qu'elle met en déroute. L'infanterie légère se met à leur poursuite, et s'élance beaucoup trop en avant; le général en chef est obligé de lui réitérer plusieurs fois l'ordre de se replier, et de cesser un combat engagé sans aucun but; elle obéit enfin et cesse de poursuivre l'ennemi. Les Naplouzains prennent ce mouvement rétrograde pour une fuite, et poursuivent à leur tour l'infanterie légère, qu'ils fusillent avec avantage au milieu des rochers qu'ils connaissent. La division soutient les chasseurs, et tâche d'attirer les Naplouzains dans la plaine; mais ils s'arrêtent au débouché des montagnes. Cette affaire a coûté quatre cents hommes à l'ennemi; les Français ont eu quinze hommes tués et trente blessés.

Le 25, l'armée et le quartier-général bivouaquent à la tour de Zeta, à une lieue de Korsoum; le 26, à Sabarin, au débouché des gorges du mont Carmel, sur la plaine d'Acre. La division Kléber se porte sur Caïffa, que l'ennemi abandonne à son approche; on y trouve environ vingt mille rations de biscuit et autant de riz.

Caïffa est fermé de bonnes murailles flanquées de tours. Un château défend la rade et le port. Une tour, avec embrasures et créneaux, domine la ville à cent cinquante toises; elle-même, elle est dominée par le mont Carmel. Le port de Caïffa aurait été d'une grande utilité pour l'armée française, si, en l'évacuant, l'ennemi n'eût emmené avec lui l'artillerie et les munitions du fort. On

laisse une garnison dans le château, et, le 27, on marche sur Saint-Jean-d'Acre. Les chemins étaient très mauvais, le temps très brumeux; l'armée n'arrive que très tard à l'embouchure de la rivière d'Acre, qui coule, à quinze cents toises de la place, dans un fond marécageux. Ce passage était d'autant plus dangereux à tenter de nuit, que l'ennemi avait fait paraître sur la rive opposée des tirailleurs d'infanterie et de cavalerie. Cependant le général Andréossy fut chargé de reconnaître les gués. Il passa avec le second bataillon de la 4e d'infanterie légère, et s'empara, à l'entrée de la nuit, de la hauteur du camp retranché. Le chef de brigade Bessières, avec une partie des guides et deux pièces d'artillerie, prit position entre le plateau et la rivière de Saint-Jean-d'Acre.

On travaille pendant la nuit à un pont sur lequel toute l'armée passe la rivière, le 28, à la pointe du jour. Bonaparte se porte aussitôt sur une hauteur qui domine Saint-Jean-d'Acre, à mille toises de distance. L'ennemi tenait encore en dehors de la place, dans les jardins dont elle est entourée; Bonaparte le fait attaquer, et le force de se renfermer dans la place.

SIÉGE DE SAINT-JEAN-D'ACRE.

L'armée prend position, et bivouaque sur une hauteur isolée, qui se prolonge au nord jusqu'au

cap Blanc, l'espace d'une lieue et demie, et domine une plaine d'environ une lieue trois quarts de longueur, terminée par les montagnes qui joignent le Jourdain. Les provisions trouvées, tant dans les magasins de Caïffa, que dans les villages de Cheif-Amrs et Nazareth, servent à la subsistance de l'armée; les moulins de Tanoux et de Kerdonné sont employés à moudre les blés; l'armée n'avait pas eu de pain depuis le Caire.

Bonaparte, pour éclairer les débouchés de la route de Damas, fait occuper les châteaux de Saffet, Nazareth et Cheif-Amrs.

Le 29, les généraux Dommartin et Caffarelli font une première reconnaissance de la place, et l'on se décide à attaquer le front de l'angle saillant à l'est de la ville; le chef de brigade du génie Samson, en faisant la reconnaissance de la contrescarpe, est atteint d'une balle qui lui traverse la main.

Le 30, on ouvre la tranchée à environ cent cinquante toises de la place, en profitant des jardins, des fossés de l'ancienne ville, et d'un aquéduc qui traverse le glacis. La blocus est établi de manière à repousser les sorties avec avantage, et à empêcher toute communication. On travaille aux brèches et aux contre-brèches; on n'avait point encore eu de nouvelles de l'artillerie embarquée à Alexandrie.

Le commandant de l'escadre anglaise, informé qu'il y avait dans Caïffa des approvisionnemens considérables, forma le projet de les enlever, et de se rendre maître en même temps de quelques bâti-

mens chargés de vivres et récemment arrivés de Jaffa. Le commandement de Caïffa avait été confié au chef d'escadron Lambert, militaire distingué.

Le 2 germinal, on entend du camp d'Acre une vive canonnade vers Caïffa; bientôt on apprend que plusieurs chaloupes anglaises, armées de canons de 32, étaient venues attaquer Caïffa, et s'étaient portées sur les bâtimens de transport pour s'en emparer. Le chef d'escadron Lambert avait ordonné de laisser approcher les Anglais jusqu'à terre, sans paraître faire aucun mouvement de défense; mais il avait masqué un obusier, et embusqué les soixante hommes qui composaient sa garnison; au moment où les Anglais touchent terre, il se jette sur eux à la tête de ses braves, aborde une de leurs chaloupes, s'en empare, leur enlève une pièce de 32, et leur fait dix-sept prisonniers. Enfin le feu de son obusier est dirigé sur les autres chaloupes avec tant de succès qu'elles prennent la fuite, ayant plus de cent hommes tués ou blessés. Le commodore anglais ainsi repoussé abandonne ses projets contre Caïffa, et vient mouiller devant Acre.

Les travaux du siége se continuaient avec activité. Le 6, l'ennemi fait une sortie; il est repoussé avec perte. Le 8, les batteries de brèche et les contre-batteries sont prêtes. L'artillerie de siége n'est pas encore arrivée : on est réduit à faire jouer l'artillerie de campagne. Au jour, on bat en brèche la tour d'attaque; vers trois heures, elle se trouve percée; on avait en même temps poussé un rameau

de mine pour faire sauter la contrescarpe. La mine joue; on assure qu'elle a produit son effet, et que la contrescarpe est entamée. Les troupes demandent vivement l'assaut; on cède à leur impatience; l'assaut est décidé.

On jugeait la brèche semblable à celle de Jaffa; mais les grenadiers s'y sont à peine élancés qu'ils se trouvent arrêtés par un fossé de quinze pieds, revêtu d'une bonne contrescarpe. Cet obstacle ne ralentit pas l'ardeur. On place des échelles; la tête des grenadiers est déjà descendue; la brèche était encore à huit ou dix pieds; quelques échelles y sont placées. L'adjoint aux adjudans-généraux Mailly, monte le premier, et meurt percé d'une balle.

Le feu de la place était terrible; il n'était résulté d'autre effet de la mine qu'un entonnoir sur le glacis; la contrescarpe n'est point entamée; elle arrête et force à la retraite une partie des grenadiers destinés à soutenir les premiers, qui avaient passé. Les adjudans-généraux Escale et Laugier sont tués.

Un premier mouvement de terreur s'était emparé des assiégés; déjà ils fuyaient vers le port; mais bientôt ils se rallient et reviennent à la brèche. Son élévation, à huit ou dix pieds au-dessus des décombres, rend inutiles tous les efforts des grenadiers français pour y monter.

L'ennemi a le temps de revenir sur le haut de la tour, d'où il fait pleuvoir sur les assiégeans les pierres, les grenades et les matières inflammables. Le peloton de grenadiers, qui est parvenu au pied

de la brèche, frémit de ne pouvoir la franchir, et de se voir forcé de rentrer dans les boyaux. Six hommes sont tués, vingt sont blessés dans cette attaque.

La prise de Jaffa avait donné à l'armée française une confiance qui lui fit d'abord considérer la place d'Acre avec trop peu d'importance. On traita comme affaire de campagne un siége qui exigeait toutes les ressources de l'art, privé surtout, comme on l'était, de l'artillerie et des munitions nécessaires à l'attaque d'une place environnée d'un mur flanqué de bonnes tours, et entouré d'un fossé à escarpe et contrescarpe.

Étonné et fier de sa résistance, l'ennemi fait, le 10, une vive sortie; repoussé avec une perte considérable, il se retire, ou plutôt il fuit dans ses murs. Le chef de brigade du génie Detroye, périt dans cette action.

Le 12, une frégate vient mouiller dans la rade de Caïffa. Le chef d'escadron Lambert ayant reconnu le pavillon turc, avait défendu à ses braves de se montrer; la frégate, ignorant que Caïffa est au pouvoir des Français, envoie son canot à terre avec le capitaine en second et vingt hommes; ils débarquent avec sécurité; mais à l'instant [illegible] les enveloppe, les fait prisonniers, [illegible] du canot.

Djezzar avait envoyé des émissaires aux Naplousains, et aux villes de Saïd, de Damas et d'Alep. Il leur avait fait passer beaucoup d'argent pour faire

lever en masse tous les musulmans en état de porter les armes, afin, disait-il dans ses firmans, de combattre les infidèles.

Il leur annonçait que les Français n'étaient qu'une poignée d'hommes; qu'ils manquaient d'artillerie, tandis qu'il était soutenu par des forces anglaises formidables, et qu'il suffisait de se montrer pour exterminer Bonaparte et son armée.

Cet appel produisit son effet. On apprit par les chrétiens qu'il se faisait à Damas des rassemblemens de troupes, et qu'on établissait des magasins considérables au fort de Tabarié, occupé par les Maugrabins.

Djezzar, dans l'assurance de voir paraître au premier moment l'armée combinée de Damas, faisait de fréquentes sorties, qui lui coûtaient beaucoup de monde.

Bonaparte attendait encore, le 12, son artillerie de siége qui devait lui arriver par mer; il apprend ce jour-là même que trois bâtimens de la flottille partie de Damiette, et chargée de provisions de bouche et de guerre, avaient, par une brume très forte, donné dans l'escadre anglaise qui s'en était emparée, mais que le reste de la flottille était heureusement arrivé à Jaffa. Ces trois bâtimens portaient [illegible] pièces de siége; quant aux frégates, [illegible] après la prise de Jaffa, avaient dû appareiller [illegible] Alexandrie, on n'en avait point encore de nouvelles.

On continue de battre en brèche, on fait sauter

une portion de la contrescarpe. Bonaparte ordonne qu'on tente de se loger dans la tour de la brèche; mais l'ennemi l'avait tellement remplie de bois, de sacs de terre, et de balles de coton auxquelles les obus avaient mis le feu, que l'entreprise ne put réussir. On fut contraint d'attendre quelques pièces de siége et d'autres munitions pour faire une nouvelle attaque. Provisoirement, on travaille à pousser un rameau, à l'effet d'établir une mine sous la tour de brèche et de la faire sauter; ce qui aurait ouvert la place. Cet ouvrage était important; l'ennemi en a connaissance et fait de nouvelles sorties, dans l'intention de s'emparer de la mine; mais il est toujours repoussé avec perte.

Djezzar était parvenu à soulever et faire armer les habitans de Sour, l'ancienne Tyr. Le général Vial part le 14, à la pointe du jour, pour s'en rendre maître. Il y arrive après onze heures de marche, par des chemins impraticables pour l'artillerie. Il trouve au passage du cap Blanc, sur le haut de la montagne, les restes d'un château bâti par les Mutualis, il y a cent cinquante ans, et détruit par Djezzar. Après avoir passé le cap Blanc, et en entrant dans la plaine, il reconnaît les vestiges d'un fort et les ruines de deux temples.

A l'approche du général Vial et de [illegible] les habitans de Sour effrayés avaient pris la fuite. On les rassure; on leur promet paix et protection s'ils renoncent à leurs dispositions hostiles, ils rentrent dans la ville; Turcs et chrétiens sont égale-

ment protégés. Le général Vial laisse à Sour une garnison de deux cents Mutualis, et rentre le 16 germinal, avec son détachement, dans le camp sous Acre.

Le 18, à la pointe du jour, l'ennemi fait une sortie générale sur trois colonnes; à la tête de chacune d'elles on voit des troupes anglaises tirées des équipages et des garnisons des vaisseaux; les batteries de la place étaient servies par des canonniers de cette nation.

On reconnaît aussitôt que le but de cette sortie est de s'emparer des premiers postes et des travaux avancés; à l'instant on dirige, des places d'armes et des parallèles, un feu si violent et si bien nourri sur les colonnes, que tout ce qui s'est avancé est tué ou blessé. La colonne du centre montre plus d'opiniâtreté que les autres. Elle avait ordre de s'emparer de l'entrée de la mine; elle était commandée par un capitaine anglais, ce même Thomas Aldfield qui entra le premier dans le cap de Bonne-Espérance. Cet officier s'élance avec quelques braves de sa nation à la porte de la mine; il tombe à leurs pieds, et sa mort arrête leur audace. L'ennemi fuit de toutes parts, et se renferme avec précipitation dans la place. Les revers des parallèles restent couverts de cadavres anglais et turcs.

Des déserteurs grecs et turcs s'échappent de la place; ils confirment, par leurs rapports, que les batteries sont servies par des Anglais, et que le commodore Sydney Smith a près de lui des émigrés français, entre autres l'ingénieur Phelippeaux.

On leur demande ce que sont devenus quelques soldats français qui ont été blessés et faits prisonniers dans diverses attaques; ils répondent qu'après les avoir fait mutiler, Djezzâr a ordonné de promener par la ville leurs têtes sanglantes et leurs membres palpitans.

Quelques jours après l'assaut du 8, les soldats avaient remarqué sur le rivage une grande quantité de sacs; ils les ouvrent. O crime!... ils voient des cadavres attachés deux à deux. On questionne les déserteurs, et l'on apprend d'eux que plus de quatre cents chrétiens qui étaient dans les prisons de Djezzar, en ont été tirés par les ordres de ce monstre, pour être liés deux à deux, cousus dans des sacs et jetés à l'eau.

Nations, qui savez allier avec les droits de la guerre ceux de l'honneur et de l'humanité, si les événemens vous eussent forcées d'unir votre pavillon et vos drapeaux à ceux d'un Djezzar, j'en appelle à votre magnanimité, vous n'eussiez point souffert qu'un barbare les souillât par de pareilles atrocités; vous l'eussiez contraint de se soumettre aux principes d'honneur et d'humanité que professent tous les peuples civilisés.

Bonaparte est informé par des chrétiens de Damas, qu'un rassemblement considérable de mamelouckes, de janissaires de Damas, de D[illegible], d'Alepins, de Maugrabins, se met en marche pour passer le Jourdain, se réunir aux Arabes et aux Naplouzains, et attaquer l'armée devant Acre

en même temps que Djezzar faisait une sortie soutenue par le feu des vaisseaux anglais.

Le commandant du château de Saffet prévient que quelques corps de troupes ont passé le pont de Jacoub sur le Jourdain. L'officier qui commande les avant-postes de Nazareth, annonce de son côté qu'une autre colonne a passé le pont dit Djesr-el-Mekanié, et se trouve déjà à Tabarié; que les Arabes se montrent au débouché des montagnes de Naplouze; que Genin et Tabarié reçoivent des approvisionnemens considérables.

Le général de brigade Junot avait été envoyé à Nazareth pour observer l'ennemi; il apprend qu'il se forme sur les hauteurs de Loubi, à quatre lieues de Nazareth, dans la direction de Tabarié, un rassemblement dont les partis se montrent dans le village de Loubi. Il se met en marche avec une partie de la 2e légère, trois compagnies de la 19e, formant environ trois cent cinquante hommes, et un détachement de cent soixante chevaux de différens corps, pour faire une reconnaissance. A peu de distance de Ghafar-Kana, il aperçoit l'ennemi sur la crête des hauteurs de Loubi; il continue sa route, tourne la montagne et se trouve engagé dans une plaine où il est environné, assailli par trois mille [redacted] de cavalerie. Les plus braves se précipitent [redacted] lui; il ne prend alors conseil que des circon[redacted]ances et de son courage. Les soldats se montrent dignes d'un chef aussi intrépide, et forcent l'ennemi d'abandonner cinq drapeaux dans leurs rangs. Le

général Junot, sans cesser de combattre, sans se laisser entamer, gagne successivement les hauteurs jusqu'à Nazareth; il est suivi jusqu'à Ghafar-Kana; à deux lieues du champ de bataille. Cette journée coûte à l'ennemi, outre les cinq drapeaux, cinq à six cents hommes, tant tués que blessés. On ne peut donner trop d'éloges au courage et au sang-froid qu'a déployés le chef de brigade Duvivier dans cette affaire.

Bonaparte, à la nouvelle du combat de Loubi, donne ordre au général Kléber de partir du camp d'Acre avec le reste de l'avant-garde, pour rejoindre le général Junot à Nazareth.

Kléber bivouaque le 20 à Bedaouïé, près Safarié, et se rend le lendemain à Nazareth pour y prendre des vivres. Informé que l'ennemi n'a point quitté la position de Loubi, il prend la résolution de marcher à lui et de l'attaquer le lendemain 22 germinal. Il était à peine à la hauteur de Ledjarra, à un quart de lieue de Loubi, et à une lieue et demie de Kana, que l'ennemi, descendant des hauteurs, débouche dans la plaine. Le général Kléber est aussitôt enveloppé par quatre mille hommes de cavalerie et cinq ou six cents d'infanterie, qui se mettent en devoir de le charger. Il les prévient, attaque à la fois et la cavalerie et le camp de Ledjarra, qu'il [illegible] L'ennemi abandonne le champ de bataille et se retire en désordre vers le Jourdain, où il aurait été poursuivi, si la division n'eût été dépourvue de cartouches. Les troupes rentrent dans la position

de Safarié et de Nazareth. Après l'affaire de Ledjarra ou Kana, l'ennemi se retire, partie sur Tabarié, partie sur le pont de El-Mekanié, et partie sur le Baïzard. Ce dernier point devient le rendez-vous d'un rassemblement général, d'où, le 25, toute l'armée ennemie se rend dans la plaine de Fouli, anciennement dite d'Esdrelon; elle y opère sa jonction avec les Samaritains ou Naplouzains. Cette armée pouvait monter, d'après les rapports du général Kléber, à quinze ou dix-huit mille hommes environ; les récits exagérés des habitans du pays la portaient à quarante ou cinquante mille hommes. Kléber annonce en même temps qu'il part pour l'attaquer.

Bonaparte est de plus informé par le capitaine Simon, commandant de Saffet, que le 24 les ennemis se sont présentés, qu'ils ont dévasté les environs, qu'il s'est retiré avec son détachement dans le fort, où il a été attaqué; que les assiégeans ont tenté l'escalade, qu'ils ont été repoussés avec une grande perte, mais qu'il se trouve bloqué avec peu de vivres et de munitions. Le capitaine Simon s'était conduit, dans cette occasion, avec autant de talent que de bravoure. Le citoyen Tedesio, employé dans l'administration, qui était fort bien monté, et se trouvait [illegible] outre le seul du détachement qui eût un cheval, ayant été reconnaître l'ennemi avec quelques Mutualis, fut malheureusement atteint d'une blessure mortelle.

Bonaparte jugé qu'il faut une bataille générale

et décisive pour éloigner une multitude qui, avec l'avantage du nombre, viendrait le harceler jusque dans son camp. Une fois battus, ces peuples, qu'on ne peut conduire malgré eux au combat, seraient moins confians dans les assurances de Djezzar, et peu tentés de se mesurer de nouveau avec les Français.

Bonaparte reconnaît les inconvéniens d'un combat devant la place d'Acre, et se décide à faire attaquer l'ennemi sur tous les points, afin de le forcer à repasser le Jourdain.

On arrive de Damas en traversant le Jourdain, soit à la droite du lac de Tabarié, sur le pont de Jacoub, à trois lieues duquel est situé le château de Saffet; soit à la gauche de ce lac, sur le pont de El-Mekanié, à très peu de distance du fort de Tabarié. Chacun de ces deux forts est bâti sur la rive droite du Jourdain.

Le 24, le général de brigade Murat part du camp d'Acre, avec mille hommes d'infanterie et un régiment de cavalerie. Il a ordre de marcher à grandes journées sur le pont de Jacoub, et de s'en emparer, de prendre en revers l'ennemi qui bloquait Saffet, et de se réunir ensuite avec le plus de célérité possible au général Kléber, qui devait avoir en présence des forces considérables.

Le général Kléber avait prévenu qu'il partait le 25 pour tourner l'ennemi dans sa position de Fouli et Tabarié, le surprendre et l'attaquer de nuit dans son camp.

Bonaparte laisse devant Acre les divisions Regnier et Lannes; il part le 26 avec le reste de sa cavalerie, la division Bon et huit pièces d'artillerie. Il prend position sur les hauteurs de Safarié où il bivouaque. Le 27, au point du jour, il marche sur Fouli, en suivant les gorges qui tournent les montagnes que l'artillerie ne peut traverser. A neuf heures du matin, il arrive sur les dernières hauteurs, d'où il découvre Fouli et le mont Thabor. Il aperçoit, à environ trois lieues de distance, la division Kléber qui était aux prises avec l'ennemi, dont les forces paraissaient être de vingt-cinq mille hommes de cavalerie, au milieu desquels se battaient deux mille Français. Il découvre en outre le camp des mamelouks, établi au pied des montagnes de Naplouze, à près de deux lieues en arrière du champ de bataille.

Bonaparte fait former trois carrés, dont deux d'infanterie et un de cavalerie; il fait ses dispositions pour tourner l'ennemi à une grande distance, dans l'intention de le séparer de son camp, de lui couper la retraite sur Jenin où étaient ses magasins, et de le culbuter dans le Jourdain, où il devait être coupé par le général Murat.

La cavalerie se porte, avec deux pièces d'artillerie légère, sur le camp des mamelouks; elle est commandée par l'adjudant-général Leturq : les deux colonnes d'infanterie se dirigent de manière à tourner l'ennemi.

Le général Kléber, qui avait reçu des munitions, quatre pièces de canon et un renfort de cavalerie,

était parti le 26 de son camp de Safarié, avait marché au hasard dans l'intention d'attaquer l'ennemi le 27 avant le jour, en quelque nombre qu'il pût être ; mais égaré par ses guides, retardé par la difficulté des chemins et des défilés qu'il avait rencontrés, il n'avait pu arriver, quelque diligence qu'il eût faite, qu'une heure après le soleil levé ; de sorte que l'ennemi, prévenu par ses avant-postes de la hauteur d'Harmoun, avait eu le temps de monter à cheval.

Le général Kléber avait formé deux carrés d'infanterie, et avait fait occuper quelques ruines où il avait placé son ambulance. L'ennemi occupait le village de Fouli avec l'infanterie naplouzaine, et deux petites pièces de canon portées à dos de chameaux. Toute la cavalerie, au nombre de vingt-cinq mille hommes, environnait la petite armée de Kléber ; plusieurs fois elle l'avait chargée avec impétuosité, mais toujours sans succès ; toujours elle avait été vigoureusement repoussée par la mousqueterie et la mitraille de la division, qui combattait avec autant de valeur que de sang-froid.

Bonaparte, arrivé à une demi-lieue de distance du général Kléber, fait aussitôt marcher le général Rampon à la tête de la 32ᵉ, pour le soutenir et le dégager, en prenant l'ennemi en flanc et à dos. Il donne ordre au général Vial de se diriger avec la 18ᵉ vers la montagne de Noures, pour forcer l'ennemi à se jeter dans le Jourdain, et aux guides à pied de se porter à toute course vers Jenin, pour couper la retraite à l'ennemi sur ce point.

Au moment où les différentes colonnes prennent leur direction, Bonaparte fait tirer un coup de canon de douze. Le général Kléber, averti par ce signal de l'approche de Bonaparte, quitte la défensive; il attaque et enlève à la baïonnette le village de Fouli, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, et continue sa marche au pas de charge sur la cavalerie, qui est aussi chargée par la colonne du général Rampon; celle du général Vial la coupe vers les montagnes de Naplouze, et les guides à pied fusillent les Arabes qui se sauvent vers Jenin.

Le désordre est dans tous les rangs de la cavalerie de l'ennemi; il ne sait plus à quel parti s'arrêter; il se voit coupé de son camp, séparé de ses magasins, entouré de tous côtés, enfin il cherche un refuge derrière le mont Thabor; il gagne pendant la nuit et dans le plus grand désordre, le pont de El-Mekanié, et un grand nombre se noie dans le Jourdain en essayant de le passer à gué.

Le général Murat avait, de son côté, parfaitement rempli le but de sa mission. Il avait chassé les Turcs du pont de Jacoub, surpris le fils du gouverneur de Damas, enlevé son camp, et tué tout ce qui n'avait pas fui; il avait débloqué Saffet, et poursuivi l'ennemi sur la route de Damas l'espace de plusieurs lieues. La colonne de cavalerie, envoyée sous la conduite de l'adjudant-général Leturq, avait surpris le camp des mamelouks, enlevé cinq cents chameaux avec toutes les provisions, tué un grand nombre d'hommes, et fait deux cent cin-

quante prisonniers. L'armée bivouaque le 27, au mont Thabor. L'ordre du jour est expédié de ce point aux différens corps de l'armée française qui occupent Tyr, Césarée, les cataractes du Nil, les bouches Pélusiaques, Alexandrie et les rives de la mer Rouge qui portent les ruines de Korsoum et d'Arsinoé.

Les Naplouzains de Noures, Jenin et Fouli n'avaient cessé, depuis le commencement du siége, d'attaquer les convois de l'armée française, d'entretenir des intelligences avec Djezzar, et de lui fournir des secours. Ces hostilités, d'un exemple si dangereux, méritaient un châtiment exemplaire. Bonaparte ordonne de brûler ces villages, et de passer au fil de l'épée tout ce qui s'y rencontrera; il reproche aux habitans, qui implorent sa clémence, d'avoir pris les armes contre lui, et d'avoir égorgé avec des circonstances horribles des soldats qui servaient d'escorte aux convois qu'ils avaient pillés. Cependant il se laisse fléchir, arrête la vengeance, et leur promet protection, s'ils restent tranquilles dans leurs montagnes.

Le général Murat n'avait pris encore aucun repos. Après avoir laissé un poste au pont de Jacoub, approvisionné Saffet, il s'était emparé des munitions de guerre et de bouche que l'ennemi avait abandonnées; les vivres renfermés dans ces magasins auraient suffi à nourrir l'armée pendant plus d'un an.

Le général Kléber prend position au bazar de

Nazareth; il a l'ordre d'occuper les ponts de Jacoub et de El-Mekanié, les forts Saffet et de Tabarié, et de garder la ligne du Jourdain.

Le résultat de la bataille d'Esdrelon ou du mont Thabor est la défaite de vingt-cinq mille hommes de cavalerie, et de dix mille d'infanterie par quatre mille Français, la prise de tous les magasins de l'ennemi, de son camp, et sa fuite en désordre vers Damas. Ses propres rapports font monter sa perte à plus de cinq mille hommes. Il ne pouvait concevoir qu'au même moment il fût battu sur une ligne de neuf lieues, tant les mouvemens combinés sont inconnus à ces barbares.

Bonaparte rentre au camp d'Acre avec son état-major, la division Bon, et le corps de cavalerie aux ordres du général Murat. Il n'avait point encore eu de nouvelles de la manière dont le contre-amiral Perée avait exécuté l'ordre qu'il lui avait expédié, après la prise de Jaffa, de sortir d'Alexandrie avec les frégates *la Junon*, *la Courageuse* et *l'Alceste*. Il apprend enfin que ce contre-amiral est devant Jaffa, qu'il a débarqué trois pièces de vingt-quatre, et six de dix-huit, avec des munitions.

Il donne ordre au contre-amiral Gantheaume de faire croiser ses frégates sur la côte de Tripoli, de Syrie et de Chypre, pour enlever les bâtimens qui approvisionnent la place d'Acre en vivres et en munitions.

Quelques Arabes, campés aux environs du mont Carmel, inquiétaient les communications de l'ar-

mée, l'adjudant-général Leturq part le 30 germinal avec un corps de trois cents hommes, surprend les Arabes dans leur camp, en tue une soixantaine, et leur enlève huit cents bœufs qui servent à nourrir l'armée.

Le 3 floréal, l'ennemi travaille à une place d'armes pour couvrir la porte par laquelle il faisait ses sorties, vers les bords de la mer du côté du sud. Le 5, la mine destinée à faire sauter la tour de siége est achevée; les batteries commencent à canonner la place; on met le feu à la mine; mais un souterrain qui se trouve sous la tour, offre une ligne de moindre résistance, et une partie de l'effort de la mine s'échappe vers la place. Il ne saute qu'un seul côté de la tour, et elle reste dans un état de brèche qui la rend aussi difficile à gravir qu'auparavant.

Bonaparte ordonne qu'une trentaine d'hommes essayent de s'y loger pour reconnaître comment elle se lie au reste de la place; les grenadiers parviennent aux décombres sous la voûte du premier étage, ils s'y logent; mais l'ennemi qui communiquait par la gorge, et qui occupait les débris des voûtes supérieures, les force à se retirer.

Le 6, les batteries continuent à démolir la tour de brèche; le soir on essaye de se loger au premier étage; les travailleurs y restent jusqu'à une heure du matin. L'ennemi, qu'on n'avait pu chasser des étages supérieurs, foudroie ces braves avec avantage, lance sur eux des matières incendiaires, et

les force, malgré leur opiniâtreté, à évacuer le premier étage de la tour. Le général Vaud est dangereusement blessé dans cette attaque.

Le 8, l'armée fait une perte qui sera ressentie par toute la France ; le brave Caffarelli meurt des suites de la blessure qu'il avait reçue à la tranchée du 20 germinal. Une balle lui avait cassé le bras, et il fallut recourir à l'amputation. Caffarelli emporte au tombeau les regrets universels. La patrie perd en lui un de ses plus glorieux défenseurs, la société un citoyen vertueux, les sciences et les arts un savant distingué, le génie un commandant rempli de connaissances et de ressources, les soldats un compagnon d'armes plein de bravoure, de dévouement et d'activité. L'expérience l'aurait rendu l'un des premiers généraux de son arme.

Cette perte est bientôt suivie de celle du chef de bataillon du génie, Say, jeune officier d'une grande espérance. Une balle l'avait blessé au bras sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Il est mort à Qaisarié des suites de l'amputation. Il était chef de l'état-major du génie.

L'ennemi, pour défendre son front d'attaque, dont presque toutes les pièces étaient démontées, était parvenu à établir une place d'armes en avant de sa droite ; il cherche à en établir une seconde à la gauche, vis-à-vis le palais de Djezzar. Il y fait construire des batteries, et à la faveur de leur feu et de celui de la mousqueterie, ces ouvrages flanquent avec avantage la tour et la brèche. Il tra-

vaille sans relâche, élève des cavaliers, pousse des sapes pour augmenter ses feux de revers; enfin il marche en contre-attaque sur les boyaux des assiégeans.

Par la protection de la fusillade de ses tours et de ses murailles élevées, d'où il plongeait sur les assiégeans, l'ennemi avait une grande facilité à pousser ses ouvrages extérieurs. Pour éteindre ses feux et parvenir à se loger dans ses ouvrages, il aurait fallu une grande supériorité d'artillerie et des munitions qu'on était loin d'avoir. On parvenait bien, après des prodiges de valeur, à les enlever; mais on manquait de moyens suffisans pour s'y maintenir, et l'ennemi ne tardait pas à y rentrer.

Le 12, quatre pièces de dix-huit sont mises en batterie, et dirigées contre la tour de brèche, pour en continuer la démolition. Le soir, vingt grenadiers sont commandés pour se loger dans la tour; mais l'ennemi, profitant du boyau qu'il avait établi dans le fossé, fusille la brèche à revers. Les grenadiers reconnaissent l'impossibilité de descendre de la tour dans la place, et se voient forcés de se retirer.

Au moment où l'on montait à la tour de brèche, les assiégés avaient fait, avec un corps de troupes nombreux, une sortie à leur droite; ils sont chargés par deux compagnies de grenadiers avec tant de succès et d'impétuosité, qu'on parvient à les couper, et tout ce qui n'a pu rester sous la protection du feu de la place est culbuté dans la mer. La perte

de l'ennemi dans cette journée est d'environ cinq cents hommes tués ou blessés.

Bonaparte ordonne de faire une seconde brèche sur la courtine de l'est, et une sape pour marcher sur les fossés, y attacher le mineur, et faire sauter la contrescarpe.

Jusqu'au 15, les ouvrages des assiégeans et des assiégés se poussent avec ardeur; mais l'armée manque de poudre, et Bonaparte est obligé d'ordonner de ralentir le feu; alors l'ennemi redouble d'audace; il travaille aux sapes avec une nouvelle activité; il pousse surtout avec ardeur celle de sa droite, dont le but était de couper la communication de la sape des assiégeans avec la nouvelle mine.

Bonaparte ordonne qu'à dix heures du soir des compagnies de grenadiers se jettent dans les ouvrages extérieurs de la place. L'ordre est exécuté; l'ennemi est surpris, égorgé; on s'empare de ses ouvrages, trois de ses canons sont encloués; mais le feu de la place, qui plonge sur ses ouvrages, ne permet pas d'y tenir assez long-temps pour les détruire entièrement; l'ennemi y rentre le 16, et travaille à les réparer. Il s'obstinait opiniâtrément à trouver les moyens de cheminer sur le boyau de la mine destinée à faire sauter la contrescarpe établie vis-à-vis la nouvelle brèche de la courtine. Le 17, dans la matinée, il fait une nouvelle tentative, qui ne réussit pas au gré de ses désirs, et il prend aussitôt le parti de couper sa contrescarpe le plus près possible de la mine.

On s'aperçoit à trois heures que l'ennemi débouche par une sape couverte sur le masque de la mine; on le canonne; le mal était fait; on parvient dans la nuit à le chasser de son logement; mais la mine était éventée, les châssis défaits et le puits comblé.

Cet événement était d'autant plus funeste, que la mine aurait pu jouer, à la rigueur, dans la nuit du 16 au 17, ainsi que Bonaparte l'avait ordonné; mais le général commandant l'artillerie avait insisté pour un délai de vingt-quatre heures, espérant voir enfin arriver dans la journée les poudres demandées au commandant de Ghazah. L'ancienne tour de brèche devenait alors le seul point où l'on pût continuer l'attaque; Bonaparte ordonne que, dans la nuit du 17 au 18, on s'empare de nouveau des places d'armes de l'ennemi, des boyaux qu'il a établis pour flanquer la brèche, et particulièrement de celui qui couronnait le glacis de la première mine, qu'on surprenne et qu'on égorge tout ce qui s'y trouvera, qu'on attaque les ouvrages et qu'on s'y loge.

Les éclaireurs de la 87e, et les grenadiers s'emparent de tous les ouvrages, excepté du boyau qui couronne le glacis de l'ancienne mine et prend la tour à revers; le feu terrible de l'ennemi rend inutiles tous les efforts de la valeur; on ne peut ni travailler au logement, ni le faire évacuer.

Le 18, on a connaissance d'environ trente voiles turques venant du port de Marris, de l'île de Rho-

des, et apportant aux assiégés des vivres, des munitions et un renfort de troupes considérable. Ce convoi était sous l'escorte d'une caravelle et de plusieurs corvettes armées.

Bonaparte veut prévenir l'arrivée de ces secours. Il ordonne de renouveler, dans la nuit du 18 au 19, la même attaque qui avait eu lieu la nuit précédente, à dix heures du soir; les deux places d'armes de l'ennemi, son boyau de glacis et la tour de brèche sont enlevés. On parvient à se loger dans la tour et dans le boyau. Les 18e et 32e demi-brigades comblent les boyaux et les places d'armes de cadavres ennemis; elles enlèvent plusieurs drapeaux et enclouent les pièces; la résistance opiniâtre des ennemis, le feu de ses batteries, rien n'arrête leur intrépidité. Jamais on ne déploya plus d'audace et de valeur. Les généraux Bon, Vial et Rampon étaient eux-mêmes à la tête de ces demi-brigades, et donnaient l'exemple du courage et du sang-froid. Le chef de la 18e, Boyer, militaire distingué, périt dans l'attaque; cent cinquante autres braves, dont dix-sept officiers, sont tués ou blessés; mais la perte des assiégés est considérable, et leurs cadavres servent d'épaulement aux assiégeans.

On apprend dans la nuit que les poudres venant de Ghazah arriveront le lendemain. Bonaparte ordonne qu'à la pointe du jour, on batte à la fois en brèche et la courtine à la droite de la tour de brèche, et cette tour elle-même. La courtine tombe et offre une brèche qui paraît praticable; Bonaparte

s'y porte et ordonne l'assaut; la division Lannes marche précédée de ses éclaireurs et de ses grenadiers que conduit le général de brigade Rambaud; les autres divisions sont disposées pour les soutenir.

On s'élance à la brèche, on s'en empare; deux cents hommes sont déjà dans la place. D'après les ordres de Bonaparte, les troupes qui étaient dans la tour devaient, au moment où l'on s'emparerait de la brèche, attaquer quelques Turcs logés dans les débris d'une seconde tour, qui dominaient la droite de la brèche; des bataillons de tranchée devaient en outre se porter dans les places d'armes extérieures de l'ennemi, pour qu'il ne pût ni en sortir, ni fusiller la brèche en revers; ces ordres importans ne sont point exécutés avec assez d'ensemble.

L'ennemi, sorti de ses places d'armes extérieures, file dans le fossé de droite et de gauche, et parvient à établir une fusillade qui prend la brèche à revers. Les Turcs qui n'avaient point été délogés de la seconde tour qui domine la droite de la brèche, font une vive fusillade, ils lancent sur les assiégeans des matières enflammées; les troupes qui escaladaient hésitent et s'arrêtent; l'incertitude est dans leurs rangs; elles ne filent plus dans les rues avec la même impétuosité. Le feu des maisons, des barricades des rues, du palais de Djezzar, qui prenait de face et à revers ceux qui descendaient de la brèche, et ceux qui étaient déjà dans la ville, occasionne un mouvement rétrograde parmi les troupes qui

sont entrées dans la place et ne s'y voient point assez soutenues. Elles abandonnent deux pièces de canon et deux mortiers dont elles s'étaient déjà emparées derrière les remparts.

Le mouvement se communique bientôt à toute la colonne. Le général Lannes parvient enfin à l'arrêter et à reporter sa colonne en avant. Les guides à pied, qui étaient en réserve, s'élancent à la brèche. On se bat corps à corps avec un acharnement réciproque. Mais l'ennemi avait repris le haut de la brèche, l'effet de la première impulsion ne subsistait plus, le général Lannes était grièvement blessé; le général Rambaud avait été tué dans la place. L'ennemi avait eu le temps de se rallier. Le débarquement s'était opéré. Non seulement on avait à combattre toutes les troupes qui se trouvaient sur la flotte, mais tous les matelots turcs étaient placés à la brèche pour la défendre : on se battait depuis le point du jour, et il était nuit. Tout l'avantage était désormais du côté de l'ennemi; la retraite devenait nécessaire, et l'ordre en fut donné.

En arrivant au camp, on apprend par le contre-amiral Gantheaume, que le chef de division Pérée, en croisant devant Jaffa, avait pris deux petits bâtimens qui avaient été séparés de la flotte turque, et sur lesquels se trouvaient six pièces d'artillerie de campagne, une quantité considérable de harnais et de provisions de bouche, cent cinquante mille francs en numéraire, quatre cents hommes de troupes, et l'intendant de la flottille turque. On avait

trouvé sur lui l'état des forces embarquées sur la flotte, celui des munitions et des vivres; et il résultait de ses déclarations et de ses réponses, que la flotte faisait partie d'une expédition projetée contre Alexandrie, et combinée avec une autre expédition que Djezzar devait tenter par terre; mais à la nouvelle de l'attaque inopinée de Saint-Jean-d'Acre, on avait détaché de cette expédition tout ce dont on pouvait déjà disposer pour l'envoyer au secours de cette place.

Bonaparte avait fait continuer le feu des batteries, dans la journée du 20 et pendant la nuit. Le 21, à deux heures du matin, il se rend au pied de la brèche et ordonne un nouvel assaut.

Les éclaireurs des différentes divisions, les grenadiers de la 15e, ceux de la 19e, les carabiniers de la 2e légère montent à la brèche. Ils surprennent les postes de l'ennemi, les égorgent; mais ils sont arrêtés par de nouveaux retranchemens intérieurs qu'il leur est impossible de franchir; ils sont contraints de se retirer.

Le feu des batteries continue toute la journée; à quatre heures du soir, les grenadiers de la 25e demi-brigade arrivent de l'avant-garde; ils sollicitent et obtiennent l'honneur de monter à l'assaut. Ces braves s'élancent; mais l'ennemi avait établi une deuxième et une troisième ligne de défense, qu'on ne pouvait forcer sans de nouvelles dispositions : la retraite est ordonnée. Ces trois assauts coûtent à l'armée environ deux cents tués et cinq cents blessés. Elle

a surtout à regretter la perte du général Bon blessé à mort; celle de l'adjudant-général Fouler; du chef de la 25e, le citoyen Venoux; de l'adjoint Pinault, de l'adjoint aux adjudans-généraux Gerbault, du citoyen Croisier, aide-de-camp du général en chef.

Le citoyen Arrighi, aide-de-camp du général Berthier; les adjoints aux adjudans-généraux Nethervood et Monpatris, sont grièvement blessés. Dans les deux derniers assauts, les grenadiers et les éclaireurs étaient commandés par le général Verdier.

Les revers des parallèles étaient remplis de cadavres turcs qui exhalaient une infection insupportable et dangereuse; comme on ne pouvait y entrer, Bonaparte envoie, le 22 au matin, un parlementaire à Djezzar, avec une lettre ainsi conçue :

« Alexandre Berthier, chef de l'état-major-général « de l'armée,

« A Amet-Pacha-el-Djezzar.

« Le général en chef me charge de vous proposer « une suspension d'armes pour enterrer les cada- « vres qui sont sans sépulture sur le revers des tran- « chées. Il désire aussi établir un échange de pri- « sonniers; il a en son pouvoir une partie de la « garnison de Jaffa, le général Abdallah, et spé- « cialement les canonniers et bombardiers qui font « partie du convoi arrivé il y a trois jours à Acre, « venant de Constantinople. »

Le parlementaire dont Bonaparte avait fait choix était un Turc arrêté comme espion. On n'aurait pu, sans imprudence, hasarder avec ces barbares

les usages militaires des nations policées. On tire sur le parlementaire; la place continue ses feux, et les batteries des assiégeans lui répondent.

Le 24, on renvoie le même parlementaire; il entre dans la place; mais elle continue son feu, et rien n'annonce qu'on se dispose à répondre. Au contraire, vers les sept heures du soir, au signal d'un coup de canon, l'ennemi fait une sortie générale; mais il est vigoureusement repoussé.

Les nouvelles que Bonaparte recevait d'Égypte lui annonçaient plusieurs soulèvemens, qui paraissaient se lier à un système général d'attaque qui devait avoir lieu, en Égypte, contre les Français.

Au Caire, et dans les autres villes principales, la tranquillité n'avait point été troublée par le plus léger mouvement; mais il n'en était pas de même dans les provinces de Benisouef, de Charkié et de Bahiré; toutes ces insurrections furent heureusement comprimées par la valeur et l'activité des troupes françaises et de leurs généraux.

Une tribu d'Arabes, sortie d'Afrique, s'était établie sur les frontières de la province de Gisèh, qu'elle inquiétait par ses brigandages, et dont elle cherchait à soulever les fellâhs. Le général envoie contre cette horde le général Lanusse, qui leur tend des embuscades, enlève leur camp et les disperse. Le fils du général Leclerc, jeune homme de la plus haute espérance, est dangereusement blessé en combattant ces barbares.

Peu de jours après, le village de Bodéir, province

de Charkié, s'étant révolté, le chef de brigade Durantheau, officier de mérite, s'y porte à la tête d'une colonne, et le village est brûlé.

Le pacha d'Égypte, qui, à l'approche des Français, avait fui avec Ibrahim-Bey, y avait laissé son kiaya. La conduite de ce kiaya lui avait mérité une sorte de confiance de la part de Bonaparte, qui l'avait nommé émir hadjy pour la prochaine caravane de la Mecque, et lui avait communiqué le plan de son expédition en Syrie. Le kiaya s'était même engagé à suivre l'armée, et il se mit effectivement en route; mais il marchait lentement, et s'arrêta dans la province de Charkié : il prétendit avoir reçu la nouvelle de la mort de Bonaparte, de la déroute complète des Français, et, déguisant sa perfidie sous ce faux prétexte, il soulève et pousse à la révolte la province de Charkié, ainsi que les Arabes, dont quelques uns s'unissent à lui.

Le général Dugua, toujours prévoyant et actif, avait donné l'ordre au général Lanusse de poursuivre ce traître; mais, fidèlement prévenu de la marche des Français, il fuit à leur approche, et leur échappe en se jetant dans le désert, d'où il gagne les montagnes de Damas.

Au commencement de floréal, un émissaire arrivé d'Afrique, débarqué à Derne, joue le saint, se dit *l'ange El-Mahdi*, annoncé par l'Alcoran, s'environne de disciples, et se réunit aux Arabes. Deux cents Maugrabins arrivent aussi d'Afrique, comme par hasard, et se joignent au saint prophète.

Il annonce que les fusils, les baïonnettes, les sabres, les canons des Français, ne pourront atteindre les vrais croyans qui marcheront sous ses drapeaux; qu'à leur aspect les Français devaient poser les armes, et rester sans défense.

L'espoir d'un triomphe aussi facile et aussi peu dangereux entraîne, sur les pas de cet imposteur, une multitude aisée à séduire. Lorsqu'il se croit assez fort pour attaquer les Français avec avantage, il marche à la tête des Arabes sur Demenhour. Ces mêmes Arabes venaient, il y a quelques jours, de faire un traité de paix avec le général Marmont, commandant à Alexandrie. Soixante hommes de la Légion nautique étaient restés dans Demenhour, malgré l'ordre qu'avait reçu leur commandant de se rendre au fort de Rahmanié. Ils sont surpris et massacrés. L'ange El-Mahdi profite de ce premier succès, et de la confiance qu'il inspire dans ses promesses pour augmenter le nombre de ses prosélytes. Il parvient à soulever toute la province. Les habitans le suivent avec transport à des combats où ils doivent être invulnérables.

L'illusion de ces malheureux ne fut pas de longue durée. Le chef de brigade Lefebvre part du fort de Rahmanié avec deux cents hommes; il est bientôt environné par des nuées de ces fanatiques; il se bat jusqu'à six heures du soir, et rentre dans le fort de Rahmanié après avoir tué tout ce qui a eu la témérité d'avancer à la portée de son feu.

La mort de tant de croyans, victimes de leur cré-

dulité, affaiblit considérablement le crédit de l'ange El-Mahdi et la foi de ses soldats; mais tout le pays était soulevé, et la crainte d'un châtiment terrible, la nécessité de s'y soustraire par des succès, la confiance dans leur nombre, rendaient aux habitans cette intrépidité que leur inspira d'abord le fanatisme. Il fallait pour les soumettre des forces plus considérables que celles dont le chef de brigade Lefebvre pouvait disposer. Le général Lanusse, à la tête d'une colonne mobile, arrive le 19 floréal à Rahmanié, et de là marche sur Demenhour. Il bat et met en fuite tout ce qui se présente devant lui. Il fait passer au fil de l'épée quinze cents hommes qui se trouvent dans la ville, et la réduit en cendres. Il dissipe et poursuit les disciples du saint El-Mahdi, qui lui-même, tremblant et grièvement blessé, ne trouve de salut que dans une prompte fuite.

Les Maugrabins passent le Nil et gagnent la Charkié; les Arabes se dispersent, et l'ordre est rétabli dans la province.

Dans le même temps quelques partis de mamelouks, chassés de la Haute-Égypte par le général Desaix, étaient descendus dans les provinces de la Basse-Égypte, où ils cherchaient à soulever les fellâhs et les Arabes; ils sont atteints et battus par le chef de brigade Destrées. Ils se réfugient dans la province de Charkié, où, d'après les ordres du général Dugua, le général de brigade Lagrange ne tarde pas à les poursuivre. Le 19 floréal, il atteint

Elfy-Bey et les Arabes Belley; il les bat, leur tue trois principaux kiachefs, et contraint le reste de se sauver dans l'oasis d'Housrel, d'où ils gagnent la Syrie à travers le désert.

Le général Lanusse, qui a déployé la plus grande activité et rendu les plus signalés services, en se portant avec une rapidité étonnante partout où il y avait des séditions, atteint, le 7 prairial, dans la Charkié, les Maugrabins et les autres disciples de l'ange El-Mahdi, échappés de la Bahiré, lorsqu'il brûlait Demenhour. Il leur tue cent cinquante hommes, et brûle le village où ils se sont réfugiés.

Pendant ces expéditions les Anglais s'étaient présentés devant Suez; ils y avaient paru le 15 floréal, avec un vaisseau et une frégate. Ayant trouvé ce port en état de défense, ils se retirent, et laissent un brick en croisière; mais le chérif de la Mecque force les Anglais à souffrir que les bâtimens continuent d'apporter le café à Suez.

Une seule expédition avait manqué; celle contre Cosséir, dont le but était d'enlever les richesses que les mamelouckes, battus par le général Desaix dans la Haute-Égypte, faisaient embarquer dans ce port. La chaloupe canonnière *le Tagliamento*, qui, d'après les ordres de Bonaparte, était partie de Suez le 16 ventôse, ayant sauté dès le premier coup de canon, il avait fallu se retirer; hors ce cas, un succès complet avait couronné toutes les entreprises, et les troupes restées en Égypte n'avaient pas manqué d'occasions de signaler leur courage.

et de rivaliser d'intrépidité avec les divisions qu'elles n'avaient pu suivre dans l'expédition de Syrie.

Cette expédition touchait elle-même à son terme; son but principal était rempli. L'armée, après avoir traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie, et vaincu tous les obstacles avec plus de rapidité qu'une armée arabe, s'était emparée de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert. Elle avait déconcerté les plans de ses ennemis par l'audace et la rapidité de ses mouvemens. Elle avait dispersé, aux champs d'Édrelon et du mont Thabor, vingt-cinq mille cavaliers et dix mille fantassins, accourus de toutes les parties de l'Asie dans l'espoir de piller l'Égypte. Elle avait forcé le corps d'armée qu'on envoyait sur trente bâtimens assiéger les ports de l'Égypte, d'accourir lui-même au secours de Saint-Jean-d'Acre.

Bonaparte, avec environ dix mille hommes, avait nourri, pendant trois mois, la guerre dans le cœur de la Syrie; il avait détruit la plus formidable des armées destinées à envahir l'Égypte, pris ses équipages de campagne, ses outres, ses chameaux et un général. Il avait tué ou fait prisonniers plus de sept mille hommes, pris quarante pièces de campagne, enlevé plus de cinq cents drapeaux, forcé les places de Ghazah, Jaffa, Caïffa. Le château d'Acre ne paraissait pas encore disposé à se rendre; mais on avait déjà recueilli les principaux avantages qu'on s'était promis du siége de cette place. Quelques jours de plus donnaient l'espoir de prendre le pacha dans

son palais : cette vaine gloire ne pouvait éblouir Bonaparte; il touchait au terme du temps qu'il avait fixé à l'expédition de Syrie; la saison des débarquemens en Égypte y rappelait impérieusement l'armée pour s'opposer aux descentes et aux tentatives de l'ennemi. La peste faisait des progrès effrayans en Syrie; déjà elle avait enlevé sept cents hommes aux Français, et, d'après les rapports recueillis à Sour, il mourait journellement plus de soixante hommes dans la place d'Acre.

La prise de cette place pouvait-elle compenser la perte d'un temps précieux, et celle d'une foule de braves qu'il aurait fallu sacrifier, et qui étaient nécessaires pour des opérations plus importantes?

Tous les militaires qui ont fait des siéges contre les Turcs, savent qu'ils se font tuer, et qu'ils sacrifient femmes et enfans pour défendre jusqu'au dernier monceau de pierres. Ils ne capitulent point et ne s'abandonnent jamais à la bonne foi de leurs ennemis, parce que, en pareil cas, ils ne savent qu'égorger.

Le siége d'Acre pouvait être long et meurtrier. Tout rappelait Bonaparte en Égypte. Il ne pouvait, sans compromettre le sort de son armée et de ses conquêtes, prolonger plus long-temps son séjour en Syrie. La gloire et les avantages de son expédition ne dépendaient nullement de la prise du château d'Acre. Il cède donc aux puissantes considérations qui lui ordonnent d'en lever le siége.

Il lui fallait plusieurs jours pour l'évacuation des

blessés et des malades. Il ordonne que les batteries de canons et de mortiers continuent leurs feux, et qu'on emploie le reste des munitions de siége à raser le palais de Djezzar, les fortifications et les édifices.

Le 26, à la pointe du jour, on s'aperçoit que l'amiral anglais a mis à la voile avec trois bâtimens turcs; il venait d'être instruit que les frégates françaises avaient enlevé deux de ses avisos et deux bâtimens turcs, et cette nouvelle lui inspirait des craintes sur un convoi de djermes et deux avisos turcs envoyés devant le port d'Abouzaboura, pour embarquer des Naplouzains que Djezzar croyait avoir déterminés de nouveau à se soulever. Le contre-amiral Pérée donnait en effet la chasse à cette flottille qui est dégagée par les Anglais; il fait prendre le large à ses frégates; mais elles ne sont point poursuivies par les vaisseaux anglais, qui s'empressent de retourner à Saint-Jean-d'Acre.

Le 27, à deux heures et demie du matin, l'ennemi *fait une sortie; il est repoussé* avec vigueur, *après avoir perdu beaucoup de monde.* A sept heures, il en fait une nouvelle sur tous les points; partout il trouve la même résistance. Il ne peut pénétrer dans aucun boyau; il est mitraillé par les batteries, et reconduit la baïonnette aux reins dans ses places d'armes : tout est couvert des cadavres des assiégés. Ce combat glorieux et sanglant ne coûte aux Français que vingt hommes tués et cinquante blessés.

Le 28, un parlementaire anglais se présente vers la plage, il ramène le Turc qui avait été envoyé le 22 à Djezzâr en parlementaire, et apporte au chef de l'état-major une lettre du commodore anglais, qui s'exprimait ainsi en parlant de Bonaparte : « Ne « sait-il pas que *c'est moi seul* qui peux décider du « terrain qui est sous mon artillerie ? » Il voulait dire que Djezzar ne pouvait répondre sans son agrément et sa participation, et que c'était à lui qu'il fallait adresser toutes les propositions.

Le commandant du canot remet, en route, un paquet, contenant des proclamations de la Porte ottomane, certifiées par Sidney Smith, et conçues en ces termes :

PROCLAMATION.

« Le ministre de la sublime Porte aux généraux, officiers et soldats de l'armée française qui se trouvent en Égypte.

« Le directoire français, oubliant entièrement le droit des gens, vous a induits en erreur, a surpris votre bonne foi, et, au mépris des lois de la guerre, vous a envoyés en Égypte, pays soumis à la domination de la sublime Porte, en vous faisant accroire qu'elle-même avait pu consentir à l'envahissement de son territoire.

« Doutez-vous qu'en vous envoyant ainsi dans une région lointaine, son unique but n'ait été de vous exiler de la France, de vous précipiter dans un abîme de dangers, et de vous faire périr tous

tant que vous êtes? Si, dans une ignorance absolue de ce qui en est, vous êtes entrés sur les terres d'Égypte, si vous avez servi d'instrument à une violation des traités, inouïe jusqu'à présent parmi les puissances; n'est-ce point par un effet de la perfidie de vos directeurs? Oui, certes; mais il faut pourtant que l'Égypte soit délivrée d'une invasion aussi inique. Des armées innombrables marchent en ce moment; des flottes immenses couvrent déjà la mer.

« Ceux d'entre vous, de quelque grade qu'ils soient, qui voudront se soustraire au péril qui les menace, doivent, sans le moindre délai, manifester leurs intentions aux commandans des forces de terre et de mer des puissances alliées; qu'ils soient sûrs et certains qu'on les conduira dans les lieux où ils désireront aller, et qu'on leur fournira des passeports pour n'être pas inquiétés pendant leur route par les escadres alliées, ni par les bâtimens armés en course. Qu'ils s'empressent donc de profiter à temps de ces dispositions bénignes de la sublime Porte, et qu'ils les regardent comme une occasion propice de se tirer de l'abîme affreux où ils ont été plongés.

« Fait à Constantinople, le 11 de la lune de ramazan, l'an de l'Hégyre 1213, et le 5 février 1799.

« Je, soussigné, ministre plénipotentiaire du roi d'Angleterre près la Porte ottomane, et actuellement commandant la flotte combinée devant Acre, certifie l'authenticité de cette proclamation,

et garantis son exécution. A bord du *Tigre*, le 10 mai 1799.

« *Signé* SIDNEY SMITH. »

Cet écrit reçoit la seule réponse que l'honneur accorde à de lâches conseils, le silence du mépris. L'amiral anglais fait connaître qu'il existe entre l'Angleterre et la Porte un traité d'alliance, signé le 5 janvier 1799; il envoie quelques prisonniers français qu'il avait enlevés des mains de Djezzar.

L'officier qui commandait le canot anglais est renvoyé sans réponse, et le feu continue de part et d'autre.

Pendant la nuit, on commence l'évacuation des blessés, des malades et du parc d'artillerie. Le 1er bataillon de la 69e demi-brigade part le 29; le 2e le suit le 30, ils escortent les convois d'artillerie et les blessés. L'avant-garde, aux ordres du général Junot, après avoir brûlé tous les magasins de Tabarié, prend position à Safarié, pour couvrir les débouchés d'Obeline et de Cheif-Amrs sur le camp d'Acre.

L'ennemi, qui était bombardé et canonné plus vivement qu'il ne l'avait encore été, qui voyait un feu plus terrible que tout ce qu'il avait essuyé jusqu'alors se diriger sur le palais de Djezzar, sur les parties des fortifications qui n'avaient point encore été battues, et sur tous les édifices de la ville, fait, le 1er prairial, à la pointe du jour, une sortie générale; il est reçu avec intrépidité et forcé de se

retirer promptement. Ce mauvais succès ne le décourage point; à trois heures de l'après-midi, il sort de nouveau sur tous les points; il emploie tous les renforts qu'il a reçus; il combat avec une fureur et un acharnement qu'il n'avait pas encore déployés. Son but était de pénétrer dans les batteries dont le feu lui devenait si incommode, de les détruire, et de prévenir ainsi la ruine de la ville. Malgré son opiniâtreté et la vivacité de ses attaques, il est repoussé sur tous les points, et obligé de se retirer avec une grande perte. Cependant il parvient à s'emparer un instant du boyau qui couronne le glacis de la tour de brèche. Mais à peine y est-il entré, que le général de brigade Lagrange, qui commande la tranchée, l'attaque avec deux compagnies de grenadiers, reprend le boyau, poursuit les assiégés jusque dans leur place d'armes extérieure, tue tout ce qui ne se précipite pas dans la place, et les pousse jusque dans leurs fossés.

L'artillerie de campagne remplaçait aux batteries l'artillerie de siége qui venait de partir. On était parvenu à détruire par des mines et à la sape un aquéduc de plusieurs lieues qui conduisait l'eau à la ville; on réduit en cendres les magasins et les moissons qui sont aux environs d'Acre; on jette à la mer tous les objets inutiles; on se prépare à lever le siége.

La proclamation suivante du général en chef explique suffisamment les motifs de cette conduite.

PROCLAMATION.

« Au quartier-général devant Acre, le 28 floréal an VII.

« BONAPARTE, GÉNÉRAL EN CHEF.

« SOLDATS,

« Vous avez traversé le désert qui sépare l'Asie de l'Afrique, avec plus de rapidité qu'une armée arabe.

« L'armée qui était en marche pour envahir l'Égypte est détruite; vous avez pris son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outres, ses chameaux.

« Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert.

« Vous avez dispersé aux champs du mont Thabor cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie, dans l'espoir de piller l'Égypte.

« Les trente vaisseaux que vous avez vus arriver devant Acre, il y a douze jours, portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie; mais, obligée d'accourir à Acre, elle y a fini ses destins; une partie de ses drapeaux ornera votre entrée en Égypte.

« Enfin, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne, cinquante drapeaux, fait six mille prisonniers, rasé les fortifications de Ghazah, Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Égypte; la saison des débarquemens m'y rappelle. * * *

« Encore quelques jours, et vous aviez l'espérance de prendre le pacha même au milieu de son palais; mais dans cette saison la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours; les braves que je devrais d'ailleurs y perdre sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations plus essentielles.

« Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident.

« Vous y trouverez une nouvelle occasion de gloire; et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment, et prennent rang à leur tour parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la victoire. »

Le 1er prairial, à neuf heures du soir, on bat la générale, et le siége est levé après soixante jours de tranchée ouverte.

La division du général Lannes se met en marche pour Tentoura; elle est suivie par les équipages de l'armée et le parc de la division Bon.

La division Kléber et la cavalerie prennent position; l'infanterie en arrière du dépôt de la tranchée, et la cavalerie devant le pont de la rivière d'Acre, à quinze cents toises de la place.

En même temps la division Regnier qui était de tranchée se replie dans le plus grand silence; les pièces de campagne sont portées à bras, et suivent

la route de l'armée; les postes se replient sur la place d'armes. La division Regnier, placée à la queue de la tranchée, va dans son camp reprendre ses sacs et suit la marche de l'armée. Lorsqu'elle a passé le pont, la division Kléber fait son mouvement; elle est suivie de la cavalerie qui a ordre de ne quitter la rivière que deux heures après le départ des dernières troupes d'infanterie. Elle y laisse cent dragons pied à terre, pour protéger les ouvriers qui détruisent les deux ponts.

Le général Junot s'était porté, avec son corps, au moulin de Kerdanné, pour couvrir le flanc gauche de l'armée.

On aurait levé le siége de jour, si l'armée n'avait pas eu trois lieues à parcourir sur la plage; circonstance qui donnait à l'ennemi la facilité de suivre ce mouvement avec ses chaloupes canonnières, et d'établir une canonnade qu'il était prudent d'éviter. Les assiégés continuent leur feu tout le reste de la nuit, et ne s'aperçoivent qu'au jour de la levée du siége; ils avaient été si maltraités qu'ils ne purent faire aucun mouvement. L'armée exécute sa marche dans le plus grand ordre. Le 22, elle arrive à Tentoura, port où l'on avait débarqué les objets envoyés de Damiette et de Jaffa, et sur lequel avait été évacuée l'artillerie de siége avec quarante pièces de campagne turques, prises à Jaffa, et dont une partie avait été conduite devant Acre.

On n'avait pas assez de chevaux pour traîner cette immense artillerie turque. Bonaparte avait

décidé que tous les moyens de transport seraient de préférence employés à l'évacuation des malades et des blessés. En conséquence, il ne fait suivre que deux obusiers et quelques petites pièces turques, et il en fait jeter vingt-deux à la mer; les caissons et les affûts sont brûlés sur le port de Tentoura.

Tous les malades et blessés sont évacués sur Jaffa; généraux, officiers, administrateurs, chacun donne ses chevaux; il ne reste pas un seul Français en arrière. Les hommes attaqués de la peste sont également évacués.

L'armée couche le 3 sur les ruines de Césarée; le 4, des Naplouzains se montrent au port d'Abou-Hâboura; quelques uns sont pris et fusillés; les autres s'éloignent. Leur but est de s'emparer des haillons qu'une armée abandonne dans sa marche.

L'armée campe le 5 à quatre lieues de Jaffa, sur une petite rivière, ou plutôt un médiocre ruisseau. Des partis se répandent dans les villages dont les habitans, pendant le siége, ont attaqué, pillé les convois et égorgé les escortes. Les habitations sont réduites en cendres, les troupeaux enlevés et les grains incendiés. Cette vengeance était commandée par la justice après tant d'assassinats : elle était autorisée par les lois rigoureuses de la guerre, puisqu'elle ôtait à l'ennemi tout moyen d'approvisionnement.

L'armée arrive le 5 à Jaffa; un pont de bateaux avait été jeté sur la rivière de Lahoya, que l'on passe difficilement à gué à son embouchure. On

séjourne le 6, le 7 et le 8 à Jaffa. Ce temps est employé à punir les villages des environs qui se sont mal conduits. On fait sauter les fortifications de Jaffa, on jette à la mer toute l'artillerie en fer de la place. Les blessés sont évacués tant par mer que par terre. Il n'y avait qu'un petit nombre de bâtimens, et, pour donner le temps d'achever l'évacuation par terre, l'on est obligé de différer jusqu'au 9 le départ de l'armée.

Le 1er et le 2e bataillon de la 69e, et la 22e légère, partent successivement pour escorter les convois.

L'armée se met le 9 en marche. La division Régnier forme la colonne de gauche, et s'avance par Ramlé. Le quartier-général, la division Bon et la division Lannes suivent la route du centre. Le pays qu'on allait parcourir jusqu'à Ghazah avait commis toutes sortes d'excès. L'ordre est donné à la colonne du général Regnier et à celle du centre, de brûler les villages et toutes les moissons. La cavalerie prend la droite et s'avance, le long de la mer, dans les dunes, pour ramasser les troupeaux qui s'y sont réfugiés. La division Kléber forme l'arrière-garde, et ne quitte Jaffa que le 10.

L'armée marche dans cet ordre jusqu'à Kan-Jounes. La plaine est toute en feu; mais le souvenir du pillage des convois et des horreurs exercées contre les Français, ne justifiaient que trop ces représailles.

L'armée campe le 10 à El-Majdal et arrive le 11 à Ghazah. Cette ville s'était bien conduite; les per-

sonnes, et les propriétés y sont respectées. On fait sauter le fort, et l'armée part le lendemain pour Kan-Jounes où elle arrive le même jour. Le 13, elle entre dans le désert, suivie d'une quantité considérable de bestiaux enlevés à l'ennemi et destinés à l'approvisionnement de El-A'rych. Le désert entre cette place et Kan-Jounes a onze lieues d'étendue. Il est habité par quelques Arabes, du brigandage desquels Bonaparte avait à se plaindre. On brûle leur camp, on enlève leurs bestiaux, leurs chameaux, et on incendie le peu de récoltes qui se trouvent dans certaines parties du désert.

L'armée séjourne le 14 à El-A'rych. Cette place devenait de la plus grande importance. Bonaparte y ordonne de nouveaux travaux et de nouvelles fortifications, la fait approvisionner de vivres et de munitions, et y laisse garnison.

L'armée continue sa marche sur Cathiëh, où elle arrive le 16, après avoir horriblement souffert de la soif. Les divisions marchaient successivement; mais les puits étaient beaucoup moins abondans, et l'eau plus saumâtre qu'au premier passage de l'armée.

Les magasins de Cathiëh étaient parfaitement approvisionnés; l'armée séjourne dans cette place. Bonaparte va reconnaître Tinëh, Peluse et la bouche d'Omm-Faredje. Il ordonne la construction d'un fort à Tinëh, pour se rendre maître de la bouche d'Omm-Faredje. Il laisse à Cathiëh une garnison considérable; il réunit au commandement de cette

37088

place celui de El-A'rych, et le confie à un général de brigade.

Le 18, l'armée continue sa marche. Le quartier-général part le 19 pour Salèhiëh. La division Kléber se rend à Tinëh, où elle s'embarque pour Damiette. Les autres divisions de l'armée prennent la route du Caire, où elles arrivent le 26 prairial.

Les grands du Caire, le peuple et la garnison viennent au-devant de l'armée, qui se déploie dans l'ordre de parade. On est étonné de voir cette armée sortant du désert, et après quatre mois d'une campagne pénible et sanglante, se présenter dans le meilleur ordre et avoir la plus belle tenue.

A ce spectacle, succède bientôt un tableau vraiment attendrissant; c'est celui d'amis, de camarades, qui se livrent avec enthousiasme au plaisir de se revoir et de s'embrasser. La ville du Caire devient, pour les Français, une seconde patrie; ils y sont reçus par les habitans comme des compatriotes.

Mille rapports extravagans et semés par la malveillance, avaient précédé le retour de l'armée au Caire; on la disait réduite à quelques hommes blessés et mourans. Voici l'exacte vérité.

Le corps d'armée de l'expédition de Syrie a perdu, dans quatre mois, sept cents hommes morts de la peste, et cinq cents tués dans les combats. Le nombre des blessés était, il est vrai, de dix-huit cents; mais quatre-vingt-dix seulement avaient été amputés; presque tous les autres avaient l'espoir d'être

promptement guéris, et devaient rentrer dans leurs corps.

C'était surtout les ravages de la peste que la malignité s'était plue à exagérer. A l'arrivée de l'armée en Syrie, les villes étaient infectées de cette maladie, que la barbarie et l'ignorance rendent si funeste dans ces contrées; celui qui en est attaqué se croit mort, tout le fuit et l'abandonne, et il expire quand les secours de la médecine, quand des soins convenables auraient pu le rendre à la vie. Le fatalisme, que ces peuples professent, contribue beaucoup à leur faire négliger le secours des médecins.

Les soldats français avaient bien aussi quelques préjugés; ils prenaient la moindre fièvre pour la peste, et se croyaient atteints d'une maladie incurable et mortelle. Le citoyen Desgenettes, médecin en chef de l'armée, parcourt les hôpitaux, visite chacun des malades et calme d'abord leur imagination effrayée. Il soutient que les bubons, qu'ils prennent pour des symptômes de peste, appartiennent à une espèce de fièvre maligne dont il est très facile de guérir avec des soins et des ménagemens; il va jusqu'à s'inoculer en présence des malades la matière de ces bubons, et emploie pour se guérir les remèdes qu'il leur ordonne.

Tous les genres d'héroïsme devaient éclater dans cette brave armée, et le dévouement du citoyen Desgenettes n'a pas été le moins généreux ni le moins utile. Après avoir rendu au soldat cette tranquillité d'esprit si nécessaire à la guérison, il achève par

ses talens, ses soins assidus, ce qu'il a si heureusement entrepris, et le plus grand nombre recouvre la santé.

Un si bel exemple ne pouvait être perdu pour les autres officiers de santé. On ne peut donner trop d'éloges à la conduite du citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée, pour le zèle et l'activité qu'il n'a cessé de déployer. On le voyait, lui et ses dignes confrères, sous le feu de l'ennemi, au pied de la brèche, panser les malheureux blessés. Plusieurs ont reçu des blessures à ce poste honorable; l'un d'eux a même été tué, mais rien ne pouvait arrêter leur ardeur et leur dévouement.

EXPÉDITION DANS LA HAUTE-ÉGYPTE.

Pendant qu'au nord Bonaparte battait dans la Syrie les armées qu'Ibrahim-Bey et Djezzar se disposaient à conduire contre lui, le général Desaix, au midi, chassait dans la Haute-Égypte, Mourâd-Bey qui s'y était réfugié après la bataille des Pyramides.

Un mois après la prise du Caire, le général Desaix avait reçu l'ordre de marcher à la poursuite de Mourâd-Bey. Il s'était embarqué le 8 fructidor an VI, à la pointe du jour, avec deux bataillons de la 88e de ligne, deux bataillons de la 2e légère, deux bataillons de la 61e de ligne et l'artillerie attachée à sa

division. Le convoi était escorté d'un chebeck, d'un aviso et de deux demi-galères armées en guerre.

Le 12, la division se trouve réunie à Al-Ficldi; arrivée le 13 à Bené, elle prend position en avant de la ville, appuyant sa gauche et sa droite au Nil, de manière à ce qu'elles soient protégées par les bâtimens de guerre; elle conserve cette position les 14, 15, 16 et 17 fructidor; et le 18, le général Desaix ayant pourvu à ses moyens de subsistance, elle part pour se rendre à Aba-Girgé, où elle arrive à sept heures du soir. Le général Desaix est informé que cent cinquante mamelouckes, et beaucoup de djermes chargées de bagages, vivres et munitions, sont à Richnesé. Il se met en marche le 20 à la pointe du jour, avec le 1er bataillon de la 21e légère pour reconnaître leur position. L'inondation du Nil était déjà très étendue : les troupes éprouvaient les plus grandes difficultés. Elles traversent huit canaux et parviennent au lac Barthin, qu'elles passent à gué ayant de l'eau jusque sous les bras. Après avoir marché pendant quatre heures continuellement dans l'eau, elles arrivent au village de Chéboubié. Mourâd-Bey était descendu jusqu'au Faïoum; il avait laissé trois beys à Behnésé, avec cent cinquante mamelouckes et beaucoup d'Arabes. Le général Desaix s'avance sur ce village; malgré les difficultés que lui oppose dans sa marche une digue qu'il est obligé de suivre, il fait tant de diligence, qu'il arrive au moment où les équipages de l'ennemi passaient le canal de Joseph. Les ma-

melouckes et les Arabes étaient sur la rive gauche, et protégeaient douze djermes qui s'échappaient en remontant le Nil.

Les carabiniers de la 21ᵉ s'élancent sur la rive; ils font un feu très vif qui éloigne les mamelouckes et disperse les Arabes. Les douze djermes sont arrêtées; onze étaient chargées de munitions, de vivres, et surtout d'une grande quantité de blé : la 12ᵉ portait sept pièces de canon.

Le général Desaix rentre le 21 à Aba-Girgé où il rejoint sa division; il appareille et arrive le 26 à la hauteur de Tarout'-Elcheriff; le 27, il prend position à l'entrée du canal de Joseph. Informé que l'ennemi occupait Siout avec le reste de ses bâtimens de guerre, il part dans l'après-midi avec deux demi-galères, deux bataillons de la 61ᵉ et deux de la 88ᵉ. Il marche vers Siout, après avoir ordonné à un aviso d'escorter la 21ᵉ qui doit le suivre; il laisse un détachement de cette demi-brigade et une chaloupe canonnière pour occuper Tarout'-Elcheriff et protéger la navigation avec le Caire.

Le 28, il arrive à Siout; mais l'ennemi s'était enfui à son approche, et avait remonté jusqu'à Girgé ses djermes et ses bâtimens de guerre.

Trois kiachefs de Soliman-Bey, et environ trois cents mamelouckes et quelques Arabes, étaient à Benhadi, à six lieues de Siout, avec leurs femmes et beaucoup d'équipages. Le général Desaix, dans l'espoir de les atteindre, part le premier jour complémentaire. Il longe les montagnes et arrive le lendemain

au jour naissant, après une marche pénible à travers le désert. L'ennemi avait déjà disparu. Desaix rentre à Siout le troisième jour complémentaire; il y laisse une demi-brigade et un aviso, pour escorter un convoi considérable de grains dont il avait ordonné le chargement pour le Caire; et le soir même, il part avec sa division et sa flottille, dans le dessein de rejoindre Mourâd-Bey qui avait regagné le Faïoum.

Le cinquième jour complémentaire, il arrive à l'entrée du canal de Joseph, et reçoit du Caire un convoi qui lui apporte cinquante quintaux de biscuit et trois mille cartouches.

Il se met en marche le 2 vendémiaire et entre dans le bahr Joseph, laissant sur le Nil six bâtimens de guerre pour garder l'entrée du canal, et croiser à la hauteur de Tarout'-Elcheriff; deux de ces bâtimens ont ordre de descendre jusqu'à Benesneff, en suivant le mouvement de la division.

Après une longue et pénible navigation dans le canal, où les djermes échouaient souvent par la difficulté de suivre la division à travers des plaines inondées, l'avant-garde aperçoit, le 12, un poste de Mourâd-Bey à la hauteur du village de Menekia. Desaix ordonne le débarquement, et se porte avec un détachement sur des espèces de dunes qui dominent le canal de distance en distance jusqu'à Illahon. Il s'engage une fusillade d'avant-garde; l'ennemi se retire, la division se rembarque et continue de suivre le canal.

Le 13 au matin, on aperçoit l'ennemi embusqué,

dans un endroit où le canal s'approche du désert; des forces considérables se montrent tout à coup dans le village de Manzoura. Il eût été dangereux de débarquer sous le feu de l'ennemi; le général Desaix ordonne de revirer de bord, regagne la position près de Menekia, et fait débarquer sa division qui se forme successivement.

Des compagnies de carabiniers chassent et dispersent les mamelouckS qui harcelaient les barques.

Après avoir formé sa division en carré, Desaix organise le service des barques de manière à leur faire suivre dans le canal le mouvement des troupes qui s'avancent à l'extrémité de l'inondation, et au bord du désert. Les mamelouckS paraissent vouloir attaquer; quelques coups de canon les éloignent, et à la nuit la division prend position vis-à-vis le village de Manzoura.

Elle continue sa marche dans le même ordre, mais elle est harcelée par l'avant-garde de l'ennemi. Le corps de Mourâd-Bey était encore éloigné de deux lieues, et paraissait formé sur deux lignes. A l'approche de la division, il gagne les hauteurs, prend position sur son flanc gauche, et se met en mesure de la charger.

Desaix ordonne un changement de direction, marche droit à Mourâd-Bey, et le canonne avec tant de succès, que cette masse de cavalerie, incertaine dans ses mouvemens, s'arrête et se replie. La division continue sa marche jusqu'à Elbelamon.

Le 15, elle regagne ses barques pour y prendre

du biscuit. L'ennemi croit qu'elle rétrograde; il la harcelle en poussant des cris de victoire et de joie; quelques coups de canon l'éloignent, et l'armée continue sa route, après avoir pris des vivres et le repos nécessaire.

Desaix, informé par ses espions que Mourâd-Bey avait l'intention de l'attendre à Sédiman, et de lui livrer bataille, se dispose à l'attaquer lui-même.

Le 16, au lever du soleil, la division se met en mouvement; elle est formée en carré, avec des pelotons de flanc : elle suit l'inondation et le bord du désert. A huit heures, on aperçoit Mourâd-Bey à la tête de son armée, composée d'environ trois mille mameloucks et huit à dix mille Arabes. L'ennemi s'approche, entoure la division, et la charge avec la plus grande impétuosité sur toutes ses faces; mais de tous côtés il est vivement repoussé par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie; les plus intrépides des mamelloucks, désespérant d'entamer la division, se précipitent sur l'un des pelotons de flanc, commandé par le capitaine Lavalette, de la 21e légère. Furieux de la résistance qu'ils éprouvent, et de l'impuissance où ils sont de l'enfoncer, les plus braves se jettent en désespérés dans les rangs, où ils expirent après avoir vainement employé à leur défense les armes dont ils sont couverts, leurs carabines, leurs javelots, leurs lances, leurs sabres et leurs pistolets. Ils tâchent du moins de vendre chèrement leur vie, et tuent plusieurs chasseurs.

De nouveaux détachemens de mamelloucks sai-

sissent ce moment pour charger deux fois le peloton entamé; les chasseurs se battent corps à corps, et, après des prodiges de valeur, se replient sur le carré de la division. Dans cette attaque, les mamelouckes perdent plus de cent soixante hommes : elle coûte aux braves chasseurs treize hommes morts et quinze blessés.

Mourâd-Bey, après avoir fait charger les autres pelotons sans plus de succès, divise sa nombreuse cavalerie, qui n'avait encore agi que par masse, et fait entourer la division. Il couronne quelques monticules de sable, sur l'un desquels il démasque une batterie de plusieurs pièces de canon, placée avec avantage, et qui fait un feu meurtrier.

Le général Desaix, devant un ennemi six fois plus fort que lui, et dans une position où une retraite difficile sur ses barques le forçait à abandonner ses blessés, juge qu'il faut ou vaincre ou se battre jusqu'au dernier homme. Il dirige sa division sur la batterie ennemie qui est enlevée à la baïonnette.

Maître des hauteurs et de l'artillerie de Mourâd-Bey, Desaix fait diriger une vive canonnade sur l'ennemi, qui bientôt fuit de toutes parts. Trois beys et beaucoup de kiachefs restent sur le champ de bataille, ainsi qu'une grande quantité de mamelouckes et d'Arabes. La division ramène ses blessés, prend quelque repos, et se met en marche à trois heures après midi pour Sédiman, où elle s'empare d'une partie des bagages de l'ennemi, que les Arabes

commençaient à piller. Mourâd-Bey se retire derrière le lac de Ghazah, dans le Faïoum : les Arabes l'abandonnent.

Les Français ont perdu dans la bataille de Sédiman; trois cent quarante hommes; cent cinquante ont été blessés. Généraux, officiers et soldats, tous se sont couverts de gloire. La division part le 17, avec la flottille, pour se rendre à Illahon; elle s'empare des barques de l'ennemi qui s'y trouvent.

Le général Desaix fait partir les blessés pour le Caire, où il avait déjà envoyé environ quatre cents hommes affectés d'ophthalmies, maladie occasionnée par les vapeurs du Nil, et malheureusement très commune dans la Haute-Égypte. La division reste à Illahon, d'où elle part pour lever les impositions et prendre les chevaux du Faïoum. Mourâd-Bey avait non seulement défendu aux habitans de payer, il avait encore envoyé Ali-Kiachef avec cent cinquante mameloucks et des Arabes pour soulever le pays.

Desaix laisse trois cent cinquante hommes dans la ville de Faïoum, et il en part le 16 brumaire pour soumettre les villages insurgés. Il trouve sous les armes tous ceux dans lesquels il se présente; mais ils rentrent aussitôt dans l'obéissance, à l'exception du village de Liriné, où Ali-Kiachef soutient contre l'avant-garde un léger combat, à la suite duquel il prend la fuite, abandonnant six chameaux chargés d'effets. Le village est livré au pillage et brûlé.

Mourâd-Bey, profitant du moment où le général

Desaix avait quitté le Faïoum pour parcourir la province, avait envoyé environ mille mamelouckspour soulever le pays et marcher sur la ville de Faïoum. Des beys et des kiachefs s'étaient répandus au nord et au midi de la province, pour soulever les Arabes et les fellâhs. Le 17, une multitude prodigieuse était déjà réunie sous les armes. Le 18, à huit heures du matin, des Arabes paraissent au sud-ouest de la ville de Faïoum, et s'avancent vers la partie qui est sur la rive gauche du canal.

Le général Robin, atteint de l'ophthalmie, se trouvait à Faïoum. Le chef de bataillon Expert était commandant de la place. Instruit des mouvemens de l'ennemi, il retranche, autant que le permettent les moyens d'une ville ouverte de toutes parts, la maison où l'hôpital est établi.

Il n'avait que trois cent cinquante hommes et cent cinquante malades. Sur les onze heures du matin, plus de trois mille Arabes, mille mamelouckS, et une quantité prodigieuse de fellâhs armés s'avancent sur deux colonnes; une partie s'élance et escalade l'enceinte des faubourgs; ils avaient à leur tête des beys et des kiachefs. Tous attaquent en même temps et avec fureur sur tous les points.

Toutes les issues de la ville n'avaient pu être occupées. L'ennemi profite de cet avantage, pour tourner les principaux postes, qui, après avoir fait une vive résistance, et couvert de morts les défilés qu'ils défendent, se retirent en bon ordre, en se ralliant à la maison d'Ali-Kiachef, où était l'hô-

pital. C'est là que le général Robin et le commandant Expert réunissent leurs forces afin d'éviter une guerre de rue trop meurtrière. Pendant que les Arabes et les fellâhs s'approchent en gagnant de toit en toit, le reste des assiégeans se précipite en foule et sans précautions par les grandes issues.

Le chef de bataillon Expert avait prévu ce désordre; et, dans le dessein d'en profiter, il avait formé dans l'hôpital deux colonnes retranchées. Il commande lui-même la colonne de droite; celle de gauche est confiée au chef de bataillon Sacro. Dès que l'ennemi est à portée, la réserve fait une fusillade terrible par les toits et les fenêtres; en même temps les deux colonnes débouchent en battant la charge, et fondent à la baïonnette sur l'ennemi, qu'elles culbutent de rue en rue. La terreur s'empare également des Arabes et des fellâhs qui sont sur les maisons; la plupart, croyant la victoire assurée, se livraient au pillage; tous veulent se sauver à la fois et s'embarrassent dans leur fuite; on en fait un carnage affreux; l'ennemi est poursuivi jusqu'à une lieue de la ville par les chefs de bataillon Expert et Sacro, qui montrent l'un et l'autre une intrépidité et un sang-froid qu'on ne peut trop admirer. L'ennemi laisse deux cents hommes tués dans la ville, et un grand nombre de blessés; les Français ont eu quatre hommes tués et seize blessés.

Les habitans de la ville de Faïoum se réunissent aux Français et poursuivent l'ennemi. Desaix s'était mis en marche pour cette ville aussitôt qu'il avait

été informé des dangers qui la menaçaient; il y arrive le 20 frimaire au matin, il apprend la victoire aussi glorieuse qu'inespérée de ses braves, et il s'empresse d'en profiter pour faire de nouvelles courses dans les provinces de Benesouef et de Miniet, et disputer la levée des impositions de ces provinces à Mourâd-Bey, qui faisait aussi des incursions dans l'intention de les percevoir.

Quoique battu à Sédiman et à Faïoum, Mourâd-Bey, à la faveur de sa cavalerie, que l'infanterie française ne pouvait atteindre, restait toujours maître des provinces de la Haute-Égypte, et conservait une position menaçante.

Bonaparte envoie à Desaix un renfort de mille hommes de cavalerie, et de trois pièces d'artillerie légère commandés par le général Davoust, et lui donne ordre de poursuivre vivement Mourâd-Bey jusqu'aux cataractes du Nil, de détruire les mamelouks, ou de les chasser entièrement de l'Égypte.

Le général Davoust, parti du Caire le 16 frimaire, se rend en quatre jours à Benesouef, et a bientôt rejoint le général Desaix. La division se met en mouvement le 26 frimaire, pour attaquer Mourâd-Bey qui était campé à deux journées de marche, sur la rive gauche du canal Joseph, et au bord du désert.

Le 27 frimaire, elle rencontre l'avant-garde de l'ennemi, formée par les mamelouks de Selim-Aboudic. On les chasse du village de Fechen, où ils venaient de prendre position, et ils se retirent

sur le camp de Mourâd-Bey qui fuit à l'approche du général Desaix, et marche vers le Nil qu'il se dispose à remonter. La division, sur laquelle il avait dix à douze heures d'avance, cherche en vain à l'atteindre. Elle bivouaque, le 27, à Zafetezain; le 28, à Bermin; le 30, à Zagny, où elle quitte les montagnes pour se rapprocher du fleuve. L'infanterie prend position à Taha, la cavalerie à Minet, d'où Mourâd-Bey avait fui au lever du soleil, et avec tant de précipitation, qu'il avait abandonné quatre djermes portant une pièce de douze en bronze, un mortier de douze pouces, et quinze pièces de canon de fer de différens calibres.

Mourâd-Bey se retire vers le Haut-Saïd; Desaix le poursuit à grandes journées. Le 1er nivôse, la division couche près des anciens portiques d'Achmounain; le 4 à Siout, et arrive le 9 à Girgé.

Mais la flottille, sans cesse retardée par les vents contraires, n'avait pu mettre la même célérité dans ses mouvemens. On avait le plus grand besoin des munitions et des approvisionnemens dont elle était chargée, et l'on se voit contraint de perdre à l'attendre vingt jours d'un temps précieux.

Mourâd-Bey profite de cette inaction des Français pour leur susciter des ennemis de tous les côtés. Déjà il avait écrit aux chefs du pays de Jedda et d'Yamb'o, pour les engager à passer la mer, et à exterminer *une poignée d'infidèles qui voulaient détruire la religion de Mahomet*. Des émissaires avaient été envoyés en Nubie, et en amenaient des ren-

forts. D'autres s'étaient rendus à Hesney, près du vieil Hassan-Bey Jaddâoui, dans le dessein de le réconcilier avec Mouràd-Bey, et de le déterminer à faire cause commune. Quelques uns enfin s'étaient répandus dans le beau pays entre Girgé et Siout; leur but était de faire insurger les habitans sur les derrières des Français, d'attaquer et détruire leur flottille.

Desaix fut informé, dès le 12 nivôse, qu'un rassemblement considérable de paysans se formait près de Souâguy, à quelques lieues de Girgé. Il était important de faire un exemple prompt et terrible des insurgés, afin de contenir les peuples dans l'obéissance, et de lever sans obstacles les impositions et l'argent dont on avait besoin. Le général Davoust reçoit l'ordre de partir sur-le-champ avec toute la cavalerie, et de marcher contre ce rassemblement.

Ce général rencontre, le 14, cette multitude d'hommes armés, près du village de Souâguy. Il fait former à l'instant son corps de bataille par échelons, et ordonne à son avant-garde, composée du 7e de hussards et du 22e de chasseurs, de charger avec impétuosité. Les insurgés ne peuvent soutenir ce choc, ils fuient en désordre, et sont poursuivis long-temps. On leur tue plus de huit cents hommes. Un pareil châtiment semblait devoir répandre la terreur dans le pays; mais à peine la cavalerie rentrait à Girgé, que le général Desaix est informé qu'il se forme, à quelques lieues de Siout, un rassemblement beaucoup plus considérable que le pre-

mier, et composé de paysans à pied et à cheval, la plupart venus des provinces de Miniet, de Benesouef et d'Hoara.

Le retard des barques, dont on n'avait aucune nouvelle certaine, commençait à donner de vives inquiétudes à Desaix, qui ordonne au général Davoust de marcher de nouveau à la tête de la cavalerie contre les rebelles, de sévir contre eux d'une manière terrible, et de faire tous ses efforts pour amener la flottille.

Le 19 nivôse, Davoust marche sur le village de Tahta. Au moment où il allait y entrer, il apprend qu'un corps considérable de cavalerie ennemie charge son arrière-garde formée d'un escadron du 20e de dragons; aussitôt il forme son corps de troupes, et se précipite sur les ennemis qu'il taille en pièces; mille restent sur le champ de bataille; le reste prend la fuite. En les poursuivant, le général Davoust aperçoit la flottille à la hauteur de Siout. Le vent étant devenu favorable, elle fait route, et arrive le 29 à Girgé, où la cavalerie l'avait devancée.

Le général Desaix était informé depuis quelques jours, par les rapports de ses espions, que mille chérifs, habitans du pays d'Yamb'o et de Jedda, avaient passé la mer Rouge, et s'étaient rendus à Cosséir, sous les ordres d'un chef des Arabes d'Yamb'o; que de là ils s'étaient portés à Kéné, d'où ils avaient été se réunir à Mourâd-Bey; que Hassan-Bey Jaddâoui et Osman-Bey Hassan, à la tête de deux cent

cinquante mamelouckS, étaient déjà arrivés à Houé; que des Nubiens, des Maugrabins campaient dans ce dernier village; que, par suite des écrits incendiaires répandus par les mamelouckS, tous les habitans de l'Égypte supérieure, depuis les Cataractes jusqu'à Girgé, étaient en armes et prêts à marcher; qu'enfin Mourâd-Bey, plein de confiance dans une armée aussi formidable, s'était mis en marche pour attaquer les Français : son avant-garde en effet, commandée par Osman-Bey Hassan, vient coucher, le 2 pluviôse, dans le désert, à la hauteur de Samanhout.

Desaix, après avoir pris sur la flottille ce qui lui était le plus nécessaire, et lui avoir ordonné de suivre les mouvemens de la division, part de Girgé le 2 pluviôse pour aller à la rencontre des ennemis, et va coucher à El-Macera. Le 3, l'avant-garde, formée par la 7e de hussards, et commandée par le chef de brigade Duplessis, rencontre celle de l'ennemi sous les murs de Samanhout.

Le général Desaix, arrivé quelques instans après, partage son infanterie en deux carrés égaux; sa cavalerie, formant elle-même un carré, est placée dans l'intervalle des deux autres, de manière à être protégée et flanquée par leur feu.

A peine ces dispositions sont-elles faites, que l'ennemi s'avance de toutes parts. Sa nombreuse cavalerie cerne la division, et une colonne d'infanterie, composée en partie d'Arabes d'Yamb'o, commandée par les chérifs et les chefs de ce pays, se

jette dans un grand canal, sur la gauche des Français, qu'elle commence à inquiéter par la vivacité de son feu. Desaix ordonne à ses aides-de-camp Rapp et Savary de se mettre à la tête d'un escadron du 7e de hussards, et de charger l'ennemi en flanç, pendant que le capitaine Clément, avec les carabiniers de la 21e légère, s'avancerait en colonne serrée dans le canal et enfoncerait celle des ennemis. Cet ordre est exécuté avec autant de bravoure que de précision; l'ennemi est culbuté; il prend la fuite, laissant sur la place une quinzaine de morts, et emmenant un grand nombre de blessés. Un carabinier, qui était parvenu à enlever des drapeaux de la Mecque, fut tué d'un coup de poignard : sa perte est la seule que les Français aient eu à regretter dans cette action, qui les rendit maîtres du village de Samanhout.

Cependant les innombrables colonnes ennemies s'avançaient en poussant des cris affreux, et se disposaient à l'attaque. Déjà la colonne des Arabes d'Yamb'o s'est ralliée. Elle attaque et veut enlever le village de Samanhout; mais les intrépides carabiniers de la 21e font un feu si vif et si bien nourri, qu'elle est forcée de se retirer avec une perte considérable.

Les mamelouck se précipitent sur le carré commandé par le général Friant, tandis que plusieurs colonnes d'infanterie se portent sur celui que commande le général Belliard; on leur riposte par un feu d'artillerie et de mousqueterie si terrible,

qu'ils sont dispersés en un instant, et obligés de rétrograder, laissant le terrain couvert de leurs morts.

Le général Davoust reçoit l'ordre de charger le corps des mamelouckes, où se trouvent Mouràd et Hassan qui paraissent vouloir conserver leur position; mais ils n'attendent pas la charge de ce général, et la fuite précipitée de Mouràd-Bey devient le signal de la retraite générale. L'ennemi est poursuivi pendant quatre heures l'épée dans les reins. La division ne s'arrête qu'à Farchoute, où elle trouve beaucoup de musulmans expirant de leurs blessures. Les ennemis, dans cette journée, outre un grand nombre de blessés, ont eu plus de deux cent cinquante hommes tués, dont cent Arabes d'Yamb'o; les Français n'ont eu que quatre hommes tués et quelques blessés.

Le succès de ce combat est principalement dû à l'artillerie légère que commandait le chef de brigade Latournerie, officier également recommandable par son activité et ses talens militaires.

Le 4, à une heure du matin, on continue de poursuivre Mouràd-Bey; une soixantaine d'Arabes d'Yamb'o qu'on rencontre dans un village sont taillés en pièces. Une grande partie de cette infanterie étrangère avait repassé le fleuve et fuyait avec précipitation; beaucoup se dispersaient dans le pays.

Desaix arrive le 9 à Hesney, où il laisse le général Friant et sa brigade, et part lui-même le 10 pour Sienne où il arrive le 13, après avoir essuyé des fa-

tigues excessives, en traversant les déserts et chassant toujours l'ennemi devant lui.

Mourâd, Hassan, Soliman et huit autres beys, voyant qu'ils sont poursuivis avec un acharnement qui ne leur laisse aucune ressource; que leurs mamelloucks, exténués de fatigue, sont dans l'impossibilité de se battre, que le nombre des déserteurs augmente chaque jour, qu'ils ont perdu beaucoup de chevaux et une grande quantité de leurs équipages, qu'ils n'ont point de relâche à espérer des Français, prennent le parti de se jeter dans l'affreux pays de Bribe, au-dessus des cataractes, et à quatre grandes journées de Sienne.

Le 14, le général Desaix marche vers l'île de Philé, en Éthiopie, où il prend beaucoup d'effets et plus de cent cinquante barques que les mamelloucks y ont conduites avec des peines infinies, et qu'ils sont contraints d'abandonner à l'approche des Français. Desaix, n'ayant point trouvé de barques près de Philé, ne peut entrer dans cette île; mais il confie le soin de s'en emparer au général Belliard qu'il laisse à Sienne avec la 21e légère. La division, en traversant l'Égypte supérieure, trouve une quantité prodigieuse de monumens antiques de la plus grande beauté. Les ruines de Thèbes, les débris du temple de Tentira, étonnent les regards du voyageur et méritent encore l'admiration du monde.

Le 16 pluviôse, le général Desaix part de Sienne pour Hosney, où il arrive le 21 avec sa cavalerie qu'il avait divisée en deux corps sur les deux rives

du Nil. Celui de la rive droite est commandé par l'adjudant-général Rabasse.

Osman-Bey Hassan n'avait pas suivi Mouràd à Sienne. Arrivé près de Rabin, il y avait passé le Nil avec deux cent cinquante mameloucks environ, et vivait sur la rive droite dans les villages de sa domination. Lorsqu'il apprit l'arrivée des Français à Sienne, il s'enfonça dans les déserts. Le général Desaix, dont la cavalerie était harassée, et qui était pressé de retourner à Hesney, s'était contenté, pour le moment, de détruire les ressources d'Osman-Bey Hassan.

Le général Friant, que Desaix avait laissé à Hesney en se rendant à Sienne, avait eu avis que les débris des Arabes d'Yamb'o se ralliaient dans les environs de Kéné, sur la route de Cosséir; dès le 18, il avait formé une colonne mobile, composée de la 61e et des grenadiers de la 88e; cette colonne, commandée par le chef de brigade Conroux, avait une pièce de canon. Elle se porta avec rapidité sur Kéné, petite ville fort importante par le grand commerce qu'elle fait avec les habitans des rives de la mer Rouge.

Desaix, à son arrivée à Hesney, est informé que le chef des Arabes d'Yamb'o se tient caché dans les déserts, où il attend l'arrivée d'un second convoi; il envoie aussitôt le général Friant et le reste de sa brigade vers Kéné, avec l'ordre de lever des contributions en argent et en chevaux jusqu'à Girgé, aussitôt qu'il se serait assuré des habitans de cette partie de la rive droite, fort difficiles à gouverner.

D'autres rapports annonçaient qu'Osman-Bey

Hassan était revenu sur les bords du fleuve, et continuait d'y faire vivre sa troupe. Desaix ne voulant pas lui permettre de séjourner aussi près de lui, envoie à sa poursuite le général Davoust, avec le 22ᵉ de chasseurs et le 15ᵉ de dragons.

Le 24, à la pointe du jour, le général apprend qu'Osman-Bey Hassan est sur le bord du Nil, et que ses chameaux font de l'eau. Il fait presser la marche; bientôt ses éclaireurs lui annoncent que l'on voit des chameaux qui rentrent dans le désert, que les ennemis sont au pied de la montagne, et paraissent protéger leur convoi.

Le général Davoust forme sa cavalerie sur deux lignes, et s'avance avec rapidité sur les mamelloucks, qui d'abord ont l'air de se retirer; mais tout à coup ils font volte-face, et fournissent une charge vigoureuse sous le feu meurtrier du 15ᵉ de dragons. Plusieurs mamelloucks tombent sur la place. Le chef d'escadron Fontelle est tué d'un coup de sabre. Osman-Bey a son cheval tué sous lui; il est lui-même dangereusement blessé. Le 22ᵉ de chasseurs à cheval se précipite avec impétuosité sur l'ennemi. On combat corps à corps; le carnage devient affreux; mais malgré la supériorité des armes et du nombre, les mamelloucks sont forcés d'abandonner le champ de bataille, où ils laissent un grand nombre des leurs et plusieurs kiachefs; ils se retirent rapidement vers leurs chameaux, qui, pendant le combat, avaient continué leur route dans le désert.

Parmi les beaux traits qui ont honoré cette mémorable journée, on remarque celui de l'aide-de-camp du général Davoust, le citoyen Montleger, qui, blessé dans le fort du combat, et ayant eu son cheval tué sous lui, se saisit du cheval d'un mamelouck et sortit ainsi de la mêlée.

Osman-Bey se retire dans l'intérieur des déserts sur la route de Cosséir, près d'une citerne nommée la Kuita. Il était à présumer que, ne pouvant y vivre qu'avec beaucoup de difficultés, il reviendrait vers Radesie, et passerait même sur la rive gauche dans un village qui lui appartenait près d'Etfou. En conséquence le général Desaix envoie dans ce village un détachement de cent soixante hommes de la 21e légère, commandés par son aide-de-camp Clément. Le 26, le général Davoust rentre à Hesney; et, le 27, Desaix part de cette ville pour Kous. Il laisse à Hesney une garnison de deux cents hommes du 61e et du 88e, sous les ordres du citoyen Binot, aide-de-camp du général Friant, qui, avec les mêmes troupes, avait conduit un fort convoi à Sienne.

Le général Desaix se mettait en route lorsqu'il reçut des dépêches du chef de brigade Conroux, commandant la colonne mobile que le général Friant avait envoyée, le 18 pluviôse, vers Kéné, à la poursuite des Arabes d'Yamb'o. Le chef de ces Arabes, qui se tenait caché dans les environs de Kéné, voyant que les habitans leur fournissaient peu de vivres, qu'ils manquaient de moyens pour

retourner à Cosséir, et qu'il fallait se faire des ressources pour gagner le temps de l'arrivée du 2ᵉ convoi qu'il attendait, avait formé le projet d'enlever Kéné. En conséquence, le 24 pluviôse, à onze heures du soir, tous les postes de la 61ᵉ sont attaqués en même temps par les Arabes, qui avaient entraîné dans leurs rangs une foule de paysans. Aussitôt les troupes sont sous les armes, elles marchent à l'ennemi et le culbutent de toutes parts.

Le chef de brigade Conroux, jeune officier plein d'ardeur, d'intelligence et d'activité, en se portant d'un point de la ligne à l'autre, reçoit sur la tête un coup de pique qui l'étend par terre. Ses grenadiers se précipitent autour de lui et l'emportent sans connaissance, jurant tous de le venger. La vive défense que la colonne avait opposée aux attaques de l'ennemi l'avait forcé de se retirer. La nuit était fort obscure, et l'on attendait avec impatience le lever de la lune pour le poursuivre. Le chef de bataillon Dorsenne, qui commandait la place, veillait avec le plus grand soin à sa défense, et se disposait à continuer l'action que la nuit avait suspendue. A peine les mesures sont-elles prises, que les ennemis reviennent en foule, en poussant des hurlemens épouvantables. Après avoir été reçus comme la première fois, par une fusillade extrêmement vive, ils sont chargés avec tant d'impétuosité, qu'ils sont mis à l'instant dans une déroute complète. On les poursuit pendant des heures entières. En fuyant, deux à trois cents de ces malheureux se jettent dans

un enclos de palmiers, où, malgré les feux de demi-bataillon que fait diriger contre eux le chef de bataillon Dorsenne, ils s'acharnent à se défendre jusqu'au dernier.

On estime à plus de trois cents hommes tués la perte de l'ennemi dans cette affaire, qui n'a coûté au vainqueur que trois blessés au nombre desquels se trouve le chef de bataillon Dorsenne, dont la conduite mérite les plus grands éloges.

Ce n'est que quelques heures après ce combat, que, malgré toute la diligence qu'il avait faite, on vit arriver à Kéné le général Friant, avec le 7e de hussards.

Le général Desaix, parti le 27 de Hesney, était arrivé, le 24 pluviôse à Kous, avec les 14e et 18e régimens de dragons; il avait détaché à quelques lieues les 15e et 20e, sous les ordres du chef de brigade Pinon, vers Salamié, point extrêmement important, et qui est un débouché de la Kuita. Il ordonne que l'on s'occupe partout avec activité de la levée des chevaux, et de la perception des impôts en argent, dont on avait le plus grand besoin.

Après le combat de Kéné, les Arabes d'Yamb'o s'étaient retirés dans les déserts d'Aboumana; leur chérif Hassan, fanatique exalté et entreprenant, les entretenait dans l'espoir d'exterminer les *infidèles* aussitôt que les renforts qu'il attendait seraient arrivés. Provisoirement il mettait tout en œuvre pour soulever les vrais croyans de la rive droite. A sa voix toutes les têtes s'échauffent, tous les bras s'arment;

déjà une multitude d'Arabes est accourue à Aboumana, des mamelouks fugitifs et sans asile s'y rendent également. L'orage grossit, et les belliqueux habitans de la rive droite vont éprouver à leur tour ce que peut la valeur française.

Le 29 pluviôse, le général Friant arrive près d'Aboumana, qu'il trouve rempli de gens armés. Les Arabes d'Yamb'o sont en avant rangés en bataille. Ses grenadiers le sont déjà en colonne d'attaque, commandée par le chef de brigade Conroux. Après avoir reçu plusieurs coups de canon, et à l'approche des grenadiers, la cavalerie et les paysans prennent la fuite, mais les Arabes tiennent bon. Le général Friant forme alors deux colonnes pour tourner le village, et leur enlever leurs moyens de retraite. Ils ne peuvent résister au choc terrible des grenadiers; ils se jettent dans le village, où ils sont assaillis et mis en pièces. Cependant une autre colonne, commandée par le citoyen Silly, chef de brigade commandant la 88e, poursuivait les fuyards; les soldats y mirent tant d'acharnement, qu'ils s'enfoncèrent cinq heures de marche dans les déserts, et arrivèrent au camp des Arabes d'Yamb'o; fort heureusement ils y trouvèrent, avec beaucoup d'effets de toute espèce, de l'eau et du pain. Le général Friant ne voyait point revenir cette colonne; son inquiétude était extrême et augmentait à chaque instant; il pensait que si elle ne se perdait pas dans les immenses plaines de déserts où elle s'était jetée, au moins perdrait-elle

beaucoup de soldats, que la faim et surtout la soif auraient accablés. Mais quelle fut sa surprise de les voir revenir frais et chargés de butin! Un Arabe que l'on avait fait prisonnier en entrant dans le désert, avait conduit la colonne au camp de l'ennemi.

Les Arabes d'Yamb'o ont perdu, dans cette journée, quatre cents morts, et ont eu beaucoup de blessés. Une grande quantité de paysans ont été tués dans les déserts; les Français n'ont eu que quelques blessés.

Après le combat d'Aboumana, le général Friant continue sa route vers Girgé, où il arrive le 3 ventôse. Il y laisse un bataillon de la 88e sous les ordres du chef de brigade Morand, et deux jours après, il se porte à Farchoute, d'où il renvoie les deux bataillons de la 61e à Kéné. Dans cet intervalle, le général Belliard écrivit à Desaix, qu'ayant appris que Mourâd-Bey avait fait un mouvement pour se rapprocher de Sienne, il avait marché à lui, et l'avait forcé de rentrer dans le mauvais pays de Bribe. Quelques jours après, ce général manda que plusieurs kiachefs et une centaine de mamelouck s'étaient jetés dans les déserts de la rive droite pour éviter Sienne, et allaient rejoindre Osman-Bey Hassan à la Kuita. Le détachement que Desaix avait à Etfou les vit; mais il se mit vainement à leur poursuite.

D'autres avis apprirent que Mahamet-Bey-El-Elphi séparé de son armée, par l'effet d'une charge de cavalerie, le jour de la bataille de Samanhout, après avoir passé quelque temps dans les oasis au-

dessus d'Ackmin, s'était rendu à Siout, où il levait de l'argent et des chevaux, et que les tribus arabes de Coraïm et Benouafi l'aidaient dans ses projets.

Enfin Desaix fut encore informé que les beys Mourâd, Hassan et plusieurs autres, à la tête de sept à huit cents chevaux et beaucoup de Nubiens, avaient paru tout à coup devant Hesney, le 7 à la pointe du jour; que son aide-de-camp, le citoyen Clément, à la tête de son détachement de cent soixante hommes de la 21e, était sorti d'Hesney, et avait présenté la bataille à cet immense rassemblement qui avait été intimidé par l'audace et la valeur qu'on lui opposait; qu'il les avait harcelés pendant une heure; que les ennemis avaient préféré la fuite au combat, et avaient forcé de marche sur Arminte.

Tous ces rapports réunis, et le bruit général du pays, firent juger au général Desaix que le point de ralliement des ennemis était à Siout : en conséquence, il rassemble ses troupes, ordonne au général Belliard, qui était descendu de Sienne à la suite des *mamelouck*s, de laisser une garnison de quatre cents hommes à *Hesney*, et de continuer à descendre en observant bien les mouvemens des Arabes d'Yamb'o, qu'il doit combattre partout où il les rencontrera.

Le 12, le général Desaix passe le Nil et se porte sur Farchoute, où il arrive le 13, laissant un peu derrière lui la djerme armée *l'Italie*, et plusieurs barques chargées de munitions et de beaucoup d'ob-

jets d'artillerie. *L'Italie* portait des blessés, quelques malades, les munitions de la 61ᵉ demi-brigade, et quelques hommes armés.

Il marche rapidement sur Siout, pour ne pas donner le temps à Mourâd-Bey de se réunir à Elphi-Bey, et les combattre, si déjà cette réunion était opérée. Sur la route, il apprend près de Girgé, qu'à leur passage les troupes de Mourâd-Bey étaient parvenues à faire soulever un nombre infini de paysans, toujours prêts à combattre les Français dès qu'ils faisaient un mouvement pour descendre; que ces paysans sont commandés par des principaux cheiks du pays, entre autres par un mamelouck brave et vigoureux, et qu'ils sont à quelques lieues de l'armée française.

COMBAT DE SOUHAMA.

Dès que l'on vit paraître les ennemis, le général Friant forma trois gros corps de troupes pour les envelopper et les empêcher de gagner le désert. Cette manœuvre eut un succès complet : en un instant mille de ces rebelles sont tués ou noyés; le reste a beaucoup de peine à s'échapper, et ne fait sa retraite qu'à travers une grêle de balles.

Le général Friant ne perdit pas un homme dans ce combat, à la suite duquel on prit cinquante chevaux, que leurs maîtres avaient abandonnés pour

se jeter à la nage. Le lendemain de cette affaire, les mamelouckes furent poursuivis de si près, que Mourâd-Bey se décida à faire route vers Elouâh, n'emmenant que cent cinquante hommes avec lui. Les autres s'enfoncèrent un peu plus dans le désert, et firent route vers Siout, où le général Desaix arriva peu de temps après eux.

A son approche, Elphi-Bey avait repassé le fleuve et était retourné dans la petite oasis d'Ackmin; quelques kiachefs et mamelouckes de Mourâd-Bey l'y suivirent, ainsi qu'Osman-Bey Cherkâoui; les autres se jetèrent dans les déserts, au-dessus de Bénéadi, où ils éprouvèrent les horreurs de la faim; beaucoup désertèrent et vinrent à Siout; d'autres préférèrent se cacher dans les villages, où, pour vivre, ils vendirent leurs armes : ils se sont depuis réunis aux Français.

Cependant le chérif Hassan venait de recevoir un second convoi qui le renforçait de quinze cents hommes; les débris du premier le rejoignent. A peine sont-ils réunis, qu'il apprend que le général Desaix a laissé des barques en arrière, qu'un vent du nord, très violent, les empêche de descendre, et qu'avec des peines infinies elles n'ont pu venir qu'à la hauteur du village de Benout, dont il n'est qu'à une lieue et demie. Sur-le-champ il en prévient Osman-Bey Hassan à la Kuita, se met en marche et arrive sur le Nil; aussitôt les barques sont attaquées par une forte fusillade; *l'Italie* répond par une canonnade terrible, et cent Arabes d'Yamb'o

restent morts. Les ennemis viennent à bout de s'emparer des petites barques, mettent à terre les munitions de guerre et les objets d'artillerie dont ils jugent avoir besoin, les remplissent de monde et courent à l'abordage sur *l'Italie*. Alors le commandant de cette djerme, le courageux Morandi redouble ses décharges à mitraille; mais ayant déjà un grand nombre de blessés à son bord, et voyant beaucoup de paysans qui vont l'attaquer de la rive gauche, il croit trouver son salut dans la fuite : il met à la voile, il avait peu de monde pour servir ses manœuvres; le vent était très fort, sa djerme échoue. Alors les ennemis abordent de tous côtés; l'intrépide Morandi a refusé de se rendre, il n'a plus d'espoir : il met le feu aux poudres de son bâtiment et se jette à la nage. Dans le moment il est assailli par une grêle de balles et de pierres, et expire dans les tourmens. Tous les malheureux Français qui échappèrent aux flammes de *l'Italie*, sont massacrés par les fanatiques et cruels habitans d'Yamb'o. Cet avantage avait doublé l'espoir du chérif; déjà il avait annoncé la destruction des Français comme certaine; il y avait, disait-il, un petit corps d'infidèles près de lui, qu'il allait écraser.

COMBAT DE COPTHOS. — ASSAUT DU VILLAGE ET DE LA MAISON FORTIFIÉE DE BENOUT.

Le 18 au matin, le général Belliard, après avoir passé le Nil à El-Kamouté, arrive près de l'ancienne Copthos. A l'instant, il aperçoit déboucher tambour battant et drapeaux déployés, trois colonnes nombreuses d'infanterie, et plus de trois à quatre cents mamelouckes, dont le nombre venait d'augmenter par l'arrivée de Hassan-Bey Jeddâoui, qui avait passé le Nil à Etfou.

Le général fait former son carré (il n'avait qu'une pièce de canon de 3). Une des colonnes ennemies, la plus considérable, composée d'Arabes d'Yamb'o, s'approche; l'audace est peinte dans sa marche. A la vue des tirailleurs français, le fanatique Hassan entre dans une sainte fureur, et ordonne à cent de ses plus braves de se jeter sur ces infidèles et de les égorger. Au lieu d'être épouvantés, les tirailleurs se réunissent, et les attendent de pied ferme. Alors s'engage un combat corps à corps, et dont le succès restait incertain, lorsqu'une quinzaine de dragons du 20e chargent à bride abattue, séparent les combattans, sabrent plusieurs Arabes d'Yamb'o, pendant que les chasseurs reprennent leurs armes, et taillent en pièces tous les autres. Plus de cinquante Arabes d'Yamb'o restent sur la place.

L'adjudant-major Laprade en tue deux de sa main; deux drapeaux de la Mecque sont pris.

Pendant cette action, des coups de canon bien dirigés empêchaient le chérif de donner des secours à ses éclaireurs, et faisaient rebrousser chemin aux deux autres colonnes; mais les mamelouckes avaient tourné le carré, et feignaient de vouloir le charger en queue : on détache vingt-cinq tirailleurs qui les contiennent long-temps.

Le général Belliard fait continuer la marche, et, après avoir passé plusieurs fossés et canaux défendus et pris de suite, il arrive près de Benout. Le canon tirait déjà sur les tirailleurs; Belliard reconnaît la position des ennemis, qui avaient placé quatre pièces de canon de l'autre côté d'un canal extrêmement large et profond; il fait former les carabiniers en colonne d'attaque, et ordonne que l'on enlève ces pièces au moment où le carré passerait le canal, et menacerait de tourner l'ennemi.

En effet, on bat la charge, et les pièces allaient être enlevées par les carabiniers, lorsque les mamelouckes, qui avaient rapidement fait un mouvement en arrière, se précipitent sur eux à toute bride. Les carabiniers ne sont point étonnés; ils s'arrêtent et font une décharge de mousqueterie si vive, que les mamelouckes sont obligés de se retirer promptement, laissant plusieurs hommes et chevaux sur la place; les carabiniers se retournent, se jettent à corps perdu sur les pièces, y massacrent une trentaine d'Arabes d'Yambo, les enlèvent et

les dirigent sur les ennemis, qui se jettent dans une mosquée, dans une grande barque, dans plusieurs maisons du village, surtout dans une maison de mamelouks dont ils avaient crénelé les murailles, et où ils avaient tous leurs effets et leurs munitions de guerre et de bouche.

Alors le général Belliard forme deux colonnes, l'une destinée à serrer de très près la grande maison, l'autre à entrer dans le village, et à enlever de vive force la mosquée, et toutes les maisons où il y aurait des ennemis. Quel combat et quel spectacle! Les Arabes d'Yamb'o font feu de toutes parts; les Français entrent dans la barque, et mettent à mort tout ce qui s'y trouve. Le chef de brigade Eppler, excellent officier, et d'une bravoure distinguée, commandait dans le village; il veut entrer dans la mosquée, il en sort un feu si vif qu'il est obligé de se retirer. Alors on embrase cette mosquée, et les Arabes d'Yamb'o, qui la défendent, y périssent dans les flammes; vingt autres maisons subissent le même sort; en un instant le village ne présente que des ruines, et les rues sont comblées de morts. Jamais on n'a vu un pareil carnage.

La grande maison restait à prendre; Eppler se charge de cette expédition. Par toutes les issues on arrive à la grande porte; les sapeurs de la demi-brigade la brisent à coups de hache, pendant que les sapeurs de la ligne faisaient crouler la muraille du flanc gauche, et que des chasseurs mettaient le feu à une petite mosquée attenante à la maison, et

où les ennemis avaient renfermé leurs munitions de guerre. Les poudres prennent feu; vingt-cinq Arabes d'Yamb'o sautent en l'air, et le mur s'écroule de toutes parts. Aussitôt Eppler réunit ses forces sur ce point, et, malgré les prodiges de valeur de ces fanatiques forcenés, qui, le fusil dans la main droite, le sabre dans les dents, et nus comme des vers, veulent en défendre l'entrée, il parvient à se rendre maître de la grande cour; alors la plupart vont se cacher dans des réduits où ils sont tués quelques heures après.

Les Arabes d'Yamb'o ont eu, dans cette sanglante journée, douze cents hommes tués et un grand nombre de blessés; les Français ont repris toutes leurs barques excepté *l'Italie*, neuf pièces de canon, et deux troupeaux. Le chérif Hassan a été trouvé parmi les morts. De son côté, le général Belliard a eu une trentaine de morts et autant de blessés. Du nombre des premiers se trouve le citoyen Bulliand, capitaine des carabiniers, officier du plus grand mérite.

Ce n'est qu'après les combats de Copthos et de Benout, que le général Desaix reçut, pour la première fois depuis son départ de Koubé, des nouvelles du général Belliard, dont les Arabes d'Yamb'o interceptaient les lettres; il mandait que les chasseurs n'avaient plus que vingt-cinq cartouches chacun; qu'il n'avait plus un seul boulet à tirer, et seulement une douzaine de coups de canon à mitraille, qu'il était nécessaire de l'approvisionner le plus

promptement possible, vu que les mamelouckes d'Hassan et d'Osman Hassan, et les Arabes d'Yamb'o venaient de redescendre à Birambra.

Desaix rassemble aussitôt tout ce qu'il peut de munitions de guerre, les charge sur des barques de transport, passe le Nil le 28 ventôse, et se met en marche pour accompagner le convoi. Les ennemis étaient battus, mais non détruits. Pour arriver à ce but, le général Desaix croit devoir adopter un système de colonnes successives, de manière à forcer l'ennemi à rester dans les déserts, ou du moins à faire de très grandes marches pour arriver dans le pays cultivé.

Le 10 germinal, il arrive à Kéné, ravitaille les troupes du général Belliard; et, le 11, se met en marche pour aller combattre les ennemis, qui, depuis deux jours, étaient postés à Kouhé.

A son approche, ils rentrent dans les déserts et se séparent. Hassan-Bey et Osman-Bey vont à la Kuita, et le chérif descend vers Aboumana, où était déjà Osman-Bey Cherkâoui; mais six à sept cents habitans d'Yamb'o et de Jedda l'abandonnent et retournent à Cosséir. Le général Belliard est envoyé, avec la 21ᵉ et le 20ᵉ de dragons, au village d'Adjazi, principal débouché de la Kuita, et le général Desaix, avec les deux bataillons de la 61ᵉ, le 7ᵉ de hussards et le 18ᵉ de dragons, se rend à Birambra, autre débouché de la Kuita, et où il y a une bonne citerne. Par ce moyen les ennemis ne pouvaient sortir des déserts, sans faire quatre jours de marche

extrêmement pénible. Le général Belliard a l'ordre de rassembler des chameaux pour porter de l'eau, et de marcher à la Kuita, laissant un fort détachement à Adjazi. Hassan et Osman eurent avis de ces préparatifs et partirent. Le 12, à onze heures du soir, ils arrivèrent à la hauteur du général Desaix dans les déserts; un de leurs déserteurs l'en prévint, et ajouta que leur intention était de rejoindre les Arabes d'Yamb'o. Il donne de suite avis de ce mouvement au général Belliard, qui envoie pour le relever un détachement de sa brigade, tandis qu'à travers les déserts, le général Desaix se met en marche, le 23, pour Kéné, où il avait laissé trois cents hommes.

Après une heure de marche environ, un des hussards qui étaient en éclaireurs, annonce les mamelouks. L'adjudant-général Rabasse qui commande l'avant-garde, prévient le général Davoust, et s'avance pour mieux reconnaître l'ennemi et soutenir ses éclaireurs qui déjà étaient chargés. Bientôt il l'est lui-même, et soutient le choc avec une bravoure et une intelligence admirable, mais le nombre l'accable; et, quoique culbuté avec son cheval, il se retire sans perte sur le corps de bataille où le général Desaix venait d'arriver; l'ordre est aussitôt donné à l'infanterie d'avancer, et à la cavalerie de prendre position sur un monticule extrêmement escarpé, pour y attendre et recevoir la charge; mais on ne peut parvenir à l'y placer. Une grande valeur animait le chef de brigade Duplessis; il désirait depuis long-temps trouver

l'occasion de se signaler. Il ne peut voir arriver de sang-froid l'ennemi, et son courage impatient lui fait oublier l'exécution des ordres qu'il a reçus; il se porte à quinze pas en avant de son régiment, et fait sonner la charge. Il se précipite au milieu des ennemis, et y fait des traits de la plus grande valeur; mais il a son cheval tué, et l'est bientôt lui-même d'un coup de trombon. Sa mort jette un peu de désordre; le général Davoust est forcé de faire avancer la ligne des dragons. Ces braves, commandés par le chef d'escadron Bouvaquier, chargent si impétueusement les mamelouckes, qu'ils les obligent de se retirer en désordre et d'abandonner le champ de bataille.

L'infanterie et l'artillerie n'avançaient que lentement et péniblement dans le sable; tout était fini quand elles arrivèrent. Cette affaire, dans laquelle les mamelouckes ont eu plus de vingt morts et beaucoup de blessés, parmi lesquels Osman Hassan, a coûté aux Français plusieurs officiers, entr'autres l'intrépide *Bouvaquier, chef d'escadron, plusieurs soldats tués et quelques blessés.*

Après ce combat, les mamelouckes firent un crochet, et retournèrent promptement à la Kuita, laissant plusieurs blessés et des chevaux dans les déserts. Le général Desaix écrit au général Belliard de les y chercher s'ils y restent, et de les suivre partout s'ils en sortent. Il revient le même jour à Kéné. Il forme une colonne mobile composée d'un bataillon de la 61e et du 7e de hussards, qu'il met à la disposition

du général Davoust, auquel il donne l'ordre de détruire jusqu'au dernier des Arabes d'Yamb'o, qu'on annonçait être toujours dans les environs d'Aboumana. En même temps le commandant de Girgé avait ordre de se porter au rocher de la rive droite qui fait face à cette ville pour les combattre et les arrêter dans le cas de retraite; ils étaient forcés d'y passer.

Les Arabes d'Yamb'o sentirent que le moment était difficile; ils se décidèrent à ne pas attendre le général Davoust, et passèrent le Nil au-dessus de Bardis.

Le commandant de Girgé, qui en est informé, va les reconnaître, revient à Girgé, prend deux cent cinquante hommes de sa garnison, et va à leur rencontre.

COMBATS DE BARDIS ET DE GIRGÉ.

Le 16, après midi, le chef de brigade Morand arrive à la vue de Bardis. Les Arabes d'Yamb'o, beaucoup de paysans, des mameloucks et des Arabes sortent aussitôt du village en poussant de grands cris; le citoyen Morand leur fait faire une vive décharge de mousqueterie; ils répondent et battent un peu en retraite. Le nombre des ennemis était considérable; la position de Morand était bonne; il avait peu de troupes, il crut devoir y rester. Une demi-heure

après, il fut attaqué de nouveau, et reçut les ennemis comme la première fois; ils laissèrent beaucoup de leurs morts sur la place, et s'enfuirent à la faveur de la nuit qui arrivait; Morand en profita aussi pour revenir à Girgé couvrir ses établissemens.

Un nouveau combat fut livré le lendemain. Les Arabes d'Yamb'o marchèrent sur Girgé, où ils parvinrent à pénétrer. Pendant qu'ils cherchaient à piller le bazar, Morand forme deux colonnes, et dirige l'une dans l'intérieur de la ville, et l'autre en dehors. Cette disposition réussit à souhait; tout ce qui était dans la ville fut tué; le reste s'enfuit vers les déserts. Dans ces deux jours, les Arabes d'Yamb'o ont perdu deux cents morts; le citoyen Morand a eu quelques blessés.

Le chef de bataillon Ravier l'a très bien secondé dans cette affaire, où il a donné des preuves de zèle et d'intelligence.

Le général Davoust, qui avait su la défaite des Arabes d'Yamb'o, passa le Nil; mais il ne put arriver à Girgé qu'après le combat, et lorsque la nouvelle d'une dernière défaite des Arabes d'Yamb'o y parvenait. Voici ce qui y donna lieu.

Dès le 14 germinal, le commandant Pinon, qui était resté à Siout pour gouverner la province, avait écrit au citoyen Lasalle de venir à Siout, pendant qu'il irait donner la chasse à des Arabes qui inquiétaient les environs de Mélaoui. Le citoyen Lasalle, qui était resté à Tahta avec son régiment, s'y rendit. Pinon revint le 19, et le même jour il eut avis que

les Arabes d'Yamb'o, après avoir été battus à Girgé, étaient venus dévaster Tahta, et que leur chef cherchait encore à soulever le pays.

COMBAT DE GÉHÉMI.

Le 21, le citoyen Lasalle part pour les attaquer, ayant sous ses ordres un bataillon de la 88e, le 22e de chasseurs et une pièce de canon.

Le 23, à une heure après midi, le citoyen Lasalle arrive près de Géhémi, village extrêmement grand, où étaient les Arabes d'Yamb'o. Il fait de suite cerner le village par des divisions de son régiment, et marche droit à l'ennemi avec l'infanterie. Les Arabes d'Yamb'o font une décharge de mousqueterie, et se jettent dans un enclos à doubles murailles qu'ils venaient de créneler. Malgré le feu du canon et la fusillade, ils résistèrent plusieurs heures; enfin ils furent enfoncés. Ceux qui ne furent pas tués sur-le-champ s'enfuirent; mais une grande partie fut taillée en pièces par le 22e. Une centaine ou deux gagnèrent cependant les déserts à la faveur des arbres et des jardins. Les Arabes d'Yamb'o ont perdu dans cette action environ trois cents hommes tués, parmi lesquels se trouve le chérif, successeur d'Hassan.

Après l'affaire de Birambra, du 13 germinal, le général Desaix s'était rendu à Kéné, pour y orga-

niser l'expédition destinée contre Cosséir; les marchands de ce port et de Jedda viennent le trouver, et lui demander paix et protection. Ils sont accueillis et caressés. Il fait la paix avec les cheiks de Cosséir, et avec un cheik du pays d'Yamb'o qui remplissait à Cosséir les fonctions de consul pour son pays. Il donne ordre au général Belliard de faire construire un fort à Kéné, de hâter les préparatifs de l'expédition sur Cosséir, et le nomme commandant de la province de Thèbes dont l'administration venait d'être organisée. Après ces dispositions, le général Desaix se rend de Kéné à Girgé, dont il confie le commandement au citoyen Morand; il part ensuite pour Siout, où il arrive le 26 floréal.

Cependant le général Davoust n'avait pas cessé de suivre les Arabes d'Yamb'o; mais après l'affaire du citoyen Lasalle, ils parurent détruits, et ce général vint à Siout. Il y était depuis plusieurs jours, et ne pouvait savoir ce qu'était devenu le petit nombre qui avait échappé au 22e, lorsque tout à coup on le prévient qu'il se forme à Bénéadi, grand et superbe village, et dont les habitans passent pour les plus braves de l'Égypte, un rassemblement de mamelouckes, d'Arabes et de Darfouriens caravanistes, venus de l'intérieur de l'Afrique. On ajoute que Mourâd-Bey doit venir des oasis se mettre à la tête de cette troupe.

Le général Davoust se dispose aussitôt à marcher contre ce village; il renforce sa colonne d'un bataillon de la 88e et du 15e de dragons; il remplace

provisoirement Pinon dans le commandement de la province de Siout; par le chef de brigade Silly, qui l'a conservé depuis.

COMBAT DE BÉNÉADI.

Le 29, le général Davoust arrive près de Béneadi qui est plein de troupes; le flanc du village vers le désert était couvert par une grande quantité de cavalerie, mamelouckes, Arabes et paysans. Ce général forme son infanterie en deux colonnes; l'une doit enlever le village pendant que l'autre le tournera. Cette dernière était précédée par la cavalerie, sous les ordres de Pinon, chef de brigade distingué par ses talens; mais en passant près d'une maison, ce malheureux officier reçoit un coup de fusil et tombe mort. Le général Davoust le remplace par l'adjudant-général Rapasse. La cavalerie aperçoit les mamelouckes dans les déserts; une des colonnes d'infanterie s'y porte; mais l'avant-garde de Mourad-Bey, que l'affreuse misère faisait sortir des oasis, lui porte promptement le conseil de retourner. Les Arabes et les paysans à cheval avaient déjà lâché pied. L'infanterie et la cavalerie reviennent à la charge. Le village est aussitôt investi; l'infanterie y entre, et malgré le feu qui sort de toutes les maisons, les Français s'en rendent entièrement maîtres. Deux mille, tant Arabes d'Yamb'o que Maugra-

bins, Darfouriens, mamelouks démontés, et habitans de Bénéadi, restent sur le champ de bataille. En un instant ce beau village est réduit en cendres et n'offre que des ruines. On y fait un butin immense, et on y trouve jusqu'à des caisses pleines d'or.

Pendant que Davoust détruisait Bénéadi, les Arabes de Géama et d'El-Bacoutchi menaçaient Miniet; un grand nombre de villages des environs de Miniet s'insurgeaient, et les débris du rassemblement de Bénéadi y couraient : le chef de brigade Détrée, qui avait peu de troupes, désirait qu'un secours vînt changer sa position. Le général Davoust y marcha, mais il arriva trop tard. Détrée avait fait un vigoureux effort, et les ennemis avaient été forcés de se retirer. On disait que les Arabes d'Yamb'o marchaient sur Benesouef, dont les environs se révoltaient aussi; le général Davoust y court. L'opinion parmi les habitans de la province de Benesouef est qu'il ne descend de troupes que lorsque les autres ont été détruites; en conséquence ils courent aux armes, et, s'ils sont en force, ils attaquent les prétendus fuyards; s'ils sont trop faibles, ils se mettent à la poursuite de ces troupes pour les dévaliser; que s'ils ne peuvent les massacrer, ni les piller, ils leur refusent les moyens de subsistance.

Le général Davoust se trouva dans le dernier de ces cas. Arrivé près du village d'Abou-Girgé, son Cophte se porte en avant pour faire préparer des vivres. Le cheik répond qu'il n'y a point de vivres

chez lui pour les Français, qu'ils sont tous détruits en haut, et que si lui ne se dépêche de se retirer, il le fera bâtonner d'importance. Le Cophte veut lui représenter ses torts; on le renverse de son cheval, et le cheik s'en empare. Le Cophte, fort heureux de se sauver, vient rendre compte de sa réception au général Davoust, qui, après avoir fait sommer le village de rentrer dans l'obéissance, et avoir porté des paroles de paix, le fait cerner, et ordonne de mettre tout à feu et à sang : mille habitans sont morts dans cette affaire. Le général Davoust continue sa route sur Benesouef; les ennemis, dont le nombre ne pouvait inquiéter, avaient passé le fleuve; le général Davoust se disposait à les y poursuivre, quand il reçut du général Dugua l'ordre de se rendre au Caire.

Lorsque les beys Hassan Jeddâoui et Osman Hassan partirent de la Kuita pour remonter vers Sienne, le général Belliard les suivit de très près, et les força de se jeter au-dessus des cataractes : il laissa ensuite à Hesney le brave chef de brigade Eppler, avec une garnison de cinq cents hommes qui devait contenir le pays, y lever des contributions, et surtout veiller à ce que les mamelouck ne redescendissent pas, et il revint à Kéné s'occuper sans relâche de la construction du fort, mais plus encore de l'expédition de Cosséir.

Vers le 20 floréal, Eppler eut avis que les mamelouck étaient revenus à Sienne, où ils vivaient fort tranquillement, et se refaisaient de leurs fatigues

et de leurs pertes. Cet excellent officier jugea qu'il était important de leur enlever cette dernière ressource; en conséquence il donna ordre au capitaine Renaud, qu'il avait envoyé quelques jours auparavant à Etfou avec deux cents hommes, de marcher sur Sienne, et de chasser les mamelouckes au-dessus des cataractes.

COMBAT DE SIENNE.

Le 27, à deux heures après midi, arrivé à une demi-lieue de Sienne, le capitaine Renaud est prévenu qu'il va être attaqué. A peine a-t-il fait quelques dispositions que les ennemis arrivent sur lui bride abattue; ils sont attendus et reçus avec le plus grand sang-froid. La charge est fournie avec la dernière impétuosité, et quinze mamelouckes tombent morts au milieu des rangs : Hassan-Bey Jeddâoui est blessé d'un coup de baïonnette, et son cheval tué; Osman-Bey Hassan reçoit deux coups de feu, dix mamelouckes expirent à une portée de canon du champ de bataille, vingt-cinq autres sont trouvés morts de leurs blessures à Sienne.

Ce combat, l'exemple du désespoir d'une part, et du plus grand courage de l'autre, a coûté cinquante morts et plus de soixante blessés aux ennemis qui, pour la troisième fois, ont été rejetés au-

dessus des cataractes, où la misère et tous les maux vont les accabler.

Le capitaine Renaud a quatre hommes tués et quinze blessés.

Le premier soin du général Desaix, à son arrivée à Siout, fut de faire chercher des chameaux et confectionner des outres, afin d'aller joindre Mourâd-Bey à Elouâh; expédition qu'il désirait faire marcher de front avec celle de Cosséir; mais l'apparition des Anglais dans ce port le força de diriger contre Cosséir toute son attention.

Le général Belliard, qui devait la commander, se trouvant attaqué d'un grand mal d'yeux, Desaix lui envoya le citoyen Donzelot, son adjudant-général, pour le seconder ou le remplacer : ils partirent l'un et l'autre de Kéné, le 7 prairial, avec cinq cents hommes de la 21e.

Le 10, le général Belliard prend possession du port de Cosséir, où se trouve un fort qui, avec quelques réparations, peut devenir important.

BATAILLE ET SIÉGE D'ABOUKIR.

Telle était la situation de la Haute-Égypte et de l'armée du général Desaix, quand Bonaparte arriva au Caire de son expédition de Syrie. Son premier soin avait été d'organiser son armée et d'en remplir tous les cadres, afin de la mettre promptement en état de marcher à de nouveaux combats. Il n'avait

détruit qu'une partie du plan général d'attaque combiné entre la Porte et l'Angleterre; il jugea qu'il lui faudrait bientôt écarter les autres dangers qu'il avait prévus.

En effet, il est bientôt instruit par le général Desaix que les mamelouckes de la Haute-Égypte s'étant divisés, une partie s'est portée dans l'oasis de Sébahiar, avec dessein de se réunir à Ibrahim-Bey, qui était revenu à Ghazah, tandis que Mourâd-Bey descendait par le Faïoum pour gagner l'oasis du lac Natron, afin de se réunir à un rassemblement d'Arabes qui s'y était formé, et que le général Destaing avait reçu ordre de disperser avec la colonne mobile mise à sa disposition. Cette marche de Mourâd-Bey, combinée avec le mouvement des Arabes, annonçait le dessein de protéger un débarquement soit à la tour des Arabes, soit à Aboukir.

Le 22 messidor, le général Lagrange part du Caire avec une colonne mobile; il arrive à Sébahiar où il surprend les mamelouckes dans leur camp; ils n'ont que le temps de fuir dans le désert, en abandonnant tous leurs bagages et sept cents chameaux. Osman-Bey, plusieurs kiachefs et quelques mamelouckes sont tués. Cinquante chevaux restent au pouvoir des braves que le général Lagrange commande.

Le général Murat reçoit l'ordre de se rendre à la tête d'une colonne mobile, aux lacs Natron, d'en éloigner les rassemblemens d'Arabes, de seconder le général Destaing, et de couper le chemin à Mourâd-Bey. Ce général arrive aux lacs Natron, prend,

chemin faisant, un kiachef et trente mamelouks qui évitaient la poursuite du général Destaing. Mourâd-Bey est informé, près des lacs Natron, que les Français y sont; il rétrograde aussitôt, et couche le 25 messidor près des pyramides de Giseh, du côté du désert.

Bonaparte, informé de ce mouvement, part du Caire le 26 messidor, avec les guides à cheval et ceux à pied, les grenadiers des 18e et 32e, les éclaireurs et deux pièces de canon; il va coucher aux pyramides de Giseh, où il ordonne au général Murat de le joindre. Arrivé aux pyramides, son avant-garde poursuit les Arabes qui marchaient à la suite de Mourâd-Bey, parti le matin pour remonter vers le Faïoum. On tue quelques hommes; on prend plusieurs chameaux.

Le général Murat, qui avait rejoint Bonaparte, suit l'espace de cinq lieues la route qu'avait tenue Mourâd-Bey.

Bonaparte, disposé à rester deux ou trois jours aux pyramides de Giseh, y reçoit une lettre d'Alexandrie, qui lui apprend qu'une flotte turque, de cent voiles, avait mouillé à Aboukir le 23, et annonçait des vues hostiles contre Alexandrie. Il part au moment même pour se rendre à Giseh; il y passe la nuit à faire ses dispositions; il ordonne au général Murat de se mettre en marche pour Rahmanié, avec sa cavalerie, les grenadiers de la 69e, ceux des 18e et 32e, les éclaireurs, et un bataillon de la 13e qu'il avait avec lui.

Une partie de la division Lannes reçoit l'ordre de passer le Nil dans la nuit, et de se rendre à Rahmanié.

Une partie de la division Rampon reçoit également l'ordre de passer le Nil à la pointe du jour, pour se porter aussi sur Rahmanié.

Le parc destiné à marcher se met en mouvement; pendant la nuit, tous les ordres et toutes les instructions sont expédiés dans les provinces.

Bonaparte recommande au général Desaix d'ordonner au général Friant de rejoindre les traces de Mourâd-Bey, et de le suivre avec sa colonne mobile partout où il ira; de faire bien approvisionner le fort de Kéné dans la Haute-Égypte, et celui de Cosséir; de laissser cent hommes dans chacun de ces forts; de surveiller la situation du Caire pendant l'expédition contre le débarquement des Turcs à Aboukir; de se concerter avec le général Dugua, commandant au Caire, et d'envoyer la moitié de sa cavalerie à l'armée. Il recommande au général Dugua de tenir, autant qu'il lui sera possible, des colonnes mobiles dans les provinces environnant le Caire; de se concerter avec les généraux Desaix et Regnier; de tenir la citadelle du Caire et les forts bien approvisionnés et de s'y retirer en cas d'événement majeur.

Il écrit au général Regnier de faire surveiller les approvisionnemens des forts d'El-A'rych, Cathiëh, Salèhiëh et Belbéis; de s'opposer autant qu'il le pourra avec la 85e et le corps de cavalerie à ses ordres, à tous les mouvemens, soit de la part des

fellâhs ou des Arabes révoltés, soit de celle d'Ibrahim-Bey et des troupes de Djezzar; enfin, en cas de forces supérieures, d'ordonner aux garnisons de s'enfermer dans les forts, tandis que lui et ses troupes rentreraient au Caire.

Au général Kléber, de faire un mouvement sur Rosette, en laissant les troupes nécessaires à la sûreté de Damiette et de la province.

Le général Menou, avec une colonne mobile, était parti pour les lacs Natron. Il reçoit l'ordre de mettre deux cents Grecs avec une pièce de canon, pour tenir garnison dans les couvens, qui sont bâtis de manière à faire d'excellens forts. L'objet est de défendre l'occupation de cet oasis à Mourâd-Bey, ainsi qu'aux Arabes; il lui est ordonné de rejoindre l'armée à Rahmanié avec le reste de sa colonne.

Le général en chef, avec le quartier-général, part de Gisëh le 28 messidor, couche le même jour à Ouardan, le 29 à Terranëh, le 30 à Chabour; il arrive le 1er thermidor à Rahmanié, où l'armée se réunit le 2 et le 3.

Les généraux Lannes, Robin et Fugières, qui étaient dans les provinces de Menouff et de Charkié pour y faire payer le miri, rejoignent l'armée à Rahmanié.

Bonaparte apprend que les cent voiles turques mouillées à Aboukir le 24, avaient débarqué environ trois mille hommes et de l'artillerie, et avaient attaqué le 27 la redoute, qu'ils avaient enlevée de vive force; que le fort d'Aboukir, dont le comman-

dant avait été tué, s'était rendu le même jour par une de ces lâchetés qui méritent un exemple sévère.

Le fort est séparé de la terre par un fossé de vingt pieds, ayant une contrescarpe taillée dans le roc; le revêtement en est bon; il eût pu tenir jusqu'à l'arrivée du secours.

L'adjudant-général Julien, à Rosette, se conduit avec autant de sagesse que de prudence; il fait conduire dans le fort les munitions, les vivres, les malades qui sont à Rosette; mais il reste dans cette ville, avec la plus grande partie des deux cents hommes environ qu'il avait à ses ordres; il maintient la confiance et la tranquillité dans la province et dans le Delta, et son intrépidité en impose aux agens de l'ennemi.

Le général Marmont écrit que les Turcs ont pris Aboukir par capitulation; qu'ils sont occupés à débarquer leur artillerie, qu'ils ont coupé les pontons construits par les Français pour la communication avec Rosette, sur le passage qui joint le Madié à la rade d'Aboukir; que les espions qu'il avait envoyés rapportaient que l'ennemi avait le projet de faire le siége d'Alexandrie, et était fort d'environ quinze mille hommes.

Bonaparte envoie le général Menou à Rosette, avec un renfort de troupes; il lui ordonne d'observer l'ennemi, de défendre le Bogaze à l'embouchure du Nil.

On espérait que l'ennemi deviendrait entreprenant par la prise d'Aboukir; qu'il marcherait, soit

sur Rosette, soit sur Alexandrie; mais Bonaparte apprend qu'il s'établit et se retranche dans la presqu'île d'Aboukir, qu'il forme des magasins dans le fort, qu'il organise les Arabes, et attend Mourâd-Bey, avec ses mamelouks, avant de se porter en avant.

L'ennemi acquérait chaque jour de nouvelles forces : il était donc important de prendre une position d'où l'on pût l'attaquer également, soit qu'il se portât sur Rosette, soit qu'il voulût investir Alexandrie; une position telle que l'on pût marcher sur Aboukir, s'il y restait, l'y attaquer, lui enlever son artillerie, le culbuter dans la mer, le bombarder dans le fort, et le lui reprendre.

Bonaparte se décide à prendre cette position au village de Birket, situé à la hauteur d'un des angles du lac Madié, d'où l'on se porte également sur l'Eter, Rosette, Alexandrie et Aboukir; d'où l'on peut en outre resserrer l'ennemi dans la presqu'île d'Aboukir, lui rendre plus difficile sa communication avec le pays, et intercepter les secours qu'il peut attendre des Arabes et des mamelouks.

Le général Murat, avec la cavalerie, les dromadaires, les grenadiers, et le 1er bataillon de la 69e, part de Rahmanié le 2 au soir, pour se rendre à Birket. Le général a l'ordre de se mettre en communication avec Alexandrie par des détachemens; de faire reconnaître l'ennemi à Aboukir, et de pousser des patrouilles sur l'Eter et autour du lac Madié.

L'armée part de Rahmanié le 4 thermidor, ainsi que le quartier-général. Le 5, elle est en position à Birket. Des sapeurs sont envoyés à Beddâh pour y nettoyer les puits. Une patrouille enlève le 3, près de Buccintor, environ soixante chameaux chargés d'orge et de blé, que les Arabes conduisaient à Aboukir.

L'armée part de Birket dans la nuit du 5; une division prend position à Kafr-Finn, et l'autre à Beddâh. Le quartier-général se rend à Alexandrie. Le général en chef passe la nuit à prendre connaissance des rapports de l'ennemi à Aboukir. Il fait partir les trois bataillons de la garnison d'Alexandrie, aux ordres du général Destaing, pour aller reconnaître l'ennemi, prendre position, et faire nettoyer les puits. A moitié chemin d'Alexandrie à Aboukir, il apprend que le général Kléber, avec une partie de sa division, est à Foua, et suit les mouvemens de l'armée, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre.

Bonaparte avait employé la matinée du 6 à voir les fortifications d'Alexandrie, et à tout disposer pour attaquer l'ennemi. D'après les rapports des espions et ceux faits par les reconnaissances, Mustapha-Pacha, commandant l'armée turque, avait débarqué avec environ quinze mille hommes, beaucoup d'artillerie et une centaine de chevaux, et s'occupait à se retrancher.

Dans l'après-midi, Bonaparte part d'Alexandrie avec le quartier-général, et prend position au puits

entre Alexandrie et Aboukir. La cavalerie du général Murat, les divisions Lannes et Rampon, ont ordre de se rendre à cette même position; elles y arrivent dans la nuit du 6 au 7, à minuit, ainsi que quatre cents hommes de cavalerie venant de la Haute-Égypte.

Le 7 thermidor, à la pointe du jour, l'armée se met en mouvement; l'avant-garde est commandée par le général Murat, qui a sous ses ordres quatre cents hommes de cavalerie, et le général de brigade Destaing, avec trois bataillons et deux pièces de canon.

La division Lannes formait l'aile droite, et la division Lanusse l'aile gauche. La division Kléber, qui devait arriver dans la journée, formait la réserve. Le parc, couvert d'un escadron de cavalerie, venait ensuite.

Le général de brigade Davoust, avec deux escadrons et cent dromadaires, a ordre de prendre position entre Alexandrie et l'armée, autant pour faire face aux Arabes et à Mourâd-Bey, qui pouvaient arriver d'un moment à l'autre, que pour assurer la communication avec Alexandrie.

Le général Menou, qui s'était porté à Rosette, avait eu l'ordre de se trouver à la pointe du jour à l'extrémité de la barre de Rosette à Aboukir, et au passage du lac Madié, pour canonner tout ce que l'ennemi aurait dans le lac, et lui donner de l'inquiétude sur sa gauche.

Mustapha-Pacha avait sa première ligne à une

demi-lieue en avant du fort d'Aboukir; environ mille hommes occupaient un mamelon de sable retranché à sa droite sur le bord de la mer, soutenu par un village à trois cents toises, occupé par douze cents hommes et quatre pièces de canon. Sa gauche était sur une montagne de sable, à gauche de la presqu'île, isolée, à six cents toises en avant de la première ligne; l'ennemi occupait cette position qui était mal retranchée, pour couvrir le puits le plus abondant d'Aboukir. Quelques chaloupes canonnières paraissaient placées pour défendre l'espace de cette position à la seconde ligne; il y avait deux mille hommes environ et six pièces de canon.

L'ennemi avait sa seconde position en arrière du village, à trois cents toises; son centre était établi à la redoute qu'il avait enlevée; sa droite était placée derrière un retranchement prolongé depuis la redoute jusqu'à la mer, pendant l'espace de cent cinquante toises; sa gauche, en partant de la redoute vers la mer, occupait des mamelons et la plage qui se trouvait à la fois sous les feux de la redoute et sous ceux des chaloupes canonnières; il avait dans cette seconde position, à peu près sept mille hommes et douze pièces de canon. A cent cinquante toises derrière la redoute, se trouvait le village d'Aboukir et le fort occupés ensemble par environ quinze cents hommes; quatre-vingts hommes à cheval formaient la suite du pacha, commandant en chef.

L'escadre était mouillée à une demi-lieue dans la rade.

Après deux heures de marche, l'avant-garde se trouve en présence de l'ennemi; la fusillade s'engage avec les tirailleurs.

Bonaparte arrête les colonnes, et fait ses dispositions d'attaque.

Le général de brigade Destaing, avec ses trois bataillons, marche pour enlever la hauteur de la droite de l'ennemi, occupée par mille hommes. En même temps un piquet de cavalerie a ordre de couper ce corps dans sa retraite sur le village.

La division Lannes se porte sur la montagne de sable, à la gauche de la première ligne de l'ennemi, où il avait deux mille hommes et six pièces de canon; deux escadrons de cavalerie ont l'ordre d'observer et de couper ce corps dans sa retraite.

Le reste de la cavalerie marche au centre; la division Lanusse reste en seconde ligne.

Le général Destaing marche à l'ennemi au pas de charge; celui-ci abandonne ses retranchemens, et se retire sur le village; la cavalerie sabre les fuyards.

Le corps sur lequel marchait la division Lannes, voyant que la droite de sa première ligne est forcée de se replier, et que la cavalerie tourne sa position, veut se retirer, après avoir tiré quelques coups de canon; deux escadrons de cavalerie et un peloton des guides lui coupent la retraite, et forcent à se noyer dans la mer ce corps de deux mille hommes;

aucun n'évite la mort; le commandant des guides à cheval, Hercule, est blessé.

Le corps du général Destaing marche sur le village, centre de la seconde ligne de l'ennemi; il le tourne en même temps que la 32ᵉ demi-brigade l'attaque de front. L'ennemi fait une vive résistance; sa seconde ligne détache un corps considérable par sa gauche pour venir au secours du village; la cavalerie le charge, le culbute, et poursuit les fuyards, dont une grande partie se précipite dans la mer.

Le village est emporté, l'ennemi est poursuivi jusqu'à la redoute, centre de sa seconde position. Cette position était très forte; la redoute était flanquée par un boyau qui fermait à droite la presqu'île jusqu'à la mer. Un autre boyau se prolongeait sur la gauche, mais à peu de distance de la redoute; le reste de l'espace était occupé par l'ennemi qui était sur des mamelons de sable et dans les palmiers.

Pendant que les troupes reprennent haleine, on met des canons en position au village et le long de la mer; on bat la droite de l'ennemi et sa redoute. Les bataillons du général Destaing formaient, au village qu'ils venaient d'enlever, le centre d'attaque en face de la redoute; ils ont ordre d'attaquer.

Le général Fugières reçoit l'ordre de former en colonne la 18ᵉ demi-brigade, et de marcher le long de la mer pour enlever au pas de charge la droite des Turcs. La 32ᵉ, qui occupait la gauche du village, a l'ordre de tenir l'ennemi en échec, et de soutenir la 18ᵉ.

La cavalerie, qui formait la droite de l'armée, attaque l'ennemi par sa gauche ; elle le charge avec impétuosité à plusieurs reprises ; elle sabre et force à se jeter dans la mer tout ce qui est devant elle ; mais elle ne pouvait rester au-delà de la redoute, se trouvant entre son feu et celui des canonnières ennemies. Emportée par sa valeur dans ce défilé de feux, elle se repliait aussitôt qu'elle avait chargé, et l'ennemi renvoyait de nouvelles forces sur les cadavres de ses premiers soldats.

Cette obstination et ces obstacles ne font qu'irriter l'audace et la valeur de la cavalerie ; elle s'élance et charge jusque sur les fossés de la redoute qu'elle dépasse ; le chef de brigade Duvivier est tué ; l'adjudant-général Roze, qui dirige les mouvemens avec autant de sang-froid que de talent, le chef de brigade des guides à cheval, Bessières, l'adjudant-général Leturcq, sont à la tête des charges.

L'artillerie de la cavalerie, celle des guides, prennent position sous la mousqueterie ennemie, et, par le feu de mitraille le plus vif, concourent puissamment au succès de la bataille.

L'adjudant-général Leturcq juge qu'il faut un renfort d'infanterie, il vient rendre compte au général en chef qui lui donne un bataillon de la 75e ; il rejoint la cavalerie ; son cheval est tué ; alors il se met à la tête de l'infanterie ; il vole du centre à la gauche pour rejoindre la 18e demi-brigade, qu'il voit en marche pour attaquer les retranchemens de la droite de l'ennemi.

La 18e marche aux retranchemens : l'ennemi sort en même temps par sa droite ; les têtes des colonnes se battent corps à corps. Les Turcs cherchent à arracher les baïonnettes qui leur donnent la mort ; ils mettent le fusil en bandoulière, se battent au sabre et au pistolet. Enfin, la 18e arrive jusqu'aux retranchemens ; mais le feu de la redoute, qui flanquait du haut en bas le retranchement où l'ennemi s'était rallié, arrête la colonne. Le général Fugières, l'adjudant-général Leturcq font des prodiges de valeur. Le premier reçoit une blessure à la tête; il continue néanmoins à combattre ; un boulet lui emporte le bras gauche; il est forcé de suivre le mouvement de la 18e, qui se retire sur le village dans le plus grand ordre, en faisant un feu des plus vifs. L'adjudant-général Leturcq avait fait de vains efforts pour déterminer la colonne à se jeter dans les retranchemens ennemis. Il s'y précipite lui-même; mais il s'y trouve seul; il y reçoit une mort glorieuse : le chef de brigade Morangié est tué.

Une vingtaine de braves de la 18e restent sur le terrain. Les Turcs, malgré le feu meurtrier du village, s'élancent des retranchemens pour couper la tête des morts et des blessés, et obtenir l'aigrette d'argent que leur gouvernement donne à tout militaire qui apporte la tête d'un ennemi.

Le général en chef avait fait avancer un bataillon de la 22e légère, et un autre de la 69e, sur la gauche de l'ennemi. Le général Lannes, qui était à leur tête, saisit le moment où les Turcs étaient impru-

demment sortis de leurs retranchemens; il fait attaquer la redoute de vive force par sa gauche et par la gorge. La 22e et la 69e, un bataillon de la 75e, sautent dans le fossé, et sont bientôt sur le parapet et dans la redoute, en même temps que la 18e s'était élancée de nouveau au pas de charge sur la droite de l'ennemi.

Le général Murat, qui commandait l'avant-garde, qui suivait tous les mouvemens, et qui était constamment aux tirailleurs, saisit le moment où le général Lannes lançait sur la redoute les bataillons de la 22e et de la 69e, pour ordonner à un escadron de charger et de traverser toutes les positions de l'ennemi, jusque sur les fossés du fort. Ce mouvement est fait avec tant d'impétuosité et d'à-propos, qu'au moment où la redoute est forcée, cet escadron se trouvait déjà pour couper à l'ennemi toute retraite dans le fort. La déroute est complète; l'ennemi en désordre et frappé de terreur trouve partout les baïonnettes et la mort. La cavalerie le sabre: il ne croit avoir de ressource que dans la mer; dix mille hommes s'y précipitent; ils y sont fusillés et mitraillés. Jamais spectacle aussi terrible ne s'est présenté. Aucun ne se sauve: les vaisseaux étaient à deux lieues dans la rade d'Aboukir. Mustapha-Pacha, commandant en chef l'armée turque, est pris avec deux cents Turcs; deux mille restent sur le champ de bataille; toutes les tentes, tous les bagages, vingt pièces de canon, dont deux anglaises qui avaient été données par la cour de Londres au

Grand-Seigneur, restent au pouvoir des Français : deux canots anglais se dérobent par la fuite. Le fort d'Aboukir ne tire pas un coup de fusil; tout est frappé de terreur. Il en sort un parlementaire qui annonce que ce fort est défendu par douze cents hommes. On leur propose de se rendre; mais les uns y consentent, les autres s'y opposent. La journée se passe en pourparlers; on prend position; on enlève les blessés.

Cette glorieuse journée coûte à l'armée française cent cinquante hommes tués et sept cent cinquante blessés. Au nombre des derniers est le général Murat, qui a pris à cette victoire une part si honorable; le chef de brigade du génie Cretin, officier du premier mérite, meurt de ses blessures, ainsi que le citoyen Guibert, aide-de-camp du général en chef.

Dans la nuit, l'escadre ennemie communique avec le fort. Les troupes qui y étaient restées se réorganisent; le fort se défend : on établit des batteries de mortiers et de canons pour le réduire.

En attendant la reddition du fort, Bonaparte retourne à Alexandrie, dont il examine la situation. On ne saurait donner trop d'éloges au général Marmont sur les travaux de défense de cette place; tous les services sont parfaitement organisés; et ce général a pleinement justifié la confiance que Bonaparte lui avait témoignée lorsqu'il lui donna un commandement aussi important.

Le 8 thermidor, le général en chef fait sommer le château d'Aboukir de se rendre. Le fils du pacha,

son kiaya et les officiers veulent capituler; mais les soldats s'y refusent.

Le 9, on continue le bombardement.

Le 10, plusieurs batteries sont établies sur la droite et la gauche de l'isthme; quelques chaloupes canonnières sont coulées bas; une frégate est démâtée et forcée de prendre le large.

Le même jour, l'ennemi, qui commençait à manquer de vivres, s'introduit dans quelques maisons du village qui touche le fort; le général Lannes y accourt, il est blessé à la jambe; le général Menou le remplace dans le commandement du siége.

Le 12, le général Davoust était de tranchée; il s'empare de toutes les maisons où était logé l'ennemi, et le jette ensuite dans le fort, après lui avoir tué beaucoup de monde. La 22e demi-brigade d'infanterie légère, et le chef de brigade Magny, qui a été légèrement blessé, se sont parfaitement conduits : le succès de cette journée, qui a accéléré la reddition du fort, est dû aux bonnes dispositions du général Davoust.

Le 15, le général Robin était de tranchée; les batteries étaient établies sur la contrescarpe, et les mortiers faisaient un feu très vif; le château n'était plus qu'un monceau de pierres. L'ennemi n'avait point de communication avec l'escadre; il mourait de faim et de soif; il prend le parti non de capituler, ces hommes-là ne capitulent pas, mais de jeter ses armes, et de venir en foule embrasser les genoux du vainqueur. Le fils du pacha, le kiaya, et

deux mille hommes, ont été faits prisonniers. On a trouvé dans le château trois cents blessés et dix-huit cents cadavres; il y a des bombes qui ont tué jusqu'à six hommes. Dans les vingt-quatre heures de la sortie de la garnison turque, il est mort plus de quatre cents prisonniers, pour avoir bu et mangé avec trop d'avidité.

Ainsi cette affaire d'Aboukir coûte à la Porte dix-huit mille hommes et une grande quantité de canons.

Les officiers du génie Bertrand et Liédot, le commandant d'artillerie Faultrier, se sont comportés avec la plus grande distinction. L'ordre et la tranquillité n'ont pas cessé de régner parmi les habitans de l'Égypte pendant les quinze jours qu'a duré cette expédition.

DISPOSITIONS DE BONAPARTE AVANT DE QUITTER L'ÉGYPTE. — MOTIFS QUI LE DÉTERMINENT, etc.

L'armée ennemie avait succombé, le visir était encore au-delà du Taurus; l'Égypte n'avait de long-temps rien à craindre d'une invasion. La solde était arriérée, la caisse manquait de fonds; mais le miry n'avait pas été perçu; les blés, les riz, toutes les contributions en nature étaient intactes; les dépenses de premier établissement étaient faites; la situation financière de la colonie ne pouvait que s'améliorer: les mesures qui avaient suivi le retour de Syrie garantissaient ce résultat. Le nombre des

provinces avait été réduit; ce luxe d'employés que traînent après elles les armées françaises n'existait plus, les services avaient été organisés sur de nouvelles bases, les impôts mieux assis ; le mécanisme du gouvernement était désormais en plein jeu, il ne s'agissait que de le laisser aller. Mais en quel état se trouvait la France ? Avait-elle battu, humilié les rois ? ou vaincue à son tour avait-elle essuyé toutes les calamités de la défaite ? Les journaux de Francfort l'annonçaient : mais ces feuilles, transmises par Kléber avant l'action, avaient été répandues à Damiette par Sidney. La source n'en était pas assez pure pour adopter de confiance ce qu'elles contenaient. D'un autre côté, la nouvelle était trop grave pour la négliger ; car à quoi bon triompher sur le Nil si le Rhin était forcé ? à quoi bon fermer le désert si les Alpes étaient ouvertes ? C'était la France et non l'Égypte, Paris et non le Caire, qui formait le nœud de la question. Aussi Bonaparte ne négligea-t-il rien pour s'assurer du véritable état des choses : les intérêts de la politique se trouvaient ici d'accord avec ceux de l'humanité. Nous avions quelques centaines de prisonniers dans les mains : ils étaient hors d'état de nuire, nous ne pouvions, au milieu des décombres où ils gisaient encore, leur donner les soins qu'ils réclamaient. Le général en chef résolut de les renvoyer sur leur flotte. Il fit prévenir l'amiral turc de son dessein : Petrona-Bey accepta ; les communications s'établirent, et nous sûmes bientôt tout ce que nous avions

intérêt à savoir. Smith, de son côté, ne voulut pas rester en arrière des Osmanlis. La Vendée avait repris les armes, l'Italie était perdue, la Cisalpine n'existait plus; tout ce qu'avait fait, tout ce qu'avait créé Bonaparte était détruit. L'amour-propre pouvait égarer son courage, et lui faire abandonner l'Egypte pour demander compte aux Russes des succès qu'ils avaient obtenus. La tentative valait du moins la peine d'être faite; Sidney ne se l'épargna pas. Il mit à terre quelques uns de nos soldats qu'il avait arrachés au damas des Turcs, et les fit suivre d'une correspondance adressée au général en chef que ses avisos avaient interceptée. Ces égards étaient étranges après les expressions dont ses tentatives d'embauchage avaient été flétries; mais l'un était impatient d'apprendre ce qu'il tardait à l'autre de divulguer. Les communications se rouvrirent, et le secrétaire de Sidney ne tarda pas d'être à la côte avec un paquet de journaux. Fin, délié, alerte à semer un propos, il se flattait de répandre de fausses espérances dans nos rangs, et d'y puiser les notions qui manquaient à son chef. Mais il s'attaquait à trop forte partie; il fut pénétré, accablé de questions, obsédé de déférences et ne put communiquer avec personne. Il ne se déconcerta pas néanmoins, et essaya de surprendre au chef les renseignemens qu'il ne pouvait avoir d'ailleurs. Il se mit à discourir sur l'Égypte; parla de ses préjugés, de ses institutions, et conclut que les Français devaient prodigieusement s'ennuyer au milieu d'un

peuple aussi sauvage. Le général ne lui répondit rien d'abord ; et reprenant la parole au bout de quelques instans : « Vous devez, lui dit-il, vous ennuyer singulièrement en mer. Il est vrai que vous avez la ressource de la pêche : pêchez-vous beaucoup ? » Ainsi déçu dans toutes ses tentatives, le secrétaire n'insista pas. Il se réduisit au seul rôle qui lui restait à jouer, et aborda les ouvertures qu'il était chargé de faire au général. Il lui peignit les dangers que courait la France, le peu d'importance qu'avait dans la balance générale une colonie lointaine, et lui proposa de l'évacuer pour aller redemander l'Italie aux Russes. Bonaparte feignit d'être ébranlé, et ajourna la négociation au retour d'un voyage qu'il était obligé de faire dans la Haute-Égypte. Il fit aussitôt répandre le bruit de cette excursion, et donna des ordres pour qu'une commission de l'Institut le précédât au-dessus de Benesouef. L'envoyé de Smith fut dupe de ces démonstrations. Il ne douta pas que quelque affaire importante n'appelât le général dans les provinces que Desaix avait conquises, et rejoignit son chef avec la conviction que le croissant ne tarderait pas à reprendre possession du Nil.

Des pensées bien différentes agitaient Bonaparte : il avait fait interroger les soldats que le commodore avait débarqués : il savait que la croisière manquait d'eau et ne pouvait tarder à s'aller rafraîchir. Une autre circonstance favorisait encore ses vues. *Le Thésée* avait quelques bombes à bord

depuis le siége de Saint-Jean-d'Acre ; elles venaient de faire explosion ; l'équipage avait été cruellement traité, et le bâtiment obligé de chercher un port pour réparer ses avaries. La mer allait devenir libre ; il ne s'agissait que de saisir l'instant où Smith serait éloigné.

La résolution du général était arrêtée. Sept mois auparavant, il avait annoncé le dessein de repasser en France si la guerre éclatait contre les rois : elle avait éclaté, elle était malheureuse, il ne pouvait hésiter. Il reporta Klébér à Damiette, fit rétrograder Reynier sur Belbéïs, et ordonna au génie de presser les travaux qui devaient fermer le désert. C'était la partie de la frontière la plus faible ; il voulut qu'elle fût promptement en état. Il chargea le général Samson de tenir la main à l'exécution des ouvrages qu'il avait arrêtés ; il mit à sa disposition les prisonniers que nous avions faits à Aboukir, lui recommanda de hâter les travaux qui devaient protéger El-A'rych, Salêhiéh, et de tout sacrifier pour couvrir ces deux points. Il prit aussi des mesures pour garantir la côte. Il fit reconstruire le fort que nos obus avaient détruit, ajouta quelques redoutes à celles qui défendaient Alexandrie, accrut les batteries du Bogaz, augmenta les difficultés que présentaient les passes et ne négligea rien de ce qui pouvait diminuer les chances d'une agression. Les Turcs ne croyaient à la victoire que lorsqu'ils le voyaient ; sa présence était devenue indispensable au Caire ; il partit, calma les cheiks, expé-

dia les savans, donna de la vie, du mouvement à toutes les branches de l'administration. Il arrêta aussi tout ce qui intéressait la Haute-Égypte. Il prescrivit les mouvemens qu'il y avait à faire, les points qu'il fallait occuper, si le visir cherchait à déboucher par le désert ou que quelque expédition se présentât sur la côte. Il recommanda à Desaix de disposer les choses de manière que dans ce cas, qui du reste était peu probable, il pût ne laisser qu'une centaine d'hommes à Cosséir, déposer ses embarras à Kéné, et se porter rapidement sur le Caire avec toutes les troupes qu'il commandait. Il joignit à ces dispositions, le tableau du triste état où étaient nos affaires en Europe. La guerre avait été déclarée le 13 mars. Diverses actions malheureuses avaient eu lieu, Jourdan avait été battu à Feldkirck, Schérer à Rivoli : l'un avait été obligé de repasser le Rhin, l'autre avait été rejeté derrière l'Oglio. Mantoue était bloqué, et cependant les Russes n'étaient pas encore en ligne; c'était les Autrichiens seuls qui avaient obtenu ces résultats. L'armée navale n'avait pas été plus heureuse; elle n'avait pas essuyé de défaite, il est vrai; mais elle était sortie de Brest forte de vingt-deux vaisseaux que soutenaient dix-huit frégates, elle était arrivée au détroit, et était paisiblement rentrée à Toulon sans oser attaquer les Anglais, qui n'avaient pourtant que dix-huit bâtimens à lui opposer. L'escadre espagnole était également passée de Cadix à Carthagène, où elle avait rallié vingt-sept vais-

seaux de guerre, dont quatre à trois ponts; mais les flottes anglaises n'avaient pas tardé à les suivre et à mettre le blocus devant les ports qui les renfermaient. Malte était ravitaillée; Corfou avait été pris par famine, la garnison reconduite en France, où la loi sur les otages, l'emprunt forcé, et les violences des Conseils avaient de nouveau soulevé toutes les passions.

Nous n'avions désormais rien à attendre de la métropole : les fers, les médicamens, les petites armes que nous en espérions ne pouvaient plus arriver. Il nous était cependant impossible de les tirer d'ailleurs; l'Afrique n'en confectionne pas; l'Italie nous était fermée : il fallait être sur le continent pour vaincre les lenteurs, aplanir les obstacles, et expédier les convois. La communication des journaux que le général avait transmis à Kléber, le disait assez.

Bonaparte avait pourvu à tout ce qui pouvait assurer ou compromettre la tranquillité de la colonie. Il avait arrêté la démarcation des provinces, fixé les attributions des commandans, déterminé les communications, les rapports qu'ils devaient avoir entre eux; des marchés étaient passés pour renouveler l'habillement des troupes; Poussielgue avait ordre de presser la rentrée du miry, d'innover peu, de cultiver les cheiks; et Dugua, tout en commandant avec douceur, d'être sans pitié pour la révolte. Restait la dangereuse influence des firmans. Le visir était encore au-delà du Taurus, ramas-

sant quelques milliers de malheureux qui n'avaient aucune habitude de la guerre; mais son nom suffisait pour soulever les tribus, agiter les fellâhs; Bonaparte résolut de hasarder une nouvelle ouverture, persuadé que si elle ne le désarmait pas, elle pourrait du moins rendre les hostilités moins actives. Il manda, subjugua l'Effendi qui avait été pris à Aboukir, l'éblouit par l'appareil de forces qu'il fit étaler à ses yeux, et l'expédia avec la dépêche qui suit :

« Au Caire, le 30 thermidor an VII (18 août 1799).

« Au Grand-Visir,

« Grand parmi les grands éclairés et sages, seul dépositaire de la confiance du plus grand des sultans,

« J'ai l'honneur d'écrire à Votre Excellence par l'Effendi qui a été pris à Aboukir, et que je lui renvoie pour lui faire connaître la véritable situation de l'Égypte, et entamer entre la Sublime Porte et la République française des négociations qui puissent mettre fin à la guerre qui se trouve exister pour le malheur de l'un et de l'autre état.

« Par quelle fatalité la Porte et la France, amies de tous les temps, et dès-lors par habitude, amies par l'éloignement de leurs frontières; la France ennemie de la Russie et de l'Empereur, la Porte ennemie de la Russie et de l'Empereur, sont-elles cependant en guerre?

« Comment Votre Excellence ne sentirait-elle pas qu'il n'y a pas un Français de tué qui ne soit un appui de moins pour la Porte?

« Comment Votre Excellence, si éclairée dans la connaissance de la politique et des intérêts des divers états, pourrait-elle ignorer que la Russie et l'empereur d'Allemagne se sont plusieurs fois entendus pour le partage de la Turquie, et que ce n'a été que l'intervention de la France qui l'a empêché?

« Votre Excellence n'ignore pas que le vrai ennemi de l'Islamisme est la Russie. L'empereur Paul Ier s'est fait grand-maître de Malte, c'est-à-dire a fait vœu de faire la guerre aux musulmans : n'est-ce pas lui qui est chef de la religion grecque, c'est-à-dire des plus nombreux ennemis qu'ait l'Islamisme?

« La France, au contraire, a détruit les chevaliers de Malte, rompu les chaînes des Turcs qui y étaient détenus en esclavage, et croit, comme l'ordonne l'Islamisme, qu'il n'y a qu'un seul Dieu.

« Ainsi donc, la Porte a déclaré la guerre à ses véritables amis, et s'est alliée à ses véritables ennemis.

« Ainsi donc la Sublime Porte a été l'amie de la France, tant que cette puissance a été chrétienne; lui a fait la guerre, dès l'instant que la France, par sa religion, s'est rapprochée de la croyance musulmane. Mais, dit-on, la France a envahi l'Égypte; comme si je n'avais pas toujours déclaré que l'intention de la République française était de détruire les mameloucks, et non de faire la guerre à la Su-

blime Porte; était de nuire aux Anglais, et non à son grand et fidèle ami l'empereur Sélim.

« La conduite que j'ai tenue envers tous les gens de la Porte qui étaient en Égypte, envers les bâtimens du Grand-Seigneur, envers les bâtimens de commerce portant pavillon ottoman, n'est-elle pas un sûr garant des intentions pacifiques de la République française?

« La Sublime Porte a déclaré la guerre dans le mois de janvier à la République française avec une précipitation inouïe; sans attendre l'arrivée de l'ambassadeur Descorches, qui déjà était parti de Paris pour se rendre à Constantinople; sans me demander aucune explication, ni répondre à aucune des avances que j'ai faites.

« J'ai cependant espéré, quoique sa déclaration de guerre me fût parfaitement connue, pouvoir la faire revenir, et j'ai à cet effet, envoyé le citoyen Beauchamp, consul de la République, sur la caravelle. Pour toute réponse on l'a emprisonné; pour toute réponse on a créé des armées, on les a réunies à Gazah, et on leur a ordonné d'envahir l'*Égypte*: je me suis trouvé alors obligé de passer le désert, préférant faire la guerre en Syrie à ce qu'on la fît en Égypte.

« Mon armée est forte, parfaitement disciplinée et approvisionnée de tout ce qui peut la rendre victorieuse des armées, fussent-elles aussi nombreuses que les sables de la mer; des citadelles et des places fortes hérissées de canon se sont élevées sur les côtes

et sur les frontières du désert. Je ne crains donc rien, et je suis ici invincible; mais je dois à l'humanité, à la vraie politique, au plus ancien comme au plus vrai des alliés, la démarche que je fais.

« Ce que la Sublime Porte n'obtiendra jamais par la force des armes, elle peut l'obtenir par les négociations : je battrai toutes les armées lorsqu'elles projetteront l'envahissement de l'Égypte; mais je répondrai d'une manière conciliante à toutes les ouvertures de négociations qui me seront faites. La République française, dès l'instant que la Sublime Porte ne fera plus cause commune avec nos ennemis, la Russie et l'Empereur, fera tout ce qui sera en elle pour rétablir la bonne intelligence, et lever tout ce qui pourra être un sujet de désunion entre les deux états.

« Cessez donc des armemens dispendieux et inutiles : vos ennemis ne sont pas en Égypte; ils sont sur le Bosphore, ils sont à Corfou, ils sont aujourd'hui, par votre extrême imprudence, au milieu de l'Archipel.

« *Radoubez et désarmez vos vaisseaux; réformez vos équipages, tenez-vous prêts à déployer bientôt* l'étendard du Prophète, non contre la France, mais contre les Russes et les Allemands, qui rient de la guerre que nous nous faisons, et qui, lorsque vous aurez été affaiblis, leveront la tête, et déclareront bien haut les prétentions qu'ils ont déjà.

« Vous voulez l'Égypte, dit-on; mais l'intention de la France n'a jamais été de vous l'ôter.

« Chargez votre ministre à Paris de vos pleins pouvoirs, ou envoyez quelqu'un chargé de vos intentions et de vos pleins pouvoirs en Égypte. On pourra, en deux heures d'entretien, tout arranger; c'est là le seul moyen de rasseoir l'empire musulman, en lui donnant la force contre ses véritables ennemis, et de déjouer leurs projets perfides, ce qui malheureusement leur a déjà si fort réussi.

« Dites un mot, nous fermons la mer Noire à la Russie, et nous cesserons d'être le jouet de cette puissance ennemie que nous avons tant de sujet de haïr; et je ferai tout ce qui pourra vous convenir.

« Ce n'est pas contre les musulmans que les armées françaises aiment à déployer et leur tactique et leur courage; c'est au contraire, réunies à des musulmans, qu'elles doivent un jour, comme cela a été de tout temps, chasser leurs ennemis communs.

« Je crois en avoir assez dit par cette lettre à Votre Excellence; elle peut faire venir auprès d'elle le citoyen Beauchamp, que l'on m'assure être détenu dans la mer Noire : elle peut prendre tout autre moyen pour me faire connaître ses intentions.

« Quant à moi, je tiendrai pour le plus beau jour de ma vie, celui où je pourrai contribuer à faire terminer une guerre à la fois impolitique et sans objet.

« Je prie Votre Excellence de croire à l'estime et à la considération distinguée que j'ai pour elle.

« BONAPARTE. »

Ces dispositions prises, le général se mit en route; mais il n'était pas hors du Caire que le bruit de son départ circulait déjà. Vial demandait à le suivre; Dugua voulait qu'il démentît une nouvelle qui pouvait avoir des résultats fâcheux; mais lui-même signalait un danger bien plus grave : quatre-vingts voiles avaient paru devant Damiette; Kléber se croyait menacé d'une invasion, et demandait des secours. Bonaparte fut un instant sur le point d'accourir; mais récapitulant bientôt les données qu'il avait sur l'état des forces ennemies qui croisaient sur la côte, il se convainquit que l'alarme n'était pas fondée, et que l'escadre qui l'avait répandue, était celle qui avait mouillé devant Aboukir, ou quelque arrière-garde de l'expédition que nous avions battue. Au reste, nous étions en mesure, de quelque côté que l'attaque se présentât. La division Reynier, soutenue par une artillerie nombreuse, devait, avec mille ou douze cents chevaux, s'avancer à la rencontre des troupes qui tenteraient de déboucher par la Syrie. En quelques marches les colonnes du Bahirëh pouvaient être rendues à Damiette. Le 15e de dragons se groupait sur Rahmanié; les colonnes du général Bon étaient en réserve, celles du général Lannes prêtes à se mettre en mouvement; nous pouvions faire face sur tous les points. Aussi, loin de partager ces alarmes, Bonaparte manda-t-il à Kléber de venir le joindre à Rosette, ou, s'il voyait quelque inconvénient à s'éloigner, de lui envoyer un de ses aides-

de-camp; qu'il avait des choses importantes à lui confier.

Sa dépêche n'était pas en route depuis deux heures qu'on annonça un courrier d'Alexandrie. C'était le contre-amiral Gantheaume qui donnait avis que Sidney avait cédé au besoin de faire de l'eau autant qu'au bruit du voyage, que Turcs et Anglais avaient disparu, qu'aucun bâtiment ne se montrait au large. Bonaparte fait aussitôt ses dispositions; il rassemble ses guides qui stationnaient à Menouf depuis la bataille d'Aboukir, et gagne rapidement Alexandrie. Le temps avait fraîchi, une corvette était venu reconnaître nos frégates, Kléber ne devait arriver que sous deux jours; il courut au-devant de Menou, qu'il avait aussi mandé. Il rencontra ce général entre le Pharillon et l'anse de Canope, mit pied à terre et lui exposa longuement les vues, les motifs qui le déterminaient à braver les croisières anglaises. Les Conseils avaient tout compromis, tout perdu; la guerre civile joignait ses dévastations aux calamités de la guerre étrangère: nous étions divisés, vaincus, près de subir le joug. Il accourait, se confiait à la mer; mais malheur à la loquacité qui avait envahi la tribune, s'il parvenait à gagner nos côtes: le règne du bavardage était à jamais passé. Sa présence, d'ailleurs, n'était plus indispensable. La coalition triomphait; la France était battue, hors d'état d'envoyer des secours. Il ne s'agissait donc que de se maintenir, de conserver l'Égypte: or, Kléber était plus que suffisant pour atteindre ce résultat. Il avait

confiance en sa sagacité ; les troupes aimaient ses formes, son élan ; elles l'accepteraient volontiers pour chef, et puis il leur avait adressé une proclamation où il leur recommandait de porter sur son successeur l'affection, le dévoûment qu'elles n'avaient cessé de lui témoigner. Quant aux cheiks, Kléber leur avait montré peu d'égards, la chose était moins facile ; mais ils étaient encore étourdis de la victoire d'Aboukir, on pouvait tout se permettre avec eux. Il leur présentait son départ comme une absence momentanée, et leur demandait pour le général qui le remplaçait aujourd'hui toute la confiance, toute l'affection qu'ils avaient eue pour celui qui l'avait représenté pendant qu'il combattait au-delà du désert. « Ayant été instruit, manda-t-il au divan, que mon escadre était prête, et qu'une armée formidable était embarquée dessus, convaincu, comme je vous l'ai dit plusieurs fois, que tant que je ne frapperai pas un coup qui écrase à la fois tous mes ennemis, je ne pourrai jouir tranquillement et paisiblement de la possession de l'Égypte, la plus belle partie du monde, j'ai pris le parti d'aller me mettre moi-même à la tête de mon escadre, en laissant, pendant mon absence, le commandement au général Kléber, homme d'un mérite distingué, et auquel j'ai recommandé d'avoir pour les ulémas et les cheiks, la même amitié que moi. Faites tout ce qui vous sera possible pour que le peuple de l'Égypte ait en lui la même confiance qu'en moi, et qu'à mon retour, qui sera dans deux

ou trois mois, je sois content du peuple de l'Égypte, et que je n'aie que des louanges et des récompenses à donner aux cheiks. »

La supposition était forte : néanmoins elle ne dépassait pas ce qu'on pouvait attendre d'une imagination musulmane. Elle n'était d'ailleurs destinée qu'à amortir des espérances que pouvait éveiller la nouvelle du départ : il suffisait qu'elle contînt les Turcs, jusqu'à ce que les troupes fussent revenues de leur surprise, et que Kléber eût pris le commandement. Bonaparte voulut aussi prévenir les bruits que l'étonnement, la malveillance pouvait propager dans l'armée. Il chargea le général Menou de faire passer chaque jour au Caire un bulletin de sa navigation, et de ne cesser que lorsqu'il n'aurait plus connaissance des frégates. Il lui donna ensuite le commandement d'Alexandrie, de Rosette et du Bahirëh, et adressa au général Kléber les instructions qui suivent.

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour prendre le commandement en chef de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne reparaisse d'un moment à l'autre, me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'emmène avec moi les généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes et Marmont, et les citoyens Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joint les papiers anglais et de Francfort jusqu'au 10 juin. Vous y verrez que nous avons perdu l'Italie; que Mantoue, Turin et Tortone sont bloquées. J'ai lieu d'espérer que la

première tiendra jusqu'à la fin de novembre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre chiffre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir dans le courant d'octobre Junot ainsi que mes domestiques et tout les effets que j'ai laissés au Caire. Cependant je ne trouverai pas mauvais que vous engageassiez à votre service ceux de mes domestiques qui vous conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événemens majeurs.

« La commission des arts passera en France sur un parlementaire que vous demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de novembre, immédiatement après qu'elle aura achevé sa mission. Elle est maintenant occupée à voir la *Haute-Égypte; cependant ceux des membres que vous jugerez pouvoir vous être utiles, vous les mettrez en réquisition sans difficulté.*

« L'Effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le grand-visir d'une lettre dont vous trouverez ci-joint la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse plus de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte

« les fusils, les sabres, les pistolets, les fers coulés dont vous pourriez avoir besoin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues suffisante pour réparer les pertes des deux campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions lui-même; et moi, comme homme public et comme particulier, je prendrai des mesures pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

« Si, par des événemens incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France, et si, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte cette année et vous tuait plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celles que les événemens de la guerre vous occasionneront journellement, je pense que dans ce cas vous ne devez pas hasarder de soutenir la campagne, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, quand même la condition principale serait l'évacuation de l'Égypte. Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cette condition, jusqu'à la paix générale.

« Vous savez apprécier aussi bien que moi, combien la possession de l'Égypte est importante à la France; cet empire turc qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura

la République, doivent aussi entrer puissamment dans vos calculs.

« Si la Porte répondait avant que vous eussiez reçu de mes nouvelles de France, aux ouvertures de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer que vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et entamer les négociations, persistant toujours dans l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte; demander que la Porte sorte de la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire; qu'elle mette en liberté les prisonniers français; et enfin six mois de suspension d'armes, afin que pendant ce temps-là, l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir conclure ce traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution, qu'il ne soit ratifié; et suivant l'usage de toutes les nations, l'intervalle entre la signature d'un traité et sa ratification, doit toujours être une suspension d'hostilités.

« *Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir sur la politique intérieure de* l'Égypte : quelque chose que vous fassiez, les chrétiens seront toujours nos amis. Il faut les empêcher d'être insolens, afin que les Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les chrétiens; ce qui nous les rendrait irréconciliables. Il faut endormir le fanatisme, afin qu'on puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands cheiks du Caire,

on a l'opinion de toute l'Égypte; et de tous les chefs que ce peuple peut avoir, il n'y en a aucun de moins dangereux que les cheiks, qui sont peureux, ne savent pas se battre; et qui, comme tous les prêtres, inspirent le fanatisme sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El-A'rych, voilà les clefs de l'Égypte. J'avais le projet de faire établir cet hiver des redoutes de palmiers, deux depuis Salèhiëh à Catiëh, deux de Catiëh à El-A'rych; l'une se serait trouvée à l'endroit où le général Ménou a trouvé de l'eau potable.

« Le général Samson, commandant du génie, et le général Songis, commandant de l'artillerie, vous mettront chacun au fait de ce qui regarde sa partie.

« Le citoyen Poussielgue a été exclusivement chargé des finances. Je l'ai reconnu travailleur et homme de mérite. Il commence à avoir quelques renseignemens sur le chaos de l'administration de l'Égypte. J'avais le projet, si aucun nouvel événement ne survenait, de tâcher d'établir cet hiver un nouveau mode d'imposition, ce qui nous aurait permis de nous passer à peu près des Cophtes; cependant avant de l'entreprendre, je vous conseille d'y réfléchir long-temps. Il vaut mieux entreprendre cette opération un peu plus tard qu'un peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraîtront indubitablement cet hiver à Alexandrie, Bourlos ou Damiette. Faites construire une bonne tour à Bourlos; tâchez de réunir cinq ou six cents mamelouks que, lorsque les vaisseaux français seront arrivés,

vous ferez en un jour arrêter au Caire et dans les autres provinces, et embarquer pour la France. Au défaut de mameloucks, des ôtages d'Arabes, des cheiks-belets, qui, pour une raison quelconque se trouveraient arrêtés, pourront y suppléer. Ces individus arrivés en France, y seront retenus un ou deux ans, verront la grandeur de la nation, prendront quelques idées de nos mœurs et de notre langue, et de retour en Égypte, y formeront autant de partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe de comédiens : je prendrai un soin particulier de vous en envoyer. Cet article est très important pour l'armée et pour commencer à changer les mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper en chef, va vous mettre à même enfin de déployer les talens que la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, pour la civilisation ; ce sera l'époque d'où dateront de grandes révolutions.

« *Accoutumé à voir la récompense des peines et des travaux de la vie dans l'opinion de la postérité*, j'abandonne avec le plus grand regret l'Égypte. L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événemens extraordinaires qui viennent de se passer, me décident seuls à passer au milieu des escadres ennemies pour me rendre en Europe. Je serai d'esprit et de cœur avec vous. Vos succès me seront aussi chers que ceux où je me trouverais en personne ; et

je regarderai comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferai pas quelque chose pour l'armée dont je vous laisse le commandement, et pour consolider le magnifique établissement dont les fondemens viennent d'être jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfans; j'ai eu dans tous les temps, même au milieu des plus grandes peines, des marques de leur attachement. Entretenez-les dans ces sentimens : vous le devez à l'estime toute particulière que j'ai pour vous et à l'attachement vrai que je leur porte.

« BONAPARTE. »

COMMANDEMENT DE KLÉBER.

DES MESURES QU'IL PREND POUR ASSURER LA DÉFENSE ET CALMER LA POPULATION.

Kléber arriva à Rosette le lendemain, Bonaparte n'y avait pas paru; il se crut joué, s'emporta, n'épargna dans sa colère ni son chef ni ceux qui l'avaient suivi. La rapidité avec laquelle il avait traversé le désert lui tenait à l'âme; il se blâmait de la célérité qu'il mettait à exécuter ses ordres, et applaudissait avec amertume à la mystification qu'elle lui causait. Plus calme, il se fût aperçu qu'il n'y en avait aucune; il pouvait venir lui-même ou envoyer son aide-de-camp; la dépêche qu'il citait était expresse à cet égard; il savait en outre mieux que personne que la guerre est une affaire de tact, et d'à-propos, que mille circonstances imprévues peuvent décider d'un rendez-vous auquel il est d'ailleurs facile de suppléer par des instructions. Mais Kléber n'était plus cet homme ardent, dévoué qui refusait de commander, qui ne voulait pas obéir, qui avait résolu de ne suivre, de ne reconnaître pour chef que Bonaparte. Le service était pénible dans le désert, la victoire y était sans jouissances, le danger n'offrait aucune des compensations qu'il

présente ailleurs ; il fallait réveiller, déplacer, pourvoir à la sûreté des forts qui protégent les terres cultivées. Ces mutations continuelles désolaient ceux qui en étaient l'objet ; les officiers de l'armée d'Italie les acceptaient comme des exigences du service ; ceux de Sambre-et-Meuse étaient moins résignés. Les reproches qui poursuivaient la tiédeur leur semblaient de la haine ; les ordres qui assignaient un poste sur la lisière du désert, des vexations. Kléber avait laissé échapper quelques mouvemens d'impatience pendant l'expédition de Syrie ; tous s'étaient aussitôt groupés autour de lui. Dès-lors il n'entendit plus que des plaintes, il ne reçut plus que des réclamations. L'un ne déplaisait que parce qu'il était attaché à son chef, l'autre n'était éloigné qu'à cause de son dévoûment ; chacun lui faisait hommage de ses ennuis, personne ne souffrait plus que pour avoir combattu sur le Rhin. Kléber ne fut pas à l'épreuve de ces injustes préventions. Il se crut offensé, se détacha de son général, et prit bientôt en haine une expédition où sans cesse aux prises avec les Arabes, on ne recueillait de la victoire que la nécessité de vaincre encore. C'est dans cette disposition d'esprit qu'il s'était rendu à Rosette ; la nouvelle du départ de Bonaparte venait de parvenir dans cette ville lorsqu'il y arriva. Le trouble, l'inquiétude qu'elle répandit parmi les troupes et la population ne firent qu'accroître le mécontentement qu'il éprouvait. Aigri, rebuté, blessé peut-être de la préférence que d'autres avaient obtenue,

il ne fut pas maître de son dépit, et s'abandonna à toutes les inspirations de la colère contre un chef qui semblait l'avoir méconnu. Il accusa sa résolution, blâma ses vues, et se livrait à toute l'impétuosité de son caractère, lorsqu'on annonça un officier qui arrivait d'Alexandrie; c'était un chef de brigade, Eysotier, que lui avait expédié Menou. Ce général lui transmettait la dépêche qui l'investissait du commandement, et le prévenait qu'il ne pouvait, dans une lettre écrite à la hâte, lui faire le détail des motifs qui avaient déterminé le départ; mais qu'il les avait trouvés justes; qu'il pensait même que le parti qu'avait pris Bonaparte était le seul qui permît à l'armée d'espérer des secours.

Menou n'était pas alors ce qu'il est devenu depuis. La nature ne l'avait pas destiné à briller sur le champ de bataille; il s'était sagement retranché dans son cabinet. Là, établi sur son divan, il avait passé à écrire, à projeter, le temps que les autres avaient mis à combattre, et était parvenu à cacher sa nullité militaire sous le fracas de ses principes administratifs. C'était du reste un homme aimable, désintéressé, facile, qui joignait au pathos des encyclopédistes toute l'aménité d'un courtisan. Attaché d'abord à la cour, il avait visité la Gambie, siégé dans nos assemblées nationales; sa conversation pétillait de souvenirs, de vues, d'anecdotes; et lui avait valu une sorte de suprématie morale à laquelle personne n'avait échappé. Des chefs le charme s'était répandu sur les troupes; elles vantaient, citaient Menou et le

désignaient hautement comme le seul officier capable de succéder au général Berthier, qu'un moment de dégoût avait décidé à repasser en France. Le départ n'eut pas lieu, Menou resta à Rosette et continua de jouer l'administrateur, dont le rôle lui réussissait si bien.

Le suffrage d'un homme dont il respectait les lumières, le commandement qui lui était déféré et son équité naturelle, eurent bientôt ramené Kléber à des idées plus justes. Il parcourut les instructions, les documens que Bonaparte lui avait laissés, applaudit aux mesures qu'il avait prises, et cessa de blâmer une détermination à laquelle il avait voulu s'associer quelques mois plus tôt : mais l'aveu d'un écart coûte toujours à faire; obligé d'admettre le fond, il se rejeta sur la forme : le grief était misérable, et ne méritait pas de figurer dans d'aussi graves intérêts. Kléber le sentit, et reprenant avec le pouvoir les sentimens qu'il avait long-temps professés pour son chef, il adopta ses vues, sa politique, pressa l'exécution des travaux qu'il avait arrêtés et adressa aux chefs de corps une circulaire où la question du départ était présentée sous son véritable jour. « Le général en chef, leur dit-il, est parti dans la nuit du 5 au 6 pour se rendre en Europe. Ceux qui connaissent comme vous l'importance qu'il attachait à l'issue glorieuse de l'expédition d'Égypte doivent apprécier combien ont dû être puissans les motifs qui l'ont déterminé à ce voyage. Mais ils doivent se convaincre en même

temps que dans ses vastes projets comme dans toutes ses entreprises nous serons sans cesse l'objet principale de sa sollicitude : « Je serai, me dit-il, d'esprit et de cœur avec vous. Vos succès me seront aussi chers que ceux où je me trouverai en personne ; et je regarderai comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferai pas quelque chose pour l'armée dont je vous laisse le commandement. » Ainsi nous devons nous féliciter de ce départ plutôt que de nous en affliger. Cependant le vide que l'absence de Bonaparte laisse et dans l'armée et dans l'opinion est considérable. Comment le remplir? en redoublant de zèle et d'activité; en allégeant par de communs efforts le pénible fardeau dont son successeur demeure chargé. Vous les devez, citoyen général, ces efforts à notre patrie, vous les devez à votre propre gloire, vous les devez à l'estime et à l'amitié que je vous ai vouée. »

Ces mesures arrêtées, il se disposait à se rendre au Caire; mais Menou s'était tout à coup avisé que son commandement ne pouvait être que provisoire, qu'il devait le tenir de Kléber, qui, pourtant, n'avait de pouvoirs que ceux que lui avait laissés Bonaparte, et annonçait même l'intention de ne s'en charger qu'après une conversation qui le mît à même de développer ses vues, ses projets. Kléber accueillit ses scrupules, eut avec lui un long entretien, confirma sa nomination, et se mit en route pour la capitale.

La proclamation que Bonaparte avait faite

à l'armée, la lettre qu'il avait écrite au divan, y avaient maintenu le calme et la sécurité; la population était tranquille; la troupe pleine de confiance; chacun augurait bien de la résolution que le général avait prise de repasser la mer. Kléber voulut ajouter encore aux bonnes dispositions de la multitude. Il s'adressa d'abord à l'armée : des circonstances imprévues avaient déterminé le général en chef à faire voile pour l'Europe. La France périssait; il était accouru. Les dangers que présente la navigation dans une saison aussi peu favorable, les croisières dont la mer était couverte, rien n'avait pu l'arrêter; mais son départ était un motif de sécurité plus que de craintes. Il allait relever la gloire de nos armes : de prompts secours joindraient l'armée, ou une paix digne d'elle viendrait mettre un terme à ses travaux. Du reste toute la sollicitude de son nouveau général lui était acquise. Il veillerait à adoucir ses privations, à pourvoir à ses besoins et ne négligerait rien de ce qui pourrait contribuer à sa prospérité et à sa gloire. Il reçut ensuite la députation du divan. Le chef El-Mody portait la parole; il réclama la protection du nouveau chef pour la religion musulmane, témoigna les regrets que causait aux orateurs de la loi le départ de Bonaparte, et les espérances qu'ils fondaient sur l'équité, la modération de son successeur. La réponse de Kléber fut aussi noble que la harangue. « Ulémas, dit-il, et vous tous qui m'écoutez : c'est par mes actions que je me pro-

pose de répondre à vos demandes et à vos sollicitations. Mais les actions sont lentes, et le peuple semble être impatient de connaître le sort qui l'attend, sous le nouveau chef qui lui est donné. Eh bien ! dites-lui que le gouvernement de la République française, en me conférant le commandement de l'Égypte, m'a spécialement chargé de veiller au bonheur du peuple égyptien; et de tous les attributs de mon commandement, c'est le plus cher à mon cœur.

« Le peuple de l'Égypte fonde particulièrement son bonheur sur sa religion : la faire respecter est donc l'un de mes principaux devoirs. Je ferai plus, je l'honorerai et contribuerai, autant qu'il est en mon pouvoir, à sa splendeur et à sa gloire.

« Cet engagement pris, je crains peu les méchans : les gens de bien les surveilleront et me les feront connaître. Là où l'homme juste et bon est protégé, le pervers doit trembler : le glaive est suspendu sur sa tête.

« Bonaparte, mon prédécesseur a acquis des droits à l'affection des cheiks, des ulémas et des grands par une conduite intègre et droite : je la tiendrai cette conduite, je marcherai sur ses traces, et j'obtiendrai ce que vous lui avez accordé. Retournez donc parmi les vôtres; réunissez-les autour de vous et dites-leur encore : Rassurez-vous; le gouvernement de l'Egypte a passé en d'autres mains, mais tout ce qui peut être utile à votre félicité, à votre prospérité sera constant et immuable. »

Il ne s'en tint pas à ces assurances ; il savait ce qu'il avait fallu de temps, de victoires et de soins à la modeste allure de Bonaparte pour se concilier une population qui ne mesure la puissance que par l'éclat, et voulut enlever de prime abord ce que son prédécesseur n'avait obtenu que des bienfaits d'une sage administration. Il s'entoura de tout le luxe, de toute la pompe que déployaient les beys ; il exigea que les naturels missent pied à terre, se prosternassent en sa présence, et ne parut plus dans les rues que précédé d'une longue suite de Kouas qui avertissaient les musulmans de son approche.

Cet appareil, ces déférences qu'avait dédaignés son prédécesseur une fois réglés, il chercha à connaître au juste quelle était sa position. Ses premiers regards se portèrent sur les troupes disséminées dans les provinces dont le commandement lui était confié. Toutes avaient envisagé le départ sous son véritable point de vue ; toutes étaient résignées, pleines de confiance dans le chef qui remplaçait celui qu'elles avaient perdu. Lanusse n'avait pas aperçu que la nouvelle de l'embarquement eût produit de sensation fâcheuse à Menouf sur l'esprit du soldat ni sur celui de l'habitant ; il n'avait jamais vu du moins le premier plus satisfait, ni le second plus tranquille. Quant à lui, sans doute il espérait beaucoup du général qui avait fait voile pour l'Europe, mais il comptait davantage encore sur la capacité de son successeur, et ne doutait pas que conduite par un tel chef, soutenue par des hommes dont le

dévoûment n'avait pas de bornes, l'expédition n'eût tout le succès qu'on s'en était promis. Verdier était plus positif encore; il concevait, sans chercher à la comprendre, toute la gravité des motifs qui avaient déterminé Bonaparte; mais le chef qu'il avait investi du commandement était digne de guider les braves avec lesquels il avait vaincu; toutes ses facultés lui étaient acquises : sa division partageait les mêmes sentimens; confiance, bravoure, discipline, il pouvait tout attendre d'elle. Friant lui transmettait de Siout les mêmes assurances, témoignait le même dévoûment : les soldats comme les officiers avaient vu le départ avec satisfaction; ils étaient persuadés qu'il avait été entrepris dans leurs intérêts, et que le bien de l'armée exigeait que le général passât en Europe : du reste, ils avaient combattu sous Kléber à l'armée de Sambre-et-Meuse; ils étaient pleins d'attachement pour lui. Desaix, Belliard, Robin et Zayoncheck ne lui transmettaient pas d'autres sentimens : à Kéné, comme à Fayoum, à Hesnay comme à Mansoura, à Cathieh, à El-A'rych, les troupes étaient dévouées, satisfaites, et attendaient avec calme les événemens qui se préparaient.

La situation financière était moins satisfaisante. Le génie manquait de fonds pour exécuter les travaux qui lui avaient été prescrits, les corps réclamaient la solde, et l'artillerie, la cavalerie, les moyens de se réparer, de faire face aux rechanges, aux fournitures qui leur manquaient. L'exigence de ces besoins les rendait faciles à satisfaire. Kléber l'avait déjà mandé à Menou; la pé-

nurie justifie la violence : on peut tout exiger lorsqu'on manque de tout. En conséquence, on imposa le commerce, on pressura les Cophtes, et on frappa sur les provinces de fortes contributions. Le Caire regorgeait des blés de la Haute-Égypte, on les céda, on obligea les fournisseurs à les prendre, on traita à toutes les conditions. On fit des traites sur la trésorerie nationale, on échangea des grains, on créa des monopoles, on donna des droits, des cafés en retour des draps, des médicamens que des maisons d'Europe avaient importés. Ces ressources se trouvant encore insuffisantes, on eut de nouveau recours aux Cophtes. Ils avaient fait des bénéfices énormes dans la perception des impôts ; ils refusaient de donner des lumières sur quelques droits inconnus, on les condamna à verser dans la caisse le montant probable de ce qu'ils avaient touché, et on leur abandonna le recouvrement du reste pour une rétribution de 1,500,000 pataques.

Ces divers moyens, joints à la perception du miry, dont Kléber pressait la rentrée de toutes ses forces, et qu'il appuyait par des mouvemens de troupes continuels, le mirent promptement en état de faire face aux différens services. Il put alors se livrer tout entier aux soins de l'administration. Obligé d'organiser à la hâte, Bonaparte n'avait pas eu le temps de porter dans toutes les branches l'économie, la régularité dont elles sont susceptibles. Les combats, d'ailleurs, s'étaient succédé l'un à l'autre ; il ne lui avait pas été possible au milieu des

apprêts, des sacrifices qu'ils entraînent, de remédier aux abus qui les suivent, d'arrêter les dilapidations qui les accompagnent. Cette gloire était réservée à son successeur; il se montra digne de la recueillir. Il améliora la situation des troupes, pourvut les hôpitaux, veilla à la confection du pain, approvisionna les forts, soumit toutes les parties du service à une comptabilité sévère. En même temps il organisait les recrues qu'il avait appelés sous les drapeaux, disciplinait les noirs que Bonaparte avait tirés de Darfour, concentrait, assemblait ses moyens, sans se soucier beaucoup de la cohue qui se formait en Syrie; il en plaisantait même avec Desaix. Tantôt il lui peignait Joussouf-Pacha perdu dans les sables avec les quatre-vingt-dix mille hommes qu'il voulait mener droit au Caire; tantôt il lui annonçait les éléphans du visir, et promettait de lui organiser une belle division avec laquelle il pourrait goûter le plaisir de les combattre. Les tentatives auxquelles les côtes étaient exposées lui paraissaient moins sérieuses encore. La mer était soulevée par les orages, les croisières n'avaient pu tenir leur station; de six mois aucun débarquement important ne lui semblait à craindre.

L'état où se trouvait le Saïd n'était pas plus alarmant. Mourâd-Bey avait essayé de déboucher au-dessus de Siout et était remonté jusqu'à El-Ganaïm. Il fut atteint presque aussitôt par le chef de brigade Morand, qui s'était mis à sa suite, il avait été culbuté, rompu, obligé de se retirer avec précipita-

tion. La rapidité de sa fuite n'avait pu le soustraire aux coups qui le menaçaient. Son vainqueur s'était élancé sur sa trace ; et traversant avec son infatigable colonne cinquante lieues de désert en quatre jours, il s'était tout à coup déployé à la hauteur de Samanhout. Il avait surpris le camp du bey, taillé ses mamelouks en pièces, pillé ses équipages, enlevé ses chameaux, et l'avait mis pour long-temps hors d'état de rien entreprendre.

Les Anglais n'avaient pas été plus heureux devant Cosséir. Embossés sous le fort, ils avaient accablé nos ouvrages de projectiles, et jeté, après quatre heures d'une canonnade furieuse leurs chaloupes à la mer. Nos soldats étaient paisiblement stationnés dans le village; les embarcations les aperçurent, virèrent de bord et regagnèrent les frégates. Le feu néanmoins ne se ralentit pas ; il continua toute la nuit ; le lendemain les bâtimens qui l'avaient ouvert, changèrent de position, se mirent à battre le fort en brèche et jetèrent à la côte un détachement nombreux. Il s'avança, à la faveur de ce déploiement d'artillerie ; et, plus entreprenant que celui de la veille, il marcha droit à nos positions ; mais accueilli par une mousqueterie des plus vives, il ne put résister au choc et regagna promptement ses chaloupes en nous abandonnant ses morts et ses blessés. L'escadre ne se tint pas pour battue : elle redoubla le feu, couvrit le fort d'obus, de boulets, et quand elle crut nos soldats ébranlés, elle effectua une nouvelle descente sur une plage qui courait au

sud de nos ouvrages. Cette tentative ne lui réussit pas mieux que celle qu'elle avait déjà hasardée. Ses troupes, fusillées de front et de flanc par les postes que le général Donzelot avait embusqués dans les tombeaux, les ravins qui bordent le désert, furent rompues et obligées de se retirer avec précipitation.

Cet échec ne fit qu'irriter sa colère. Elle mit ce qui lui restait de pièces en batterie, tonna, foudroya toute la nuit, et poussa dès le matin ses embarcations au rivage. La 21e les laissa arriver et fondit sur elles avec une impétuosité irrésistible. Tout fuit, tout se dispersa, ou se réfugia à la hâte sous le canon des frégates. Convaincue de l'inutilité de ses efforts, la flotte s'éloigna à son tour, et le Saïd n'eut plus d'ennemi qui le menaçât. Restait le désert; mais nous étions en mesure contre tout ce qui voudrait en déboucher; la question ne pouvait être ni longue ni douteuse. La sécurité du général était entière, il pouvait faire face sur tous les points. C'était bien juger des hommes et des choses; malheureusement Kléber ne s'en rapportait pas toujours à ses inspirations. Grand, bien pris, de taille héroïque, il avait, comme la plupart des hommes à haute stature, une disposition singulière à se laisser conduire. Du reste, irascible, amer, inconsidéré dans ses propos, il s'engageait par ses imprudences même, et s'attachait aux images grotesques ou obscènes dont il revêtait ses saillies. Ce défaut assez légèr eut des résultats fâcheux.

Le manque de formes qui avait été si vivement senti

à Rosette n'avait pas fait au Caire des blessures moins profondes. Deux hommes surtout en avaient été singulièrement affectés : placés l'un et l'autre à la tête de l'administration, ils croyaient avoir acquis des droits à l'intimité de Bonaparte. Dugua avait commandé, régi la colonie pendant que son général combattait sur les bords du Jourdain, et avait reçu ses félicitations sur la manière énergique et sage dont il avait dissipé les rassemblemens, fait régner l'ordre au milieu d'un peuple travaillé dans tous les sens. Sa pénétration n'avait malheureusement pas égalé sa vigilance : il avait repoussé des bruits qui couraient sur le départ, et traité de factieux ceux qui les propageaient. Ce malencontreux ordre du jour, donné au moment même où le général mettait sous voile, lui faisait monter le rouge au visage ; il s'en voulait, se plaignait d'avoir été pris pour dupe, et ne se refusait aucun des propos que suggère le dépit. Emporté, mais juste et peu fait pour la haine, il fût bientôt revenu à des idées plus calmes ; il eût senti que le général ne pouvait divulguer un secret qui déjà transpirait de toutes parts, et compromettre par une vaine confidence une entreprise où il y allait de sa liberté ; occupé d'ailleurs comme il était de médailles, d'administration, il eût bientôt oublié ce désagrément, et fût resté inoffensif s'il eût été abandonné à lui-même.

Il n'en était pas ainsi de Poussielgue, ce financier était blessé dans son illusion la plus chère, celle qu'il était indispensable au général en chef. Souple,

adroit, habile à flatter les cheiks, à démêler les artifices dans lesquels s'enveloppaient les Cophtes, il avait rendu à l'armée des services qu'on ne pouvait méconnaître; mais aussi vain que laborieux, aussi implacable que désintéressé, tout en convenant que Bonaparte avait eu de justes motifs de repasser en France, il se récriait avec amertume sur le mystère qu'il lui avait fait. Il ne pouvait lui pardonner d'avoir caché sa résolution « à des hommes à qui il devait beaucoup; qui avaient toujours justifié sa confiance, et qu'il laissait chargés du fardeau du gouvernement. Le général Dugua et lui avaient beaucoup à s'en plaindre; il les avait joués. » Voilà les hauts griefs auxquels les intérêts de la France allaient être sacrifiés; les nobles inspirations qu'allait recevoir Kléber. Par malheur pour sa gloire, ce général connaissait trop peu l'Égypte : blessé devant Alexandrie, il avait passé dans cette place tout le temps de la conquête, et n'en était sorti que pour faire la campagne de Syrie. Au retour, il était allé prendre le commandement de Damiette, était resté sur la lisière du désert, et n'avait vu du Delta que la partie la moins cultivée. Il était prévenu, n'avait qu'une idée confuse des ressources qu'offrait la colonie, et se trouvait dans une situation d'esprit propre à recevoir les impressions les plus fâcheuses. Poussielgue ne lui ménagea pas : il lui peignit l'incertitude des rentrées, l'exiguité de recouvremens, lui mit sous les yeux les anticipations qu'on avait faites, les

fournitures dont on devait compte aux provinces; et passant aux besoins de l'armée, il lui montra une disproportion énorme entre la recette et la dépense, un déficit qui devait s'accroître dans une proportion rapide. Dugua ne lui présenta pas la situation des corps sous un point de vue plus favorable: les uns manquaient de vêtemens, les autres n'avaient pas d'armes; ils n'offraient tous, sur la vaste surface où ils étaient disséminés, qu'un réseau sans consistance, qu'une série de postes isolés qu'on pouvait forcer sur tous les points.

Ce sombre tableau, assaisonné de plaintes, d'accusations, rendit Kléber à ses sarcasmes. Il se déchaîna de nouveau contre Bonaparte, déprécia ses travaux, attaqua ses conceptions et n'épargna pas même l'expédition, pour laquelle cependant il avait failli se brouiller avec Moreau, parce que Moreau ne l'approuvait pas. Il ne tarda pas à recueillir le fruit de ces imprudences. On souffrait, le général qui avait arboré le drapeau tricolore sur les minarets du Caire était peut-être déjà dans les mains des Anglais; on accueillit, on propagea les propos échappés à la colère, et Kléber vit bientôt revenir à lui les préventions, les défiances qu'il avait semées. Ce concert, cette unanimité lui imposa; il crut l'armée découragée, et prit pour l'opinion des troupes celle qu'il avait faite à son état-major. Il essaya, dans sa perplexité, de renouer les ouvertures qui avaient été faites au visir; il lui adressa une lettre où tout en paraphrasant celle que Bonaparte avait précé-

demment écrite, il résumait assez bien la question, et l'établissait sur de justes bases. Cette démarche était sage, mais il n'eut pas la patience d'en attendre le résultat. Toujours emporté par la fougue de son caractère, il voulut mettre les troupes dans le secret des négociations, et ne craignit pas de réveiller des souvenirs qu'il eût dû étouffer avec soin. L'armée était rassemblée pour célébrer l'anniversaire de la fondation de la République; il la harangua avec feu, et termina sa brillante allocution par ces mots : « Vos drapeaux, braves compagnons d'armes, se courbent sous le poids des lauriers, et tant de travaux demandent un prix; encore un moment de persévérance, vous êtes près d'atteindre et d'obtenir l'un et l'autre : encore un moment et vous donnerez une paix durable au monde après l'avoir combattu. » Cet appel fut entendu et la pensée du général pénétrée. Dès lors il ne fut plus question des avantages que présentait l'Égypte, mais des difficultés, des obstacles qu'offrait l'occupation. Jetés en effet au milieu d'une population ennemie, pressés entre les sables et les flots, sans communication avec la France, sans armes, sans recrues, comment se maintenir, comment résister? Le visir s'avançait par le désert, les Anglais menaçaient les côtes, les Russes avaient franchi le détroit, les mamelouckss e reformaient, les croyés étaient en marche : pouvait-on se promettre d'arrêter des masses aussi formidables, de faire tête à des bataillons aussi nombreux? Qu'opposer à

ce déluge d'hommes? les fortifications, les ouvrages qui ceignaient le Delta; mais ces chétives constructions de palmiers et de boue étaient à peine achevées : les troupes? mais elles étaient exténuées, harrassées de fatigue et de misère, hors d'état de recevoir le choc qui se préparait. D'ailleurs, où se procurer des armes? où trouver des munitions? et quand rien de tout cela ne manquerait, où puiser, à qu'elle caisse recourir pour animer, vivifier les services? Quels fonds avait laissés Bonaparte? quelle ressource? quels moyens n'avait-il pas épuisés? L'Égypte méritait-elle d'ailleurs qu'on mît tant d'obstination à la disputer au turban? elle était dépourvue de bois, elle manquait de fer, de combustibles; elle était loin d'avoir l'importance qu'on avait cru, et coûterait plus à la France qu'elle ne lui rendrait. Kléber avait trop de lumières pour le croire; mais après avoir donné le signal du décri, il avait fini par être subjugué par l'opinion que ses imprudences avaient faite. Il accueillit toutes ces exagérations, tous ces faux aperçus qu'il confondit plus tard à Héliopolis, et en forma un exposé qu'il adressa au Directoire comme un tableau de la situation des affaires en Égypte.

On ne peut reproduire l'accusation sans la faire suivre de la défense. Je joindrai, à chacun des griefs qu'énonce Kléber, les observations que lui oppose Napoléon. Le lecteur passera des imputations de l'un, aux réponses de l'autre; il aura sous les yeux les exposés contradictoires : il jugera.

Au quartier-général du Caire, le 4 vendém. an VIII (26 sept. 1799).

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, etc., AU DIRECTOIRE.

CITOYENS DIRECTEURS,

« Le général en chef Bonaparte est parti pour la France, le 6 fructidor au matin, sans avoir prévenu personne. Il m'avait donné rendez-vous à Rosette le 7; je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie et de la lettre par laquelle il me donna le commandement de l'armée, et de celle qu'il adressa au grand-visir à Constantinople, quoiqu'il sût parfaitement que ce pacha était déjà arrivé à Damas.

Observations de Napoléon. — Le grand-visir était à la fin d'août à Érivan, dans la Haute-Arménie; il n'avait avec lui que cinq mille hommes. Le 22 août, on ignorait en Égypte que ce premier ministre eût quitté Constantinople; l'aurait-on su, qu'on y aurait attaché fort peu d'importance. Au 26 septembre, lorsque cette lettre était écrite, le grand-visir n'était ni à Damas ni à Alep, il était au-delà du Taurus.

« Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée.

« Vous savez, citoyens Directeurs, et vous êtes à même de vous faire représenter l'état de ses forces à son entrée en Égypte. Elle est réduite de moitié,

et nous occupons tous les points capitaux du triangle des cataractes à d'El-A'rych, d'El-A'rych à Alexandrie, et d'Alexandrie aux cataractes. »

L'armée française était de trente mille hommes au moment du débarquement en Égypte, en 1798; puisque le général Kléber déclare qu'elle était réduite de moitié au 26 septembre 1799, elle était donc de quinze mille hommes. Ceci est une fausseté évidente, puisque les états de situation de tous les chefs de corps, envoyés au ministre de la guerre, datés du 1er septembre, portaient la force de l'armée à vingt-huit mille hommes, sans compter les gens du pays. Les états de l'ordonnateur Daure faisaient monter la consommation à trente-cinq mille hommes, y compris les abus, les auxiliaires, les rations doubles, les femmes et les enfans; les états du payeur Estève, envoyés à la trésorerie, faisaient monter l'armée à vingt-huit mille hommes. Comment, dira-t-on, la conquête de la Haute et Basse-Égypte, de la Syrie; les maladies, la peste, n'avaient fait périr que quinze cents hommes? Non, il en a péri quatre mille cinq cents; mais, après son débarquement, l'armée fut augmentée de trois mille hommes, provenant des débris de l'escadre de l'amiral Brueix.

Voulez-vous une autre preuve tout aussi forte: c'est qu'au mois d'octobre et de novembre 1801, deux ans après, il a débarqué en France vingt-sept mille hommes venant d'Égypte, sur lesquels vingt-quatre mille appartenaient à l'armée: les autres étaient des mameloucks et des gens du pays. Or, l'armée n'avait reçu aucun renfort, si ce n'est un millier d'hommes partis par les trois frégates *la Justice*, *l'Égyptienne*, *la Régénérée*, et une douzaine de corvettes ou d'avisos qui arrivèrent dans cet intervalle.

En 1800 et 1801, l'armée a perdu quatre mille huit cents hommes, soit de maladie, soit dans la campagne contre le grand-visir, soit à celle contre les Anglais, en 1801. Deux

mille trois cents hommes ont en outre été faits prisonniers dans les forts d'Aboukir, Julien, Rahmanieh; dans le désert avec le colonel Cavalier, sur le convoi de djermes, au Marabou; mais ces troupes, ayant été renvoyées en France, sont comprises dans le nombre des vingt-sept mille cinq cents hommes qui ont opéré leur retour.

Il résulte donc de cette seconde preuve, qu'au mois de septembre 1799, l'armée était de vingt-huit mille cinq cents hommes, éclopés, vétérans, hôpitaux, etc., tout compris.

« Cépendant il ne s'agit plus comme autrefois de lutter contre quelques hordes de mameloucks découragés; mais de combattre et de résister aux efforts réunis de trois grandes puissances: la Porte, les Anglais et les Russes.

« Le dénûment d'armes, de poudre de guerre, de fer coulé et de plomb, présente un tableau aussi alarmant que la grande et subite diminution d'hommes dont je viens de parler: les essais de fonderie n'ont point réussi; la manufacture de poudre établie à Raouda n'a pas encore donné et ne donnera probablement pas le résultat qu'on se flattait d'en obtenir; enfin, la réparation des armes à feu est lente, et il faudrait pour activer tous ces établissemens, des moyens et des fonds que nous n'avons pas. »

Les fusils ne manquaient pas plus que les hommes; il résulte des états des chefs de corps, de septembre 1799, qu'ils avaient sept mille fusils et onze mille sabres au dépôt; et des états de l'artillerie, qu'il y en avait cinq mille neufs, trois cents en

pièces de rechange au parc : cela fait donc quinze mille fusils.

Les pièces de canon ne manquaient pas davantage. Il y avait, comme le constatent les états de l'artillerie, quatorze cent vingt-six bouches à feu, dont cent quatre-vingts de campagne; deux cent vingt-cinq mille projectiles, onze cents milliers de poudre; trois millions de cartouches d'infanterie, vingt-sept mille cartouches à canon confectionnées; et ce qui prouve l'exactitude de ces états, c'est que deux ans après, les Anglais trouvèrent treize cent soixante-quinze bouches à feu, cent quatre-vingt-dix mille projectiles, et neuf cents milliers de poudre.

« Les troupes sont nues, et cette absence de vêtemens est d'autant plus fâcheuse qu'il est reconnu que, dans ce pays, elle est une des causes les plus actives des dysenteries et des ophthalmies, qui sont les maladies constamment régnantes. La première surtout a agi, cette année, sur des corps affaiblis et épuisés par les fatigues. Les officiers de santé remarquent et rapportent constamment que, quoique l'armée soit considérablement diminuée, il y a cette année un nombre beaucoup plus grand de malades qu'il n'y en avait l'année dernière, à la même époque. »

Les draps ne manquaient pas plus que les munitions, puisque les états de situation des magasins des corps portaient qu'il existait des draps au dépôt, que l'habillement était en confection, et qu'effectivement au mois d'octobre, l'armée était habillée de neuf. D'ailleurs, comment manquer d'habillemens dans un pays qui habille trois millions d'hommes, les populations de l'Afrique, de l'Arabie; qui fabrique des cotonades, des toiles, des draps de laine en si grande quantité.

« Le général Bonaparte, avant son départ, avait à la vérité donné des ordres pour habiller l'armée en drap; mais pour cet objet, comme pour beaucoup d'autres, il s'en est tenu là; et la pénurie des finances, qui est un nouvel obstacle à combattre, l'a mis sans doute dans la nécessité d'ajourner l'exécution de cet utile projet. Il faut en parler de cette pénurie.

« Le général Bonaparte a épuisé toutes les ressources extraordinaires dans les premiers mois de notre arrivée. Il a levé alors autant de contributions de guerre que le pays pouvait en supporter. Revenir aujourd'hui à ces moyens, alors que nous sommes au-dehors entourés d'ennemis, serait préparer un soulèvement à la première occasion favorable; cependant Bonaparte, à son départ, n'a pas laissé un sou en caisse, ni aucun objet équivalent. Il a laissé; au contraire, un arriéré de 12,000,000; c'est plus que le revenu d'une année dans la circonstance actuelle. La solde arriérée pour toute l'armée se monte seule à 4,000,000. »

Depuis *long*-temps la solde était au courant. Il y avait 150,000 francs d'arriéré; mais cela datait de longue main. Les contributions dues étaient de 16,000,000, comme le prouvent les états du sieur Estève, datés du 1er septembre.

« L'inondation rend impossible en ce moment le recouvrement de ce qui reste dû sur l'année qui vient d'expirer, et qui suffirait à peine pour la dépense d'un mois. Ce ne sera donc qu'au mois de

frimaire qu'on pourra en recommencer la perception; et alors, il n'en faut pas douter, on ne pourra s'y livrer, parce qu'il faudra combattre.

« Enfin, le Nil étant cette année très mauvais, plusieurs provinces, faute d'inondation, offriront des non-valeurs auxquelles on ne pourra se dispenser d'avoir égard. Tout ce que j'avance ici, citoyens Directeurs, je puis le prouver, et par des procès-verbaux, et par des états certifiés des différens services.

« Quoique l'Égypte soit tranquille en apparence, elle n'est rien moins que soumise. Le peuple est inquiet et ne voit en nous, quelque chose que l'on puisse faire, que des ennemis de sa propriété; son cœur est sans cesse ouvert à l'espoir d'un changement favorable. »

La conduite de ce peuple, pendant la guerre de Syrie, ne laissa aucun doute sur ses bonnes dispositions; mais il ne faut lui donner aucune inquiétude sur sa religion, et se concilier les ulémas.

« Les mameloucks sont dispersés, mais ils ne sont pas détruits. Mourâd-Bey est toujours dans la Haute-Égypte avec assez de monde pour occuper sans cesse une partie de nos forces. Si on l'abandonnait un moment, sa troupe se grossirait bien vite; et il viendrait nous inquiéter sans doute jusque dans cette capitale, qui, malgré la plus grande surveillance, n'a cessé de lui procurer jusqu'à ce jour des secours en argent et en armes.

« Ibrahim-Bey est à Ghazah avec environ deux mille mamelouckes; et je suis informé que trente mille hommes de l'armée du grand-visir et de Djezzar-Pacha y sont déjà arrivés. »

Mourâd-Bey, réfugié dans l'oasis, ne possédait plus un seul point dans la vallée; il n'y possédait plus un magasin ni une barque; il n'avait plus un canon: il n'était suivi que de ses plus fidèles esclaves. Ibrahim-Bey était à Ghazah avec quatre cent cinquante mamelouckes. Comment pouvait-il en avoir deux mille, puisqu'il n'en a jamais eu que neuf cent cinquante, et qu'il avait fait des pertes dans tous les combats de la Syrie?

Il n'y avait pas, en septembre, un seul homme de l'armée du grand-visir en Syrie: au contraire, Djezzar-Pacha avait retiré ses propres troupes de Ghazah pour les concentrer sur Acre. Il n'y avait à Ghazah que les quatre cents mamelouckes d'Ibrahim-Bey.

« Le grand-visir est parti de Damas il y a environ vingt jours; il est actuellement campé auprès d'Acre. »

Le grand-visir n'était point en Syrie, le 26 septembre. Il n'était pas même à Damas, pas même à Alep; il était au-delà du mont Taurus.

« Telle est, citoyens Directeurs, la situation dans laquelle le général Bonaparte m'a laissé l'énorme fardeau de l'armée d'Orient. Il voyait la crise fatale s'approcher: vos ordres sans doute ne lui ont pas permis de la surmonter. Que cette crise existe, ses lettres, ses instructions, sa négo-

ciation entamée en font foi : elle est de notoriété publique, et nos ennemis semblent aussi peu l'ignorer que les Français qui se trouvent en Egypte.

« Si cette année, me dit le général Bonaparte, « malgré toutes les précautions, la peste était en « Égypte, et que vous perdissiez plus de quinze « cents soldats, perte considérable puisqu'elle « serait en sus de celle que les événemens de « la guerre occasionneraient journellement, dans « ce cas, vous ne devez pas vous hasarder à sou- « tenir la campagne prochaine, et vous êtes au- « torisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, « quand même l'évacuation de l'Égypte en serait « la condition principale. »

« Je vous fais remarquer ce passage, citoyens Directeurs, parce qu'il est caractéristique sous plus d'un rapport, et qu'il indique surtout la situation critique dans laquelle je me trouve.

« Que peuvent être quinze cents hommes de plus ou de moins dans l'immensité de terrain que j'ai à défendre, et aussi journellement à combattre ? »

Cette *crise fatale*, était dans l'imagination du général, et surtout des intrigans qui voulaient l'exciter à quitter le pays.

Napoléon avait commencé les négociations avec Constantinople, dès le surlendemain de son arrivée à Alexandrie; il les a continuées en Syrie. Il avait plusieurs buts; d'abord d'empêcher la Porte de déclarer la guerre; puis de la désarmer, ou au moins de rendre les hostilités moins actives;

enfin, de connaître ce qui se passait par les allées et venues des agens turcs et français, qui le tenaient au courant des événemens d'Europe.

Où était la *crise fatale*? L'armée russe qui, soi-disant, était aux Dardanelles, était un premier fantôme; l'armée anglaise, qui avait déjà passé le détroit, en était un second; enfin, le grand-visir, à la fin de septembre, était encore bien éloigné de l'Égypte. Quand il aurait passé le mont Taurus et le Jourdain, il avait à lutter contre la jalousie de Djezzar; il n'avait avec lui que cinq mille hommes; il devait former son armée en Asie, et peut-être y réunir quarante à cinquante mille hommes, qui n'avaient jamais fait la guerre, et qui étaient aussi peu redoutables que l'armée du mont Thabor: c'était donc en réalité un troisième fantôme.

Les troupes de Mustapha-Racha étaient les meilleures troupes ottomanes; elles occupaient, à Aboukir, une position redoutable. Cependant elles n'avaient opposé aucune résistance. Le grand-visir n'aurait jamais osé passer le désert devant l'armée française, ou s'il l'avait osé, il eût été très facile de le battre.

L'Égypte ne courait donc de dangers que par le mauvais esprit qui s'était mis dans l'état-major.

La peste, qui avait affligé l'armée en 1799, lui avait fait perdre sept cents hommes. Si celle qui l'affligerait en 1800 lui en faisait perdre quinze cents, elle serait donc double en malignité. Dans ce cas, le général partant voulait prévenir les seuls dangers que pouvait courir l'armée, et diminuer la responsabilité de son successeur, l'autorisant à traiter, s'il ne recevait pas de nouvelles du gouvernement, avant le mois de mai 1800, à condition que l'armée française resterait en Égypte jusqu'à la paix générale.

Mais enfin, le cas n'était point arrivé; on n'était pas au mois de mai, puisqu'on n'était qu'au mois de septembre; on avait donc tout l'hiver à passer, pendant lequel il était pro-

bable que l'on recevait des nouvelles de France : enfin, la peste n'affligea pas l'armée en 1800 et 1801.

« Le général dit ailleurs : « Alexandrie et El-A'rych, voilà les deux clefs de l'Égypte. »

« El-A'rych est un méchant fort à quatre journées dans le désert. La grande difficulté de l'approvisionner ne permet pas d'y jeter une garnison de plus de deux cent cinquante hommes. Six cents mameloucks et Arabes pourront, quand ils le voudront, intercepter sa communication avec Catieh ; et comme, lors du départ de Bonaparte, cette garnison n'avait pas pour quinze jours de vivres en avance, il ne faudrait pas plus de temps pour l'obliger à se rendre sans coup férir. Les Arabes seuls étaient dans le cas de faire des convois soutenus dans les brûlans déserts ; mais d'un côté ils ont tant de fois été trompés que, loin de nous offrir leurs services, ils s'éloignent et se cachent. D'un autre côté, l'arrivée du grand-visir, qui enflamme leur fanatisme et leur prodigue des dons, contribue tout autant à nous en faire abandonner. »

Le fort d'El-A'rych, qui peut contenir cinq ou six cents hommes de garnison, est construit en bonne maçonnerie ; il domine les puits et la forêt de palmiers de l'oasis de ce nom. C'est une vedette située près de la Syrie, la seule porte par où toute armée qui veut attaquer l'Égypte par terre, puisse passer. Les localités offrent beaucoup de difficultés aux assiégeans. C'est donc à juste titre qu'il peut être appelé une des clefs du désert.

« Alexandrie n'est point une place, c'est un vaste camp retranché ; il était à la vérité assez bien défendu par une nombreuse artillerie de siége ; mais depuis que nous l'avons perdue cette artillerie, dans la désastreuse campagne de Syrie ; depuis que le général Bonaparte a retiré toutes les pièces de marine pour armer au complet les deux frégates avec lesquelles il est parti, ce camp ne peut plus offrir qu'une faible résistance. »

Il y avait dans Alexandrie quatre cent cinquante bouches à feu de tout calibre. Les vingt-quatre pièces que l'on avait perdues en Syrie, appartenaient à l'équipage de siége, et n'avaient jamais été destinées à faire partie de l'armement de cette place. Les Anglais y ont trouvé, en 1801, plus de quatre cents pièces de canon, indépendamment des pièces qui armaient les frégates et autres bâtimens.

« Le général Bonaparte enfin s'est fait illusion sur l'effet du succès qu'il a obtenu au poste d'Aboukir. Il a en effet détruit la presque totalité des Turcs qui étaient débarqués : mais qu'est-ce qu'une perte pareille pour une grande nation à laquelle on a ravi la plus belle portion de son empire, et à qui la religion, l'honneur et l'intérêt prescrivent également de se venger, et de reconquérir ce qu'on avait pu lui enlever ? Aussi cette victoire n'a-t-elle retardé d'un instant ni les préparatifs ni la marche du grand-visir. »

L'armée de Moustapha, pacha de Romélie, qui débarqua à Aboukir, était de dix-huit mille hommes. C'était l'élite des

troupes de la Porte, qui avaient fait la guerre contre la Russie. Ces troupes étaient incomparablement meilleures que celles du mont Thabor et toutes les troupes asiatiques, dont devait se composer l'armée du grand-visir.

Le grand-visir n'a reçu la nouvelle de la défaite d'Aboukir qu'à Érivan, dans l'Arménie, près la mer Caspienne.

« Dans cet état de choses, que puis-je et que dois-je faire? Je pense, citoyens Directeurs, que c'est de continuer les négociations entamées par Bonaparte; quand elles ne donneraient d'autre résultat que celui de gagner du temps, j'aurais déjà lieu d'en être satisfait. Vous trouverez ci-jointe la lettre que j'écris en conséquence au grand-visir, en lui envoyant le *duplicata* de celle de Bonaparte. Si ce ministre répond à ces avances, je lui proposerai la restitution de l'Égypte, aux conditions suivantes:

« Le grand seigneur y établirait un pacha comme par le passé.

« On lui abandonnerait le miry, que la Porte a toujours perçu de droit et jamais de fait.

« Le commerce serait ouvert réciproquement entre l'Égypte et la Syrie.

« Les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, et percevraient tous les autres droits, avec ceux des douanes, jusqu'à ce que le gouvernement eût conclu la paix avec l'Angleterre.

« Si ces conditions préliminaires et sommaires étaient acceptées, je croirais avoir fait plus pour la patrie qu'en obtenant la plus éclatante victoire;

mais je doute que l'on veuille prêter l'oreille à ces dispositions. Si l'orgueil des Turcs ne s'y opposait point, j'aurais à combattre l'influence des Anglais. Dans tous les cas je me guiderai d'après les circonstances. »

Ceci est bien projeté, mais a été mal exécuté; il y a loin de là à la capitulation d'El-A'rych.

Tout traité avec la Porte, s'il avait ces deux résultats, de lui faire tomber les armes des mains, et de conserver l'armée en Égypte, était bon.

« Je connais toute l'importance de la possession de l'Égypte; je disais en Europe qu'elle était pour la France le point d'appui avec lequel elle pourrait remuer le système du commerce des quatre parties du monde; mais pour cela il faut un puissant levier; et ce levier c'est la marine : la nôtre a existé; depuis lors tout a changé, et la paix avec la Porte peut seule, ce me semble, nous offrir une voie honorable pour nous tirer d'une entreprise qui ne peut plus atteindre l'objet qu'on avait pu se proposer.

« Je n'entrerai point, citoyens Directeurs : dans le détail de toutes les combinaisons diplomatiques que la situation actuelle de l'Europe peut offrir, ils ne sont point de mon ressort.

« Dans la détresse où je me trouve, et trop éloigné du centre des mouvemens, je ne puis guère m'occuper que du salut et de l'honneur de l'armée que je commande : heureux si, dans mes sollicitudes,

je réussis à remplir vos vœux; plus rapproché de vous, je mettrais toute ma gloire à vous obéir ?

« Je joins ici, citoyens Directeurs, un état exact de ce qui nous manque en matériel pour l'artillerie, et un tableau sommaire de la dette contractée et laissée par Bonaparte.

« Salut et respect,

« *Signé*, KLÉBER »

La destruction de onze vaisseaux de guerre, dont trois étaient hors de service, ne changeait rien à la situation de la République, qui était, en 1800, tout aussi inférieure sur mer qu'en 1798 : si l'on eût été maître de la mer, on eût marché droit à la fois sur Londres, sur Dublin et sur Calcutta : c'était pour le devenir que la République voulait posséder l'Égypte. Cependant la République avait assez de vaisseaux pour pouvoir envoyer des renforts en Égypte, lorsque ce serait nécessaire. Au moment où le général écrivait cette lettre, l'amiral Brueys, avec quarante-six vaisseaux de haut bord, était maître de la Méditerranée; il eût secouru l'armée d'Orient, si les troupes n'eussent été nécessaires en Italie, en Suisse, et sur le Rhin.

P. S. « Au moment, citoyens Directeurs, où je vous expédie cette lettre, quatorze ou quinze voiles turques sont mouillées devant Damiette, attendant la flotte du capitan-pacha, mouillée à Jaffa, et portant, dit-on, quinze à vingt mille hommes de débarquement. Quinze mille hommes sont toujours réunis à Ghazah, et le grand-visir s'achemine de Damas. Il nous a renvoyé, la semaine dernière

un soldat de la 25e demi-brigade, fait prisonnier du côté d'El-A'rych. Après lui avoir fait voir tout le camp, il lui a intimé de rapporter à ses compagnons ce qu'il avait vu, et de dire à leur général de trembler. Ceci paraît annoncer ou la confiance que le grand-visir met dans ses forces, ou un désir de rapprochement. Quant à moi, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de cinq mille hommes en état d'entrer en campagne. Nonobstant ce, je tenterai la fortune, si je ne puis parvenir à gagner du temps par des négociations. Djezzar a retiré ses troupes de Ghazah, et les a fait revenir à Acre. »

Cette apostille peint l'état d'agitation du général Kléber. Il avait servi huit ans comme officier dans un régiment autrichien; il avait fait les campagnes de Joseph II, qui s'était laissé battre par les Ottomans; il avait conservé une opinion fort exagérée de ceux-ci. Sidney Smith, qui avait déjà fait perdre à la Porte l'armée de Mustapha, pacha de Romélie, qu'il avait débarquée à Aboukir, vint mouiller à Damiette, avec soixante transports sur lesquels étaient embarqués sept mille janissaires, de très bonnes troupes : c'était l'arrière-garde de l'armée de Moustapha-Pacha. Au 1er novembre, il les débarqua sur la plage de Damiette : l'intrépide général Verdier marcha à eux, avec mille hommes, les prit, les tua, ou les jeta dans la mer. Six pièces de canon furent ses trophées.

Le capitan-pacha n'était point à Jaffa; l'armée du visir n'était point entrée en Syrie; il n'y avait donc pas trente mille hommes à Ghazah. Les armées russe et anglaise ne songeaient point à attaquer l'Égypte.

Cette lettre est donc pleine de fausses assertions. On croyait que Napoléon n'arriverait point en France; on s'était décidé à évacuer le pays; on voulut justifier cette évacuation, car cette

lettre arriva à Paris le 12 janvier. Le général Berthier la mit sous les yeux du premier consul ; elle était accompagnée du rapport et des comptes de l'ordonnateur Daure ; du payeur Estève, et de vingt-huit rapports de colonels et de chefs de corps d'artillerie, infanterie, cavalerie, dromadaires, etc. ; tous ces états, que fit dépouiller le ministre de la guerre, présentaient des rapports qui contredisaient le général en chef. Mais heureusement pour l'Égypte qu'un duplicata de cette lettre tomba entre les mains de l'amiral Keith, qui l'envoya aussitôt à Londres. Le ministre anglais écrivit sur-le-champ, pour qu'on ne reconnût aucune capitulation qui aurait pour but de ramener l'armée d'Égypte en France ; et que, si déjà elle était en mer, il fallait la prendre et la conduire dans la Tamise.

Par un second bonheur, le colonel Latour-Maubourg, parti de France à la fin de janvier avec la nouvelle de l'arrivée de Napoléon en France, celle du 18 brumaire, la constitution de l'an VIII, et la lettre du ministre de la guerre, du 12 janvier, en réponse à celle de Kléber, ci-dessus, arriva au Caire le 4 mai, dix jours avant le terme fixé pour la remise de cette capitale au grand-visir. Kléber comprit qu'il fallait vaincre ou mourir ; il n'eut qu'à marcher.

Ce ramassis de canaille, qui se disait l'armée du grand-visir, fut rejeté au-delà du désert, sans faire aucune résistance. L'armée française n'eut pas cent hommes tués ou blessés, en tua quinze mille, leur prit leurs tentes, leurs bagages et leur équipage de campagne.

Kléber changea alors entièrement ; il s'appliqua sérieusement à améliorer le sort de l'armée et du pays ; mais, le 14 juin 1800, il périt sous le poignard d'un misérable fanatique.

S'il eût vécu lorsque, la campagne suivante, l'armée anglaise débarqua à Aboukir, elle eût été perdue : peu d'Anglais se fussent rembarqués ; et l'Égypte eût été à la France.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FRAGMENS DE LA CORRESPONDANCE DE L'ÉTAT-MAJOR.

(N° 1.) Au quartier-général d'Alexandrie, le 1er thermidor an VI (19 juillet 1798).

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

Il y a deux ou trois jours, citoyen général, qu'un employé de l'armée fit courir le bruit et répandit partout qu'il y avait eu un mouvement à Paris dans le sens contraire du 18 fructidor; que Lamarque, Sièyès et plusieurs autres avaient été déportés; que Talleyrand-Périgord était ambassadeur à Vienne; Bernadotte ministre de la guerre; enfin que vous étiez rappelé.

Comme cette dernière assertion a fait une grande sensation, j'ai fait arrêter le nouvelliste pour être interrogé. Ce qui pourtant m'a fait penser qu'il pouvait y avoir du vrai dans tout ceci, c'est le courrier qui nous vint de Toulon, il y a quelques jours, et qui prit un air mystérieux. Veuillez me faire connaître ce qu'il en est. *J'ai résolu, mon général, de vous suivre partout; je vous suivrai également en France. Je n'obéirai pas à d'autre qu'à vous, et je ne commanderai pas, parce que je ne veux pas être en contact immédiat avec le gouvernement.* Je n'ai jamais été si avide de nouvelles et sur Paris et sur les événemens du Caire.

KLÉBER.

(N° 2.) Rosette, 25 août 1799.

LE GÉNÉRAL DE DIVISION KLÉBER, AU GÉNÉRAL DE DIVISION MENOU, A ALEXANDRIE.

Je reçois le 5 au soir, mon cher général, une lettre du général en chef, dont voici l'extrait : « Vous recevrez cette lettre le 3 ou le 4 : partez, je vous prie, sur-le-champ, pour vous rendre, de votre personne, à Rosette, si vous ne voyez aucun inconvénient à vous absenter de Damiette : sans quoi, envoyez-moi un de vos aides-de-camp. Je désirerais qu'il pût arriver à Rosette dans la journée du 7. J'ai à conférer avec vous sur des affaires extrêmement importantes. » Je traverse en deux jours le désert et le lac Bourlos, j'arrive à Rosette le 7 à dix heures du soir, mais l'oiseau était déniché et n'avait pas même passé par ici. Je m'en retourne à Damiette où j'attendrai tranquillement les ordres de celui qui commande l'armée. Vous avez déjà sans doute appris, mon cher général, que la flotte qui avait paru devant Damiette était repartie de ce mouillage faisant route vers la Syrie ou vers Chypre. Le bataillon de la 25e a rejoint, et j'ai reçu dans cet intervalle votre aimable lettre, dans laquelle vous me donnez des détails intéressans du siége d'Aboukir. Veuillez bien me tenir au courant de ce qui se passera dans l'étendue de votre commandement, j'en userai de même. Rien ne pourra m'être plus agréable que de recevoir souvent de vos lettres; et pour la première, j'espère que vous aurez la complaisance de me donner des détails sur le départ de notre héros et de ses dignes compagnons. Je vous embrasse de cœur et d'âme.

KLÉBER.

(N° 3.) Quartier-général d'Alexandrie, le 27 août 1799.

LE GÉNÉRAL DE DIVISION MENOU, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

MON CHER GÉNÉRAL,

Vous êtes nommé au commandement général de l'armée d'Égypte. Le général Bonaparte est parti avant-hier dans la nuit pour la France, avec les généraux Berthier, Andréossy, Marmont, Lannes et Murat. Je n'entre point ici dans le détail des motifs qui ont déterminé le général Bonaparte. Cette explication ne peut avoir lieu que verbalement. Je me bornerai à vous dire que j'ai trouvé ces motifs justes, et que cette mesure est la seule qui puisse être de quelque utilité à l'armée.

Le général Bonaparte m'a remis tous les papiers et lettres relatifs à votre nomination : j'en ai chargé le citoyen Eysotier, chef de brigade de la 69e.; il a ordre de ne les remettre qu'à vous-même. Le général Bonaparte m'a dit vous avoir donné rendez-vous à Rosette, et d'après son calcul, vous devez y arriver aujourd'hui ou demain. Mais, en supposant que votre voyage ait rencontré quelque obstacle, je donne ordre à l'adjudant-général Valentin, commandant à Rosette, de faire partir sur-le-champ un exprès qui vous portera ma lettre à Damiette, mais non celle du général en chef, qui restera constamment entre les mains du chef de brigade de la 69e, jusqu'à ce qu'il puisse vous la remettre à vous-même, ou que vous lui ayez donné des ordres pour vous la faire passer, ou pour vous la porter. Il attendra donc à Rosette, si vous n'y êtes pas rendu, que vous lui ayez dicté ce qu'il doit faire. Le général en chef m'a nommé au commandement du deuxième arrondissement, qui

comprend Alexandrie, Rosette et le Bahirëh ; mais je n'ai accepté que provisoirement, pour plusieurs raisons; la première, c'est que cela doit être à votre disposition : la deuxième, c'est que je désire, mon cher général, avant de prendre ce commandement, si votre intention est de me le donner, avoir une conversation avec vous. J'attendrai à cet égard ce que vous me prescrirez sur le lieu et le temps de la conversation; je désirerais que cela fût le plus promptement possible.

Le général Bonaparte m'avait donné, avant son départ, ordre de mettre un embargo sur tous les bâtimens du port d'Alexandrie, jusqu'à trente-six heures après son départ. L'embargo est levé depuis ce matin, mais seulement pour les djermes qu'on peut expédier soit à Aboukir, soit à Rosette; car pour les bâtimens destinés à se rendre en Europe, d'après les mêmes ordres, il n'en partira tout au plus que dans vingt-cinq jours. Le citoyen Gueux, capitaine de vaisseau, est nommé commandant du port d'Alexandrie, qui ne devra plus être considéré que comme port de deuxième classe. Le capitaine de frégate Rouvier continuera de remplir ces mêmes fonctions à Boulac, et aura inspection sur toute la navigation en activité. Le capitaine de frégate Guichard commandera tous les bâtimens armés du fleuve. La ville d'Alexandrie est tranquille, mais il n'y a pas le premier sou dans les caisses. J'ai eu ordre d'envoyer des lettres au général Dugua et au divan du Caire.

Vous devez croire, mon général, que je suis extrêmement satisfait d'être sous vos ordres : soyez assuré qu'en tout et partout, vous ne trouverez personne de plus empressé que moi à exécuter ce que vous me prescrirez. Je vous ai voué depuis long-temps estime et amitié franche;

je compte sur les mêmes sentimens de votre part. J'ai ordre de faire abattre ici les armes de l'Empereur, du grand-duc de Toscane et du roi de Naples, avec lesquels nous sommes en guerre. Les consuls de ces différentes nations doivent cesser leurs fonctions. J'ai aussi, relativement à des draps pour l'habillement de l'armée, des ordres qui frappent les négocians étrangers. La djerme la *Boulonnaise* est à Rahmanieh. J'envoie à Rosette les chevaux des guides que Bonaparte a emmenés avec lui en France ; ils sont destinés à remonter les guides restés au Caire.

Salut et respect,

ABDALLA MENOU.

(N° 4.) Rosette, 8 fructidor (25 août 1799).

J'ai reçu le paquet que vous m'avez fait passer par le chef de brigade de la 69e, mon cher général. J'aurais bien désiré que vous vous fussiez rendu vous-même ici. Ma présence me semble très nécessaire au Caire; cependant je vous attendrai jusqu'au 10, neuf heures du matin. Hâtez-vous donc d'arriver, afin que nous puissions amplement conférer ensemble. Non seulement je vous maintiendrai dans le commandement du deuxième arrondissement, qui n'aurait jamais dû vous être ôté, mais je ferai encore et toujours tout ce qui pourra contribuer à votre satisfaction, persuadé que vous mettrez toujours en première ligne le bien de la chose, qui est notre bien commun, et d'où seulement peut découler le bien public. *Si j'approuve le motif du départ de Bonaparte, du moins me reste-t-il quelque chose à dire sur la forme.*

Adieu, ou plutôt au plaisir de vous voir bientôt.

A vous et tout à vous, KLÉBER.

(N° 5.) Menouf, 14 fructidor (31 août 1799).

LANUSSE, GÉNÉRAL DE BRIGADE, AU GÉNÉRAL EN CHEF.

Votre lettre vient de me parvenir, citoyen général; j'ai appris sans étonnement, sans doute parce que j'étais préparé depuis quelques jours à recevoir cette nouvelle, que le général Bonaparte s'est embarqué pour retourner en Europe. Je ne sais si c'est par la même raison que ce départ n'a pas produit le moindre effet sur l'esprit du soldat ni sur celui de l'habitant du pays, mais, ce qu'il y a de sûr, c'est que je n'ai jamais vu le premier plus content et le second plus tranquille. Pour moi, espérant beaucoup du général qui est parti, mais comptant davantage sur la capacité de celui qui le remplace, je ne doute point que l'issue de l'expédition d'Égypte ne soit aussi belle qu'on se l'était promis. Vous pouvez au moins compter, citoyen général, que vous trouverez des officiers qui seconderont de tout leur pouvoir les efforts que vous serez à même de faire pour parvenir à ce but.

Salut et respect,

LANUSSE.

(N° 6.) Siout, 18 fructidor (4 septembre).

LE GÉNÉRAL DE BRIGADE FRIANT AU GÉNÉRAL EN CHEF.

Je vous accuse réception de deux paquets adressés aux généraux Belliard et Desaix, que j'ai fait passer de suite à Kéné où ces deux généraux sont en ce moment. J'ai donné connaissance, par un ordre du jour, de votre circulaire à mon adresse, aux troupes que je commande, et

le leur ai lu moi-même. Je puis vous dire qu'officiers et soldats ne sont point mécontens du départ du général en chef, étant persuadés que le bien de l'armée exigeait ce voyage en Europe. Vous pouvez aussi compter, mon général, sur l'ancien attachement que ces militaires vous portent : ce sont vos anciens soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse. De mon côté, je ferai tous mes efforts pour mériter votre estime.

FRIANT.

(N° 7.) Damiette, 18 fructidor (4 septembre).

VERDIER, GÉNÉRAL DE BRIGADE, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

Hier seulement, mon général, j'ai reçu une de vos lettres du 9, de Rosette. Oui, mon général, je conçois que les motifs qui ont déterminé le départ du général Bonaparte avec tant de précipitation et de secret, doivent être puissans. Je les respecte, ces motifs, et me borne à espérer dans la certitude qu'étant aussi dignement remplacé, l'armée n'a qu'à gagner dans les événemens. L'amour de mon devoir, l'estime dont vous m'honorez, sont d'assez puissans motifs pour vous donner la certitude que toutes mes facultés seront employées à justifier les premiers et mériter de plus en plus la seconde. Le vide que laisse, dans l'opinion, Bonaparte, est grand, tant dans le militaire que dans les habitans du pays; mais les uns et les autres connaissent combien vous pouvez le remplacer, et tous regardent comme heureux cet événement, dont ils attendent de grands résultats. Voilà ce que pense la division que vous m'avez provisoirement laissée, et de laquelle vous avez tout à espérer. Confiance entière en son

nouveau chef, discipline, bravoure, voilà ce que je crois pouvoir vous offrir, en vous assurant de nouveau de tout mon respect.

VERDIER.

(N° 8.) Kéné, 21 fructidor (7 septembre).

BELLIARD, AU GÉNÉRAL EN CHEF.

« J'ai reçu, mon général, la lettre dans laquelle vous m'annoncez le départ du général en chef Bonaparte pour la France. Quels que soient les événemens, mon général, ils ne peuvent rien changer à mes principes et à mon amour pour ma patrie, qui est et sera toujours le mobile de toutes mes actions.

Salut et respect,

BELLIARD.

(N° 9.) Au Caire, 21 fructidor (7 septembre).

POUSSIELGUE, etc., AU GÉNÉRAL DE DIVISION MENOU.

Je reçois, mon cher général, votre lettre du 13 de ce mois. Je suis persuadé que Bonaparte avait de bonnes raisons pour partir; mais je ne lui pardonnerai jamais d'en avoir fait un mystère à des hommes à qui il devait beaucoup, qui avaient toujours justifié sa confiance, et qu'il laissait chargés du fardeau du gouvernement. Le général Dugua et moi nous avons beaucoup à nous en plaindre; il nous a joués.

Son successeur a des talens moins brillans, mais il a des qualités solides, et malgré mon attachement person-

nel pour Bonaparte, je suis convaincu que l'on sera beaucoup plus content du gouvernement du général Kléber, Français et Turcs. Il jouit d'une grande célébrité, et il a l'estime de tout le monde au plus haut degré. Réunissons-nous tous à lui, aidons-le à mener notre vaisseau au port, et à le sauver, en attendant, des tempêtes. Quant à de nouveaux systèmes de finances, j'avais, il est vrai, des vues et des projets tout prêts à éclore; mais il n'est plus temps. Il faut que notre établissement soit consolidé par un traité de paix, pour qu'on puisse innover avec succès. Un bon plan ne réussirait pas en ce moment, et alors il serait perdu pour toujours. Soyez tranquille sur vos besoins dans votre arrondissement, non pas que je vous promette qu'ils seront tous satisfaits, mais vous pouvez compter qu'ils le seront dans une proportion égale au reste de l'armée. C'est un principe que le général Kléber m'a annoncé vouloir maintenir contre toute section de l'armée qui pourrait être tentée de s'en écarter, et déjà il l'a annoncé dans un ordre du jour. Au reste, vous serez le premier à recueillir les revenus de 1214, c'est-à-dire le saïfi de la province de Rosette pour 1213; il sera exigible à la fin de brumaire. J'ai conseillé à vos aides-de-camp de loger quelques personnes dans votre maison, c'est l'unique moyen de vous la conserver.

POUSSIELGUE.

(N° 10.) Toulon, 18 mai 1798.

AU GÉNÉRAL MOREAU.

Je ne pourrai vous écrire un peu au long, mon cher Moreau, que lorsque nous serons au large, et que je serai dégagé du détail et de l'embarras de l'embarquement. Je n'ai pas encore un moment de libre, et je change souvent quatre fois de linge par jour. Le vent, qui était favorable il y a quelques jours, a changé tout à coup, et on a profité de cette contrariété pour faire aussi quelques changemens dans la répartition des troupes. Tout cela occupe et demande des sollicitudes. Enfin, le vent paraît se remettre, et s'il continue ainsi, dans trois jours nous serons au large. Vous devez être au fait du secret de notre expédition; j'ai ouï dire que vous la désapprouviez, j'en ai été fâché; j'aurais désiré que vous eussiez à cet égard moins de précipitation. Quand on fait la chose unique qui est à faire, l'opération est bonne, par cela même qu'on ne pourrait pas faire mieux; mais lorsqu'il y a au bout de tout cela de grands résultats à espérer, il faut, ce me semble, approuver. Je m'expliquerai mieux dans ma première, et comme je suis un peu paresseux pour écrire, Baudot sera celui qui vous transmettra mes idées et tout ce que je pourrais avoir à vous dire.

Je renvoie Gaillard à Paris près de sa femme; je vous prie de lui remettre la somme provenue de la vente du cheval, qui, jointe à celle qu'il tirera de ma voiture, le mettra à l'aise jusqu'à ce que je puisse donner de mes nouvelles d'au-delà les mers. Prenez, au reste, avec lui, les arrangemens de détail que vous croirez les plus convenables. Si j'ai besoin de quelque chose, je vous écrirai. Adieu, mon cher Moreau, j'espère que le gouvernement,

plus juste, aura bientôt le bon esprit de vous tirer d'une retraite pour laquelle vous n'êtes pas fait, en utilisant vos talens. Comptez à jamais sur mon attachement et ma bien sincère amitié.

KLÉBER.

(N° 11.) Au quartier-général du Caire, 21 septembre 1799 (an VII de la République française).

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GRAND-VISIR, GÉNÉRALISSIME DES ARMÉES OTTOMANES,

Illustre parmi les gens éclairés et sages, que Dieu lui donne une longue vie, pleine de gloire et de bonheur; SALUT.

Le général en chef Bonaparte a écrit à Votre Excellence, il y a trente jours; comme il y a lieu de craindre que cette dépêche n'ait été interceptée par les bâtimens qui croisent dans la Méditerranée, je crois devoir en envoyer un duplicata à Votre Excellence : il est joint à la présente lettre.

Vous y trouverez sans doute tout ce que vous pensez vous-même, car la nécessité d'une parfaite union entre la Sublime Porte et la France, n'a jamais été un problème pour aucun politique; et il n'est pas un Ottoman, comme il n'est pas un seul Français qui n'ait la conviction intime de ce qui convient aux intérêts des deux nations.

Les Français, en venant en Égypte, n'avaient d'autre but que de faire trembler les Anglais pour leurs possessions et leur commerce de l'Inde, et les forcer à la paix.

En même temps, les Français se vengeaient des outrages multipliés qu'ils avaient reçus des mamelouks; ils délivraient l'Égypte de leur domination, et rendaient au Grand-Seigneur la jouissance entière de ce beau pays,

que depuis un siècle il ne pouvait plus compter réellement au nombre de ses provinces, puisqu'il n'en retirait aucun fruit.

La conduite des Français a été conséquente à ces principes. Arrivés en Égypte, les caravelles et le pavillon du Grand-Seigneur ont été respectés et honorés. Il a été fait une guerre à outrance aux mameloucks; leurs propriétés ont été séquestrées, et, au contraire, les sujets du Grand-Seigneur ont été maintenus dans leurs propriétés; ils ont été rappelés dans leurs habitations. Les odjaklis et les ministres du Grand-Seigneur ont été conservés dans leurs droits et dans leur jouissance. Les kadis ont été confirmés, et les lois turques suivies.

L'administration civile du pays a été confiée aux ulémas et aux grands du Caire. La charge si importante de prince de la caravane de la Mecque a été donnée à un Osmanli-kiaya du pacha, et s'il n'avait pas trahi ses devoirs, cette caravane serait partie suivant l'usage. Enfin la religion musulmane a été protégée et honorée.

Malgré la déclaration de guerre de la Sublime Porte, les Français n'ont pas cessé de tenir cette conduite franche et loyale; ils ont été contraints, malgré leurs vœux, malgré leurs intérêts, à se battre en Syrie et à Aboukir, contre les armées qui venaient les attaquer; et au milieu de leurs victoires et au milieu de la guerre, ils n'ont rien diminué des égards et des sentimens d'affection qu'ils avaient témoignés aux Osmanlis, tant ils sentaient l'absurdité de cette guerre, et tant ils étaient persuadés qu'il fallait arriver à une prompte réconciliation.

Que l'expédition d'Égypte ait été faite sans la participation formelle de la Sublime Porte, c'est ce que j'ignore; mais il est évident que cette expédition, pour réussir

par rapport aux Anglais, exigeait la plus grande activité, et surtout le plus grand secret.

La France, sûre des sentimens d'amitié de la Sublime Porte, sûre qu'elle ne pourrait blâmer une expédition dont elle retirerait le principal avantage, puisqu'il en résulterait l'affranchissement d'une de ses plus belles provinces, devait croire qu'elle serait toujours à temps de justifier l'entreprise à ses yeux, surtout en appuyant ces motifs de sa conduite, même en Égypte.

Mais après le malheureux combat naval d'Aboukir, le général Bonaparte se trouva privé de faire connaître toutes ces vérités à la Sublime Porte, et nos ennemis communs y virent l'occasion d'un double triomphe contre nous et contre vous. Ils n'eurent pas de peine à persuader ce qu'ils voulurent, et à donner à notre entreprise les couleurs les plus odieuses, quand ils eurent le grand avantage d'être entendus seuls, et d'avoir pour eux les apparences résultant d'une invasion réelle.

Ils excitèrent un ressentiment facile à enflammer, et ils hâtèrent d'autant plus la détermination de la Sublime Porte, que la moindre explication avec les Français lui eût découvert le piége dans lequel on voulait l'entraîner, et l'aurait infailliblement ramenée à ses véritables intérêts.

Il faut que Votre Excellence ait la gloire de faire la paix; c'est le plus grand service qu'elle puisse rendre à son pays.

Les Français ne craignent ni leurs ennemis ni leur nombre; ils ne craignent pas non plus la guerre : depuis dix ans ils en donnent des preuves. Mais en faisant la guerre à leur ancienne amie la Sublime Porte, c'est comme s'ils la faisaient à eux-mêmes. Nous devons pleurer, même nos victoires, puisqu'elles affaiblissent vos

armées, auxquelles bientôt il faudra nous réunir pour combattre leurs véritables ennemis.

La négociation de cette paix est simple et facile. Il n'existe point d'intérêts compliqués entre les deux nations : il ne s'agit que de l'Égypte, et l'Égypte est toujours à vous, elle y est plus que jamais puisque les mamelouks n'y règnent et n'y régneront plus.

Vous serez obligés de garder des ménagemens, parce que vous aurez introduit au milieu de vous, et comme alliés, vos plus cruels ennemis, et qu'avec raison vous devez craindre qu'ils n'éclatent, aussitôt qu'ils en auront une occasion qu'ils attendent avec impatience. Mais c'est un motif de plus pour hâter les négociations, et ne pas épuiser en efforts vains et impolitiques contre nous, des armes, des hommes et des richesses que réclament des dangers plus réels.

En un mot, et en laissant de côté toute considération étrangère, la guerre entre nous ne peut avoir aucun but.

Vous pourrez recevoir plusieurs duplicata de cette lettre. Son importance est telle que je ne saurais trop multiplier les moyens pour m'assurer qu'elle vous parviendra.

Si elle vous détermine à m'envoyer une personne de votre confiance, elle sera bien accueillie, et nous nous serons bientôt entendus.

Le général en chef Bonaparte est parti pour aller travailler lui-même à une paix si nécessaire. Je le remplace, et je suis comme lui animé du désir de voir terminer notre malheureuse querelle.

J'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence des sentimens d'estime et de la considération distinguée que j'ai pour elle.

KLÉBER.

KLÉBER HASARDE UNE NOUVELLE TENTATIVE AUPRÈS DU VISIR.

L'ÉVALUATION du général Kléber était évidemment trop faible, car enfin aucune action n'avait eu lieu depuis la bataille d'Aboukir, où assurément Bonaparte avait mis plus de cinq mille hommes en ligne, et où cependant les troupes de la Haute-Égypte ni celles de la Charkieh, de Damiette, de Mansoura, n'avaient combattu. Celle des forces que nous avions en tête n'était pas plus juste : les Anglais n'avaient pas augmenté leurs croisières, les Russes n'avaient pas paru, et les mameloucks, dont on se faisait une si terrible image, fuyaient devant quelques centaines de fantassins perchés sur des dromadaires. La population devait inspirer des craintes moins sérieuses encore : aucune émeute n'avait éclaté; aucun acte, aucun symptôme ne décelait des *sentimens hostiles; loin de là*, les naturels se montraient *calmes, résignés*, et faisaient peu de cas des préparatifs du visir. Le général Reynier, qui leur rendait ce témoignage, ne partageait pas non plus les prévisions de Kléber, au sujet du voltigeur de la 25e; cet incident pouvait bien indiquer le désir d'un rapprochement, mais ne prouvait pas une haute confiance. L'idée d'enlever un prisonnier pour en faire un messager d'effroi trahissait son origine : elle ne pouvait avoir germé dans une tête turque, c'était une suggestion de quelque Européen.

La conjecture était probable; Kléber résolut de l'éclaircir, et de savoir au juste à qui, des Musulmans ou des Anglais, il avait affaire. La flotte croisait à l'entrée du Boghaz; il chargea l'adjudant-général Morand de s'assurer des vues, des forces qu'elle pouvait avoir. Cet officier se rendit à Lesbëh, se jeta dans une chaloupe et se dirigea sur l'escadre que commandait Petrona-Bey. Il passa la première ligne, pénétra dans la seconde; personne ne prenait garde à lui : il demanda l'amiral. Il fut accueilli, traité avec égards, et put observer la surprise du Turc à la suscription des lettres qu'il lui avait rendues. « Kléber! s'écria l'Ottoman; et Bonaparte? — Il est parti. — D'où? — D'Alexandrie. — Il y a long-temps? — Le 23 août. — Sur un bâtiment de guerre? — Avec deux frégates. — Il emmène des généraux? — Plusieurs. » Il s'adressa alors à ses Turcs, échangea avec eux quelques phrases, et reprit : « Quel motif l'a déterminé à quitter l'Égypte? — L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance. Il est parti comme eût fait un pacha rappelé par Sa Hautesse. » Petrona-Bey fit servir le café, présenta une pipe à l'adjudant-général, et continuant la conversation : « Avez-vous beaucoup de riz au Caire? — A profusion. — Les vivres ne vous manquent pas? — Les blés surabondent. — N'importe; les Anglais, les Russes, les Osmanlis, ont replacé sur le trône un frère du fils du dernier de vos rois. Son envoyé, M. Boyle, est déjà accrédité auprès du Sultan. Il faudra bien de force ou de gré que vous évacuiez l'Égypte. »

Cette singulière conversation indiquait la cou-

leur que la guerre allait prendre. Morand en rendit compte à son chef, et lui fit part du peu de troupes que la flotte avait à bord. L'effendi que Bonaparte avait envoyé en Syrie rentra sur ces entrefaites, et ne fit pas un rapport plus alarmant. L'armée turque était peu nombreuse, Djezzar ne voulait ni marcher ni permettre qu'on pénétrât dans ses places. L'entrée d'Acre, celle de Jaffa même était interdite aux Ottomans. Les subsistances devenaient chaque jour plus rares, les mamelouks manquaient de tout, et le généralissime, mécontent des exigences des Anglais, montrait les vues les plus pacifiques. Ce rapport rendait plus frappant le contraste que présentaient les intentions personnelles du visir avec celles de sa chancellerie. La réponse officielle qu'avait rendue l'effendi avait toutes les grâces, toute l'aménité que l'Angleterre sait répandre dans ses manifestes : elle était ainsi conçue :

Du quartier-général de Damas (sans date).

YOUSSEF-PACHA, GRAND-VISIR ET GÉNÉRALISSIME DE L'ARMÉE DE LA SUBLIME PORTE,

Au modèle des Princes de la nation du Messie, au Soutien des Grands de la secte de Jésus, l'estimé et affectionné BONAPARTE (*dont la fin soit heureuse*), *l'un des généraux de la République française*; SALUT ET AMITIÉ.

« J'ai reçu votre lettre par la voie de Mahmed-Koushdy, effendi, et j'en ai compris le contenu.

Tout le monde connaît l'ancienne amitié de la Sublime Porte pour la France gouvernée par ses rois, et sa grande bienveillance envers la République française, mais personne n'ignore non plus que les Français, excités et poussés par des malintentionnés, portés à semer partout le trouble et la discorde, ont entrepris de faire des choses que jamais on n'avait ouïes, et qu'aucune nation, ni ancienne ni moderne, n'a jamais faites. C'est ainsi qu'ils ont attaqué l'Égypte à l'improviste, et se sont emparés de ce pays, quoiqu'il fût sous la domination directe de la Sublime Porte.

« Il est étonnant qu'après une semblable démarche, vous ayez pu écrire dans votre lettre que la République française est notre amie, et que les ennemis de la Sublime Porte sont ceux que la Sublime Porte regarde comme ses véritables et loyaux amis.

« Sont-ce les Anglais, les Russes ou les Allemands, dont vous parlez ainsi, qui ont engagé les Français à surprendre l'Égypte et à s'en rendre maîtres?

« Lequel de ces trois gouvernemens a fait en temps de paix la moindre chose qui soit contraire aux droits des nations ?

« Vous m'écrivez que l'intention de la République française n'a été que de détruire les mamelouckes, et qu'elle a toujours désiré de vivre en paix et en bonne amitié avec la Sublime Porte. Mais les mamelouckes étant dans la dépendance de la Sublime Porte, c'est à elle à les diriger; d'ailleurs, une pareille intention était-elle conforme aux lois des nations, même des plus petites?

« Les témoignages de l'affection et de l'amitié de la République française envers la Sublime Porte ne peuvent que paraître bien étranges, dans le temps que, malgré la bienveillance et l'amitié que la Sublime Porte a toujours témoignée à votre gouvernement, les Français ont rompu avec elle la bonne harmonie, d'une manière tout-à-fait contraire aux droits des nations, et ont commis par là une action blâmable.

« C'est une idée bien extraordinaire que celle que vous avez de vouloir instruire la Sublime Porte de la véritable situation de l'Arabie et de l'Égypte, qui lui appartiennent. Sachez qu'après que les Français ont eu de vive force attaqué l'Égypte, et que la Sublime Porte leur a déclaré, conformément à la loi et aux droits des nations, une guerre qui a pour elle tous les augures de la victoire, on n'a pas différé un moment à préparer tout ce qui est nécessaire pour combattre, et à lever, dans tout l'empire ottoman, des troupes aussi nombreuses que les étoiles des cieux, pour les faire marcher par bataillons vers la Syrie et l'Égypte. Il était nécessaire que l'hiver finît, qu'on entrât dans la belle saison, et que moi-même, plénipotentiaire absolu et généralissime de l'armée de la Sublime Porte, je me rendisse en Égypte par la Syrie, conformément aux ordres, auxquels obéit l'univers, du très puissant, très magnifique, très grand, très fort, mon protecteur, mon seigneur, mon souverain, qui est aussi grand que le grand Alexandre, roi des rois, asile de la justice.

« Après avoir complété le nombre des canonniers, celui des bombes, des canons et de tous les instruments de guerre, je suis entré à Damas.

« D'un côté, j'envoie devant moi par terre des troupes toujours fatales à leurs ennemis, me tenant à l'arrière-garde, prêt à marcher avec mon quartier-général. D'un autre côté, les Français, pour avoir rompu la paix d'une manière inouïe, ont été dispersés et détruits à Corfou et en Italie; ce qui devait nécessairement être le résultat de leur démarche peu réfléchie. Les escadres de la Sublime Porte et des deux glorieuses nations, nos alliées, les Anglais et les Russes, qui se trouvaient dans ces parages, après avoir été devant Alexandrie, sont employées en Chypre à l'embarquement d'un grand nombre de nouvelles troupes; et l'escadre anglaise, jointe à l'escadre de la Sublime Porte, doivent attaquer de concert Alexandrie et ces parages. Ce sera alors, comme vous pouvez le juger vous-même, que les Français connaîtront bien la véritable situation de l'Arabie, *et tu verras, quand la poussière sera dissipée, si tu es sur un cheval ou sur un âne.* (Verset arabe.)

« Mais comme dans votre lettre vous manifestez le penchant que vous avez à renouer une amitié pure et sincère, et qu'ainsi il paraît que vous demandez sûreté et sauf-conduit, expliquez-moi si vous désirez seulement sauver votre vie, parce que, dans ce cas là, en vertu de la loi de Mahomet, qui ne permet pas d'étendre le sabre sur ceux qui demandent grâce et pardon, je vous ferai embarquer avec

tous les Français qui se trouvent en Égypte, et je vous ferai parvenir sains et saufs dans les ports de France. Que si vous ne vous fiez pas à ce que je vous propose, et que vous soupçonniez quelque mauvais dessein, apprenez que si l'on manquait à un pareil engagement, ce serait violer ce que la loi nous prescrit, et agir d'une manière tout-à-fait opposée aux droits des nations; tandis que l'on est bien loin de se croire permis de se détourner, à votre exemple, du chemin droit, pour suivre un sentier qui n'est pas conforme aux principes et aux réglemens des nations.

« Quoique la paix soit dans tous les temps préférable à la guerre, cette paix ne peut d'aucune manière être conclue en Égypte; mais si vous partez, en vous embarquant sur les bâtimens de la Sublime Porte, vous n'aurez rien à craindre pendant la traversée, ni de la part des Russes, ni de celle des Anglais, nos alliés; et vous épargnerez l'effusion du sang humain, et la destruction inutile de tant de malheureux qui seraient foulés aux pieds des chevaux des Musulmans.

« Que si, à votre arrivée à Paris, le vœu de la République est de rétablir la paix, et si l'on fait part de ces dispositions à la Sublime Porte, par la médiation de notre ambassadeur ou de tout autre, je ferai de mon côté tout ce qui dépend de moi, pour le succès d'une affaire si utile.

« Dans le cas où vous n'adhéreriez pas à des propositions si convenables, j'espère qu'à mon arrivée

dans ces contrées, je finirai, comme je le dois, tout ce qui vous concerne, et je mettrai un terme à la route que fait la République française, route qui ne peut la conduire qu'à sa perte. Le Créateur de la lumière et du monde n'approuve pas les massacres que les Français ont fait des Français, d'une manière contraire aux lois et aux réglemens; c'est la cause pour laquelle ils ont commencé à être malheureux et dispersés de tous côtés.

« Indépendamment de cent mille Français environ qui ont été tués dans les départemens de l'Italie, dans les villes d'Ancône et de Naples et dans les environs, votre escadre qui était sortie pour venir au secours de l'armée d'Égypte, a été brûlée et coulée à fond par les escadres des Anglais, des Russes et de la Sublime Porte. Vous pouvez conclure de tous ces événemens que le vent du malheur et du désordre commence à souffler contre les Français, et qu'ils sont devenus désormais l'objet de la colère du Très-Haut.

« Vous qui êtes renommé par votre intelligence, et par la sagesse de la direction que vous avez imprimée aux affaires de la République française; vous aussi, vous n'avez considéré le lendemain que d'aujourd'hui.

« Le Grand-Seigneur, souverain de la terre, roi des rois, asile de la justice, ayant destiné une armée formidable contre l'Égypte, vous connaîtrez bientôt, s'il plaît à Dieu, la grandeur, la dignité, le zèle et la force de la Sublime Porte.

« Quoique d'après les fausses démarches des Français, et leur conduite contraire aux droits des nations, il ne fût pas nécessaire de répondre à ce que vous m'avez écrit ; sans m'arrêter à des considérations, et parce que le refus d'une réponse serait contraire aux usages et à la bienveillance, je vous ai écrit cette lettre amicale, et je vous l'ai envoyée par ledit effendi. Après que vous l'aurez reçue, ce sera à vous à choisir celui des deux partis que vous devez prendre. »

Signé en chiffre Youssef, *ainsi que dans le sceau apposé à la lettre.*

Cette réponse outrageante rendit Kléber à toute son énergie ; il repoussa des bases qu'il ne pouvait accepter sans déshonneur, et ne songea plus qu'à combattre ; il porta des troupes à Souez, réunit des bâtimens à Castel-Messara, fit passer des renforts au général Verdier, et lui manda que si l'ennemi débarquait sur la plage étroite qui sépare la mer du lac Menzalëh, il l'attaquât avec ses dragons et ses chaloupes ; que dans une position aussi resserrée, trois cents de nos braves ne devaient pas craindre d'aborder trois mille Turcs. Il ordonna en même temps qu'on doublât tous les postes qui protégeaient les terres cultivées, et voulut qu'au lieu d'être réduit à la simple défensive, El-A'rych fût en état de donner de l'inquiétude à l'ennemi, de tenter une sortie, d'arrêter les Osmanlis et de les livrer à toutes les

privations du désert. Il connaissait, par les rapports, la disette qu'éprouvait l'armée du visir, et prit des mesures pour l'accroître ; il savait qu'elle était alimentée par les Arabes, et qu'elle n'avait, pour ainsi dire, de subsistances que celles qu'elle recevait des caravanes. Il défendit l'exportation, abandonna aux troupes les prises qu'elles pourraient faire, et punit de mort ceux qui se livreraient à ce coupable trafic. Menou, toujours prêt à trancher de l'économiste, voulut s'élever contre des arrêtés qu'il jugeait trop sévères, et se prévalut de l'autorité de l'ancien commandant de Mansoura ; mais Kléber resta inébranlable, et répondit au malencontreux dissertateur que la première loi à la guerre était de mettre l'ennemi dans la détresse ; qu'il persistait dans ses décisions.

Les mouvemens n'étaient pas moins actifs dans la Haute-Égypte. Mourâd-Bey, après sa défaite, s'était réfugié dans le désert, d'où il s'échappait de temps à autre, lorsque le besoin de prendre du repos ou de faire des vivres le pressait trop vivement. Desaix, que ces incursions fatiguaient, résolut d'y mettre fin ; il réunit quelques troupes à cheval, des pièces, de l'infanterie montée à dromadaire ; forma deux colonnes mobiles ; se mit à la tête de l'une, et confia l'autre à l'adjudant-général Boyer. Le général battit vainement le désert ; mais son lieutenant fut plus heureux. Parti de Siout dans les premiers jours d'octobre, il suivit le désert jusqu'à la hauteur de Benezëh, où Mourâd était établi avec

quatre tribus arabes. Le bey ne l'eut pas plus tôt aperçu qu'il leva son camp ; il se dirigea sur Heslé, s'enfonça dans les sables, prit la route du palais Caron, alla, revint, et chercha par mille détours à dérober sa trace. Il ne put y réussir, et se trouva le 9, au point du jour, en face des troupes qu'il voulait éviter. Il prend aussitôt son parti ; il accepte la charge, et se flatte de venger sur cette cavalerie de nouvelle espèce les échecs qu'il a essuyés ; mais les Arabes ne sont pas à portée, que déjà elle est à terre et ouvre sur eux un feu meurtrier. Ils se reforment, bravent les balles et les baïonnettes, sont repoussés, reviennent, ne sont pas plus heureux, et rendus furieux par les pertes qu'ils ont faites, s'élancent en aveugles sur le carré, où se brisent leurs efforts. Ils ne peuvent ni l'abandonner ni le rompre, et se dispersent, pour mieux l'inquiéter, sur les mamelons voisins ; mais ils sont abattus par les coups pressés d'une nuée de tirailleurs, qui marchent à eux, et se perdent dans les sables. Notre infanterie se jette aussitôt sur ses chameaux, et les pousse à Rayanné, à l'oasis, et les force de se dissoudre. Mourâd, harcelé, traqué d'un bout du Saïd à l'autre, prend le parti de se jeter dans le Delta. Il franchit le Nil à la hauteur d'Attfiély, évite les troupes du général Rampon, s'enfonce dans la vallée de l'Égarement, change de résolution, revient sur ses pas, échappe aux colonnes qui le poursuivent, et regagne la Haute-Égypte. Ses tentatives auprès de la population sont moins heu-

reuses. En vain il sème les proclamations, prodigue les firmans ; les villages restent sourds à ses appels, aucun ne répond à ses cris d'insurrection.

Tout était à la guerre : les troupes se dirigeaient sur le désert, on approvisionnait, on armait les forts qui couvrent les terres cultivées, personne ne pensait plus qu'à punir un ennemi présomptueux. Sidney sentit la faute qui avait été faite, et avisa aux moyens de renouer des communications auxquelles on ne songeait plus. Il mit son secrétaire en avant; celui-ci, qui avait été accueilli par Marmont, feignant d'ignorer que ce général avait quitté Alexandrie, lui écrivit sous prétexte de demander une réponse que réclamait le commodore, et lui communiqua les nouvelles qu'il jugeait les plus propres à ébranler la résolution que manifestait l'armée de se maintenir en Égypte : les Directeurs avaient été renouvelés ; Barras seul était resté au pouvoir, et avait vu ses collègues chargés d'un acte d'accusation. Un des principaux griefs qu'on alléguait contre eux était d'avoir relégué dans les déserts la plus belle armée de la République. Le secrétaire signalait ensuite, comme une nouvelle de mer que son correspondant connaissait déjà, la perte de l'escadre que commandait le contre-amiral Perée, et joignait à son insidieux message une collection de journaux qui exagéraient encore l'état fâcheux où se trouvait la France. Les flottes combinées avaient repassé le détroit, toute espérance de secours était évanouie.

Cette lettre produisit l'effet que Smith s'en était promis. Retenue par l'état-major d'Alexandrie, elle fut acheminée sur le Caire, et rendit Kléber à toutes ses perplexités; il retomba sous l'inspiration des hommes dont il avait secoué la funeste influence; et lui, qui s'était soulevé contre les insolens propos que le visir adressait à Bonaparte, qui avait déclaré qu'on ne pouvait les entendre sans se couvrir d'infamie, ne trouva plus ni indignation ni colère contre la plus outrageante correspondance qui fut jamais. Il avait proposé de mettre fin aux différends qui divisaient la France et la Sublime Porte, et de renouer les relations d'amitié qui les avaient si longtemps unies. Le Turc ne répondit à ces ouvertures que par des offres de pitié, des maximes de commisération, et des doutes offensans sur l'aptitude du général à traiter les hautes questions qu'il soulevait. Ce ne fut pas tout. Il avait outragé Kléber, il voulut insulter la nation. Il délégua ses pouvoirs à Moustapha-Pacha auquel il adressa l'instruction qui suit :

Reçue le 23 octobre.

LE GRAND-VISIR, A MOUSTAPHA-PACHA, PRISONNIER.

MON TRÈS HONORÉ, HEUREUX ET CHÉRI COLLÈGUE,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez envoyée par votre trésorier, et j'en ai compris le contenu. Dans la crainte que la lettre que Bonaparte m'avait envoyée par Mahmed-Kouschdy, effendi, n'eût été prise par les bâtimens qui croisent dans la Méditerranée; on m'en a envoyé une double copie, jointe à la lettre du général Kléber qui m'apprend que Bonaparte est parti, qu'il l'a remplacé, et dans laquelle il me témoigne le désir de rétablir la paix entre les deux puissances.

« Quoique je sois persuadé que ma réponse à la lettre de Bonaparte, envoyée par Mahmed-Kouschdy, effendi, est arrivée au général Kléber, j'ai cru devoir aussi lui répondre. Je lui ai observé qu'avant de commencer des négociations de paix entre la République française et la Sublime Porte, il fallait faire connaître les pouvoirs donnés par la République française à ses plénipotentiaires, désigner le lieu où ils pourront se réunir avec ceux de la Sublime Porte, et des autres puissances étrangères, et qu'on discutérait ensuite tout ce qui serait relatif au rétablissement de la paix, d'une manière qu'elles pourraient approuver. Je l'ai assuré ensuite que s'il devait

seulement entamer des négociations afin de pouvoir retourner avec sûreté en France, je lui procurerais protection pour y arriver, lui et tous les Français qui sont en Égypte, avec leurs armes, conformément à ce que prescrit la loi du Prophète. Je leur garantis leur retour, en France, sur leurs vaisseaux et sur ceux de la Sublime Porte; vous pouvez traiter vous-même cette affaire avec le général Kléber et tous les délégués de la nation française, en les assurant qu'ils n'auront rien à craindre pendant la traversée. S'ils osent dire qu'ils sont venus en Égypte avec le consentement de la Sublime Porte, qu'ils avancent d'autres faussetés, comme ils y sont habitués, et qu'ils veuillent établir sur ces bases fausses des négociations, comme ils ont coutume de le faire, d'assurer comme des vérités des mensonges qui ne peuvent être crus de personne, cette conduite ne serait pas capable d'arrêter un seul instant une marche victorieuse. Si les Français désirent rétablir une paix durable, ils ne peuvent espérer la traiter en Égypte. S'ils ont seulement l'intention de chercher leur sûreté, ils doivent être persuadés que je la leur garantirai comme je l'ai dit auparavant. Qu'ils se gardent bien de croire qu'il leur serait avantageux de temporiser, en parlant du secours qu'ils attendent de Bonaparte, qui peut bien en effet leur en avoir promis. Mais le vrai motif de son départ est l'approche de l'armée innombrable et victorieuse de la Sublime Porte, qu'il a vue munie de toute l'artillerie et des provisions nécessaires à la

guerre. Voilà ce qui l'a fait fuir, avec le désespoir dans l'âme, et tremblant que son armée ne s'aperçoive du précipice dans lequel il l'a entraînée. Toutes les routes sont fermées pour empêcher l'arrivée d'aucun secours qui leur serait apporté par leur escadre; et si Bonaparte est assez heureux pour arriver à Paris, il ne pensera plus à revenir en Égypte; mais quand il le voudrait, les escadres anglaise et russe et celle de la Sublime Porte, envoyées au commerce de Constantinople, et qui doivent être arrivées dans les parages d'Alexandrie, nous assurent que non seulement Bonaparte, mais pas même un seul oiseau ne pourrait passer sans être vu et arrêté. Je suis d'ailleurs prêt à marcher sur l'Egypte avec mon armée redoutable. Dans le cas où les Français voudraient retourner sains et saufs dans leur pays, ils doivent compter sur mes promesses, que vous pouvez leur garantir vous-même encore. Le but de la présente est de vous engager à faire tout ce qui dépendra de vous pour sauver de la mort ces malheureux Français que le général Bonaparte a si cruellement trompés. J'espère que lorsque vous aurez reçu et compris ma lettre, vous agirez en conséquence de ce que je vous dis. »

P. S. de la main du grand-visir.

« Mon honoré, heureux et chéri collègue,

« Le général Kléber, que je regarde comme mon ami, est porté à vouloir la paix : toutes les nations de l'univers la préfèrent à l'effusion du sang humain. Il

faut cependant être persuadé que, quoi qu'il s'agisse de traiter de la paix, nous mettrons la plus grande activité pour accélérer notre marche vers l'Égypte, en nous confiant toujours dans la toute-puissance du Très-Haut. Vous n'ignorez pas que les Français ont employé, depuis quelque temps, toutes sortes de ruses pour tromper toutes les nations de l'univers. Si, dans cette circonstance, ils ont encore la même intention, ils ne réussiront pas. Il arrive souvent que ceux qui trompent sont eux-mêmes trompés. Au reste, s'ils désirent sincèrement négocier avec la Sublime Porte, et nous donner des témoignages d'amitié en commençant des conférences de paix, qu'ils le prouvent en retirant leurs troupes d'El-A'rych, Catieh et Salêhieh; qu'ils commencent par là à vous donner à vous-même la confiance qu'ils veulent que nous prenions : on pourra alors entamer des négociations et travailler à leur sûreté. J'espère que vous mettrez le plus grand zèle à agir en conséquence ».

Suivre ces ouvertures était en accepter la base. La négociation se trouvait close avant d'être ouverte; l'évacuation était consentie, il n'y avait plus qu'à régler quelques accessoires insignifians. Kléber envisagea la chose sous un autre point de vue. Il pensa que ces propositions n'étaient qu'un premier mot, que la question se releverait d'elle-même, qu'il s'agissait moins de la poser que de la débattre. Une autre considération contribua encore à l'égarer. Il savait que le grand-visir, bon,

intègre, généreux, excellent comptable, mais vieilli dans l'administration des mines de la Haute-Asie, et porté tout à coup des modestes fonctions de collecteur au faîte du pouvoir. Ses idées étaient aussi étroites que sa fortune avait été obscure; il se berça de l'espérance de le primer dans la discussion, et qu'au lieu d'en être le préliminaire, l'Égypte serait le gage de la paix. C'était mal connaître la fixité des Turcs.

La tentative, néanmoins, ne laissa pas d'alarmer Sidney; il écrivit à Kléber, lui donna connaissance du traité qui liait la Porte à l'Angleterre, et demanda à intervenir dans les négociations. Sa mésaventure d'Alexandrie lui tenait à l'âme, il tremblait qu'elle ne se répétât. Toujours insidieux, toujours philanthrope, ce qu'il désirait le plus lui était indifférent. S'il revenait sur des offres qu'on n'avait pas craint de flétrir du nom d'embauchage, c'est qu'il répugnait à l'effusion du sang, qu'il souffrait de voir se consumer dans l'exil d'aussi généreux soldats. Que pouvaient en effet leurs efforts contre l'Angleterre? Isolés comme ils étaient, sans flotte, sans communication, qu'avait à en redouter le commerce britannique? Qu'avait à en craindre l'Indostan? Indifférent au fond sur la possession de l'Égypte, son gouvernement n'insistait sur l'évacuation que parce qu'il était lié par les traités, qu'il avait garanti l'intégrité de l'empire ottoman. Ses moyens d'ailleurs égalaient sa bonne foi; l'Angleterre était en mesure de prouver sur le Nil, comme

elle l'avait fait sur l'Adige, qu'elle savait venger un outrage, et ne partageait pas les principes envahisseurs du Directoire, qu'on osait lui attribuer. La politique exigeait peut-être qu'elle retirât une offre trop généreuse; mais l'humanité l'avait faite et la politique anglaise était de tenir sa parole sans jamais sacrifier à l'intérêt du jour. Qu'on se hâtât donc, qu'on ne se berçât plus de la vaine espérance de repasser en Europe, sans l'agrément de l'amirauté, ni de parvenir à la paix avant d'avoir restitué l'Égypte. L'un était aussi impossible que l'autre. Les injustes provocations du Directoire lui avaient aliéné tous les peuples, et l'évacuation était un préliminaire dont on était résolu de ne pas se départir. Cette résolution, d'ailleurs, ne fût-elle pas immuable comme elle l'était, ce n'était pas dans un lieu aussi éloigné du siége des gouvernemens respectifs que pouvait se traiter une affaire de la nature et de l'importance de celle dont il s'agissait.

Cette lettre, espèce de duplicata de la dépêche du visir, ne pouvait manquer son effet sur un homme du caractère de celui auquel elle s'adressait. Kléber avait l'âme haute, la répartie heureuse, belle; il connaissait ses avantages et aimait à les déployer. Il ne passerait pas à un Anglais ce qu'il avait toléré de la part d'un Turc; il s'emporterait, s'engagerait dans une vaine discussion, répondrait avec chaleur à ce qui aurait été combiné avec astuce, et finirait par donner prise. C'est ce qui arriva. La réponse du général, d'ailleurs pleine de noblesse et de dignité, était ainsi conçue :

Au quartier-général du Caire, an VIII de la République (30 octobre 1799).

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, À MONSIEUR SIDNEY-SMITH,

Commandant l'escadre anglaise dans les mers du Levant.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

« Je reçois votre lettre au sujet de celles que le général Bonaparte et moi avons écrites au grand-visir, les 30 thermidor et 1er jour complémentaire derniers.

« Je n'ignorais pas l'alliance contractée entre la Grande-Bretagne et l'empire ottoman : mais je crois inutile de vous exposer les motifs d'après lesquels je me suis expliqué directement avec le grand-visir. Vous sentez comme moi que la République française ne doit à aucune des puissances avec lesquelles elle était en guerre, quand nous sommes venus en Egypte ; compte des motifs qui nous y ont amenés.

« Au reste, dans les dernières conférences que j'ai eues avec Mahmed-Kouschdy, effendi, j'ai demandé moi-même votre intervention dans ces négociations, persuadé, comme je le suis, qu'elles peuvent devenir les préliminaires d'une paix générale, que vous désirez sans doute autant que moi.

« Je ne m'arrête pas à tout ce qui, dans votre lettre, est étranger à cet objet ; vous n'avez jamais pensé

sérieusement, monsieur le Général, qu'une armée française, et chacun des individus qui la composent, pussent écouter des propositions incompatibles avec la gloire et l'honneur. Partout où l'on sert son pays, l'on est bien. Et certes! l'Égypte, le pays le plus fertile de la terre, n'est pas plus un exil que les mers orageuses que vous êtes contraints d'habiter.

« Les Français n'ont jamais demandé à quitter l'Égypte, uniquement pour retourner dans leur patrie; ils le demanderaient encore moins aujourd'hui qu'ils ont vaincu tous les obstacles intérieurs, et multiplié leurs moyens de défense à l'extérieur; mais ils la quitteraient avec autant de plaisir que d'empressement, si cette évacuation pouvait devenir le prix de la paix générale.

« Les événemens de l'Europe et des Indes n'ont rien de commun avec ma position en Egypte. Que les armées françaises aient éprouvé des revers au-delà des Alpes, c'est une bataille perdue qui nous a ôté l'Italie, une bataille gagnée nous la rendra; et l'Europe a déjà vu que la République française sait se relever avec éclat de ses revers.

« Les forces que je commande peuvent me suffire encore long-temps, et quelque actives que soient les croisières ennemies dans la Méditerranée, elles n'empêcheront pas plus un secours d'arriver, qu'elles n'ont empêché l'escadre française de passer de Brest à Toulon, et de sortir ensuite de Toulon pour se réunir à l'escadre espagnole.

« Le moindre secours que je recevrais, me rendrait pour toujours inexpugnable. Avant deux mois, je n'ai rien à craindre du grand-visir. Avec deux cents hommes, je garde les défilés inondés des pays cultivés ; et si cette armée est retenue dans les déserts, elle est forcée d'y périr de misère.

« J'ai une cavalerie et une artillerie nombreuse, pour garder les forts, qui, dans deux mois, et lorsqu'il serait possible de faire une attaque combinée, seront inabordables. En attendant, la Nubie et l'Abyssinie me fournissent des recrues nombreuses. Une poudrière, une fonderie et des manufactures d'armes sont en activité, et me mettent insensiblement en état de me passer des secours de l'Europe. Il est donc indifférent à la sûreté de l'armée que vous soyez les maîtres des deux mers avec lesquelles nous communiquons.

« Mais comme le but auquel en définitif il faut atteindre, est la paix ; qu'on peut, en s'entendant, la faire dès à présent comme on la ferait plus tard ; qu'on épargnerait ainsi l'effusion de beaucoup de sang ; qu'enfin je ne connais pas de gloire au-dessus de celle que l'histoire reconnaissante distribuera aux précurseurs d'un si grand bienfait, j'ai fait les avances convenables pour commencer cet ouvrage ; et la place honorable que vous occupez dans la carrière politique, m'assure, monsieur le Général, que votre âme ne peut concevoir d'ambition plus noble que celle de concourir à l'achever.

« L'intégrité de l'empire ottoman, qui est la base

de l'alliance de l'Angleterre avec la Sublime Porte, est aussi l'objet des sollicitudes de la République française. Je l'ai écrit au grand-visir et je vous le répète, l'Egypte, que nous n'avons cessé de considérer comme lui appartenant, sera restituée à cette puissance aussitôt qu'une paix solide entre la France, l'Angleterre et la Sublime Porte, assurera cette intégrité même de l'empire ottoman.

« Je sens parfaitement comme vous, monsieur le Général, que la paix générale ne peut avoir eu lieu avant l'évacuation de l'Égypte, et qu'elle pourrait être accélérée par l'évacuation préliminaire. Mais ce préliminaire ne peut en être un aux négociations, il doit simplement en être une suite; et s'il est vrai que ce n'est pas dans un endroit aussi éloigné du siége des gouvernemens respectifs que la paix générale peut être conclue, je ne pense pas qu'il en soit de même pour établir les négociations.

« J'ajouterai, à l'égard de l'Angleterre, que les circonstances me paraissent avoir apporté de grands changemens dans ses intérêts politiques; changemens qui doivent rendre très facile la fin de nos malheureux débats.

« Il est temps que deux nations qui peuvent ne pas s'aimer, mais qui s'estiment, deux nations les plus civilisées de l'Europe cessent de se battre.

« Je me féliciterais, monsieur le Général, d'avoir avec vous l'avantage d'arriver à ces heureux résultats. J'en trouve un augure favorable dans le désir qui nous est commun de baser nos communications offi-

cielles sur la franchise du caractère militaire ; il me sera naturel d'écarter tout sentiment étranger à la plus parfaite estime.

« J'ai écrit au grand-visir d'envoyer deux personnes de marque pour entamer les conférences dans un lieu qu'il indiquera ; de mon côté, j'enverrai le général de division Desaix et l'administrateur général des finances Poussielgue. Si vous désirez que ces conférences se tiennent à bord de votre vaisseau, j'y consentirai volontiers.

« J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

« *Signé* KLÉBER. »

Sidney ne demandait pas mieux ; mais, accoutumé à la marche réservée de Bonaparte, il ne s'attendait pas à trouver tant d'abandon dans son successeur, et cherchait dans le développement, les moyens de faire admettre son intervention. Les derniers bâtimens de la flotte qui arrivait de Constantinople l'avaient joint : il commandait des troupes aguerries, il avait reconnu les passes, fait sonder la côte ; il savait que Lesbëh n'était défendu que par un millier d'hommes, il résolut de l'attaquer. Il forma ses chaloupes canonnières, le feu s'ouvrit ; en un instant la plage fut couverte de projectiles. Ils firent assez peu d'effet, jusqu'à ce qu'enfin, se concentrant sur une tour que nous occupions à un quart de lieue en mer, ils nous forcèrent à l'éva-

cuer. Le commodore s'y établit, déploya de nouveau ses embarcations, et fit redoubler le feu.

Prévenu de ce petit échec, Kléber fit aussitôt ses dispositions pour recevoir l'attaque qui se préparait. Desaix venait d'arriver au Caire; il lui donna cent cinquante dragons, deux bataillons d'infanterie, et le fit partir pour Damiette, dont il le chargea de diriger la défense. Ce secours fut inutile, tout était terminé lorsqu'il arriva. L'ennemi avait continué son feu, et s'était enfin décidé à prendre terre après quatre jours d'une canonnade non interrompue. Il avait choisi, pour point de débarquement, la zone étroite qui sépare la mer du lac Menzaléh et que sillonnaient dans toute son étendue les batteries de ses vaisseaux. Le 1er novembre, ses chaloupes se mirent en mouvement dès que le jour commença à paraître, et jetèrent du premier transport quatre mille hommes à la côte. Tous aussitôt se mettent à défoncer, à remuer la terre et dessinent une espèce de tranchée, pendant que les embarcations courent chercher un nouveau convoi. Le général Verdier, qui était campé à quelque distance, ne leur laisse pas le temps d'achever. Il marche sans délibérer, brave le feu des chaloupes, arrive aux retranchemens, joint les Turcs et engage une mêlée furieuse. Pas un cri, pas un coup de feu! On se choque, on donne, on reçoit la mort sans proférer un mot; le cliquetis des armes est le seul bruit qui se fasse entendre au milieu de cette vaste scène de carnage. Enfin les Osmanlis sont rompus; trois mille d'entre eux sont

couchés dans la poussière, le reste cherche à regagner les chaloupes qui l'ont jeté sur la plage, ou implore la clémence du vainqueur. Telle fut la fin de cette expédition qui devait nous arracher l'Égypte. L'armée avait succombé sous les murs d'Aboukir, l'arrière-garde vint expirer sous ceux de Damiette ; ainsi l'avait voulu la destinée.

L'escadre était battue; les vents là portaient au large, elle ne pouvait désormais rien tenter en faveur du visir. Sa défaite devait relever la négociation, et la placer sur ses justes bases. Kléber le sentait, le mandait à Desaix; mais rendu bientôt à son irrésolution première, il ne voyait, ne rêvait que le visir. En vain le général Verdier lui annonçait qu'il avait soigneusement interrogé les prisonniers qu'il avait faits; que tous étaient d'accord, qu'ils arrivaient de Constantinople et n'avaient aucune communication avec Joussef, dont ils ignoraient la force et estimaient peu l'activité. Kléber n'en voulait rien croire; il s'obstinait à ne voir dans l'attaque de Damiette qu'une diversion partie de Ghazah, et ordonnait à Desaix de ne rien négliger pour se mettre en rapport avec Sidney. Mais celui-ci avait gagné la haute mer; Morand, qui lui portait la dépêche du général en chef n'avait pu l'atteindre, et avait été obligé de pousser jusqu'à Jaffa. Loin de chercher à ouvrir des communications, dont les fruits étaient déjà si déplorables, le général résolut de profiter de l'éloignement du commodore pour les rompre tout-à-fait. Il écrivit

à Kléber, lui peignit l'exaltation des troupes, les difficultés que présentait la côte couverte de forts et de boue. Il lui représenta qu'il suffisait de quelques réparations pour mettre Lesbëh hors d'insulte, et qu'avec une place de cette force que protégeait un bon fossé, que défendait une immense étendue de vase, il n'avait rien à craindre d'un débarquement. Au surplus, l'expédition qui s'était présentée à l'embouchure du Nil arrivait directement de Constantinople, et n'avait rien de commun avec l'armée du visir. Sidney, qui l'avait si bien fait battre, était accouru se disculper auprès du généralissime. « Je n'ai pas besoin, poursuivait-il, de le porter à la paix. Il n'a qu'un but, qu'un désir, qu'une volonté, celle de négocier pour nous prouver qu'il faut que nous nous en allions bien vite. La gloire qui lui en reviendrait dans son pays, chez les Russes et chez les Turcs, lui fait tourner la tête. Il paraît qu'il a peur de la voir échapper, car il a l'air inquiet. Les revers que ses soldats éprouvent, c'est-à-dire les Osmanlis, paraissent le faire peu aimer d'eux. Encore quelques revers, ces bonnes gens, je crois, s'accommoderont. Battez le grand-visir, ils feront tout ce que vous voudrez. La saine politique ne leur entrera dans la tête qu'après bien des corrections; encore une bonne, et tout ira bien, du moins je le présume. Smith s'impatientait de n'avoir pas de vos nouvelles; il frappait du pied, il s'écriait : « Le général Kléber devrait me répondre; ce que je lui ai dit est honnête; je le croyais plus raisonnable

que le général Bonaparte. » Vous voyez d'après cela, mon général, qu'il ne demande pas mieux que de négocier. Tout ce qu'il veut, c'est que nous partions le plus tôt possible. Quand un ennemi demande quelque chose avec instance, c'est que cela lui tient à cœur ou lui fait bien du mal : c'est, je pense, une raison de ne pas l'accorder légèrement.

« Menou conseillait la même réserve. Les prévenances des Anglais lui étaient suspectes. *Milord et messieurs* étaient inquiets, soucieux; ils méditaient sûrement quelque complot, tramaient quelque surprise, mais tout était en éveil, depuis Damiette au Marabou. *S'ils arrivaient comme le vent, ils tomberaient comme la grêle;* on pouvait s'en rapporter à lui. Le général en chef n'avait besoin que de prudence, de sang-froid, pour rendre un service signalé à la République, et ajouter à sa réputation militaire celle d'un très habile et très heureux négociateur.

Kléber avait naturellement l'âme ouverte à toutes les inspirations nobles et généreuses. Ses lieutenans s'adressaient à son courage; ils lui parlaient de dangers, de gloire, ils ne pouvaient manquer de faire impression sur lui. Il sentit, en effet, qu'il avait été emporté loin du but. Il chercha à revenir sur lui-même, il se fit rendre compte de la situation des corps, voulut connaître les mouvemens qu'ils avaient faits, les vues, les espérances des généraux qui les avaient conduits. La correspondance de tous ceux qui avaient commandé

fut analysée avec soin. Ce travail, loin de justifier les bases qu'on s'était laissé imposer, ne présentait que des motifs de sécurité. Les croisières étaient faibles, les mameloucks dispersés, les Osmanlis aux prises avec la faim : nos troupes, électrisées par la victoire et le butin qu'elles avaient fait, étaient assurées de vaincre, et ne demandaient que nouvelle fête, comme l'écrivait Desaix. Ces bonnes dispositions furent inutiles. Un Tartare, expédié de Jaffa, fit évanouir toute la résolution que Kléber avait montrée. L'énergie du soldat plia devant la responsabilité du général ; il craignit de courir les chances d'une action, et résolut de s'en remettre encore aux subtilités de la diplomatie. Peut-être un peu de présomption se mêlait à ce dessein. Il se confiait à la supériorité européenne, et ne désespérait pas de *dessiller les yeux au pauvre-grand-visir*. Menou était désigné pour opérer ce prodige, mais le rusé Abdalla n'eut garde d'accepter la mission. Il éluda, se perdit en considérations sur l'état où se trouvaient les Ottomans. Il représenta que la Turquie était à bout, qu'elle exécrait les Russes et ne pouvait marcher qu'avec défiance contre un ennemi qu'ils combattaient. Kléber n'en voulut pas davantage. Ces aperçus le touchaient peu ; ne croyait pas à la sagesse des gouvernemens, et perdait patience quand il l'entendait invoquer. « Leur sagesse ! répétait-il avec amertume, mais le divan a ouvert les Dardanelles aux Moscovites, le Directoire nous a mis aux prises avec les Turcs. Qu'attendre ? que se promettre désormais ? comment, dans

cette vaste confusion de choses et d'intérêts, prévoir ce qui arrivera, pressentir ce qui n'aura pas lieu? Au reste, je négocierai, je combattrai, je ferai tout pour gagner du temps. Chacun en agira de même, et la fortune décidera. » Ces brusques allocutions ne satisfaisaient pas Menou. Il voulût revenir sur les rapports qu'ont entre eux les États; mais Kléber refusa de se prêter à ses dissertations. Il lui défendit de l'entretenir de politique, et ordonna à Desaix de négocier.

Ce général ne savait trop avec qui, Sidney avait disparu, le visir n'arrivait pas; il commençait à croire qu'il en serait quitte pour battre ce qui restait d'Ottomans sur la côte, lorsqu'il apprit que leur chef avait enfin planté ses tentes à Jaffa. Il voulut essayer si une nouvelle tentative ne rendrait pas Kléber à son élan. Il lui écrivit, et faisant légèrement allusion au long effroi qu'on lui avait donné du visir; il lui exposa l'insolence des Turcs, les prétentions des Anglais, et l'impossibilité de rien arrêter de raisonnable avec eux avant de les avoir défaits. « Vous m'annoncez, lui mandait-il l'arrivée du visir à Jaffa. Il était temps qu'il vînt, car en voilà beaucoup qu'il est en marche. Je suis bien convaincu qu'il ne fera pas de paix qu'il n'ait été battu. Les Turcs sont trop insolens et ont la tête trop dure pour entendre si facilement raison. Il faut les étriller souvent pour leur faire comprendre quelque chose. Smith sera plus traitable; mais il voudra que vous partiez de suite. Si la fortune vous faisait

battre le visir, ils seraient tous plus raisonnables. » Il lui exposait ensuite combien les armées qui menaçaient l'Égypte étaient peu redoutables, et les chances qu'il avait pour lui. Elles n'avaient plus de flotte pour les appuyer : elles marchaient sans ordre. Les corps s'attendaient, se devançaient, agissaient sans concert ; un tel assemblage était hors d'état d'obtenir des succès décisifs sur des troupes aguerries.

Ces considérations étaient vraies ; mais peu de jours avaient suffi pour compliquer la position du général en chef. Bonaparte avait, de prime abord, pénétré Sidney et interdit toute communication avec son escadre. Kléber, plus confiant, tint une conduite opposée ; il laissa imprudemment affluer les Anglais sur la côte : l'inquiétude, la séduction coururent aussitôt nos rangs. « Quelle folie de s'obstiner à garder l'Égypte, de défendre des principes que la victoire avait proscrits. Les généraux étaient las de guerre, d'anarchie ; ils étaient résolus de mettre un terme aux maux qui les consumaient. Ils allaient arborer les couleurs royales ; ils attendaient le prince de Condé, et se disposaient à rentrer en France les armes à la main. » Les souvenirs qu'on s'appliquait à réveiller, les desseins qu'on attribuait à leurs chefs ébranlèrent les soldats. Ils devinrent impatiens, mutins, et ne se prêtèrent plus qu'avec répugnance à éloigner l'époque d'une évacuation qu'ils croyaient arrêtée. Encouragée par ces succès, la malveillance redoubla d'efforts. Argent, proclamations, écrits anonymes, tout fut répandu à pleines

mains. Partout on excitait les troupes à la révolte, partout on leur prêchait l'insubordination. Lanusse cherchait à intercepter ces écrits; Menou jurait qu'il ne survivrait pas à la République. Mais ni ces soins ni cette résolution ne remédiaient au désordre. L'anxiété de Kléber était au comble. Les rapports qui arrivaient de toutes parts vinrent encore l'augmenter. On enrôlait ouvertement pour les mamelouks au Caire, on sortait furtivement des armes d'Alexandrie. Les caravanes partaient en plein jour de Mansoura, le parlementage, comme l'écrivait Dugua, portait son fruit. Bientôt même il eût des conséquences qu'on n'eût osé prévoir. Les troupes, égarées par des suggestions qui pourtant avaient été signalées bien des fois, demandèrent impérieusement leur solde et refusèrent de marcher. En vain Verdier, qui venait si glorieusement de triompher à la tête de celles qui occupaient Damiette, essaya de les ramener : les prières furent aussi inutiles que les menaces; il ne put les apaiser qu'en avisant aux moyens de les satisfaire. Lanusse fut plus heureux quelques jours plus tard, et parvint à contenir les siennes; mais toutes étaient agitées, mécontentes, prêtes à éclater. Kléber, stupéfait, ne savait que résoudre. Il était humilié, consterné de ce soulèvement inattendu, et cherchait à l'apaiser lorsque le persiflage du reis-effendi vint lui faire encore mieux sentir le danger qu'il y a à trop étendre ses communications. Cette lettre, qui répondait à la dépêche transmise par Moustapha, était ainsi conçue:

LE REIS-EFFENDI, MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA SUBLIME PORTE, A MOUSTAPHA-PACHA.

28 de gemaizcoulaher, l'an de l'hégire 1214; savoir, 28 brum. an VIII (19 nov. 1799).

MON MAGNIFIQUE, PUISSANT, GÉNÉREUX, CLÉMENT SEIGNEUR ET MAÎTRE.

« Le contenu de toutes les lettres qui sont parvenues de la part du général en chef français l'honoré général Kléber, à mon puissant, miséricordieux bienfaiteur et maître le grand-visir, généralissime des armées ottomanes, a été bien compris par sa hautesse et par moi votre serviteur, qui occupe actuellement la place du reis-effendi. Quoique le général votre ami m'ait paru sous différens rapports être un homme sage, prévoyant, et intelligent, je ne puis approuver ni comprendre sa manière d'écrire, où l'on trouve quelques phrases qu'on ne peut saisir, et qui peuvent être expliquées de différentes manières. Il dit, d'un côté, que la nation française, ancienne amie de la Sublime Porte, n'avait pas le moindre avis de l'occupation de l'Égypte par l'armée française, opérée par l'instigation d'une bande séditieuse; que le conseil ayant discuté sur une affaire si mauvaise et sinistre, était sincèrement porté à faire la paix avec la Sublime Porte; il dit de plus d'être notre ami, et il conteste de l'être. De l'autre côté,

il dit être prêt à tout, même à se battre contre les armées de la Sublime Porte. Tantôt il veut évacuer l'Égypte ; tantôt il fait voir qu'il voudrait faire cette évacuation d'une manière à n'avoir rien à craindre. D'un côté, il fait changer la face des affaires en n'expliquant pas clairement qu'il ne se propose pas d'évacuer l'Égypte ; de l'autre côté, après avoir allégué l'opinion de la nation française relativement à l'invasion de l'Égypte, il dit que pour n'être pas réprimandé par cette même nation et par le Directoire exécutif, pour avoir quitté l'Égypte, il veut être muni d'un titre qui est impossible. Le moyen de comprendre comment un homme intelligent peut écrire des phrases qui se croisent les unes avec les autres, de sorte que ce qu'il paraît vouloir dans un endroit s'oppose et fait changer de face à ce qu'il demande dans un autre ? Il est certain que si le général mettait sous ses propres yeux et examinait attentivement ses écrits et la signification véritable qui doit y être donnée par ceux à qui ils sont adressés, il ne pourrait que s'apercevoir de l'opposition des phrases qui s'y trouvent, et du jugement que l'on doit en porter. Si le général croit que ceux à qui il envoie ses écrits ne se pénètrent pas de leur véritable signification, il se trompe; il se trompe encore s'il croit qu'il n'y a pas des personnes capables d'approfondir le véritable sens des choses : des hommes intelligens et sages, dont le but est de concilier et d'arranger les affaires, ne doivent pas d'ailleurs avoir de pareilles fantaisies. Le général

votre ami doit être convaincu le premier que des formes pareilles de traiter peuvent être comparées à des bâtisses transparentes, dont tous les contours ont toujours été connus, la Sublime Porte, qui découvrit les choses les plus cachées, et qui développe les affaires les plus embarrassées et les plus compliquées. Puisque le général votre ami désire empêcher l'effusion du sang humain, pourquoi ne pas diriger ses paroles et ses actions vers le véritable but? pourquoi ne pas faire en sorte que ses intentions soient toujours pures et constantes, que toutes ses expressions soient sincères et loyales, que toutes ses phrases soient conformes les unes aux autres? Voilà la conduite qui doit être tenue par tous ceux qui agissent légalement en hommes, sans dissimulation, et qui ont pris leur parti.

« Quoique ni Votre Excellence, ni moi votre serviteur n'ayons aucune destination spéciale dans cette affaire, tous les hommes qui aiment le bien doivent contribuer à ce qu'elle prenne une bonne tournure et qu'elle ait un heureux succès. J'ai pensé en conséquence que je devais expliquer tout ce qui pourrait rencontrer quelque difficulté, d'une manière toujours digne et conforme à l'état et au mérite des deux parties.

« Si l'on finit par traiter d'une manière conforme à celle que j'ai annoncée, que les paroles et les faits soient toujours conformes les uns aux autres, tout ira bien, et tout sera bientôt arrangé; et comme il est très clair et évident que l'on ne pour-

rait que faire naître des difficultés à la réussite de l'affaire que l'on traite, par des paroles et par des faits qui se croiseraient les uns les autres, l'on espère que dorénavant, avec la grâce du Très-Haut, tout sera énoncé d'une manière claire et évidente, et que la sincérité des intentions des deux parties sera exprimée de sorte qu'il n'y aura pas le moindre doute ni équivoque. Je vous prie de croire digne de votre attention ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer, mon magnifique, puissant, généreux, clément seigneur et maître.

« *Signé* MOUSTAPHA-RASIKH. »

Morand arriva quelques jours après la dépêche du reis-effendi. Il avait joint le commodore à Jaffa; les propositions dont il était porteur avaient été discutées, accueillies en plein conseil; et Smith, toujours prompt à attester l'honneur, la bonne foi, n'avait pas manqué d'assurer Kléber de la délicatesse qu'il apporterait dans la négociation.

Le visir fut moins poli. Il distribua en général quelques maximes sur l'accord qu'il doit y avoir entre les paroles et les actions; il le prévint ensuite que ses dépêches avaient été soumises au commodore, et au conseiller russe qui suivait le quartier-général ottoman; que le conseil avait agréé ses propositions et *chargé le commandant Smith de négocier l'affaire relative à l'évacuation*. Le commodore se trouvait ainsi accrédité par la Porte et la Russie.

Le grand-visir signifiait les pouvoirs dont il était revêtu ; il devenait inutile de vérifier le titre de plénipotentiaire de la Grande-Bretagne qu'il avait pris ; il n'y avait plus qu'à se réunir. Kléber avait désigné pour ses plénipotentiaires le général Desaix et l'administrateur Poussielgue. Il les envoya attendre à Damiette l'apparition du commodore, et leur remit les instructions qui suivent :

INSTRUCTIONS

Données par le général en chef Kléber, au général de division Desaix, et à l'administrateur général des finances Poussielgue, pour les conférences relatives à l'occupation et à l'évacuation de l'Égypte.

1°. Les envoyés proposeront, à l'ouverture des conférences, d'arrêter une suspension d'armes pour tout le temps qu'elles dureront, sous la condition, en cas de rupture, de n'en agir offensivement de part et d'autre, que quinze jours après la notification de ladite rupture. Si cette proposition est agréée, même avec quelques modifications que les envoyés trouveront convenables, ils sont autorisés à signer ledit armistice.

2°. La triple alliance entre la Porte, les Anglais et les Russes, ayant eu pour objet apparent l'intégrité du territoire de l'empire ottoman ; une des premières conditions à exiger pour consentir à l'évacuation de l'Égypte, est la dissolution de cette triple alliance contre la France ; et une nouvelle ga-

rantie du gouvernement anglais de cette même intégrité de l'empire ottoman.

3°. Depuis l'envahissement de l'Égypte par les Français, la Porte, en usant de représailles, s'est emparée des îles de Corfou, Zante et Céphalonie. Les envoyés demanderont, de la manière la plus expresse, que ces îles, et ce qui en dépend, soient restituées à la France, à qui elles seront garanties par la Porte et par le gouvernement anglais, tout le temps que durera la guerre.

4°. Ainsi, dès que l'évacuation de l'Égypte aura été arrêtée, ces îles et les places qu'elles renferment, ou qui en dépendent, seront abandonnées par les troupes de la Porte, et par celles de ses alliés. Le général en chef Kléber sera le maître d'y envoyer de suite, et directement de l'Égypte, telles garnisons, munitions de guerre et de bouche qu'il jugera convenables. Il est entendu, du reste, que les ports et places de ces îles seront restitués dans le même état où ils se trouvaient lorsque les troupes ottomanes s'en sont emparées.

5°. Le gouvernement anglais tirant le plus grand avantage de l'évacuation de l'Égypte, il lui sera demandé formellement, ainsi qu'à la Porte, une garantie sur la possession, durant la guerre, des îles de Malte et de Gozo, de leurs forteresses et dépendances. Le général en chef aura pareillement la faculté de ravitailler la forteresse de Malte et ses dépendances, tant en troupes qu'en munitions de guerre et de bouche, qui seront envoyées directe-

ment de l'Égypte avec les passe-ports et sauf-conduit nécessaires. Le général en chef pense que cet article devra souffrir d'autant moins de difficultés que, si la Sublime Porte et le gouvernement anglais avaient à opter sur l'occupation de ces îles par les Français ou par les Russes, ils devraient, en bonne politique, solliciter les premiers pour y rester et s'y maintenir plutôt que de les voir possédées par les derniers.

6°. Dans le cas où, par l'acceptation des articles ci-dessus, l'évacuation de l'Égypte serait consentie par les plénipotentiaires français, ils traiteront des détails sur la manière dont cette évacuation aura son exécution, et stipuleront, nominativement les places et forts qui seront successivement remis aux commissaires de la Porte.

7°. Aussitôt que le général en chef sera instruit de l'acceptation des articles ci-dessus, il enverra au lieu où se tiendront les conférences l'ordonnateur de la marine, pour régler et déterminer le nombre de bâtimens qui devra être fourni par la Porte à l'armée française, pour elle, ses bagages, munitions de guerre et de bouche.

8°. La forme des sauf-conduit pour le passage de l'armée sera stipulée particulièrement : ils devront être conçus de la manière la plus honorable, et tels qu'il ne puisse être apporté aucune entrave à ce qui aura été convenu de part et d'autre.

9°. Les délégués français exigeront la garantie de la vie et des biens de ceux des habitans de l'Égypte

qui ont servi les Français avec la soumission que l'on doit à tout gouvernement établi.

10°. Toutes choses devant être rétablies entre la France et la Sublime Porte comme par le passé, les négocians français résidans en Égypte, ou ceux qui voudraient s'y fixer par la suite, jouiront de la même liberté, des mêmes priviléges et franchises qu'avant l'occupation de ce pays par l'armée française.

11°. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, à Corfou, Zante, Céphalonie, en Syrie, ou en Barbarie, ou sur quelque autre point de l'empire ottoman, soit par les Français, la Porte, les Anglais ou les Russes, seront mis en liberté sans rançon, et renvoyés dans leur patrie respective, avec les secours et passe-ports nécessaires.

12°. Toute hostilité entre la France et la Sublime Porte, ainsi qu'entre les puissances barbaresques, cessera aussitôt après l'évacuation de l'Égypte, en attendant la conclusion définitive de la paix entre lesdites puissances.

13°. Les plénipotentiaires français sont autorisés à stipuler et consentir toutes les autres conditions qu'ils jugeront convenables ou conformes aux intérêts de la nation, mais en tant seulement qu'elles ne seront pas diamétralement contraires, ni atténuantes de celles portées dans les présentes instructions.

14°. Si cependant notre situation en Europe était telle que nos frontières fussent déjà envahies,

nos places principales prises ou attaquées, ce que les plénipotentiaires connaîtront facilement par les papiers publics qu'on ne manquera pas de leur communiquer; comme alors probablement les plénipotentiaires adverses n'acquiesceront pas aux conditions ci-dessus, et qu'ils insisteront au contraire sur l'évacuation pure et simple de l'Égypte, les plénipotentiaires français déclareront, dans ce cas, que jamais général français ne consentira à une semblable évacuation que sur les ordres par écrit de son gouvernement : ils demanderont un sauf-conduit pour expédier un courrier extraordinaire au Directoire exécutif, et une suspension d'hostilités, jusqu'à son retour, qui sera fixé à quatre mois.

15°. Le même arrangement pourra avoir lieu dans le cas où les plénipotentiaires ennemis auraient à consulter leurs cours sur les différentes conditions proposées, aux fins d'avoir leur consentement.

16°. Les plénipotentiaires ne correspondront officiellement que par écrit.

Fait au quartier-général du Caire, le 16 frimaire an VIII de la République française,

Signé KLÉBER.

Pour copie conforme,

Signé KLÉBER.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

RÉPONSE DU GRAND-VISIR, *à la Lettre qui lui a été écrite par le général en chef* KLÉBER, *le 5e complémentaire an* VIII;

Apportée le 1er brumaire an VIII par le trésorier de Moustapha-Pacha, prisonnier au Caire.

(N° 1.) Au quartier-général de Damas (sans date).

Au Modèle des Princes de la nation du Messie, au Soutien des Grands de la secte de Jésus, à l'honoré et estimé KLÉBER, *dont la fin puisse être heureuse, un des Généraux de France,* SALUT ET AMITIÉ.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez envoyée par le trésorier de Moustapha-Pacha, et j'en ai compris le contenu, qui me fait voir que vous êtes disposé à rétablir la paix entre la Sublime Porte et la République française, et que vous cherchez à excuser ce qui s'est passé. Vous m'avez annoncé en même temps que Bonaparte était parti du Caire, et que vous l'aviez remplacé. J'ai reçu, jointe à cette lettre, la double copie de celle que m'avait écrite Bonaparte, qui me fut remise par Mahmed-Kouschdy effendi, et que vous me dites m'avoir envoyée

dans la crainte que la première n'ait été prise par quelqu'un des bâtimens qui croisent dans la Méditerranée. Je pense que vous avez reçu ma réponse à la lettre de Bonaparte, que j'ai envoyée par le même effendi qui était porteur de la sienne, et que vous avez parfaitement compris le sens de ce que je lui écrivais.

Il me semble par votre lettre, ainsi que je vous l'ai déjà dit, que vous désirez la paix, que les hommes sensés ont toujours préférée à la guerre. Quel est celui qui n'aime pas mieux la tranquillité publique que l'effusion du sang humain!

Je dois vous observer, d'après le désir que vous montrez de rétablir la paix entre la Sublime Porte et la République française, qu'il faut commencer par faire connaître les pouvoirs donnés par les cinq Directeurs de France, désigner ensuite les plénipotentiaires et le lieu des conférences, où l'on pourra discuter tout ce qui peut renouer cette paix entre les deux puissances, et que nécessairement ces préliminaires prendront beaucoup de temps.

Si, en me proposant la paix, vous n'avez d'autre intention que de retourner en sûreté d'où vous êtes venu, et entamer des négociations pour cet objet; quoique je sois en route pour marcher au Caire, suivi d'une armée innombrable et pleine de confiance dans la puissance du Très-Haut, la loi de Mahomet prescrivant formellement à tous les musulmans de favoriser tous ceux qui demandent protection et salut, ainsi que je l'ai dit dans ma réponse à Bonaparte, je vous ferai avoir toute sûreté de la part de la Sublime Porte, pour qu'il n'arrive le moindre dommage, de la part des Anglais ou de tout autre, à vous, ni à aucun des Français qui sont en Égypte, et qui pourront en partir

avec leurs armes. Je garantirai votre retour en France sur les bâtimens français qui sont en Égypte, et s'ils ne suffisent pas, sur ceux de la Sublime Porte.

Lorsque vous serez arrivés dans votre pays, si votre république témoigne le désir de rétablir la paix avec la Sublime Porte, vous savez qu'il doit être ouvert à cet effet des négociations entre des envoyés de part et d'autre, conformément aux anciens usages établis.

Si vous désirez donc assurer votre retour dans votre pays, cet arrangement pourra avoir lieu conformément à ce que je viens de vous dire; et si vous avez quelque autre moyen qui vous paraisse plus convenable pour votre sûreté, ne tardez pas à m'en instruire. C'est pour cet objet que je vous ai écrit la présente; quand vous l'aurez reçue; et que vous en aurez compris le contenu, réfléchissez beaucoup à sa fin, en saisissant bien ce que je vous propose.

Signé en chiffre JOUSSEF, ainsi que dans le sceau apposé à la lettre.

Traduit par le citoyen Brascevich, interprète du général en chef.

Signé DAMIEN BRASCEVICH.

Pour copie conforme,

Signé KLÉBER.

(N° 2.) Au quartier-général du Caire, 27 octobre 1799.

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GRAND-VISIR.

J'ai reçu une lettre que Votre Excellence m'a fait passer par le trésorier du très considéré Moustapha-Pacha, et après en avoir compris le contenu, j'en ai conféré avec ce dernier, en le chargeant de vous faire connaître mes intentions ultérieures. Il ne me reste donc ici qu'à prier Votre Excellence d'apporter à ce que ce pacha, notre prisonnier et pourtant notre très honoré ami, pourra vous écrire. Il s'agit moins, ce me semble, en ce moment, de diriger nos regards sur le passé que sur l'avenir, et j'ose inviter Votre Excellence de considérer surtout que de quelque côté que puisse se ranger la victoire dans le combat que nous sommes prêts à nous livrer, elle ne saurait être qu'infiniment préjudiciable aux grands intérêts des deux puissances pour lesquelles nous agissons.

Je prie Votre Excellence de croire à la très haute considération que j'ai pour elle. KLÉBER.

(N° 3.) Au quartier-général du Caire, 15 octobre 1799.

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GÉNÉRAL DE DIVISION MENOU.

Le grand-visir a renvoyé l'effendi qui était porteur de la lettre de Bonaparte, avec une réponse écrite dans le délire de l'orgueil, et marquée au coin de la plus haute insolence. *Il faut, d'après cela, renoncer entièrement à traiter avec les ministres de la Sublime Porte, où se couvrir et s'envelopper d'infamie; ce à quoi aucun individu de l'armée ne consentirait sûrement pas.*

Cette circonstance ne doit pourtant pas vous empêcher d'entrer en pourparlers avec les bâtimens européens qui

pourraient se présenter devant vous. Je serais fort aise d'avoir ici un parlementaire russe ou anglais. J'inspirerais par là aux Turcs une jalousie, ou plutôt une défiance qui pourrait les rendre plus traitables, et mon objet principal, celui de gagner du temps, se trouverait toujours rempli.

KLÉBER.

(N° 4.) Belbéis, 2 octobre.

LE GÉNÉRAL REYNIER AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

Je vous envoie, citoyen Général, une lettre de l'adjudant-général Martinet, qui m'écrit les renseignemens qu'il a reçus d'un volontaire de la 25e demi-brigade, pris le 18 fructidor, conduit à Damas, et renvoyé par le visir. L'idée de faire un prisonnier et de nous le renvoyer afin d'effrayer sur les préparatifs ne peut avoir été suggérée que par des Européens, et annonce en même temps peu de confiance dans ses forces, ou le désir de négocier. L'adjudant-général Martinet doit vous écrire les mêmes renseignemens qu'il me donne.

Je n'ai appris ici aucune nouvelle de Syrie. *L'esprit des habitans est toujours fort bon; ils font peu d'opinion des préparatifs des pachas.*

(N° 5.) Tigre, le 16 octobre 1799.

AU GÉNÉRAL MARMONT.

Votre départ subit de nos parages, il y a deux mois, me priva du plaisir de vous revoir, comme je l'avais espéré, et de prendre votre réponse à la dernière lettre du commodore, qui l'attend encore.

Votre ex-général en chef trouvera bien du changement en France, s'il y arrive. Tout le Directoire, à l'exception de Barras, est en état d'accusation. On leur impute formellement, entre autre choses, d'avoir *exilé et relégué la plus belle armée de la République dans les déserts de l'Arabie;* et Rewbell en appelle au général Bonaparte, pour justifier son projet, comme vous verrez par les feuilles ci-incluses. J'espère que nous serons bientôt devant Alexandrie, et que j'aurai l'honneur de vous y voir dans le courant du mois. Je vous ferai part alors de tout ce verbiage de l'Europe. Il n'y en eut jamais autant que dans ce moment-ci.

Vous avez sûrement appris la capture de l'escadre de l'amiral Perée, de trois frégates et deux bricks, par nos vaisseaux *le Centaure* et *la Bellone;* le dernier commandé par le chevalier Thompson, ci-devant capitaine du *Leander,* et qui fut si maltraité par le commandant du *Généreux.* Nos officiers et matelots qui sont revenus se louent beaucoup de M. Trullet, peu de M. Barré, mais se plaignent de la dureté et de la grossièreté de l'amiral Perée à leur égard.

Je prends la liberté de vous prier de vouloir bien acheminer la lettre ci-incluse à son adresse. Elle est de notre *consulesse* à Acre, a rapport, à ce que l'écrivain m'a dit, à des affaires de famille, etc.; etc. Je suis honteux d'user si librement de votre complaisance; si jamais il était en mon pouvoir de vous être utile à vous ou à vos amis, j'en serais bien charmé, et vous prie de disposer de mes services sans réserve.

JOHN KEIT.

(N° 6.) Damiette, le 18 brumaire an VIII (9 nov. 1799).

LE GÉNÉRAL DESAIX AU GÉNÉRAL EN CHEF.

Je crois, mon Général, que ma présence est ici très peu nécessaire. Le général Verdier est jeune, actif, intelligent. Le succès qu'il vient d'avoir, et qui lui fait vraiment bien de l'honneur, lui a électrisé la tête. Les troupes sont enchantées d'avoir si promptement et si rapidement détruit les Turcs; elles sont sûres de vaincre, ont fait bien du butin, et ne demandent que tous les jours nouvelle fête pareille. Il y a ici assez de moyens pour vaincre tout ce qui se présenterait; il y a trop de cavalerie, à ce que trouve le général Verdier; mais sur les plages entre le lac Burlos et ici, elle peut être utile: si vous pouviez retirer tous ces détachemens épars et les faire remplacer par un régiment entier, cette partie-ci serait à l'abri de tout événement. Il y a plus qu'il ne faut de moyens, puisqu'il y a six pièces mobiles, plus de quatre cents chevaux. J'ai vu Lesbeh; il a un grand défaut, un immense développement. Avec quatre à cinq cents prisonniers turcs très poussés, on pourra faire bien de l'ouvrage. Je pense qu'en creusant tout autour un fossé quand il n'aurait que trois pieds d'eau (c'est déjà un très grand obstacle), l'ennemi ne pourrait plus escalader les remparts, ne pouvant s'avancer qu'avec infiniment de peine dans ces boues jusqu'aux jarrets. Vous seriez bien à l'abri de tout événement avec une bonne place ainsi construite à l'embouchure du Nil. Sous très peu de jours, la place sera entièrement fermée sur tous les points. Le général Verdier fait faire des redoutes fermées en avant de son camp, pour battre la mer et éloigner les bâtimens

ennemis. Les redoutes fermées sont très dangereuses ; elles ne sont jamais assez fortes pour n'être pas prises de vive force. Les Turcs les défendent si bien qu'entre leurs mains elles sont excessivement dangereuses. J'engage le général Verdier à les laisser comme vous les avez faites, c'est-à-dire ouvertes à la gorge. Il paraît bien clair que l'expédition de Damiette avait été cherchée par Smith lui-même à Constantinople, qu'elle était indépendante de celle du visir ; il paraît aussi que nous avons des agens qui négocient à Constantinople. Vous me disiez de voir, si je pouvais, cet officier anglais. Vous savez qu'il est parti, et que Morand a couru après lui à Jaffa. Je crois qu'il va presser le visir à agir, et se disculper du malheur qu'il a éprouvé. Je présume que je n'ai pas besoin de porter Smith à la paix, comme vous le désiriez : il n'a qu'un but, qu'un désir, qu'une volonté, c'est de négocier avec nous, pour nous prouver qu'il faut que nous nous en allions bien vite. La gloire qui lui en reviendrait dans son pays ; chez les Russes et chez les Turcs, lui fait tourner la tête. Il paraît qu'il a peur de la voir échapper, car il a l'air inquiet. Les revers que ses soldats éprouvent, c'est-à-dire les Osmanlis, paraissent le faire peu aimer d'eux. Je crois qu'encore quelques revers, les bonnes gens s'accommoderont. Battez le grand-visir, et ils feront alors tout ce que vous voudrez. La bonne politique ne leur entrera dans la tête que par bien des corrections ; encore une bonne, et tout ira, je le présume. Smith tremblait de n'avoir pas de vos nouvelles ; il frappait du pied, il s'écriait : « Le général Kléber devrait me répondre ; ce que je lui ai dit est honnête ; je le croyais plus raisonnable que le général Bonaparte. Ainsi, d'après tout cela, vous voyez, mon

Général, qu'il veut bien négocier; mais tout ce qu'il veut, c'est de vous faire partir d'ici le plus tôt possible; quand un ennemi demande instamment quelque chose, c'est que cela lui fait bien du mal, et il ne faut pas, je pense, le lui accorder légèrement. J'espère qu'avant qu'il soit deux mois nous aurons des nouvelles bien intéressantes. Je voudrais savoir ce que vous voulez que je fasse; je suis inutile ici. J'irai visiter le lac Menzaléh, les côtes vers le lac Burlos, si vous ne me faites pas passer d'autres ordres; j'irai ensuite au Caire pour me rendre de là au point où vous me destinerez. Avant que de faire ces voyages, j'aurais été bien aise d'aller chercher des effets qui me manquent. J'attends de vos nouvelles.

DESAIX.

(N° 7.) Quartier-général du Caire, 18 brumaire an VIII (9 novembre).

AU GÉNÉRAL DESAIX.

Le grand-visir est enfin arrivé à Jaffa, d'où il m'a expédié un courrier à dromadaire avec une lettre fort polie par laquelle il déclare, comme toujours, que tant que nous serons en Égypte, il n'y aura pas moyen de conclure ni paix ni trêve, et si je ne me résous pas à accepter les offres qu'il me fait, le sort des armes en décidera. *Depuis, il aura appris l'affaire à Damiette*, et je pense que cela le rendra un peu plus traitable, ce qu'il faudra voir et attendre, ainsi que la réponse de M. Sidney Smith. Je suis fâché du contre-temps du départ de ce dernier, et du voyage que sera obligé de faire Morand; mais ce malheur sera peut-être bon à quelque chose.

Il me tarde de recevoir de vos nouvelles. Le général Verdier s'attend à une autre descente, et je partage bien son opinion; c'est pourquoi je vous prie de ne pas vous presser de revenir ici, et de prendre le commandement des troupes à Lesbëh. Mourâd-Bey a définitivement passé en Syrie avec une cinquantaine de mamelouckes, évitant fort adroitement la rencontre de nos troupes.

J'attends le 20e de dragons; dès qu'il sera arrivé je vous l'enverrai, et alors il faudra de suite renvoyer au Caire le 3e régiment de cette arme, et les chasseurs du 22e à Rosette.

Je ne désespère pas de renouer les conférences, et vous serez toujours un des conférendaires.

KLÉBER.

(N° 8.) 10 novembre.

KLÉBER, AU GÉNÉRAL DE DIVISION MENOU.

J'envoie le général Lanusse à Alexandrie pour prendre le commandement provisoire du cinquième arrondissement. Donnez-lui, mon cher Général, les instructions et les renseignemens nécessaires, et vous rendez, dans le plus court délai possible, au Caire. Si vous y arrivez à temps, c'est-à-dire d'ici à huit jours, je vous emploierai comme un de mes chargés de pouvoirs dans une négociation où il s'agit de dessiller les yeux au pauvre grand-visir et lui faire entendre raison.

Je vous salue,

KLÉBER.

(N° 9.) Quartier-général du Caire, 8 novembre 1799.

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, A S. EX. LE GRAND-VISIR, GÉNÉRALISSIME DES ARMÉES DE LA SUBLIME PORTE,

Illustre parmi les Grands éclairés et sages, que Dieu lui donne une longue vie, pleine de gloire et de bonheur; SALUT ET AMITIÉ.

J'envoie à Votre Excellence copie d'une lettre que j'ai reçue de M. le commodore Sidney Smith, et de la réponse que je lui ai faite. Par les articles du traité du 5 janvier dernier, relatés dans la lettre de ce ministre plénipotentiaire, il est clair que la Sublime Porte n'a contracté les alliances avec la Russie et l'Angleterre que pour garantir l'intégrité de son empire, et surtout pour obtenir la restitution de l'Égypte.

Il est, d'après cela, et d'après tout ce que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence, difficile de comprendre comment nos malheureux débats ne sont pas encore terminés. C'est pour arriver plus tôt à leur fin que je vous ai fait proposer dernièrement par Moustapha-Pacha, notre très honoré ami, d'envoyer dans un lieu que vous indiquerez, deux personnes de marque, revêtues de vos pouvoirs, et que je vous ai demandé en même temps de m'envoyer trois sauf-conduit pour le général de division Desaix, l'administrateur général des finances Poussielgue, et le citoyen Brascévich, secrétaire interprète. Je suis à attendre la réponse de Votre Excellence.

Si cette conférence pouvait avoir lieu, tout s'expliquerait et s'arrangerait facilement. Je me flatte même

d'avance d'avoir une réponse victorieuse à opposer à toutes les objections que feraient ceux qui, ne désirant pas sincèrement la fin de cette querelle, ne manqueraient pas d'employer tous les moyens de la faire prolonger.

Signé KLÉBER.

(N° 10.) Au camp de S. A. le suprême Grand-Visir, à Jaffa, le 8 nov. 1799.

LE COMMODORE SIDNEY SMITH, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 8 brumaire, m'a été remise hier à mon bord, en rade de Jaffa, par M. l'adjudant-général Morand.

Le trésorier de son excellence Moustapha-Pacha, m'a accompagné au camp de son altesse le Suprême Visir, et il a eu occasion de présenter, pendant ma première audience, les lettres dont il était porteur.

Le tout fut lu et discuté de suite, l'agent de Russie y ayant assisté; et comme vous proposez d'envoyer deux personnes de marque pour tenir des conférences, il a été décidé que je dois accepter votre offre à cet égard, et écouter les propositions qu'elles pourront faire en votre nom et celui de l'armée française, pourvu toutefois que ces ouvertures n'aient rien de contraire à la dignité, la loyauté et la bonne foi des cours alliées. Et puisque vous voulez bien consentir que ces conférences aient lieu à mon bord, je me rendrai à cet effet devant Alexandrie. De mon côté, monsieur le Général, je ne saurais jamais

faire une proposition déshonorante pour l'armée française, dont la bravoure m'est si bien connue, considérant que celui qui n'est pas délicat sur ce point se déshonore lui-même. L'estime que vous voulez bien me témoigner m'est d'autant plus agréable que je n'ambitionne que celle des hommes estimables.

« La réputation du général Desaix m'est un garant que nos conférences seront basées sur les qualités qui le distinguent. Le choix que vous faites de l'administrateur Poussielgue pour l'accompagner, ne peut que m'être agréable; et je regarde comme un compliment très flatteur pour moi, que vous ayez cru que le caractère de l'adjudant-général Morand le rendait propre à commencer le degré de rapprochement qui existe si heureusement entre nous.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le Général, avec la plus parfaite estime et la plus haute considération,

SIDNEY SMITH.

LE GRAND-VISIR AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

Apporté par un Arabe arrivé le 7 frimaire an VIII (28 novembre).

Je désire autant que vous que l'évacuation de l'Égypte se fasse sans effusion de sang, et la Sublime Porte incline également à adopter un pareil accommodement, pourvu que les conditions proposées par les Français soient également conformes à sa dignité, aux traités faits entre elle et ses alliés, et à ses justes prétentions sur l'Egypte. Telle est la réponse à la lettre que vous m'avez envoyée par le trésorier du très honoré Moustapha-Pacha.

L'honoré et estimé commandant plénipotentiaire anglais Smith était venu à mon quartier-général; tout a été discuté avec lui et en présence du conseiller interprète russe, l'honoré Frankini. On a cru ensuite convenable de charger le commandant Smith de négocier l'affaire relative à l'évacuation de l'Égypte de la manière la plus avantageuse et la plus honorable, et de désigner le lieu où les délégués français devront se rendre.

Si Mustapha-Pacha s'est immiscé sans ordre et de son propre mouvement dans cette affaire, ce ne doit être d'aucune conséquence, car la Sublime Porte, vu sa situation, ne lui avait délégué ni ouvertement ni secrètement aucun pouvoir pour traiter des affaires.

Il est des principes consacrés par toute espèce de religion, tels, par exemple que les faits doivent répondre aux promesses, et qu'il ne faut point répandre le sang inutilement. C'est pour vous faire connaître tout cela, et pour faire savoir que la Sublime Porte se prête toujours avec empressement à de pareils accommodemens que la présente vous a été expédiée.

Écrit le 12 du mois de la lune Guemad-El-Akar l'an de l'hégire 1214 (21 *brumaire an* VIII).

Signé en chiffres JOUSSEF.

(N° 9.)

LE COMMODORE SIDNEY SMITH, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

A bord du vaisseau de Sa Majesté, *le Tigre*, devant Damiette, le 26 octobre 1799 (4 brumaire an VIII).

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

La lettre que le général Bonaparte a écrite à Son Excellence le suprême Visir, en date du 17 août (30 thermidor), ainsi que celle que vous lui avez adressée en date du 17 septembre (1er jour complémentaire), demandent une réponse; et comme la Grande-Bretagne n'est pas auxiliaire, mais bien puissance principale dans les questions auxquelles ces lettres ont rapport, depuis que les cours alliées ont stipulé entre elles de faire cause commune dans cette guerre, je puis y répondre sans hésitation, dans les termes du traité d'alliance, signé le 5 janvier dernier.

« Par l'article 1er, Sa Majesté Britannique, déjà liée à « Sa Majesté l'Empereur de Russie par les liens de la « plus stricte alliance, accède, par le présent traité, à « l'alliance défensive qui vient d'être conclue entre Sa « Majesté l'empereur ottoman et celui de Russie..... Les « deux parties contractantes promettent de s'entendre « franchement dans toutes les affaires qui intéresseront « leur sûreté et leur tranquillité réciproque, et de pren- « dre, d'un commun accord, les mesures nécessaires pour « s'opposer à tous les projets hostiles contre elles-mêmes, « et pour effectuer la tranquillité générale..... Par l'ar- « ticle 2, elles se garantissent mutuellement leurs pos- « sessions, sans exception..... Sa Majesté Britannique ga-

« rantit toutes les possessions de l'empire ottoman, sans « exception, telles qu'elles étaient avant l'invasion des « Français en Égypte, et réciproquement..... Par l'ar- « ticle 5, une des parties ne fera ni paix ni trève durable « sans y comprendre l'autre et sans pourvoir à sa sûreté. « Et en cas d'attaque contre l'une des deux parties, en « haine des stipulations de ce traité ou d'exécution fidèle, « l'autre partie viendra à son secours, de la manière la « plus utile, la plus efficace et la plus conforme à l'intérêt « commun, suivant l'exigence du cas.....

« Par les articles 8 et 9, les deux hautes parties con- « tractantes se trouvant actuellement en guerre avec « l'ennemi commun, elles sont convenues de faire cause « commune, et de ne faire ni paix ni trève que d'un « commun accord..... promettant de se faire part l'une à « l'autre de leurs intentions relativement à la durée de « la guerre et aux conditions de la paix, et de s'entendre « à cet égard entre elles, etc.... »

D'après cet arrangement, monsieur le Général, vous pouvez croire que le gouvernement ottoman, célèbre de tout temps pour sa bonne foi, ne manquera pas d'agir de concert avec la puissance que j'ai l'honneur de représenter.

L'offre faite de laisser le chemin libre à l'armée française pour l'évacuation de l'Égypte a été méconnue jusqu'ici, et on a traité d'embauchage cette mesure proposée à une armée en masse; mesure qui n'avait d'autre but que d'épargner l'effusion du sang, et de plus longues souffrances à des hommes exilés, du propre aveu de ceux mêmes qui les ont relégués dans ces contrées lointaines.

Cette proclamation vient de m'être confirmée par Son Excellence le Reis-Effendi, par le nouvel envoi d'un

paquet qu'il m'a fait, signé de sa main et du premier drogman de la Porte, comme vous le verrez par quelques exemplaires que vous trouverez ci-inclus. On est encore à temps de profiter de cette offre généreuse; mais que l'on n'oublie pas que si cette évacuation de l'empire ottoman n'était pas permise par l'Angleterre, le retour des Français dans leur patrie serait impossible. Comment peut-on espérer de trouver les moyens de transporter une armée dont la flotte est détruite, sans le secours et le consentement des alliés, et cela dans le temps où les insultes et les imprécations multipliées du gouvernement français laissent à peine une puissance neutre en Europe.

J'ai engagé le général Bonaparte, en lui laissant le passage libre, d'aller prendre le commandement de l'armée d'Italie, qui n'existait déjà plus. Son arrivée, sans un passeport de moi, sera une de ces chances heureuses que la fortune pourra bien lui refuser. Il a dédaigné de ramener avec lui les intrépides instrumens de son ambition dans leur patrie; il est donc réservé à un autre de faire cet acte d'humanité auquel on trouvera la Sublime Porte prête à acquiescer. Mais que l'on n'infère pas de là que je sollicite l'armée française d'accepter un bienfait.

Le commerce britannique aux Indes, comme partout ailleurs, est à l'abri de toutes tentatives funestes de la part de la république française; et la mort de Tippo sultan, qui a eu le malheur de céder aux insinuations du Directoire et de ses émissaires, a été le terme de ses cruautés et de son empire. L'armée d'Orient reste donc sur le point de communication entre les deux mers dont nous sommes les maîtres.

Notre seule raison de désirer l'évacuation de l'Égypte

par les Français, est que nous sommes garans de l'intégrité de l'empire ottoman; car si les forces employées aujourd'hui ne suffisaient pas pour exécuter cet article du traité, les puissances alliées ont promis d'employer des moyens suffisans. On leur prête gratuitement les principes envahisseurs du Directoire; mais elles prouveront aux Français en Égypte, comme elles l'ont appris à ceux de l'Italie, que leur bonne foi et leurs moyens vont de pair quand il s'agit de se venger mutuellement lorsqu'elles sont outragées.

L'armée française ne peut tirer aucun parti de l'Égypte sans commerce; son séjour ne fera qu'aggraver ses propres maux, prolonger les souffrances des nombreuses familles françaises réparties dans les diverses échelles du Levant; tandis que, d'un autre côté, l'état de guerre avec la Porte ottomane répand le discrédit et la misère sur tout le midi de la France.

L'humanité seule dicte cette offre renouvelée aujourd'hui. La politique actuelle semblerait peut-être exiger sa rétractation; mais la politique des Anglais est de tenir leur parole, quand même cette ténacité pourrait nuire à leurs intérêts du jour. La paix *générale ne peut jamais avoir lieu avant l'évacuation de l'Égypte;* elle pourrait être accélérée par la prompte exécution de ce préliminaire à toute négociation. Mais vous devez sentir, monsieur le Général, que ce n'est pas dans un endroit aussi éloigné du siége des gouvernemens respectifs, qu'une affaire de cette nature et de cette importance peut être même entamée.

Je me félicite, monsieur le Général, de ce que cette occasion me met à même de vous témoigner l'estime que j'ai pour un officier aussi distingué que vous, et de me

flatter que vos communications officielles, basées sur la franchise du caractère militaire, n'auront rien de cette aigreur ni de ce ton de dépit qui ne devrait pas entrer dans des rapprochemens de ce genre.

J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération,

Monsieur le Général,

Votre très humble
et très obéissant serviteur,
Signé SIDNEY SMITH,

Ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près la Porte Ottomane, commandant son escadre dans les mers du Levant.

(N° 99).

Quartier-général du Caire, le 10 novembre 1799.

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, A S. EX. LE GRAND-VISIR, GÉNÉRALISSIME DES ARMÉES DE LA SUBLIME PORTE,

Illustre parmi les Grands éclairés et sages, que Dieu lui donne une longue vie pleine de gloire et de bonheur; SALUT ET AMITIÉ.

Je reçois la lettre que Votre Excellence m'a expédiée par un Tartare, au sujet des notes dont Mohamed-Effendi était porteur.

Si le gouvernement français m'avait chargé de m'emparer de l'Égypte et de la défendre à outrance contre quiconque voudrait me forcer à l'abandonner, j'aurais obéi; et au lieu de faire des démarches toujours honorables, quand il s'agit de terminer une guerre impolitique et sans objet, j'aurais suivi dans les combats, la gloire,

compagne fidèle à l'armée que je commande, jusqu'à ce que j'eusse reçu de nouveaux ordres.

Mais, comme je l'ai fait connaître à Votre Excellence, il a toujours été constant pour moi que jamais la République française n'avait voulu faire la guerre à la Sublime-Porte. Les changemens qui ont eu lieu dernièrement dans le gouvernement français, les causes qui les ont amenés, les opinions qui ont été manifestées sur l'expédition d'Égypte, annoncent un désir unanime de rétablir la paix avec l'empire ottoman.

C'est à ce désir que j'ai cédé, en faisant auprès de Votre Excellence toutes les avances convenables.

J'ai offert d'évacuer l'Égypte; je ne crois pas que la guerre que nous nous faisons puisse avoir un autre objet. Cette évacuation doit donc être le prix de la paix, au moins entre les deux puissances, si elle ne peut l'être pour toute l'Europe.

Qu'elle ne puisse ni se traiter, ni se conclure en Égypte, j'en demeurerai d'accord; mais que Votre Excellence considère l'évacuation de l'Égypte comme un préliminaire absolu à toute espèce de négociation, c'est un principe sur lequel il lui sera facile de revenir, quand elle aura réfléchi de nouveau aux véritables intérêts de la Sublime Porte. Elle sentirait quelle sera sa responsabilité personnelle, si elle attendait du sort incertain des combats, un succès qu'elle peut obtenir sur-le-champ, sans courir aucune chance funeste.

Mais enfin, quels que soient les désirs de Votre Excellence, et quand même il ne s'agirait que de l'évacuation pure et simple de l'Égypte, il est indispensable de s'entendre; et j'insiste d'autant plus pour établir des conférences à cet effet, que je donnerai à mes délégués des

instructions telles, qu'ils ne se sépareront pas des vôtres sans avoir terminé à la satisfaction de la Sublime Porte et à celle de Votre Excellence.

Je l'engage de nouveau à m'envoyer trois ou quatre sauf-conduit en blanc, et à me désigner le lieu où devront se rendre mes délégués.

Si, contre mon espérance, je fais en vain pour la paix tout ce que les intérêts de mon pays et ceux de l'humanité me commandent, je serai au moins justifié de tout le sang qui va encore se répandre, et la postérité saura en faire rejaillir le blâme sur ceux qui l'auront mérité.

Je prie Votre Excellence de croire à la haute considération que j'ai pour elle.

Signé KLÉBER.

ARTIFICES DE SIDNEY.

INSURRECTION. — PRISE D'EL-A'RYCH.

Le bénéfice du temps était désormais tout au profit des Turcs; Sidney ne se pressa pas de venir recevoir les plénipotentiaires à bord. Il prétexta les vents, tint la haute mer, courut la côte et ménagea aux Ottomans tout le loisir dont ils avaient besoin pour prendre sur nous quelque avantage. Ils étaient impatiens de franchir le désert. Nous paraissions peu disposés à rendre les places qui couvraient les terres cultivées; il ne s'agissait que d'irriter l'ardeur des uns, de prolonger l'indécision des autres, pour obtenir d'un coup de main ce que ne donnerait peut-être pas la négociation. Ce fut sur ces données que se régla le commodore. D'une part il évitait soigneusement le Boghaz, gardait le large; de l'autre il poussait les Osmanlis à la guerre, et nous accusait de chercher à gagner du temps. Cette tactique produisit son effet. L'armée turque porta son quartier-général à Ghazah: des reconnaissances s'avancèrent sur El-A'rych, le fort fut sommé, et les postes chargés de le couvrir tombèrent sous le damas des Tobargis. Kléber, à qui ces lenteurs étaient encore plus insupportables, se plaignit des conséquences qu'elles avaient eues. Le visir, toujours abusé, lui répondit qu'une

aile de son armée se trouvait déjà devant nos postes, et commençait à détruire les Français qu'elle avait en face; qu'il ne pouvait arrêter sa marche ni prendre des mesures conciliatoires, si l'on ne profitait pas mieux du temps; qu'il restait cependant un moyen de s'entendre et d'échapper aux orages qui retenaient Sidney; c'était d'expédier ses délégués par le désert, que dès qu'ils seraient rendus à Ghazah, toute hostilité cesserait de part et d'autre. La proposition fut acceptée: les plénipotentiaires allaient se mettre en route lorsque Smith, jugeant sans doute que tout a des bornes, se présenta devant Lesbëh. Poussielgue et Desaix, qui avaient perdu quatorze jours à l'attendre se jetèrent aussitôt dans une chaloupe et ne tardèrent pas à être à bord. Le commodore était muni des pouvoirs du visir : ils se flattaient que les conférences commenceraient sans délai. Ce n'était pas ce que se proposait le négociateur auquel ils avaient affaire. Il les écouta cependant; et se prévalant des bases irréfléchies que Kléber avait admises, il leur proposa, comme mesure préliminaire, la remise des places qui bordent la lisière du désert; c'était la condition indispensable de l'armistice. Quant à l'armée, elle serait reçue à composition, et ne pourrait reprendre les armes qu'au bout d'un temps donné. Ces conditions, tolérables au plus après une défaite, étaient inconvenantes dans l'état où se trouvaient les choses. Elles le devenaient encore davantage par le caractère de l'homme auquel elles s'adres-

saient. Desaix, dévoué à Bonaparte par sentiment et par admiration, voyait avec douleur la perte d'une conquête à laquelle il avait pris une part si glorieuse. Il connaissait toute l'importance de l'Égypte, et se prêtait avec répugnance à une négociation que rien ne justifiait. Une autre circonstance le blessait encore : Kléber avait mis de la perfidie dans sa nomination ; il ne l'avait choisi que parce qu'il le voyait fidèle aux premiers sentimens qu'il avait manifestés pour son ancien chef, et qu'il voulait le rendre solidaire d'une transaction qu'il condamnait. Aussi Desaix releva-t-il vivement Sidney; et sans tenir compte des injurieuses prétentions qu'il venait d'émettre, il rédigea la note suivante qui fut immédiatement passée au commodore :

« L'occupation de l'Égypte par l'armée française paraissant avoir été le principal motif qui a rallumé la guerre dans toute l'Europe, le général en chef Kléber a pensé que l'évacuation de cette province pourrait être un acheminement à cette paix générale si fortement désirée de tout les peuples ; et malgré les avantages de sa position en Egypte, il s'est déterminé d'autant plus volontiers à faire les premières démarches pour cet objet, qu'il ne peut douter que l'intention du gouvernement français n'ait toujours été de rendre l'Égypte à la Sublime Porte.

« Le général Kléber a vu avec plaisir que M. le commodore Smith était investi de la confiance des parties pour traiter cette importante affaire. Ses

lumières personnelles le mettent en état d'en apprécier tous les rapports.

« La guerre actuelle, poussée plus long-temps, ne peut qu'être funeste aux intérêts politiques et au système commun de la plupart des parties belligérantes, de quelque côté que soient les succès. Sous ce point de vue, l'Angleterre court les mêmes chances que la République française.

« L'évacuation de l'Égypte, effectuée aujourd'hui plutôt que dans deux ans, satisfait pleinement aux intérêts de l'empire ottoman; elle procure en même temps un très grand avantage à l'Angleterre, qu'elle délivre de toute inquiétude sur les Indes. Enfin elle écarte de part et d'autre toute idée qui pourrait faire admettre par la France un nouveau système politique dangereux pour elle-même, dont le résultat serait aussi la ruine de l'empire ottoman et successivement pour les Anglais de leurs colonies dans l'Inde, comme de leur commerce dans l'empire ottoman et avec la Russie.

« Mais en offrant l'évacuation de l'Égypte, seulement parce que des intérêts généraux la rendent beaucoup plus convenable en ce moment que plus tard, et parce qu'il vaut mieux qu'elle accélère la paix générale, que d'en être le prix, après une guerre encore longue et sanglante, l'armée française, forte de ses victoires et de sa position, a le droit d'exiger une compensation honorable, proportionnée aux avantages auxquels elle renonce. En conséquence, les soussignés, en vertu de leurs

pleins pouvoirs, offrent l'évacuation de l'Égypte aux conditions :

« 1°. Que la Sublime Porte restituera à la France les possessions qu'elle peut avoir acquises sur elle pendant la guerre actuelle ;

« 2°. Que les relations entre l'empire ottoman et la République française seront rétablies sur le même pied qu'avant la guerre ;

« 3°. Que l'Angleterre signera une nouvelle garantie du territoire de l'empire ottoman ;

« 4°. Que l'armée évacuera avec armes et bagages sur tous les ports dont il sera convenu, aussitôt que les moyens d'évacuation lui auront été procurés.

« A bord du *Tigre*, 8 nivose an VIII (29 décembre 1799).

« *Signé* DESAIX, POUSSIELGUE. »

Sidney était loin de s'attendre à des propositions de cette espèce. Il croyait prendre la négociation au point où Kléber l'avait conduite, et voilà qu'il se trouvait vis-à-vis d'un homme, d'un projet tout nouveau. Poussielgue lui-même se montrait moins impatient de revoir l'Europe. La présence de l'étranger lui avait rendu son énergie ; il insistait avec force sur les conditions que renfermait la note. Le commodore n'eut garde de les refuser ; toujours doucereux, toujours philanthrope, il recourut à ses artifices ordinaires, et continua de jouer son jeu. Sa qualité d'*homme*, *de chrétien*, lui faisait un devoir de prévenir l'effusion

du sang ; mais le visir était un Turc obstiné, farouche; on mettait en avant des considérations qui n'avaient été ni délibérées ni prévues : il allait consulter Sa Hautesse, s'interposer entre elle et les Français. Il fit voile, en effet ; mais au lieu de se diriger sur Jaffa, il courut la haute mer, chassa de Tyr à Candie, de Candie au Carmel, et mit dix-huit jours à faire un trajet qui n'en exigeait pas deux. Les plénipotentiaires sentaient bien qu'il les jouait ; mais il ne répondait à leurs plaintes qu'en maudissant les courans, les orages : force leur fut de se résigner.

Pendant qu'il les tenait au large, ses officiers mettaient leur absence à profit. Ils excitaient, poussaient les Turcs, et ne cessaient, avant que l'armistice fût conclu, de les engager à tenter un coup de main sur El-A'rych. Ce ramassis de sauvages souffrait impatiemment les privations du désert ; ils n'eurent pas de peine à l'obtenir. Leurs dispositions répondirent au but ; elles furent calculées avec une profonde astuce.

Les mameloucks nous avaient fait quelques prisonniers qui gémissaient dans les cachots. Ils se rendirent auprès d'eux, les plaignirent, et, passant à l'officier qui les commandait lorsqu'ils avaient été pris, ils lui annoncèrent que ses fers allaient tomber, que des ordres étaient donnés pour qu'il fût traité avec distinction. Ils l'engagèrent à ne pas méconnaître la bienveillance du chef de l'armée turque, qui les brisait. Le Français était encore

à chercher où tendaient ces insinuations, lorsqu'il voit entrer l'interprète du visir, qui lui représente que la privation des effets qu'ils avaient au fort rendait sa position, celle de ses soldats, pénible, et l'invite, au nom de son maître, à les réclamer. Il y consentit : cet acte de docilité parut de bon augure ; on l'envoya chercher, au nom du visir. On le conduisit dans une tente magnifique, où se trouvaient les officiers anglais avec les généraux musulmans. On lui adresse d'abord une foule de questions : on veut savoir les ouvrages qui couvrent El-A'rych, les troupes qui les défendent ; on n'omet, en un mot, rien de ce qui peut l'embarrasser, le compromettre; et, quand on juge que son trouble est au point où on se propose de le porter, on lui présente à signer la lettre qu'il doit écrire. Heureusement il n'était pas homme à se laisser imposer. Il lit, parcourt, reste muet d'étonnement, en voyant qu'au lieu d'une réclamation d'effets, c'est une invitation de livrer le fort, de se rallier au visir, qui comblera de biens, et fera passer en France ceux qui trahiront leurs sermens. Il se plaignit de l'indigne piége qu'on lui avait tendu, refusa d'apposer sa signature à cette pièce infâme, resta sourd aux prières comme aux menaces, et fut reconduit dans sa prison. L'interprète ne tarda pas à le suivre. Il lui fit une peinture animée de la colère du visir, lui montra les ennuis, les mauvais traitemens qu'il se préparait, et lui présenta un nouveau projet de lettre. Le malheureux

était trop ému pour en démêler la perfidie, et signa. Une fois munis de cette pièce, les officiers anglais menèrent rapidement à fin la trame qu'ils avaient ourdie. Ils avaient parmi eux un émigré qui avait autrefois servi dans le régiment de Limousin, d'où sortait presque en entier la garnison du fort. Il était délié, adroit, capable d'organiser la révolte; il fut chargé de la semer parmi ses anciens soldats. Cette mission exigeait le concours d'un intermédiaire; mais il avait les prisonniers sous la main, il trouva sans peine l'homme qu'il lui fallait. Il choisit un vieux caporal de sapeurs; il lui prodigua l'eau-de-vie, l'argent, les caresses, et eut bientôt triomphé des scrupules que ce malheureux lui opposait. Quand il le vit bien libre, bien dégagé de toute affection nationale, il l'emmena avec lui sous les murs d'El-A'rych. Il fit halte dès qu'il fut à la vue des postes, donna ses dernières instructions à son émissaire, et se fit annoncer. Le commandant lui envoya une tente, des rafraîchissemens, et ne tarda pas à arriver lui-même. L'émigré lui remit des lettres, où le colonel Douglas, tout aussi philanthrope que son chef, ne parlait que d'honneur, que de la nécessité de prévenir l'effusion du sang; et lui demandait la remise de la place par pure humanité, car ses troupes étaient si nombreuses, les motifs si péremptoires, que ce serait folie de résister.

Cette sommation était étrange, et les insinuations qui l'accompagnaient, encore plus. Le commandant le fit sentir à l'émigré, qui s'excusa, parla

des forces, de la férocité des Turcs, et ouvrit une discussion verbale, dont son émissaire profita pour se glisser parmi nos postes. La curiosité, le désir d'avoir des nouvelles de leurs camarades, les avait groupés autour de lui; il répandait la séduction à pleines mains : il montrait les pièces d'argent qu'il avait reçues, vantait les bons traitemens que tous éprouvaient, et se félicitait du bonheur qui lui était garanti de repasser incessamment en France. Quelques uns de ses auditeurs témoignaient des doutes; vous ne m'en croyez pas, leur dit-il; à la bonne heure : « mais vous en croirez peut-être le lieutenant. Tenez, voilà la lettre qu'il écrit aux officiers de la 9e. » Elle n'était pas cachetée; elle fut aussitôt ouverte, transmise de main en main, et causa une sorte de rumeur qui appela l'attention du commandant. Il vit l'imprudence; mais le mal était fait; et puis, comment imaginer qu'un homme d'honneur, qu'un Français se fît l'agent d'une si odieuse machination. Il fit retirer le prisonnier, consigna la troupe, et répondit au colonel Douglas qu'il ne revenait pas de sa surprise de recevoir une sommation au moment où, un armistice, offert par son chef, avait suspendu les hostilités. Les relations fussent-elles d'ailleurs tout hostiles, les généraux ne fussent-ils pas en pleine négociation pour la paix, rien ne l'autorisait à sommer une place devant laquelle ses troupes n'avaient pas encore paru.

L'émigré avait jeté de coupables espérances dans

la troupe, et réveillé des souvenirs que la circonstance rendait fâcheux ; il se retira. Ces germes de désordre étaient lents à se développer. Les Anglais recoururent à une autre ruse. El-A'rych, placé à quatre journées de marche dans le désert, n'était soutenu que par le poste de Cathiëh. Ses communications étaient longues, pénibles, exigeaient des escortes assez nombreuses. Les officiers de Sidney imaginèrent de mettre cette circonstance à profit. Ils multiplièrent les messagers du visir, expédièrent des Tartares, qui, effrayés, tremblaient au seul nom de Bedouins, refusaient de continuer leur route, s'ils n'étaient protégés par trente à quarante hommes. Le commandant, qui avait pénétré l'artifice, se montrait peu disposé à se prêter à ces frayeurs ; mais ils insistaient, se retranchaient sur l'importance de leurs dépêches, et finissaient toujours par enlever quelques soldats à la garnison. Enfin, le Tartare de confiance du généralissime se présenta, et déclara net qu'il ne courrait pas les risques de la traversée, si on ne lui donnait une escorte capable de contenir les tribus. Le commandant Cazal disputait sur le nombre, et était bien résolu à ne pas céder, quelque spécieuses que fussent les allégations ; lorsqu'un détachement de dromadaires chargé de lui remettre trois effendis que Kléber envoyait au visir, se présenta. Cette troupe allait reprendre le chemin de Cathiëh ; le Tartare fut sans prétexte, et le fort ne se dessaisit d'aucun de ses défenseurs. Sa position, néanmoins, n'en devint pas meilleure.

Les dromadaires s'étaient mêlés à la garnison, et avaient imprudemment répandu parmi elle qu'ils avaient ordre de se replier sur Salêhiêh dès qu'ils verraient El-A'rych investi. Cette nouvelle ébranla sa constance : elle se crut sacrifiée, perdue, et ne montra plus qu'indécision.

Enfin, l'armée ottomane débouche ; elle s'établit sur le torrent qui couvre le fort, occupa le bois de palmiers qui l'avoisine, s'étendit au pied des dunes, porta un corps de mameloucks au puits de Mecondia, et poussa un gros de cavalerie à la gorge du désert. Ces dispositions achevées, elle envoya sommer la place. Son parlementaire se présenta avec un de nos prisonniers, et menaça la garnison, si elle ne rendait immédiatement le fort de ne lui faire aucun quartier. Le commandant ne voulut rien entendre ; on s'adressa à ses soldats. Ils étaient encore tout étourdis d'une attaque bruyante qui venait d'avoir lieu ; ils eurent la faiblesse de prêter l'oreille à de coupables espérances, et une insurrection terrible ne tarda pas à éclater. Le feu s'était ranimé ; les Turcs s'élançaient de la première parallèle, et, plantant leur drapeau dans les sables, travaillaient des pieds et des mains à s'établir sur une ligne plus rapprochée du fort. Ils avaient d'abord obtenu quelque succès ; mais nos projectiles tombaient si juste que les hommes, les guidons, quoique aussitôt remplacés qu'abattus, furent à la fin obligés de disparaître.

Le début était heureux, le moral des troupes

pouvait se remonter, on redoubla de séductions. On enivra de nouveau les soldats de l'espoir de revoir la France; on leur exagéra les forces du visir. On fit valoir l'habile distribution des corps qui cernaient la place; on insista sur l'impossibilité où ils étaient d'être secourus. Abandonnés, perdus au milieu du désert, que pouvaient-ils contre les hordes sauvages que l'Asie poussait sur eux? Pouvaient-ils se flatter de les vaincre? Pouvaient-ils même se promettre de les arrêter? Pourquoi se dévouer à d'inutiles tortures? Pourquoi s'exposer aux outrages dont ces barbares accablent les vaincus? N'était-il pas plus sage d'assurer, au prix de quelques masures qu'on ne pouvait défendre, la vie de tant de braves, qui, résignés à verser leur sang pour la France, voulaient du moins que leur mort lui profitât. Résister n'offrait aucune chance de salut; traiter les présentait toutes: il fallait traiter.

La garnison ébranlée hésitait encore sur ce qu'elle avait à faire; mais la force vint seconder l'artifice, les attaques se développèrent pour appuyer la séduction. Les Turcs débouchent tout à coup du vallon des Citernes. Ils culbutent, replient nos avant-postes, et s'établissent dans des ruines, d'où on essaie en vain de les débusquer. Cette brusque irruption achève ce que la perfidie a commencé. Les troupes désespèrent d'elles-mêmes; elles s'agitent, s'inquiètent, et, se révoltant à la vue des vains dangers auxquels on les expose, elles demandent impérieusement que les hostilités cessent,

et que le fort soit rendu. Le commandant essaie de ranimer leur courage. Il les rassemble, leur expose leur situation, leurs ressources, l'importance du poste qui leur est confié, les espérances que l'armée fonde sur leur bravoure; tous ses efforts sont inutiles. Ses conseils sont accueillis par des murmures, ses observations couvertes de cris séditieux; on l'interrompt; on refuse de l'entendre; on ne veut plus lui obéir. Il ne se rebute pas néanmoins. Il interpelle ses soldats; il leur reproche durement de prêter l'oreille à des suggestions perfides, de s'abandonner à de coupables espérances, et leur montrant le camp des ennemis: Eh bien! leur dit-il, puisque vous n'osez affronter les Turcs, courez, j'y consens, mendier leurs outrages. Les braves qui n'ont pas abjuré les sentimens français suffiront à défendre le fort; les portes sont ouvertes, allez.

Les ponts-levis s'étaient, en effet, abattus; mais la résolution du commandant avait imposé. La troupe était subjuguée, confondue; elle manifestait l'intention de se défendre, Cazal la renvoya à ses positions. La nuit ramena les intrigues; tout était de nouveau changé quand l'attaque recommença. Les Turcs s'échappèrent en tumulte de leurs tranchées, se répandirent sur les glacis, bravèrent le feu des détachemens qu'ils n'avaient pu ni intimider ni séduire; et, se portant tout à coup sur leur droite, ils se jetèrent dans le bastion, et l'occupèrent sans brûler une amorce. Ils suivirent les troupes qui avaient si honteusement

rendu les postes qu'elles devaient défendre. Ils pénétrèrent dans les retranchemens, se couvrirent de tout ce qui leur tomba sous la main, et parvinrent à se maintenir malgré la mousqueterie qui partait des tours, des parapets voisins.

L'ennemi était au pied des ouvrages, une partie des troupes annonçait les dispositions les plus fâcheuses ; tout était dans le désordre et la confusion. Les uns, inspirés par la frayeur, s'écriaient que les murailles allaient sauter, que les Turcs avaient attaché la mine ; les autres, poussés par la malveillance, déploraient l'obstination du commandant, et soutenaient que la garnison était perdue si elle ne se hâtait de capituler. Cazal essaya de calmer ces frayeurs. Il fit jeter quelques obus sur les points menacés, et ordonna de déplacer toutes les poudres, tous les projectiles qui pourraient aggraver l'explosion. Le feu s'était peu à peu ralenti pendant qu'on se livrait à ces soins ; les terreurs semblaient dissipées, les imaginations mieux assises ; il résolut de hasarder une sortie. Chargé de balayer les retranchemens qu'occupent les Osmanlis, le capitaine Ferey réunit ses grenadiers, ouvre la barrière, commande, part, et n'est suivi par personne. Il revient, prie, exhorte, commande encore, et n'est pas mieux obéi. Le commandant accourt, rappelle aux mutins tout ce que le devoir, l'honneur inspirent, sans être plus heureux. Trois fois il leur ordonne de le suivre à l'ennemi ; trois fois ils lui répondent qu'ils ne marcheront pas, qu'ils ne veulent

plus se battre. La rébellion se propage comme un trait; au-dedans, au-dehors, les troupes ne connaissent plus de frein. L'un se plaint qu'on les sacrifie; l'autre jure qu'il ne brûlera pas une amorce; tous prétendent que le fort va sauter, et demandent à grands cris qu'il soit rendu. Cazal, pour toute réponse, leur montre l'ennemi qui chemine. Il les presse, les engage à continuer le feu; mais loin de les ramener, sa constance les irrite: ils jettent, brisent leurs armes, ou, montant sur le parapet, ils les agitent la crosse en l'air, et font signe aux assiégeans qu'ils sont prêts à se rendre. Quelques uns même se portent au drapeau; ils l'abattent, le précipitent dans la lunette, et ne s'aperçoivent pas plus tôt qu'il est de nouveau arboré, qu'ils accourent pour le renverser encore et lui substituer un drapeau blanc. Quelques braves accourent à la défense des couleurs nationales. Le capitaine Guillermain fond sur ceux qui les attaquent; le sergent Codicé se joint à lui: ils se groupent autour du signe qu'ils ont juré de conserver intact; ils bravent, ils menacent, et réussissent à éloigner les furieux qui, plus d'une fois, les couchent en joue.

Cependant, les Turcs voyant que le fort ne tirait plus, accourent en foule, et des lignes et du camp; ils couvrent les glacis, inondent les fossés. Bientôt une multitude sauvage, qu'on n'a aucun moyen d'éloigner, se presse au pied des retranchemens, et demande à grands cris d'être reçue dans la place. Elle s'essaie à escalader les bastions, entasse des

matériaux qui n'ont pas encore été mis en œuvre; et tel est l'aveuglement de nos soldats, qu'ils lui jettent des cordages, qu'ils l'aident à franchir les remparts. Les prisonniers, qui, jusque-là étaient restés paisibles, se soulèvent à la vue de leurs camarades hissés sur les murs. Ils renversent les pierres qui, interceptent la communication du fort au bastion; ils ouvrent la poterne, introduisent tout ce qui se présente, et fondent sur les Français. Ceux-ci sentent alors la faute qu'ils ont commise; ils se rassemblent, se pelotonnent, rompent, écrasent les Turcs; mais, accablés bientôt par une soldatesque sauvage, dont les flots vont toujours croissant, ils tombent sous le damas auquel ils se sont imprudemment livrés. Ce n'est plus un combat, c'est une boucherie où quelques hommes rares se débattent au milieu d'une troupe d'égorgeurs. Cazal parvient cependant à se faire jour, à la tête de quelques uns des siens. Il gagne la porte du fort, s'y établit, s'y barricade, et oppose, à la foule qui le presse, une résistance dont elle ne peut triompher. Douglas, qu'attire la chaleur du combat, le somme, le supplie de se soumettre au sort. Il s'y refuse, et proteste qu'il est résolu de s'ensevelir sous les décombres s'il n'obtient une capitulation. Rajeb-Pacha, l'aga des janissaires, surviennent au même instant; ils ont fait briser les palissades, renverser les barrières; la porte est le seul obstacle qui leur reste à franchir pour pénétrer dans le fort. Ils s'irritent, demandent qu'elle soit ouverte, et consen-

tent cependant à la proposition de Cazal, que leur transmet Douglas. On écrit aussitôt; on rédige une convention ainsi conçue:

ART 1er.

La garnison du fort sortira avec les honneurs de la guerre, et emportera ses bagages. Les officiers conserveront leurs armes et leurs effets.

ART. 2.

Les malades et les blessés sont recommandés à la générosité de l'armée ottomane.

Fait au fort d'El-A'rych, le 8 nivose an VIII.

Le colonel Douglas signa cette pièce, en expliqua le contenu aux pachas, impatiens, qui y apposèrent leur sceau, et la repassa au commandant, qui la garda.

On se mit aussitôt à déblayer les barricades, et le porte fut ouverte. Semblables à un torrent qui a rompu ses digues, les Turcs se précipitent alors dans la forteresse, et portent partout le ravage et la mort. Les uns se répandent dans l'hôpital, égorgent les malades et les blessés dans leurs lits; les autres convertissent les forges en ateliers d'assassinats. Ici, ils décapitent sur l'enclume les malheureux qu'ils immolent; là, ils les mutilent à coups de pelle et de pioche sur la culasse des canons. Plus loin ils les précipitent par-dessus le rempart, ou les descendent avec des cordes, pour les livrer à d'autres tigres impatiens de les égorger. Tel

fut le résultat des manœuvres philanthropiques des officiers de Sidney; l'humanité, l'honneur, tout avait été foulé aux pieds pour arriver à cette horrible hécatombe.

Si du moins elle n'eût pas été inutile! mais Kléber avait déjà modifié ses instructions. Le temps, la situation des affaires en Europe avaient ébranlé sa constance. Il était revenu sur les conditions dont il avait d'abord déclaré ne pouvoir se désister que sur des ordres écrits, et offrait d'inspiration ce que venait de lui arracher la perfidie. Il était rebuté, impatient d'évacuer un pays qu'il désespérait de conserver. Il ne demandait pour le rendre que la neutralité de la Porte, et la libre sortie des troupes qu'il commandait. Si ces conditions étaient admises, il donnait ordre à ses plénipotentiaires de conclure, et les autorisait même à stipuler la remise d'El-A'rych, comme garantie du traité. Mais ses dépêches n'avaient pas franchi le Bogaz, que déjà la nouvelle du désastre lui était parvenue. Il s'aperçut alors du piége que lui avait tendu Sidney. Il se plaignit de la déloyauté du commodore, qui retenait ses plénipotentiaires au large, pour laisser au visir le temps d'agir; et, s'élevant au-dessus des circonstances, il donna au général Reynier, qui le pressait de livrer bataille, l'ordre de marcher aux Turcs. « Vous avez, lui manda-t-il, quatorze bataillons, neuf régimens de cavalerie, une belle artillerie; je ne crois pas qu'avec cela vous puissiez douter d'un brillant succès. » Rampon devait

prendre part au mouvement. Verdier était chargé de l'appuyer, et Friant avait ordre d'accourir de la Haute-Égypte, de couvrir le Caire, pendant que le général en chef s'avançait sur Belbéis avec la 61e, la cavalerie et l'artillerie de la réserve. La réflexion vint bientôt calmer cet élan. Tout était le 4 à la guerre; le 5, tout se trouva à la modération, à la longanimité. Kléber, qui la veille écrivait, pressait, ne voulait pas qu'on perdît une heure, timide, réservé maintenant, se bornait à demander *qu'au moins l'armistice proposé par sir Sidney Smith et par le grand-visir fût désormais respecté, et, s'il se pouvait, garanti par des otages;* il ne voulait pas même que les plénipotentiaires insistassent sur la restitution du fort. Il ne s'en tint pas là. Cédant tout à coup à l'impatience, à l'impétuosité de son caractère, il voulut, suivant son expression, trancher les difficultés d'un seul coup. Il ouvrit une négociation directe avec le grand-visir, et se désista de trois des quatre articles dont les plénipotentiaires avaient ordre de ne pas se départir.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N° 1.) Damiette, 16 décembre 1799

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX, ET LE CITOYEN POUSSIELGUE, ADMINISTRATEUR DES FINANCES, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

CITOYEN GÉNÉRAL,

Smith n'a pas encore paru; aussitôt qu'on l'apercevra, nous lui enverrons demander le lieu où nous pourrons le joindre, et les personnes que nous pourrons amener avec nous, pour ne causer aucun embarras.

Un officier venu d'El-A'rych rapporte que le grand-visir a envoyé des Turcs, que le commissaire anglais Douglas, a fait accompagner par deux frégates anglaises, pour sommer le commandant de cette place de se rendre. Les détails de cette sommation vous seront envoyés par le général Verdier; elle a eu lieu le 18 de ce mois. Les envoyés du grand-visir ont annoncé qu'il était avec son armée à Ghazah.

Cette conduite a-t-elle pour objet de presser les conférences, d'en influencer le résultat, ou le grand-visir ne veut-il pas les attendre? Il a au moins voulu avoir un prétexte pour tenter une reconnaissance de la place.

Il nous tarde à présent d'être auprès du commodore

anglais, pour que la suspension d'armes soit convenue jusqu'à la fin des conférences, ou que nous retournions auprès de vous, si nous nous apercevons qu'il n'y a rien à faire auprès de lui.

Vous avez oublié de nous remettre le sauf-conduit du grand-visir pour le commandant de l'escadre turque; nous vous prions de l'envoyer à Damiette auprès du général Verdier, pour nous le remettre, ou pour nous le faire passer. Salut et respect.

DESAIX, POUSSIELGUE.

(N° 2.) Damiette, 22 décembre 1799.

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX, L'ADMIMISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES POUSSIELGUE, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

CITOYEN GÉNÉRAL,

Les citoyens Savary et Pérusse sont revenus ce matin; ils ont passé la nuit à bord du *Tigre*, et nous ont rapporté les lettres et pièces dont vous trouverez ci-joint copie.

Vous y remarquerez principalement la proposition d'une trêve par terre, à condition de remettre les postes d'El-A'rych et de Catiëh entre les mains de l'armée ottomane.

Sans nous arrêter à cette proposition ridicule, nous saisirons l'ouverture qui est faite pour obtenir une trêve, en laissant les choses de part et d'autre *in statu quo*, ou en les modifiant à avantages égaux de part et d'autre.

Voici les nouvelles que Smith nous a données. *Le Guillaume Tell* est à Malte, les Anglais sont à Goze et

continuent à bloquer Malte; *le Généreux* est rentré à Toulon; *le Léander* a été repris à Corfou. Il y a vingt mille Espagnols qui bloquent Gibraltar par terre; les Russes bloquent Gênes par mer; nos escadres sont bloquées à Brest par une escadre anglaise de même force. Smith assure que l'escadre hollandaise s'est rendue sans combat, comme on l'a débité, et que l'armée combinée en Hollande a été battue par les coalisés. Au reste, ces nouvelles sont anciennes. Il n'en est pas arrivé, depuis le départ de l'adjudant-général Morand, de plus fraîches que celles dont il a eu connaissance.

Vous verrez la déclaration de guerre de la Russie à l'Espagne.

Vous verrez aussi la déclaration de la Porte, qui renvoie le chargé d'affaires d'Espagne à Constantinople, à cause de l'intérêt qu'il prenait aux affaires de France. Cette déclaration n'annonce pourtant pas une rupture.

Enfin Smith dit qu'on parle beaucoup des belles manœuvres de notre amiral Bruix, et qu'elles lui ont fait infiniment d'honneur.

Nous irons coucher aujourd'hui à Lesbëh, et demain matin nous serons à bord du *Tigre*.

Smith a paru sensible aux provisions que nous lui avons fait remettre de votre part. Il vous envoie en échange des liqueurs d'Angleterre.

Salut et respect.

DESAIX, POUSSIELGUE.

(N° 3.)

LE GÉNÉRAL DE DIVISON DESAIX, L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES POUSSIELGUE, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

A bord du *Tigre*, 25 décembre 1799.

CITOYEN GÉNÉRAL,

Nous recevons votre lettre du 29 frimaire avec le sauf-conduit du grand-visir.

Le citoyen Damas est parti hier soir avec les réponses de M. Smith à vos lettres. Nous en sommes encore au même point, c'est-à-dire que nous n'avons pas entamé la question principale. Les premiers mots échappés à M. Smith sont si loin de ce que nous avons à demander, et même de ce que nous espérions obtenir, qu'avant d'entrer en matière nous avons jugé qu'il fallait bien préparer les esprits, et les disposer à écouter sans étonnement nos propositions. Il ne s'agirait de rien moins, suivant M. Smith, si nous l'avons bien deviné, que de traiter l'armée comme prisonnière de guerre, c'est-à-dire qu'en rentrant en France elle ne pourrait porter les armes. Qu'on mettrait en liberté tous les Français non militaires, arrêtés dans l'étendue de l'empire ottoman, mais que la paix avec cet empire n'aurait lieu qu'à la paix générale.

Nous vous répétons, citoyen Général, que nous avons deviné ces propositions plutôt que nous ne les avons entendues, et que nous avons éludé une explication plus claire, afin de reprendre du terrain avant de combattre.

Nous comptons entamer aujourd'hui plus sérieusement cette affaire, et établir nos bases.

Vous recevrez sans doute, par la voie d'Alexandrie, les premières lettres que nous vous écrirons.

Salut et respect.

DESAIX, POUSSIELGUE.

(N° 4.) Au quartier-général du Caire, 29 septembre 1799.

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GRAND-VISIR.

J'apprends que les escarmouches continuent devant El-A'rych, et en conséquence je déclare à Votre Excellence que tant qu'elle n'aura pas fait retirer ses troupes à une bonne marche de ce fort, aucune trêve, aucun arrangement ne saurait avoir lieu. Si les intérêts, même confiés à Votre Excellence ne lui prescrivaient pas la plus grande loyauté, dans les circonstances actuelles, elle aurait dû y être déterminée par la franchise avec laquelle j'ai parlé et agi depuis nos relations.

J'ai aussi à me plaindre de la non-exécution du cartel d'échange arrêté entre le général français Marmont et Petrona-Bey devant Aboukir. D'après ce cartel, qui doit avoir obtenu l'approbation de Votre Excellence, puisque sir Sidney Smith le rappelle souvent dans ses écrits, il lui serait sans doute difficile de justifier l'arrestation des Français tombés en son pouvoir, lorsqu'il lui est connu que j'ai cinquante fois plus d'Osmanlis peut-être à offrir en échange. Je prie Votre Excellence de vouloir bien également s'expliquer à ce sujet, et de croire à la haute considération que j'ai pour elle.

Signé KLÉBER.

(N° 5.) Quartier-général de Ghazah (sans date).

Reçue par un Tartare, arrivé au Caire le 22 décembre 1799.

AU MODÈLE DES PRINCES DE LA NATION DU MESSIE, etc.

J'ai reçu et j'ai compris le contenu de la lettre que vous m'avez directement envoyée par Mousa, Tartare, en réponse à celles que je vous ai précédemment écrites. Je pense que les dépêches que j'ai fait remettre à l'officier que vous aviez envoyé à bord du vaisseau du commandant anglais Smith mon honoré ami, vous sont parvenues.

Vous m'avez écrit que vous voulez évacuer l'Égypte, et que les arrangemens qui seront proposés et pris pour effectuer cette évacuation seraient conformes à la dignité et à l'équité de la Sublime Porte, ainsi qu'aux devoirs de l'alliance qu'elle a contractée, et au droit des gens, afin d'épargner, par ce moyen, l'effusion du sang. Vous m'avez fait savoir plusieurs fois que vous désiriez ouvrir des conférences pour traiter de l'évacuation de l'Égypte, et que si, malgré ces avances, la Sublime Porte ne secondait pas de pareilles dispositions, vous n'étiez plus responsable devant Dieu ni devant les hommes du sang qui serait répandu; préférant alors moi-même de traiter avec vous sur des propositions aussi raisonnables, j'ai consenti à l'ouverture des conférences.

Le commandant Smith, mon ami, vient de m'écrire qu'il s'était tout récemment rendu avec son vaisseau devant Damiette, et qu'il n'avait pas trouvé les délégués que vous avez consenti à envoyer à son bord; mais que les mauvais temps l'ont forcé de quitter les parages de

Damiette, et d'aller jusqu'à Jaffa, d'où il se rendrait de nouveau devant Damiette, avec l'espérance de trouver vos délégués, et que s'ils n'y sont pas encore arrivés, il se portera vers Alexandrie. Cependant une aile de mon armée se trouve déjà devant El-A'rych, et les troupes musulmanes commençant à détruire par des escarmouches les Français qui s'y trouvent, il est impossible qu'il n'y ait pas du sang répandu. Les circonstances ne me permettant pas de retarder la marche de mon armée, nous ne pourrions, en conséquence, prendre des arrangemens conciliatoires, si nous ne profitions pas du temps qui s'écoule. Si donc vous êtes toujours dans les dispositions que vous avez manifestées, il importe que vous vous hâtiez de faire arriver vos plénipotentiaires à bord du vaisseau de mon ami Smith. Mais, comme les vents contraires et les mauvais temps, ont été les motifs du retard qui a eu lieu jusqu'à présent, j'ai écrit au commandant Smith, que dans le cas où vos délégués seraient à son bord, il les conduisît à son quartier-général de Ghazah, où ils seront à l'abri de pareils accidens et des orages. Mais si vous n'avez pas encore envoyé vos délégués à bord du commandant Smith, et que vous soyez toujours disposé à terminer l'affaire de l'évacuation de l'Égypte sans effusion de sang, je vous engage à envoyer par terre vos délégués à Ghazah. Dès qu'ils y seront rendus, il n'y aura plus d'hostilités de part ni d'autre. Dès que vos envoyés seront à Ghazah, j'inviterai le commandant Smith à s'y rendre, et l'on s'occupera d'arranger et de consolider l'affaire de l'évacuation de l'Égypte, dans l'endroit qui sera désigné à cet effet, sur le rivage de cette ville.

Comme vous me mandez, dans toutes vos dépêches, que votre volonté n'est point de répandre du sang,

et que le succès de l'affaire dont il s'agit serait un moyen de rétablir l'ancienne amitié entre la Sublime Porte et les Français, je vous fais savoir par la présente, dont Mousa, Tartare, est porteur, que de pareilles dispositions ne peuvent jamais être rejetées par la Sublime Porte, parce qu'une semblable conduite serait contraire à notre équité et à notre loi.

J'espère que, lorsque vous aurez reçu cette lettre, et que vous en aurez compris le contenu, vous agirez, ainsi que vous l'annoncez dans vos lettres précédentes, et d'une manière conforme à votre intelligence et à la connaissance supérieure que vous avez des affaires.

Signé JOUSSEF.

NOTE DU COMMODORE SIDNEY SMITH.

(N° 6.) A bord du *Tigre*, devant le cap Carmel, le 30 déc. 1799.

Le soussigné a beaucoup réfléchi sur la note de messieurs les commissaires français, datée d'hier; et considérant qu'elle renferme des considérations d'une extension au-delà de ce qui fut prévu et convenu entre son altesse le suprême visir et lui, il se réserve d'y répondre d'une manière définitive après la conférence qu'il se propose d'avoir avec son altesse, lors de son arrivée au camp impérial à Ghazah, vers lequel il dirige sa route en ce moment. Il croit ne pouvoir mieux répondre à la franchise que messieurs les commissaires lui ont témoignée, que de leur communiquer le projet de la réponse qu'il se propose de soumettre à la considération de son altesse, avant de la leur présenter en due forme, et cela afin qu'ils suggèrent telles modifications ou tels changemens

qu'ils pourront juger convenables, le soussigné se sentant disposé à les écouter favorablement pour faciliter un arrangement définitif, et autant que cela ne sera pas contraire aux obligations contractées par le traité du 5 janvier. Le général en chef Kléber a insisté avec beaucoup de raison sur ce que rien ne fût proposé à l'armée française contre son honneur et celui de sa nation, et le soussigné, en reconnaissant ce principe, a le droit de s'attendre à la réciprocité; et comme rien n'est plus contraire à l'honneur que de ne pas remplir strictement les obligations contractées par un engagement formel, il croit devoir mettre messieurs les commissaires français à même de juger de l'étendue de ses liaisons, par la communication de l'article du traité dont il est fait mention dans le projet.

Signé SIDNEY SMITH.

(N° 7.) Au quartier-général du Caire, le 13 nivose an VIII (3 janvier 1800).

LE GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER, AU GÉNÉRAL DESAIX ET AU CITOYEN POUSSIELGUE, PLÉNIPOTENTIAIRES PRÈS DU GRAND-VISIR,

J'ai reçu, citoyens, les lettres que vous m'avez adressées du bord *le Tigre*, et je vous présume actuellement sur la plage de Ghazah.

J'ai aussi reçu les journaux de Francfort jusqu'au 10 octobre; ils ont particulièrement fixé mon attention. Si jamais le douzième paragraphe de la lettre du général Bonaparte doit être applicable à une circonstance, c'est bien à celle-ci : l'Italie perdue, l'armée navale sortie

de la Méditerranée, et bloquée dans le port de Brest ; la flotte hollandaise au pouvoir des ennemis ; les Anglais et les Russes dans la Hollande ; Muller battu sur le Rhin ; les frontières de l'Alsace livrées à la défense de ses habitans ; la Vendée ressuscitée de ses cendres, et Mayence en feu. Enfin, le Corps Législatif proposant de déclarer la patrie en danger, et rejetant cette proposition, non pas parce que le danger n'existe pas réellement, mais parce que le décret qui pourrait le constater n'y apporterait aucun remède. Quoi de plus alarmant !

D'après cela, et la situation plus que pénible dans laquelle je me trouve, et qui devient de jour en jour plus difficile, je crois, comme général et comme citoyen, devoir me relâcher de mes premières prétentions, et tâcher de sortir d'un pays que sous plus d'un rapport je ne puis conserver, duquel on ne paraît pas même s'occuper en France, si ce n'est pour improuver sa conquête. L'espoir d'un renfort prompt et suffisant devait nous engager à gagner du temps; cette espérance détruite, le temps que nous passons ici est perdu pour la patrie ; hâtons-nous de lui porter un secours qu'elle est hors d'état de nous faire parvenir.

En conséquence, dès que l'on vous proposera la simple neutralité de la Porte ottomane pendant la guerre, et la libre sortie de l'Égypte, avec armes, bagages et munitions, avec la faculté de servir partout et contre tous à notre retour en France, vous devez conclure le traité sans hésiter, et je m'empresserai de le confirmer. Je remettrai de suite, pour garantie du traité, le fort d'El-A'rych ; mais les autres places et forts, tant de la Haute-Egypte que de la Basse, ne seront évacués ni cédés que lorsque tous les bâtimens nécessaires à notre traversée

seront rendus devant Damiette et Alexandrie, munis de vivres. Le nombre de ces bâtimens sera calculé sur vingt-cinq mille hommes. Les commissaires turcs qui pourraient être envoyés au Caire, devront être accompagnés d'officiers anglais qui serviront d'otages; j'en fournirai de mon côté à sir Sidney Smith à nombre et grades égaux; mais, dans tous les cas, vous ne romprez pas vos négociations, sans que vous m'ayez fait connaître au préalable le dernier mot du grand-visir.

Vous trouverez ci-joint copie de la lettre que j'écris à sir Sidney Smith, et duplicata de celle que je vous écrivis il y a quelques jours, et qui, peut-être, ne vous sera pas parvenue; enfin, copie de mes deux dernières au grand-visir, relativement au blocus d'El-A'rych et à l'armistice. Ces pièces sont suffisantes pour vous dicter la conduite que vous avez à tenir relativement aux objets qu'elles contiennent, me rapportant sans cesse autant à votre prudence qu'à votre zèle et à votre sagacité.

Je vous salue.

Signé KLÉBER.

(N° 8.) Quartier-général du Caire, le 12 nivose an VIII (4 janvier 1800).

AU GÉNÉRAL REYNIER.

J'ai reçu votre lettre il y a deux heures; l'événement d'El-A'rych est un de ceux auxquels on ne devait jamais s'attendre. Il est affligeant, mais ne doit pas nous décourager; une bataille gagnée peut nous donner encore le temps de nous reconnaître.

Je donne ordre au général Rampon de se rendre à Salêhieh avec les bataillons de la 75e qui lui restent, et son artillerie. Vous ferez bien de lui confier ce poste im-

portant, et de lui laisser les trois bataillons de cette demi-brigade. Vous rassemblerez alors toute votre division à Catieh pour recevoir la bataille de l'avant-garde ennemie, si elle vient vous l'offrir, ou l'aller chercher à la première citerne, si vous êtes instruit à temps de son arrivée. Vous avez quatorze bataillons, un régiment de cavalerie, une belle artillerie; je ne crois pas qu'avec cela vous puissiez douter d'un brillant succès. Au reste, je donne encore l'ordre au général Verdier de vous envoyer deux bataillons de Damiette.

Quant à moi, je resterai avec la 61e demi-brigade, la cavalerie et l'artillerie de réserve à Belbéis, pour couvrir le Caire contre tout ce qui pourrait venir par l'Ouadi, et pour communiquer avec Souez, fortement en l'air depuis la perte d'El-A'rych. Tout cela va s'exécuter sur-le-champ. Ne différez pas non plus d'un seul instant votre mouvement. J'ai envoyé aujourd'hui Baudot vers Desaix par Damiette et Jaffa. J'écris aussi par terre au grand-visir. Lorsque le messager passera dans votre camp, faites le plus d'étalage que vous pourrez. Enfin, je vais écrire au général Friant de se rendre près de moi, ou au moins de se rapprocher du Caire le plus possible. C'est dans cette attitude que nous attendrons les événemens ultérieurs. Marcher sur El-A'rych sans attaquer le fort est folie, ils fuiraient devant vous, et reviendraient sur leurs pas, lorsque vous auriez disparu; attaquer le fort serait pis encore. Écrivez au général Verdier pour avoir force vivres. Je vous ferai passer l'habillement de la 85e et des autres.

KLÉBER.

(N° 9.) Au quartier-général du Caire, 17 nivose an VIII (7 janvier 1800).

AU GÉNÉRAL REYNIER.

Vous devez vous attendre à être attaqué au premier jour, car il paraît que sir Sidney Smith, sous prétexte de mauvais temps, tient mes plénipotentiaires au large pour laisser au grand-visir le temps d'agir. Je pars demain pour aller à Belbéis; de là je pourrais fort bien vous aller joindre avec quelque renfort. A l'avenir, il faudra retenir à Cathieh tous les messagers qui pourraient m'être envoyés par le grand-visir, et m'envoyer leurs paquets; pendant le temps qu'ils auront à séjourner pour attendre ma réponse, il faudra, tout en les traitant bien, les tenir à l'étroit, afin qu'ils ne puissent voir que ce qu'on voudra bien leur faire connaître. J'excepte des dispositions ci-dessus l'homme de Moustapha-Pacha que j'ai envoyé au visir en dernier lieu, et qui pourra revenir au Caire.

Signé KLÉBER.

(N° 10.) Au quartier-général du Caire, le 15 nivose an VIII (5 janvier 1800).

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GÉNÉRAL DESAIX ET AU CITOYEN POUSSIELGUE, PLÉNIPOTENTIAIRES PRÈS LE GRAND-VISIR.

Hier à dix heures du soir, citoyen, c'est-à-dire longtemps après le départ du citoyen Baudot, j'ai reçu une lettre qui m'annonce que l'ennemi, ayant profité du carac-

tère sacré d'un parlementaire, a surpris le 9 El-A'rych, et après un grand carnage essuyé de part et d'autre, a réussi dans son entreprise. Vous devez naturellement être mieux que moi instruits de cet événement et de ses détails, et vous avez déjà pu faire vos réclamations à cet égard; si cependant vos négociations prennent la tournure que j'en espère, il serait inutile d'insister sur la restitution du fort; mais qu'au moins l'armistice proposé par sir Sidney Smith et par le grand-visir, et qui doit être connu maintenant de toute l'armée ottomane, soit à l'avenir respecté et garanti, si faire se peut, par des ôtages. J'aime d'ailleurs à croire que, ni le grand-visir ni sir Sidney Smith, ne sont en rien et pour rien dans une entreprise aussi contraire au droit des gens. C'est à vous à m'en instruire. Je pars demain avec toute l'armée pour occuper toute la lisière du désert, et en même temps prêt à tout événement.

Ne voulant point écrire au grand-visir lui-même ni à sir Sidney Simth, sur cet objet, j'en fais dire un mot au premier, par Moustapha-Pacha.

Je vous salue,

KLÉBER.

NÉGOCIATIONS DE SALÉHIEH.

LES FRANÇAIS CONSENTENT A ÉVACUER L'ÉGYPTE.

Pendant qu'El-A'rych tombait sous les coups des Turcs, et que le général Kléber s'abandonnait si imprudemment dans les relations qu'il entretenait avec le grand-visir, les négociations continuaient à bord du *Tigre*. Smith insistait sur l'évacuation pure et simple; les plénipotentiaires demandaient que la Porte se retirât de la coalition. Le commodore leur observait qu'ils n'étaient pas munis de pleins pouvoirs, qu'ils ne pouvaient, par conséquent, résoudre les questions qu'ils soulevaient. Ils convenaient qu'à la rigueur ils n'étaient pas aptes à les traiter, mais ils répliquaient avec raison que l'évacuation était la condition onéreuse du traité; qu'il y avait mauvaise grâce à prétendre qu'ils pouvaient la souscrire sans pouvoir stipuler des compensations. Ils trouvaient déraisonnable de poser en principe que le gouvernement français acceptant la transaction pour une évacuation pure et simple, la repousserait parce qu'elle lui présenterait des avantages. La restitution des Sept Iles, que nous avaient enlevées les Turcs, ne devait pas faire obstacle; car si la Porte n'avait, comme le soutenait Smith, aucune prétention sur Corfou,

Zante, Céphalonie, en quelles mains pouvait-elle les voir avec moins de danger pour elle que dans celles des Français? La croix grecque serait bien plus redoutable; aucune des puissances qui naviguent dans la Méditerranée ne devait souffrir qu'elle les occupât. Le commodore en convenait, mais il se retranchait sur les traités, le manque de pouvoirs, et évitait de rien conclure. Les plénipotentiaires résolurent de couper court à ses allégations. Ils lui proposèrent de soumettre le résultat des conférences aux gouvernemens respectifs, et de suspendre les hostilités en attendant leurs ordres, ou, si le visir se refusait à l'armistice, de continuer à se battre.

Les choses en étaient à ce point; tous les intérêts avaient été discutés, débattus; on paraissait s'entendre lorsqu'on prit terre à Jaffa. Sidney y fut informé de la catastrophe d'El-A'rych; l'Égypte était ouverte, tout fut changé. Il se rendit au camp du visir, prit communication de la correspondance du général en chef, et appela les plénipotentiaires sur les ruines du fort, où était plantée la tente de Joussef. Toutes les dispositions étaient faites pour les recevoir, les garantir des insultes d'une soldatesque sauvage; les négociateurs ottomans étaient désignés; il semblait qu'il n'y avait plus qu'à mettre la dernière main à une transaction dont la plupart des articles avaient été si longuement débattus. Desaix et Poussielgue quittèrent Jaffa avec la confiance qu'ils allaient traiter sur les bases jetées à bord du *Ligre*. Leur erreur ne fut pas longue. Ils étaient à

peine à El-A'rych qu'ils reçurent une lettre de Sidney qui les prévenait que Kléber avait retiré trois des quatre propositions qu'ils avaient si vivement défendues pendant la traversée. Ils furent étrangement surpris d'un tel abandon, et ne se dissimulèrent pas le parti que le commodore en allait tirer. Ils résolurent néanmoins de faire tête à l'orage. Ils se rendirent aux conférences, demandèrent et obtinrent sur-le-champ la cessation des hostilités. Ils abordèrent ensuite la question qui les avait conduits à El-A'rych. Ils essayèrent de se prévaloir des concessions qui avaient été faites à bord du *Tigre*, des aperçus que le commodore lui-même avait jetés; mais la situation des choses était bien changée. L'armée turque était en possession du désert, Kléber avait donné la mesure de son impatience, Sidney crut n'avoir plus de mesures à garder. Il s'emporta contre l'insistance des négociateurs, et enveloppant dans sa colère la France et la révolution, il nous reprocha la turbulence du Directoire, la manie que nous avions d'intervenir partout, de faire, bon gré malgré, des républiques dans tous les pays où *un soi-disant patriote pouvait trouver une place qui le mît à même d'achever ou mieux de continuer ses expériences politiques sur le pauvre genre humain.* Indigné de ces indécentes sorties, et plus encore des prétentions auxquelles elles étaient mêlées, Desaix releva vivement Smith. Il était décidé à rompre les conférences; mais le commodore, qui n'y intervenait plus que comme le conseil, le modérateur du visir,

s'excusa, protesta qu'il n'avait voulu que découvrir jusqu'à leur base les barrières qui nous séparaient, et s'épuisa en regrets de voir que l'impression qu'il avait faite fût si différente de celle qu'il cherchait à produire. Le général ne fut pas dupe de ces protestations, mais au point où en étaient les choses, il y avait peut-être plus de danger à rompre qu'à négocier, il se calma; il reprocha vivement sa perfidie au commodore, et adressant à Kléber le résumé de la conférence qu'ils avaient eue Poussielgue et lui avec les plénipotentiaires du visir, il se plaignit avec amertume de la position où ses imprudentes communications les avaient mis. La correspondance retrace parfaitement la marche et les incidens de la négociation, je me borne à citer.

Au camp d'El-A'rych, le 23 nivose an VIII de la République française (13 janvier 1800).

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX, ET LE CITOYEN POUSSIELGUE, CONTRÔLEUR DES DÉPENSES DE L'ARMÉE ET ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES DE L'ÉGYPTE, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

CITOYEN GÉNÉRAL,

« Nous avons reçu aujourd'hui votre dépêche du 17 nivose, et copie de celle que vous adressez le même jour au grand-visir.

« Nous avons infiniment à regretter les contrariétés qui nous ont mis dans l'impossibilité de vous faire parvenir nos dépêches assez à temps pour pré-

venir cette dernière démarche, qui, nous le prévoyons, va multiplier les obstacles aux négociations dont vous nous avez chargés, et nous privera, selon toutes les apparences, des avantages que nous avions lieu d'en attendre, pour rendre plus honorable et plus utile l'évacuation de l'Égypte.

« A notre arrivée ici, nous avons trouvé la réponse de M. Smith à notre dernière note dont nous vous avons envoyé copie; il nous écrit qu'il vous l'a fait passer directement comme nous l'en avions prié. Vous verrez par le ton indécent et même insolent qui y règne, comparé à celui des premières notes, combien la prise d'El-A'rych, et sans doute votre lettre du 17, ont relevé ses prétentions; car, quoique cette réponse soit datée du 9 janvier, nous avons lieu de croire qu'elle n'a été écrite que le 12.

« Nous nous sommes vus très froidement ce soir: cela était impossible autrement, en rapprochant une conduite aussi perfide avec nos entretiens précédens, remplis de confiance et de loyauté.

« Il nous a annoncé que puisque, dans votre lettre au grand-visir, vous aviez renoncé vous-même à trois articles de nos demandes, il ne restait plus qu'à s'expliquer sur le quatrième, c'est-à-dire sur la dissolution de la triple alliance, et que demain le reis effendi nous ferait sa réponse sur cet objet.

« Nous prévoyons que sa réponse sera négative, et que même nous n'obtiendrons pas que les troupes turques n'entrent en Égypte que quand nous en se-

rons sortis; et, en effet, l'armée turque est en majeure partie à El-A'rych, avec la confiance qu'elle a dans ses forces, surtout après son petit succès, il ne sera pas possible de l'engager à rétrograder; si la Porte craint qu'en dissolvant son alliance, ce soit un prétexte à la Russie pour lui déclarer la guerre, certainement elle n'osera pas consentir à cette dissolution; et l'Angleterre, qui a intérêt à nous conserver le plus d'ennemis possible, fera tous ses efforts pour qu'elle n'ait pas lieu avant la paix générale. Si les Turcs connaissaient mieux les intérêts de l'Angleterre, ils ne seraient pas arrêtés par ces menaces; ils seraient bien convaincus qu'elle a autant d'intérêt que la Sublime Porte à empêcher les Russes de lui déclarer la guerre.

« Au reste, nous devons vous faire remarquer que l'alliance avec les Turcs n'est que défensive, et que dans le traité aucun contingent n'est exigé; en stipulant donc une simple trève avec l'empire ottoman jusqu'à la paix générale, sous la condition de mettre en liberté tous les Français et étrangers au service de France actuellement détenus dans cet empire, et la restitution des propriétés et établissemens séquestrés, cette condition serait honorable pour l'armée, et nous pensons qu'on ne pourrait avoir aucune raison tant soit peu fondée pour la refuser.

« Quant aux moyens d'évacuation, nous ne savons pas encore ce qu'on nous proposera; mais il nous semble qu'une fois l'évacuation convenue, on pourrait proposer au grand-visir la condition

mise en avant dans les conférences avec Kouschild-Effendi, de mettre un pacha au Caire, qui le gouvernerait, qui enverrait garder tous les postes à mesure que nous les évacuerions. Nous attendrons vos ordres sur cet objet; nous vous enverrons, d'ailleurs, un nouvel exprès immédiatement après la première conférence que nous allons avoir. M. Smith sort d'auprès de nous; nous lui avons témoigné vivement l'indignation que nous avions ressentie à la lecture de sa note; nous allons bientôt juger si c'est à sa politique et à sa mauvaise foi qu'il faut attribuer ses sottises, ou si ce n'est qu'une suite du dérangement de son moral, dans tout ce qui concerne notre révolution, dérangement causé par son emprisonnement au Temple.

« Le citoyen Savary, que nous vous envoyons, vous expliquera comment nous sommes campés; nous voulions d'abord que le camp et les conférences se tinssent entre les avant-postes, mais il y aurait eu beaucoup d'inconvéniens, beaucoup de défiance et peu de sûreté. Nous nous décidons à rester ici; nous enverrons chercher nos chevaux et des chameaux à Catieh aussitôt que nous en aurons besoin. Il paraît que les Arabes servent toujours le grand-visir; nous n'en avons pas aperçu un seul depuis Jaffa jusqu'ici; une grande partie de l'armée du grand-visir est ici, le reste est campé à Ghazah; tous les jours il arrive de nouvelles troupes qui viennent du fond de l'Asie, mais tout cela n'est pas bien terrible. Nous pensons, citoyen Général, que jusqu'à ce que toutes les con-

ditions soient convenues et signées, il est bien important de vous tenir sur vos gardes et de ne pas vous fier à l'armistice; nous désirerions aussi que vous vous rapprochassiez de vos avant-postes, afin que nos communications fussent plus rapides.

« Salut et respect.

« *Signé* DESAIX et POUSSIELGUE. »

« *P. S.* Du 24, à onze heures du matin.

« C'est aujourd'hui à midi que nous aurons notre première conférence avec le reis-effendi. Nous avons refusé d'admettre l'envoyé russe. »

Au camp devant El-A'rych, le 24 nivose an VIII (14 janvier 1800).

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX, ET LE CITOYEN POUSSIELGUE, CONTRÔLEUR DES DÉPENSES DE L'ARMÉE, ET ADMINISTRATEUR DES FINANCES DE L'ÉGYPTE, AU GÉNÉRAL EN CHEF.

« CITOYEN GÉNÉRAL,

« Nous avons eu ce matin la conférence dont nous vous avons prévenu par notre lettre d'hier; nous n'en avons rien obtenu. Il a été impossible de faire entendre la moindre raison au reis-effendi et au defterdar, plénipotentiaires du grand-visir. Ils nous ont demandé si nous avions des pleins pouvoirs pour consentir l'évacuation de l'Égypte : ils nous ont dit que ce n'était qu'autant que cela aurait lieu, que la Sublime Porte consentirait aux conditions qui formaient votre ultimatum, que cet ultimatum leur

était connu par la lettre que vous avez écrite au grand-visir, le 17 de ce mois, et qu'il fallait que nous consentissions à signer sur-le-champ l'évacuation de l'Égypte, d'après les bases posées dans cette lettre. Ils ont refusé de nous écouter davantage, prétendant que si nous ne pouvions pas consentir l'évacuation pure et simple, c'était une preuve que nous n'avions pas de pouvoirs, qu'ainsi nous ne pouvions pas traiter. Nous avons demandé le temps de vous expédier un courrier pour avoir votre dernière décision. M. le commodore Smith lui-même s'est réuni à nous pour faire sentir que rien n'était plus juste, ni plus conforme aux usages que ce que nous demandions; rien n'a pu les persuader. Cependant, voyant qu'ils nous avaient donné des raisons plausibles pour se défendre de consentir à rétablir la paix avec la France, en observant qu'ils étaient liés par des traités auxquels ils voulaient absolument tenir, nous avons demandé qu'il y eût au moins trève jusqu'à la paix générale, proposition que nous avions prise sur nous, la regardant comme un équivalent de la paix: ils ont répondu par le même refus, en nous communiquant l'article de leur traité qui s'oppose également à ce qu'ils consentent cette trève sans le consentement des puissances alliés : nous avons alors demandé qu'au moins, en évacuant l'Égypte, tous les Français détenus dans l'empire ottoman fussent mis en liberté, et que leurs biens fussent restitués. De notre côté, nous leurs offrions d'en faire

autant à l'égard des Turcs ; cette proposition, que nous avons annoncée n'être pas dans nos pouvoirs comme condition principale de l'évacuation, a d'abord souffert des difficultés ; cependant, M. Smith nous ayant fortement appuyés, le reis-effendi a fini par y consentir.

« Alors, il a demandé que les points déjà convenus, tels que l'évacuation de l'Égypte et la mise en liberté des prisonniers, fussent mis par écrit, et signés de part et d'autre. Nous nous y sommes refusés, en observant que nos pouvoirs ne s'étendaient pas jusqu'à abandonner la principale condition qu'ils rejetaient, celle de la paix ou d'une trève illimitée.

« Nous avons demandé de nouveau de vous envoyer un courrier, ils ont répondu que nous voulions gagner du temps, que nous les amusions, et que *nous ne voulions pas l'évacuation que vous désiriez ;* qu'ils ne pouvaient pas attendre davantage ; et qu'enfin, si nous n'avions pas de pouvoirs, ils ne pouvaient traiter avec nous.

« Nous avons observé qu'il existait une trève qui ne devait expirer que quinze jours après la rupture des négociations ; qu'ainsi, il était évident que nous ne voulions pas les amuser, et qu'il y avait le temps nécessaire pour recevoir votre réponse, avant l'expiration de la trève ; nous avons été très étonnés d'une discussion assez longue qui s'est élevée à ce sujet pour leur faire comprendre ce que c'était qu'une trève ; on n'en est pas venu à bout, ils font partir les quinze jours de grâce de la dernière

lettre que le grand-visir vous a écrite avant hier, en sorte que de demain en douze jours vous serez attaqué, si cette affaire n'est pas terminée.

« Nous avons voulu entamer les autres articles de la lettre que vous nous avez écrite le 17, surtout celui où vous ne voulez pas que l'armée turque entre en Égypte avant que l'armée française en soit totalement sortie; ils n'ont pas voulu nous entendre; ils ont répété, pour la trentième fois, que si nous ne voulions signer l'évacuation pure et simple, ils ne pouvaient nous écouter; là-dessus, ils nous ont quittés, en annonçant que demain ils viendraient prendre notre dernière réponse.

« Vous nous avez circonscrits, citoyen Général, dans les bornes d'une instruction; nous n'avons pas dû les passer, quoiqu'il soit fâcheux, de part et d'autre, qu'il faille encore éprouver des retards, puisqu'il peut en résulter des événemens funestes.

« Il est de fait que la Sublime Porte, ayant en ce moment un grand intérêt à tenir à son traité avec ses alliés pour ne pas s'exposer tout de suite à une guerre plus dangereuse que celle que nous lui faisons, il lui est impossible de faire paix ou trêve indéfinie sans se compromettre; que, quand même elle le pourrait, vous-même ne pourriez la stipuler au nom de la République, puisque vous n'avez de pouvoirs que pour ce qui concerne l'Égypte.

« Nous obtiendrons probablement une trêve qui se prolongera jusqu'à trois mois après l'évacuation; mais nous ne pouvons obtenir que les Turcs atten-

dent notre sortie pour entrer en Égypte ; ils voudront y prener une force suffisante aussitôt que le traité sera signé.

« L'armée est ici ; il lui arrive tous les jours des renforts ; les soldats sont impatiens d'avancer, parce qu'ils sont très mal ; il sera impossible de les retenir encore quelques jours. Nous espérons tout au plus que nous aurons le temps de recevoir dans cinq jours votre réponse : encore la disposition est telle, que si votre réponse tardait, ou si elle était pour une rupture, nous ne serions pas du tout en sûreté: L'autorité du visir, celle de M. Smith, ne pourraient rien, et nous serions fort embarrassés pour vous rejoindre. Enfin, citoyen Général, les choses sont si avancées, que votre réponse doit contenir l'ordre de nous retirer sur-le-champ, ou un plein pouvoir pour traiter définitivement de tous les articles de l'évacuation sans aucune restriction, et de la manière la plus avantageuse que nous pourrons obtenir, sans qu'il ne soit plus nécessaire de vous demander de nouveaux ordres, sauf à vous rendre compte, jour par jour, de nos opérations.

« Il vient d'arriver une lettre de vous, du 21 de ce mois, écrite de Belbéis. Nous sommes fort aises de vous savoir si près, et nous espérons que vous recevrez cette lettre à Salehieh : votre approche semble faire plaisir au grand-visir, en ce qu'il y voit l'espoir d'une très prompte décision.

« Salut et respect.

« *Signé* DESAIX et POUSSIELGUE. »

Au camp du grand-visir, près El-A'rych, le 26 nivose an VIII (16 janvier 1800), huit heures du soir.

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX ET POUSSIELGUE, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

« CITOYEN GÉNÉRAL,

« Nous vous avons envoyé avant-hier le citoyen Savary avec deux lettres, dont copies sont ci-jointes :

« Hier, nous avons remis aux plénipotentiaires du grand-visir la note dont nous vous envoyons copie également. M. Smith s'est rendu au camp, et y a délibéré sur plusieurs questions que nous n'avions pu faire entendre au reis-effendi ; il n'a pas été plus heureux.

« Cependant ce matin, le reis-effendi et le defterdar nous ont donné une seconde séance ; nous avons long-temps insisté pour qu'ils consentissent à la proposition contenue dans la lettre que vous avez écrite de Belbéis, le 21 de ce mois, au grand-visir, consistant en ce qu'il vous envoyât deux grands pour traiter directement avec vous ; nous demandions à les accompagner, et M. Smith, qui appuyait notre demande, offrait d'y venir avec nous. Il nous a été impossible de leur faire goûter cette proposition ; non plus que celle d'employer Moustapha-Pacha, ou même le commodore Smith tout seul ; ils ont prétendu que vous leur aviez laissé le choix

des trois moyens, qu'ils avaient préféré le premier, c'est-à-dire de traiter avec vos envoyés, et qu'ils voulaient s'y tenir.

« En vain nous avons objecté que cela abrégerait infiniment de temps et de difficultés ; que, dans le cas contraire, et l'armistice devant expirer d'ici à onze jours, notre sûreté se trouverait compromise ; que d'ailleurs vous deviez être irrité du ton des dernières lettres et notes du grand-visir et de M. Smith, ce qui pourrait vous déterminer à rompre toute négociation, tandis qu'il était peut-être encore possible de s'entendre, puisque si la Sublime Porte ne voulait consentir ni à une paix, ni à une trêve jusqu'à la paix, ce n'était pas qu'elle n'en eût le désir, mais seulement parce qu'elle ne le pouvait, sans le consentement de ses alliés, conformément à ses traités et à ses intérêts actuels. Toutes ces raisons n'ont produit aucun effet ; ils ont insisté pour que nous attendissions votre réponse à notre dernière lettre, et que jusque-là nous commençassions à discuter les dispositions relatives à l'évacuation, dans le cas où vous consentiriez l'évacuation de l'Égypte, sans la condition de la paix, ni de la trêve jusqu'à la paix, ou de toute autre condition avantageuse à l'armée, en annonçant toujours que de son côté le grand-visir n'entendait parler que de l'évacuation pure et simple.

Alors, ils nous ont présenté, par M. Smith, un projet de dispositions d'évacuation qu'ils avaient concerté ensemble hier, et dont ils paraissent con-

venir ; nous y avons fait tous les changemens et additions que nous avons jugés convenables et nécessaires, toujours dans la supposition que vous ne teniez pas à d'autres conditions de compensation, auquel cas toute négociation serait rompue sans retour.

« Ils liront notre projet, et nous saurons dans la prochaine conférence, s'ils l'adoptent en totalité ou quels sont les articles qu'ils voudront rejeter ou modifier. Le dix-septième nous paraît le plus difficile à obtenir ; celui qui concerne l'évacuation du Caire, dans six semaines, ne passera pas non plus sans doute, à moins qu'ils n'obtiennent de pouvoir d'y envoyer de suite une autorité quelconque en leur nom, telle qu'un pacha et une garde.

« Cependant ; nous ne voulons pas attendre cette réponse pour vous rendre compte de l'état des choses ; nous voyons le projet qu'ils nous ont présenté, et celui que nous leur avons remis ce soir : votre réponse, citoyen Général, sera un ultimatum absolu ; il faudra que vous nous donniez des ordres positifs, celui de conclure l'évacuation sans compensation, en nous laissant la faculté de stipuler toutes les dispositions pour l'effectuer, ou celui de nous retirer sur-le-champ pour que la question soit décidée par le canon. A cet égard, vous seul, citoyen Général, êtes en état de juger ce qu'il convient de faire, puisque vous seul connaissez bien tous vos moyens.

« Nous vous prions de nous renvoyer sur-le-champ votre réponse ; vous ne pouvez vous former

une idée de l'esprit des hommes avec qui nous traitons. Ils ne viennent jamais qu'avec une seule idée à laquelle ils ont bien pensé pendant quarante-huit heures ; ils n'en sortent pas, et ce qu'on peut leur dire, quelque clair que cela soit, est absolument perdu ; ils n'entendent pas.

« Ils nous proposaient aujourd'hui, quand nous leur demandions de nous en aller ou qu'on prolongeât la trève, de l'augmenter de deux jours.

« Nous vous enverrons la réponse du grand-visir à notre projet aussitôt qu'elle aura été faite.

« Salut et respect.

« *Signé* DESAIX et POUSSIELGUE. »

La réponse de Kléber ne se fit pas attendre. Elle était ainsi conçue :

Au quartier-général de Salêhiëh, le 25 nivose de la République française (15 janvier 1800).

LE GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER AU GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX ET AU CITOYEN POUSSIELGUE, PLÉNIPOTENTIAIRES PRÈS DU GRAND-VISIR.

« Je reçois ensemble aujourd'hui à Salêhiëh, où je suis arrivé le 23, vos différentes lettres et notes des 14, 18 et 21 nivose. Celle dont mon aide-de-camp Baudot était porteur, relatait en peu de mots la situation de la France, jusqu'au commence-

ment d'octobre dernier, et j'en inférais que, se livrer à l'espoir d'un renfort dans de semblables conjonctures, ce serait s'abandonner à une idée entièrement chimérique; qu'en conséquence, il fallait songer à porter à notre patrie les secours qu'elle ne pouvait nous envoyer, ni même nous promettre, puisque dans les papiers qui nous sont parvenus jusqu'à présent, il n'a jamais été question de l'expédition d'Égypte que pour en blâmer la conquête: ceci, joint à l'extrême pénurie d'argent dans laquelle je me trouve, et qui rend ma position plus pénible encore que la présence de l'ennemi, me portait à vous prescrire de consentir à l'évacuation de ce pays, à la simple condition *que la Porte ottomane se retirerait aussitôt de la triple alliance.* Depuis cette époque, le fort d'El-A'rych a été pris; et, malgré tous mes efforts, je ne puis réunir, tant ici qu'à Belbéis et Catieh, plus de six mille hommes pour m'opposer à l'armée ennemie qui s'avance. Que cela suffise pour nous assurer la victoire; je le veux. Mais quel avantage en tirerais-je? Celui d'être obligé de me livrer pieds et poings liés, à la première sommation menaçante qui succéderait à mon triomphe momentané; et, si je perdais cette bataille, qui me pardonnerait jamais d'avoir osé l'accepter.

« Ces considérations, et d'autres encore que je m'abstiendrai d'exposer, me déterminent à persister dans ma résolution pour ce qui concerne l'évacuation de l'Égypte; mais si le grand-visir, trop for-

tement lié par le traité du 5 janvier 1799, et plus encore par les circonstances présentes, ne peut consentir à reprendre la neutralité que je lui ai proposée, et qu'au fond de son cœur il désire plus que nous, je vous autorise à passer outre, et à traiter de l'évacuation pure et simple, en évitant seulement de donner à cette reddition la formule d'une capitulation, en vous appliquant, au contraire, à lui imprimer le caractère d'un traité basé sur la note du plénipotentiaire sir Sidney Smith en date du 30 décembre dernier.

CONCLUSION.

« 1°. Nous sortirons de l'Égypte aussitôt que le nombre de bâtimens nécessaires à notre transport, et approvisionnés de subsistances, aura été fourni.

« 2°. Les bâtimens français et autres, restés dans le port d'Alexandrie, seront armés en guerre et employés de préférence à l'embarquement des troupes.

« 3°. Nous aurons, ainsi qu'il est déjà convenu, tous les honneurs de la guerre, et nous emporterons armes et bagages, sans qu'aucun bâtiment puisse être visité, sous quelque prétexte que ce soit.

« 4°. Jusqu'au moment de la réunion des bâtimens turcs dans les ports de l'Égypte, les armées resteront dans leurs positions actuelles; la Haute-Égypte seulement sera de suite et successivement évacuée jusqu'au Caire; toute l'armée partira en même

temps des ports de l'Égypte pour faire route ensemble, ce qui ne pourra être qu'après l'équinoxe du printemps.

« 5°. Les détails relatifs à la marine seront arrêtés entre le reis-effendi et l'ordonnateur de la marine Leroy, qui se rendra à cet effet au lieu indiqué.

« 6°. L'armée française percevra les revenus de l'Égypte jusqu'au moment de son évacuation, et il sera consenti jusqu'à cette époque, une trêve bien entendue et garantie réciproquement par des otages.

« Vous donnerez à toutes ces clauses et arrangemens toute l'étendue et les modifications nécessaires pour leur exécution, et toujours de la manière la plus honorable pour l'armée française; enfin, vous ne romprez en aucun cas les conférences, à moins que le traité ne soit définitivement conclu.

« *Signé* KLÉBER. »

Les ordres étaient précis; il fallait signer l'évacuation pure et simple, et se garder de rompre les conférences avant que le traité fût conclu. Les plénipotentiaires néanmoins hésitaient encore. Poussielgue se plaignait que *nous étions plus pressés que les Turcs*. Desaix, reculant à la vue des articles qu'il était chargé de consentir, demandait de nouveaux ordres; et le visir, que ces répugnances fatiguaient, mandait à Kléber que ses *délégués rendaient difficile la réussite de cette si bonne affaire de l'évacuation*. La responsabilité revenait de tous côtés au

général en chef; il résolut de la faire partager à ses lieutenans. Il les assembla à Salêhiëh, et supposant encore intacte une question que ses dépêches avaient depuis long-temps résolue, il leur fit un tableau animé, rapide, de la pénible situation où étaient les affaires. Il leur montra les hordes ottomanes prêtes à s'échapper du désert, et la population inquiète, mécontente, n'attendant pour s'insurger que l'apparition du visir. Qu'opposer à ces essaims de fanatiques? Qu'attendre, que se promettre au milieu d'un peuple en révolte? Nos caisses étaient vides, nos magasins épuisés; et, pour comble de maux, nos troupes rebutées n'aspiraient qu'à repasser en France. Fussent-elles d'ailleurs aussi dévouées qu'elles l'étaient peu, que faire avec une armée qui ne comptait pas quinze mille combattans, qui avait cent lieues de côtes à défendre, et tous les fellâhs disséminés des bouches du Nil aux cataractes, à comprimer! Était-ce avec les huit mille hommes au plus qu'elle pouvait mettre en ligne qu'elle garderait les vastes débouchés du désert, qu'elle veillerait sur les passes, qu'elle interceptérait les puits? Pouvait-elle, réduite comme elle était, faire face aux ennemis qui la menaçaient du dehors et à ceux qui l'attaquaient au-dedans? Pouvait-elle à la fois battre le visir, disperser les mamelouks, et contenir les naturels, que tout poussait à l'insurrection? Si, du moins, elle n'eût eu à triompher que de la disproportion du nombre! Mais une bataille gagnée ne changeait pas sa posi-

tion. Bien plus, elle était perdue si elle ne recevait des secours avant la saison des débarquemens ; car, à cette époque, il faudrait garnir les côtes, porter des troupes à Alexandrie, à Aboukir, à Damiette, à Lesbëh, à Souez; disperser au moins cinq mille hommes sur la vaste plage que baigne la Méditerranée. Que resterait-il alors pour défendre un pays que ne protégeait aucune place forte, qu'attaquait une armée formidable qui parlait, agissait, combattait au nom de Mahomet? Et si la fortune trahissait leur courage, que devenaient les troupes? Les hordes barbares auxquelles nous avions affaire ne connaissent que le meurtre et le pillage. On ne traite avec elles que les armes à la main. Vaincus, nous étions sans retraite, sans point de ralliement; il fallait se résoudre à voir égorger jusqu'au dernier de nos soldats. Fallait-il courir ces chances? Convenait-il, dans une situation aussi cruelle, de souscrire une évacuation pure et simple, ou valait-il mieux braver les hasards d'une résistance désespérée?

L'alternative parut gratuite à plusieurs membres du conseil; Davoust la combattit vivement, et démontra combien elle était peu fondée. Mais Kléber l'interrompit avec aigreur, lui prodigua les expressions les plus dures, et s'oublia au point d'attaquer son courage. Cette scène outrageante termina la discussion. Le parti du général en chef était pris, l'opposition inutile, chacun adhéra à une résolution qu'il ne pouvait empêcher. Desaix reçut en conséquence l'ordre qu'il demandait, et l'éva-

cuation fut consentie. Sidney, dont la médiation avait eu une influence si fatale sur les négociations, délivra, en sa qualité de ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte, les passe-ports nécessaires à la sécurité du retour qu'avait garanti le visir. Tout était dès-lors consommé. Il ne s'agissait plus que de procéder à la remise graduelle des forts, des provinces, qu'on avait stipulée, et d'attendre, pour évacuer le Caire, que les moyens de transport convenus fussent rassemblés.

Mais l'improbation qui s'était manifestée au conseil n'avait pas tardé à retentir au-dehors. Ceux même qui s'étaient montrés les plus impatiens de revoir la France, repoussaient la transaction qui leur ouvrait la mer. Ils la trouvaient honteuse, et lui assignaient des motifs plus honteux encore. Ils accusaient le général en chef d'avoir perdu le fruit de leurs travaux; ils le blâmaient d'avoir cédé, d'un trait de plume, une colonie dont la possession leur avait coûté tant de sang. Bientôt même la troupe ne s'en tint pas à ces plaintes. La douleur la rendit injuste; elle ne craignit pas de parler de trafic, de spéculations, et reprocha durement à Kléber les hommes auxquels il s'était livré. Pour comble d'ennuis, le général, qui savait déjà l'arrivée de Bonaparte en France, et l'enthousiasme avec lequel il avait été accueilli, n'avait pas signé la cession de l'Égypte, qu'il apprit la promotion au consulat. Placé dès-lors entre les justes griefs d'un chef qu'il avait cruellement offensé, et les murmures d'une armée qui

voulait bien se plaindre, mais non pas être blessée dans sa gloire, il reprit tristement le chemin du Caire. Inquiet, soucieux, il faisait de cruels réflexions sur l'inconstance des hommes, accusait Lanusse, qui avait éludé la part de responsabilité qu'il voulait lui imposer; et, s'adressant à Dugua, qui avait franchement persisté dans l'opinion qu'il avait d'abord émise, il lui mandait « que si la raison, la justice présidaient au jugement que l'on porterait de sa conduite, il ne pouvait s'attendre qu'à être approuvé. Si, au contraire, c'était l'animosité, la sottise, la vengeance, quelque chose qu'il eût faite, quelque parti qu'il eût pris, il n'en aurait pas moins été blâmé. Dans cette alternative, il aimait mieux l'être en sauvant les débris d'une armée, qu'en les abandonnant à une perte infaillible quelques instans plus tard. Au reste, il s'était aperçu qu'il n'avait contre lui que des hommes faibles et lâches, ou des esprits biscornus, qui eussent tremblé à la vue du danger. » Il ne soupçonnait pas, en tenant ce langage, que lui-même en ferait justice quelques mois plus tard. Il était loin de prévoir avec quel éclat il laverait sur le champ de bataille les fautes du cabinet.

Pendant, en effet, qu'il mettait une sorte d'ostentation à remplir les conditions qu'il avait souscrites, les Anglais ne songeaient qu'à violer le traité conclu sous leur médiation. Ils avaient intercepté la dépêche que Kléber avait adressée au Directoire après le départ de Bonaparte, et avaient adopté toutes

les notions qu'elle renfermait. Ils avaient aussi reçu d'ailleurs une foule de documens sur l'Égypte, et s'étaient persuadés que l'armée était hors d'état de résister à une attaque. Quelques rapports, partis du *Tigre*, paraissent également n'avoir pas peu contribué à accréditer cette opinion. Quoi qu'il en soit, les Anglais, dont Smith avait déclaré que la politique était de sacrifier invariablement à l'équité, jugèrent que, si l'armée d'Orient était hors d'état de faire valoir le traité, le traité était nul, et qu'elle-même devait être prisonnière. Deux frégates, chargées de cette étrange résolution, arrivèrent d'Europe devant Alexandrie, le 19 février 1800. Des demi-mots, échappés aux commandans, mirent Lanusse sur la voie. Il expédia un courrier au Général en chef qui pressait l'évacuation du Caire, et avait déjà rendu Salêhiëh, Damiette, Lesbëh, Mansoura; et désarmé la plupart des forts. Tout fut aussitôt suspendu; on arrêta les convois qui descendaient le Nil; on rappela les corps; on prit toutes les mesures que suggérait la prudence. Pendant que Kléber réparait ainsi les fautes auxquelles sa bonne foi l'avait entraîné, les frégates faisaient voile pour l'île de Chypre, où se trouvait Sidney. A en juger par la date, le commodore ne perdit pas de temps. Il mit aussitôt la plume à la main, et adressa au Général en chef la dépêche qui suit :

LE COMMODORE SIDNEY SMITH AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

A bord du Tigre, à Chypre, 21 février 1800.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

« Je reçois à l'instant la lettre ci-incluse à votre adresse. Elle est accompagnée d'ordres qui m'auraient empêché d'acquiescer à la conclusion d'une convention entre Son Altesse le grand-visir et vous, autrement que sous les conditions y énoncées, si je les avais reçus à temps. Maintenant que cette convention a eu lieu d'un commun accord, selon notre traité d'alliance avec la Porte, pendant que nous ignorions cette restriction, je ne conçois pas la possibilité de son infraction. En même temps je dois vous avouer que la chose ne me paraît pas assez claire pour que je puisse vous la garantir autrement que par ma détermination de soutenir ce qui a été fait, en tant que cela dépend de moi. Je suis au désespoir que ces lettres aient été tellement retardées en route. Si vous n'aviez rien évacué, il n'y aurait pas de mal que les choses restassent comme elles étaient au commencement des conférences, jusqu'à l'arrivée des instructions conformes aux circonstances. Il est à observer que ces dépêches sont d'ancienne date (1er janvier), écrites d'après des ordres venus de Londres au vice-amiral lord Keith, en date du 15 au 17 décembre, évidemment dictées par

l'idée que vous traitiez séparément avec les Turcs, et pour empêcher l'exécution de toute mesure contraire à notre traité d'alliance. Mais maintenant qu'on est mieux instruit, et que la convention est réellement ratifiée, je ne doute pas que la restriction ne soit levée avant l'arrivée des transports. Je juge de votre embarras, monsieur le Général, par le mien; peut-être avec la bonne foi qui vous caractérise, pourrions-nous aplanir des difficultés insurmontables. Je m'empresse de me rendre devant Alexandrie pour y rencontrer votre réponse. Vous voyez, monsieur le Général, que je m'en rapporte encore une fois à votre libéralité sur cette question vraiment difficile, certain qu'en tout cas vous me ferez la justice de croire à la loyauté de mes intentions.

« J'ai l'honneur d'être, avec une considération distinguée et une parfaite estime,

« Votre très humble serviteur,

« *Signé* SIDNEY SMITH. »

Cette lettre était assez curieuse; car enfin, si ces ordres étaient précis, la bonne foi, ni les conférences ne pouvaient les éluder. Que voulait donc Sidney? Quel but secret se proposait-il? Du reste, Kléber était toujours sous le charme. Il se plaignait de la faiblesse du commodore, mais ne doutait pas de sa loyauté. Lanusse était moins confiant. « Pour faible, à la bonne heure, répondait-il au général en

chef : de bonne foi ! je n'en suis pas sûr. » Poussielgue n'augurait pas mieux ; néanmoins, des représentations étaient bonnes à faire ; il résolut de les hasarder. Sidney, tout en regrettant que la convention n'eût pas la sanction de l'amirauté, ne se refusa pas à développer les motifs qu'elle avait de ne la pas donner. L'armée d'Orient ne comptait que des hommes éprouvés ; la dépêche de Kléber avait dévoilé sa détresse, le gouvernement pouvait l'avoir à discrétion ; il n'était pas assez simple pour remettre dans les mains de Bonaparte ses troupes par excellence. La résolution était avouée, les motifs parfaitement déduits ; c'était désormais à la fortune à décider.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N° 1.) A bord du Tigre, 14 nivose an VIII (4 janvier 1800).

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX, ET LE CITOYEN POUSSIELGUE, CONTRÔLEUR DES DÉPENSES DE L'ARMÉE, ET ADMINISTRATEUR DES FINANCES, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

CITOYEN GÉNÉRAL,

Nous vous envoyons copie de la note que nous avons remise à M. le commodore Sidney Smith, le 8 de ce mois, et des pièces par lesquelles il a répondu.

Vous remarquerez que les quatre articles de notre note renferment implicitement le fond des instructions que vous nous avez données, puisque le développement de chacun de ces articles reçoit les diverses applications qui doivent conduire à votre but.

Nous voulions voir comment cette ouverture serait reçue, avant de hasarder une explication plus positive, qui pouvait entraîner une rupture. M. Smith n'a pas manqué de nous demander quelques éclaircissemens, et nous les lui avons promis, en lui observant généralement que nous donnerions successivement à nos articles tous les développemens dont ils auraient besoin.

D'après sa réponse, nous avons aujourd'hui abordé franchement la question avant qu'il pût communiquer

au grand-visir des espérances qu'il faudrait ensuite démentir. Déjà, dans nos fréquens entretiens, nous avons mis M. Smith à portée de mesurer l'étendue de nos prétentions, et il doit être préparé à les entendre sans aigreur. Vous trouverez ci-joint notre dernière note.

Vous serez étonné que notre mission soit aussi peu avancée; mais sur les quatorze jours, nous n'en avons pas passé deux sans avoir du gros temps qui nous tenait tous malades et hors d'état de nous occuper convenablement d'affaires sérieuses.

Salut et respect,

DESAIX, POUSSIELGUE.

(N° x.) 15 nivose an VIII (5 janvier 1800).

La note remise hier par messieurs les commissaires français, contenant des propositions d'une étendue qui exigerait une discussion entre les ministres plénipotentiaires de tous les gouvernemens respectifs avant de pouvoir les admettre; de plus, la ratification avant de pouvoir exécuter les conditions, et monsieur l'agent de Russie, au camp impérial ottoman, n'étant pas muni de pleins pouvoirs de son gouvernement, non plus que messieurs les commissaires français du leur: le soussigné ne voit pas la possibilité de faire un arrangement définitif sur cette base dans le camp ottoman. Il s'empressera cependant de mettre les papiers de messieurs les commissaires français sous les yeux de son altesse le suprême visir. Quant au soussigné, il ne peut donner d'autre conseil à Son Altesse que celui qu'il a développé dans le projet qui leur a été communiqué, et il manquerait à la franchise qu'il a promise au général en chef Kléber, et à messieurs les commissaires, s'il leur cachait que son de-

voir le portera à avertir Son Altesse du danger qui doit nécessairement résulter pour l'empire ottoman, si un intérêt local et immédiat l'inclinait à écouter favorablement une proposition tendant directement à rompre les engagemens contractés pour se préserver, soit des armes, soit de l'influence de la France dans l'état actuel des choses, essentiellement différent de celui où elles se trouvaient avant la paix de Jassy, auquel le raisonnement de messieurs les commissaires serait applicable.

A l'égard de la Grande-Bretagne elle-même, le soussigné n'hésite pas de répondre, en termes précis, qu'elle restera fidèle à ses engagemens; et les circonstances qui ont donné lieu au traité de la triple alliance existant toujours, sa confiance dans la sagesse, l'énergie et la bonne foi des alliés, la porte à croire que les liens récemment formés entre les trois puissances, ne peuvent qu'être resserrés par tous les efforts qui tendront à la rompre.

A bord du Tigre, devant Ghazah, 5 janvier 1800.

Signé SIDNEY SMITH.

(N° 3.) De la plaine d'El-A'rych, le 16 de Chaban 1214 (13 janvier 1800).

LE GRAND-VISIR AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

Le Tartare Moussa m'a apporté votre réponse. Jusqu'à présent toutes les lettres que vous avez écrites, tant à moi qu'à Moustapha-Pacha, témoignaient de votre part l'intention d'évacuer l'Égypte, pour éviter l'effusion du sang, et renouer les nœuds d'amitié qui unissaient autrefois la France avec la Porte. Vous nous aviez dit que vous nous enverriez bientôt des commissaires pour conférer avec nous au sujet de l'évacuation, et que la manière

dont les commissaires s'occuperaient de ménager les intérêts de la Porte, prouveraient combien vous désiriez sincèrement la paix et le bien des deux nations.

Mais dans la lettre que je viens de recevoir, vous mettez à l'évacuation la condition que la Porte se détachera des puissances qui lui sont alliées, et qu'elle rompra avec elles. Cette clause ne s'accorde nullement avec les intentions amicales et pacifiques que vous prétendez avoir. Si vous voulez vous-même y réfléchir, vous sentirez que la Porte ne peut accepter une condition si contraire au traité d'alliance qu'elle a contracté avec les puissances ses amies.

Quoique vos commissaires ne soient point encore venus, j'espère qu'ils arriveront sous peu de jours. Aussitôt qu'ils seront ici, ils s'aboucheront avec les plénipotentiaires de la Porte et le commandant anglais Smith. S'ils proposent la clause susdite, ou tout autre semblable qui blesserait les intérêts de la Porte ou de ses alliés, nous ne l'accepterons point, et vous renouvellerez ainsi l'effusion du sang; mais s'ils sont véritablement animés du désir de terminer les choses à l'amiable, ils consentiront avant tout à une prompte évacuation de l'Égypte, qui est l'article 1er et fondamental de la pacification souhaitée.

Nous apporterons les meilleurs intentions à ces entretiens : si vos commissaires y mettent aussi de la bonne volonté, il suffira d'une ou deux conférences pour terminer la négociation.

Faites-moi savoir en définitif quel est le parti auquel vous vous arrêtez.

Signé JOUSSEF-PACHA.

(N° 4.) Au camp ottoman de Ghazah, 9 janvier 1800.

LE COMMODORE SIDNEY SMITH AUX CITOYENS DESAIX ET POUSSIELGUE.

MESSIEURS,

Son altesse le suprême visir se trouvant à El-A'rych, je vais m'y rendre pour arrêter l'effusion du sang, pendant que nous sommes en négociation. Les Turcs ne ne voulant pas absolument entendre parler d'une trève qui les forcerait à rester dans l'inaction sur la lisière du désert, je pars sur un dromadaire pour aller plus vite. Le bâtiment que j'ai expédié, avec le développement des motifs qui me fesaient engager le suprême visir à tel armistice que la saine raison et l'usage commandaient, n'a pu s'approcher de la côte à cause du mauvais temps, et le parlementaire qu'a envoyé le général en chef Kléber, à ce même sujet, n'est arrivé que le lendemain de l'événement fâcheux du massacre d'une partie de la garnison d'El-A'rych. Les hommes composant cette garnison, n'ayant pas voulu écouter les sommations qui leur étaient faites avant l'approche d'une troupe effrenée, qui devait les attaquer, sont entrés en pourparler, quand il était trop tard. Mais, pendant qu'on capitulait à la grande porte du fossé, ils y ont pénétré, et ont fait, comme à leur ordinaire, de la manière la plus horrible. Le colonel Douglas accouru pour tâcher de contenir cette horde de furieux, a manqué vingt fois d'avoir la tête coupée, de même qu'un garde marine, qu'un mouvement naturel d'humanité et d'indignation avait engagé à suivre le co-

lonel qui a été renversé, et le couteau déjà sur le cou, quand il a été délivré par les janissaires. Le visir n'a pas pu arrêter la troupe ni l'empêcher d'entrer dans le château. Cependant, le colonel Douglas, aidé par Rajeb-Pacha, a arrêté le torrent dans le fort, tant qu'il a pu, et a réussi à sauver le commandant et près de la moitié de la garnison.

M. Keith va se concerter avec vous sur votre réunion; la trêve m'ayant été annoncée par l'agent de Russie, qui est venu du camp.

J'ai l'honneur d'être, avec estime et considération,

Votre serviteur très humble,

SMITH.

(N° 5.) Au quartier-général du Caire, le 17 nivose an VIII de la République française (17 janvier 1800).

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GRAND-VISIR.

Votre dernière lettre m'a été remise hier soir par le Tartare Moussa; ce même jour, j'avais expédié, vers le quartier-général de Votre Excellence, un homme de confiance du très honoré Moustapha-Pacha, portant des dépêches à mes plénipotentiaires que je croyais arrivés à Ghazah, et je vous ai fait connaître, par cette même occasion et par ledit Moustapha-Pacha, mon opinion sur l'événement d'El-A'rych, ainsi que les voies de rapprochement que j'ai à vous proposer, pour arriver à un accommodement également désirable pour les deux partis. Ce que j'ai dit hier, je vous le répéterai ici, afin que le gouvernement français ne puisse un jour m'accuser de

n'avoir pas employé tous les moyens pour arrêter l'effusion du sang entre deux nations qui, plus que jamais, ont le plus grand intérêt de se réunir étroitement, et, pour qu'en cas que mes propositions ne soient point écoutées, Votre Excellence demeure seule comptable, non seulement envers son souverain Sélim II, mais encore envers l'Europe entière, de celui qui pourrait couler encore; qu'elle demeure comptable envers la Sublime Porte d'avoir donné au hasard d'une bataille ce qu'elle aurait pu obtenir avec certitude de la manière la plus conforme aux intérêts de l'empire ottoman: je parle de l'évacuation de l'Égypte, et je m'explique.

Votre Excellence m'a proposé, dans ses lettres précédentes, 1°. notre libre sortie de l'Égypte avec armes, bagages et toutes autres propriétés; 2° qu'il serait fourni à cet effet à l'armée, de la part de la Sublime Porte, tous les bâtimens nécessaires, et pourvus de vivres pour son retour en France. J'accepte ces deux propositions à la simple condition qui suit; *savoir*, qu'aussitôt que les Français auront évacué l'Égypte, la Sublime Porte se retirera de la triple alliance, dans laquelle elle ne s'est et n'a pu s'engager, que pour maintenir l'intégrité de son empire, qui alors, et au moyen de cette évacuation, serait rétablie.

D'accord sur ces points capitaux, rien ne sera plus aisé que de s'entendre sur les différens détails d'exécution, et je propose pour cela trois moyens: Le premier serait d'abandonner ce travail aux plénipotentiaires actuellement à bord du *Tigre*, ou à Ghazah; le second, infiniment plus simple et plus prompt, serait d'envoyer votre reis-effendi, accompagné d'un autre grand de votre armée, à Cathiëh ou à Salêhiëh, où j'enverrai de mon côté

un officier général chargé de mes pouvoirs, si, lorsque Votre Excellence recevra cette lettre, mes envoyés n'avaient pas encore paru à son quartier-général; le troisième enfin serait d'autoriser et de donner pleins pouvoirs pour cet objet, au très honoré Moustapha-Pacha actuellement au Caire : en six heures de temps tout pourrait être terminé. Je demande à Votre Excellence une réponse catégorique, en lui observant que de toutes les manières une suspension d'armes, garantie par des otages, est aussi indispensable que conforme aux droits de la guerre; sans cette suspension, nos négociations ne deviendraient que le prétexte d'un affreux brigandage et de lâches assassinats. Je dois aussi vous prévenir que j'ai reçu la nouvelle officielle que déjà le 3 de ce mois, répondant au 26 du mois de Rageb, il a été conclu, à bord du *Tigre*, entre sir Sidney Smith et mes plénipotentiaires, un armistice d'un mois, sauf prolongation s'il y a lieu. J'y ai souscrit, et il me semble qu'il est obligatoire que Votre Excellence y consente; on ne s'est jamais joué de choses aussi sacrées et aussi importantes.

Je prie Votre Excellence de croire à la haute considération que j'ai pour elle.

Signé KLÉBER.

Pour copie conforme,

Le général de division, chef de l'état-major général de l'armée,

Signé DAMAS.

(N° 6.) A bord du Tigre devant Jaffa, le 8 janvier 1800.

LE GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX, ET LE CITOYEN POUSSIELGUE, CONTRÔLEUR DES DÉPENSES DE L'ARMÉE, ET ADMINISTRATEUR DES FINANCES, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

Nous vous envoyons, citoyen Général, copie de la réponse de M. Smith, à notre dernière note: elle promet peu; mais, dans l'entretien dont elle a été suivie, nous avons observé que s'il était impossible aux alliés de consentir 1°. à la dissolution de l'alliance; 2°. à la restitution des îles, parce qu'elles sont occupées par les Russes; 3°. à une garantie jusqu'à la paix de nos possessions dans la Méditerranée, toutes propositions pour lesquelles il pourrait être nécessaire d'avoir des ordres des gouvernemens respectifs, *il serait également impossible que vous consentissiez à l'évacuation pure et simple, comme on le proposait, sans y être autorisé par le Gouvernement français*; que, dans ce cas, il y avait un moyen simple pour terminer tous les débats, c'est d'envoyer chacun de notre côté un courrier à nos Gouvernemens respectifs pour les informer du résultat des conférences, et attendre leurs ordres, que jusque-là et pour un temps déterminé, on suspendrait toute hostilité, si on pouvait y faire consentir le grand-visir, ou que s'il s'y refusait, on continuerait à se battre, sans que cela empêchât l'envoi des courriers.

C'est dans ces dispositions que nous nous sommes rendus devant Ghazah. M. Smith s'est rendu au camp; il y a appris que El-A'rych s'est rendu le 8 nivose, que le grand-visir y était, qu'il s'était commis, dans la prise de

cette place, des atrocités qui lui ôtaient la confiance de nous engager d'aller joindre le grand-visir, quoique le grand-visir fût dans les meilleures dispositions, et que son autorité et celles du pacha eussent été méconnues dans cette occasion. D'après ces considérations, plus détaillées dans la lettre de M. Smith ci-jointe, et dans les instructions à son secrétaire dont nous vous envoyons l'extrait, nous nous sommes décidés à attendre à Jaffa des nouvelles de M. Smith, en l'engageant à s'y rendre avec le reis-effendi. Nous le prions aussi de vous faire connaître directement la réponse qu'il aura à nous faire sur notre dernière note, en sorte que vous pourriez nous faire connaître vos intentions ultérieures.

Les conférences ont été poussées aussi avant qu'il était possible; tous les intérêts respectifs, tant de l'Europe que de l'Égypte, ont été repassés et débattus. Il paraît que nous nous entendons parfaitement sur tous les points, et, qu'en définitif, il faudra en venir à un courrier parlementaire, à moins que le grand-visir ne persiste à se battre pendant l'intervalle; et qu'alors vous changiez de détermination.

Bonaparte est arrivé à Paris le 24 vendemiaire; il y a été reçu avec enthousiasme, et comme vous le verrez par les gazettes que nous vous envoyons, et qui vont jusqu'au 25 octobre, il est probable qu'il va déterminer une crise, et qu'il nous fera envoyer promptement des secours ou des ordres. Ces gazettes vous donneront une idée assez exacte de la situation de l'Europe, des armées et de notre gouvernement à cette époque, pour que vous puissiez prévoir à peu près quelles mesures en seront la suite, en ce qui concerne l'Égypte.

Nous sommes extrêmement embarrassés pour corres-

pondre avec vous, les occasions sont difficiles à trouver. Nous vous prions de donner ordre à un des avisos qui sont au bogaz de Damiette, ou à un de ceux qui sont à Alexandrie de venir nous joindre, et de rester à nos ordres, pour que nous puissions vous l'expédier toutes les fois qu'il sera nécessaire, et vous donner souvent des nouvelles, sans déroger pour cela aux convenances de M. Smith, quoiqu'il y mette beaucoup d'honnêteté et de bonne volonté.

Cet aviso peut venir en parlementaire à Jaffa ; si nous n'y sommes plus quand il y arrivera, on lui indiquera le lieu où nous pourrons être.

Salut et respect,

Signé DESAIX et POUSSIELGUE.

(N° 7.) Au camp impérial ottoman, à El-A'rych, le 15 janvier 1800.

LE COMMODORE SIDNEY SMITH AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Messieurs vos envoyés s'étant un peu formalisés de la franchise de ma dernière note officielle, je ne suis pas sans appréhension que mon langage ait pu vous faire une impression différente de celle que je désirais produire, et je serais fâché de voir naître un sentiment d'éloignement, quand mon objet n'était que de découvrir jusqu'à leur base, les barrières qui nous séparent, afin de les ôter plus facilement.

Je ne vois pas pourquoi des militaires français, qui ont été les premiers à faire justice du système spoliateur

et révolutionnaire, peuvent vouloir s'identifier avec les hommes exagérés qui ont fait le malheur de la France en gâtant une belle cause ; ou supposé qu'on ait voulu leur faire une pareille injure, le règne de la démagogne expirait à son foyer, il est de l'intérêt de tout le monde qu'elle ne renaisse pas ailleurs. Ce dont nous nous plaignons, et contre lequel nous nous défendons, c'est la continuation de cette manie de faire des Républiques bon gré malgré, partout où un soi-disant patriote peut trouver un exil honorable par une place qui le met à même d'achever, ou pour mieux dire, continuer ses expériences politiques sur le pauvre genre humain. Si tous les hommes de marque, attachés au Gouvernement français, avaient des vues aussi droites et des projets aussi raisonnables que M. Poussielgue et le général Desaix, cette méfiance cesserait bientôt.

J'ai l'honneur d'être, avec une parfaite estime et une considération des plus distinguées,

Votre très humble serviteur,

Signé SIDNEY SMITH.

Quartier-général de Salehieh, le 29 nivose an VIII de la République française (19 janv. 1800).

LE GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER, AU COMMODORE SIDNEY SMITH.

J'ai reçu votre billet du 18 janvier ; comme son contenu n'est nullement relatif à l'objet qui nous a réunis, et sur lequel nous traitons, vous trouverez bon que je me borne à vous en accuser la réception Je profiterai toutefois de cette occasion pour avoir l'honneur de vous prévenir que, quoique j'aie donné pleins pouvoirs à mes plénipotentiaires de traiter en définitive de l'évacuation pure et simple de l'Égypte, je leur envoie néanmoins, par mon aide-camp Damas, l'ordre exprès de rompre les conférences, dès-lors qu'ils trouveraient, de la part du visir ou de la vôtre, trop de résistance à obtenir les conditions accessoires, et qui seraient relatives à l'honneur, la gloire et la sûreté de l'armée que je commande, parce que je crois avoir des moyens plus que suffisans pour arrêter l'ardeur, et réprimer l'orgueil de l'armée qui m'est opposée. Je m'en réfère, à cet égard, à votre propre jugement. La chose du monde qui me serait la plus pénible, monsieur le Général, serait d'être obligé de revenir le moindrement de la haute opinion que j'avais conçue de votre loyauté ; mais je n'ose le croire, et les circonstances vous mettent bien à même de m'y confirmer davantage, pour peu que cela vous tienne à cœur.

Signé KLÉBER.

(N° 8.)

Au quartier-général de Salêhiëh, le 28 nivose an VIII (18 janvier 1800).

Au Grand-Visir.

J'ai reçu à Salêhiëh la dernière lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser par le Tartare Moussa, resté à Cathiëh par malentendu.

Actuellement que mes plénipotentiaires sont arrêtés au quartier-général de Votre Excellence, et que j'ai rapproché le mien de manière à rendre nos communications aussi promptes que suivies, j'ai tout lieu d'espérer que nous nous entendrons mieux, et que nos négociations obtiendront bientôt le résultat heureux que Votre Excellence paraît désirer autant que moi. J'envoie à mes plénipotentiaires des instructions en conséquence. Ils ne rejeteront à l'avenir que ce qui pourrait être contraire à la gloire et à la sûreté de l'armée, dont le commandement m'est confié.

Je prie Votre Excellence de croire à la haute considération que j'ai pour elle.

Signé Kléber.

LE GRAND-VISIR AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

(N° 9.) Du quartier-général à El-A'rych (sans date).

Au Modèle des Princes de la nation du Messie, au Soutien des Grands de la secte de Jésus, à l'honoré et estimé général français KLÉBER, *dont la fin puisse être heureuse;* SALUT.

J'ai reçu, et j'ai compris le contenu de la lettre que vous m'avez dernièrement adressée. Vous m'écrivez que vous vous êtes mis ces jours-ci en marche, accompagné d'une légère escorte, pour être à portée de donner les réponses nécessaires aux conditions que je vous proposerai, relativement à l'heureuse affaire de l'évacuation de l'Égypte que vous désirez, ou bien à la bataille; et que vous vous êtes acheminé vers Belbéis et Salêhiëh, pour y attendre les réponses à vos dernières dépêches. Vous me dites aussi que si vos délégués n'étaient pas encore arrivés à mon quartier-général, il serait convenable de vous envoyer deux grands de la Porte, pour conférer sur l'affaire en question, et la terminer le plus tôt possible.

Votre loyauté ne croit pas convenable de verser le sang, et comme vous désirez l'heureuse réussite de la bonne affaire concernant l'évacuation de l'Égypte, et qui est un prélude à la paix, et que vous avez marché dans le chemin de la justice, ainsi que vous me l'avez écrit par le passé, il est clair que, d'après mon zèle et ma loyauté, je ne consentirai pas non plus à l'effusion du sang. Il est évident aussi que votre départ du Caire,

et votre marche vers ces contrées, n'a pour but que de faire croire à votre justice et votre loyauté, et d'accélérer, d'une manière avantageuse pour la Sublime Porte, le terme de l'heureuse affaire de l'évacuation de l'Égypte, qui doit être le prélude de la paix et de la tranquillité.

Je dois vous prévenir que vos délégués, qui sont arrivés ces jours-ci à mon quartier-général, ont déjà ouvert les conférences, et que malgré votre assurance concernant le plein succès de l'affaire dont il s'agit, conformément à la loyauté et au zèle qui vous font aimer, ils *rendent difficile la réussite de cette si bonne affaire de l'évacuation.*

La Sublime Porte est depuis trois siècles amie de la France; mais ayant été destiné par mon souverain à m'emparer et à délivrer par la voie des armes, ou sans me battre, l'Égypte, dont les Français se sont emparés à l'imprévu, il est certain qu'avec le secours du Très-Haut, je dois faire mon possible pour y parvenir. Votre désir étant réellement d'évacuer l'Egypte, sans vous battre, loin de vouloir l'effusion du sang, mon désir est conforme au vôtre.

Je vous ai écrit cette lettre pour vous dire qu'il dépend de votre volonté de vous comporter d'après la préférence que vous aurez donnée à l'un des deux partis, de vous battre ou de ne point vous battre.

Quand vous aurez reçu la présente, et que vous en aurez compris le contenu, j'espère que vous vous conduirez toujours suivant votre loyauté et votre franchise.

Traduit par moi sécrétaire interprète
du général en chef Kléber,

Signé DAMIELK BRACEVISCH.

(N° 10.) Quartier-général de Salêhiêh, le 26 nivose an VIII (16 janvier 1800)

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GÉNÉRAL DE DIVISION DESAIX ET AU CITOYEN POUSSIELGUE, PLÉNIPOTENTIAIRES PRÈS LE GRAND-VISIR.

Quatre heures après que je vous ai eu expédié ma dernière dépêche, est arrivé l'aide-de-camp Savary, m'apportant vos lettres des 23 et 24. Je n'ai, de mon côté, autre chose à ajouter à ce que je vous ai écrit, si ce n'est que je vous donne des pouvoirs illimités pour traiter et consentir l'évacuation de l'Égypte pure et simple, et de la manière la plus honorable pour l'armée française; mais il me semble qu'il est de l'intérêt même des Turcs de n'entrer en Égypte que lorsque nous l'aurons évacuée, du moins en partie; car, comment éviter sans cela un carnage, qui peut-être rendra tous les traités illusoires. Ainsi, un mois de trêve me paraît presque indispensable; l'évacuation de l'Égypte supérieure est surtout très difficile sans cela. Je remets, au reste, le tout à votre prudence et à votre sagacité.

KLÉBER, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ÉGYPTE,

Autorise et donne pleins pouvoirs à ses plénipotentiaires, le général de division Desaix et le citoyen Poussielgue, de traiter définitivement, et sans qu'il soit nécessaire de demander des instructions ultérieures de l'évacuation de l'Égypte, avec les plénipotentiaires du Grand-Visir, aux conditions les plus honorables pour l'armée française, et ainsi que peuvent le permettre les circonstances.

Signé KLÉBER.

(N° 11.) Au camp de Salèhieh, 30 janvier 1800.

LE COMMISSAIRE ORDONNATEUR EN CHEF DAURE AU CITOYEN MINISTRE DE LA GUERRE, A PARIS.

CITOYEN MINISTRE,

Je vous fais passer ci-joint copie du traité passé entre le général en chef Kléber et les envoyés du grand-visir, à la suite des conférences qui ont eu lieu à El-A'rych. Vous verrez par ce traité que l'armée évacue l'Égypte, qu'elle doit en sortir dans trois mois, et qu'elle arrivera en France dans le courant de prairial ou de messidor. Je pense qu'elle débarquera à Toulon ou à Marseille.

Je dois vous prévenir que sa force est *d'environ vingt-cinq mille hommes de toutes armes, dont deux mille de cavalerie, trois d'artillerie, mille des troupes du génie, dix-huit mille d'infanterie*, et le reste d'administration, et autres individus employés à la suite de l'armée. J'ai cru devoir vous faire connaître de suite ce traité. J'ai profité du départ du citoyen Damas, aide-de-camp du général en chef Kléber, qui se rend à Paris, porteur des dépêches du Général en chef au Gouvernement. Je vous envoie le commissaire des guerres Miot, qui pourra vous donner tous les renseignemens nécessaires sur l'administration de l'armée. Il est à même plus que personne de le faire.

L'armée, à son arrivée, aura besoin d'un habillement complet. Celui qu'elle a reçu cette année ne peut lui être suffisant. La différence des uniformes, la mauvaise qualité des draps, sont des motifs pressans de lui en

donner un autre. Le général Desaix devant partir sous peu de temps, je profiterai de cette occasion pour vous faire connaître les besoins de l'armée en tout genre.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé DAURE.

(N° 12). Au quartier général du Caire, 30 janvier 1800.

BAUDOT, AIDE-DE-CAMP, AU GÉNÉRAL EN CHEF KLÉBER.

MON GÉNÉRAL,

Le citoyen Hamelin part à l'instant pour se rendre à votre quartier-général, avec l'aide-de-camp du général Dugua, qui vous porte des dépêches : c'est, sans doute, pour presser la conclusion de la spéculation commerciale qu'il vous a proposée, ce qui m'a engagé à vous prévenir qu'il n'y a au Caire qu'un cri général contre un pareil marché : on vous y donne comme intéressé, et on tient là-dessus des propos fort infâmes. Le citoyen Hamelin veut, dit-on, gagner Poussielgue pour vous parler en faveur du marché. Il doit même lui avoir offert une prime en cas de réussite. J'étais ce matin chez le général Dugua, lorsque le citoyen Hamelin y est entré. Le Général lui a donné lecture de la lettre que la commission vous écrit à ce sujet. Vous voyez vous-même qu'elle a composé avec sa façon de penser, et qu'elle a profité de l'absence du citoyen Leroy pour ne point donner d'avis, et vous laisser la responsabilité. Mon intention est de dire à ceux qui pourront m'en parler, et je ne crois pas être blâmé de vous, que l'objet proposé, intéressant l'armée, vous aviez voulu, pour prouver combien ses inté-

rêts vous sont chers, et ne pouvoir être accusé par les malveillans de la moindre négligence, soumettre même ceci à une commission, quoique votre opinion, fortement prononcée, fût que vous ne vouliez pas que l'esprit le plus méchant pût vouloir faire regarder l'évacuation de l'Égypte comme une spéculation mercantile. Que je vous verrais avec plaisir débarrassé d'une armée où il se trouve des hommes aussi scélérats, qui, ne vous connaissant pas, ou feignant de ne pas connaître votre cœur désintéressé, croient, d'après leur propre cœur, que l'or est la seule idole que l'on *doit* encenser! Ils n'ont jamais travaillé pour la gloire.

Je compte, mon Général, partir demain, ou après, pour vous rejoindre à Salêhiëh. Rapp arrive à l'instant; Damas compte partir demain. Il est inutile, je crois, en général, de vous assurer de mon respect et de mon dévoûment.

Signé A. BAUDOT.

P. S. Je crois devoir vous dire que tout ce qui se fait au camp et à El-A'rych, même de plus secret, est aussitôt su au Caire.

(N° 13.) Alexandrie, le 30 pluviose an VIII (19 février 1800).

LANUSSE, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU GÉNÉRAL EN CHEF.

Par sa lettre du 21 de ce mois, le général Damas me prévient que vous avez sursis au départ des blessés, et à celui de la Commission des Arts jusqu'à nouvel ordre. Leur armement est prêt, ils partiront quand vous voudrez. Cependant les Anglais pourraient encore leur occ-

sionner quelque retard. Trois voiles étaient avant-hier devant Alexandrie ; les citoyens Tallien, Livron et Damas, votre aide-de-camp, croyant y reconnaître le *Thésée*, se mirent dans une chaloupe et furent à bord de la plus près. C'était une corvette venant en droiture d'Angleterre, sortie de Plymouth depuis six semaines. Le capitaine ne voulut point leur donner de nouvelles ; il leur dit seulement qu'il apportait des dépêches très pressées au commodore Smith. Votre aide-de-camp le prévint qu'il allait partir incessamment pour la France avec un passe-port du commodore. Il lui répondit qu'il avait, pour ne laisser sortir personne, des ordres que ceux de Sydney Smith ne pouvaient annuler. Le commandant d'un brick, qui se trouvait là dans le même moment, dit également à votre aide-de-camp que, malgré qu'il sût d'une manière positive qu'il était muni d'un passe-port de Smith, il ne le laisserait pas non plus passer, s'il pouvait faire autrement. Cela a donné matière à beaucoup de conjectures. La plus vraisemblable, suivant moi, est le rappel de Smith. Il est aussi possible qu'il se passe de grands événemens en Europe. Le *Thésée* est dans ce moment en Chypre ; il ne tardera pas à reparaître. Je m'empresserai de vous informer de ce qu'il nous apprendra d'intéressant à son arrivée.

Les travaux de l'armement sont en activité. Nos bâtimens seront prêts pour l'époque fixée pour l'embarquement, si l'argent ne nous manque point.

Salut et respect,

LANUSSE.

CONVENTION

POUR L'ÉVACUATION DE L'ÉGYPTE,

PASSÉE ENTRE LES CITOYENS DESAIX, GÉNÉRAL DE DIVISION, ET POUSSIELGUE, ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DES FINANCES; ET LEURS EXCELLENCES MOUSTAPHA-RASCHID, EFFENDI TEFTERDAR, ET MOUSTAPHA-RAZYCHEH, EFFENDI REIS EL-KETTAB, MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES DE SON ALTESSE LE SUPRÊME VISIR.

L'armée française en Égypte, voulant donner une preuve de ses désirs d'arrêter l'effusion du sang, et de voir cesser les malheureuses querelles survenues entre la République Française et la Sublime Porte, consent à évacuer l'Égypte, d'après les dispositions de la présente convention, espérant que cette concession pourra être un acheminement à la pacification générale de l'Europe.

ART. 1er. L'armée française se retirera avec armes, bagages et effets, sur Alexandrie, Rosette et Aboukir, pour y être embarquée et transportée en France, tant sur ses bâtimens que sur ceux qu'il sera nécessaire que la Sublime Porte lui fournisse; et pour que lesdits bâtimens puissent être plus promptement préparés, il est convenu qu'un mois après la ratification de la présente, il sera envoyé au château d'Alexandrie un commissaire avec cinquante personnes de la part de la Sublime Porte.

ART. 2. Il y aura un armistice de trois mois en Égypte, à compter du jour de la signature de la présente convention; et cependant, dans le cas où la trêve expirerait avant que lesdits bâtimens à fournir par la Sublime Porte fussent prêts, ladite trêve sera prolongée jusqu'à ce que

l'embarquement puisse être complétement effectué ; bien entendu que de part et d'autre on emploiera tous les moyens possibles pour que la tranquillité des armées et des habitans, dont la trève est l'objet, ne soit point troublée.

ART. 3. Le transport des armées françaises aura lieu, d'après le réglement des commissaires nommés, à cet effet, par la Sublime Porte, et par le général en chef Kléber ; et si, lors de l'embarquement il survenait quelque discussion entre lesdits commissaires, sur cet objet, il en sera nommé un par M. le commodore Sidney Smith, qui décidera les différends, d'après les réglemens maritimes de l'Angleterre.

ART. 4. Les places de Cathiëh et de Salêhiëh seront évacuées par les troupes françaises, le huitième jour, ou au plus tard, le dixième jour après la ratification de la présente convention. La ville de Mansoura sera évacuée le quinzième jour ; Suez sera évacuée six jours avant le Caire ; les autres places, situées sur la rive orientale du Nil, seront évacuées le dixième jour ; le Delta sera évacué quinze jours après l'évacuation du Caire. La rive occidentale du Nil, et ses dépendances, resteront entre les mains des Français jusqu'à l'évacuation du Caire ; et cependant, comme elles doivent être occupées par l'armée française jusqu'à ce que toutes les troupes soient évacuées de la Haute-Égypte, ladite rive occidentale et ses dépendances pourront n'être évacuées qu'à l'expiration de la trève, s'il est impossible de les évacuer plus tôt. Les places évacuées par l'armée seront remises à la Sublime Porte dans l'état où elles se trouvent actuellement.

ART. 5. La ville du Caire sera évacuée dans le délai de quarante jours, si celà est possible, ou au plus tard

dans quarante-cinq jours, à compter du jour de la ratification de la présente.

Art. 6. Il est expressément convenu que la Sublime Porte apportera tous ses soins pour que les troupes françaises des diverses places de la rive occidentale du Nil, qui se replieront avec armes et bagages vers le quartier-général, ne soient, pendant leur route, inquiétées dans leurs personnes, biens et honneurs, soit de la part des habitans de l'Égypte, soit par les troupes de l'armée impériale ottomane.

Art 7. En conséquence de l'article ci-dessus, et pour prévenir toutes discussions et hostilités, il sera pris des mesures pour que les troupes turques soient toujours suffisamment éloignées des troupes françaises.

Art. 8. Aussitôt après la ratification de la présente convention, tous les Turcs et autres nations sans distinction, sujets de la Sublime Porte, détenus ou retenus en France, seront mis en liberté, et réciproquement tous les Français détenus ou retenus dans toutes les villes et Échelles de l'empire ottoman, ainsi que toutes les personnes de quelque nation qu'elles soient, attachées aux légations et consulats français, seront également mises en liberté.

Art. 9. La restitution des biens et des propriétés des habitans et des sujets de part et d'autre, ou le remboursement de leur valeur aux propriétaires, commencera immédiatement après l'évacuation de l'Égypte, et sera réglé à Constantinople par des commissaires nommés respectivement pour cet objet.

Art. 10. Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion qu'il soit, ne sera inquiété, ni dans sa personne, ni dans ses biens, pour les liaisons qu'il pourra avoir eues avec les Français pendant leur occupation de l'Égypte.

ART. 11. Il sera délivré à l'armée française, tant de la part de la Sublime Porte que de la Grande-Bretagne, les passe-ports, saufs-conduits, et convois nécessaires pour assurer son retour en France.

ART. 12. Lorsque l'armée française d'Égypte sera embarquée, la Sublime Porte, ainsi que ses alliés, promettent que, jusqu'à son retour sur le continent de la France, elle ne sera nullement inquiétée; comme de son côté, le général en chef Kléber, et l'armée française en Égypte, promettent de ne commettre, pendant ledit temps, aucune hostilité, ni contre les flottes, ni contre le pays de la Sublime Porte et de ses alliés, et que les bâtimens qui transporteront ladite armée ne s'arrêteront à aucune autre côte qu'à celle de France, à moins de nécessité absolue.

ART. 13. En conséquence de la trève de trois mois stipulée ci-dessus avec l'armée française pour l'évacuation de l'Égypte, les parties contractantes conviennent que si, dans l'intervalle de ladite trève, quelques bâtimens de France, à l'insu des commandans des flottes alliées, entraient dans le port d'Alexandrie, ils en partiraient après avoir pris l'eau et les vivres nécessaires, et retourneraient en France munis de passe-ports des cours alliées, et dans le cas où quelques uns desdits bâtimens auraient besoin de réparations, ceux-là seuls pourraient rester, jusqu'à ce que lesdites réparations fussent achevées, et partiraient aussitôt après pour France, comme les précédens, par le premier vent favorable.

ART. 14. Le général en chef Kléber pourra envoyer sur-le-champ en France un aviso, auquel il sera donné les sauf-conduit nécessaires pour que ledit aviso puisse prévenir le Gouvernement français de l'évacuation de l'Égypte.

ART. 15. Étant reconnu que l'armée française a besoin de subsistances journalières pendant les trois mois dans lesquels elle doit évacuer l'Égypte, et pour trois autres mois à compter du jour où elle sera embarquée, il est convenu qu'il lui sera fourni les quantités nécessaires de blé, viande, riz, orge et paille, suivant l'état qui en est présentement remis par les plénipotentiaires français, tant pour le séjour que pour le voyage; celles desdites quantités que l'armée aura retirées de ses magasins après la ratification de la présente, seront déduites de celles à fournir par la Sublime Porte.

ART. 16. A compter du jour de la ratification de la présente convention, l'armée française ne prélèvera aucune contribution quelconque en Égypte; mais, au contraire, elle abandonnera à la Sublime Porte les contributions ordinaires exigibles, qui lui resteraient à lever jusqu'à son départ, ainsi que les chameaux, dromadaires, munitions, canons, et autres objets lui appartenant, qu'elle ne jugera pas à propos d'emporter, de même que les magasins de grains provenant des contributions déjà levées; et enfin, les magasins des vivres. Ces objets seront examinés et évalués par des commissaires envoyés en Égypte, à cet effet, par la Sublime Porte, et par le commandant des forces britanniques, conjointement avec les préposés du général en chef Kléber, et remis par les premiers au taux de l'évaluation ainsi faite, jusqu'à la concurrence de la somme de 3000 bourses (1) qui sera nécessaire à l'armée française pour accélérer ses mouvemens et son embarquement; et si les objets dési-

(1) La bourse équivaut à environ 1,000 francs, monnaie de France.

gnés ne produisaient pas cette somme, le déficit sera avancé par la Sublime Porte, à titre de prêt, qui sera remboursé par le Gouvernement français sur les billets des commissaires préposés par le général en chef Kléber, pour recevoir ladite somme.

ART. 17. L'armée française ayant des frais à faire pour évacuer l'Égypte, elle recevra après la ratification de la présente convention, la somme stipulée dans l'ordre suivant.

SAVOIR :

Le quinzième jour.	500 bourses.
Le trentième jour.	500
Le quarantième jour.	300
Le cinquantième jour.	300
Le soixantième jour.	300
Le quatre-vingtième jour.	300
Et enfin, le quatre-vingt-dixième jour	500 autres bourses.

Toutes lesdites bourses de 500 piastres turques chacune, lesquelles seront reçues en prêt des personnes commises à cet effet par la Sublime Porte; et pour faciliter l'exécution desdites dispositions, la Sublime Porte enverra, immédiatement après l'échange des ratifications, des commissaires dans la ville du Caire, et dans les autres villes occupées par l'armée.

ART. 18. Les contributions que les Français pourraient avoir perçues après la date de la ratification, et avant la notification de la présente convention, dans les divers points de l'Égypte, seront déduites sur le montant des 3000 bourses ci-dessus stipulées.

ART. 19. Pour accélérer et faciliter l'évacuation des places, la navigation des bâtimens français de transports

qui se trouveront dans les ports français de l'Égypte, sera libre pendant les trois mois de trève, depuis Damiette et Rosette jusqu'à Alexandrie, et d'Alexandrie à Rosette et Damiette.

Art. 20. La sûreté de l'Europe exigeant les plus grandes précautions pour empêcher que la contagion de la peste n'y soit transportée, aucune personne malade, ou soupçonnée d'être atteinte d'une maladie, ne sera embarquée; mais les malades pour cause de peste, ou pour toute autre maladie qui ne permettrait pas leur transport dans le délai convenu pour l'évacuation, demeureront dans les hôpitaux où ils se trouveront, sous la sauve-garde de son altesse le suprême Visir, et seront soignés par des officiers de santé français, qui resteront auprès d'eux jusqu'à ce que leur guérison leur permette de partir, ce qui aura lieu le plus tôt possible. Les articles 11 et 12 de cette convention leur seront appliqués comme au reste de l'armée, et le commandant en chef de l'armée française s'engage à donner les ordres les plus stricts aux différens officiers commandant les troupes embarquées, de ne pas permettre que les bâtimens les débarquent dans d'autres ports que ceux qui seront indiqués par les officiers de santé, comme offrant les plus grandes facilités pour faire la quarantaine utile, usitée et nécessaire.

Art. 21. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever, et qui ne seraient pas prévues par la présente convention, seront terminées à l'amiable entre les commissaires délégués, à cet effet, par son altesse le suprême Visir, et par le général en chef Kléber, de manière à en faciliter l'exécution.

Art. 22. Le présent ne sera valable qu'après les ratifi-

fications respectives, lesquelles devront être échangées dans le délai de huit jours ; ensuite de laquelle ratification la présente convention sera religieusement observée de part et d'autre.

Fait et scellé de nos sceaux respectifs, au camp des conférences près d'El-A'rych, le 4 pluviose an VIII de la République française, 24 janvier 1800, et le 28 de la lune de chaban, l'an de l'hégire 1214.

Signé le général de division DESAIX, le citoyen Étienne POUSSIELGUE, plénipotentiaires du général Kléber ; Et leurs excellences MOUSTAPHA-RASCHID, effendi tefterdar, et MOUSTHPHA-RASYCHEH, effendi reis el-kettad, plénipotentiaires de son altesse le suprême Visir.

Pour copie conforme à l'expedition française, remise aux ministres turcs en échange de leur expédition en turc.

Signé POUSSIELGUE, DESAIX.

Le général Kléber renvoya l'exemplaire turc au Grand-Visir, avec sa ratification au bas, ainsi conçu :

« Je soussigné général en chef, commandant l'armée « française en Égypte, approuve et ratifie les conditions « du traité ci-dessus, pour avoir leur exécution en leur « forme et teneur, devant croire que les vingt-deux « articles y relatés sont entièrement conformes à la « traduction française, signée par les plénipotentiaires « du grand-visir, et ratifiée par son altesse, traduction « dont le sens sera exactement suivi, chaque fois qu'à « cet égard, et pour raison de quelques variantes, il « pourrait s'élever des difficultés. »

Au quartier-général de Salehieh, le 8 pluviose (28 janvier 1800).

Signé KLÉBER.

LES ANGLAIS REFUSENT D'EXÉCUTER LA CONVENTION D'EL-A'RYCH.

BATAILLE D'HÉLIOPOLIS.

La lettre de Sidney donna une nouvelle impulsion aux mesures de défense que le général en chef avait arrêtées. Il pressa le retour du matériel qui se trouvait déjà à Rosette, et fit remonter en toute hâte des munitions qu'on avait transportées à Alexandrie. Il accéléra la marche des corps qui stationnaient à Rahmanïeh, expédia des courriers dromadaires à ceux qui étaient encore disséminés dans la Haute-Égypte, et se vit bientôt entouré de l'armée entière, avec laquelle il prit position vers la Koubbé. Il lui adressa une proclamation pour la préparer aux suites d'une rupture; en même temps il chargea le secrétaire de Sidney qui lui avait rendu la dépêche du commodore d'aller sur-le-champ donner communication de cette pièce au visir. Il appela auprès de lui Moustapha-Pacha, commissaire de la Porte, lui déclara qu'il différait l'évacuation du Caire, et qu'il regarderait comme un acte d'hostilité le moindre mouvement que ferait l'armée ottomane au-delà de Belbéis. Joussef se trouvait dans cette place lorsque la dépêche lui fut

rendue. Son camp était déjà levé et lui-même prêt à monter à cheval. Il témoigna son étonnement de l'opposition que montraient les Anglais à l'exécution d'un traité qu'ils avaient mis tant d'insistance à conclure, et adressa à Sidney les représentations qui suivent :

LE GRAND-VISIR AU COMMODORE SIDNEY SMITH.

« Il est superflu de vous faire savoir qu'il a été convenu, dans les conférences qui ont eu lieu à El-A'rych, entre mes plénipotentiaires et ceux de l'honoré général Kléber, que les escadres de la Sublime Porte, celles de l'Angleterre et de la Russie n'auraient pas inquiété les bâtimens sur lesquels doivent s'embarquer les Français qui évacueront l'Égypte. Ces conventions vous ont été connues, et elles ont été stipulées d'après votre avis, en vertu de votre qualité de ministre plénipotentiaire ; vous étiez convenu en même temps que la Porte aurait fourni des firmans de route, et que vous auriez donné des passe-ports aux Français qui seraient sortis de l'Égypte en toute sûreté avec armes et bagages, et remis lesdits passe-ports au lord Nelson, qui se serait chargé de les faire arriver sains et saufs dans les ports de France. »

« D'après cela, il est évident qu'il est de toute nécessité que cette convention soit complétement exécutée, sans qu'il puisse y être mis aucune opposition. Cependant le général en chef Kléber vient

de m'envoyer copie d'une lettre que vous lui écrivez, et dont l'original a été vu par votre secrétaire Keith, dans laquelle vous lui faites part des ordres de lord Keith, mon honoré ami, amiral de l'escadre de Sa Majesté britannique dans la Méditerranée, qui sont contraires à l'exécution de la convention. Quoique vous n'ayez pas encore reçu la lettre du lord Keith qui contient les susdits ordres, votre lettre ayant singulièrement affecté le général Kléber, son excellence Moustaphà-Pacha a fait savoir, par des dépêches réitérées, qu'il se refusait à évacuer le Caire. Comme vous mandez à ce général, en lui faisant part des ordres du lord Keith, qu'il serait nécessaire d'ouvrir de nouvelles conférences pour prendre des arrangemens en conséquence, il a élevé des doutes sur la libre sortie des Français de l'Égypte, et a déclaré qu'il n'évacuerait le Caire que lorsqu'il serait pleinement rassuré. Cependant l'époque où le Caire aurait dû être évacué, conformément à la convention, étant arrivée, et cette infraction au traité mettant dans le cas de recommencer les hostilités; mais étant convaincu que le général Kléber ne s'est point conformé au traité à cet égard, que parce qu'il a eu connaissance et a été très affecté des difficultés opposées par le lord Keith, et qu'il désirait, avant d'en venir à cette mesure, être rassuré de ce côté, on s'est borné à lui faire donner l'assurance que l'Angleterre ne mettrait aucun obstacle à l'arrivée de l'armée française dans les ports de France.

« Il est inutile de vous dire qu'il est certain que le lord Keith n'était point instruit de l'évacuation de l'Égypte, lorsqu'il a expédié ses dépêches, et que vous auriez dû lui en donner connaissance avant d'écrire au général français des lettres qui devaient nécessairement lui donner de l'inquiétude; vous devez donc montrer le plus grand zèle pour faire exécuter complétement tous les articles de cette convention, passée entre la Sublime Porte et les Français qui sont en Égypte, et à laquelle vous avez participé comme plénipotentiaire de votre cour; vous y êtes d'autant plus obligé que, conformément à l'alliance que la Sublime Porte a contractée avec l'Angleterre, et par laquelle cette puissance garantit l'intégrité de l'empire ottoman, vous devez mettre tout en œuvre afin que l'Égypte soit remise le plus tôt possible sous sa domination.

« L'ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté britannique près la Sublime Porte, le lord Elgin, notre ami, lui a présenté plusieurs mémoires dans lesquels il dit que son roi n'apportera aucune difficulté dans les conventions qu'elle voudra passer pour l'évacuation de l'Égypte; que sa volonté, à cet égard, sera toujours exécutée, et que Sa Majesté Britannique se conformera toujours aux articles du traité d'alliance qui unit les deux puissances; d'après cela, il est de votre devoir de faire cesser promptement les difficultés que votre lettre a apportées à l'entière exécution de la convention passée pour l'évacuation de l'Égypte. . . . .

« Je vous ai écrit la présente, afin que, mettant tous vos soins à ce que rien n'arrive de contraire à notre alliance et à la convention stipulée, vous m'expédiez le plus tôt possible une dépêche tendante à rassurer le général Kléber, par la certitude que vous me donnerez que les bâtimens sur lesquels seront embarqués les Français ne seront nullement inquiétés par les bâtimens anglais, et que ceux-ci, au contraire, les feront parvenir sains et saufs dans leur patrie; et que, conformément à notre alliance, vous et tous les préposés de votre cour emploierez tous vos moyens afin que les articles de la convention soient pleinement exécutés. Quand la présente vous sera parvenue, j'espère que vous ferez tout ce qui tendra à resserrer notre alliance, et surtout à faire exécuter la convention, et que vous vous empresserez de m'envoyer la lettre que je vous demande.

« *Signé* JOUSSEF-PACHA.

Pour copie conforme,

Le général de division, chef de l'état-major,

« *Signé* DAMAS. »

Après ces observations, qui étaient en effet péremptoires, le visir se persuada que tout allait s'aplanir; il reprit son mouvement, se rendit auprès d'El-Hanka avec son armée, et portant son avant-garde à Matarié, à deux heures de chemin du Caire, il plaça dans la plaine de la Koubbé ses avant-postes au milieu des nôtres.

Sur ces entrefaites, le lieutenant Wright arriva au quartier-général, porteur d'une lettre adressée par le lord Keith, commandant de la flotte anglaise dans la Méditerranée, au général en chef de l'armée française en Égypte. Elle était datée de Minorque, le 8 janvier 1800, écrite en anglais, et ainsi conçue:

« MONSIEUR,

« Ayant reçu des ordres positifs de Sa Majesté « de ne consentir à aucune capitulation avec l'ar- « mée française que vous commandez en Égypte « ou en Syrie, excepté dans le cas où elle mettrait « bas les armes, se rendrait prisonnière de guerre, « et abandonnerait tous les vaisseaux et toutes les « munitions des ports et ville d'Alexandrie aux « puissances alliées, et dans le cas où une capitu- « lation aurait lieu, de ne permettre à aucune troupe « de retourner en France, qu'elle ne soit échangée, « je pense nécessaire de vous informer que tous les « vaisseaux ayant des troupes françaises à bord, et « faisant voile de ce pays avec des passe-ports signés « par d'autres que par ceux qui ont le droit d'en « accorder, seront forcés par les officiers des vais- « seaux que je commande de rentrer à Alexandrie; « et que ceux qui seront rencontrés retournant en « Europe, d'après des passe-ports accordés en con- « séquence d'une capitulation particulière avec une « des puissances alliées, seront regardés comme « prises, et tous les individus à bord considérés « comme prisonniers de guerre.

« *Signé* KEITH. »

Kléber prit à l'instant la résolution de livrer bataille, certain que l'armée partagerait ses sentimens, aussitôt qu'elle connaîtrait cette lettre odieuse; elle fut imprimée pendant la nuit, et servit de proclamation. « Soldats! ajouta le général, on ne répond « à de telles insolences que par des victoires : pré- « parez-vous à combattre. » Jamais outrage ne fut plus vivement senti. L'injure était commune, chacun brûlait de la venger. Tous les Français se reconnurent à cette généreuse indignation; l'on eût dit que l'armée poussait dans ce moment un cri de guerre unanime.

Le visir avait rejeté toutes les propositions qui lui avaient été adressées. Il ne voyait dans notre modération que le témoignage de notre faiblesse. Convaincu que les Français ne pouvaient s'opposer à la marche de son armée, il exigea, au terme convenu, l'évacuation du Caire, de tous les forts et du Delta. Dans les conférences qui se tinrent à la Koubbé, le reis-effendi et le teftedar, feignirent de regarder cette opposition des Anglais comme un événement peu considérable, qui, n'étant point émané de Constantinople, ne devait pas arrêter l'évacuation. Tout délai de notre part était, selon eux, une infraction au traité, et c'était offenser la Porte que d'exiger une autre garantie que ses firmans.

La communication de la lettre du lord Keith n'avait rien changé aux dispositions du visir. Sidney-Smith voulut, à son ordinaire, s'interposer entre

les Turcs et nous, et conseilla inutilement de tout suspendre de part et d'autre. Le visir, qui n'appréciait pas les suites d'une rupture, repoussa le conseil donné par la prévoyance, persista dans ses prétentions, et consentit seulement à promettre des otages et des subsides.

Pendant que duraient les conférences, le visir faisait venir de nouvelle artillerie d'El-Arych, il augmentait ses forces déjà très considérables, armait les habitans des villages. Il répandait dans les provinces des firmans, où les Français étaient représentés comme des infidèles, ennemis de l'Islamisme, infracteurs des traités. Il écrivait dans le même sens aux tribus d'Arabes, établissait des chefs de sédition dans toutes les villes, et notamment au Caire, à Méhallet-el-Kebis et à Taula, où elles ne tardèrent pas à éclater. Il ordonna aux odjâkis qui composaient l'ancienne milice du Grand-Seigneur de se rendre à son camp, avec leurs chevaux et leurs armes; enfin, il enjoignit à tous, sous peine d'être traités comme rebelles, de se réunir, au nom de la religion et du souverain, pour exterminer les Français que leur petit nombre et la terreur de ses armes avaient glacés d'effroi.

Cependant les troupes françaises arrivèrent de la Basse-Égypte et du Said. Il n'y avait pas un instant à perdre; la position des deux armées suffisait pour amener des hostilités. Nos forces ne pouvaient augmenter, celles de l'ennemi allaient tou-

jours croissant. Kléber fit cesser les conférences, et s'adressant à Moustapha-Pacha :

« Il faut, lui dit-il, que votre excellence sache « que les desseins du visir me sont connus. Il me « parle de concorde et forme des séditions dans « toutes les villes. C'est vous-même qu'il a chargé « de préparer la révolte du Caire. Le temps de la « confiance est passé. Le visir m'attaque puisqu'il « est sorti de Belbéis ; il faut que demain il re- « tourne dans cette place, qu'il soit le jour suivant « à Salehieh, et qu'il se retire ainsi jusqu'aux fron- « tières de la Syrie, autrement je l'y contraindrai. « L'armée française n'a pas besoin de vos firmans, « elle trouvera l'honneur et la sûreté dans ses forces ; « informez Son Altesse de mes intentions. »

Le même jour il convoqua les officiers généraux en conseil de guerre ; il leur présenta la lettre de lord Keith, le plan de bataille, et leur dit :

Citoyens généraux,

« Vous avez lu cette lettre, elle vous dicte votre devoir et le mien. Voici notre situation : les Anglais nous refusent le passage après que leurs plénipotentiaires en sont convenus, et les Ottomans, auxquels nous avons livré le pays, veulent que nous achevions de l'évacuer conformément aux traités ; il faut vaincre ces derniers, les seuls que nous puissions atteindre ; je compte sur votre zèle, votre sang-froid et la confiance que vous inspirez aux troupes. Voici mon plan de bataille. »

Cette exposition ne fut suivie d'aucune délibération, chacun était animé d'un égal désir de soutenir la gloire de nos armes.

Ne voulant point attaquer le visir sans une déclaration expresse d'hostilités, Kléber lui adressa la lettre suivante :

« Au quartier-général de l'armée française,
« le 28 ventose an VIII.

« L'armée dont le commandement m'est confié, « ne trouve point, dans les propositions qui m'ont « été faites de la part de Votre Altesse, une garantie « suffisante contre les prétentions injurieuses, et « contre l'opposition du gouvernement anglais à « l'exécution de notre traité. En conséquence, il a « été résolu ce matin, au conseil de guerre, que ces « propositions seraient rejetées, et que la ville du « Caire ainsi que ses forts, demeureraient occupés « par les troupes françaises, jusqu'à ce que j'aie « reçu du commandant en chef de la flotte anglaise « dans la Méditerranée, une lettre directement con- « traire à celle qu'il m'a adressée le 8 janvier, et « que j'aie entre les mains les passe-ports signés « par ceux qui ont le droit d'en accorder.

« D'après cela, toutes conférences ultérieures entre « nos commissaires deviennent inutiles, et les deux « armées doivent dès cet instant être considérées « comme en état de guerre.

« La loyauté que j'ai apportée dans l'exécution

« ponctuelle de nos conventions donnera à Votre « Altesse la mesure des regrets que me fait éprou- « ver une rupture aussi extraordinaire dans ces cir- « constances, que contraire aux avantages com- « muns de la République française et de la Sublime « Porte. J'ai assez prouvé combien j'étais animé du « désir de faire renaître les liaisons d'intérêt et d'a- « mitié qui unissaient depuis long-temps les deux « puissances. J'ai tout fait pour rendre manifeste la « pureté de mes intentions. Toutes les nations y « applaudiront, et Dieu soutiendra par la victoire « la justice de ma cause. Le sang que nous sommes « prêts à répandre rejaillira sur les auteurs de cette « nouvelle dissension.

« Je préviens aussi Votre Altesse que je garde « comme otage à mon quartier-général, son excel- « lence Moustapha-Pacha, jusqu'à ce que le gé- « néral Galbo, retenu à Damiette, soit arrivé à « Alexandrie, avec sa famille et sa suite, et qu'il « ait pu me rendre compte du traitement qu'il a « éprouvé des officiers de l'armée ottomane; sur « lesquels on me fait des rapports très extraordi- « naires.

« La sagesse accoutumée de Votre Alteses, lui « fera distinguer aisément de quelle part viennent « les nuages qui s'élevent; mais rien ne pourra al- « térer la grande considération et l'amitié bien sin- « cère que j'ai pour elle.

« *Signé* KLÉBER. »

Pendant que Kléber faisait connaître ces nouvelles dispositions au visir, on ordonnait au Caire les préparatifs du combat.

Au milieu de la nuit suivante le général se rendit, avec les guides de l'armée et son état-major, dans la plaine de la Koubbé, où se trouvait déjà une partie des troupes. Les autres arrivèrent successivement et se rangèrent en bataille. La clarté du ciel, toujours serein dans ces climats, suffisait pour que les mouvemens s'exécutassent avec ordre; mais elle était trop faible pour que l'ennemi pût les apercevoir. Kléber parcourut les rangs et remarqua la confiance et la gaîté de nos soldats, présages ordinaires de la victoire.

La ligne de bataille était composée de quatre carrés; ceux de droite obéissaient au général Friant, ceux de gauche au général Reynier; l'artillerie légère occupait les intervalles d'un carré à l'autre, et la cavalerie en colonnes, dans l'intervalle du centre, était commandée par le général Leclerc : ses pièces marchaient sur ses flancs et étaient soutenues par deux divisions du régiment des dromadaires.

Derrière la gauche, en seconde ligne, était un petit carré de deux bataillons. L'artillerie de réserve, placée au centre, était couverte par quelques compagnies de grenadiers, et les sapeurs, armés de fusils; d'autres pièces marchaient sur les deux côtés du rectangle, soutenues et flanquées par des tirailleurs. Enfin, des compagnies de grenadiers doublaient les angles de chaque carré, et pouvaient être employés

pour l'attaque des postes. La 1re brigade de la division Friant était commandée par le général Belliard, et formée de la 21e légère et de la 88e de bataille; les 61e et 75e de bataille formaient la 2e brigade, aux ordres du général Donzelot.

Le général Robin commandait la 1re brigade de la division Reynier, composée de la 22e légère et de la 9e de bataille. Le général Lagrange avait sous ses ordres la 13e et la 85e de bataille, formant la 2e brigade de cette division. Le général Songis commandait l'artillerie, et le général Samson le génie.

Nassif-Pacha, à la tête de l'avant-garde ennemie, avait deux autres pachas sous ses ordres. Le village de Matarié, qu'il occupait avec cinq ou six mille janissaires d'élite, et un corps d'artillerie, avait été retranché et armé de seize pièces d'artillerie. Les avant-postes se prolongeaient sur la droite jusqu'au Nil, et sur la gauche jusqu'à la mosquée de Sibil-Yalem; le camp du visir était situé entre El-Hanka et le village de Abouzabal. C'est dans cet endroit que son armée était rassemblée, elle y occupait un espace considérable; on ne peut décrire son ordre de bataille, les Turcs n'en observent aucun. Presque tous les rapports qui nous sont parvenus portaient cette armée à quatre-vingt mille hommes, quelques uns cependant ne l'évaluaient qu'à soixante mille.

On se mit en marche vers les trois heures du matin. L'aile droite arriva au point du jour près de la Mosquée (Sibil-Yalem), où l'ennemi avait une grand'garde de cinq ou six cents chevaux; quelques

coups de canon les déterminèrent à se replier. Les deux carrés de gauche arrivèrent devant le village de Matarié. Ils s'y arrêtèrent hors de portée de canon, et donnèrent le temps à la division de droite de venir se placer entre Héliopolis et le village d'El-Mark, afin de s'opposer à la retraite des troupes ennemies, et à l'arrivée des renforts que le visir pouvait envoyer.

Tandis que ce mouvement s'exécutait, on aperçut un corps de cavalerie et d'infanterie turque réuni à une forte troupe de mamelouckes, qui, après avoir fait un grand détour dans les terres cultivées, se dirigeait vers le Caire. Les guides eurent ordre de les charger; ceux-ci acceptèrent la charge, et renforcés successivement par de nouvelles troupes, enveloppèrent les nôtres. L'issue de cette mêlée eût été funeste, si le 22e régiment de chasseurs et le 14e de dragons ne fussent accourus. Le combat néanmoins fut long et opiniâtre; à la fin l'ennemi prit la fuite et s'éloigna à perte de vue dans les terres, continuant toujours de se diriger sur le Caire.

Le général Reynier commença l'attaque de Matarié; des compagnies de grenadiers, mises en réserve pour cet objet, reçurent l'ordre d'emporter les retranchemens, et l'exécutèrent avec une bravoure digne des plus grands éloges; tandis qu'elles bravaient le feu de l'artillerie ennemie et s'avançaient au pas de charge, les janissaires sortirent de leurs retranchemens et fondirent à l'arme blanche sur la colonne de gauche; mais accueillis de front

par une fusillade meurtrière, pris en flanc par les troupes de droite, ils sont accablés, défaits, tous reçoivent la mort. Leurs cadavres comblent les fossés dont ils s'étaient couverts, on s'élance sur leurs membres palpitans, on franchit tous les obstacles, le camp est emporté; drapeaux, pièces d'artillerie, queues de pachas, effets de campemens tombent dans nos mains. L'infanterie se jette en vain dans les maisons et cherche à s'y défendre, on la suit, on la force; tout ce qui oppose de la résistance est égorgé ou livré aux flammes. Pressées par le fer et le feu, quelques colonnes essaient de déboucher dans la plaine; mais elles tombent sous le feu de la division Friant. Le reste est tué ou dispersé par une charge de cavalerie.

L'ennemi avait abandonné ses tentes et ses bagages; mais l'armée sentait la nécessité de ne pas laisser reprendre haleine au visir, et de le poursuivre jusqu'aux limites du désert. Elle abandonna le butin aux Arabes, et continua le mouvement.

Nassif-Pacha désirait parlementer et demandait un officier de marque. Le chef de brigade Baudot, aide-de-camp du général en chef, fut chargé d'aller recevoir ses ouvertures; mais il ne fut pas plus tôt aperçu des troupes turques, qu'il se vit assailli de toutes parts. Blessé à la tête et à la main, il allait être mis en pièces, lorsque deux mamelouks du pacha qui l'accompagnaient réussirent à l'arracher à cette multitude sauvage. Ils le conduisirent au visir qui le fit arrêter.

Cependant le général Reynier avait rassemblé sa division auprès de l'obélisque d'Héliopolis. Tout à coup des nuages de poussière s'élèvent à l'horizon; l'armée turque s'avance, conduite par le visir en personne, et prend position sur les hauteurs qui séparent les villages de Syriacous et d'El-Mark. Son chef s'établit derrière le bois de palmiers qui entoure le dernier de ces villages.

Nous marchons à sa rencontre; Friant se porte sur la gauche, Reynier sur la droite, toute l'armée s'avance et prend insensiblement son premier ordre de bataille. Les tirailleurs ennemis sont repoussés, chassés du bois qui les protége. Le groupe de cavalerie qui forme le quartier-général du visir est couvert d'obus et de mitraille. Les Ottomans ripostent, le feu s'échauffe, la canonnade devient terrible. Mais les boulets de l'ennemi se perdent au-dessus de nos carrés, et ses pièces, accablées de projectiles lancés avec justesse et précision, sont bientôt démontées. Il réunit ses drapeaux épars sur toute la ligne, c'est le signal ordinaire d'une charge générale; nous nous y préparons. Le général Friant laisse approcher les Osmanlis, démasque ses pièces et les couvre de mitraille. Cette terrible réception les ébranle; ils hésitent, flottent et prennent enfin la fuite. L'infanterie n'avait voulu tirer qu'à bout portant; elle ne brûla pas une amorce.

Le terrain était coupé, sillonné de profondes gerçures; cette circonstance avait ralenti l'impé-

tuosité de la cavalerie ennemie, et ne permit pas à la nôtre d'accabler les fuyards.

Le visir était exposé au feu de nos pièces dans le village d'El-Mark. Il fait ses dispositions pour nous éloigner. Son armée s'ébranle, se divise et nous entoure de toutes parts. Ainsi placés au milieu d'un carré de cavalerie qui avait plus d'une demi-lieue de côté, nous tuâmes, nous fusillâmes, pas une de nos balles n'était perdue. Enfin, les Turcs désespérant de vaincre, s'éloignent à toute bride et gagnent El-Hanka.

Quoique battu, le visir était encore redoutable. Il avait des troupes nombreuses, et sa présence suffisait pour armer la population contre les Français : aussi Kléber était-il déterminé à le suivre au Caire, dans le désert, à travers les terres cultivées, partout où il porterait ses pas. Il se mettait sur ses traces, lorsqu'il vit venir à lui l'interprète qui avait accompagné son aide-de-camp. Le visir l'avait chargé de proposer à Kléber de faire cesser les hostilités, et d'évacuer le Caire, conformément au traité qu'ils avaient conclu. « Retournez à son camp, répondit le général, et dites-lui que je marche sur El-Hanka. » L'armée était en mouvement et fut bientôt à la hauteur du village. Une cavalerie nombreuse le défendait; mais, elle n'aperçut pas plus tôt nos troupes, qu'elle se replia confusément, et prit la fuite. De ceux qui étaient sur les flancs et les derrières, les uns revinrent sur leurs pas, les autres se dispersèrent. Quant à Mourâd-Bey, dès que

l'attaque avait commencé, il s'était éloigné à perte de vue dans le désert, pour ne pas prendre part à l'action.

L'armée ottomane ne nous attendit pas à El-Hanka; elle s'éloignait, fuyait, abandonnait tout ce qui pouvait retarder son mouvement. Nous espérions la joindre dans son camp; nous forçâmes de marche; nous y fûmes rendus avant le coucher du soleil. Elle n'avait fait que passer; nous trouvâmes ses effets de campement, ses équipages, des objets précieux, une grande quantité de cottes de maille, de casques de fer. Nous étions accablés de fatigue, nous rencontrions des tentes qui nous invitaient à réparer nos forces; nous cédâmes. La nuit tendit ses voiles, tout fut bientôt calme, assoupi; on put distinctement entendre le bruit du canon qu'on tirait au Caire. Kléber avait laissé dans cette ville la 32e de bataille, et des détachemens de différens corps qui faisaient ensemble environ deux mille hommes, auxquels il avait ordonné, si quelque émeute générale venait à éclater, de se retirer dans les forts. Le général Verdier, qui en avait le commandement, devait se borner à maintenir la communication entre la ferme d'Ibrahim-Bey, la citadelle et le fort Camin. Le général Zayoncheck commandait à Gisëh. Ces dispositions suffisaient pour donner au général en chef le temps de repousser le visir; mais le corps de mamelouks et d'Osmanlis qui s'était détaché pendant la bataille, s'était sans doute joint aux séditieux;

il était nécessaire de marcher au secours. Le général Lagrange reçut, en conséquence, l'ordre de s'y porter avec quatre bataillons, deux de la 25e, un de la 61e et un de la 75e. Il partit vers minuit, et bientôt après l'armée s'achemina vers Belbéis. La route était couverte de pièces de canon, de litières sculptées, de voitures à ressorts, et de bagages abandonnés. A chaque pas, c'était des débris, des traces d'une déroute, telle qu'on n'en vit jamais. Nous arrivâmes sur le déclin du jour. L'infanterie occupait les forts, la cavalerie en défendait les avenues.

La division Reynier fit halte devant la ville. Le général Friant obliqua sur la gauche, et l'artillerie ouvrit le feu; mais les escadrons ennemis n'ont pas plus tôt aperçu qu'on cherche à les tourner qu'ils tournent bride et s'éloignent. La division Friant continue son mouvement, le général Belliard pénètre dans l'enceinte, chasse successivement les Turcs des points les plus avantageux, et les refoule dans l'un des forts, où ils se défendent le reste du jour. On emploie la nuit à faire les dispositions d'attaque; mais les Turcs proposent de rendre la place, à condition qu'ils seront libres de rejoindre le visir, et d'emporter leurs armes. Cette dernière clause est rejetée. L'action s'engage et devient terrible; mais les pertes qu'ils essuient, le manque d'eau qui les accable, ne leur permettent pas de prolonger une défense meurtrière. Ils se rendent à discrétion; ils supplient le général en chef de

leur permettre de se rallier au visir, et de laisser à quelques uns d'entre eux les armes nécessaires pour se défendre contre les Arabes. Il y consentit, et la place nous fut remise. Pendant qu'on s'occupait à les désarmer, un d'entre eux, animé par le désespoir et le fanatisme, s'écrie qu'il préfère la mort; et comme s'il eût été indigné de ne pas la recevoir, il s'avance contre le chef de brigade Latour et lui tire un coup de fusil à bout portant. Tous ceux qui ont des armes les jettent aussitôt: *Nous ne méritons pas de les conserver*, disent-ils à nos soldats; *notre vie est à vous*. Le coupable fut sur-le-champ puni de mort par nos grenadiers. On ne laissa des armes qu'aux chefs, et on fit prendre à la colonne la route de Salêhiëh.

Nous trouvâmes dix pièces de canon dans la ville et dans les environs, indépendamment de celles que nous avions laissées lors de l'évacuation. Parmi les premières, étaient deux pièces anglaises semblables à celles qu'on enleva à Aboukir, et qui portaient la devise: *Honni soit qui mal y pense*. Pendant que cela se passait, la cavalerie du général Leclerc battait l'estrade sur la route de Salêhiëh et dans l'intérieur des terres. Le 7e régiment de hussards ramena, le 1er au matin, quarante-cinq chameaux avec leurs conducteurs. L'escorte était composée de mameloukes et d'Osmanlis, qui déclarèrent qu'ils étaient chargés de porter au Caire, à Nassif-Pacha et à Ibrahim-Bey, une partie de leurs bagages. Kléber ne douta plus que le visir

n'eût chargé ces deux chefs de se mettre à la tête de la révolte. L'armée ottomane était considérablement diminuée par la perte qu'elle avait essuyée dans la bataille et la séparation des corps qui occupaient le Caire. Il ordonna en conséquence au général Friant de marcher sur cette ville avec le général Donzelot et cinq bataillons, dont deux de la 61e, deux de la 75e, un de la 25e, quelques pièces d'artillerie légère, et un détachement de cavalerie. Il le chargea de maintenir les communications entre tous les forts jusqu'à son retour, et lui recommanda d'éviter des attaques qui pouvaient nous causer des pertes trop considérables.

Cependant le général Reynier marchait sur Salêhiëh avec sa division, le 22e régiment de chasseurs et le 14e de dragons. Kléber suivait avec la brigade du général Belliard, les guides et le 7e régiment de hussards. A peine était-il en marche, qu'un Arabe, escorté par un détachement de notre cavalerie, lui remit une lettre, par laquelle le visir proposait d'arrêter la marche des deux armées, d'établir des conférences à Belbéis (il croyait l'armée française à El-Hanka) pour l'exécution du traité. Il faisait, après la bataille, les propositions qu'il avait rejetées avant qu'elle fût engagée. Le général renvoya la réponse au lendemain, et s'arrêta au village de Seneka, où il passa la nuit. Il se remettait en marche à la pointe du jour pour gagner Koraïm, où était Reynier, lorsqu'une vive canonnade se fit entendre en avant de ce village. Il crut ce général fortement

engagé, ordonna au général Belliard de presser sa marche, et se porta en avant pour prendre part à l'action. Il n'avait avec lui que les guides et le 7e régiment de hussards. Arrivé sur les hauteurs de sable qui sont à quelque distance du village, il découvrit la division Reynier occupée à repousser, avec son artillerie, trois ou quatre mille cavaliers qui l'entouraient; mais à peine est-il aperçu, que le corps ennemi fait un mouvement subit et fond sur son escorte. Il fallait franchir l'intervalle qui le séparait du carré du général Reynier, ou recevoir la charge. Elle fut si impétueuse, que l'artillerie des guides n'eut pas le temps de se mettre en batterie. Les conducteurs sont taillés en pièces; la mêlée devient affreuse, chacun s'occupe de sa défense personnelle. Les habitans de Koraïm voyant cette petite troupe enveloppée, la croient perdue. Ils s'arment de lances et de fourches, et se joignent aux assaillans. Le danger est extrême; la position désespérée. Tout à coup le 24e de dragons paraît; le général reprend l'offensive, charge, culbute l'ennemi, qui laisse trois cents des siens sur la place. Il joignit alors le carré du général Reynier, auquel se réunit bientôt celui du général Belliard. Kléber, encore tout échauffé de ce terrible combat, fit venir l'Arabe qui lui avait apporté le message du visir, et lui remit sa réponse aux propositions du musulman : elle était courte et sévère. « Tenez-vous prêt à combattre, je marche sur Salêhiëh. »

La cavalerie ennemie s'était reformée sur ces

entrefaites, et semblait vouloir de nouveau tenter la charge. Leclerc fit ses dispositions et marcha à sa rencontre; mais elle n'osa l'attendre : elle se mit en fuite et disparut. L'armée reprit son mouvement, et s'avança sur Salêhiëh. Le soleil était ardent, le kamsin impétueux; on ne respirait pas; on suffoquait de chaleur, de soif et de poussière. Un grand nombre de bêtes de somme succombèrent dans cet affreux trajet. Les troupes étaient moins abattues: elles se flattaient de joindre les Ottomans; c'était une nouvelle occasion de gloire; l'espérance les soutenait. Le général lui-même partageait cette illusion; il pensait que le visir rallierait toutes ses forces; courrait toutes les chances plutôt que de se laisser rejeter dans le désert. Il se disposait, en conséquence, à livrer bataille le lendemain au point du jour, et fit halte à deux lieues de Salêhiëh. L'armée, qu'avaient rafraîchie quelques heures de repos, se remettait en marche pleine d'espérance et de joie, lorsque les habitans, accourus à sa rencontre, lui apprirent que la veille, à l'heure de l'aw (environ trois heures après midi), le visir était monté à cheval, et s'était perdu dans le désert avec une escorte d'environ cinq cents hommes, seules forces qu'il eût pu réunir. Il avait abandonné, dans sa frayeur, son artillerie et ses bagages. Jamais déroute n'avait été accompagnée de tant d'épouvante et de confusion. L'occasion de vaincre était perdue; mais l'ennemi avait vidé l'Égypte; le but était atteint. Les troupes continuèrent le mouvement,

furent bientôt à Salêhiëh, et se répandirent dans le camp que l'ennemi nous avait cédé. C'était une enceinte d'environ trois quarts de lieue que couvraient des tentes placées sans ordre ou renversées. Ici était un coffre brisé ; là, des caisses encore pleines de vêtemens, d'encens et d'aloès ; plus loin, des pièces d'artillerie, des munitions, des selles, des harnais, et des outres qu'on n'avait pas eu le temps de remplir. Des amas de fer gisaient à côté des litières sculptées ; des outres à demi pleines, posaient sur des ameublemens de prix ; tout était confondu pêle-mêle ; c'était un désordre, une confusion, qu'on ne vit jamais que dans le camp des Turcs. Mais ce n'était déjà plus que les débris de l'immense proie que les Osmanlis avaient abandonnée aux Arabes. Ceux-ci, suivant l'usage, étaient accourus au bruit du combat, prêts à se jeter sur celle des deux armées qui serait défaite. Une partie s'était mise sur les traces du visir ; l'autre pillait son camp : ils s'éloignèrent à notre approche.

L'armée était exténuée ; le visir avait fui. On fit halte ; la cavalerie seule eut ordre de suivre les fuyards. Elle s'enfonça aussitôt dans les sables ; mais la route était couverte de débris, l'arrière-garde aux prises avec les Arabes. L'affaire était en bonnes mains, elle revint au camp.

L'armée étrangère était défaite, il ne s'agissait plus que de pacifier l'intérieur. Damiette était au pouvoir des Turcs, le Saïd obéissait à Dervich-Pacha.

et presque tous les habitans de la Basse-Égypte étaient soulevés contre nous.

Le général Rampon, qui commandait à Menouf, se porta sur la première de ces places; Belliard s'avança sur Losbëh, Lanusse parcourut le Delta inférieur, Reynier s'établit à Salêhiëh, pour prévenir le retour des troupes qui avaient été refoulées dans le désert, et dissiper celles qui s'étaient jetées dans la Charkié. Ces dispositions prises, Kléber se rendit au Caire avec la 88ᵉ demi-brigade, deux compagnies de grenadiers de la 61ᵉ, le 7ᵉ régiment de hussards, et les 3ᵉ et 14ᵉ dragons. Il fit jeter quelques obus dans Boulac, et entra par les jardins dans son quartier-général, qui était assiégé. Il apprit alors ce qui s'était passé dans la capitale.

La bataille d'Héliopolis n'était pas engagée, que l'insurrection éclatait à Boulac. Excités par quelques Osmanlis, les habitans arborent quelques drapeaux blancs, s'arment de fusils, de sabres qu'ils avaient tenus cachés, et se portent avec fureur contre le fort Camin, qui n'a que dix hommes de garnison. Le commandant tire à mitraille et les ébranle; mais ils se remettent, reviennent à la charge. Le quartier-général est obligé d'accourir au secours. Trois cents des leurs sont couchés dans la poussière; ils se retirent, se barricadent, et font feu sur les troupes françaises de quelque part qu'elles se présentent pour entrer dans la ville. Le peuple du Caire avait été moins impétueux. Dès que les premiers coups se firent entendre, il se porta hors

de l'enceinte et attendit pour se décider quelle serait l'issue de la bataille. Il vit arriver successivement des corps de mamelouckes et d'Osmanlis qui nous étaient échappés et assuraient que notre défaite était inévitable. Bientôt après Nassif-Pacha se présenta à la porte des Victoires. Il était accompagné d'Osman-Effendi, kyaya-bey, l'un des personnages les plus considérables de l'empire; d'Ibrahim-Bey, de Mehemet-Bey-El-Elfy, d'Hassan-Bey-Jeddaoui; en un mot, de tous les chefs de l'ancien gouvernement, excepté Mourâd. Ils annonçaient que nous avions été taillés en pièces, qu'ils venaient prendre possession de la capitale au nom du sultan Sélim, et y célébrer le triomphe de ses armes sur les infidèles. Ils étaient accompagnés d'environ dix mille cavaliers turcs, de deux mille mamelouckes, et de huit à dix mille habitans des villages qui s'étaient armés. Personne ne douta plus de la victoire, chacun s'efforça de faire éclater sa joie. Les uns étaient charmés de voir triompher le Prophète, les autres avaient à faire oublier les liaisons qu'ils avaient eues avec les infidèles.

Nassif-Pacha profite de cet élan de la multitude, et se rend de suite au quartier des Francs. Il en fait ouvrir les portes, et pendant que deux négocians tombent à ses pieds en lui montrant la sauve garde du visir, la foule se jette dans l'enceinte. Elle force les maisons, pénètre dans les magasins, les comptoirs; pille, massacre, incendie. En quelques instans tout est détruit, égorgé; et ce quartier, tout à

l'heure si florissant, n'est plus qu'un monceau de cendres.

Le pacha profite de l'exaltation publique et pousse la multitude sur nos soldats. Il en inonde la place, les avenues qui conduisent au quartier-général, et s'avance à la tête de ses troupes pour la soutenir. L'adjudant-général Duranteau n'avait pas deux cents hommes à opposer à ces flots d'ennemis; néanmoins, il tente une sortie, et les repousse. Déconcerté par cette résistance inattendue, Nassif fait occuper les maisons et appelle le peuple aux armes. On arbore des drapeaux blancs; on prêche; on remue toutes les passions : dans un instant la population entière est sur pied. On attaque les Cophtes; on massacre les Grecs, les Syriens; partout le sang ruisselle. On se porte à la police; on saisit Moustapha-Aga et on l'empale. La populace regarde le supplice de ce magistrat comme le gage de l'impunité; elle applaudit, et se livre avec fureur à la sédition et au pillage. Sept soldats français se trouvaient auprès de Moustapha, lorsqu'il fut arrêté. Les séditieux se promettaient de les tailler en pièces, et réussirent à en mettre trois hors de combat; mais, percés eux-mêmes à coups de baïonnette, ils n'osèrent faire tête à ces braves, qui, attaquant, se défendant, emportant leurs blessés, arrivèrent enfin à la citadelle, après s'être débattus pendant une lieue, au milieu des flots qui les pressaient.

L'insurrection durait depuis deux jours, et les forces réunies des mamelouks, des Osmanlis et des

séditieux, n'avaient pu triompher de la résistance de deux cents Français. Nassif-Pacha préparait une nouvelle attaque, lorsqu'il aperçut la colonne du général Lagrange qui arrivait d'El-Hanka. Il retire aussitôt ses troupes, rassemble quatre mille chevaux, et court à sa rencontre. Le général forme ses carrés, et ouvre la fusillade. Les assaillans se dispersent ; il continue son mouvement, et entre au quartier-général. Il apporta un secours aussi nécessaire qu'inattendu, et la première nouvelle de la victoire.

Le poste fut bientôt inexpugnable ; la citadelle et le fort Dupuy continuèrent à tirer sur la ville, qu'ils bombardaient dès les premiers instans de la révolte.

Nous fûmes cependant obligés d'abandonner successivement les maisons que nous occupions sur la place. Les insurgés s'avançaient aussi sur notre gauche, dans le quartier cophte. Ils prenaient les positions les plus propres à intercepter nos communications et à conserver celles qu'ils avaient au-dehors. Le général Friant arriva sur ces entrefaites avec cinq bataillons. Il repoussa l'ennemi sur tous les points ; mais les succès même qu'il obtint, lui firent sentir combien il était difficile de pénétrer dans l'intérieur de la ville, de quelque part qu'on se présentât. On trouva dans toutes les rues, et pour ainsi dire à chaque pas, des barricades de douze pieds en maçonnerie et à double rang de créneaux. Les appartemens et les terrasses des maisons voisines étaient occupés par les Osmanlis qui s'y défendaient avec le plus grand courage.

On mettait tout en œuvre pour entretenir l'erreur du peuple sur la défaite des Français. Ceux qui paraissaient en douter étaient livrés aux tortures ou emprisonnés. Les insurgés déployèrent une activité que la religion peut seule donner dans ce pays; ils déterrèrent des pièces de canon qui étaient enfouies depuis long-temps. Ils établirent des fabriques de poudre, parvinrent à forger des boulets avec le fer des mosquées, les marteaux et les outils des artisans. Ils formèrent des magasins de subsistances des provisions des particuliers, qui sont toujours très fortes; ceux qui portaient les armes ou qui travaillaient aux retranchemens, avaient seuls part aux distributions; les autres étaient oubliés. Le peuple ramassait nos bombes et nos boulets à dessein de nous les renvoyer; et comme ils ne se trouvaient pas du calibre de leurs pièces, ils entreprirent de fondre des mortiers, des canons, industrie extraordinaire dans ce pays, et ils y réussirent.

Le général Friant arrêta les progrès de l'ennemi, en faisant mettre le feu à la file des maisons qui ferment la place Esbekié, à la droite du quartier-général. Une partie du quartier cophte fut aussi incendié, soit par nous, soit par les insurgés.

Telle était la position du Caire lorsque Kléber s'y rendit. Nous n'avions qu'une très petite quantité de fer coulé à notre disposition; nous manquions surtout de bombes et d'obus. Toute entreprise partielle lui parut dangereuse; il se détermina à attendre le retour de nos munitions, celui des

troupes du général Belliard, qui devait remonter au Caire aussitôt qu'il aurait occupé Damiette, et celui de la division Reynier, qu'il rappela; en même temps, il fit achever les retranchemens, établir une batterie, et préparer des combustibles; il travailla aussi à diviser les insurgés, à les intimider, à répandre la défaite du visir. Il fit parvenir des lettres aux cheiks et aux principaux habitans du pays. Moustapha-Pacha, qu'il avait retenu, écrivit par son ordre à Nassif-Pacha et à Osman-Effendi. Les mameloucks, le peuple du Caire et les Osmanlis, dont les intérêts sont tout-à-fait opposés, ne restèrent pas long-temps unis. Nassif-Pacha, Othman-Kayaya et Ibrahim-Bey, effrayés de ces dispositions, qu'ils ne pouvaient contenir, firent des ouvertures, et la capitulation fut arrêtée.

Elle leur était avantageuse sous bien des rapports, cependant elle ne fut pas exécutée. Ceux des habitans qui avaient excité et entretenu la sédition craignirent de rester exposés à notre vengeance, qu'ils jugeaient devoir être terrible comme elle l'est toujours dans l'Orient. Ils soulevèrent de nouveau la populace, firent distribuer de l'argent, des subsistances, et ordonnèrent des prières publiques; les femmes et les enfans arrêtaient les janissaires, les mameloucks; les conjuraient de ne pas les abandonner, et leur reprochaient leur désertion. D'un autre côté, les notables de la ville parvinrent à rapprocher plusieurs chefs de mameloucks et d'Osmanlis, parmi lesquels le général Kléber avait semé la dissension;

les janissaires refusèrent de livrer les portes, et les hostilités recommencèrent sur tous les points.

Les circonstances étaient difficiles; nous n'avions pu assembler les ressources dont nous disposions, et nous étions obligés de ménager la place. Il fallait la réduire, mais par des moyens qui ne compromissent ni l'armée ni la population. Le Caire nous était indispensable, sa ruine eût fait dans l'Orient une impression fâcheuse; Kléber résolut de tout tenter avant de recourir à une attaque de vive force pour le soumettre. Mourâd-Bey jouissait d'une haute estime parmi les siens : le courage, la constance, le génie de ressources qu'il avait déployés dans cette lutte inégale, avaient encore accru la réputation que lui avait faite ses anciennes victoires. Les intelligences qu'il entretenait avec les Français devaient exercer une haute influence sur l'opinion; c'était un aveu d'impuissance, de lassitude, dont l'effet moral pouvait calmer l'exaltation populaire; le général en chef s'en prévalut avec habileté : il laissa percer le secret des négociations, et fit répandre les rapports, les communications qu'il avait depuis long-temps avec Mourâd.

Surpris à Sédiman par Zayoncheck, qui lui enleva sa tente, ses bagages; poursuivi par le général Belliard, qui le poussa à toute outrance au milieu du désert, ce bey s'était décidé à traiter. Il avait obtenu une trève, et s'était retiré à Beneseh, où il se remettait de ses fatigues, lorsque le visir l'appela dans son camp. Il connaissait la perfidie des Turcs;

il délibéra long-temps s'il devait s'y rendre; une autre considération le retenait encore. Il s'était rapproché des Français, leur loyauté ne l'avait pas moins charmé que leur bravoure; il sentait que sa vie, sa puissance, couraient moins de risques avec eux qu'avec les Osmanlis : il ne voulut pas joindre les pachas sans consulter le général Kléber. Mais aucune rupture n'avait encore éclaté, celui-ci ne crut pas devoir gêner ses déterminations; il lui répondit que sous les tentes du visir comme sous les siennes, il ne voyait jusqu'à présent que des amis; qu'il pouvait, s'il le jugeait convenable, réunir ses troupes à celles que commandait Youssef.

Les hostilités ne tardèrent pas à devenir inévitables. La face des choses était changée, Kléber résolut de s'assurer des dispositions de Mourâd-Bey. Il chargea le président de l'Institut, Fourier, de faire les ouvertures; elles furent accueillies. Setty-Fatmé, qui avait passé des bras d'Aly-Bey dans ceux de Mourâd, et dont la maison était depuis trente ans le seul asile qui fût ouvert aux malheureux, se chargea de les transmettre au bey. Elle ne dissimula pas combien il était disposé à traiter; mais elle craignait qu'on eût trop attendu, que Mourâd, qui était dans la matinée à quatre lieues du Caire, ne s'en fût éloigné. Il était encore sur les bords du Nil; l'émissaire de Fatmé le joignit et ne tarda pas à rapporter sa réponse. Elle était précise : « Si les Français consentent à livrer bataille au visir, j'abandonne les Turcs pour

me joindre à eux ; mais tant que la rupture sera incertaine je ne puis m'engager à rien. » Kléber, charmé de sa franchise, se borna à lui demander de ne prendre aucune part à l'action. Il y consentit, rassembla ses mamelouks, au moment où l'on se disposait à en venir aux mains, et gagna la rive droite du Nil. Ibrahim le sollicita vainement de se joindre à lui pour se jeter dans le Caire ; il fut sourd à ses instances, et alla s'établir à Tourah. Les négociations en étaient à ce point, lorsque Nassif-Pacha et Ibrahim-Bey refusèrent d'exécuter la capitulation qu'ils avaient consentie. Osman-Bey-Bardisy fut chargé de les suivre. « Vous déclarerez aux Français, lui dit Mourâd, que je m'unis à eux, parce qu'ils m'ont mis dans l'impossibilité de continuer la guerre. Je demande à m'établir dans une partie de l'Égypte, afin que s'ils la quittent, je m'empare, avec les secours qu'ils me fourniront, d'un pays qui m'appartient, et qu'eux seuls peuvent m'enlever. » C'est à cela que se réduisaient ses instructions. Kléber lui répondit avec la même franchise ; il lui garantit qu'il ne serait plus inquiété par nos troupes, et qu'après les intérêts de l'armée qui lui était confiée, il n'aurait rien de plus cher que ceux des mamelouks. Ces conditions furent agréées, des conférences s'établirent au quartier-général, et furent souvent interrompues par le bruit des pièces qui tonnaient sur le Caire ; enfin le traité fut conclu. Mourâd-Bey, suivant son expression, devint sultan français, et alla prendre posses-

sion des provinces qui s'étendent des cataractes à Kenèh. Il nous expédia aussitôt des convois de subsistances, désarma les Osmanlis qui s'étaient rassemblés dans son camp, et ne cessa d'entretenir des intelligences qui préparèrent la capitulation. Peu satisfait néanmoins de la lenteur avec laquelle elles opéraient, il proposa à Kléber d'incendier la place, et lui envoya même des barques chargées de roseaux. Son intervention fut plus prompte et plus efficace sur les peuplades de la Haute-Égypte. Derwich-Pacha, qui, en vertu de la convention d'El-A'rych, était allé prendre le commandement des provinces qu'elles habitent, les avaient soulevées à la nouvelle de la rupture; et s'avançait sur le Caire à la tête d'un rassemblement nombreux. Mourâd expédia des ordres aux villages; les fellâhs furent rappelés. Le bey reçut sur ces entrefaites l'ordre de disperser les bandes qu'avait insurgées le pacha; la chose était faite, il se borna à répondre à Kléber que ses intentions avaient été prévenues, que Derwich avait déjà perdu les deux tiers de ses gens : « Au reste, ajouta-t-il, faites-moi savoir si vous demandez sa tête ou si vous exigez seulement qu'il quitte l'Égypte. » C'était en effet tout ce que voulait le général en chef; il ne tarda pas à être satisfait, Derwich repassa en Syrie.

Les Turcs n'étaient pas plus heureux dans le Delta. Douze à quinze mille d'entre eux s'étaient jetés à Damiette, et en occupaient les forts, les

arsenaux. Le général Belliard, chargé de les suivre à la tête de douze cents hommes, les joint, les culbute, leur enlève quatorze pièces de canon et les disperse. Les habitans, stupéfaits de sa victoire, accoururent au-devant de lui et implorèrent sa clémence; mais ils s'étaient portés à mille excès; ils avaient pris les armes, outragé les Français, brûlé le général en chef en effigie; il les renvoya à Kléber, qui leur imposa une contribution de 200,000 francs, correction bien légère en comparaison de celle qu'ils attendaient.

Maître de cette place importante, le général Belliard s'avança sur Menouf, calmant, pacifiant cette population farouche que le fanatisme avait soulevée. L'adjudant-général Valentin obtenait le même résultat devant Méhallé-el-Kebiré, et marchait sur Semenhoud, dont les habitans, plus opiniâtres, refusaient de se soumettre au vainqueur. Il somme la place de rendre les armes; on lui répond que c'est par ordre du visir qu'on les a prises, qu'on ne reconnaît d'autres firmans que ceux du grand-seigneur. Il fait ses dispositions; l'ennemi croit qu'il se retire, et fond sur lui par toutes les issues; mais tourné, accablé, rompu, il est obligé de demander grâce, et se rend à discrétion. Tantah éprouve le même sort. Nos colonnes vont, viennent, parcourent le Delta et font tout rentrer dans l'ordre. Cependant le siége du Caire se poussait avec vigueur. Reynier était arrivé avec une partie de ses troupes; on avait

reçu quelques munitions, la place était resserrée de tous côtés. Le général Almeiras reçut ordre d'attaquer le quartier copthe; il s'y porta à l'entrée de la nuit, força les maisons, enfonça les barricades qui abritaient l'ennemi, pénétra fort avant, et s'établit la gauche au mur du rempart et la droite à la hauteur de nos postes sur la place Esbekié. Les Turcs revinrent à la charge; mais enfoncés, battus sur tous les points, ils se retirèrent en nous laissant quatre drapeaux dans les mains. Nos communications furent dès-lors plus promptes et plus rapides; elles s'étendaient directement d'une extrémité de la ligne à l'autre. Elles devinrent encore plus faciles par le succès qu'obtint le général Reynier. Les insurgés avaient retranché près du fort Sulkowski un santon qui nous incommodait beaucoup. Il l'enleva, et profitant de l'effroi qu'il avait jeté parmi les Turcs, il attaqua, força les maisons qu'ils défendaient, et livra aux flammes toutes celles qui n'étaient pas nécessaires à la sûreté du poste qu'il avait emporté.

A la droite, les travaux ne se poussaient pas avec moins d'activité. On voulait se mettre en mesure de faire une attaque combinée qui commencerait par les ailes et se propagerait jusqu'au centre, en avant de notre position. En conséquence, un détachement du régiment de dromadaires que soutenait une compagnie de grenadiers, se porte brusquement sur la droite de la place Esbekié, attaque la maison qu'avait occupée la direction du génie

s'en empare, et s'y retranche sous une grêle de balles.

Le feu continuel que la citadelle et les forts étaient obligés de faire, pour seconder des attaques si vives et si multipliées, eut bientôt épuisé nos munitions. L'ennemi s'en aperçut, et profita de cette circonstance pour échauffer le peuple, dont l'ignorance et le fanatisme se prêtaient à toutes les séductions que les chefs imaginaient. Nous étions aux dernières extrémités, nous manquions de poudre, de subsistances; nous allions être à la merci des croyans. C'était des prédications, des chants, tout ce qui pouvait exalter la multitude. Mais nous avions reçu des munitions, le général Belliard nous avait joints; nous nous soucions peu des secours qu'ils attendaient du ciel. Ils s'imaginaient que nous n'osions attaquer Boulac, que nous étions trop faibles pour le réduire, que nous ne pourrions arriver à eux. L'idée qu'ils avaient de nos forces était de nature à prolonger la défense, Friant fut chargé de les détromper. Il cerna, investit Boulac, et le somma d'ouvrir ses portes. Malheureusement, il offrit de tout oublier, de ne rechercher personne; on le crut hors d'état de sévir, on refusa de se soumettre. Le général Belliard, qui conduisait l'attaque résolut de faire encore une tentative. Les Orientaux n'obéissaient qu'à la force: il la déploya, ouvrit un grand feu d'artillerie et essaya une dernière sommation. Elle fut aussi vaine que les premières. Les insurgés voyant qu'on parlemente encore, reviennent de

l'effroi que leur a causé ce déluge inattendu de projectiles. Ils se retranchent, se barricadent, occupent tous les créneaux qu'ils ont ouverts, et répondent par une fusillade meurtrière. Le général, outré de cette obstination, ne les ménage plus; la charge bat, les soldats s'ébranlent; les retranchemens, les redoutes, tout est emporté. En vain l'ennemi se jette dans les maisons; les flammes, la baïonette, courent sur sa trace; il est brûlé, mis en pièces: ce n'est partout que sanglots, que désespoir. Le général accourt au milieu de cet affreux désordre; il veut sauver cette aveugle population, il lui offre la vie, l'oubli du passé; elle lui répond par des cris de fureur. Le carnage recommence alors, le sang coule à flots, et cette cité populeuse n'est bientôt qu'un monceau de cadavres et de cendres. Tout est dissipé; tout est vaincu; il n'y a plus de résistance possible; les chefs des corporations accourent auprès du général et se mettent à sa disposition. Aussitôt le carnage cesse, les hostilités s'arrêtent et l'armistice est proclamé.

Boulac était réduit, le Caire détrompé, Kléber résolut de mettre à profit l'impression qu'avait dû produire cette exécution sanglante; mais la pluie survint, nous fûmes obligés d'ajourner nos apprêts. Le temps néanmoins ne tarda pas à se remettre au sec. Les bois, les toitures, perdirent l'eau dont ils s'étaient chargés; nos moyens d'incendie avaient repris toute leur force, nous fîmes nos dispositions. Les Turcs s'étaient retranchés dans les maisons qui

avoisinent la place Esbekié. Ils avaient placé de l'artillerie dans les unes, établi des postes dans les autres, et crénelé avec soin le palais Setty-Fatmé, où s'appuyait leur gauche. C'était là que s'organisaient les sorties, là que se formaient les colonnes qui venaient chaque jour assaillir le quartier-général. Ce fut aussi là qu'on résolut de commencer l'attaque. Tentée de front, elle eût été meurtrière; on recourut à l'art; on découvrit, on mina l'édifice; hommes et bâtimens tout eut bientôt disparu. Les troupes s'ébranlent aussitôt; l'action s'engage, devient générale; partout on lutte avec fureur. Culbutés à la droite par le général Donzelot, les Osmanlis sont rompus au centre par le général Belliard, qui les cerne, les replie, les pousse de rue en rue, lorsqu'une balle l'atteint et le met hors de combat: cet accident rend la poursuite moins ardente. Les insurgés se forment de nouveau et menacent de revenir à la charge. Mais le général Reynier a forcé la porte Bab-el-Charyeh, l'incendie et la mort courent sur ses pas. Toute espérance est désormais perdue. Nassif-Pacha s'éloigne; il cherche à sauver sa cavalerie, suit les détours, s'engage, pousse à travers les décombres, et se croit hors de danger, lorsqu'il trouve au débouché d'une rue, une compagnie de carabiniers qui le reçoit à bout portant. Il essaie de se faire jour; mais ses efforts sont inutiles: il n'échappe à la mort qu'en abandonnant son cheval pour se jeter dans les maisons voisines, d'où il gagne les quartiers qu'occupent encore les

siens. Une partie des Turcs était couchée dans la poussière, le reste avait fui ; il n'y avait plus qu'une batterie qui continuât le feu. Les carabiniers, qui marchaient contre elle lorsqu'ils s'étaient trouvés en présence du pacha, reprennent leur mouvement, escaladent les mosquées, franchissent les terrasses, arrivent à la tour où sont les pièces et les encloquent.

Les Osmanlis étaient accablés ; ils n'avaient pu défendre leurs retranchemens ni leurs murailles ; l'élite de leurs troupes avait succombé, la ville était en feu ; ils ne s'abandonnaient plus aux vaines espérances dont ils s'étaient bercés. D'un autre côté, les cheiks, qui n'avaient cessé d'être en relation avec le général en chef, insistaient auprès des pachas sur les dangers d'une plus longue résistance. Ils leur représentaient qu'inutile au visir, cette lutte pesait au peuple, dont elle compromettait la vie et la fortune. Osman-Bey-Bardisy, que Mourâd avait dépêché à Ibrahim, joignit ses instances à celles des cheiks. Il offrit la médiation de son chef aux insurgés, et les pressa vivement de rendre la place. Ils y consentirent, mais à des conditions telles que le bey ne voulut pas les transmettre au général Kléber, et se contenta de lui adresser les deux officiers qui en étaient porteurs. Le général les reçut en présence de son état-major, écouta patiemment les propositions qu'ils étaient chargés de lui faire, et, les conduisant à l'embrasure d'une croisée, il leur montra l'incendie du Caire et les ruines de Boulac.

Ce fut toute sa réponse. Il prit ensuite à part l'envoyé d'Ibrahim, et lui donna connaissance du traité qu'il avait conclu avec Mourâd. Le bey fut stupéfait. On put juger à son étonnement de l'effet que cette transaction produirait dans la place dès qu'elle y serait connue.

Les deux envoyés se retirèrent, et ne tardèrent pas à reparaître avec des propositions moins incompatibles avec l'état des choses. Ils sollicitèrent une suspension d'armes; le général refusa. Ils insistèrent, et demandèrent que du moins on ne fît pas d'attaque aussi vive que l'avait été la dernière. Ils déploraient ces actions sanglantes, et prétendaient qu'à la veille de s'entendre, comme on l'était, sur l'évacuation du Caire, elles n'avaient plus d'objet. Kléber examina, modifia le projet de capitulation qu'ils lui présentaient, et leur permit de visiter ceux de leurs compatriotes que le général Belliard avait faits prisonniers à Damiette. Ils apprirent de leur bouche les défaites qu'ils avaient essuyées, le désastre du visir, et la reprise de toutes les places de la Basse-Égypte. Cette entrevue les rendit plus humbles; ils allèrent porter au Caire la consternation dont ils étaient frappés. On résolut de l'augmenter encore; on marcha aux retranchemens dès que la nuit fut close; on les força, on culbuta ceux qui les défendaient, on ne s'arrêta que lorsque tout fut débusqué. L'attaque ne tarda pas à se rallumer; mais le jour commençait à poindre, Osman-Aga accourut avec la capitulation revêtue de la signature de Nassif-Pacha.

Les hostilités cessèrent, les otages furent échangés, et nos postes établis sur le canal, depuis la Prise d'eau, jusqu'à la porte Bal-el-Charyëh.

Les Turcs se mirent aussitôt en mesure d'évacuer la place, et se retirèrent enfin emmenant avec eux les principaux chefs de l'insurrection. Trois à quatre mille habitans les suivirent aussi, et se dispersèrent dans les villages pour se soustraire à la vengeance des Français, dont ils se faisaient une idée monstrueuse.

Le général avait cependant promis de n'en exercer aucune; il avait même garanti paix et protection à tous ceux qui retourneraient tranquillement à leurs travaux! Il se réservait une satisfaction mieux entendue; c'était d'imposer le commerce, de faire contribuer les riches, et d'en tirer les moyens de faire face aux besoins de l'armée.

Le général Reynier, chargé d'escorter les Turcs jusqu'à Salêhiëh, retira ses troupes de la porte des Victoires, afin d'éviter de leur donner ombrage. Il ne prit avec lui qu'un régiment de cavalerie, se rendit à la Koubbé, où l'attendaient les Osmanlis; il se mit en route avec cette escorte, suivi à une assez longue distance par toute sa division. L'ennemi ne cacha pas la frayeur que lui causait ce redoutable voisinage; mais il éprouva bientôt que nos soldats ne sont pas moins généreux après la victoire, que terribles au milieu du feu, et cessa de s'abandonner aux alarmes qu'ils lui causaient. Nassif-Pacha surtout ne revenait pas de l'ordre, des égards qui présidaient

à la marche. Ibrahim-Bey n'était pas moins étonné; ils ne pouvaient concevoir cette subordination qui fait la force des armées européennes, et témoignaient à l'envi l'admiration, la reconnaissance qu'elle leur inspirait.

Ibrahim, fatigué des revers d'une guerre qui ne lui offrait ni espérances ni compensations, s'était laissé ébranler par l'exemple de Mourâd; il avait témoigné au général Kléber le désir d'obtenir les conditions qu'avait acceptées son rival, et devait se séparer des Turcs dès qu'il aurait atteint la lisière du désert. Il était muni d'un passe-port du général en chef, qui l'autorisait à gagner la Haute-Égypte. Mais, soit crainte, soit répugnance, il ne se sépara pas de Nassif-Pacha, comme il s'était engagé à le faire, dès qu'il serait parvenu à Belbéis ou à Salehieh, et repassa en Syrie.

Pendant que nous étions aux prises avec les Turcs, les Anglais avaient débarqué à Souez, où ils s'étaient établis avec des troupes, de l'artillerie. Informé de cette occupation par Mourâd, Kléber résolut de jeter les insulaires à la mer, et fit marcher contre eux, dès qu'il eut emporté Boulac. Le chef de brigade Lambert et l'adjudant-général Mac-Sheedy allèrent les chercher à la tête d'un détachement de la 21e légère, d'une compagnie de grenadiers de la 32e de ligne, de cent dromadaires, d'un détachement de dragons, de quelques sapeurs, et de trois pièces d'artillerie légère.

Mac-Sheedy, qui avait déjà commandé Souez,

avait ordre de reprendre le commandement de la place, et Lambert de ramener les troupes qui ne seraient pas nécessaires pour la conserver. Cette colonne cheminait à travers les sables, et était près d'atteindre le fort d'Adgeroud, lorsqu'elle rencontra Osman-Bey-Hassan avec plusieurs kiachefs, des mameloucks et des Arabes, au nombre d'environ deux cents. Le bey venait de Ghazah; il avait passé par Souez pour s'entendre avec les Anglais, et les engager à l'accompagner au Caire, où il allait rejoindre Ibrahim-Bey, pour l'aider, disait-il, à exterminer les Français qui souillaient encore cette capitale. La fusillade s'engagea; mais la nuit était épaisse; les mameloucks perdirent quinze à vingt hommes, et échappèrent à la faveur des ténèbres qui ne permettaient pas de les poursuivre. Nous continuâmes; nous espérions joindre les Anglais qui occupaient Souez avec cinq cents nationaux, et sept à huit cents Mekkins; mais Smith avait déjà donné l'éveil à l'officier qui les commandait. L'artillerie avait été embarquée, les troupes européennes étaient à bord, et n'avaient laissé sur le rivage que des postes insignifians. Tel était l'état des choses, lorsque quatre mameloucks, échappés à la rencontre d'Adgeroud, vinrent annoncer que nous approchions. Toujours prodigue de déceptions, l'Anglais blâme la frayeur qui les emporte; il proteste que l'armée française est détruite, que le détachement est un ramassis de fuyards qu'il livre au glaive des Mekkins, et regagne son vaisseau.

M

Cependant, la colonne arrive devant Souez. Les dromadaires se portent sur la montagne de Kalyoumëh, les grenadiers de la 32e tournent la place, interceptent la mer, et empêchent les bâtimens marchands de sortir du port. Ces dispositions faites, on marche à l'ennemi; on l'attaque, on l'enfonce, on entre pêle-mêle avec lui dans la ville, on s'empare de tous les forts. Cette journée mit le complément aux succès qui nous assuraient de nouveau la possession de l'Égypte.

Les Anglais essayèrent d'empêcher les bâtimens de commerce de rentrer dans le port, d'où le combat les avait éloignés. Ils en incendièrent même un qui avait échoué hors de portée de canon et en détruisirent huit autres qui cherchaient à regagner la place. Cette conduite atroce envers des hommes qui, la veille, se battaient pour eux, nous rallia les habitans. Tout étonnés de la bienveillance que nous leur témoignions, ils ne savaient ce qu'ils devaient admirer le plus, de la générosité de leurs vainqueurs, ou de la perfidie de leurs alliés.

L'expédition terminée, le chef de brigade Lambert ramena une partie des troupes au Caire, que les Osmanlis venaient d'évacuer. Les palissades, les fortifications dont ils l'avaient coupée, furent aussitôt détruites, et l'armée se réunit dans la plaine de la Koubbé. Elle reçut les éloges de Kléber, exécuta diverses manœuvres, qui firent l'admiration des beys Osman-El-Bardisy et Othman-

El-Achâr; elle défila ensuite, et fit une entrée triomphante, au bruit répété des décharges de l'artillerie des régimens et des forts, qui célébraient à l'envi les succès que nous avions obtenus. La population ne resta pas étrangère au spectacle qui était étalé sous ses yeux; elle s'était répandue dans la plaine, elle couvrait les terrasses, les avenues, et suivait avec émotion les ploiemens et les déploiemens qui lui avaient été si funestes.

L'Égypte était pacifiée, les pachas avaient repassé le désert; Kléber put se livrer tout entier à sa solitude administrative. Le Caire et Boulac attendaient avec anxiété les châtimens qu'il réservait à leur révolte. Cette disposition se prêtait aux mesures qu'il méditait; il frappa le commerce, fit contribuer les riches, et imposa ces deux places à 12 millions. Elles s'attendaient à beaucoup plus; elles acquittèrent avec joie une contribution que, dans leurs mœurs orientales, elles regardaient comme une vengeance bien légère pour le mal qu'elles nous avaient fait. Elle suffit néanmoins pour solder l'arriéré, aligner la solde, et mettre le général à même d'attendre la saison du recouvrement; mais ce n'était pas assez d'être au pair; il fallait s'assurer, se créer des ressources, se faire un fonds de réserve, élever, en un mot, la recette au-dessus de la dépense. Ce fut là que tendirent les efforts de Kléber. Il prit connaissance de toutes les sources du revenu public; il s'adressa à tous ceux qui en avaient fait une étude spéciale, demanda, recueillit

partout des lumières, et acquit bientôt la preuve qu'une partie des contributions nous échappait. Il mit fin à cet abus, fit rentrer dans les caisses de la colonie tout ce que la perception en détournait, et se trouva bientôt dans la situation la plus prospère. Il pourvut alors à ce qu'exigait la défense du pays qu'il occupait; il répara, étendit les fortifications qui existaient déjà, et en éleva de nouvelles dans les lieux où le besoin s'en était fait sentir : les places, comme la capitale, les côtes, comme le désert, se couvrirent également d'ouvrages. Les chances de l'agression extérieure étaient diminuées, et celles de l'attaque intérieure n'existaient plus. Nous avions formé, avec le seul parti qui pût la tenter, une alliance d'autant plus durable, qu'elle était utile à l'un et nécessaire à l'autre; elle était nécessaire aux mamelouckes, parce qu'elle seule pouvait leur assurer une existence tranquille, et les faire jouir d'un repos dont deux ans de guerre continue leur avaient révélé tout le prix; elle nous était utile par l'effet moral qu'elle produisait sur les indigènes. Nous avions battu le visir; Mourâd s'honorait du titre de sultan français. Le peuple, qui voyait notre prise de possession sanctionnée par la victoire et par celui qui l'avait si long-temps combattue, la jugeait irrévocable, et s'accoutumait à regarder l'Égypte comme nous étant bien acquise. Ces dispositions avaient encore un autre avantage; elles nous donnaient le moyen de faire des recrues parmi les naturels, de réparer les pertes que nous

éprouvions. Déjà la légion grecque, qui, au départ de Bonaparte, était encore peu nombreuse, comptait deux mille hommes dans ses rangs. Elle avait ses grenadiers, ses canonniers, son artillerie de campagne, et avait fait preuve de bravoure pendant le siége du Caire. Une nouvelle compagnie de Syriens s'était formée ; on avait aussi organisé des mameloucks de la même nation, et appelé les Cophtes sous les drapeaux. Tous les corps s'organisaient, se disciplinaient, et promettaient de rivaliser avec les demi-brigades, dont ils admiraient la bravoure. L'armée, la colonie, tout prenait une face nouvelle, lorsque Kléber tomba sous les coups d'un assassin.

FIN DES MÉMOIRES DU MARÉCHAL BERTHIER
SUR LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

AVERTISSEMENT. *Page.*

NOTICE SUR BERTHIER..... v

EXPÉDITION D'ÉGYPTE..... 1

Débarquement des Français en Égypte. — Prise d'Alexandrie..... *ibid.*

Marche de l'armée française au Caire. — Bataille de Chebreisse. — Bataille des Pyramides..... 9

Combat de Salêhiêh. — Ibrahim-Bey est chassé de l'Égypte..... 22

L'armée marche en Syrie. — Affaire de El-A'rych. — Bataille du mont Thabor. — Prise de Ghazah et de Jaffa. 27

Siége de Saint-Jean-d'Acre..... 56

Expédition dans la Haute-Égypte..... 104

Combat de Souhama..... 130

Combat de Copthos. — Assaut du village et de la maison fortifiée de Benout..... 133

Combats de Bardis et de Girgé..... 140

Combat de Géhémi..... 142

Combat de Bénéadi..... 144

Combat de Sienne..... 148

Bataille et siége d'Aboukir..... 147

Dispositions de Bonaparte avant de quitter l'Égypte. — Motifs qui le déterminent, etc..... 165

COMMANDEMENT DE KLÉBER..... 187

Des mesures qu'il prend pour assurer la défense et calmer la population..... *ibid.*

PIÈCES JUSTIFICATIVES..... Page 221
Fragmens de la correspondance de l'état-major..... *ibid.*
Kléber hasarde une nouvelle tentative auprès du visir... 235
PIÈCES JUSTIFICATIVES..... 276
Réponse du grand-visir, à la lettre qui lui a été écrite par le général en chef Kléber, le 5e complémentaire an VII, apportée le 1er brumaire an VIII par le trésorier de Moustapha-Pacha, prisonnier au Caire..... *ibid.*
ARTIFICES DE SIDNEY..... 297
Insurrection. — Prise d'El-A'rych..... *ibid.*
PIÈCES JUSTIFICATIVES..... 316
NÉGOCIATIONS DE SALÉHIEH..... 330
Les Français consentent à évacuer l'Égypte..... *ibid.*
PIÈCES JUSTIFICATIVES..... 357
LES ANGLAIS REFUSENT D'EXÉCUTER LA CONVENTION D'EL-A'RYCH..... 366
Bataille d'Héliopolis..... *ibid.*

FIN DE LA TABLE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
rue de Vaugirard, n° 9.

MÉMOIRES

DU

COMTE REYNIER,

GÉNÉRAL DE DIVISION.

CAMPAGNE D'ÉGYPTE,

IIe PARTIE.

PARIS.

BAUDOUIN FRÈRES, ÉDITEURS,

RUE DE VAUGIRARD, N° 17.

1827.

NOTICE

SUR

LE GÉNÉRAL REYNIER.

Reynier (E.), général de division, comte de l'Empire, etc., naquit à Lausanne, le 14 janvier 1771. Issu d'une famille noble, proscrite pour cause de religion, il profita du bénéfice des lois qui réintégraient les descendans des réfugiés dans les droits qu'ils avaient perdus. Il vint en France, se présenta à l'École des Ponts et Chaussées, où il fut admis dans le courant de mars 1790. Il y fit des progrès rapides, mérita les éloges de Prony, Lesage, Perronet, qui se plaisaient à rendre hommage à ses talens, et le proposaient pour modèle à leurs élèves. Ses cours achevés, il fut nommé officier de son arme: mais nous étions en 1792; l'Europe débordait sur la France; l'Assemblée avait déclaré la patrie en danger, Reynier quitta des épaulettes qui ne l'appelaient pas à la frontière. Il

entra dans le bataillon du Théâtre-Français et marcha comme simple canonnier à la rencontre de l'ennemi. Rappelé presque aussitôt par le directeur des fortifications qu'on élevait autour de la capitale, il fut employé comme ingénieur jusqu'à la fin d'octobre qu'il fut nommé adjoint aux adjudans-généraux de l'armée du Nord. Il fit en cette qualité le campagne de Belgique, assista à la bataille de Jemmapes, à celle de Nerwinde. et partagea cette longue suite de revers qu'entraîna la défection de Dumouriez. L'instruction avait fui : l'émigration, les défiances avaient éloigné les hommes capables; Reynier en devint d'autant plus précieux. Il fut fait chef de brigade, et attaché à l'état-major. C'était là que l'appelait son talent. Froid, réservé, peu propre à enlever la troupe, il était d'une aptitude rare aux méditations du cabinet. Personne ne concevait, ne disposait mieux un plan d'attaque, personne ne discutait mieux les chances d'une opération. La coupe, les accidens du terrain fixaient son attention d'une manière spéciale. Il sentait l'importance du champ de manœuvres, et mettait un soin particulier à le bien

choisir. Il n'en mettait pas moins à plier le soldat à la discipline. Il avait vu les merveilles qu'avait exécutées son courage, et les revers que l'insurbordination, le défaut d'habitude, avaient entraînés ; il résolut d'y remédier. Il exerça, organisa mieux la troupe, et vit bientôt les bandes indisciplinées des volontaires, aussi dociles, aussi fermes, que les vieilles demi-brigades avec lesquelles elles combattaient. Ces heureuses tentatives et les succès dont elles furent couronnées, lui méritèrent la confiance du général en chef, dont il devint bientôt l'ami, le confident. Il avait préparé les victoires qui avaient signalé son commandement à l'armée du Nord, il le suivit à celle de Rhin-et-Moselle, qui lui fut déféré après les désastres de Pichegru. En quel état la perfidie de ce général avait mis des troupes long-temps victorieuses! Battues sous les murs de Mayence, elles avaient été ramenées devant Landau, où les maladies et la misère achevaient de les consumer. Les caisses, les magasins, étaient également épuisés. Point d'habits, point de subsistances, point de solde. L'officier était pieds-nus comme le soldat; tous succom-

baient aux privations. Assurés de l'homme odieux qui s'était chargé de faire périr les braves qui s'immolaient à sa gloire, les Autrichiens restèrent paisibles tant qu'il présida à ces horribles funérailles. Mais il ne fut pas plus tôt rappelé, qu'ils se mirent en mouvement. Ils se flattèrent sans doute d'achever ce qu'il avait si cruellement ébauché, et rompirent un armistice inconcevable dans des circonstances qui le rendaient plus inconcevable encore. Accordée au milieu de la victoire, la cessation des hostilités était repoussée après la défaite, au moment où elle semblait indispensable pour secourir Beaulieu. Cette conduite paraissait étrange; mais ils marchaient, force était de se mettre en mesure. La chose n'était pas aisée; les transports étaient nuls; la cavalerie n'avait que quelques chevaux galeux; l'artillerie s'était vainement épuisée à reformer ses attelages.

Obligé de suppléer à cet affreux dénûment, Reynier sut trouver, assembler des ressources. Il mit à contribution le patriotisme des campagnes; il obtint des vêtemens, réunit des subsistances, attacha des bœufs aux pièces, et l'armée, dont il avait adouci la

misère, put enfin se porter sur Kayserlautern. Heureusement l'ennemi ne nous attendit pas. La victoire de Lodi s'était fait sentir sur les bords du Rhin; Wurmser fut obligé d'accourir au secours de Beaulieu. Jourdan s'était avancé sur la Sieg; les Autrichiens affaiblis, battus dans deux rencontres successives, avaient évacué le Palatinat. Ils ne conservaient plus sur la rive gauche que la position retranchée de la Rehute, en avant de la tête de pont de Manheim, et quelques postes autour de Mayence. On les suivit, on emporta une partie des ouvrages; on eût voulu franchir le fleuve et troubler le mouvement que le prince Charles dirigeait sur l'armée de Sambre-et-Meuse; mais on n'avait ni équipages de pont ni moyens de s'en procurer. On fut obligé de perdre un temps précieux à les chercher. Cette opération regardait plus spécialement le général Reynier; il mit à la préparer, une prévoyance, une habileté peu commune. Sans fonds, sans moyens, obligé de recourir au patriotisme qui lui avait déjà fourni des ressources abondantes, il sut l'animer, le stimuler, et lui arracher encore les sacrifices

qu'exigeait l'opération secrète qu'il méditait. Il s'adressa aux administrations, aux villages; demanda des bateaux aux unes, des nacelles aux autres, couvrit ces apprêts de mouvemens de troupes, d'artillerie, et groupant tout à coup à Strasbourg et à Gambsem les corps qui devaient tenter le passage du fleuve, il l'effectua avant que l'ennemi eût vent de son dessein. Le général Latour essaya de nous refouler sur la rive gauche; mais battu dans deux actions consécutives, il fut obligé de s'éloigner en abandonnant des prisonniers et une artillerie nombreuse.

A la nouvelle de ces revers, le prince Charles s'arrêta. Il chargea le général Vartensleben de suivre l'armée de Sambre-et-Meuse, et, rassemblant tout ce qu'il avait de forces disponibles, il accourut avec l'intention de reprendre en sous-œuvre ce que n'avait pu faire son lieutenant. Il ne fut pas plus heureux. Arrêté sur les bords de la Murg, obligé de céder le terrain et les villages où il s'était établi, il se retira dans l'espérance de reprendre, dans une action générale, les avantanges qu'il avait perdus. Il se déploya dans

la plaine qui sépare Malsch de Menkenstram, jeta des corps dans les montagnes du Rosenthal, et attendit les Français dans cette formidable position. Ils ne tardèrent pas à paraître. Leurs masses étaient moins épaisses, leur cavalerie ne s'élevait pas au quart de celle qu'ils avaient à combattre, mais le courage, de bonnes manœuvres, la nécessité de vaincre, suppléèrent aux forces qui leur manquaient, et fixèrent la victoire. Battus le 21 messidor, à Rosenthal, les Autrichiens le furent encore le 22 à Friedberg par l'armée de Sambre-et-Meuse. Hors d'état désormais de contenir les deux armées qu'il avait sur ses ailes, l'archiduc prit le parti de sortir de la position périlleuse où il s'était placé; il nous abandonna Stuttgard, et se retira sur le Danube. Reynier profita de sa retraite pour se mettre en relation avec le duc de Wurtemberg, le margrave de Baden, qu'il réussit à détacher de la coalition. Il ne fut pas moins heureux avec le cercle de Souabe, et parvint ainsi, par d'adroites ouvertures, à affaiblir une armée dont ses conseils et ses dispositions ne tardèrent pas à accroître les revers. Elle s'était retirée derrière les montagnes d'Alb, et se

flattait d'accabler les Français au moment où ils déboucheraient dans la plaine. Mais Reynier disposa les colonnes avec tant d'art, leur marche fut si bien coordonnée, si compacte, qu'elles culbutèrent l'archiduc, et le forcèrent, malgré l'obstination avec laquelle il revenait à la charge, à nous abandonner le champ de bataille. La défaite qu'il venait d'essuyer à Neresheim détermina le prince Charles à tenter un mouvement qui lui réussit. Il passa le Danube, rassembla tout ce qu'il avait de troupes lestes, aguerries, et profitant de la pénurie des Français, qui, dépourvus d'agrès, d'équipages de pont, ne pouvaient de sitôt tenter le passage du fleuve, il courut à la rencontre de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il la joignit, la culbuta devant Amberg. Il reporta aussitôt un corps de douze mille hommes d'élite sur la ligne qu'il venait de quitter et se mit sur les traces de l'armée battue. Il l'atteignit à Wurtzbourg, l'attaqua, la défit encore, et menaça les communications de celle qui s'étendait dans la Bavière. Latour avait déjà marché contre les corps qu'elle avait devant la tête de pont d'Ingolstadt. Culbuté à Gessenfeld, taillé en pièces à Freiseing, il avait re-

cueilli ses forces, et s'avançait de nouveau sur nous. D'une autre part, les garnisons que le prince Charles avait jetées dans les places qu'il conservait sur le Rhin, s'étaient réunies sur nos derrières. Le corps du Tyrol se portait sur la droite; notre position devenait critique. Moreau résolut néanmoins de tenter un dernier effort pour dégager l'armée de Sambre-et-Meuse. Il voulut à son tour donner des inquiétudes à l'archiduc sur ses derrières, et chargea le général Reynier de faire les dispositions qu'exigeait le mouvement. L'armée se rassembla vers Friedberg. Desaix passa le Danube; nos troupes s'avancèrent dans toutes les directions. Elles joignirent Latour, qui marchait à leur rencontre, le culbutèrent après un combat des plus vifs, et se répandirent jusqu'à Heidek. Mais rien n'arrivait par la route de Nuremberg; le prince Charles tirait tout de la Bohême; Desaix replia ses troupes, et la retraite de l'armée commença. Elle fut calme, sans désordre, telle qu'on pouvait l'attendre d'un homme froid, méthodique, comme celui qui en arrêtait les dispositions. En vain l'archiduc abandonnant les traces de l'armée de Sambre-et-

Meuse, qui précipitait sa marche sur Neuwied, essaya-t-il d'intercepter nos derrières; en vain le général Saint-Julien chercha-t-il à nous déborder sur la droite; l'armée regagna les bords du Rhin, sans perte, sans échec. Ni les troupes descendues du Tyrol, ni celles qui la pressaient de front ne purent l'entamer. Reynier, que la confiance de son chef avait en quelque sorte investi du commandement, régla, disposa les marches, les mouvemens, avec une sagacité, un ensemble, qui lui méritèrent des éloges universels. Mais cette confiance si pleine, si entière, ne tarda pas à lui devenir fatale. La conduite de Moreau excita des soupçons. On le blâma d'avoir long-temps tenu secrets des projets coupables, et de ne les avoir divulgués que lorsque la connaissance ne pouvait plus en être utile. Du général les accusations descendirent au chef d'état-major. On *refusa de* croire qu'il n'y eût pas complicité; *on ne* put se persuader que dans l'intimité où ils étaient ensemble l'un ne fût pas au courant des projets de l'autre. Reynier fut victime de cette fausse conviction, et mis à la réforme. Desaix, qui s'intéressait vivement à lui, ne put, malgré ses instances, faire révoquer une mesure aussi

rigoureuse (1). Bonaparte fut plus heureux; il le plaça au nombre des généraux qui devaient former son état-major, et lui fit expé-

(1) Paris, le 5 nivose an VI.

LE GÉNÉRAL DESAIX AU GÉNÉRAL DE DIVISION REYNIER.

Vous avez, mon cher général, de cruels ennemis; ils vous poursuivent partout, et sont parvenus à vous faire réformer. Vous sentez bien que j'ai eu l'attention de m'en faire instruire de bonne heure, et que j'ai remué ciel et terre pour empêcher cette injustice. J'ai vu le directeur Barras; je lui ai parlé d'une manière très vive et très serrée. Cela n'a rien produit; mais le général Bonaparte m'a dit que je pouvais être tranquille. Il vous a mis sur la liste des généraux, qui doit être présentée demain au Directoire, destinés à l'état-major avec moi; et j'espère que cet orage qui gronde sur votre tête se dissipera comme tant d'autres. Je suis désolé de ces persécutions que vos ennemis vous font éprouver; mais de la patience; ils se dissiperont, j'espère, comme les autres. Je vous préviens de tout cela parce qu'il est indispensable que vous ne vous éloigniez pas si vous recevez vos lettres de réforme. Dans peu de jours nous saurons s'il y a du remède ou s'il n'y a plus rien à espérer. Croyez, mon cher général, à tout mon zèle à faire tout ce qui pourra vous être utile, et à mon envie de servir avec vous; ainsi, attendez un peu. La Hollande va être organisée comme vous l'attendiez. Joubert, jeune, actif, y va commander comme général en chef; Lacroix y va comme ambassadeur. Le gouvernement jette ses regards de ce côté-là, et il espère y donner un gouvernement, et cela rapidement. Aussitôt que vous serez accepté, vous irez où vous voudrez, et Dunkerque sera de votre ressort, comme toutes

dier des lettres de service pour l'armée qu'il allait conduire en Orient.

---

nos côtes. Ainsi vous pourrez les voir, les parcourir, et réunir toutes les connaissances nécessaires.

Salut, mon cher général, bonne et vraie amitié.

DESAIX.

Avez-vous eu des nouvelles de Kléber?

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL REYNIER

SUR LES OPÉRATIONS

DE L'ARMÉE D'ORIENT,

OU

DE L'ÉGYPTE

APRÈS LA BATAILLE D'HÉLIOPOLIS.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

SUR L'ORGANISATION PHYSIQUE, MILITAIRE, POLITIQUE ET MORALE DE L'ÉGYPTE.

Plusieurs voyageurs ont déjà fait connaître l'Égypte, et Volney, mieux que personne, a donné des idées générales sur l'état physique et politique de ce pays; mais aucun d'eux n'était appelé, par les circonstances et par ses fonctions, à l'étudier sous des rapports militaires et administratifs. Ces connaissances sont néanmoins indispensables pour juger les événemens militaires et politiques dont elle a été le théâtre, et pour apprécier les grandes espérances que cette brillante expédition pouvait donner pour les progrès de la civilisation, les développemens qu'elle procurait au commerce de la France

dans l'Inde et la Méditerranée, et pour sentir enfin les causes de la perte de cette conquête.

Je vais esquisser quelques considérations générales sur cette organisation : distrait continuellement par des occupations militaires, je n'ai pu observer beaucoup de détails politiques; mais les savans qui ont partagé les fatigues de l'armée d'Orient, et qui ont dû à ses travaux de pouvoir s'occuper entièrement de recherches intéressantes, les feront connaître. Mon but, en ce moment, est de donner aux lecteurs qui ne connaissent pas l'Égypte, un aperçu de son organisation, considérée sous les rapports de sa défense et de l'état politique des habitans.

ORGANISATION PHYSIQUE.

L'Égypte est comme isolée du reste de la terre par des obstacles naturels : séparée de l'Asie par des déserts, un petit nombre de lieux bas, où l'on trouve de l'eau saumâtre, déterminent la route qu'une armée peut prendre pour venir l'attaquer. La côte plane de l'Égypte sur la Méditerranée, et les bouches du Nil, embarrassées par des bancs de sable, permettent seulement de débarquer sur quelques points connus. Bornée à l'ouest par des déserts immenses, elle est seulement exposée, de ce côté, aux émigrations des tribus arabes de la Barbarie. Séparée de la mer Rouge par un désert, elle craint peu d'être attaquée de ce côté : ses deux ports sur cette mer, n'offrent aucune ressource; à

peine peut-on s'y procurer de l'eau; les vivres et les chameaux nécessaires pour passer le désert y doivent être envoyés d'Égypte.

Deux chaînes de montagnes arides bordent le Nil dans la Haute-Égypte; elles laissent entre elles une vallée de quatre à cinq lieues de largeur, dans laquelle le fleuve coule, et qu'il couvre lors de ses débordemens périodiques. C'est la seule partie cultivée et habitée. La chaîne orientale, qui sépare le Nil de la mer Rouge, est la plus élevée; elle se termine au bord de la vallée par un escarpement, qui, dans beaucoup d'endroits, a l'apparence d'une muraille fort élevée, interrompu de distance en distance par des ravins, ou quelques vallons étroits formés par les torrens éphémères de l'hiver, et qui servent de route pour gravir ces montagnes. La chaîne occidentale, qui sépare la vallée du Nil de celle des Oasis, se termine généralement en pente douce; elle devient cependant plus escarpée vers Siout; et depuis le coude que forme le Nil vers Keneh, elle est taillée à pic, ainsi que la chaîne orientale jusqu'à Sienne, où les montagnes s'élèvent davantage et ne laissent qu'un passage étroit aux eaux du fleuve.

Près du Caire, ces deux chaînes s'écartent: l'orientale se termine vers l'extrémité de la mer Rouge, sans présenter aucune apparence de liaison avec les montagnes de l'Arabie, qui se terminent de même. (1)

(1) La manière dont se terminent les deux chaînes qui bor-

L'occidentale s'abaisse aussi vers le Fayoum, prend, près du Caire, sa direction vers le nord-ouest, ensuite à l'ouest, où elle forme la côte de la Méditerranée. Les rochers qu'on trouve vers Alexandrie et Aboukir, paraissent une île qui a été détachée de cette chaîne.

Dans l'espace compris entre ces deux chaînes et

---

dent la mer Rouge, et les terrains bas qui forment une espèce de vallon dans l'isthme de Suez, vallon bordé par des dunes jusqu'au pied des montagnes, particulièrement du côté de l'Asie, porteraient à penser que, dans les temps anciens, le détroit réunissait les deux mers, qu'il a comblées par des sables que les courans opposés y devaient accumuler, et par les attérissemens formés aux embouchures du Nil. Une révolution qui doit avoir changé le niveau de la Méditerranée, puisqu'elle est de vingt-cinq pieds plus basse que la mer Rouge, peut avoir contribué à la première formation de l'isthme, qui ensuite a été beaucoup augmentée par les alluvions du Nil.

Les dunes de sables mouvans s'étendent, comme on le verra sur la carte, depuis Abousouk et Bir-Deodar, jusqu'au-delà d'El-Arich; elles occupent tout l'espace compris entre la Méditerranée et les montagnes de l'Arabie Pétrée, dont elles couvrent la base. Les vents, assez réguliers dans ce pays, ont fait prendre à toutes les dunes la même direction; elles vont généralement du nord-ouest au sud-est, et sont séparées par de petits vallons; ce n'est que dans les plus bas, situés ordinairement au pied des dunes les plus élevées, qu'on trouve de l'eau en creusant le sable à quelques pieds de profondeur; les palmiers qui y croissent en sont toujours l'indice. Ces sables mouvans et l'inégalité des dunes, rendent les marches très pénibles, et sont le plus grand obstacle au passage du désert par une armée.

la mer, est la plaine de la Basse-Égypte, formée en grande partie par les alluvions du Nil : elle est coupée par les branches de ce fleuve et par de nombreux canaux d'irrigation.

Les sept branches par lesquelles le Nil se dispersait autrefois dans le Delta, pour aller se jeter dans la mer par sept embouchures, sont actuellement réduites à deux principales, celle de Rosette et celle de Damiette. Quelques canaux navigables une partie de l'année sont les restes encore existans des autres branches. Le canal de Moez est l'ancienne branche Tanitique; celui d'Achmoun, la Mendesienne : leurs embouchures se retrouvent encore à Omfaredje et à Dibeh, au-delà du lac Menzaleh. Les canaux de Karinen et de Tabanieh, qui tombent dans la mer à Bourlos, sont l'ancienne branche Sebennitique.

On trouve moins de traces des branches Pélusiaque et Canopique, qui, rapprochées du désert, donnaient plus de développement au Delta; cependant celles de la Pélusiaque sont bien prononcées dans la province de Charkieh, et on retrouve son embouchure à Tineh, vers les ruines de Péluse.

Il est probable que lorsqu'elles existaient toutes ensemble, ces branches recevaient un volume d'eau à peu près égal. La répartition inégale des eaux, des canaux dérivés mal à propos ou mal entretenus, et diverses autres causes, ont pu diminuer leur volume dans l'une de ces branches; alors l'équilibre a été rompu à l'embouchure; les eaux de la mer ont

remonté dans le lit du fleuve, ont refoulé les eaux douces, et se sont mêlées avec elles. Leur salure a dû nuire à la culture des terres arrosées par les branches du fleuve où elles ont pénétré : l'abandon de ces terres en a été l'effet; l'inculture a augmenté tant que l'ignorance de la cause ou l'intérêt des cantons plus favorisés, ont empêché de rétablir l'équilibre, et réciproquement l'entretien des canaux a été abandonné à mesure que la population qui en cultivait les rives est allée s'établir dans des contrées plus fertiles.

On observe quelquefois cet effet sur les branches de Rosette et de Damiette; lorsque la rupture de quelques digues ou d'autres circonstances augmentent le volume d'eau d'une des branches aux dépens de l'autre, la mer pénètre dans celle-ci, imprègne les terres de sel, et force d'abandonner la culture, jusqu'à ce que l'équilibre étant rétabli, les eaux douces aient pu les laver suffisamment pour les rendre fertiles.

D'autres causes ont encore contribué à détruire la branche Pélusiaque; les Croisés, en ruinant et brûlant la ville de Péluse, ainsi que les principales villes de ce canton, déterminèrent les habitans à fuir cette province frontière, exposée à tous les malheurs de la guerre. La branche Pélusiaque ne fut plus entretenue; les riverains des autres branches, toujours avides de s'emparer des eaux du Nil, les détournèrent; les eaux de la mer remontèrent dans cette branche, les terres abandonnées s'imprégnè-

rent de sel, et des cantons considérables devinrent déserts et stériles.

On ne peut douter que la Basse-Égypte n'ait dû son existence, en grande partie, aux alluvions du Nil. Les troubles que le fleuve ne déposait pas sur ses rives, devaient s'en séparer à l'endroit où les mouvemens opposés du fleuve et de la mer étaient en équilibre. Ces dépôts y ont formé une barre ou banc de sable, que les divers mouvemens des eaux ont dû étendre à droite et à gauche : augmentés successivement par l'action des vents et des eaux, ils ont dû former la chaîne de dunes et de bancs de sable qui existe entre les diverses embouchures.

Ces bancs ont pu rester long-temps séparés des attérissemens directs du fleuve, par des intervalles ou lacs formés par les eaux de la mer, mais qui recevaient celles du fleuve lors des débordemens : ces lacs ont pu diminuer, à mesure que les attérissemens se sont augmentés et ont comblé leurs communications avec la mer.

Comme le limon est déposé naturellement dans les endroits les plus voisins du fleuve, ses rives ont dû s'exhausser les premières. Les attérissemens ont été plus tardifs dans les parties éloignées, et il s'est conservé des lacs vers les côtes les plus distantes des points où le Nil se séparait en plusieurs canaux; aussi, dans tous les temps il a existé des marais près de Péluse, et le terrain du lac Maréotis est resté fort bas.

Les alluvions du Nil devaient remplir ces lacs,

étendre encore la Basse-Égypte, et suivre leur disposition à envahir sur la mer; mais elle lutte continuellement pour arrêter ces conquêtes. Les atterissemens du Nil sont peut-être arrivés à une période où ils ne peuvent gagner d'un côté qu'en perdant de l'autre. On observe que depuis plusieurs siècles les terrains envahis par la mer sont plus considérables que les attérissemens. On peut même prévoir que si des ouvrages d'art ne dirigent pas le travail de la nature; si on laisse le volume des eaux se disperser, et les branches principales s'élargir; si on n'entretient pas l'équilibre des eaux aux embouchures, la mer enlevera de nouveaux terrains à la culture, au lieu d'en céder. C'est le sort qui menace l'Égypte, si elle reste entre les mains d'un peuple ignorant.

Lorsque, comme nous l'avons vu ci-dessus, la diminution du volume des eaux dans une branche, permet à celles de la mer d'y remonter, ces dernières se répandent dans les lieux bas, et dans les lacs voisins du fleuve; leurs mouvemens, aidés quelquefois par les orages qui élèvent momentanément les eaux de la mer, ont pu étendre ces lacs, détruire les attérissemens qui les séparaient des branches du fleuve, et faire abandonner la culture des terres imprégnées de leur salure.

C'est ainsi qu'on peut expliquer la formation des lacs marécageux et peu profonds qui existent vers les côtes d'Egypte. Le plus considérable, le lac Menzaleh, a envahi une grande partie du terrain

qu'arrosaient les branches Pélusiaque, Tanitique et Mendésienne; le lac Bourlos est vers l'embouchure de l'ancienne branche Sébennitique et des canaux dérivés de la branche de Rosette; le lac de Maadieh est vers l'ancienne bouche de Canope. Le lac d'Edko, nouvellement formé pendant l'inondation de l'an IX, a été causé par l'ouverture du canal de Deyrout, ordonnée légèrement par le général Menou : les eaux répandues en abondance dans les terrains bas, se sont frayées, à travers les dunes, une communication avec la mer. Après l'inondation, lorsque le niveau des eaux douces a baissé, elles n'ont plus eu d'écoulement par le canal qu'elles avaient formé près de la Maison carrée; la mer y a pénétré et a formé ce nouveau lac.

Le lac Mareotis était trop éloigné du fleuve pour être comblé par ses attérissemens; les travaux pour le canal destiné à conduire les eaux à Alexandrie, et ensuite le défaut d'entretien des canaux du Bahireh, qui s'y écoulaient, en ont écarté les eaux du Nil, et sa communication avec la mer ayant été fermée, l'eau s'en est évaporée. Il était à sec depuis long-temps; mais une vase salée et un sable mouvant, imbibés en hiver par les eaux de pluie et par celles de l'inondation qu'y portent encore quoiqu'en petite quantité les canaux du Bahireh, le rendaient marécageux une grande partie de l'année. Les Anglais ayant coupé pendant la dernière campagne la digue du canal d'Alexandrie (1) qui le sépare du lac

(1) Cette opération des Anglais sépare presque entièrement

Maadieh, il a été rempli de nouveau par les eaux de la mer. Ce lac s'étend dans un vallon parallèle à la mer, et qui n'en est séparé que par un coteau dont la largeur, dans quelques endroits, n'est pas de cinq cents toises; il dépasse la Tour des Arabes.

Il existe aussi quelques lacs formés par le superflu des eaux d'inondation, qui se répandent dans des endroits bas où elles n'ont aucun écoulement, et se dissipent par l'évaporation. Tels sont ceux de Fayoum, du Grarak, de Birket-El-Hadji, l'Ouadi-Tomlat, et ceux nommés Krah, par lesquels passait le canal de Suez: ces derniers ne reçoivent les eaux que lors des grandes inondations.

Outre les branches ou canaux principaux dont nous venons de parler, la Basse-Egypte est coupée par un nombre considérable de canaux d'irrigation, dérivés des grandes branches. Les eaux de l'inondation, conduites dans ces canaux et retenues par des digues dans divers arrondissemens, arrosent d'abord les terrains supérieurs, et après avoir servi successivement à fertiliser plusieurs cantons, s'écoulent dans les lacs ou dans la mer.

La crue du Nil commence au solstice d'été; il acquiert sa plus grande élévation à l'équinoxe d'au-

---

Alexandrie du reste de l'Égypte, la coupure du canal la prive d'eau du Nil, et causera la ruine de cette ville si on ne le répare promptement: mais les Turcs sont-ils en état de faire un travail si considérable sans le secours des Européens? Leur gouvernement destructeur s'en occupera-t-il vivement? et voudra-t-il faire des sacrifices pécuniaires suffisans.

tomne, reste quelques jours étalé et diminue ensuite. Les eaux s'écoulent plus lentement qu'elles n'ont monté; au solstice d'hiver, le fleuve est déjà très bas, mais il reste encore de l'eau dans les grands canaux : à cette époque les terres sont mises en culture, et bientôt après deviennent praticables.

Les grands canaux d'irrigation commencent à se remplir à la fin de thermidor. Toute l'Égypte est inondée en vendémiaire. Les eaux s'écoulent plus ou moins rapidement dans différens cantons. Généralement les communications se rouvrent, pour les hommes à pied, à la fin de brumaire. Les terrains bas et les canaux sont encore remplis d'eau et de vase : ils se sèchent en frimaire. A cette époque, plusieurs canaux principaux sont encore impraticables pour un corps de troupes et pour l'artillerie, parce que les eaux y sont trop basses pour y faire usage de bateaux et la boue trop tenace pour les passer à gué. Comme en Egypte les ponts et les digues sont fort rares, et qu'aucune route n'est tracée pour les grandes communications, on ne peut bien traverser le Delta que dans le mois de pluviose.

Ces époques avancent ou retardent de quinze jours, même un mois, selon l'élévation de la crue du Nil; mais on peut établir en général que la Basse-Egypte n'est praticable, dans tous les sens, que depuis les premiers jours de ventose jusqu'à la fin de thermidor; les grandes branches seules conservent de l'eau, et on y trouve toujours des bateaux pour

le passage. Les cantons qui reçoivent l'eau par des canaux dérivés, après l'inondation des terres supérieures, sont praticables plus tard : telle est une partie de la province de Charkieh.

D'après cet aperçu, les opérations de la guerre ne sont possibles que pendant sept mois dans la Basse-Egypte. Le reste de l'année, on peut bien marcher sur la lisière du désert; mais les villages qui le bordent sont hors d'état de fournir les subsistances nécessaires à une armée qui manque de tout, après un passage de désert; et de là on ne peut point communiquer avec les villages de l'intérieur, pendant vendémiaire, brumaire et frimaire. Ainsi à cette époque, et même pendant les deux autres mois de l'inondation du reste de l'Egypte, il n'est guère possible d'entreprendre, sur cette frontière, que des opérations partielles. (1)

De même une armée qui, ayant débarqué sur les côtes, voudrait à cette époque agir dans l'intérieur de l'Egypte, ne pourrait le faire que par eau : elle aurait cependant quelque avantage à arriver dans cette saison, si elle voulait se borner à faire des établissemens sur quelques points de la côte, où

(1) Les lacs de l'Ouadi-Tomlat, qui ont été remplis pendant l'inondation extraordinaire de l'an IX, contenaient trop d'eau pour que l'évaporation pût les mettre à sec pendant l'été; et si l'armée n'avait pas été attirée sur les côtes par le débarquement des Anglais, l'existence de l'eau dans ces lacs aurait changé les opérations militaires sur la frontière de Syrie.

elle pût difficilement être attaquée, afin d'y rassembler ses moyens pour agir dans la belle saison.

L'armée qui aurait à défendre l'Egypte serait aussi gênée, pour ses opérations, pendant l'inondation; une partie de ses mouvemens ne pouvant s'effectuer que par eau, ils seraient fort lents et fort difficiles; il est même quelques points de la côte où elle ne pourrait se rassembler qu'avec beaucoup de peine, s'ils étaient inopinément attaqués.

SYSTÈME DE GUERRE ADOPTÉ PAR LES FRANÇAIS.

Telle est la charpente et l'organisation physique de l'Egypte. Nous ne nous arrêterons pas à considérer son influence sur la conduite de la guerre, non plus que sur les diverses manières d'attaquer, de défendre et de fortifier ce pays, relativement à la tactique et aux moyens militaires des nations voisines, cela nous jetterait dans trop de détails. Nous allons seulement examiner le système de guerre et de fortification que les [redacted] ont adopté.

Lorsque les Français [redacted] t en Egypte, tout y était nouveau p[redacted] mat, tactique des mameloucks, mœurs [redacted], etc., etc. Ils avaient à combattre, non seul[redacted] a force armée du pays, les mameloucks, mais au[redacted] les Arabes et les cultivateurs. En travaillant à s'établir et à se fortifier contre les ennemis intérieurs et extérieurs,

il fallait se créer des ressources en tout genre, s'attacher la nation et la civiliser. Bonaparte eut bientôt saisi le système qu'il convenait d'adopter.

L'Egypte n'offre point ces lignes naturelles de défense, ces chaînes de montagnes ou ces rivières qui, en Europe, déterminent les systèmes de fortifications, d'attaque et de défense d'un pays. Elle n'a pas de ces postes dont la possession entraîne celle d'une province. La côte étendue et plane de la Méditerranée, est bien accessible partout pour les petites chaloupes; mais il n'est que peu de points propres à opérer un grand débarquement; dans un seul les vaisseaux peuvent trouver un abri contre les vents, et s'approcher assez de la côte pour soutenir les troupes. L'ennemi, une fois établi, peut, hors la saison de l'inondation, pénétrer facilement dans le pays. Tout est ouvert devant lui, rien ne l'oblige à s'arrêter, s'il n'est pas retenu dans sa marche par quelque corps d'armée qui occupe les points resserrés entre le Nil et les lacs. Des fortifications pour défendre le passage des bouches du Nil peuvent seules le gêner dans ses opérations; mais elles ne sont rien [redacted] ection d'une armée.

Le passage [redacted] Syrie a nombre de difficultés; la r[redacted]rminée par les lieux où l'eau se trouv[redacted]e de ces points peut être occupée et f[redacted], mais ils peuvent aussi être tournés par le[redacted] corps de cavalerie qui composent les armées turques, aidés par de grands moyens de transports. Ces premières difficultés surmontées,

l'Égypte est entièrement ouverte du côté du désert. Les places qu'on pourrait y construire n'arrêteraient pas l'ennemi, parce qu'il n'y a pas de route tracée par la nature et par l'art.

Si les Turcs, seuls ennemis dont l'armée d'Orient pût alors prévoir l'attaque, pénétraient dans l'intérieur du pays, le fanatisme devait faire soulever les habitans. Ils y auraient trouvé des auxiliaires, des subsistances et toutes les ressources que le pays aurait alors refusées à l'armée française; ce n'était qu'avec une armée qu'on pouvait s'y opposer.

Toutes ces considérations déterminèrent à adopter pour principe, que l'Égypte devait être défendue par une armée plutôt que par des fortifications qui, d'après l'état physique du pays et l'espèce d'ennemis qu'on avait à combattre, ne pouvaient avoir sur la campagne une influence suffisante.

Cependant la difficulté des transports en Égypte, le genre de nourriture des habitans, auquel les Français ne pouvaient encore s'habituer, et le besoin de réunir d'avance des subsistances sur des points où l'armée aurait à se rassembler, exigeaient qu'on y formât des [illegible] comme devanes et de munitions. Il était nécessaire [illegible]rtifications p[illegible]ôts fussent à l'abri des attaques des Arlacée à l'ou[illegible]les des habitans du pays et des partisieu où ce fl[illegible]u'à cet effet, ils fussent fortifiés, susceptibles [illegible]mme défendus par de petites garnisons, et peu multipliés, afin que l'armée ne fût pas affaiblie. Il convenait cependant que deux de ces postes, qui se trouvaient placés sur

l'extrême frontière, fussent suffisamment forts pour résister aux attaques de l'ennemi, en attendant la réunion de l'armée. La surveillance nécessaire dans l'intérieur du pays, pour le gouverner et maintenir la tranquillité, exigeait encore des postes fortifiés, capables d'imposer aux habitans, et de servir de retraite aux détachemens français, dans les cas d'insurrection générale ou d'attaque formée par des partis ennemis supérieurs.

Bonaparte détermina, d'après ces principes, le centre des opérations et des dépôts de l'armée, les postes extrêmes et les postes intermédiaires : il établit aussi sur le Nil une marine capable de protéger les mouvemens et les transports.

FORTIFICATIONS CONSTRUITES PAR LES FRANÇAIS.

Les travaux de fortifications furent fort difficiles à organiser ; méthodes de construction, moyens d'exécution et de transport, tout était différent [illegible] bois manquait absolu- gasins de vivr[illegible] que ces dép[illegible] ; on en avait perdu un abes, de ce[illegible] e : il fallut établir des ate- ennemis ; q[illegible] es soldats, épuisés par le cha[illegible] d'être [illegible] at, fatigués de courses continuelles, [illegible] mal nourris, privés entièrement de liqueurs fortes, pouvaient difficilement être employés à ces travaux ; et, malgré les prix excessifs

qu'on leur promettait, ils n'y mettaient aucune activité.

Les Égyptiens, étonnés et effrayés du changement de domination, venaient avec peine travailler à ces ouvrages ; les bons traitemens et un paiement exact, qu'ils n'obtenaient jamais sous leur ancien gouvernement, les y déterminèrent, quoique lentement ; mais ils ne purent jamais être employés qu'aux travaux les plus grossiers, et s'accoutumèrent difficilement à l'usage des machines et des outils européens, qui ménagent à la fois le temps et les forces de l'homme. La pénurie d'outils et d'ouvriers, ainsi que celle des finances, nuisit toujours aux fortifications ; cependant elles s'élevèrent partout avec une rapidité qui surprit les Égyptiens, et fit sur eux une grande impression.

En même temps qu'on élevait ces ouvrages, on avait à résister aux attaques des ennemis et des habitans : il fallut, pour cette raison, les conduire de manière à ce qu'ils fussent promptement en état de défense, et l'on profita, partout où cela fut possible, des constructions anciennes ; mais tous ces ouvrages furent tracés comme devant entrer dans le système général des fortifications permanentes.

La ville du Caire, placée à l'ouverture de la vallée du Nil, près du lieu où ce fleuve se divise, se présente naturellement comme le centre de toutes les opérations militaires, ainsi qu'elle est celui du gouvernement et du commerce : aussi fut-elle choisie pour être le lieu de rassemblement

d'où l'armée pourrait se porter sur les frontières attaquées.

L'opinion en quelque sorte superstitieuse des habitans du pays, qui, dans toutes les guerres, et les dissensions civiles, regardent le parti qui occupe cette capitale comme le maître de l'Égypte, devait encore déterminer à ce choix.

Cette ville est trop étendue, et contenait une population trop considérable, pour qu'on pût penser à la fortifier et à la défendre; on occupa seulement les points qui la dominaient. On tira le parti le plus ingénieux de l'ancien château; et du chaos de ces vieilles constructions, s'éleva une citadelle susceptible d'être défendue par un petit nombre de troupes, dont l'artillerie et la position commandaient la ville du Caire, et imposaient aux habitans. D'autres petits forts furent construits autour de la ville, vers les quartiers éloignés de la citadelle, pour défendre, avec de faibles garnisons, quelques établissemens.

Il fallait aussi, au centre des opérations militaires, un dépôt nécessaire à l'armée, et des ateliers particulièrement pour l'artillerie; ces établissemens devaient être sur les bords du Nil pour la facilité des transports. Gizëh fut désigné; et, pour le fortifier, on profita d'une enceinte que Mourâd-Bey avait fait construire.

Après avoir déterminé le centre des opérations de l'armée, et les moyens de conserver ce point important pour la possession de l'Égypte, il fallut

s'occuper de la défense d'un autre point plus intéressant pour l'armée française, du port de mer qui contenait sa marine, presque tous les magasins, et par lequel elle pouvait recevoir des secours.

L'influence militaire d'Alexandrie, comme place de guerre, est à peu près nulle. Cette ville, isolée par un désert, est presque regardée comme étrangère par les habitans : on peut posséder toutes les terres cultivées sans avoir besoin de cette ville, tandis qu'elle ne pourrait que difficilement exister sans l'eau du Nil et les vivres de l'Égypte ; mais, comme port de mer excellent, et le seul qui existe sur la côte, Alexandrie en est vraiment la clef. Aucune opération maritime ne peut être bien consolidée sans sa possession ; c'est là que se fait le principal commerce, parce que les boghaz de Rosette et de Damiette ne peuvent être franchis que par de petits bâtimens.

C'est près d'Alexandrie qu'est la rade d'Aboukir, dangereuse seulement lors des vents du nord et de nord-est : c'est aussi au fond de cette rade qu'est le point de la côte le plus favorable pour débarquer.

Toutes ces raisons déterminèrent à fortifier Alexandrie, et à augmenter d'autant plus les défenses de cette place, qu'elle était la seule exposée à l'attaque des troupes européennes. Mais ces fortifications exigeaient beaucoup de temps, de main-d'œuvre et des travaux considérables. L'armée ne pouvait, sans s'affaiblir, y laisser une forte garnison, et cependant la défense de la

ville et du port embrassait un développement immense ; tout le terrain environnant était couvert d'anciennes constructions et de montagnes de décombres. On tira parti d'une portion de l'enceinte construite par les anciens Arabes, du Phare, etc., pour former une ligne de défense qu'on fit flanquer par des redoutes tracées sur des montagnes de décombres très dominantes, et que dans la suite on convertit en forts revêtus. Ces travaux, poussés avec autant de rapidité que le peu de moyens disponibles le permettaient, eurent bientôt une apparence extérieure assez formidable, mais en effet, furent toujours très faibles.

Une vieille mosquée, bâtie sur l'île ou rocher du Marabou, fut convertie en fort ; elle servit à défendre l'anse où l'armée avait opéré son débarquement, et la passe occidentale du port vieux d'Alexandrie.

Le vieux château d'Aboukir fut réparé et armé ; il servit de batterie de côte ; achevé, il aurait formé un réduit capable de résister jusqu'à l'arrivée de l'armée, si l'ennemi avait débarqué dans le fond de la rade.

Les autres points importans de la côte étaient les deux bouches du Nil : on s'occupa de leur défense. Les villes de Rosette et de Damiette étaient trop grandes et trop peuplées pour être converties en postes militaires ; elles étaient trop éloignées de l'embouchure pour en défendre l'entrée, et les bâtimens de guerre postés en dedans du boghaz ne pouvaient le défendre efficacement, s'ils n'étaient

protégés par des feux de terre. Un ancien château, situé à une demi-lieue au-dessous de Rosette, fut réparé et armé; on le nomma le fort Julien. Au-dessous de Damiette, dans l'endroit le plus resserré de la langue de terre qui sépare le Nil du lac Menzaléh, sur l'emplacement du village de Lesbéh, on construisit un fort. Ce fort, appelé Lesbéh, commandait le Nil, et aurait arrêté l'ennemi si, après avoir débarqué sur la plage à l'est de l'embouchure, il avait voulu marcher sur Damiette. Il était cependant trop éloigné du boghaz pour protéger les bâtimens chargés d'en défendre l'entrée : deux tours anciennement construites sur les deux rives, furent réparées et armées.

Il restait encore quelques points de la côte qu'il était nécessaire d'occuper, tels que les bouches de Bourlos, Dibéh et Omm-Faredje; mais on ne put y travailler que dans les derniers temps. On y construisit des tours couvertes d'un glacis, et armées de quelques pièces d'artillerie; elles furent en outre défendues par des bâtimens armés.

Un poste intermédiaire entre le fort Julien et Aboukir était utile pour protéger la communication avec Alexandrie, et augmenter la surveillance sur la côte la plus menacée; pour cet effet, un ancien kervan-serai, nommé la Maison carrée, fut converti en poste militaire; ce poste défendit aussi la bouche du lac d'Edko, qui s'est ouverte près de là.

Il était nécessaire d'avoir, pour les opérations de

l'armée sur la côte, un centre d'action, un dépôt de vivres et de munitions. On choisit pour cet effet, près de Rahmanieh, l'endroit où le canal d'Alexandrie sort du Nil; on y construisit une redoute, et des magasins y furent formés. Si le Caire était le centre des opérations pour toute l'Egypte, Rahmanieh pouvait l'être pour les côtes; un corps de réserve se serait porté rapidement de là sur le point menacé entre Bourlos et Alexandrie. S'il était nécessaire de réunir toute l'armée, les corps pouvaient s'y rendre des différentes parties de l'Egypte, et de là marcher ensemble aux ennemis. De Rahmanieh, il faut trois jours pour aller à Damiette, en traversant le Delta; quatre jours suffisent pour aller par le Delta de Rahmanieh à Salehieh, sur la frontière de Syrie. Des routes, des ponts et des digues, construits dans cette direction, auraient pu rendre cette communication praticable pendant toute l'année.

Sur la frontière de Syrie, Belbéis et Salehieh furent choisis pour postes extrêmes: on voulut d'abord en faire de grandes places, mais les difficultés qu'on éprouvait à conduire des travaux considérables avec peu d'outils et d'ouvriers y firent renoncer. On en forma des postes de dépôts; et Salehieh, qui se trouvait sur la lisière des terres cultivées, vers le désert, dut être le plus considérable.

La campagne de Syrie développa les projets sur la défense de cette frontière; on pensa que le meil-

leur système était d'occuper, dans le désert, les principales stations. L'ancien château d'El-A'rych, placé presqu'à l'extrémité du désert vers la Syrie, fut choisi pour être occupé et fortifié; on construisit à Catieh un poste intermédiaire.

Le vallon d'El-A'rych est tellement placé qu'une armée qui veut marcher de Syrie en Egypte doit nécessairement s'y arrêter, afin de réunir les moyens indispensables pour passer le désert. Une place construite à El-A'rych aurait bien certainement couvert l'Egypte, aurait même donné une attitude menaçante, si elle avait été placée de manière à commander tous les puits; si on avait pu y entretenir une garnison suffisante pour s'opposer à tout établissement dans le vallon; si les ouvrages avaient pu être assez promptement perfectionnés pour résister jusqu'à l'arrivée des secours; si elle avait pu être assez bien approvisionnée non seulement pour soutenir un long blocus, mais pour fournir aux besoins de l'armée qui serait venue la secourir, et poursuivre les ennemis en Syrie. Mais tout cela n'était pas; les constructions étaient fort lentes au milieu d'un désert où tout manquait; la mer n'étant pas libre, les vivres portés à dos de chameau suffisaient à peine pour une garnison très faible; l'ennemi pouvait s'établir dans le vallon d'El-A'rych, y trouver de l'eau pour son armée et en faire le siége, ou contenir avec peu de troupes sa faible garnison, tandis qu'il agirait en Egypte. Les travaux commencés n'étaient pas terminés, et ce poste

était peu fortifié lorsque l'armée du visir vint l'assiéger dans le courant de nivose an VII ; une manœuvre diplomatique et une surprise le livrèrent avant que l'armée française pût marcher à son secours.

Après la victoire d'Héliopolis, l'armée, obligée d'aller assiéger le Caire, ne put poursuivre le visir jusqu'à El-A'rych, et faire de ce fort un établissement solide, ou le détruire entièrement. On réfléchit ensuite que ces postes dans le désert étaient fort difficiles à entretenir et à fortifier convenablement ; qu'ils forçaient à diviser l'armée ; que plusieurs routes qu'on avait reconnues et qui les tournaient, pouvaient servir à des armées composées particulièrement de cavalerie, comme celles des Turcs, ou du moins à leurs partis, pour se répandre dans l'intérieur de l'Egypte, pendant que l'armée française serait divisée sur plusieurs points ou les attendrait dans le désert. On se rappela qu'avec les armées turques il importait toujours de se ménager l'offensive ; que pour traverser le désert en corps d'armée, elles devraient nécessairement réunir des moyens à Catiëh et y séjourner, et qu'on aurait beaucoup d'avantage à s'y porter pour leur livrer bataille ; ou si cela n'était pas possible, à les combattre avec l'armée réunie, lorsque, fatiguées du passage du désert, elles seraient près d'atteindre les terres cultivées.

On revint donc à peu près au premier projet. Catiëh forma un poste assez fort pour résister

avec une faible garnison, en attendant l'arrivée de l'armée, et pour contenir les vivres qui lui seraient nécessaires pendant ses opérations dans le désert. Belbeis servit de dépôt intermédiaire entre Salehieh et le Caire.

On construisit dans l'intérieur, à Menouf, Miit-Khramer, Mansoura, etc., quelques postes pour protéger la navigation du Nil, contenir les habitans du pays, et servir de dépôts intermédiaires.

On établit aussi un poste à Souez; les travaux y éprouvèrent presque autant d'obstacles qu'à El-A'rych, parce qu'il fallait tout y porter par le désert; les fortifications qu'on y entreprit suffisaient pour protéger, contre les Arabes, les établissemens qu'on voulait y former; mais on pouvait d'autant moins songer à défendre Souez contre une attaque sérieuse, que celle-ci ferait probablement partie d'une invasion générale, qui empêcherait d'y envoyer des secours. D'ailleurs Souez tirant ses vivres de l'Égypte, et n'ayant pas de marine, il n'y avait aucun inconvénient à l'abandonner pendant quelque temps.

Son organisation isole en quelque sorte la Haute-Égypte des grandes opérations de la guerre, et la réduit à être le théâtre des dissensions intestines. L'arrivée par Cosséir de troupes étrangères peut seule la faire sortir de ce rôle; mais ces troupes ne peuvent traverser le désert que lorsqu'elles sont favorisées par des intelligences dans l'intérieur. Du temps des mamelouks, les partis chassés

du Caire et les mécontens se retiraient dans la Haute-Égypte ; aussitôt qu'ils s'étaient assez rétablis et organisés, ils cherchaient à se rapprocher ; le parti dominant venait alors les combattre : cette longue vallée dans laquelle descend le Nil, était le champ de bataille. Les Français eurent, sous la conduite du général Desaix, une pareille guerre avec Mourâd-Bey ; ils soumirent bientôt toute la Haute-Égypte, et dissipèrent presque entièrement les mamelouks ; mais ce bey, qui connaissait tous les vallons et toutes les routes du désert, parvint toujours à s'échapper, suivi d'un petit nombre de cavaliers excellens, quoique accablés de fatigue. (1)

On croyait d'abord n'avoir besoin, dans la Haute-Égypte que de quelques postes militaires pour protéger la navigation du Nil, contenir les habitans du pays, et conserver les magasins de vivres et de munitions. Cependant l'arrivée d'un corps

(1) Lorsque ce bey était poursuivi très vivement, il entrait dans un de ces vallons, et paraissait s'enfoncer dans le désert ; mais dès qu'il y avait attiré les Français, il dispersait sa troupe, afin qu'on ne pût pas en reconnaître les traces ; elle se rendait au travers des montagnes dans un autre vallon, où elle se réorganisait pour descendre dans la vallée du Nil. Mourâd-Bey reparaissait ainsi dans les lieux où les Français ne l'attendaient pas ; il prenait des vivres dans les villages, et recommençait la même manœuvre chaque fois que les Français, ayant découvert sa retraite, marchaient contre lui : quoique attaqué souvent à l'improviste, et même surpris dans ses camps, il réussit toujours à les éviter.

d'Arabes Mekkins, venus par Cosséir, fit sentir la nécessité d'occuper ce port; aussitôt qu'on eut réuni des moyens suffisans, on s'y établit, et on fortifia un ancien château. Kenëh, qui est sur le Nil au débouché du Cosséir, fut choisi pour la construction d'un fort servant de dépôt à ce port, et de poste militaire principal dans la Haute-Égypte. D'autres postes furent fortifiés à Girgëh, Siout, Miniet et Benesouef.

L'occupation de toute la Haute-Égypte et de Cosséir, et la guerre contre Mourâd-Bey, employaient beaucoup de troupes qu'il aurait été utile de réunir à l'armée, pour qu'elle fût bien en état de résister aux attaques extérieures. Il était cependant nécessaire de tirer de ce pays des ressources pour nourrir l'armée et payer ses dépenses. Kléber remplit ces deux objets par la paix avec Mourâd-Bey, qui devint tributaire pour les provinces dont il conserva le gouvernement. Les postes militaires de Siout, Miniet et Benesouef, furent gardés par un petit nombre de Français, chargés de protéger les opérations du gouvernement dans les provinces conservées. Kléber se réserva la faculté d'entretenir garnison à Cosséir; mais il voulut attendre, pour en profiter, que les troupes qu'on y enverrait y fussent moins isolées, après l'établissement de quelques communications maritimes entre Souez et Cosséir.

On aurait une idée très fausse des fortifications que les Français ont construites en Égypte, si on y

appliquait ce qu'on entend en Europe par place, fort, poste militaire, etc., etc. Il faut toujours se rappeler ce que j'ai dit des obstacles qu'on eut à surmonter : on dut créer de nouveaux genres de fortifications et de constructions, applicables au pays, aux matériaux, et relatifs aux diverses attaques dont on pouvait être menacé.

Des maisons, ou d'anciennes constructions, armées de quelques pièces de canon et crénelées; de petites tours aussi crénelées et surmontées d'une terrasse et d'une ou deux pièces de canon, étaient des postes où une vingtaine de Français attendaient sans crainte ou repoussaient toutes les attaques de la cavalerie ennemie, ou d'une multitude soulevée, et n'y craignaient même pas quelques pièces d'artillerie mal servies. Une grande partie des postes que j'ai appelés forts étaient de ce genre. Les vivres et munitions pour la garnison et ceux en dépôt pour l'armée étaient mis dans des magasins construits dans l'intérieur, ou bien adossés extérieurement à ces constructions.

Afin de mettre ces postes un peu à l'abri du feu de l'artillerie, on éleva autour de quelques uns, des parapets, ou des chemins couverts. Ils formaient alors un réduit, et pour les attaquer avec succès, on aurait été obligé de cheminer et d'établir une batterie sur le glacis. C'est le système qu'on avait adopté pour Salêhiëh, et qui, par la succession des travaux, pouvait le transformer en place régulière.

D'anciens châteaux, autour desquels on n'avait pas eu le temps de creuser des fossés et de bâtir des contrescarpes revêtues, portaient le nom de forts; le pied de revêtement de plusieurs était à peine garanti par un léger bourrelet. Ces forts ne pouvaient par conséquent résister à l'artillerie. La plupart n'étaient aussi que de simples redoutes de campagne, qu'on commençait à revêtir et qui n'avaient pas de contrescarpe.

Presque tous ces ouvrages étaient entourés de palmiers, décombres, monticules de sable, etc., etc., qui rendaient les approches faciles, et dont on n'avait pu les dégager. Tous ces inconvéniens étaient réunis à Alexandrie; cependant les ouvrages dispersés sur un développement immense, se soutenaient réciproquement; mais les approches étaient faciles, et on avait dû négliger plusieurs points importans, pour mettre plus tôt les principaux ouvrages en état de résister. Dans les derniers temps on n'avait pas donné tout l'argent ni employé tous les bras qu'on aurait pu consacrer à ces travaux; et Alexandrie n'était pas en état de résister plus de huit jours à une attaque régulière.

On avait toujours regardé la ville du Caire comme trop considérable et trop peuplée pour être défendue; cependant, après le siége qu'il avait été obligé d'en faire, Kléber voulut éviter que dans des circonstances pareilles à celles d'Héliopolis, des partis ennemis pussent y pénétrer et occasionner une nouvelle révolte; en conséquence, il ordonna la répa-

ration d'un ancien mur d'enceinte, la construction de quelques tours et l'occupation de plusieurs postes. Il destinait particulièrement à ce service les troupes auxiliaires grecques et cophtes, de manière qu'il aurait toujours eu l'armée disponible; mais, en ordonnant ces travaux, il n'avait jamais pensé que dans aucun cas elle dût s'y renfermer. Après sa mort on les continua; et comme ils s'exécutaient sous les yeux du chef de l'armée, on leur donna une importance qu'ils n'auraient jamais dû avoir: on les augmenta en nombre et en solidité, et on y employa des fonds et des ouvriers qui auraient été plus utiles ailleurs, particulièrement à Alexandrie.

Cet aperçu suffit pour donner une idée générale des fortifications faites en Égypte par les Français. Les officiers du génie, qui les ont dirigées avec tant de zèle et de talent, ont fait plus qu'on ne pouvait espérer en si peu de temps, ayant peu de moyens et de nombreux obstacles à surmonter.

Ces fortifications étaient excellentes contre des armées turques, inhabituées aux attaques régulières, qui n'en sont pas même susceptibles par leur organisation, et qui savent à peine se servir de leur artillerie; mais elles ne pouvaient opposer qu'une faible résistance aux attaques des troupes européennes. Cependant, considérées comme dépôts destinés à fournir aux besoins de l'armée, dans tous les lieux où elle pouvait se porter, elles remplissaient leur but. C'était sur l'armée que reposait la défense de l'Égypte; elle devait toujours être prête

à se réunir pour marcher contre l'ennemi le plus dangereux.

DES ROUTES ET MARCHES D'ARMÉE DANS L'INTÉRIEUR DE L'ÉGYPTE.

Après avoir établi ces postes, qui donnaient les moyens de nourrir l'armée sur tous les points, les routes pour faciliter dans toutes les saisons ses marches étaient l'objet dont il était le plus nécessaire de s'occuper.

Les communications par eau furent organisées sur le Nil, et protégées par des barques armées. Bonaparte ordonna des reconnaissances pour celles de terre; elles furent continuées par ses successeurs. Si les marches étaient faciles pendant la sécheresse, on ne pouvait que par de grands travaux les rendre praticables pendant le reste de l'année : cela était cependant d'une importance majeure pour le temps où la retraite des eaux permettant d'agir sur la lisière du désert et sur une partie de la côte, des corps de troupes éprouvaient encore des difficultés pour traverser la Basse-Égypte.

Les routes qu'il importait particulièrement d'organiser étaient d'abord celle d'Alexandrie à Damiette en suivant la côte (elle le fut par l'établissement de barques pour le passage des bouches); celles de Rahmanieh à Damiette, de Ramanieh à Salehieh,

de Damiette à Salêhiëh, du Caire à Damiette, du Caire par Rahmaniëh à Alexandrie et Rosette.

Pour que ces routes fussent praticables pendant l'inondation, elles devaient être élevées au-dessus du niveau des eaux; on pouvait profiter de plusieurs digues et ponts qui existaient déjà. Les nouvelles levées et les ponts qu'on aurait dû faire, devaient se rattacher au système général d'irrigation de la Basse-Égypte; il était nécessaire de le bien étudier avant de commencer un travail qui pouvait avoir tant d'influence sur les cultures et l'état physique de l'Égypte. On devait chercher à perfectionner la distribution des eaux en traçant ces routes : ainsi les reconnaissances ne pouvaient qu'être fort lentes; et elles n'étaient pas terminées lorsqu'on dut abandonner le pays. Il aurait fallu construire un grand nombre de ponts et faire des levées fort étendues; mais ce travail, indispensable pour perfectionner le système de défense, demandait plusieurs années: Si on n'a pas eu le temps d'exécuter ces routes, les reconnaissances qu'elles ont occasionnées ont du moins procuré au génie militaire, aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux ingénieurs géographes, des matériaux très précieux pour la connaissance parfaite de l'Égypte.

CONSIDÉRATIONS SUR LA CIVILISATION DES DIFFÉRENTES CLASSES D'HABITANS DE L'ÉGYPTE.

La population de l'Égypte est composée de plusieurs races, qui ont toutes dans le caractère des traits communs, mais qui sont cependant distinguées par leur genre de vie, leurs mœurs, leur existence politique et leur religion. L'islamisme, qui est celle de la plus grande partie des habitans, exclut les individus des autres cultes de toute influence politique; tolérés par la loi, ils sont réduits à une entière dépendance, et sans cesse exposés au mépris de l'orgueilleux Musulman.

On observe, en Égypte, presque toutes les nuances de la civilisation, depuis l'état pastoral jusqu'à l'homme changé, dépravé même par le pouvoir et par le luxe; mais on n'y peut apercevoir celle de l'homme perfectionné par les arts et l'étude des sciences. On y trouve aussi des traces d'un système féodal, qui paraît inhérent aux premiers degrés de la civilisation.

Ces nuances seront plus frappantes si on examine séparément les habitans du désert, ceux des campagnes et ceux des villes.

DES ARABES.

L'Arabe Bédouin, errant dans les déserts, y faisant paître ses troupeaux et se nourrissant de leur

lait, retrace encore actuellement les anciens patriarches : mêmes mœurs, mêmes usages, même genre de vie; le pays qu'il habite n'en permettant pas d'autre, il n'a pu changer. Si certains auteurs avaient vécu avec ce peuple; s'ils avaient étudié les hommes formés par cette vie pastorale, ils se seraient épargné beaucoup de déclamations.

L'Arabe respecte surtout les vieillards; l'autorité paternelle est très étendue chez lui, et tous les enfans restent unis sous le pouvoir du chef de la famille; lorsqu'elle devient considérable, après plusieurs générations, elle forme une tribu dont les descendans du premier patriarche sont les chefs héréditaires : chargés du gouvernement, ils attirent à eux l'influence et les richesses; ils finissent par dominer et par former une classe supérieure; alors ils usurpent une espèce d'autorité féodale sur le reste de la tribu.

Les cheiks représentent le père de la famille, et jugent les différends de leurs enfans; mais plus la famille ou la tribu est considérable, moins leurs jugemens sont respectés : de là naissent des querelles, et l'homme de la nature qui se croit lésé a recours à sa force personnelle. Les jalousies entre les frères, fruit d'un défaut d'équilibre entre l'affection qu'ils inspirent ou les biens qui leur sont dévolus, sont très fréquentes, notamment après la mort du père; et quoique le droit d'aînesse soit reconnu, il n'est pas rare de voir des frères guerroyer lorsqu'ils sont assez puissans pour que leurs querelles portent ce nom. Les rixes entre familles et tribus voisines

sont assez fréquentes; des empiètemens sur les pâturages, des enlèvemens de bestiaux, etc., en sont la cause ou le prétexte. Aucune autorité supérieure n'existe pour les juger, ou pour les contraindre à un accommodement : et cette vie pastorale primitive, qu'on croyait si paisible, n'offre que le tableau d'un état de guerre presque continuel.

Rien ne lie les Arabes à une société générale : leur religion, qui devait être un moyen d'union, ne les a réunis que lors de l'impulsion fanatique donnée par Mahomet, et continuée sous ses successeurs, par une suite nombreuse de conquêtes étonnantes qui changèrent les mœurs de ces générations. Chaque tribu a son chef de religion, qui, dans les affaires intérieures trop importantes pour être décidées par le cheik, juge d'après les principes du Koran; mais ces ministres du culte ont peu d'influence pour étouffer les dissensions entre les tribus.

Les querelles sont interminables, des haines héréditaires font naître des combats, des pillages, des assassinats sans cesse renaissans : le sang doit être vengé par le sang. Les localités, des intérêts communs et des haines semblables, unissent quelquefois, pour un temps, des familles et des tribus sous un même chef; mais la fin de la guerre, le partage du butin, brisent ces liens d'un moment, dès que les mêmes dangers ne les forcent plus de rester alliées.

Quoique dominés par des passions haineuses et les jalousies qui naissent de cet état habituel de guerre, les Arabes ont de belles qualités morales. Ils exer-

cent, même envers leurs ennemis, l'hospitalité, plus commune chez l'homme de la nature, malgré ses besoins, que chez l'homme civilisé au sein de ses trésors. Cette vertu commence à perdre chez eux de sa pureté, par l'ostentation qu'ils y mettent, et parce qu'elle tient au besoin qu'ils ont de trouver des asiles dans les orages fréquens auxquels ils sont exposés.

Passionnés pour leur indépendance, ils méprisent le cultivateur et l'homme des villes; ils ont de la fierté dans le caractère et quelques sentimens élevés. C'est même une question à résoudre, si la fausseté, la dissimulation qu'on leur reproche, notamment dans leurs relations politiques et particulières avec les classes plus civilisées, sont le résultat de leurs mœurs, ou de l'expérience de la mauvaise foi de ces dernières? La flatterie adroite qu'ils savent employer dans certaines occasions, tient-elle à leur caractère, où l'ont-ils apprise dans leurs relations étrangères? (1)

(1) J'ai souvent été surpris d'entendre des Arabes, élevés dans le désert, d'un aspect sauvage et couvert de haillons, sachant à peine lire quelques passages du Koran, employer, dans certaines discussions, une adresse de raisonnement et des détours dignes des négociateurs les plus subtils, des flatteries qu'avouerait le courtisan le plus exercé, et parsemer leurs discours de grandes et belles images. En général, l'imagination vive et les sentimens élevés des Arabes contrastent avec le sol brûlant et stérile qu'ils habitent, avec la simplicité et même la misère de leur vie. Dans leurs poésies, ils chantent l'amour, tandis que leurs institutions, la polygamie et

Les qualités que les Arabes estiment particulièrement, sont la franchise et la bravoure : chez eux, un des plus grands éloges est de dire d'un homme qu'il n'a qu'une seule parole. Ils étaient peu habitués, avant l'arrivée des Français, à rencontrer cette qualité chez les dominateurs de l'Egypte.

Aucun titre à leurs yeux n'est plus beau que celui de père ; aussitôt qu'un Arabe a un fils, il change de nom et prend celui de père de ce fils. Ce que les Arabes désirent le plus, c'est la multiplication de leur race, parce que leur pouvoir et leur ascendant s'accroissent dans la même proportion ; c'est comme leur donnant beaucoup d'enfans qu'ils honorent leurs femmes : réduites aux travaux du ménage et aux soins des troupeaux, elles n'ont ordinairement aucune influence publique. Cependant il est quelques exemples de femmes considérées pour leur aptitude aux affaires, qui ont succédé à leurs maris dans la place de cheik. (1)

---

l'état d'abjection où leurs femmes sont réduites, devraient détruire presque entièrement cette passion.

(1) La tribu de Békir en Syrie, qui est fort puissante, depuis la mort d'Akmet-Békir, cheik très considéré, obéit à sa mère. Il en est aussi dans la Haute-Égypte, mais ces exemples sont très rares.

Dans une visite à la tribu de Néfahat, j'interrogeais un vieillard qu'on me présenta comme l'historien de sa tribu : Il me dit, en parlant de leur établissement en Égypte, que la femme de Néfoa, lorsqu'il y vint, *avait les yeux aussi vifs et aussi perçans que la balle qui sort du fusil* ; elle avait un grand caractère et beaucoup d'esprit ; aussi ses enfans ont prospéré, et les

Les guerres fréquentes ont déterminé les familles et tribus à convenir des limites de territoire, et des puits du désert qui appartiendraient à chacune d'elles; ce genre de propriété est général pour toute la tribu. Les propriétés personnelles sont les troupeaux, dont la vente leur produit des grains, des armes et du tabac; et leur industrie, qui se réduit à la location de leurs chameaux et à quelques branches très faibles de commerce, telles que le charbon, la gomme, le sel, le natron, l'alun, etc., etc., que les localités restreignent à certaines tribus.

Les Arabes ne connaissent pas l'usage des impôts pour subvenir aux dépenses générales. Le cheik est ordinairement le plus riche; il doit, avec ses biens, entretenir ses cavaliers, et subvenir aux dépenses qu'occasionnent l'hospitalité et les réunions des autres chefs; excepté dans ces circonstances, il vit aussi simplement que le reste de la tribu.

Piller est un besoin pour tous les Arabes. Les dépouilles sont partagées entre les familles, d'après des règles établies. Cet esprit de pillage est-il inhérent à leur degré de civilisation? Est-il le résultat des guerres qu'ils se font entre eux, ou naît-il de la jalousie qu'ils portent à l'aisance des classes plus civilisées qui habitent les terrains cultivés? Je ne déciderai pas ces questions. Les Arabes se justifient

Néfahat ont actuellement cinq cents cavaliers, tandis que les Lomelat n'en ont pas cent; ils descendent cependant d'un frère de Néfoa, qui vint en même temps que lui; mais dont la femme avait des *yeux de gazelle*, était douce et timide.

en disant que le pillage est un droit de conquête; ils regardent ce qu'ils prennent comme des trophées militaires, et se considèrent comme étant en guerre éternelle avec tout ce qui n'est pas eux.

L'Arabe étant habitué dès l'enfance à tout respecter dans les vieillards, forme ses opinions d'après la leur; rien n'excite en lui de nouvelles idées, et c'est ainsi que ses mœurs se sont perpétuées. Il ne trouve rien de plus beau, de plus noble que son existence. Occupé de ses chevaux, de ses chameaux, de courses et de pillages, tandis que ses femmes gardent les troupeaux et tissent ses grossiers vêtemens, il contemple avec mépris le reste des hommes, pense que c'est dégrader sa dignité que de s'adonner à la culture de la terre et habiter des maisons. Son mépris pour toutes les institutions étrangères s'oppose à leur influence.

C'est là ce qui conserve à tous les Arabes un caractère national, même à ceux qui ont eu le plus de relations avec les peuples civilisés, et qui ont adopté une partie de leurs usages. Mais quoique leur caractère ne soit pas sensiblement modifié par le contact des autres peuples, l'habitation des terres cultivées occasionne cependant quelques changemens dans leur état politique. Suivons-les, depuis l'Arabe isolé dans le désert, jusqu'à celui qui est établi en souverain dans certains cantons.

L'Arabe Bédouin, vivant dans le désert du produit de ses troupeaux et de ses pillages, est réputé le plus noble et le plus pur. Les plus riches, ceux qui

vivent dans l'aisance, en font le plus grand éloge, et même regardent comme un grand honneur d'en descendre; mais ils ne sont pas tentés de l'imiter.

Il existe dans quelques tribus une classe composée de descendans de familles étrangères ou de fellâhs qui, fatigués de vexations, se sont sauvés dans le désert et ont embrassé la vie arabe. Cette classe n'est point admise à la noble oisiveté et à la vie militaire des Bédouins; elle est restreinte à la garde des troupeaux, à la conduite des chameaux et aux travaux de la terre, lorsque ces tribus ont quelques cultures: tels sont les Hattemëhs dans la Charkiëh. Quelques cheiks de tribus voisines des terres cultivées, ayant augmenté leur puissance et leurs richesses, ont réduit le reste de la tribu à cet état secondaire; leur famille, considérée comme d'origine noble et purement arabe, est seule exempte des travaux.

Les Arabes ne font pas d'esclaves dans leurs guerres (1). Nayant pas de travaux pénibles pour

(1) Quelques tribus puissantes de la Haute-Égypte paraissent devoir faire exception; encore les esclaves faits n'appartiennent-ils pas à des Arabes, mais à des Barabas. Pendant notre séjour, le cheik de la tribu de Tarfé, Mahmoud-Ebn-Ouafi, envoya un parti de quelques cents cavaliers à cent vingt journées dans le désert, contre une tribu dont il prétendait avoir à se plaindre. Ces cavaliers ayant eu le dessous, passèrent, en revenant, sur les terres de Dongola, où ils firent des prisonniers, et notamment prirent la famille du chef. L'héritier présomptif vint à Siout porter plainte aux Français, et le gé-

les occuper, ils leur seraient inutiles, et personne ne voulant les acheter, ils ne pourraient en faire un objet de commerce. Lorsque les ennemis tombent entre leurs mains, ils les tuent ou se bornent à les dépouiller; suivant l'importance qu'ils leur supposent chez leurs ennemis, quelquefois ils les gardent en otage. Ils connaissent cependant l'esclavage et achètent même des nègres de l'intérieur de l'Afrique; mais il n'est chez eux, comme dans presque tout l'Orient, qu'une espèce d'adoption. L'esclave acheté entre dans la famille; il n'est chargé d'abord que du service domestique, mais dès que son âge et ses forces le permettent, il accompagne son maître à la guerre; tout lui devient commun avec les enfans. Souvent le maître joint au don de la liberté celui des troupeaux nécessaires pour son établissement, et le marie. On voit des descendans de ces esclaves noirs partager l'autorité et la considération avec les autres Arabes; plusieurs sont même parvenus à la place de cheiks. Les tribus du désert achètent moins d'esclaves que celles qui sont voisines de terrains cultivés: celles-ci ont besoin d'une force armée considérable pour se maintenir et accroître leur puissance.

Plusieurs tribus se sont successivement établies sur la lisière des terres cultivées et du désert, d'autres dans des plaines sablonneuses qui forment

---

néral Donzelot lui fit rendre ses frères et sœurs, ainsi que ses sujets, qui étaient déjà disséminés dans les divers camps de la tribu.

des espèces d'îles au milieu des terres cultivées. Elles y vivent encore sous la tente et dans des cabanes de roseaux, et y conservent leurs mœurs. Elles ont aussi leur arrondissement dans le désert, où elles envoient paître leurs chameaux et peuvent se sauver avec leurs troupeaux dès qu'elles ont quelque attaque à redouter. Cette proximité des terres cultivées leur fait prendre des habitudes et des besoins dont les purs Bédouins sont exempts. Ces Arabes se nourrissent mieux et font cultiver quelques terres par les classes inférieures ou par les fellâhs. D'autres Arabes ont quitté les tentes pour habiter les villages; ils y sont distingués des fellâhs par leur oisiveté, par la vie militaire de tous ceux qui tiennent aux familles des cheiks, et par une espèce d'indépendance. Devenus propriétaires et cultivateurs, ils sont davantage sous la main du gouvernement; cependant plusieurs sont assez puissans pour lui résister ou pour s'en faire craindre; quelques-uns ont des cantons où ils commandent en souverains. Le cheik Hamman était le véritable prince de la Haute-Égypte, lorsque Ali-Bey anéantit son pouvoir. Depuis, aucun ne s'est élevé à ce degré de puissance; mais il en est beaucoup qui possèdent des villages, soit comme propriétaires ou seigneurs, soit comme propriétaires de terrains francs. Ils maintiennent leur dignité par une nombreuse cavalerie, et sont craints et respectés par un gouvernement faible et divisé.

Les Arabes se considèrent comme établis en

Égypte par droit de conquête ; les différentes tribus s'en sont partagé toute l'étendue par arrondissemens ou juridictions (1), où chacune domine et a ses terres particulières. Ils regardent les fellâhs comme des vassaux qui doivent cultiver les terres nécessaires à leur subsistance, et payer un tribut pour celles qu'ils cultivent pour leur propre compte, pendant que, toujours à cheval et armés, ils les protégent contre les tribus ennemies. Ces tribus conservent dans cet état tout l'orgueil arabe, traitent avec les gouvernans de l'Égypte comme de souverain à souverain, trouvent indigne d'elles de payer des contributions fixes, mais se procurent la tranquillité par des présens que l'usage a conservés, et qui consistent en chevaux, en chameaux, très rarement en argent. Ils fuient dans le désert plutôt que de se soumettre entièrement. Redoutés des cultivateurs, et bravant le gouvernement dans leurs fuites et leurs retours faciles, ils forcent toujours les fellâhs d'acheter leur protection.

Le titre de cheik arabe est très vénéré en Égypte. Aussitôt que les cheiks de village sont assez riches

(1) J'emploie le mot juridiction, parce qu'on trouve encore des traces des institutions des Arabes successeurs de Mahomet, qui avaient établi des espèces de juges de paix nommés *sanager*. Ces arbitres terminaient les querelles qui avaient lieu dans leur juridiction. Ces places étaient héréditaires pour les chefs de certaines familles : les Arabes les consultent encore quelquefois; mais cette institution a été presque annulée depuis que les mameloucks ont envahi tous les pouvoirs.

pour entretenir une maison et un certain nombre de cavaliers, ils se procurent une généalogie qui les fait descendre de quelque ancienne famille arabe, et prennent le titre de *cheik-el-arab*.

Si les querelles et les haines invétérées des tribus arabes ne s'opposaient pas à leur réunion, elles pourraient rassembler quarante mille cavaliers, et seraient maîtresses de l'Égypte; mais l'esprit de division qui les domine en préserve le pays.

Les familles arabes qui habitent les villages, notamment les Aouarahs, dans la Haute-Égypte, paraissent descendre de ceux qui en firent la conquête sous les successeurs de Mahomet; mais l'établissement des autres tribus est plus moderne; je n'ai pu en découvrir l'époque, non plus que celle de la distinction de leurs arrondissemens. Les vieillards et les tribus établies près des terres cultivées, font remonter leur émigration au onzième ou douzième siècle. Dans tous les temps, le Nil a attiré sur ses rives les habitans du désert : du côté de la Charkiëh sont les tribus venues de l'Arabie; celles de la Barbarie s'arrêtent dans le Bahirëh, à l'ouest du Nil : elles sont plus belliqueuses et mieux armées que les autres. Il en arrive fréquemment de nouvelles des parties occidentales.

Outre les alliances entre les tribus, il existe encore chez les Arabes de grands partis ou ligues, dont les cheiks puissans sont les chefs : chaque famille ou chaque tribu tient à l'une de ces ligues; celles qui sont du même parti se soutiennent réci-

proquement dans leurs guerres. Lorsqu'il s'élève une rixe entre deux tribus du même parti, celle qui n'est pas soutenue par le reste de la ligue passe momentanément dans le parti opposé. Je n'ai pu découvrir l'origine de ces ligues ; elles sont très anciennes, et se retrouvent chez tous les Arabes. Dans la Basse-Égypte, l'un des partis est nommé *Sath*, l'autre *Haran;* en Syrie, *Kiech* et *Yemani;* les familles de fellâhs et les villages sont attachés à l'une ou à l'autre de ces ligues. Les beys, dans leurs dissensions, s'en appuyaient lorsqu'il y avait deux partis principaux dans le gouvernement. A l'arrivée de l'armée française, Ibrahim-Bey, était *Sath*, et Mourâd-Bey, *Haran.* En général le parti sath était attaché au gouverneur du Kaire.

Les Arabes paraissent en quelque sorte former un cadre dans lequel la population de l'Égypte est enchâssée; ils constituent un gouvernement hors du gouvernement. Je me suis un peu étendu sur leur état politique, parce qu'on en trouve des traces dans toutes les autres classes.

DES FELLAHS OU CULTIVATEURS.

Les fellâhs, ou cultivateurs de l'Égypte, tiennent beaucoup des Arabes, et sont probablement un mélange de leurs premières immigrations avec les anciens habitans. On retrouve chez eux la même

distinction en familles; lorsqu'elles sont réunies dans un même village, elles forment une espèce de tribu. Les haines entre les familles ou les villages sont aussi fortes; mais l'extrême dépendance détruit chez eux l'esprit altier et libre qui distingue l'Arabe. Les fellâhs végètent sous un gouvernement féodal d'autant plus rigoureux qu'il est divisé, et que leurs oppresseurs font partie de l'autorité qui devrait les protéger; ils cherchent cependant toujours à se rapprocher de l'indépendance des Arabes, et s'honorent de les citer pour ancêtres.

Les fellâhs sont attachés par familles aux terres qu'ils doivent cultiver; leur travail est la propriété des mukhtesims ou seigneurs de villages, dont nous parlerons plus bas; quoiqu'ils ne puissent être vendus, leur sort est aussi affreux qu'un véritable esclavage. Ils possèdent et transmettent à leurs enfans la propriété des terres allouées à leur famille; mais ils ne peuvent les aliéner, à peine peuvent-ils les louer, sans la permission de leur seigneur: si, excédés de misère et de vexations, ils quittent leur village, le mukhtesim a le droit de les faire arrêter. L'hospitalité, exercée par les fellâhs comme par les Arabes, leur ouvre un asile dans d'autres villages, où ils louent leurs services et où ils demeurent si leur propriétaire n'est pas assez puissant pour les y poursuivre. Ils sont aussi reçus chez les Arabes. Ceux qui restent dans le village sont encore plus malheureux; ils doivent supporter tout le travail et payer les charges des absens: réduits enfin au désespoir,

ils finissent par tout abandonner, et deviennent domestiques des Arabes du désert, s'ils ne peuvent se réfugier ailleurs. On voit plusieurs villages abandonnés, dont les terres sont incultes, parce que les habitans ont ainsi puni des propriétaires trop avides.

Les mukhtesims ou propriétaires de villages peuvent être comparés aux seigneurs du régime féodal; ils perçoivent la plus grande partie du produit des cultures, dont ils forment ensuite deux portions inégales; la plus faible, sous le nom de *miry*, est l'impôt territorial dû au grand-seigneur, et ils réservent pour eux la plus forte, sous les noms de *fays*, de *barani*, etc., etc. Outre ces droits, ils ont, ainsi que les seigneurs féodaux, la propriété immédiate d'une terre nommée *oussieh*, que les fellâhs doivent cultiver par corvées outre celles qu'ils possèdent.

Un village n'appartient pas toujours à un seul propriétaire, souvent il en a plusieurs. Pour établir clairement cette division des droits, on le suppose divisé en vingt-quatre parties, qu'on nomme karats, et chaque mukhtesim en a un nombre déterminé. Chaque portion du village cultivé par une ou plusieurs familles, a pour cheik un des chefs de ces familles, nommé par le mukhtesim. Celui de ces cheiks qui possède le plus de richesses, qui peut entretenir des cavaliers, et qui a la principale influence dans les querelles et dans les guerres, est reconnu pour cheik principal et traite des affaires générales; mais il n'a d'autorité que dans sa famille;

ses avis ne sont suivis dans le reste du village, qu'en raison de la crainte ou de l'estime qu'il inspire.

Outre les cheïks, il y a dans les villages quelques autres fonctionnaires; l'*oukil*, chargé par les propriétaires du soin des récoltes de l'oussieh; le *chahed* et le *kholi*, espèce de notables, dépositaires du petit nombre d'actes qui se font dans les villages; le *méchaid*, le *mohandis*, espèces d'arpenteurs, etc., etc.

Le muckhtesim établit quelquefois un kaimakan, ou commandant de village chargé de le représenter, d'entretenir la police, de suivre les cultures, et de veiller au paiement des contributions. Lorsque cet homme est assez bien escorté pour se faire obéir, qu'il ne cherche pas uniquement sa fortune, et que le propriétaire connaît assez ses intérêts pour n'en pas faire l'instrument de ses vexations, il est utile aux villages, parce que les querelles sont plus facilement apaisées, et que la police étant mieux observée, les fellâhs se livrent entièrement à la culture.

Les fellâhs étant cultivateurs et propriétaires, ont plus de sujets de querelles que les Arabes: leurs cheïks n'ayant d'autorité réelle que dans leur famille, il n'existe aucune puissance municipale centrale; si l'un d'eux ne prend pas de prépondérance, si les mukhtesims ne s'accordent pas pour entretenir un kaimakan avec une force armée imposante, l'anarchie s'empare du village, et chaque famille veut venger elle-même ses querelles. Le besoin de s'occuper de la culture des terres les

force cependant à des accommodemens; ils cherchent des arbitres ou des juges; mais il n'existe aucune force chargée de faire exécuter ces arrêts. Souvent l'une des parties qui se croit lésée par le jugement s'y soustrait, à moins que quelque homme puissant ne la force à s'y soumettre.

Les kadis, établis dans chaque province pour juger les différends, d'après le Koran, n'ont qu'un faible ascendant d'opinion. On ne s'adresse à eux que pour quelques affaires générales entre plusieurs villages, et pour des discussions d'intérêt où il faut présenter des pièces judiciaires. Les mukhtesims, qui trouvent plus convenable à leurs intérêts d'être jugés dans leurs villages; les cheiks arabes qui veulent conserver leurs juridictions, ont écarté les affaires de ces kadis. Les mameloucks ont achevé de les neutraliser et de leur ôter toute considération. Leur avilissement contraint les fellâhs à s'adresser, pour terminer leurs querelles, à des arbitres assez forts pour faire exécuter leurs décisions : ils choisissent les principaux cheiks de leur village ou des villages voisins, des cheiks arabes, leurs propriétaires, ou le kiachef ou bey, gouverneur de la province.

Ces querelles interrompent quelquefois les cultures et les travaux nécessaires à l'irrigation : chacun cherche à piller ou à assassiner un de ses ennemis. On ne poursuit pas le coupable, qui souvent reste inconnu, mais toute la famille en devient responsable, et alors elle entraîne dans sa querelle

ses alliés, des villages entiers, et jusqu'aux grandes ligues elles-mêmes; de là des guerres qu'un médiateur puissant a seul la faculté de terminer.

Le gouvernement n'étant pas toujours assez fort pour prévenir et réprimer les attaques auxquelles les villages sont continuellement exposés de la part des Arabes, ou les guerres qui naissent des haines de familles, a dû permettre le port d'armes. Les fellâhs ont, autant que leurs moyens le leur permettent, de mauvais fusils à mèches, des poignards, des sabres, des lances, des bâtons. Lorsqu'ils se croient assez forts pour se libérer du droit de protection qu'ils paient aux Arabes, ils vont en armes labourer ou faire leur récolte. La monture exclusive des cheiks, une jument arabe, est toujours pour eux, lorsqu'ils visitent leurs champs, l'instrument du combat ou de leur fuite. Chaque village établit des gardes pour veiller à la conservation des digues pendant l'inondation. Lorsque la crue du Nil est faible, ils se disputent l'eau. Des enclos flanqués de petites tours crénelées placés vers les puits éloignés des villages servent à défendre leurs troupeaux lorsque l'ennemi paraît. (1)

Les villages, presque tous entourés de murs de terre crénelés, sont autant de citadelles où les fellâhs se retirent avec leurs bestiaux et se défendent,

(1) On voit encore des tours semblables dans quelques parties de l'Europe, où le régime féodal a existé le plus longtemps.

s'ils ne sont pas assez forts en cavalerie pour tenir la campagne. Ces fortifications sont considérées comme presque imprenables par les Arabes et les fellâhs, qui n'ont point d'artillerie et fort peu d'armes à feu. Les mameloucks même évitaient de les attaquer lorsqu'ils pouvaient les soumettre par la douceur ou par la trahison.

Leurs guerres ne sont que des rencontres partielles; ce sont plutôt des assassinats que des combats. Le sang doit être vengé par le sang d'un ennemi, et ces hostilités seraient interminables si le gouvernement, les propriétaires ou les cheiks arabes puissans n'intervenaient pas comme médiateurs armés, et si l'usage du rachat du sang, en faisant payer des amendes aux deux partis, et des indemnités pour les familles qui ont perdu le plus d'hommes, ne suspendait pas les haines éternelles de famille à famille. (1)

(1) Je recevais fréquemment des plaintes relatives à des assassinats : un jour, un fellâh vint chez moi et déroula des plis de ses vêtemens la tête de son frère encore toute sanglante. Les parens des morts, qui m'apportaient des lambeaux de leurs habits teints de sang, demandaient vengeance contre telle famille ou tel village; rarement ils désignaient l'individu coupable. Leurs guerres recommençaient aussitôt que la force militaire était trop éloignée pour leur imposer. Lors de la victoire que Bonaparte remporta sur les Turcs, à Aboukir, la province de Charkiëh avait été laissée sans troupes; quand j'y retournai, les villages de Ihiëh et de Maadiëh avaient renouvelé une ancienne querelle; leurs alliés s'étaient rassemblés, tous les Arabes avaient pris parti; cinq ou six mille

Cet état de guerre presque continuel, ces alliances, ces ligues générales, habituent les fellâhs à résister aux vexations de leurs propriétaires et du gouvernement, lorsque des circonstances s'opposent à l'envoi de forces suffisantes. De là des révoltes très fréquentes dans certaines provinces, et particulièrement dans celles où les Arabes sont nombreux.

On pourrait difficilement imaginer des hommes plus malheureux que les fellâhs d'Égypte, s'ils connaissaient un terme de comparaison, si leur caractère et leurs préjugés religieux ne les portaient pas à la résignation, et s'ils n'étaient pas persuadés que le cultivateur ne doit pas jouir d'un meilleur sort.

---

hommes formaient l'armée de chaque village, et depuis huit jours qu'elles étaient en présence, sept ou huit hommes de part et d'autre avaient été tués : j'arrivai avec un bataillon, aussitôt ces attroupemens se dissipèrent. Je fis venir les cheiks de chaque village, et je leur prouvai, par le calcul des hommes morts depuis plusieurs années, que cette guerre n'avait plus de motifs, puisqu'il y avait égalité de nombre. Ils s'embrassèrent devant moi en récitant la formule de paix; mais comme, dans leur opinion, elle n'avait pas été consolidée par le paiement d'une amende, ils recommencèrent à s'égorger pendant l'inondation de l'année suivante.

Les cheiks du village de Beisous, appelés pour une querelle qui s'était renouvelée par le non-paiement du rachat du sang, me dirent que, peu accoutumés à ce genre d'affaires, ils avaient été consulter les cheiks de Sériakous, qui avaient l'habitude de payer 400 pataques (environ 1200 livres) pour chaque assassinat.

Ce n'est pas assez qu'ils paient au gouvernement et aux mukhtesims la plus grande partie du produit de leurs récoltes, qu'ils soient employés gratuitement à la culture des terres d'oussieh, que leurs mukhtesims aggravent tous les jours les droits qu'ils en tirent, les commandans de province exigent encore d'eux la nourriture de leurs troupes, des présens, et toute espèce de droits arbitraires dont les noms ajoutent l'ironie à la vexation, tels que *raf el medzalim*; le rachat de la tyrannie, etc. C'est peu que la justice soit nulle ou mal administrée; qu'ils doivent payer pour l'obtenir; que, ne le pouvant pas, et se la rendant eux-mêmes, ils soient obligés d'acquitter des amendes; que la fuite même puisse difficilement les soustraire à ces vexations, il faut encore, pour les achever, que les Arabes dont ils sont entourés les forcent à payer leur protection contre les autres tribus, protection nulle en effet, puisque, malgré cela, ils n'en partagent pas moins les dépouilles et les récoltes de leurs protégés; et lorsque le gouvernement poursuit les Arabes, les pertes et les punitions retombent encore sur les pauvres fellâhs, qu'ils ont contraints de s'attacher à leur sort.

On doit attribuer à cet état misérable l'indolence générale des fellâhs, leur sobriété, leur dégoût pour toute espèce de jouissance, et l'habitude d'enterrer l'argent, qui leur est commune avec toutes les classes. Certains d'attirer sur eux, par une apparence de bien-être, l'attention, et des avanies quel-

quefois plus fortes que leurs moyens, ils ont le plus grand soin de cacher ce qu'ils possèdent. Bien différens des fermiers d'Europe, qui mettent leurs plus beaux vêtemens lorsqu'ils vont chez leurs propriétaires, les fellâhs ont soin de se couvrir de haillons lorsqu'ils doivent paraître devant les leurs.

DES HABITANS DES VILLES, DES MAMELOUCKS ET DE LEUR GOUVERNEMENT.

La population des villes est un mélange de plusieurs races, d'origine, de mœurs et de religions très différentes. On y distingue particulièrement les artisans, les commerçans, tous diversifiés par leur pays et leur croyance; les propriétaires qui vivent de leur revenu; les chefs de la religion, et les militaires chefs du gouvernement.

Les habitans des grandes villes n'appartiennent pas, comme les fellâhs, à des seigneurs; ils possèdent leurs maisons, leurs jardins, etc., et ont la faculté de les vendre. Ces villes, peu nombreuses, sont le Caire, Damiette, Rosette et Alexandrie; Tenta est bien à peu près dans ce cas, mais c'est parce que son territoire appartient à une mosquée. D'autres villes n'ont pas de propriétaires, mais leurs revenus sont affectés aux gouverneurs des provinces. (1)

(1) La population d'Alexandrie diffère de celle des autres

La distinction par famille se retrouve encore dans les villes ; l'exercice des arts et métiers est héréditaire, le fils imite les procédés de son père et ne les perfectionne pas. Si plusieurs familles d'une même religion exercent un même métier, elles forment une corporation qui choisit pour chef le plus riche et le plus considéré entre les anciens ; elles habitent un même quartier.

Les commerçans forment aussi des corporations, selon leur pays, leur genre de commerce et leur culte : chacune, au Caire, a ses chefs, ses magasins et ses quartiers particuliers. Tout est corporation dans les villes d'Egypte, depuis celle des orfèvres jusqu'à celle des porteurs d'eau, des âniers, et presque celle des voleurs (1) ; le chef de la cor-

villes : les habitans, occupés de leur commerce et de quelque métier, sont un assemblage d'hommes des différentes parties des côtes de la Méditerranée, particulièrement de celles de la Turquie ; ayant plus de communication par terre avec Constantinople, ils sont plus soumis au grand-seigneur que les autres Égyptiens, et bravent souvent l'autorité des mameloucks.

(1) Il y a au Caire un cheik des voleurs, qui retrouve ordinairement les objets volés lorsque les agas lui ordonnent de les faire restituer.

Les Arabes regardent le vol de jour comme noble : il est pour eux une image de la guerre ; mais ils méprisent le voleur de nuit. Il existe cependant quelques familles arabes qui ne partagent pas cette opinion, et qui exercent ce métier, depuis plusieurs générations, avec la plus grande adresse. Je citerai celle des Ora-Ora, dans la province de Charkiéh. La terreur des châtimens et la menace faite à d'autres Arabes de les

poration est chargé de la surveillance de tous les individus, et répond d'eux aux chefs de la police. La seule classe qui ne forme pas corporation est celle des domestiques, qui est très nombreuse; ils dépendent des maîtres qu'ils servent. Les mamelouckes et les mukhtesims choisissent surtout pour domestiques des fellâhs de leur village. Plusieurs, après avoir fait une espèce de fortune, non par l'économie de leurs gages, car ils sont peu payés, mais par les rétributions qu'ils exigent de tous ceux qui ont besoin de parler à leurs maîtres, obtiennent la permission de s'établir au Caire, et leur famille entre dans la classe des artisans ou des marchands. Quelquefois même ils se fixent dans les villages lorsqu'ils ont assez bien profité de la faveur de leurs maîtres, pour en obtenir le don de quelques portions de terre.

Chaque religion ou secte a son quartier séparé et son chef; elle en a plusieurs lorsqu'elle est suivie par plusieurs familles qui exercent divers métiers. Les Cophtes sont la classe la plus nombreuse de chrétiens établis en Egypte; la plus grande partie habitent les villes, où ils sont principalement chargés

---

punir, si ces vols ne cessaient pas, les suspendaient quelque temps; mais, à la première occasion, ils recommençaient. Un cheik arabe dont ils dépendaient, et qui me livrait quelquefois les coupables, me disait que les punitions étaient inutiles; qu'habitués au vol, par principe et par éducation, on ne pouvait les corriger qu'en détruisant toute la famille. Il en existe de semblables dans la Haute-Égypte.

de la perception des contributions, et de gérer les biens particuliers des chefs du pays; seuls lettrés, et habitués à ce genre de travail, ils se sont rendus nécessaires. Plusieurs exercent dans les villes des métiers, tels que celui de maçon, menuisier, etc. D'autres habitent les villages, notamment dans la Haute-Egypte, et y cultivent les terres. Ils y sont peu distingués des autres fellâhs. Les chrétiens de Syrie établis en Égypte, font le commerce avec leur pays, et se chargent de quelques entreprises de finances. Les Grecs, dont la plupart commercent avec leur pays, exercent aussi quelques arts, et fournissent des matelots. Les Juifs sont particulièrement *serafs* ou compteurs et changeurs de monnaies. Quelques uns sont orfèvres, fripiers ou serruriers; les préjugés qu'on a contre cette nation produisent les mêmes effets dans tous les pays. Les négocians européens établis en Egypte sont tous compris sous la dénomination de Francs; ils ont leur quartier particulier au Caire, et jouissent de quelques priviléges, quoique exposés à une foule de vexations.

Les commerçans et artisans de tous les cultes ne sont pas beaucoup plus heureux que les fellâhs: un gouvernement destructif et tyrannique pèse sur eux. Les droits multipliés sous diverses formes leur enlèvent une partie de leurs gains, et des avanies les font retomber dans la misère aussitôt que leur aisance est reconnue.

Les ministres de la religion musulmane et de la

justice, forment une classe intermédiaire, composée d'individus des classes inférieures, mais qui participent au gouvernement, parce qu'ils sont chargés du dépôt des lois et qu'ils ont de l'influence sur l'opinion.

L'expression vague des préceptes du Koran, seules lois écrites dans les pays musulmans, laisse aux docteurs une grande latitude pour les interprétations, et bien des moyens d'augmenter leur autorité. Quoique cette religion ait peu de dogmes, le fanatisme qu'elle inspire est un instrument que les prêtres savent employer avec succès.

Toutes les classes d'habitans sont admises à embrasser cette carrière (1); la première éducation se borne à apprendre et à réciter quelques passages du Koran, ensuite à lire et à écrire. Ceux dont les vues s'étendent plus loin, se perfectionnent dans la lecture et l'écriture, et étudient les commentaires du Koran, qui ont été faits par la secte qu'ils em-

(1) On voit beaucoup d'hommes des dernières classes parvenus aux premiers emplois religieux. A l'arrivée des Français en Égypte, le cheik de la principale mosquée du Caire, celle d'El-Azahr, était Abdallah-Cherkaoui, fils d'un Arabe, cultivateur dans un petit village de la Charkiëh; il a présidé le divan formé par Bonaparte. D'autres cheiks sont fils de fellâhs. L'un des plus marquans par son esprit, le cheik El-Mohdi, qui fut secrétaire du divan, est fils d'un menuisier, cophte, pris dans son enfance par un cheik, qui l'a fait musulman; il est parvenu, encore jeune, à être le chef d'une des premières mosquées du Caire.

brassent. Voilà toute la science nécessaire pour être admis ; la plupart des imans et desservans des mosquées n'en savent pas davantage. La soumission aux chefs de la religion, des pratiques religieuses, l'art d'en imposer par des formes extérieures et l'affectation d'un langage plein de maximes, leur frayent la route aux premiers emplois. On remarque chez les principaux chefs de la religion, nommés cheiks de la loi, l'astuce commune à tous les prêtres, qui, pour mieux dominer, cherchent à s'emparer de l'esprit des hommes. Leur conversation est remplie de belles sentences morales, et de grandes images poétiques qu'ils pillent dans les livres arabes; c'est tout leur savoir : on ne doit pas chercher en eux d'autres connaissances sur la politique, les sciences, etc. ; ils n'en soupçonnent pas plus l'existence que l'utilité.

Sous l'humble titre de fakir (pauvre) et de distributeurs des aumônes, ils jouissent de revenus considérables, affectés à l'entretien des mosquées et aux fondations pieuses. Ces revenus sont ceux de villages et de terres qui ont été successivement donnés aux fondations religieuses, par les souverains de l'Egypte et les particuliers ; ils proviennent aussi de certains droits sur les consommations, etc., etc. Une autre cause a contribué à augmenter ces revenus. Les propriétaires craignant qu'après leur mort le gouvernement ne s'emparât de leurs possessions, et voulant les assurer à leurs enfans, en font hommage à des mosquées, sous la

réserve de rentes qui doivent être payées à leur postérité : on nomme ces fondations *risaks*.

Les cheiks ont une grande influence morale sur le peuple. Les gouvernans les plus despotiques se sont toujours crus obligés de les respecter. Mahomet imprima dans l'esprit de ses disciples l'opinion que le Koran contenait tous les préceptes religieux et sociaux ; les interprètes et les commentateurs de ce livre, devenus chefs de secte, l'ont transmise à leurs successeurs, et les mêmes études portent simultanément aux places de jurisprudence et religieuses ; les mêmes individus passent de l'une à l'autre sans difficulté, quelquefois même les exercent ensemble ; elles donnent toutes deux le titre d'*uléma*.

Lorsque les Turcs firent la conquête de l'Egypte et en organisèrent le gouvernement, ils ne voulurent pas laisser aux Egyptiens les emplois de judicature ; la Porte nommait chaque année au Caire un grand-kadi, et des kadis secondaires qui en dépendaient dans chaque province : ces emplois s'achetaient à Constantinople. Bonaparte rendit aux Egyptiens le droit de se juger ; les grands cheiks lui proposèrent des candidats ; pour supprimer la vénalité de la justice, il défendit les présens et fixa les émolumens des juges.

Il existe au Caire deux familles qui jouissent de la considération attachée aux descendans directs du Prophète, dont les chefs occupent des places héréditaires, auxquels sont alloués de grands reve-

nus. Le cheik El-Bekry, descendant d'Aboubekr, est cheik des cheiks de la religion ; et le cheik Saadat, qui compte dans ses ancêtres Ali, gendre, et Fathmah, fille de Mahomet, ainsi que les califes Fathmites, est chef de la mosquée d'Hassan, fils d'Ali.

Beaucoup de familles de chérifs, ou descendans éloignés de Mahomet, qui sont originaires des villes de l'Hedjas et de l'Yémen, et qui y conservent des relations, forment aussi une classe un peu distinguée du reste des habitans ; elles s'adonnent au commerce ou à la culture. Plusieurs villages sont entièrement habités par quelques unes d'elles, principalement ceux dont les revenus sont affectés à des fondations pieuses ; elles jouissent d'une certaine considération, et sont moins dégradées que les autres fellâhs. On ne doit pas confondre ces chérifs avec ceux qui, par des alliances plus ou moins anciennes, ont acquis le droit d'en prendre le titre et de porter le turban vert.

La classe des propriétaires vivant dans les villes du produit de leurs villages, est composée particulièrement des descendans (1) des officiers turcs qui conquirent l'Égypte sous Sélim II, et des mamelouckqui partagèrent avec eux le gouvernement. Ces officiers avaient obtenu la concession d'une

(1) Sous la dénomination de descendans, on doit comprendre non seulement la postérité directe, mais aussi les mamelouckes esclaves qui ont des droits dans la succession.

grande partie des villages; ils recevaient la plus forte portion de leurs revenus, comme appointemens, et pour l'entretien des soldats qu'ils devaient toujours être prêts à conduire à la défense de l'État. Ils tenaient ces villages sous des conditions analogues aux *Tuiariots* du reste de la Turquie et à la suzeraineté des temps féodaux; ils étaient aussi chargés de la perception des droits réservés par le grand-seigneur, qu'on regardait comme seul propriétaire des terres, et qui pouvait en disposer après la mort de celui qui en avait la jouissance. Ses héritiers demandaient ou plutôt achetaient du pacha de nouveaux titres de propriété. La corruption du gouvernement rendit les héritages plus faciles; les femmes obtinrent des villages de leurs maris, et purent les transmettre à leurs enfans et à leurs esclaves.

Ces propriétaires composaient les différens corps de milice, les Ingcharichs ou janissaires, les Odjaklis, les Assabs, etç., chargés de la défense de l'Égypte. Nous ne rappellerons pas que les chefs de ces milices, divisés par l'ambition, se sont entourés d'esclaves dont ils ne suspectaient pas la fidélité. Nous n'examinerons pas l'influence que les usages sur l'adoption des esclaves ont eue dans toutes les affaires politiques; comment la race turque a diminué, tandis que les mamelloucks croissaient en nombre et en puissance: comment les mamelloucks, surtout depuis Ali-Bey, se sont successivement emparés, par la terreur et par des alliances, de la

plus grande partie des villages : ces considérations sont du ressort de l'histoire. A l'arrivée des Français, la classe des anciens propriétaires était réduite à un petit nombre d'hommes écrasés par les mamelouck, au point d'être obligés de recourir à la protection de quelques beys et même des cheiks arabes, pour obtenir de leurs fellâhs le paiement des revenus qui leur restaient sur des portions de village. S'estimant d'une classe supérieure à celle des artisans et des commerçans, ils végétaient dans les villes, et les mamelouck leur confiaient rarement des emplois subalternes.

Les mamelouck, dont l'organisation et la composition diffèrent totalement des institutions de l'Europe, ont été parfaitement peints par Volney, ainsi qu'une partie de leurs révolutions : je n'en donnerai qu'une idée générale.

C'est un phénomène très singulier que de voir à côté des Arabes, très attachés à la distinction des rangs transmise par leurs ancêtres, une classe nombreuse qui n'estime que l'homme acheté, dont les parens sont inconnus, et qui, de l'esclavage, s'est élevée aux premières dignités (1). Cette opinion est

(1) J'ai entendu des officiers turcs, ainsi que des mamelouck, me dire, en parlant de personnages qui occupaient de grands emplois : *C'est un homme de bonne race; il a été acheté.* Le grand-visir actuel et le capitan-pacha ont commencé par être achetés esclaves ; et ce préjugé est tellement enraciné, que les enfans de ce même individu n'ont pas le même degré de noblesse que leurs père et mère, qui ont été achetés.

aussi générale dans toute la Turquie, même à Constantinople, au centre du gouvernement qui a pour principe de conserver la race d'Osman, et où il existe des familles très anciennes et considérées. Cette opinion est-elle un hommage aux talens que l'homme parti du point le plus bas, a dû montrer pour parvenir? Tient-elle à ce caractère belliqueux qui fait préférer un jeune homme élevé pour la guerre loin de ses parens? Dans un gouvernement tout militaire, les chefs ont-ils pensé que des esclaves qui tiennent tout d'eux, qui n'ont aucune famille, et qui les regardent comme leur père, doivent être plus attachés à leurs personnes et moins dangereux dans les emplois de confiance, que ceux qui, ayant la facilité d'appuyer leur autorité de celle de leur famille, pourraient se former des partis et se rendre indépendans?

Dans un gouvernement militaire et féodal, cet usage de former des esclaves que l'on destine aux premiers emplois, pouvait seul parer aux dangers de l'agrandissement des familles principales. Lorsque l'Europe gémissait sous le régime féodal, les possesseurs de grands fiefs disputaient l'autorité entre eux, ainsi qu'aux rois et empereurs; l'anarchie des États était complète. C'est peut-être cette politique qui a prolongé l'existence des descendans d'Osman; quelques esclaves élevés à des pachalics ont visé à l'indépendance, mais ils ont eu rarement une postérité qui pût suivre leur exemple, et après leur mort tout rentrait dans le devoir. Aucune

grande famille n'a pu s'élever assez pour disputer le gouvernement à la famille régnante, ni faire une scission dans l'empire : l'Égypte est la seule province que l'éloignement et l'organisation de son gouvernement aient disposée à former une exception. Le gouvernement ottoman a été plus sage à Constantinople que les chefs de l'Égypte : les janissaires ont souvent déposé des sultans, mais aucun de leurs chefs n'a pu se rendre indépendant; et, par principe, on a toujours écrasé ou appauvri les grandes familles qui auraient pu profiter de leur influence. Le gouvernement a sans cesse évité le danger d'avoir auprès de lui un corps armé toujours avide de pouvoir, disposé à s'en emparer, et qui pouvait servir d'instrument à des ambitieux.

Des mameloucks, que les califes fathmites avaient achetés pour former leur garde, finirent par s'emparer du gouvernement : les chefs transmirent leur puissance à leurs descendans, mais ceux de Salah-ed-din s'amollirent, augmentèrent; comme les califes, le nombre et la puissance de leurs mamelоucks, et furent également supplantés. Les mamelоucks n'eurent plus alors de chefs héréditaires : la force ou le choix décida de celui qui prendrait le commandement; sa mort amenait de nouvelles querelles, et les partis s'accordaient pour un même choix, ou se partageaient l'Égypte.

Sélim II saisit, pour les attaquer, le moment de ces dissensions, et admit l'un des partis à partager le gouvernement : ces mamelоucks conservèrent une

existence politique, et firent partie des corps de milice : des beys, choisis entre eux par les chefs de ces corps et le pacha, étaient chargés de la police des provinces, et admis aux délibérations du divan, qui servait de contre-poids à l'autorité du pacha. Les grands officiers du gouvernement, voulant augmenter leur puissance, achetèrent des mamelouks. Ibrahim-Kiaya, qui en possédait le plus grand nombre, et qui sut s'attacher les propriétaires des autres, s'en servit pour s'élever, se fit craindre et gouverna l'Égypte. Après sa mort, les beys, qu'il avait accoutumés à l'exercice de l'autorité, voulurent en jouir ; Ali-Bey, supérieur en talens et en caractère à tous les autres, devint chef, et se rendit indépendant. La Porte rétablit bien un pacha, mais les mamelouks, habitués à régner sur l'Égypte, ne lui laissèrent que l'apparence de l'autorité.

Tous les mamelouks achetés par un chef, ou même par un de ses affranchis, sont regardés comme de sa famille et lui donnent le nom de père ; c'est ce qui forme les grandes distinctions du corps des mamelouks. Ceux qui parviennent à jouer un rôle à leur tête, et qui y restent assez long-temps pour acheter beaucoup d'esclaves et pour les avancer, deviennent chefs de maison. (1)

(1) Je ne parle pas de la postérité des mamelouks, et cela doit surprendre. On serait porté à penser que les chefs devraient naturellement chercher à transmettre l'autorité à leurs

Les affranchis et les esclaves d'un même maître se regardent comme frères; mais, à la mort de leur maître, les principaux sont souvent divisés d'intérêts, la faveur qu'ils ont eue de son vivant déterminant leur richesse et leur pouvoir. Celui qui en a le plus acquiert la plus grande influence, et ceux de ses frères qui ne peuvent pas lui disputer l'autorité le reconnaissent pour chef. Si plusieurs sont égaux en force, ils se font la guerre jusqu'à ce que l'un des deux succombe, ou qu'ils s'accordent par le partage de l'autorité.

Tous les mamelouks actuels sont de la maison d'Ibrahim-Kiaya; Ali-Bey, et Mohamed-Bey Abou-

---

enfans; mais cela n'est point chez les mamelouks : leurs fils ne remplissent presque jamais de rôle important; ceux même que la faveur de leur père a fait parvenir ne sont pas estimés. Deux causes morales entraînent l'extinction prématurée de leur race : d'abord, l'opinion de la préférence à donner aux esclaves sur l'homme de famille; ensuite, le mépris qu'inspire en général aux mamelouks l'habitant oisif des villes, élevé dans le harem par les femmes. Les mamelouks ne regardent pas leur fils comme leur successeur, comme l'appui de leur vieillesse; la naissance de celui-ci n'est pas un motif d'attachement pour la mère; et les femmes, jalouses de conserver leurs charmes, suivent l'usage, très commun en Orient, de se faire avorter. On doit peut-être attribuer aussi cette extinction de la postérité des mamelouks au climat d'Égypte, qui repousse la reproduction des races étrangères. Les observations des médecins, particulièrement celles du citoyen Desgenettes, sur la naissance et la mortalité des différens âges, peuvent jeter un grand jour sur cette question.

dahab se disputèrent l'autorité, et l'exercèrent successivement. La maison d'Ali-Bey existe encore dans les mamelouks d'Hassan-Bey et d'Osmah-Bey Hassan, qui, à l'arrivée des Français, étaient réfugiés dans le Saïd. Ibrahim-Bey et Mourâd-Bey, principaux esclaves de Mohamed-Bey Aboudahab, avaient fini leur longue querelle par gouverner ensemble l'Égypte; ils ont formé depuis deux maisons.

Des marchands turcs amènent des esclaves de Constantinople en Égypte : on les choisit depuis six jusqu'à seize et dix-sept ans (1). Achetés par les

(1) Ces esclaves sont de divers pays; il en est de Russes, d'Allemands, pris à la guerre; mais les plus nombreux et les plus estimés sont Géorgiens, Circassiens et des autres parties du Caucase : ces derniers parviennent plus souvent que les autres aux premiers emplois. Cette domination d'hommes originaires du Caucase sur l'Égypte est digne de remarque. En remontant aux premiers temps historiques, on la voit conquise par Cambyse, et gouvernée par des Persans sortis de ces montagnes. Les mamelouks y régnèrent après les califes. Ils furent remplacés par des Turcs, également originaires du Caucase : aucun monument historique ne prouve que la conquête de Cambyse n'a pas été précédée de quelque autre émigration des habitans de ces montagnes; des traditions parlent à la vérité des conquêtes faites par Sésostris ! mais d'après la répugnance que les Égyptiens ont montrée constamment à quitter les rives du Nil, peut-on penser que ce fut avec des émigrations sorties de l'Égypte que Sésostris fit des conquêtes, tandis que, depuis les temps historiques, on voit au contraire la population du Caucase fournir des soldats à l'Égypte? Cette observation ne

beys, par les kiachefs et les mukhtesims, ils sont, pendant leur enfance, employés au service personnel; leur éducation est toute militaire; c'est elle qui leur donne l'adresse, la force et la souplesse qui les distinguent dans les exercices du corps, l'équitation et le maniement des armes: devenus assez

préjuge rien sur une question long-temps discutée; celle de l'origine du peuple égyptien et de son antiquité, ainsi que de l'influence qu'il eut dès les temps les plus reculés, comme berceau des arts et des sciences, sur la civilisation et l'instruction des autres peuples. Il peut avoir reçu des soldats du Caucase sans être originaire de l'Asie. Une classe supérieure, chargée de l'administration, du gouvernement et de la religion du pays, peut avoir été instruite dans les sciences (et l'avoir été exclusivement au reste du peuple), sans en avoir reçu les principes d'aucune nation étrangère. Quelques sages ont pu sortir de l'Égypte, instruire d'autres peuples, les civiliser, et, en les gouvernant, diriger leurs conquêtes, sans que ces colonies et ces conquêtes aient été faites par des émigrations considérables de ce pays.

Si les ruines magnifiques des temples de la Haute-Égypte sont des monumens d'habileté dans les arts et d'instruction dans les sciences, n'en sont-ils pas aussi de l'esclavage et de la superstition de la classe inférieure du peuple? Des zodiaques sculptés sur quelques uns de ces temples, et par le moyen desquels on a déterminé le siècle de leur construction; l'observation que les plus anciens sont les plus rapprochés des cataractes et des sources du Nil, et que les figures peintes et sculptées sur ces monumens ont le caractère africain, sont des faits dont on pourrait conclure que la population de l'Égypte, ou plutôt la classe qui y a porté la civilisation et les arts, est venue de l'intérieur de l'Afrique, en descendant le Nil.

forts et assez exercés, ils montent à cheval; c'est alors qu'ils sont employés dans les expéditions, et que, suivant le degré d'affection qu'ils inspirent, on les attache à la garde plus particulière de leur maître.

Lorsque, pour récompenser leurs services, leur maître les affranchit, ils quittent sa maison, reçoivent de lui des propriétés, souvent même il les marie à l'une de ses esclaves; ils ont alors le droit d'acheter des mamelouckes, et cessent d'être employés au service intérieur; mais ils sont toujours prêts à obéir à leur maître, et le suivent à la guerre. La permission de laisser croître leur barbe est le signe extérieur de leur liberté. Quoique le nombre des kiachefs fût fixé, et que le corps des beys dût les choisir sous la confirmation du pacha, ceux qui avaient de l'influence nommaient leurs créatures, et les faisaient reconnaître par les autres. Les vingt-quatre beys étaient choisis parmi les kiachefs; lorsqu'une de ces places était vacante, ils en proposaient un au pacha, qui le confirmait; dans les derniers temps c'était une simple formalité, et le chef de maison le plus puissant nommait des beys de sa famille. Mourâd et Ibrahim, lorsqu'ils partagèrent le gouvernement, s'accordèrent pour avoir un nombre à peu près égal de beys.

Une grande carrière est donc toujours ouverte à l'ambition des mamelouckes: d'esclaves ils peuvent devenir beys, chefs de maison, et même souverains de l'Égypte. Leurs moyens de parvenir sont l'atta-

chement, le zèle et l'obéissance; la force et l'adresse dans les exercices militaires, la bravoure dans les combats; ils obtiennent ainsi la faveur de leur maître : des richesses et la liberté. Devenus kiachefs, ils peuvent obtenir des commandemens de provinces ou des expéditions, dans lesquelles ils pressurent les fellâhs et les Arabes : ils accumulent alors l'argent nécessaire pour acheter et entretenir un grand nombre d'esclaves. La considération qu'ils ont acquise, la crainte qu'inspire une force militaire imposante, et les richesses, les conduisent ensuite aux premiers emplois.

Les guerres entre les mameloucks des différentes maisons, dont les chefs se disputaient le gouvernement, entraînaient la chute d'un parti, qui se retirait dans la Haute-Égypte. Les vaincus étaient proscrits, leurs biens confisqués (1), et leurs beys étaient remplacés au divan par des kiachefs du parti victorieux, qu'on nommait beys à leur place. Le chef de la maison dominante, outre ce qu'il possédait par lui-même, devenait de cette manière possesseur d'une grande partie des villages de ses adversaires; il en obtenait encore par des concessions qu'il forçait

(1) Il faut remarquer que, dans toutes ces révolutions, les biens et la personne des femmes de mameloucks et de beys proscrits étaient toujours respectés : elles continuaient de vivre tranquilles au Caire, y touchaient leurs revenus et envoyaient des secours à leurs maris. C'est pour cette raison que les beys donnaient ordinairement à leurs femmes des villages et des propriétés considérables.

les mukhtesims à lui faire, et par la succession des gens de sa maison qui mouraient sans héritiers. Il se servait de toutes ses propriétés pour augmenter ses propres revenus, pour enrichir ses créatures, et pour rendre sa maison plus puissante.

Les beys et les kiachefs recevaient chaque année le gouvernement de quelque province ou arrondissement. Ils y allaient faire une tournée pour forcer le paiement des impositions dues au gouvernement et aux mukhtesims, soumettre les Arabes et maintenir la police; mais leur intérêt propre les occupait bien davantage que les affaires publiques; ils s'appliquaient à percevoir les droits qui leur étaient alloués, saisissaient toutes les occasions de faire des avanies ou d'ordonner des amendes, forçaient les Arabes à leur offrir des présens, et nourrissaient leurs troupes aux dépens des villages.

Outre les mamelouks, tous à cheval, les beys et le gouvernement entretenaient quelques gardes à pied, etc. Fidèle à la politique turque de donner rarement une autorité militaire aux hommes du pays, cette infanterie, peu nombreuse, n'était pas composée d'Égyptiens, mais d'hommes de la partie occidentale de la Barbarie et d'Albanais. Ils étaient chargés en sous-ordre des mamelouks, de la garde des villes et de la police des villages des beys qui les avaient à leur solde.

Le pacha, envoyé de Constantinople, était bien censé le chef du gouvernement de l'Égypte; mais les beys, maîtres de toute l'autorité, ne lui laissaient

que les marques honorables de sa place (1). Je me dispenserai donc d'en parler, ainsi que des autres officiers et des effendis, envoyés par la Porte pour régler des comptes, que les beys faisaient toujours arranger de manière qu'on n'eût rien à envoyer à Constantinople.

Les revenus des mamelouckes se composaient de ceux qui leur étaient particuliers et de ceux du gouvernement.

Les revenus particuliers étaient ceux des villages qui appartenaient aux beys, kiachefs et mamelouckes comme mukhtesims; les différens droits qu'ils percevaient dans leur commandement, les avanies, les amendes, les présens qu'ils exigeaient. Les Cophtes ont toujours eu l'adresse de se rendre nécessaires; chaque bey, chaque mukhtesim en

(1) L'organisation des armées turques, composées de milices nombreuses, lorsqu'on les rassemble pour une expédition, mais qui se dispersent aussitôt qu'il n'y a plus qu'à conserver, contribue à rendre le pouvoir des pachas très faible et surtout passager. La Porte se réveille quelquefois et songe à rétablir son autorité; elle envoie des armées qui y réussissent; mais aussitôt que le pacha a repris tous ses droits, les soldats retournent chez eux. Réduit alors à ceux qu'il doit entretenir de ses revenus, et que, par avarice, il borne à un très petit nombre, il retombe dans l'avilissement; et les mamelouckes, qui s'étaient éloignés pendant la présence de l'armée turque, reviennent envahir de nouveau toute l'autorité. Il y en a plusieurs exemples, notamment après l'expédition que le capitan-pacha fit, en 1788, contre Ibrahim et Mourâd-Bey, en s'appuyant du crédit et des mamelouckes d'Ismaïn-Bey.

employait un par village, qui tenait les rôles de contributions et les percevait en son nom. Le bey propriétaire de plusieurs villages, avait un Cophte supérieur aux autres, qui était à la fois son intendant et son secrétaire. Ce dernier se dédommageait sur les subalternes et sur les fellâhs des humiliations qu'il devait supporter.

Les revenus publics se composaient du miry ou impôt territorial, que les mukhtesims percevaient et versaient entre les mains d'effendis envoyés de Constantinople, mais obligés d'obéir aux beys; des douanes; des droits sur le commerce intérieur; de la ferme de certaines exploitations; de la capitation des chrétiens, etc. Ces divers droits, à l'arrivée des Français, étaient affermés, les douanes à des chrétiens de Syrie, les droits intérieurs à des négocians musulmans, les exploitations et le commerce du natron et du séné à des Francs, etc., etc. Ces revenus publics étaient affectés aux dépenses du gouvernement. L'excédant devait être envoyé à Constantinople; mais les beys principaux en disposaient.

Après la conquête de l'Égypte, le gouvernement français devint propriétaire des villages qui appartenaient aux mameloucks et à des mukhtesims émigrés; il en perçut les revenus, ainsi que ceux des oussiehs, et se fit payer le miry. On ordonna un enregistrement des propriétaires de villages, pour constater les droits des mukhtesims qui étaient encore en Égypte. Les Cophtes étaient seuls instruits du mode de perception et du produit des contribu-

tions territoriales; on dut continuer à les employer. Les douanes et des autres contributions indirectes furent organisées. L'histoire générale de l'expédition fera connaître plus en détail ce que les Français ont fait pour une organisation des finances, également conforme au bien du peuple et aux intérêts du gouvernement.

L'évaluation des revenus que les mamelouks tiraient de l'Égypte, entraînerait à des détails que ne comportent pas ces considérations générales. On croit assez communément qu'elle leur produisait, de revenus publics et particuliers, trente-cinq à quarante millions. Ils ont varié chaque année sous les Français, selon les circonstances de la guerre; mais on peut les évaluer à vingt ou vingt-cinq millions. La raison de cette différence de produit est que, pendant la guerre, la douane et les contributions indirectes rapportaient fort peu; que les mamelouks qui surveillaient directement l'exploitation de leurs villages, et particulièrement celle de leurs oussiehs, en retiraient plus que les Français ne le pouvaient alors; enfin, qu'on avait supprimé les avanies, amendes et autres vexations qui rapportaient beaucoup aux beys.

Les Français n'ont pu recueillir aucun renseignement certain sur la population. Les Musulmans ont pris des Juifs une répugnance superstitieuse pour les dénombremens : à cet obstacle se joignait encore l'inquiétude des habitans pour le motif de pareilles recherches. N'imaginant pas qu'on pût avoir d'autre

but que d'obtenir de l'argent, ils pensaient que les Français cherchaient à savoir leur nombre, pour leur imposer une capitation. Ils ne tiennent aucun registre des naissances et des morts; c'est avec beaucoup de peine que, dans quelques villes, on a obtenu la déclaration du nombre de ces derniers, et longtemps après celle des naissances; mais elles n'ont jamais été bien exactes. Les états recueillis par le citoyen Desgenettes sont les seules bases qu'on ait pu se procurer.

Si les mamelouçks laissent peu de postérité, il n'en est pas de même des autres habitans, principalement des fellâhs. Quoique un petit nombre soient assez riches pour profiter de la loi qui autorise la polygamie, et que les femmes y passent très vite, ils ont tous beaucoup d'enfans; sans cette fécondité, les grandes pestes affaibliraient beaucoup l'Égypte. N'ayant aucun renseignement sur celle des campagnes, on ne peut l'estimer; cependant il paraît qu'on peut porter celle de toute l'Égypte à environ deux millions cinq cent mille habitans, ou à plus de trois millions, compris la ville du Caire, qui en a deux cent cinquante à trois cent mille.

RÉSUMÉ DE L'ÉTAT SOCIAL DES PEUPLES DE L'ÉGYPTE.

Depuis l'Arabe Bédouin jusqu'aux chefs du gouvernement, la force et les richesses sont la seule

route qui conduise au pouvoir, et dès-lors l'unique objet de l'ambition. Tous sont peu délicats sur les moyens d'acquérir des trésors; tous cherchent à s'attacher des hommes qui leur soient dévoués, et dont ils puissent employer utilement le courage et l'adresse. Les beys et les mukhtesims achètent des esclaves blancs et quelques noirs; les cheiks arabes achètent des Nègres. Chacun s'entoure d'une milice plus ou moins redoutable. Se croit-il assez fort, il lutte et fait la guerre avec ses concurrens ou ses oppresseurs. Lorsqu'il n'existe pas dans le gouvernement une puissance capable d'imposer à toutes ces forces divisées, l'anarchie est complète; l'esprit de faction et les haines héréditaires se joignent aux querelles qui naissent journellement. Le cultivateur est presque toujours entraîné dans ces querelles; il en a aussi de personnelles, mais de quelque manière qu'elles se terminent, le produit de ses récoltes sert toujours à nourrir les combattans; il doit payer les profusions des chefs pour augmenter leur pouvoir: il n'est que le misérable instrument de leurs jouissances. Régi plutôt par les caprices des hommes puissans que par des lois fixes, il ne sait à qui du gouvernement de Constantinople, des beys, des mukhtesims ou des cheiks arabes il doit obéir. Obligé de les satisfaire tous, il exécute d'abord les ordres de celui dont, pour le moment, il redoute la vengeance; de là l'usage de mettre chaque année des troupes en campagne pour percevoir les contributions.

Les qualités morales et l'instruction ne conduisent à aucun emploi; elles ne procurent qu'une très faible considération, et nulle richesse; rien n'invite donc à les cultiver. La seule étude est celle de la dissimulation, cette arme de la faiblesse ambitieuse; elle est autant le partage de toutes les classes du peuple que la base de la conduite du gouvernement.

Des lois vagues, la vénalité des juges, l'absence d'une force spécialement destinée à poursuivre et à punir les coupables, les refuges qui leur sont toujours ouverts par l'hospitalité, déterminent le gouvernement à punir une famille, une corporation, un village, pour la faute d'un seul homme, souvent fugitif, plus souvent inconnu; il adopte ainsi l'usage des Arabes, d'étendre les vengeances personnelles à des familles entières: il reconnaît le territoire de chaque tribu pour exiger d'elle la restitution ou le paiement des vols qui s'y commettent. Dans un gouvernement mal organisé, cette méthode de punir une classe entière des fautes d'un seul homme, a du moins l'avantage d'intéresser tous les individus à se surveiller réciproquement. Les asiles sont une ressource que tous les habitans se procurent mutuellement contre l'oppression. Ce n'est pas par esprit d'ordre et de justice que les gouvernans, peu susceptibles de ces sentimens moraux, poursuivent le coupable, et cherchent à terminer les querelles; mais c'est que la culture, les récoltes et le paiement des contributions en souffrent; et que les ac-

commodemens leur procurent toujours des présens ou des amendes.

Le peuple égyptien a été soumis dans presque tous les temps, à des conquérans étrangers dont il a successivement détesté le joug. Toujours prompt à se livrer aux apparences du succès, mais en proie aux haines, aux jalousies, effets de sa division en classes distinctes, jamais un concours simultané d'efforts n'exista pour briser ses chaînes; les soulèvemens partiels furent toujours sévèrement réprimés: il conserve encore le même esprit d'inquiétude. Le gouvernement des Osmanlis est celui qu'il déteste le plus; cette aversion est continuellement excitée par les mamelouks et les Arabes, dont l'esprit domine en Egypte: elle a sans doute contribué, malgré le fanatisme religieux, à l'attacher aux Français.

Les élémens de la société s'opposent, en Egypte, à toute espèce d'améliorations; aucun changement utile ne peut être opéré que par des étrangers appelés au gouvernement. Les Français se sont trouvés dans cette position; mais outre les difficultés d'un établissement, et celles qui naissent de l'état de guerre, combien d'obstacles moraux n'avaient-ils pas à surmonter? L'attachement aux anciens usages, l'orgueil de la superstition, et l'ignorance qui repousse toute idée nouvelle, la différence de langage et de culte, les mœurs et l'état social des différentes classes, etc., etc. Il fallait organiser la justice, éta-

blir des autorités municipales, une police générale et une administration uniquement occupées du bien public; effacer les distinctions politiques et religieuses, habituer les hommes de cultes différens à obéir aux mêmes lois, changer la nature des propriétés territoriales et l'état des fellâhs; il fallait intéresser les cultivateurs à perfectionner leurs cultures, les artisans et les commerçans à étendre leurs spéculations, par la certitude de jouir du fruit de leurs travaux; il fallait détruire les Arabes errans, ou saper, par des institutions, leurs préjugés contre la vie sédentaire; il fallait enfin lier tous les intérêts particuliers à l'intérêt général, perfectionner le système des impositions, améliorer la distribution des eaux et l'irrigation, développer la culture des plantes coloniales, creuser des canaux de navigation, etc., etc. Alors l'Egypte se serait élevée au plus haut degré de prospérité. Mais il était nécessaire d'étudier parfaitement ce peuple, de détruire ses préjugés, d'attirer sur les législateurs l'amour, l'estime et la vénération qui seuls pouvaient leur donner une force morale suffisante pour établir et consolider de nouvelles institutions. Cela ne pouvait être effectué que successivement et avec beaucoup de lenteur. C'est au moment où les Français avaient acquis en partie ces connaissances et l'ascendant moral d'où dépendait le succès, qu'ils ont abandonné l'Egypte. La paix, qui procure la tranquillité à tous les autres peuples, n'est pas un bien-

fait pour les Egyptiens ; elle les rejette au sein des troubles et des dissensions intestines; elle les replonge dans la barbarie.

L'orgueilleux musulman connaissait les peuples de l'Europe, seulement par l'horreur que des barbares fanatiques avaient inspirée à ses ancêtres; il ignorait ou se refusait à penser que ces mêmes peuples, affranchis de leurs préjugés, avaient fait des pas immenses dans la carrière de la civilisation; tandis que lui, dégradé par ses propres institutions, peut à peine se compter au nombre des peuples civilisés. Lors de l'expédition de Bonaparte en Égypte, on vit pour la première fois les sciences et les arts s'unir à la marche d'un conquérant. Les Égyptiens apprécièrent dès-lors la puissance des Européens, la douceur de leurs lois, et l'étendue de leurs lumières; leurs braves admirèrent les exploits des Français : tous reconnurent leur supériorité.

L'armée d'Orient laisse en Égypte de grands souvenirs et des regrets. Ces impressions sont un germe que l'avenir et les événemens feront éclore.

DE L'ÉGYPTE

APRÈS

LA BATAILLE D'HÉLIOPOLIS.

PREMIÈRE PARTIE.

DEPUIS LE MOIS DE FLORÉAL AN VIII, JUSQU'AU MOIS DE BRUMAIRE AN IX.

CHAPITRE PREMIER.

SITUATION DE L'ARMÉE D'ORIENT, ET PROJETS DE KLÉBER AVANT SA MORT.

Après la bataille d'Héliopolis et le siége du Caire, l'armée se trouva dans la situation la plus brillante. Les troupes, bien habillées, bien nourries, et payées régulièrement, étaient satisfaites de leur sort. La mauvaise foi des Anglais, lors de la rupture du traité d'El-A'rych, avaient excité leur indignation; les Turcs n'étaient point pour elles des ennemis redoutables. Depuis le 18 brumaire, leur confiance dans le gouvernement ajoutait au désir de conserver une conquête dont elles sentaient toute l'importance, et qui leur plaisait depuis qu'elles y jouissaient de quelque agrément et supportaient moins de privations.

Les habitans, étonnés de voir le visir de la Porte (le plus grand personnage que leur ignorance leur permît de connaître) battu par les Français, étaient persuadés que tous les efforts des Turcs seraient désormais inutiles; ils regardaient l'Égypte comme la propriété de leurs nouveaux maîtres, et prenaient une grande confiance en eux. Ils avaient éprouvé dans plusieurs occasions combien leurs révoltes avaient été facilement dissipées par un petit nombre de troupes. Les charges de guerre auxquelles les rebelles avaient été imposés les avaient pour toujours dégoutés de semblables soulèvemens. La paix avec Mourâd-Bey contribuait encore à maintenir les Égyptiens dans ces sentimens.

Les contributions extraordinaires imposées au Caire, en punition de la révolte, donnaient les moyens de payer l'arriéré, qui s'élevait alors à onze millions, y compris la solde, et d'attendre la saison où l'on perçoit les impositions ordinaires, pour fournir aux dépenses courantes. Les améliorations que l'état de guerre et les difficultés inséparables d'un nouvel établissement avaient empêché Bonaparte d'effectuer dans un pays où la langue, les mœurs, les usages, tout élevait des obstacles, Kléber pouvait les faire après la bataille d'Héliopolis; celles qu'il ordonna dans toutes les parties de l'administration apportèrent beaucoup d'économie dans les dépenses, diminuèrent les frais de perception, mirent un frein à beaucoup de vexations et de dilapidations.

Le général Kléber voulant profiter des dispositions générales des habitans, fit sentir particulièrement aux Cophtes que s'ils avaient été armés pendant la révolte du Caire, leur quartier n'aurait pas été pillé par les Turcs, et qu'il était de leur intérêt de concourir, avec les Français, à la défense commune. Il les engagea à former un bataillon de cinq cents hommes, qu'il fit habiller à la française : il comptait l'augmenter autant que les circonstances le permettraient.

Cette formation d'un corps était un moyen de développer le goût du service militaire ; mais il était encore plus avantageux d'engager les habitans du pays, chrétiens et musulmans, à s'enrôler dans les demi-brigades, où ils pouvaient prendre plus facilement le moral du soldat français. Kléber encouragea ces recrutemens. Ils réussirent dans la Haute-Égypte ; la 21e demi-brigade fit, en très peu de temps, trois cents recrues, qui se formèrent assez vite. Les habitans de la Basse-Égypte y paraissaient moins disposés ; cependant on aurait pu vaincre leur répugnance.

Les Grecs, d'un caractère plus belliqueux, se présentaient avec bien plus de zèle. Deux compagnies avaient déjà été formées précédemment par Bonaparte ; celle qui se trouvait au Caire lors du siége s'était fort bien battue. Kléber forma une légion où l'on engagea beaucoup de Grecs nouvellement arrivés dans les ports : elle fut bientôt d'environ quinze cents hommes.

L'armée avait éprouvé beaucoup d'obstacles pour les transports dans les momens difficiles, parce qu'alors les Arabes qui louaient leurs chameaux s'éloignaient. Afin d'assurer ce service important, Kléber fit établir un parc de cinq cents chameaux toujours disponibles, et qu'on employait, en temps ordinaire, aux différens services; il ordonna une levée des chevaux et des chameaux nécessaires pour remonter la cavalerie et l'artillerie; il fit établir des ponts volans, pour faciliter les passages du Nil aux troupes qui auraient à marcher de la côte sur les frontières de Syrie, et ordonna des reconnaissances pour organiser des communications entre le divers postes occupés par l'armée.

Il arrêta, pour le Caire, un plan de travaux simples qui remplissaient deux objets importans; celui de contenir les habitans de cette grande ville, et celui de la clorre, de manière qu'aucun parti ennemi ne pût s'y introduire. Il ordonna aussi les travaux nécessaires pour la défense des côtes.

Il établit un comité administratif composé de cinq membres, chefs des principales administrations, qui discutaient avec lui les améliorations que les circonstances rendaient possibles. Il arrêta beaucoup de dilapidations; ôta le moyen de spéculer sur le bien-être du soldat, et améliora le sort des troupes en faisant payer les rations de viande et de fourrage, et en mettant une partie de l'habillement au compte des corps.

La flotte turque, commandée par le capitan-pa-

cha, avait paru, dans les premiers jours de prairial, devant Alexandrie. Kléber, ignorant si elle portait des troupes et méditait quelque débarquement, partit, dès qu'il en eut la nouvelle, avec une partie des troupes qui étaient au Caire, et donna des ordres pour réunir à Rahmaniëh celles du Delta. Il quitta le Caire le 14 prairial, apprit à Rahmaniëh que le capitan-pacha était seulement venu parader devant Alexandrie, afin d'entamer quelques négociations, défendit de recevoir à terre aucun parlementaire, et revint au Caire laissant dans le Delta, vis-à-vis Rahmaniëh, un camp volant de deux demi-brigades et de deux régimens de cavalerie disponibles, pour aller sur tous les points de la côte qui pourraient être menacés, ou sur la frontière de Syrie.

Le général Menou était arrivé au Caire à la fin de floréal; depuis six mois il avait l'ordre de s'y rendre, d'abord pour être employé aux négociations avec les Turcs, ensuite pour la campagne qui se préparait, et après la prise du Caire, afin d'y commander. Mais en écrivant toujours qu'il allait partir, qu'il ne désirait rien tant que de combattre, il était resté paisiblement à Rosette, jusqu'au moment où les Osmanlis sortis du Caire et rejetés dans le desert, on n'eut plus qu'à jouir d'une tranquillité due aux victoires de l'armée. Arrivé au Caire, il fit des difficultés pour en prendre le commandement: celui de la Haute-Égypte, où il paraissait désirer de voyager, lui fut offert; mêmes obstacles. Enfin,

Kléber lui écrivit qu'après lui avoir offert les plus beaux commandemens, il ne lui restait plus qu'à lui offrir celui de l'armée; le général Menou choisit celui de la Haute-Égypte; mais il ne partit pas.

Lorsque le général Kléber partit pour Rahmanieh, il écrivit au général Reynier, qui était en tournée dans le Kalioubeh, de venir au Caire pour en prendre le commandement et surveiller la Haute-Égypte ainsi que la frontière de Syrie, tandis que lui serait sur les côtes. L'exprès s'égara, et le général Reynier ne put arriver qu'après son départ. Pendant ce temps, le général Menou sollicita ce commandement : Kléber le lui accorda en lui recommandant de se concerter avec le général Reynier pour les dispositions de défense, s'il y avait quelque mouvement du côté de la Syrie. Ce dernier, de retour au Caire, lui donna tous les renseignemens qui pouvaient lui être nécessaires sur les fortifications, les troupes, les habitans et la police de cette ville, qu'il connaissait peu.

Kléber fut de retour le 21 de Rahmanieh; le 23, il montra au général Reynier la note qu'il faisait écrire en réponse à une lettre que Morier, secrétaire de lord Elgin, lui avait envoyée de Jaffa. Il entra dans quelques détails sur la conduite qu'il devait tenir avec les Turcs, et dont il l'avait déjà entretenu plusieurs fois. Il voulait profiter de la rupture du traité d'El-A'rych et des arrangemens pris alors par les Anglais, à l'effet d'occuper Alexandrie, Damiette et Souez, pour exciter le ressenti-

ment des Turcs contre eux; il voulait aussi éviter les communications avec les chefs de ces deux armées, en même temps qu'il tâcherait d'établir une correspondance directe avec Constantinople. Par ce moyen, il espérait correspondre avec le gouvernement français, et faire consentir les Turcs à la neutralité jusqu'à la paix générale. Un arrangement aurait donné à l'armée française l'assurance de n'être attaquée que par une expédition maritime, que les Anglais n'auraient sûrement pas tentée sans l'appui des Turcs; il aurait augmenté les ressources en rétablissant une partie du commerce.

CHAPITRE II.

ASSASSINAT DE KLÉBER. — LE GÉNÉRAL MENOU PREND LE COMMANDEMENT. — SA CONDUITE DANS LES PREMIERS TEMPS, ET JUSQU'EN FRUCTIDOR.

Le 25 prairial, le général Kléber, après avoir passé, dans l'île de Raoudah, la revue de la légion grecque, vint au Caire voir les réparations qu'on faisait à sa maison. Il se promenait sur la terrasse de son jardin avec le citoyen Protain, architecte, lorsqu'il fut frappé de plusieurs coups de poignard. L'assassin, arrivé au Caire à la fin de floréal, avait suivi Kléber depuis Gisëh, s'était introduit dans la maison avec les ouvriers, et avait saisi le moment

où ce général, occupé de sa conversation, ne pouvait l'apercevoir. Les généraux se réunirent dès qu'ils apprirent cette nouvelle. On fit la recherche de l'assassin, qui fut arrêté bientôt après, et on l'interrogea.

Les cheiks et les agas de la ville avaient été mandés; on voulait examiner si cet attentat n'était pas lié à quelque conspiration plus étendue. Un aide-de-camp vint demander s'ils devaient être introduits. Le général Reynier, à qui il porta la parole, lui dit de s'adresser au général Menou, qui le lui renvoya, et il s'établit entre eux une discussion sur le commandement de l'armée.

Le général Menou protesta que ce commandement ne lui convenait pas; que n'ayant pas fait la guerre activement, il était moins connu des troupes que le général Reynier, et qu'il l'*avait déjà refusé dans d'autres occasions;* il prodigua sa *parole d'honneur* qu'il donnerait plutôt sa démission d'officier-général que de l'accepter, et que même, si on l'y forçait, il s'en servirait pour ordonner au général Reynier de le prendre. Ce général lui observa qu'en pareilles circonstances les lois ordonnaient au plus ancien de grade de prendre le commandement provisoire, en attendant les ordres du gouvernement, et que s'il désirait avoir le temps de faire ses réflexions avant d'accepter, il ne pouvait du moins se dispenser de donner des ordres en sa qualité de commandant du Caire; que quant à lui, il croyait ce commandement trop délicat pour s'en charger

légèrement. Voyant qu'il ne se décidait pas, il le prit à part, renouvela ses observations, en ajoutant qu'une pareille discussion devait être renvoyée à un moment plus calme.

Le général Menou répéta encore qu'il ne pouvait prendre le commandement; qu'il n'avait pas fait la guerre, et n'était pas connu des soldats, peut-être prévenus contre lui par son changement de religion. Le général Reynier lui dit qu'il ne devait point regarder ce changement comme un obstacle; que même il le rendrait plus agréable aux habitans du pays; qu'enfin, tous les généraux, et lui en particulier, l'appaieraient de tous leurs moyens et de leurs conseils. Il l'invita à répondre au moins comme commandant du Caire, et se retourna du côté de l'aide-de-camp; la discussion finit alors. On continua de faire des informations sur l'assassinat, et, dès le lendemain, le général Menou prit le titre de *commandant l'armée par intérim*. Il nomma le général Reynier président de la commission chargée de juger l'assassin.

Après les funérailles de Kléber et l'exécution du coupable, le général Menou prit le titre de général en chef. L'armée le vit avec beaucoup de peine succéder à ses anciens chefs. Plusieurs corps élevèrent des murmures; mais les généraux les apaisèrent; ils espéraient que son habitude des affaires suffirait pour bien diriger l'administration du pays, et qu'au moment du danger ils pourraient l'aider de leur expérience.

Le général Menou chercha pendant les premiers jours à se concilier les esprits : généraux, administrateurs, il les accueillit tous, leur fit de fréquentes visites; il sembla même aller au-devant de leurs avis. Mais bientôt des traits d'animosité contre son prédécesseur, des tracasseries pour sa succession, commencèrent à dévoiler au moins sa maladresse. Les murmures de l'armée et les reproches adressés au général Reynier de l'avoir engagé à prendre le commandement, excitèrent sa jalousie, quoique la conduite franche de ce général fût bien propre à le rassurer sur les suites de cette rivalité.

Le commandement de l'Égypte pouvait procurer à la fois les plus brillantes réputations, celles de militaire, de législateur et d'administrateur. Pour se les assurer, il fallait être confirmé par le gouvernement, et effacer le souvenir de la gloire de Kléber. Des partis coloniste et anti-coloniste furent inventés. Le général Menou se mit à la tête du premier, et proclama l'engagement de conserver l'Égypte. On répandit en France l'opinion que les autres généraux formaient le second, et voulaient renouveler le traité d'El-A'rych (1). A cette époque l'Osiris fut expédié secrètement.

(1) La différence entre les deux époques était bien appréciée par tous les individus de l'armée. Lors du traité d'El-A'rych, elle ne recevait de la France que des nouvelles affligeantes : les armées étaient battues, les frontières entamées. Les déclamations que le Directoire autorisait contre l'expédition d'Égypte faisaient regarder l'armée comme en exil. Ignorant encore

Convaincu qu'il ne pouvait pas aspirer à une réputation militaire, le général Menon tourna ses vues vers la carrière administrative; il affecta de s'occuper de tous les détails, et cherchant à donner une grande idée de sa moralité et de sa probité, il cria fortement contre les dilapidations; il promit enfin de détruire tous les abus, et cependant Bonaparte et

---

le sort de Bonaparte et l'heureuse révolution qui rendit à la France son énergie et sa gloire, elle brûlait de porter ses armes victorieuses dans sa patrie. Kléber avait continué des négociations, afin d'éclairer les Turcs sur leurs véritables intérêts, de retarder leurs opérations et de gagner du temps, en attendant les ordres du gouvernement et des secours: n'ayant plus d'autre moyen de les prolonger, il avait proposé des conférences et une suspension d'armes. Les Anglais, qui avaient dû intervenir, surent retarder l'annonce de la suspension d'armes et le transport des plénipotentiaires envoyés à la conférence, de manière qu'El-A'rych fut attaqué et livré par surprise, tandis que les Français se reposaient sur la foi de l'armistice.

El-A'rych pris, le général Desaix au pouvoir de l'armée turque, une partie de l'Egypte insurgée, on ne pouvait plus avoir que difficilement l'argent et les vivres nécessaires à l'armée; les villes des côtes étaient dans une situation à faire craindre des événemens semblables à celui d'El-A'rych. L'armée turque allait se répandre en Égypte; des corps de Russes et d'Anglais devaient se joindre à elle: l'armée d'Orient pouvait ne pas être victorieuse, ses victoires même devaient l'épuiser; ne recevant pas de secours, elle pouvait prévoir qu'elle succomberait après quelques attaques successives, et des auxiliaires européens, en aidant les Turcs, auraient acquis chez eux une influence politique dangereuse pour la France. Kléber,

Kléber en avaient peu laissé subsister. Pressé de donner des espérances favorables de son administration, et d'y intéresser l'armée, il publia l'engagement de tenir toujours la solde au courant, avant d'avoir assez étudié les finances de l'Égypte, pour en assurer les moyens; il mit beaucoup d'ostentation

---

persuadé que le Directoire abandonnait tout projet sur l'Égypte, et que les vieilles bandes de l'armée d'Orient, arrivant en Europe au commencement de la campagne, pouvaient sauver leur pays, fit le sacrifice de la gloire qu'il pouvait acquérir contre les Turcs dans l'espoir d'être plus utile. Il voulait, par ce traité, séparer les Turcs des Russes et des Anglais, les déterminer à faire la paix avec la France, et lui assurer dans le commerce des avantages équivalens à la restitution de l'Égypte. Mais le visir dépendait trop des Anglais pour y consentir ostensiblement; il ne donna que des assurances verbales que cela s'arrangerait après l'évacuation. Les négociations étaient trop avancées pour reculer, et le traité fut conclu : son exécution était commencée lorsqu'on apprit la révolution du 18 brumaire. L'armée pouvait alors espérer que le gouvernement s'occuperait d'elle, si elle restait en Égypte; mais Kléber était trop loyal et trop esclave de sa parole pour rompre un traité qu'il avait signé. Les faux calculs du gouvernement anglais, la mauvaise foi jointe à l'insulte, tournèrent contre lui; ils rendirent à l'armée d'Orient ses armes, et lui valurent une nouvelle conquête de l'Égypte.

Lorsqu'on aurait cherché les circonstances les plus favorables pour procurer à cette armée une victoire complète, on n'aurait pu les mieux préparer qu'elles ne le furent par l'évacuation de la partie orientale de l'Égypte, la marche des Turcs et la réunion de l'armée française. Si, au lieu de signer la convention, on avait ouvert la campagne, il y aurait eu beaucoup d'affaires partielles, de privations, de marches pé-

à créer une commission chargée de surveiller la fabrication du pain. Lorsqu'il crut apercevoir qu'on lui obéissait avec moins de répugnance, il changea de genre de vie, devint moins accessible; entouré de liasses de papiers, il avait l'air de travailler beaucoup, mais les affaires les plus pressées restaient en souffrance.

Sous Bonaparte et sous Kléber, l'armée d'Orient n'avait qu'un même esprit; tous étaient unis par les mêmes dangers et les mêmes espérances : un nouveau chef créa un nouvel esprit. Aisément il aurait pu se concilier l'armée, secondé par tous les généraux, qui, pénétrés de la nécessité d'être unis, agissaient de cœur; pour lui, il préféra de se faire quelques partisans par des menées sourdes; mais leur développement fut long-temps couvert d'un voile que ses démarches ostensibles rendaient plus difficile à soulever.

---

nibles, et on aurait peut-être fini par succomber. A Héliopolis les deux armées étaient réunies; aussi la victoire fut-elle brillante et décisive.

Après cette bataille et la nouvelle de la révolution du 18 brumaire, la situation de l'armée était bien changée. Assurée au moins pour un an de la possession paisible de l'Égypte, elle pouvait espérer que le gouvernement, qui alors méritait toute sa confiance, veillerait sur elle. Les derniers dangers avaient attaché tous les individus de l'armée à la conservation de l'Égypte; et si on avait voulu y chercher des anti-colonistes, l'armée entière aurait désigné l'homme seul qui passait à Rosette, à déclamer contre les opérations de son chef, les époques où elle scellait de son sang cette nouvelle conquête.

CHAPITRE III.

ÉVÉNEMENS POLITIQUES.

La note que Kléber avait préparée pour accompagner le renvoi de la lettre de Morier, secrétaire de lord Elgin, n'était pas encore partie; le général Menou en adoucit quelques expressions, et l'expédia le 2 messidor, telle qu'elle a été imprimée dans les journaux.

Le 9 du même mois, M. Wright, lieutenant du Tigre, arriva en parlementaire par le désert, avec des dépêches du visir et de Sidney-Smith. Il annonçait que l'Angleterre avait délivré les passeports nécessaires pour l'exécution du traité d'El-A'rych. Il s'était déjà présenté à Alexandrie; mais, refusé d'après les ordres de Kléber, il avait passé par la Syrie. M. Wright avait appris en route l'assassinat de Kléber, et avait tenu à Salêhiëh divers propos pour engager les soldats à se révolter contre les généraux qui refuseraient de les ramener en France. Ses discours n'avaient produit d'autre effet que l'indignation. D'après sa conduite, on aurait pu l'arrêter comme espion; il fut renvoyé.

De nouvelles lettres du visir arrivèrent le 15; elles étaient relatives à la note envoyée à Morier; il lui fut répondu de s'adresser à Paris. Le 13 fructidor il fit passer encore une dépêche; il essayait toujours

d'entamer quelques négociations et craignait d'être prévenu par le capitan-pacha. Ces deux premières autorités de la Porte rivalisaient d'activité pour renouer avec l'armée française et s'en faire un mérite à Constantinople.

Le capitan-pacha était venu à Jaffa, avec Sidney-Smith, au commencement de messidor, pour concerter avec le visir un plan d'opérations militaires ou de négociations. Ils n'avaient pas de forces qui leur permissent de rien entreprendre; aussi la conférence entre le chef suprême de toutes les forces ottomanes, alors sans armée, dont le crédit à sa cour avait beaucoup baissé depuis la bataille d'Héliopolis, et le capitan-pacha, son subordonné mais favori du sultan, se passa sans rien décider, à s'observer mutuellement; puis ils se séparèrent, déterminés à négocier chacun de son côté.

Le capitan-pacha reçut à son bord, à Jaffa, l'aide-de-camp Baudot, enlevé par surprise à Héliopolis, et retenu pour servir à l'échange de Moustapha-Pacha, que Kléber avait gardé comme otage : ce pacha étant mort subitement à la nouvelle de l'assassinat de Kléber, cet événement prolongea la captivité de Baudot, qui ne fut rendu à Damiette qu'à la fin de thermidor. Le capitan-pacha avait eu pour lui des égards qui contrastaient avec les mauvais traitemens du visir.

Avec quelque adresse, on aurait pu se servir de l'intérêt personnel de ces deux chefs de l'empire ottoman, pour renouer des négociations tendant

non à leur céder l'Égypte, mais à paralyser leurs efforts, à les éloigner des Anglais, et peut-être même à les disposer à la neutralité pendant la guerre (1); mais le général Menou répondit à toutes leurs propositions, qu'il fallait s'adresser à Paris pour les arrangemens relatifs à l'Égypte : les Turcs, qui sont accoutumés à voir les gouverneurs de province se rendre indépendans, regardèrent cette réponse comme une défaite, et se persuadèrent que toute négociation devenait inutile.

Baudot, d'après les entretiens qu'il avait eus avec le capitan-pacha, pensait qu'en lui insinuant que les négociations sont ordinairement entamées par des commissaires pour l'échange des prisonniers, et qu'après la conduite des Anglais, et l'intention qu'ils avaient manifestée de s'emparer des ports, si le traité d'El-A'rych avait eu son exécution, on éprouverait de leur part des obstacles à tout rapprochement de la France avec la Porte qui viendrait à leur connaissance, il aurait consenti à l'envoi d'un agent français à Constantinople, qui, sous le prétexte de l'échange des prisonniers, aurait traité directement des affaires relatives à l'Égypte.

Le capitan-pacha alla faire de l'eau en Chypre : lorsqu'il reparut en vendémiaire, le général Menou chargea le général Baudot de lui conduire Endjeah-

(1) Le général Menou reçut alors des lettres adressées à Kléber par le gouvernement; elles annonçaient que les Turcs n'étaient pas éloignés de consentir à cette neutralité

Bey, fait prisonnier sur un vaisseau qui avait échoué vers Aboukir, et de tâcher de faire un traité pour l'échange des prisonniers. Il écrivit au capitan-pacha qu'il fallait d'abord s'en occuper, et qu'il pouvait s'adresser ensuite à Paris pour le reste. Le capitan-pacha ne s'arrêta pas long-temps devant Alexandrie, il retourna à Rhodes; Baudot ne put remplir sa mission, et Endjeah-Bey fut, peu de temps après, renvoyé sur un bâtiment grec.

CHAPITRE IV.

ESPRIT DES HABITANS DE L'ÉGYPTE. — ÉNÉNEMENS MILITAIRES JUSQU'AU MOIS DE BRUMAIRE.

L'Égypte était fort tranquille; les contributions se payaient dans toutes les provinces, sans qu'il fût besoin de forts détachemens pour les percevoir. La plupart des tribus arabes étaient soumises; celles qui ne l'étaient point encore avaient fui dans le désert, ou s'étaient dispersées dans les villages pour éviter les poursuites : convaincues de la puissance des Français, c'était moins des intentions hostiles, que leur caractère craintif et défiant qui les empêchait de se rapprocher d'eux. Le débordement prochain du Nil, et le mauvais état de l'armée du visir, garantissaient qu'avant plusieurs mois on n'aurait à redouter aucune attaque extérieure. Un parti de quatre cents cavaliers turcs, qui était venu à Catieh

pour servir d'escorte à M. Wright, ne pouvait donner aucune inquiétude. Des rapports annoncèrent, au commencement de thermidor, que l'armée du visir se préparait à marcher; cela n'était pas probable, cependant la garnison de Salêhiëh fut renforcée d'une demi-brigade, qui bientôt après rentra au Caire.

Mohamed-Bey-l'Elfy était venu de Syrie par le désert, annonçant qu'il allait joindre Mouràd-Bey; mais il restait chez les *Mahazi*, tribu d'Arabes rebelles qui habite les déserts du Chark-Atfiëh. On le fit chasser par un détachement de dromadaires; d'autres partis se portèrent dans l'isthme de Souez pour l'arrêter, s'il cherchait à rétrograder. On le poursuivit long-temps; ses équipages furent pris; il fut même réduit à errer avec vingt-cinq cavaliers.

Le général Menou fit rentrer au Caire, à la fin de thermidor, la soixante-quinzième demi-brigade, que Kléber avait placée dans le Delta, pour y former un corps de réserve avec la vingt-cinquième et le vingt-unième régiment de dragons. Les ponts volans établis par Kléber à Rahmaniëh et à Semenhoud, pour faciliter les passages du Nil et les communications de l'armée depuis la côte jusqu'aux frontières de Syrie furent retirés.

Bientôt après, l'inondation couvrit les terres; l'armée ne pouvant être attaquée avant la retraite des eaux, aucune raison n'exigeait alors des mouvemens de troupes; cependant le général Menou ordonna à la division du général Friant d'aller re-

lever à Alexandrie, Rosette et Rahmanieh, celle du général Lanusse, qu'il voulait appeler au Caire. Des considérations très fortes auraient dû empêcher un pareil changement : Lanusse commandait depuis long-temps à Alexandrie, il connaissait très bien la défense de cette côte, et avait l'habitude des relations avec les habitans de la ville et ceux du Bahirëh ; la peste régnant presque toujours à Alexandrie, il était à craindre que ce déplacement ne la portât au Caire ; enfin ce mouvement ne pouvait s'opérer pendant l'inondation, qu'avec des barques, et c'était employer inutilement tous les moyens de transports, à la seule époque favorable pour approvisionner Alexandrie, etc. Mais le général Menou se souvenait que Kléber, fatigué de la prétention qu'il avait eue de commander Alexandrie et le Bahirëh sans sortir de Rosette, l'avait remplacé par Lanusse : il voulait aussi travailler l'esprit de ses troupes, et contraindre par des dégoûts cet officier qu'il n'aimait pas à demander son passe-port pour la France.

Trois tribus arabes des environs de Ghazah, les *Tarabins*, *Teha* et *Anager*, s'étaient réfugiées dans le désert, après une courte guerre contre les Osmanlis, qui avaient assassiné par trahison leurs principaux cheiks. Jamais les Arabes ne pardonnent cet attentat, dont les exemples sont si fréquens chez les Turcs. Ces tribus envoyèrent demander au général Reynier la permission de s'établir en Égypte, sous la protection des Français. Elles alléguaient

en leur faveur que la cause de ces persécutions était leur alliance avec eux pendant la campagne de Syrie : c'était en effet le prétexte des Osmanlis; mais leur véritable motif était que Mahammed-Aboumarak, maître d'hôtel du grand-visir, qu'il venait de faire pacha de Ghazah, avait des haines de famille à satisfaire contre ces tribus, et qu'il profita de son élévation pour se venger.

Le général Reynier jugea que ces Arabes pouvaient être utiles; que, placés dans le désert entre la Syrie et l'Égypte, ils donneraient avis des mouvemens des Osmanlis. Il espéra qu'en éveillant leur intérêt, on les porterait à intercepter la contrebande de grains qui se faisait chaque jour sur cette étendue immense de désert; que, de plus, si l'on devait faire une nouvelle campagne en Syrie, ces Arabes pourraient servir. Il proposa au général Menou de leur accorder une partie de l'Occadi-Tomlat, et le désert qui le sépare de Catieh et de Souez. Ces Arabes annonçaient être au nombre de sept mille, femmes, enfans et vieillards compris. Ils disaient avoir cinq cents cavaliers et huit cents hommes montés à dromadaire, ainsi que beaucoup de bestiaux; mais comme ils vinrent successivement et se dispersèrent dans le désert, on ne put pas juger exactement de leur nombre. Leurs principaux cheiks ayant été tués, il ne se trouvait plus parmi eux d'hommes influens dont on pût utiliser l'intelligence, et le général Menou les ayant reçus mesquinement, on n'en tira pas un grand parti.

CHAPITRE V.

INTRIGUES. — ORIGINE DES DIVISIONS.

Les mois de thermidor et de fructidor offrent peu d'événemens remarquables; les intrigues étaient encore obscures : on s'étonnait cependant des atteintes portées à la mémoire de Kléber. Ces coups étaient dirigés dans l'ombre, à la vérité, mais ceux qui les frappaient étaient accueillis : on s'apercevait déjà que c'était le meilleur moyen d'obtenir des grâces.

Le général Menou, dont la haine pour Kléber rejaillissait sur le général Damas, voyant que, malgré toutes ces tracasseries, ce général ne songeait pas à quitter sa place de chef d'état-major, et se jugeant assez fort (c'était en fructidor), lui ordonna de cesser ses fonctions. Sa lettre n'alléguait aucun motif. Ce général, étonné, lui répondit qu'il ne voyait pas ce qui pouvait donner lieu à une telle mesure, et qu'il convenait d'attendre les ordres du gouvernement, à moins qu'il n'existât des motifs suffisans pour le traduire devant un conseil de guerre : il ne reçut pas de réponse; le général Menou refusa même de lui parler.

Les généraux de division Reynier et Friant, peinés de cette discussion, qui tendait à diviser l'armée, allèrent chez le général Menou afin de

l'engager à surmonter ses haines personnelles, d'autant moins fondées que le général Damas avait cherché à lui rendre service auprès de Kléber. Il s'excusa en disant qu'il croyait s'être aperçu qu'il y avait entre eux incompatibilité d'humeur, qu'il ne pouvait travailler avec lui; protesta, *sur sa parole d'honneur;* qu'aucune animosité particulière n'influençait sa conduite, et termina par offrir sa démission. Cette menace empêcha le général Reynier d'insister; déjà, par délicatesse, il ne lui avait pas représenté que, commandant l'armée *par intérim*, il ne devait pas se permettre un pareil changement, excepté dans les cas de la plus urgente nécessité, avant de connaître les intentions du gouvernement. Il se borna à lui demander d'avoir une explication avec le général Damas, pour se concilier avec lui, si cela était encore possible, ou lui donner un emploi convenable. Ce général, pour ne laisser aucun prétexte à des troubles dans l'armée, en occupant la place de chef de l'état-major malgré celui qui la commandait, accepta le commandement des provinces de Benesouef et de Fayoum. L'ordre du jour du 21 fructidor annonça sa retraite, et des éloges y furent donnés à sa conduite. Le général Menou fut plusieurs jours avant de lui désigner un successeur; ensuite il choisit le général Lagrange; mais en paraissant lui accorder toute sa confiance, il se réserva également tout le travail, même le plus minutieux; aussi les affaires languirent comme auparavant.

Le général Reynier avait pénétré l'intention du général Menou, de se former un parti; il aurait pu le dissoudre en éclairant sur sa marche tortueuse plusieurs personnes qui, étrangères à toute duplicité, ne le jugeaient que sous le masque dont il s'était couvert; mais les désabuser eût été les éloigner du général Menou, c'eût été diviser l'armée; il préféra garder le silence.

Le général Menou trouvant que le parti qu'il voulait se former ne grossissait pas assez promptement; instruit aussi que, quoique la plus grande discipline régnât dans l'armée, la plupart des officiers et des corps ne l'aimaient pas, voulut se les concilier. Il nomma, le 1er vendémiaire, six généraux de brigade, et les officiers nécessaires pour les remplacemens des autres grades; quelques officiers, préférant rester à leurs corps, voulaient refuser, mais leurs réclamations furent rejetées; il les força d'accepter. La plupart de ses choix tombèrent sur des officiers que des services rendus ou l'ancienneté de leur grade appelaient à recevoir de l'avancement; mais on s'aperçut qu'il avait moins l'intention de donner des récompenses militaires, que de paralyser par des bienfaits ceux qu'il redoutait, ou d'élever aux places des hommes dont la loyauté ne pourrait soupçonner sa tortueuse politique. On vit qu'il n'était plus besoin de services militaires ni d'actions d'éclat pour mériter de l'avancement. Le général Menou se servit de cette prodigalité de grades pour engager des officiers à lui rapporter

tout ce qui se disait de lui : il trouva peu d'hommes assez vils pour gagner sa bienveillance à ce prix, presque tous rejetèrent ses avances avec indignation. On ignorait au Caire cet espionnage : le général Lanusse en fut averti le premier, à Alexandrie, par des officiers qui avaient reçu de pareilles offres du général Menou.

CHAPITRE VI.

INNOVATIONS DANS L'ADMINISTRATION DU PAYS.

Jusqu'en fructidor, le général Menou ne s'occupa que des détails de l'administration et de la police des hôpitaux, déjà réorganisées par Kléber après le siége du Caire ; de la fabrication du pain, et de la rédaction de ses ordres du jour, qu'il remplissait de déclamations sur la morale, la probité, etc., afin de mieux séparer sans doute sa vie antérieure des circonstances où il se trouvait. Mais en fructidor, il entreprit d'organiser le gouvernement, ainsi que les finances de l'Égypte. Jetons un coup d'œil rapide sur son administration et sur ses nombreux arrêtés.

D'après un ancien usage, les mukhtesims, lorsqu'ils entrent en possession, confirment les cheiks existans ou en nomment d'autres, et les revêtent de béniches et de schals, cérémonie qui, dans les

mœurs de l'Orient, annonce qu'ils demeurent investis de l'autorité. Les cheiks reconnaissent ce don par un présent de chevaux, chameaux ou bestiaux, d'une valeur ordinairement double de celle des vêtemens qu'ils ont reçus. Les propriétaires puissans renouvellent cette investiture toutes les fois qu'elle est conforme à leurs intérêts : quelques uns même l'ont convertie en une prestation en argent ; et ce droit, qu'ils perçoivent tous les deux, trois ou quatre ans, est réparti sur tous les fellâhs.

Pour ne négliger aucun des moyens de retirer les impositions d'usage, et se procurer l'argent nécessaire aux dépenses de l'armée, il fallait percevoir ce droit : mais on devait saisir cette circonstance pour s'assurer de l'attachement des cheiks et les intéresser à la perception des contributions ordinaires. La continuation de l'usage de les revêtir, à de certaines époques, aurait donné dans la suite des débouchés aux produits de nos manufactures, et amené les habitans à se glorifier des marques distinctives des fonctions confiées par le gouvernement : c'était un pas vers la civilisation. Ceux qui avaient étudié, dans les provinces, l'organisation municipale des villages et l'influence des cheiks, savaient qu'il était nécessaire de les ménager, pour assurer la tranquillité intérieure du pays et la perception des impôts ; ils savaient aussi que les cheiks, effrayés ou mécontens, abandonnent leurs villages et font déserter avec eux, ou même révolter les habitans, et qu'alors il devient impossible de percevoir les contributions.

mais le général Menou fut séduit par l'espérance d'un produit de trois millions, qu'un faux calcul lui faisait apercevoir. Le payeur général, qui, par sa place, ne devait songer qu'à remplir ses caisses, sans entrer dans ces considérations politiques, adopta avec plaisir un projet qui lui promettait une augmentation de rentrées. On n'y vit qu'une opération de finances. L'arrêté fut mis à l'ordre du jour du 5 fructidor. Cependant rien n'en pressait la publication, puisqu'il ne pouvait être exécuté qu'après l'inondation.

Si un pareil droit avait plusieurs inconvéniens généraux, son administration était encore plus dangereuse. Les cheiks furent retirés de l'inspection des commandans de province, les seuls qui dussent, d'après les préjugés et les habitudes anciennes du pays, avoir de l'influence sur eux; ils passèrent sous la police du payeur général, et plus particulièrement sous celle d'inspecteurs turcs et d'un directeur général, que cette organisation faisait chef municipal de l'Égypte, qui, par sa place, avait le droit de correspondre avec tous les cheiks et pouvait soulever en même temps tout le pays, sur tous les points, sans qu'on s'en doutât. Cette place fut donnée à un cheik du Caire qui, déjà deux fois, avait trahi la confiance des Français.

Le général Menou nomma, le 12 fructidor, un directeur général et comptable des revenus de l'Égypte. Le citoyen Estève, payeur général, se prêta, par dévoûment au bien public, à son désir de chan-

ger le nom et les attributions de sa place; mais il fut constamment contrarié, et les projets qu'il forma furent estropiés.

L'ordre du jour du 20 fructidor nomma les directeurs et employés de cette nouvelle administration; ils furent plus nombreux et eurent des appointemens plus forts que sous Kléber.

L'ordre sur la marque des ouvrages d'or et d'argent, qui fut publié le 14 fructidor, était utile pour empêcher les friponneries des orfèvres et la fonte des monnaies; mais l'administration de ce droit coûta beaucoup plus qu'il ne pouvait rapporter.

Le général Menou se rappela qu'il y avait un conseil privé dans quelques colonies, et Kléber avait en partie imité cette institution, en formant un comité administratif de cinq membres. Il adjoignit d'abord plusieurs personnes à ce comité; ensuite il le supprima par son ordre du jour du 15 fructidor. Il lui substitua un conseil privé, composé de tous les chefs de l'armée résidant au Caire, et de quelques membres à son choix : mais qu'attendre d'une réunion de quarante à cinquante membres? Ce n'est pas une pareille assemblée qui travaille. Des discussions sur toutes les branches de l'administration auraient amené nécessairement la censure des mesures qu'il avait arrêtées; et lors même qu'on y aurait apporté tous les ménagemens possibles, elles auraient toujours excité, dans l'armée, une fermentation dangereuse pour la discipline : c'était enfin y

créer un club. La plupart des chefs qui devaient composer ce conseil étaient déterminés à le faire dissoudre, en déclarant que les prédécesseurs du général Menou avaient administré l'Égypte sans une pareille institution, et qu'ils y voyaient trop d'inconvéniens. Soit qu'il les eût aperçus lui-même, ou qu'il n'eût publié son ordre que pour avoir l'air, en France, de s'entourer de l'opinion et des conseils de tous les chefs de l'armée, l'ouverture des séances fut retardée, puis on n'en parla plus.

On sait que, même en Europe, les innovations en fait d'impôts effraient le commerce. Tout nouveau droit rend peu les premières années, parce qu'on est obligé de mettre sa perception en régie, sujette à beaucoup de non-valeurs, puisqu'il ne peut être affermé d'une manière avantageuse avant que son produit soit bien connu. Ces inconvéniens sont bien plus forts dans un pays où les habitans s'effarouchent de la plus légère atteinte portée à leurs anciens usages. Ces considérations n'arrêtèrent pas le général Menou, qui publia, le 16 fructidor, un nouveau réglement sur les douanes. Il manifestait l'intention de favoriser le commerce avec la Syrie; mais il l'entrava de droits et de formalités qui rebutèrent les Arabes conducteurs des caravanes, et les décidèrent à faire la contrebande, que les frontières du pays leur rendaient très facile.

Kléber, afin d'encourager les bâtimens grecs à venir dans les ports d'Égypte, avait accordé des exemptions de droits et même des primes, pour

l'importation des articles dont l'armée avait le plus grand besoin. Les droits furent rétablis, et on substitua aux primes des avis imprimés qui promettaient sûreté et protection à ceux qui viendraient; on les soumit en même temps à une foule de formalités pour la vente de leurs marchandises, et pour le chargement en retour.

Le commerce avec l'Arabie est fort avantageux à l'Égypte; elle y verse l'excédant des grains de la Haute-Égypte, et en tire en échange le café, les gommes, l'encens, des étoffes de l'Inde, etc., qui lui servent à solder les marchandises qu'elle tire d'Europe. Le port de Cosséir, qui, par sa proximité de ceux de l'Arabie, convient le mieux pour ce commerce, se trouvait dans l'apanage de Mourâd-Bey. Afin de forcer le commerce à refluer à Souez, fort occupé par les Français, on greva toutes les marchandises qui sortaient des terres de Mourâd-Bey, d'une douane excessive, sans offrir dans le port où l'on voulait attirer les Arabes, les articles dont ils ont besoin. Le commerce avec l'Arabie en souffrit, et le peu de bâtimens qui vinrent à Souez n'y trouvant pas de marchandises, vendirent en numéraire.

Le changement des droits de la douane établis à Siout, sur le commerce avec l'intérieur de l'Afrique, fit une mauvaise impression sur les caravanes, qui déjà se multipliaient d'après l'accueil que les premières qui virent les Français en avaient reçu.

Dans son ordre du jour du 20, le général Menou

donna une nouvelle organisation, et fit des diminutions à un droit qui se percevait, depuis les temps les plus anciens, sur les successions, sous le nom de *Beit-El-Mahl*.

Les droits sur les consommations intérieures avaient été supprimés par l'ordre du 16 fructidor concernant les douanes; bientôt après, le général Menou les rétablit sous le nom d'octrois; mais l'organisation qu'il leur donna valait-elle l'ancienne? Dans les villes de commerce, les marchandises sont déposées dans de vastes bazars nommés *okels*. Les droits sur les consommations et sur les transits étaient affermés, chaque année, à des individus qui les percevaient à peu de frais et d'une manière fort simple à la porte de ces okels. L'état de guerre avait empêché de tirer un grand parti de ces fermages, dans les premiers temps de la conquête; mais la confiance s'étant rétablie, la concurrence des négocians en aurait beaucoup haussé le prix. Il y avait des droits particuliers sur certaines denrées, sur les consommations dans les petites villes, et sur les marchés dans quelques villages. Plusieurs abus, des vexations particulières et des non-valeurs, devaient être supprimés. Quelques portions de ces revenus étaient affectées par d'anciennes concessions, à des familles, des établissemens ou des mosquées. On pouvait améliorer le mode de leur recette et augmenter leur produit, sans s'exposer, par un changement total, aux incertitudes d'une innovation.

Ces droits ralentirent la circulation intérieure;

toutes les denrées haussèrent de prix, et les troupes, dont les rations étaient payées en argent, en souffrirent. Il fallut une nuée d'employés pour les percevoir le premier mois. L'avidité et l'espoir d'être soutenus comme anciennement par l'autorité dans leurs vexations, déterminèrent plusieurs individus à se rendre fermiers. Ils promirent de très hauts prix; mais leurs espérances ayant été déçues, ils éprouvèrent des pertes sur la plupart des denrées.

Le divan du Caire s'était dissous après la convention d'El-A'rych, et Kléber n'avait pas jugé convenable de le rétablir avant l'entier paiement des dix millions auxquels cette ville avait été imposée. Mais après cette époque, ce corps devenait utile pour donner aux habitans une influence apparente dans le gouvernement, et les habituer aux affaires. L'idée d'en former en même temps une espèce de tribunal d'appel était bonne. La justice n'était pas rendue ou l'était mal, par des juges sans considération et sans autorité, guidés plutôt par leur intérêt personnel que par des lois invariables. Presque toujours les coupables échappaient aux recherches, les liaisons ou les haines de familles et de villages balançaient l'autorité; il n'existait aucune organisation municipale ni judiciaire.

Il y aurait eu un travail bien intéressant à faire pour préparer l'Egypte à un bon gouvernement: les progrès de la civilisation en dépendaient; on ne pouvait y conduire que par degrés un peuple igno-

rant, attaché servilement à ses anciens usages; il fallait beaucoup de ménagemens pour les opinions religieuses, afin d'amener des hommes divisés de culte, à obéir aux mêmes lois. Le général Menou avait nommé le 4 fructidor, une commission pour faire des recherches sur l'ancienne organisation de la justice et lui présenter un projet, mais il n'attendit pas que le travail qu'elle préparait fût achevé, et publia l'ordre du jour du 10 vendémiaire.

Bonaparte avait composé le divan d'hommes de toutes les religions, afin d'effacer la distinction des cultes. Le général Menou n'y admit, par ce nouvel arrêté, que des musulmans. Les chefs des autres religions, dont il se réservait le choix, n'eurent que le droit de séance, avec voix consultative. Il accorda aux musulmans des tribunaux investis du droit de les juger, non seulement entre eux, mais aussi dans leurs différends avec les chrétiens. Il laissait bien à ces derniers la faculté de terminer leurs procès par arbitrage; mais, dans certains cas, ils retombaient sous la police des kadis musulmans. Les ordres que Bonaparte avait donnés pour empêcher la corruption des juges furent renouvelés. Le général Menou défendit aussi le *dieh* ou rachat du sang, institution odieuse aux yeux de la raison, mais consacrée par l'usage, et que Mahomet lui-même a confirmée par le Koran. Rien de plus contraire aux lois des peuples civilisés, mais un usage aussi ancien et qui influait sur la tranquillité du pays, n'était pas de

nature à être déraciné par un simple ordre du jour ; il fallait d'abord se procurer les moyens d'arrêter les coupables, organiser une autorité dans les villages, et détruire les asiles qu'offrait l'hospitalité : mais ceux qui n'avaient jamais habité que le Caire et les autres grandes villes soumises à une police sévère, ignoraient que toutes les institutions nécessaires pour en établir une dans les campagnes manquaient à l'Egypte.

Les jurés peseurs, mesureurs et sérafs percevaient un droit fixé par l'usage, d'après la nature des marchandises. Le général Menou porta leurs droits à deux et trois pour cent de la valeur. En un seul jour un peseur aurait pu faire sa fortune, s'il avait eu à livrer des objets de prix : les réclamations du commerce se multiplièrent à l'infini. Il avait aussi étendu cet ordre aux denrées que le gouvernement recevait pour impositions : c'était plus d'un dixième que l'on aurait perdu gratuitement, s'il n'avait pas modifié cet article après de nombreuses représentations.

Il était naturel de faire payer par l'armée les droits établis sur le commerce ; il y aurait eu beaucoup d'inconvéniens à l'en exempter ; mais l'ordre du 19 vendémiaire étendit aux successions des Français l'impôt appelé beit-el-mal. Cette extension était contraire aux lois de la République. Ce droit fut affermé à des habitans du pays ; et pour en augmenter le produit à leurs yeux, on leur fit envisager, d'une manière indécente, ce qu'ils auraient à prélever sur

la fortune des généraux et autres officiers qui viendraient à mourir..... Cet ordre révolta généralement.

A peine les marchands du Caire et de Boulack, dont les magasins avaient été pillés ou confisqués lors de la prise de cette dernière ville, qui avaient ensuite payé au-delà de la moitié des douze millions des charges de guerre, commençaient-ils à respirer et ranimaient-ils leurs affaires qu'ils furent grevés d'une foule de droits. Ceux de Damiette, de Mehallëh-El-Kébir, de Tanta, etc., qui avaient également été imposés, eurent le même sort. L'espoir de vendre leurs marchandises plus cher aux individus de l'armée, presque seuls consommateurs à cette époque, leur avait fait surmonter ces difficultés; mais l'ordre du 20 vendémiaire, qui établissait des droits sur les corporations, acheva de les accabler. La plupart abandonnèrent leur commerce; quelques uns tournèrent leurs spéculations sur les fermages des nouveaux droits; d'autres, comme chefs de corporations, et chargés en cette qualité des répartitions, en s'exemptant eux-mêmes et faisant payer les pauvres, conservèrent seuls un peu d'aisance.

Il fallait certainement, pour fournir aux dépenses de l'armée, établir des impositions régulières sur les villes, mais elles devaient être réparties sur les riches, sur leurs propriétés, enfin sur le luxe. On pouvait conserver quelques droits anciens sur quelques corps de métiers, qui sont presque tous con-

centrés dans les mêmes quartiers. On pouvait aussi, par un droit modéré de patente, établir une surveillance, qui aurait pu devenir la source de quelque amélioration ; mais il aurait fallu d'avance étudier les anciennes impositions, examiner mûrement celles qu'il convenait d'établir, et on prit à peine des renseignemens nécessaires sur les lieux où il existait des corporations.

Pour civiliser l'Égypte et y établir un bon système d'administration, on devait principalement s'attacher à détruire l'influence politique des opinions religieuses. L'arrêté qui fait suite à celui des corporations, créa des impôts particuliers sur chaque corps de nation désigné par son culte ; on y voit même figurer les Cophtes comme tribu étrangère. Sans doute il convenait de faire peser les impositions sur les riches capitalistes cophtes, qui, chargés de la perception des impôts, vexent le peuple et enfouissent leurs richesses plutôt que de les mettre en circulation : ils pouvaient payer chaque année le million auquel ils étaient taxés; mais on aurait dû les atteindre d'une autre manière. Si l'on voulait conserver quelques traces de ces distinctions religieuses, on pouvait modifier la capitation qui pèse sur les chrétiens, dans tout l'empire Turc, en accordant des exemptions à ceux d'entre eux qui se dévoueraient au service militaire, et les engager ainsi à former une milice pour la défense du pays.

Les négocians syriens avaient perdu une partie de leurs marchandises à Boulack ; ils avaient déjà

beaucoup payé aux Osmanlis pendant le siége: Kléber avait promis de les indemniser. Le général Menou les frappa, peu après avoir pris le commandement, d'une avance de 500,000 francs, dont une partie seulement put être perçue. Il fixa ensuite leur capitation à 150,000 francs, à une époque où presque tout leur commerce était suspendu.

Aucune nation ne devait être autant protégée et encouragée que les Grecs; ils pouvaient seuls, pendant la guerre, faire un peu de commerce maritime, et ils commençaient à s'y livrer. Quelques encouragemens qu'on leur aurait donnés, auraient eu de grands résultats pour l'armée. On pouvait ouvrir, par leur moyen, des relations politiques fort intéressantes avec l'Archipel: militaires par goût, par esprit national, ils pouvaient fournir des recrues pour la légion grecque. Il est à remarquer que hormis ceux qui portaient les armes, il n'y en avait qu'un très petit nombre d'établis en Égypte; on pouvait donc se dispenser de les vexer pour une modique somme de 50,000 francs, qu'on eût retrouvée et au-delà, si les droits sur les corporations avaient été répartis sans distinction de cultes.

Les Juifs, qui sont presque tous artisans, courtiers ou séraſs, auraient aussi été bien plus également imposés sans cette condition.

La plupart des négocians francs avaient été pillés ou ruinés pendant le siége du Caire; plusieurs pères de famille, qui avaient été massacrés, laissaient leurs

enfans sans ressources. Cette classe de négocians, autrefois privilégiés et accoutumés aux vastes spéculations du commerce de l'Orient, devait s'attendre à une protection spéciale.... ils furent imposés à 40,000 francs.

Enfin cet ordre du jour, qui ne parlait que d'encouragemens à donner au commerce, contenait en effet toutes les mesures les plus propres à le détruire. Au lieu d'exciter les Français venus à la suite de l'armée à former des établissemens, où elle se serait procuré bien des articles qui manquaient, il était terminé par l'annonce que, sous peu, on fixerait les droits qu'ils auraient à supporter. Cet avis produisit l'effet qu'on devait en attendre : beaucoup de Français qui avaient des projets d'établissement d'une utilité réelle, se hâtèrent d'y renoncer.

CHAPITRE VII.

DES FINANCES.

A L'ÉPOQUE où Kléber fut assassiné, une partie de la contribution en argent, imposée sur les habitans du Caire, et toute celle en marchandises n'étaient pas encore payées. On les perçut pendant le trimestre de messidor, ainsi qu'une partie des contributions territoriales ordinaires : la solde fut mise au courant, et la majeure partie des dettes fut acquittée. On

assigna des fonds pour les fortifications, et les ingénieurs des ponts et chaussées en reçurent plus qu'il n'était nécessaire pour continuer les démolitions que la défense du Caire exigeait, et pour quelques embellissemens. Des gratifications, une augmentation de l'indemnité de rations, diverses dépenses inutiles, et la multitude d'employés français et turcs, suite d'une administration trop compliquée, portèrent successivement les dépenses de l'armée à 17 ou 1800,000 francs par mois; cependant tous les changemens avaient eu pour prétexte de substituer des économies à l'administration de Kléber, qui couvrait toutes les dépenses avec 13 ou 14,00,000 fr.

Des ordres du jour annonçaient de fortes rentrées, produit des nouvelles impositions; le général Menou y répétait sans cesse l'engagement de tenir la solde au courant, et en vendémiaire presque tout était dépensé. Les droits ne rapportaient pas encore beaucoup; les impositions territoriales ne pouvaient être perçues qu'après l'inondation; enfin on manqua d'argent. On s'adressa aux Cophtes, et on leur ordonna de payer un emprunt forcé, que, d'abord, on leur promit d'hypothéquer sur les contributions arriérées; cette aliénation eût produit davantage, si elle avait été effectuée. Ce premier argent dépensé, on eut de nouveaux besoins, on fit un nouvel emprunt aux Cophtes. Nul doute qu'il ne convînt de leur faire regorger leurs brigandages; mais le général Kléber les regardait comme une réserve pour les momens critiques, et, en effet, il en tira,

pendant le siége du Caire, tous les fonds dont il eut besoin.

Les rapports du citoyen Estève, et des personnes qui ont été chargées de la direction des différentes branches de l'administration, feront connaître avec précision les revenus que l'armée pouvait tirer de l'Égypte pendant l'état de guerre, et les augmentations que la paix et le rétablissement du commerce auraient occasionnées. J'en donnerai seulement ici une estimation approximative, d'après tous les renseignemens que je me suis procurés.

L'impôt territorial, depuis que Mourâd-Bey occupait le Saïd, ne pouvait pas s'élever à plus de 12,000,000, en y comprenant l'impôt impolitique sur les cheiks, qu'on fut ensuite forcé de leur présenter comme un à-compte sur les droits ordinaires..... 12,000,000

Les différentes impositions indirectes furent affermées environ 3,000,000, mais les fermiers éprouvant des pertes, on aurait dû leur accorder dans la suite une réduction, à moins que le commerce ne se fût ranimé..... 3,000,000

Les droits sur les corporations et corps de nation étaient fixés, par l'ordre du jour, à 2,000,000, et auraient dû être réduits; cependant, au moyen de nombreuses vexations, on pouvait les percevoir..... 2,000,000

La monnaie du Caire et les droits de

Report ci-devant....	17,000,000
marque sur les ouvrages d'or et d'argent, produisaient au plus.....	500,000
Les douanes pouvaient produire en temps de guerre, si le commerce avec l'Arabie et avec les Grecs était encouragé.....	1,000,000
(La paix aurait augmenté ce revenu de plusieurs millions.) Les oussiehs, les domaines nationaux, et l'enregistrement eussent produit.....	1,500,000
Le miry des propriétaires et le tribut de Mourâd-Bey.....	1,000,000
TOTAL.....	21,000,000

Les revenus en nature suffisaient aux besoins de l'armée et alimentaient les magasins de réserve.

La somme totale des revenus d'Égypte pouvait donc s'élever à environ 21,000,000 de francs par an, ou 1,750,000 fr. par mois; mais leur perception dépendait de la tranquillité intérieure, que différentes causes pouvaient troubler : une attaque ou même l'attitude menaçante d'une armée ennemie, forçant à réunir les troupes, la suspendait entièrement; car dans tout l'Orient, il faut l'appareil militaire pour exiger l'impôt. Il était donc essentiel de mettre la plus grande économie dans les dépenses, afin que si la source des revenus venait à tarir momentanément, on eût toujours un fonds de réserve disponible pour subvenir aux besoins de l'ar-

mée. Toutes ces considérations ne purent arrêter le général Menou dans le cours de ses innovations, ni empêcher l'augmentation des dépenses. Il se persuadait toujours que rien ne pouvait, en dedans comme en dehors, troubler la tranquillité du pays. On doit cependant lui rendre cette justice, qu'en dissipant les ressources de l'armée, il a toujours montré du désintéressement personnel.

CHAPITRE VIII.

ADMINISTRATION DE L'ARMÉE; MAGASINS EXTRAORDINAIRES.

Tandis que le général Menou affectait de s'occuper exclusivement des besoins et de la subsistance du soldat, et qu'il entrait dans les détails les plus minutieux, il négligeait la formation des grands approvisionnemens. Il fit cesser, comme dispendieuse, la fabrication du biscuit; il était cependant indispensable en Égypte, attendu le petit nombre de fours, restreints aux seuls établissemens des Français, et afin d'en mettre en réserve à Alexandrie une quantité suffisante, pour fournir, soit à l'armée, si elle devait s'y porter en masse, soit aux vaisseaux qui apporteraient des secours. Persuadé que l'Égypte était à l'abri de toute attaque étrangère, il négligea, par économie, les magasins de siége; l'ordonnateur en chef Daure lui fit inutilement des

représentations pour obtenir les moyens de former, dans toutes les places, des approvisionnemens considérables. Kléber les avait ordonnés, mais il périt avant l'époque où ils devaient être effectués : il voulait qu'il y eût à Alexandrie des vivres pour toute l'armée, pendant un an. Le général Menou permit seulement d'en réunir la quantité nécessaire pour nourrir deux mois l'armée, et un an la garnison.

Lorsque le général Menou connut la création des inspecteurs aux revues, il annonça à Daure qu'il voulait organiser les inspecteurs et les commissaires des guerres, conformément à l'arrêté des Consuls; il lui vanta l'importance des fonctions d'*inspecteur en chef*, et après quelques flagorneries, lui offrit cette place, en lui proposant de céder celle d'ordonnateur en chef à un autre, qu'il mettrait au fait des affaires. Daure ne soupçonnant pas la duplicité de cette offre, accepta; et quelques jours après parut l'ordre du 30 vendémiaire, où il se vit avec surprise porté comme simple *inspecteur aux revues*. Il réclama du général Menou l'exécution de sa promesse, ou la conservation de la place qu'il occupait; il lui représenta qu'il ne pouvait la quitter pour une place égale ou inférieure, sans donner lieu à des soupçons sur la pureté de sa conduite, et que, si l'on pouvait former quelque accusation contre lui, pour la manière dont il avait géré, on devait le faire passer à un conseil de guerre. Cet administrateur jouissait d'une estime méritée sous tous les rapports, et que Bonaparte et Kléber lui avaient ac-

cordée; on fut généralement indigné de cette injustice. Le général Menou fut sourd à la voix publique et aux représentations particulières. Il s'excusa sur l'augmentation de dépense qu'entraîneraient les appointemens de la place d'inspecteur en chef; mais ce motif ne l'avait pas retenu pour d'autres nominations. Sur les représentations qui lui furent faites par plusieurs généraux, il assura de n'avoir point donné sa parole; ensuite il promit de la tenir. Daure voyant qu'il ne pourrait faire le bien en conservant la place d'ordonnateur, accepta celle d'inspecteur en chef. Le général Menou ne songea plus dès-lors à organiser ce corps.

CHAPITRE IX.

MURMURES DE L'ARMÉE CONTRE LE GÉNÉRAL MENOU. — LES GÉNÉRAUX DE DIVISION LUI FONT DES REPRÉSENTATIONS. — SA CONFIRMATION.

Les innovations du général Menou, sa conduite envers plusieurs personnes, ses déclamations triviales, les leçons de morale et de probité, si souvent répétées dans ses nombreux ordres du jour, et qu'il semblait adresser à une armée démoralisée et sans honneur, excitaient un murmure presque général.

Les habitans, effrayés de tant d'innovations, se

plaignaient de ce qu'un général musulman (1) *dont ils auraient dû beaucoup espérer, les forçait à regretter un général chrétien.* Ils étaient habitués, sous le gouvernement des Turcs et des mamelouks, à souffrir tous leurs caprices ; ils auraient de même souffert ceux du général Menou, si les deux généraux qui l'avaient précédé, ne leur avaient pas fait connaître la douceur des lois européennes.

La conduite du général Menou ouvrait un vaste champ aux réflexions, et les questions suivantes se présentaient naturellement aux individus de l'armée, même les moins observateurs.

Quel but peut avoir un général qui, n'exerçant sa place que par *intérim*, bouleverse toute l'administration du pays pour y substituer des innovations évidemment contraires aux intérêts de l'armée, contraires aux vrais principes de l'administration du pays, aux usages invétérés des habitans, et aux moyens de civilisation? Pourquoi débuter par des expériences d'un succès incertain, à une époque où les besoins de l'armée exigent des ressources promptes et assurées?

Pourquoi, dans toutes les occasions, proclamer l'Egypte colonie, avant d'en avoir reçu l'ordre du gouvernement? Pourquoi contredire ce que Bonaparte et Kléber avaient toujours dit aux Turcs, que

(1) Ces plaintes ont été faites dans ces termes par des principaux habitans du pays, et notamment par El-Mohdi, l'un des premiers cheiks du Caire.

l'Egypte serait gardée en dépôt jusqu'à la paix? N'est-il pas démontré qu'il force lui-même la Porte à redoubler d'efforts et à réclamer les secours de toutes les puissances?

La responsabilité personnelle du chef qu'il met en avant, n'est-elle pas illusoire? la sûreté de l'armée ne peut-elle pas être compromise sous ce prétexte? Un homme, novateur par caractère, destructeur par système de tout ce qu'ont fait ses prédécesseurs, cherchant à éloigner les généraux et les administrateurs instruits, n'expose-t-il pas l'armée à des revers inévitables? Ne l'expose-t-il pas même à perdre une conquête précieuse, acquise au prix de son sang et de ses travaux?.... Et à quoi servira cette responsabilité?

Quel malheur ne peut-on pas prévoir pour l'armée, si elle vient à être attaquée sous les ordres d'un chef sans habitude de la guerre, qui anéantit ses ressources, refuse de former des magasins, divise les généraux, les abreuve de dégoûts et excite contre eux les soupçons des troupes?

Tout ce qu'il a fait ne présage-t-il pas ce qu'il peut faire encore? Les murmures ne doivent-ils pas faire craindre des troubles? la discipline une fois violée, la sûreté de l'armée, la conservation du pays même ne sera-t-elle pas évidemment compromise? Y a-t-il des moyens de prévenir ces désastres?

De quelle manière, vu la presque impossibilité de correspondre avec la France, détourner tous les maux que peut attirer sur l'armée un homme de-

venu son chef par les circonstances et l'ancienneté seulement ?

Beaucoup de personnes jugeaient le général Menou incapable de commander l'armée, et croyaient qu'il fallait engager le général Reynier à en prendre le commandement. D'autres proposaient de lui faire son procès. D'autres, plus modérés, pensaient que les généraux devaient seulement se réunir pour lui faire des représentations.

Les généraux de division qui se trouvaient au Caire sentirent la justesse de ces réflexions. Ils pensèrent que, placés par leur grade sur la seconde ligne de l'autorité, ils devaient prévenir les malheurs que la conduite du général Menou, ou l'insurrection des troupes contre lui, pourrait occasionner; qu'éloignés du gouvernement, n'ayant que des moyens lents, incertains et difficiles de l'instruire de la vérité, ils devaient veiller au salut de l'armée; et de tous les moyens proposés, ils choisirent le dernier, qui leur parut avoir le moins d'inconvéniens.

La position du général Reynier devenait fort délicate; en engageant le général Menou à prendre le commandement de l'armée, il lui avait promis de l'aider de ses moyens et de ses conseils; ensuite il se trouva en butte à ses intrigues, et les méprisa. Il craignait l'influence que des partis pouvaient avoir sur les destinées de l'armée, et quoiqu'il évitât de les exciter, la foule des mécontens avait les yeux fixés sur lui. Il sentait qu'un autre chef devenait nécessaire à l'armée; mais il était fort délicat

de succéder au général Menou. Le bouleversement de toute l'administration du pays, les dissensions qu'il avait fomentées, les économies de Kléber dissipées, tandis que les dépenses avaient augmenté, les promesses qu'il multipliait chaque jour de tenir la solde au courant, difficiles à réaliser; enfin, les espérances qu'il cherchait à inspirer de son administration; toutes ces causes réunies devaient avoir des résultats qui ne pouvaient encore être aperçus, mais dont les effets désastreux auraient été attribués à son successeur. A ces considérations se joignaient la probabilité de sa confirmation, le danger d'un tel exemple pour la discipline, etc. Ces réflexions déterminèrent le général Reynier à éviter de prendre part à toute résolution qui tendrait à le porter au commandement; il les communiqua aux autres généraux de division, et convint avec eux d'empêcher le général Menou, par leurs conseils, d'achever de diviser l'armée, et de désorganiser l'administration du pays.

Ils se disposaient à se rendre chez lui dans cette intention, le 4 brumaire, lorsqu'on annonça l'arrivée d'un officier dépêché de Toulon. Ils retardèrent leur démarche pour savoir s'il apportait la décision du gouvernement sur le commandement de l'armée; mais les dépêches étaient encore adressées à Kléber. En annonçant ces nouvelles de France à l'ordre du jour du 6 brumaire, le général Menou proclama qu'il existait des dissensions dans l'armée; ce n'était pas sans doute le moyen de les apaiser.

Cela détermina plus fortement encore les généraux de division Reynier, Damas, Lanusse, Belliard et Verdier, à la démarche qu'ils se proposaient de faire; et le même jour ils se rendirent chez lui. Le général Menou fut fort troublé de cette visite; ces généraux lui dirent qu'ayant constamment vécu aux armées, ils y avaient vu régner l'union et la bonne intelligence, parce que les intrigues y étaient inconnues; que l'armée d'Orient avait joui de la plus grande tranquillité sous Bonaparte et sous Kléber; qu'ils voyaient avec peine des germes de division s'élever, et qu'en recherchant leur cause, ils la trouvaient dans sa conduite, depuis qu'il avait pris le commandement; que le meilleur moyen de rétablir l'harmonie serait de revenir sur quelques mesures contraires à l'intérêt général, de se régler à l'avenir sur les lois de la République et sur les principes de la hiérarchie militaire, et surtout de mettre fin à toutes les intrigues. Ils s'appesantirent sur les inconvéniens des innovations en général, sur ceux d'une partie de ses arrêtés, tels que l'organisation du droit des cheiks et de celui sur les successions. Ils lui firent sentir qu'il ne pouvait, dans aucun cas, se mettre au-dessus des lois françaises; que s'il représentait le gouvernement par rapport à l'administration de l'Égypte, il n'était pour l'armée que général en chef, et qu'il avait en cette qualité une assez grande latitude pour faire le bien; que si l'Égypte était déclarée colonie, le gouvernement déterminerait son administration, et que ce devait

être un motif pour lui de ne pas se hâter de tout innover. Ils ajoutèrent qu'il était imprudent de proclamer publiquement l'Égypte colonie, avant que le gouvernement se fût prononcé. Ils lui citèrent la politique de Bonaparte et de Kléber sur cet objet, et cherchèrent à lui faire sentir quelle inquiétude inspirerait aux Turcs cette dénomination. Ils l'invitèrent à suivre, dans sa conduite, l'exemple des généraux ses prédécesseurs, qui avaient toujours été réservés sur les innovations, afin de ne pas effrayer les habitans par des changemens trop précipités; à rédiger ses ordres du jour dans des termes plus convenables, et à supprimer ses déclamations sur la morale et la probité, qui tendaient à persuader que l'armée n'était qu'un amas de brigands, que Bonaparte et Kléber n'avaient pas su discipliner. Ils lui demandèrent aussi de ne pas correspondre directement avec les officiers subalternes, ce qui était contraire à la hiérarchie militaire. Ils l'invitèrent à ne faire, à l'avenir, que les nominations accordées aux généraux en chef, sur le champ de bataille, et pour les remplacemens nécessaires. Les généraux de division lui observèrent encore que pour le bien du service, et pour ne pas refroidir le zèle des individus chargés de fonctions publiques, il devait s'astreindre à la règle de ne destituer personne d'un emploi confié par le gouvernement, sans le faire juger par un conseil de guerre.

On lui parla de la souscription pour un monument à élever à Kléber, ainsi que de l'étonnement

qu'avait dû produire son refus d'y souscrire, et même de l'annoncer à l'ordre du jour, en même temps que celle pour Desaix. Il donna d'abord sa *parole d'honneur* qu'on ne lui en avait jamais parlé; mais on lui cita des témoins de son refus, et il promit d'en ordonner l'insertion. Il convint du renchérissement des denrées, occasionné par ses nouveaux droits d'octroi, et promit de mettre les troupes en état de se procurer des vivres avec leur indemnité. On évita de parler d'objets personnels. La discussion s'anima un peu sur quelques articles; le général Menou, embarrassé, ne fit que des réponses vagues; il finit par demander un jour de réflexion, annonçant une réponse par écrit. Il ne l'envoya pas; mais le lendemain, il dit à l'un des généraux qu'il avait trouvé leurs représentations fondées; qu'il désirait cependant ne revenir que successivement sur ses mesures, pour ne pas montrer trop d'instabilité. Le 10, il y eut une nouvelle entrevue avant la cérémonie funèbre pour Desaix. Il convint encore de la nécessité des changemens demandés, et dit qu'il avait déjà donné au payeur l'ordre de ne pas percevoir dans l'armée les droits sur les successions, ajoutant qu'il en ferait insérer l'annonce à l'ordre du jour; il promit de nouveau de se conformer en tout aux demandes qui lui avaient été faites.

Les troupes furent réunies le 10 brumaire pour rendre un hommage funèbre à Desaix; la cérémonie fut silencieuse. Cette perte était vivement sentie; mais il aurait fallu un chef militaire pour offrir di-

gnement à l'un de nos plus estimables guerriers, l'expression des regrets de cette brave armée..... Le lieu redoublait le sentiment de la double perte qu'elle avait faite le même jour; c'était à la vue d'Héliopolis, de ce champ de bataille où Kléber avait reconquis l'Egypte, qu'était placé le cénotaphe. Il eût été naturel de jeter aussi quelques fleurs sur sa tombe..... Mais la haine du général Menou avait commandé le silence. Les généraux se turent pour ne pas aigrir les esprits déjà très exaspérés.

Vers cette époque, le général Menou fit proposer aux généraux Damas, Lanusse et Verdier, leurs passeports pour la France; mais zélés pour la conservation de l'Egypte, voyant l'armée en de débiles mains, ils espéraient lui être encore utiles; ils refusèrent.

Le général Menou n'avait rien adressé au gouvernement depuis le départ de l'*Osiris*, qui avait porté la nouvelle de la mort de Kléber; mais enfin, la crainte qu'il ne fût instruit du mécontentement de l'armée, et le besoin d'en prévenir l'effet, le déterminèrent à écrire. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour se concilier les porteurs de ses dépêches; mais pour mieux se prémunir contre les rapports que pourraient faire, au gouvernement, ceux qui obtinrent la permission de partir, il ne négligea pas d'envoyer des notes particulières contre eux, et d'annoncer que c'étaient des personnes *au moins inutiles, pour ne pas dire plus*.

Il annonça qu'il avait beaucoup de peine à faire

le bien, et à lutter contre le prétendu parti anti-coloniste. Il multiplia à l'infini les obstacles qu'il disait éprouver à mettre de l'ordre dans l'administration et les finances; écrivit qu'il se faisait des ennemis, parce qu'il attaquait les intérêts particuliers; et tâcha, de cette manière, de prévenir en faveur de sa personne et de son administration, en ajoutant de grandes déclamations sur son dévoûment à la chose publique, et sur sa résolution de défendre l'Egypte.

Le rapport du général Kléber sur la campagne d'Héliopolis, continué après sa mort par le général Damas, fut envoyé; mais le général Menou y supprima tout ce qui était relatif à l'état de l'armée lors de la mort de ce général, et notamment à la formation des corps de troupes auxiliaires. Il avança ensuite que sa situation brillante n'était due qu'aux soins qu'il avait pris de l'administration, et que les habitans bénissaient sa justice et ses innovations. Enfin il trompa le gouvernement par de faux aperçus des ressources du pays et des dépenses qu'elles devaient couvrir. Il le trompa encore en lui parlant de fortifications, de travaux, d'encouragemens donnés aux sciences, de voyages et de recherches scientifiques dont il n'était nullement question en Égypte (1). Les généraux de division, voulant at-

(1) Les officiers qui arrivèrent de France furent très surpris de ne pas trouver les canaux navigables toute l'année, ainsi que les routes et les forts dont ils avaient vu l'énumé-

tendre l'effet de leurs représentations, n'écrivirent pas au gouvernement par le premier bâtiment.

Un officier arriva de France le 12; des lettres particulières annoncèrent au général Menou qu'il était confirmé. L'officier porteur des dépêches donnait

---

nation dans sa correspondance imprimée; ils s'informèrent du succès des voyages qu'il avait également annoncés. Loin d'encourager les sciences, le général Menou a contrarié les recherches des membres de l'Institut et de la Commission des Arts; il affectait toujours d'en parler avec intérêt, mais il ne se déterminait à rien. Plusieurs savans et artistes l'ont persécuté pour obtenir l'agrément de parcourir la Haute-Égypte. Ils se désolaient de perdre leur temps au Caire, tandis que la tranquillité dont on était assuré, au moins pendant l'inondation, donnait les moyens de disposer des escortes nécessaires pour beaucoup de reconnaissances intéressantes. Il n'y eut que deux voyages qu'on parvint à lui faire approuver lorsqu'ils furent déterminés; celui des citoyens Coutelle et Rosière au mont Sinaï, et celui du chef de bataillon Berthe au *Gebel-Doukhan*. On s'occupait de projets de voyage aux oasis lorsque la campagne commença.

Les fouilles aux Pyramides ne furent ordonnées par le général Menou que d'après les recherches que le général Reynier y avait faites, avec quelques membres de l'Institut, et qu'il se proposait de continuer.

Si, pendant ce temps, les recherches générales furent contrariées, les membres de l'Institut et de la Commission des Arts ne travaillèrent pas avec moins de zèle et de persévérance à acquérir des connaissances sur tout ce qui était remarquable; et n'obtenant pas les moyens de voyager, ils rédigèrent, dans leur cabinet, les observations qu'ils avaient faites sous Bonaparte et Kléber.

la nouvelle de la prise de Malte et de la paix avec les puissances barbaresques.

Le même jour, les généraux eurent une nouvelle entrevue avec le général Menou, qui promit encore de s'occuper des changemens qu'on lui demandait, mais en témoignant toujours le désir de ne les faire que successivement; il observa que déjà il avait suspendu l'arrêté sur les successions, qu'il avait mis à l'ordre du jour un surcroît d'indemnité pour les rations de viande des troupes, ainsi qu'une augmentation de solde pour les lieutenans et sous-lieutenans. Cette augmentation de solde et d'indemnité de rations grevait le trésor de l'armée d'une dépense de six cent mille francs par an. Il aurait été possible d'assurer le bien-être du soldat d'une manière moins onéreuse.

SECONDE PARTIE.

DEPUIS LE MOIS DE BRUMAIRE JUSQU'AU MOIS DE VENTOSE AN IX.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ESPRIT DE L'ARMÉE JUSQU'A L'ARRIVÉE DE LA FLOTTE ANGLAISE.

Un officier qui arriva au Caire le 15 brumaire, apporta au général Menou son brevet de général en chef. Voyant, après les cérémonies funèbres qui avaient eu lieu à Paris, qu'il ne pouvait plus se dispenser de rendre à Kléber quelques honneurs publics, il mit enfin à l'ordre du jour la souscription et le concours pour un monument à sa mémoire, mais il s'opposa secrètement à son exécution.

La démarche des généraux avait en partie rempli son objet; le général Menou était devenu beaucoup plus réservé dans ses innovations; quelques unes de ses mesures avaient été modifiées, et il avait promis de revenir graduellement sur les autres.

Lorsque sa confirmation fut arrivée, et qu'en temporisant il eut laissé aux esprits le temps de se calmer, il se crut assez fort, et tenta de noircir les généraux par des bruits qui circulèrent sourdement. On insinua qu'ils avaient eu le dessein de l'arrêter

et de le forcer à donner sa démission, mais qu'il leur avait imposé par sa fermeté ; qu'ils avaient eu pour but de faire évacuer l'Égypte ; qu'ils étaient de connivence avec l'ennemi, à qui l'un d'eux faisait même passer des grains ; et d'autres calomnies non moins absurdes. Ils avaient eu la délicatesse de lui promettre le secret sur l'objet de leur démarche ; et méprisèrent ces bruits, qui ne furent accueillis que par quelques personnes. Ces officiers espérant toujours qu'aussitôt que le gouvernement pourrait être éclairé sur la conduite du général Menou, lui nommerait un successeur, répugnaient à le dénoncer. Le général Reynier surtout ne pouvait écrire contre lui, sans paraître mu par le désir d'occuper sa place, et ces considérations auraient pu rendre ses lettres suspectes de partialité ; mais sentant que la division qui régnait entre les généraux, et qui semblait former un parti d'opposition dont il avait l'air d'être le chef, pourrait avoir des suites funestes pour l'armée, il écrivit au premier consul pour lui demander de le rappeler en France, dès que la campagne qui paraissait devoir commencer après la retraite des eaux serait terminée. Ces généraux écrivirent à plusieurs personnes d'avertir le gouvernement que, pour conserver l'Égypte, il fallait y envoyer un autre général en chef, sans choisir parmi ceux de l'armée. Cependant, lorsqu'ils furent instruits des bruits qu'on cherchait à accréditer, ils jugèrent que le général Menou était également capable de les calomnier en France, et adressèrent au gouvernement

une note très modérée sur leur entrevue avec lui. Ils ne la signèrent pas collectivement, pour éviter de lui donner l'apparence d'une dénonciation. Elle fut remise le 3 frimaire à un officier, dont le départ fut retardé jusqu'au 19 nivose, par les mêmes indécisions qui paralysaient tout. Il fut pris par les Anglais.

Le titre de général en chef accordé au général Menou, par le gouvernement, fit peu de sensation dans l'armée, habituée depuis long-temps à le voir s'en qualifier; le désir d'en être débarrassé avait cependant inspiré à beaucoup de personnes l'espoir qu'il ne serait pas confirmé; mais on faisait aussi les réflexions suivantes : le gouvernement, qui voit le général Menou reconnu par l'armée, ignore qu'elle en est mécontente, et que les généraux n'ont pas été consultés lorsque son ancienneté l'a porté au commandement. Il lui suppose assez d'habitude des affaires pour penser qu'il sera capable de diriger l'administration, et doit présumer que, sentant son inexpérience de la guerre, il prendra les conseils des autres généraux, et saura entretenir l'union entre eux et lui. Le gouvernement doit enfin considérer son changement de religion comme pouvant le rendre agréable aux habitans du pays, et lui faire acquérir l'ascendant d'opinion nécessaire pour en améliorer l'administration et les institutions civiles. Tels furent les raisonnemens qu'on fit dans l'armée; et ces motifs devaient naturellement frapper en France, où on était trompé par ses rapports. L'opinion qu'il avait propagée, de

l'existence d'un parti anti-coloniste, opinion que ne pouvaient combattre ceux qui étaient alors accusés de le former, était encore un motif de plus pour lui accorder sa confirmation.

Les dépêches parties le 12 brumaire, arrivèrent à Paris à la fin de frimaire. On y lut avec satisfaction l'état florissant de l'armée. Le général Menou, s'attribuant toutes les améliorations de Kléber, se vantait de l'avoir mise dans cette situation brillante; puis on y voyait tant d'opérations administratives, il y répétait si souvent que son *gouvernement était béni par les habitans*, qu'il était naturel qu'on le crût sur parole, personne n'étant là pour démentir ses assertions. Les tableaux fastueux qu'il présentait de l'état de l'armée, des ressources considérables qu'il lui avait assurées, et de ses espérances pour l'avenir, devaient séduire ceux même qui connaissaient l'Égypte. Les inconvéniens de ses innovations ne pouvaient être aperçus que sur les lieux; l'éloignement en couvrait l'incohérence. Le bruit qu'il existait en Égypte un parti anti-coloniste, composé de tous ceux qui avaient eu la confiance de Kléber, se répandit en France, avec une nouvelle affectation, après l'arrivée de ces dépêches. Des articles insérés dans quelques gazettes, sous des rubriques étrangères, parurent comme pour faire accréditer cette invention par les ennemis. Le général Menou avait eu la précaution de rendre suspects ceux qui auraient pu le démasquer en arrivant en France..... Comment la vérité serait-elle parvenue au gouver-

nement? La nouvelle de mécontentemens et de divisions dans l'armée ne devait-elle pas lui paraître une suite de ces partis imaginaires. Instruit indirectement du peu d'accord qui régnait entre les généraux, sans en bien connaître les motifs, il devait craindre d'augmenter les dissensions, s'il le faisait remplacer par l'un d'eux, et devait espérer que l'approche des ennemis ferait tout oublier. Le général Menou avait érigé l'Égypte en colonie, et s'engageait à la défendre; le gouvernement ne pouvant démentir cette dénomination impolitique et prématurée, il ne lui restait qu'à en profiter, pour faire connaître les avantages de ce pays et exciter en France un enthousiasme qui facilitât les moyens d'y faire passer des secours.

On savait à Paris les préparatifs que les Anglais et les Turcs faisaient contre l'Égypte. Des éloges publics, des promesses de récompenses nationales, une perspective de gloire et d'honneurs, devaient porter l'armée à se surpasser dans les combats qu'elle aurait à soutenir. Les louanges pouvaient engager un général sans expérience à redoubler d'efforts pour les mériter: elles lui furent prodiguées d'avance; et ce stimulant, si puissant sur une âme noble, ne fit qu'augmenter sa morgue. Il n'aperçut dans ces éloges que les moyens d'accroître son ascendant sur l'esprit de l'armée; et, quoiqu'il n'osât attaquer directement les généraux dont il craignait l'influence, il crut les circonstances favorables pour les perdre dans l'opinion; il espéra les dégoûter de servir sous ses ordres, et

les engager à quitter l'Égypte, avant qu'ils eussent eu le temps d'éclairer le gouvernement.... Tous les individus de l'armée connurent alors que les seuls moyens d'obtenir ce qu'on désirait du général Menou, était de ne point voir les autres généraux, de déclamer contre eux. Ceux-ci, ne voulant point s'exposer à languir dans son antichambre, et même à être renvoyés sans audience, s'abstinrent d'aller chez lui. Ayant plusieurs fois éprouvé qu'on ne pouvait pas compter sur ses réponses verbales, ils préférèrent aussi de correspondre par écrit. Ils supportaient ses tracasseries et les méprisaient; mais ils durent plusieurs fois lui rappeler les principes de la hiérarchie militaire, et que ses correspondances avec les subalternes détruisaient la discipline.

Il était intéressant, pour le général Menou, que les Égyptiens parussent satisfaits de son administration: ce peuple est habitué à flatter tous les caprices des hommes puissans; les membres du divan adressèrent au premier consul une lettre telle que le général Menou la désirait. Il voulut ensuite faire écrire des adresses en sa faveur, par les différens corps de l'armée; mais il ne put y réussir.

Les hommes placés par un concours de circonstances sur un théâtre trop vaste pour l'étendue de leurs moyens, cherchant à masquer leur faiblesse, identifient leur cause à un intérêt plus général. Etrangers à l'art de gouverner, bien loin de se l'avouer à eux-mêmes, ils tâchent encore de séduire le vulgaire par des tableaux fastueux et l'annonce de

grands résultats. Cette tactique fut de tout temps employée par ces charlatans politiques dont la révolution a vu naître et s'anéantir un si grand nombre : douter de l'infaillibilité de Robespierre, c'était conspirer contre la France; il ne présentait jamais ses intérêts que comme ceux de la République. Quiconque blâme la conduite de ces hommes ou ne partage pas leurs opinions, est désigné comme factieux, comme un ennemi de l'État; mais leur masque une fois arraché, l'édifice éphémère d'une gloire usurpée s'écroule; et leur chute est d'autant plus honteuse qu'ils s'étaient plus élevés.

A la fin de nivose, le général Menou reçut un numéro de la *Gazette de France* du 5 vendémiaire an IX, où se trouvait une lettre, datée de la Syrie, conçue de manière à faire croire qu'elle avait été écrite par un officier anglais. Il y était désigné comme le plus propre à défendre l'Égypte; on s'y étendait sur l'impossibilité de reprendre ce pays aux Français, autrement qu'en y faisant naître une insurrection, pour le remplacer par un général du prétendu parti anti-coloniste. Il lut cette gazette le 1er pluviose à plusieurs personnes qui se trouvaient chez lui; la plupart de ceux qui l'entendirent en furent révoltés. (1)

(1) Quelques jours après, il prétexta une visite des casernes, afin de paraître en public avec les généraux de division; et il profita de ce qu'ils le traitaient, devant les troupes, avec le respect dû à son grade, pour faire circuler le bruit que ces généraux étaient convenus qu'ils avaient eu le dessein de lui

Les deux frégates qui arrivèrent à Alexandrie apportèrent la nouvelle de l'attentat contre la personne du premier consul. Le général Menou, en annonçant ce projet odieux dans l'ordre du 23 pluviose, l'amalgama avec ce qui lui était personnel, et inséra, à la suite de cette nouvelle, l'article de la *Gazette de France* dont nous venons de parler. Cet ordre du jour excita l'indignation : elle était naturelle contre les auteurs d'un crime atroce, mais elle fut aussi générale contre l'auteur de l'ordre du jour. Quoique les généraux de division Reynier, Damas, Lanusse et Belliard n'y fussent pas nommés, ils étaient évidemment attaqués. Le silence qu'ils avaient gardé jusqu'alors devait cesser, l'injure était publique; cependant ils se bornèrent à lui écrire des lettres très fortes; ils lui demandèrent une dénégation formelle de ses inculpations indirectes, en lui rappelant la modération avec laquelle ils avaient supporté tous ses procédés antérieurs; ils le menacèrent d'une grande publicité s'il ne réparait cette offense. Ces lettres lui furent envoyées le 25 pluviose; il répondit par une circulaire en termes vagues, qu'il n'avait pas eu l'intention de les désigner. Ces généraux, craignant d'exciter des troubles dans

ôter le commandement de l'armée, et lui en avaient demandé pardon. Il transformait ainsi en une bassesse ce qui n'était qu'un effet de la discipline... Quel moyen de calmer les divisions, que d'intéresser l'amour-propre des généraux à ne pas lui céder, même par des témoignages de déférence, lorsqu'ils paraîtraient en public avec lui!

l'armée, se contentèrent de cette réponse. Cet ordre du jour était également inconvenant et impolitique; car si un parti anti-coloniste avait réellement existé, n'était-ce pas lui donner de la consistance, le favoriser même, que de le désigner publiquement? c'était encore augmenter les divisions au moment où la campagne allait s'ouvrir.

CHAPITRE II.

ÉVÉNEMENS MILITAIRES ET POLITIQUES JUSQU'A L'ENTRÉE DE LA CAMPAGNE.

Un parti de trois cents cavaliers turcs et mameloucks vint, le 12 brumaire, à Katiëh, pour protéger des caravanes de grains et de riz; ces denrées, transportées furtivement par le lac Menzalëh, étaient ensuite chargées sur des chameaux, et conduites en Syrie par des Arabes, auxquels leur vente procurait un immense bénéfice. Le but de ce détachement était aussi de donner une chasse aux Arabes réfugiés de la Syrie qui gênaient ces caravanes. Ces tribus fuyaient de l'Ouady avec leurs bestiaux, lorsque le général Reynier, qui allait inspecter la garnison et les ouvrages de Salêhiëh, les rencontra. Il demanda un détachement de dromadaires qui se porta sur Katiëh; l'ennemi avait déjà disparu. Ce mouvement fit soupçonner, avant qu'on en connût le véritable motif, que les Osmanlis voulaient essayer quelques

tentatives, quoique leur armée fût bien désorganisée, et que l'inondation empêchât d'agir dans l'intérieur de l'Égypte; on se mit en mesure pour se défendre et pour aller même les attaquer à Katiëh, s'ils voulaient s'y établir.

Une reconnaissance de quarante mamelouckes vint encore à Katiëh, le 7 frimaire : elle en repartit aussitôt. Les dromadaires y firent une nouvelle course, et poussèrent dans le désert jusques auprès d'El-A'rych.

Le grand-visir était resté à Jaffa depuis sa retraite d'Héliopolis; son armée était de mille à douze cents hommes, tant infanterie que cavalerie. Il lui arrivait quelques soldats, mais la désertion compensait ces renforts, et la peste, qui régnait dans son armée, contribuait à l'affaiblir. Le corps des mamelouckes d'Ibrahim-Bey et celui d'Hassan-Bey Djeddâoui, réduits à cinq cents cavaliers, étaient campés près de lui. Quelques ouvriers anglais réparaient les fortifications de Jaffa. A El-A'rych, la brèche avait été fermée. On élevait sur les parapets un mur crénelé, et quatre cents janissaires composaient la garnison. Quinze à dix-huit cents cavaliers et fantassins albanais, campés près de là avec quelques pièces, y formaient une espèce d'avant-garde.

Le visir, pour retenir sous leurs drapeaux les hordes indisciplinées qui composaient son armée, annonçait chaque jour qu'il allait marcher sur l'Égypte; mais la bataille d'Héliopolis et le siége du Caire avaient laissé dans l'esprit des troupes

et des habitans une impression si profonde, que tous les moyens de succès moraux et physiques lui manquaient à la fois. Cependant l'époque de sa marche parut décidément fixée au mois de rhamadan, ensuite elle fut reculée. Il était dépourvu de forces, de moyens, sans autorité et sans aucune considération, en querelle avec le Djezzar, dont l'armée était plus nombreuse, et qui avait accueilli plusieurs pachas de son armée. La seule plaine de la Palestine lui restait. C'était là que se bornaient ses ressources, encore les habitans avaient-ils envoyé dans les montagnes une partie de leurs bestiaux; le reste du pays ne lui fournissait rien. Ses ordres aux habitans des montagnes étaient méconnus; les détachemens qu'il envoyait contre eux étaient repoussés à main armée; on devait revenir plusieurs fois à la charge, avec de nouvelles troupes, pour parvenir à soumettre un canton. Plusieurs, au lieu de lui obéir, abandonnaient leurs villages, et fuyaient avec leurs bestiaux dans les montagnes du Karak, à l'est de la mer Morte ou dans le désert de l'Hauran. Quelquefois, lorsqu'il parvenait à s'emparer des cheiks par trahison, la soumission du canton était le fruit de cette surprise. La province qui lui résista le plus long-temps fut celle des Naplousains, qui étaient soutenus par Djezzar-Pacha; les chefs de l'armée du visir, envoyés successivement contre eux, furent tous battus aux défilés de leurs montagnes : cependant la paix se fit; mais ils fournirent peu de chose. La faiblesse de l'empire

ottoman est telle, que le premier fonctionnaire de l'État se trouvait entouré de provinces rebelles, et réduit, pour toute ressource, à la plaine presque inculte de la Palestine.

Le pacha de Damas devait envoyer un corps de troupes destinées à augmenter l'armée du visir; mais la jalousie de ce pacha, et la répugnance des habitans à combattre les Français, empêchèrent sa formation. Des renforts devaient aussi arriver de l'intérieur de l'Asie, et se réunir à Alep; mais un corps de dix mille hommes déjà envoyé par Bathal-Pacha, fut appelé de cette ville, pour l'opposer, dans les provinces d'Europe, à Passawan-Oglou. Quelques troupes qu'on envoya, à diverses reprises, par mer, se dispersèrent aussitôt après leur débarquement.

Comme il ne recevait que fort peu d'argent de Constantinople, le visir voulut (en frimaire) augmenter le taux des monnaies pour pouvoir payer ses troupes; mais elles se révoltèrent, et ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'il parvint à les calmer, et à les retenir près de lui.

A la fin de la campagne du général Bonaparte en Syrie, on avait détruit les récoltes dans la plaine de la Palestine; l'armée du visir avait ensuite achevé de la dévaster. La plus grande disette régnait dans ce pays, qui tire ordinairement de l'Égypte des grains, du riz et d'autres denrées, et qui n'en recevait plus que rarement par contrebande. Le visir était contraint de faire venir d'Europe les subsis-

tances de son armée. Ces ressources étaient mal administrées; beaucoup de soldats en faisaient le commerce ou vivaient de brigandages. Dans l'impossibilité d'agir seul, il avait demandé des secours aux Anglais, qui l'excitaient toujours à marcher, et ne cherchaient qu'un prétexte pour envoyer sur l'Égypte des forces capables d'exécuter leurs projets. Déjà le général Killer, avec des officiers et des canonniers, instruisait ses troupes. Il comptait sur un corps auxiliaire de cinq à six mille hommes, et fut très surpris de l'arrivée de seize mille hommes, disposés à agir comme partie principale. Les succès de ces alliés lui parurent aussi redoutables que ceux des Français; car, quel que fût le résultat de cette lutte, les points les plus importans devaient rester au parti victorieux et non aux Turcs.

Une partie de cette armée parut devant Jaffa au commencement de nivose; mais la crainte de la peste, qui faisait de grands ravages dans l'armée du visir, l'empêcha de débarquer; elle alla terminer ses préparatifs à Rhodes et dans le golfe de Macri.

Vers la fin de frimaire, un capidji-bachi apporta de Constantinople, au grand-visir, le plan de campagne et l'ordre d'agir de concert avec les généraux anglais; des courriers à dromadaire furent expédiés en Arabie, pour porter des dépêches à la flotte qui devait arriver par la mer Rouge.

Les dépositions des espions qu'on entretenait en Syrie; celles des bâtimens grecs à leur arrivée, etc., firent connaître, dès le 10 nivose, ces dispositions

hostiles. Tout portait à croire que les Anglais préparaient un grand effort contre l'Égypte. Ils ne pouvaient employer autre part, avec quelque espérance de succès, cette armée embarquée depuis si longtemps, et ils avaient trop d'intérêt à profiter du secours de leur marine et à prendre Alexandrie, pour débarquer ailleurs que dans les environs de cette place. Cependant le général Menou affectait de croire que le visir seul pouvait essayer quelque attaque; que les Anglais, prévoyant le partage de l'empire ottoman, voulaient se *faire leur part*; qu'ils se contenteraient de l'Archipel; et, pour cet effet, avaient commencé à s'établir à Rhodes; mais qu'ils ne viendraient jamais attaquer l'Égypte: il plaisantait même, dans sa société, des inquiétudes de ceux qui voulaient l'éclairer sur les véritables desseins des Anglais. Il fit quelques dispositions incomplètes pour réunir les troupes. Une partie de la 21e légère, qui occupait la Haute-Égypte, eut ordre de se rassembler à Benisouef, et de se tenir prête à marcher au Caire. Persuadé que la côte ne pouvait pas être menacée, il la dégarnit de troupes, et fit venir, d'Alexandrie au Caire, cinq cents hommes d'infanterie et cent chevaux; pareil nombre y remonta aussi de Damiette.

Les deux frégates qui entrèrent le 14 pluviose dans le port d'Alexandrie, avec trois cents conscrits, une compagnie d'artillerie et des munitions, donnèrent encore plus de certitude à ces nouvelles : le gouvernement envoyait des instructions pour la

défense de l'Égypte, et annonçait de nouveaux secours plus considérables.

La cavalerie était bien habillée et parfaitement tenue; mais aucun régiment n'avait assez de chevaux pour monter tous ses hommes. La réquisition ordonnée par Kléber avait servi pour les mettre au complet, et pour former un dépôt de remontes : elle fut suspendue, le dépôt fut vendu sous prétexte d'économie, et il manquait à la cavalerie, à la fin de pluviose, environ quatre cents chevaux.

Les courses continuelles du régiment des dromadaires ruinaient un grand nombre de ces animaux : ce corps n'avait reçu aucune remonte depuis celles ordonnées par Kléber : son chef proposa plusieurs fois inutilement au général Menou, de lui permettre d'y employer des fonds qui provenaient de prises faites par le régiment.

Quelques officiers d'artillerie imaginèrent que les chevaux de ce service seraient moins fougueux, et plus propres au trait, s'ils étaient coupés : cette opération fut proposée au général Menou qui l'autorisa, dans le moment même où il était menacé d'une double attaque, et avant d'être assuré que les chevaux seraient guéris à l'époque où l'on devrait entrer en campagne.

Mulley-Mahammed, ce fanatique qui, pendant la campagne de Syrie, avait soulevé la province du Bahirèh et plusieurs autres cantons de l'Égypte, en se faisant passer pour un ange envoyé du Prophète; qui depuis était venu au Caire, lors du siége, et

avait beaucoup contribué à retarder la capitulation; qui ensuite avait été joindre l'armée du visir, fut envoyé, au commencement de pluviose, en Égypte, afin d'y organiser une nouvelle révolte pour l'époque où les armées combinées l'attaqueraient. Il fut poursuivi dans le Delta et obligé de fuir dans la Haute-Égypte, où il ne trouva qu'une seule tribu arabe disposée à se soulever, celle de Djehemah.

Mourâd-Bey était instruit du plan de campagne des ennemis, par les mamelouks d'Ibrahim-Bey, avec lesquels le général Kléber l'avait autorisé à correspondre, dans l'intention de mieux pénétrer les desseins et les dispositions des Turcs. Kléber avait senti qu'il valait mieux approuver ces relations et en profiter, que de s'exposer à des communications secrètes, qu'on ne pourrait jamais empêcher. Mourâd-Bey haïssait les Osmanlis et redoutait leur vengeance; mais sa politique était de ménager tous les partis. Son traité avec Kléber le liait au sort de l'armée française; c'était d'elle qu'il pouvait espérer les plus grands avantages, dans l'état d'épuisement où la guerre l'avait plongé, et qui lui ôtait l'espérance de redevenir jamais maître du pays. L'estime qu'il avait conçue pour les Français affaiblissait, peut-être même effaçait en partie l'impression des maux qu'ils lui avaient fait éprouver. Ce qui paraît certain, c'est que, soit par attachement, soit par politique, il avertit exactement le général Menou des projets des ennemis, de leurs forces, et même de leurs plans d'opérations.

Le grand-visir, instruit de l'ascendant que le parti opposé aux Anglais commençait à reprendre à Constantinople, aurait préféré des négociations aux chances que le sort des armes pouvait lui faire courir; mais toute correspondance avait été rompue. Il fit proposer à Mourâd-Bey, par Ibrahim, de s'offrir en qualité de médiateur.

C'était l'époque où Mourâd-Bey devait envoyer au Caire le tribut de ses provinces. Il donna cette commission à Osman-Bey-Bardisi, et le chargea en même temps de faire connaître au général Menou le plan de campagne des ennemis et les propositions du grand-visir. Ce bey arriva au Caire le 18 pluviose, et eut audience le 19. Après avoir fait des protestations d'attachement, et s'être plaint de la mauvaise récolte qui ne permettait pas de compléter le tribut en grains, il donna des renseignemens sur les projets des ennemis qui devaient agir très incessamment contre l'Égypte. L'armée anglaise, d'après son rapport, devait être de dix-huit mille hommes; elle devait opérer son débarquement avec le capitan-pacha, tandis que le grand-visir traverserait le désert, et qu'une flotte anglaise, partie de l'Inde, arriverait à Souez avec un corps de troupes. Il exhiba les lettres qu'Ibrahim-Pacha écrivait à Mourâd de la part du grand-visir. Ce dernier le chargeait de représenter au général Menou, que l'armée française pourrait difficilement résister à l'attaque de trois armées combinées; que ses victoires même lui causeraient des pertes impossibles

à réparer, et qu'elle finirait par succomber à de nouveaux efforts; il insistait sur l'inconstance de la fortune, qui pourrait bien ne pas la favoriser, et l'invitait à lui faire savoir s'il serait possible de renouer quelques négociations. Mourâd-Bey priait le général Menou de ne pas oublier ses intérêts s'il se déterminait à traiter, mais lui offrait, dans le cas contraire, d'envoyer les secours fixés par le traité d'alliance, et de le seconder de tous ses moyens.

Le général Menou aurait pu se borner à montrer de la fermeté, beaucoup de confiance dans ses ressources pour défendre l'Égypte, ainsi que dans la valeur des troupes, et accepter les secours de Mourâd-Bey, en lui faisant entendre que c'était plutôt par estime que par besoin. Il pouvait profiter des avances du grand-visir pour exciter des divisions entre les Anglais et lui, entraver les opérations de leur armée, et concourir au succès des négociations entamées à Constantinople. Mais il reçut fort mal Osman-Bey, affecta de ne pas croire à la possibilité de l'exécution d'un tel plan de campagne, s'emporta contre les observations sur l'inconstance de la fortune, et répondit qu'il n'avait besoin ni des secours ni de la médiation de personne; que Mourâd-Bey ferait mieux de rester tranquille dans les provinces qu'on lui avait accordées, et de ne pas correspondre avec la Syrie. Osman lui représenta que Mourâd-Bey avait entretenu des intelligences avec l'armée du grand-visir, d'après l'invitation même du général Kléber, et pour l'instruire des projets de l'ennemi

commun; le général Menou reprit qu'il ne se réglait pas sur la conduite de Kléber, et qu'il ne voulait pas, comme lui, vendre l'Égypte; que ces correspondances de Mourâd-Bey lui déplaisaient, qu'il lui soupçonnait de mauvais desseins, et ne le voyait pas sans inquiétude accueillir et armer les mamelouks qui venaient de la Syrie pour le joindre. Osman-Bey répondit que Mourâd avait toujours été autorisé à appeler près de lui ceux de sa maison, ainsi que ceux dont les beys étaient morts, afin de diminuer d'autant l'armée du visir.

Il lui parla ensuite d'un autre objet de sa mission; c'était d'annoncer au général Menou que Mahammed-Bey Elfy étant venu se livrer de lui-même à Mourâd-Bey, se jeter à ses pieds et solliciter son pardon, il n'avait pu le lui refuser; mais que cependant il l'avait relégué dans un village, avec ses mamelouks, jusqu'au moment où il aurait obtenu du chef des Français une égale clémence. Le général Menou blâma fort durement Mourâd-Bey de ce qu'il ne lui avait pas livré ce bey pieds et poings liés.

Osman demanda la permission de remettre des lettres que Mourâd-Bey l'avait chargé de porter aux principaux officiers-généraux, en même temps qu'il leur ferait visite, pour les assurer de son attachement à l'armée française. Le général Menou lui répondit avec humeur que Mourâd-Bey ne devait correspondre qu'avec lui, général en chef et représentant du gouvernement français; qu'il pouvait faire ses visites, mais qu'il ne devait remettre aucune lettre.

Osman-Bey fut peiné de cette réception et indigné des propos relatifs à Kléber. Il instruisit des détails de son entrevue le général Damas et l'inspecteur Daure, qu'il connaissait plus particulièrement. Tous deux cherchèrent à lui faire entendre qu'il ne devait pas s'offenser de quelques paroles dures échappées au général Menou, et lui dirent qu'il pouvait assurer Mourâd-Bey de l'estime et de l'attachement de tous les Français. Osman-Bey leur témoigna sa surprise de ce qu'on avait pu souffrir pour successeur de Kléber un homme si différent des autres militaires, ajoutant qu'il *craignait qu'un tel chef ne causât la perte de l'armée française*. Ces officiers répondirent que la subordination et l'obéissance étaient l'âme des armées, et que celle d'Orient était bien en état de battre toutes celles qui viendraient l'attaquer. Osman attendit au Caire une réponse. A la première nouvelle de l'apparition de la flotte anglaise dans la rade d'Aboukir, il réitéra les offres que Mourâd avait faites d'unir ses forces à celles des Français; mais il ne reçut que des réponses évasives. Lorsque le général Menou se fut enfin déterminé à marcher, il le fit venir, lui ordonna de quitter sur-le-champ le Caire pour rejoindre Mourâd-Bey; et non content de refuser les secours de ce dernier, il le fit menacer d'un châtiment sévère s'il faisait le moindre mouvement en faveur des ennemis..... Osman-Bey partit désolé.

Des accidens de peste eurent lieu au Caire et dans plusieurs villages voisins, au commencement de

pluviose; elle se déclara en même temps dans la Haute-Égypte. Cette maladie pouvait faire des progrès très dangereux et gagner les casernes des troupes, pendant que, logées dans la ville, elles avaient des communications fréquentes avec les habitans, dans des rues étroites, dans les cafés et avec les femmes. En supposant même que le contact ne suffit pas pour propager cette maladie, elle pouvait être produite par l'atmosphère malsaine du Caire, pendant la saison du *Khamsin*. Le moyen le plus sûr d'en garantir les troupes était de les faire camper hors de la ville, dans le désert; les mamelouckes eux-mêmes, habitués à ne prendre aucune précaution contre cette maladie, employaient ce moyen lors de ses plus grands ravages. Le campement des troupes aurait cependant eu l'avantage de les disposer à la campagne qui allait bientôt s'ouvrir. Tous ces motifs avaient déterminé les généraux à demander au général Menou l'autorisation de faire camper leurs divisions; mais il ne répondit pas à leur demande. Il éluda aussi les propositions de la commission de salubrité, qui tendaient au même but.

CHAPITRE III.

FINANCES. — PRODUIT DES NOUVEAUX DROITS. — VICES DES INNOVATIONS. — AUGMENTATION DES DÉPENSES DE L'ARMÉE. — LA PERCEPTION DU MIRY EST RETARDÉE. — LES CAISSES SONT VIDES AU MOMENT D'ENTRER EN CAMPAGNE.

Les droits d'octroi et les autres rentrées n'avaient pas assez rendu en vendémiaire, brumaire et frimaire, pour suffire aux dépenses de l'armée. Les emprunts aux Cophtes étaient perçus et dépensés à la fin de ce trimestre. Cette ressource étant épuisée, et ne voulant pas faire murmurer les troupes par un retard de solde, on employa une somme de 500,000 francs en or, que Kléber avait ordonné de mettre en réserve, et qu'il voulait porter à un million, afin d'avoir, dans tous les temps, des fonds prêts pour entrer en campagne, si l'armée venait à être attaquée.

L'impôt sur les cheiks ne fut mis en perception qu'au commencement de frimaire; les réclamations générales sur les inconvéniens et sur les vices de son administration, n'avaient pu décider à le changer. La lenteur des rentrées et l'opposition que les cheiks paraissaient y mettre, décidèrent le directeur des revenus publics à faire promettre, par ses employés, que ce droit serait précompté sur le

miry, dont un tiers était alors échu : cette promesse en ranima un peu la perception ; mais c'était écarter ce droit de son but : il avait été annoncé comme devant produire 3,000,000 en sus des impositions ordinaires, et l'opiniâtreté à le maintenir, après en avoir connu les vices, réduisit à ne percevoir qu'une portion seulement des impôts exigibles à cette époque.

Le général Menou voulant faire un système de finances entièrement neuf, se disposait à changer les impositions territoriales et leur perception : sans se rendre compte des difficultés d'un cadastre et du temps qu'il faudrait pour l'achever, il comptait en faire la base de son nouveau système, et le mettre à exécution la même année. Il ne réfléchit pas qu'un cadastre est un ouvrage immense, qui nécessite une foule de recherches et de travaux ; qu'en Europe même où tous les moyens sont réunis, on n'en a achevé que pour de petites étendues de pays ; et qu'en Égypte, outre les difficultés qui tiennent à la nature du travail, il en existe encore de locales ; que l'arpentage des terres, ordonné par les propriétaires et les mamelouks les plus puissans, avait toujours été une opération militaire, parce que les villages craignant de payer davantage, s'y étaient opposés les armes à la main ; qu'enfin on serait obligé pour le faire d'employer de nombreux détachemens, et qu'il fallait plus d'une année pour préparer ce travail. Il voulait aussi changer le mode de perception et le retirer des mains des Cophtes, qui, ré-

glant tous les comptes des villages sous l'ancien gouvernement, avaient seuls la connaissance exacte de leurs produits, et volaient facilement ceux qui étaient obligés de les employer.

Ces projets étaient bons; il était nécessaire de changer la répartition et la perception des impositions territoriales; la meilleure base pour la première était un cadastre, et il était utile de confier la seconde à des mains plus fidèles que celles des Cophtes; mais il fallait sentir qu'on n'avait pas encore les moyens d'opérer tous ces changemens, qu'on devait les remettre à un autre temps; et que les besoins d'une armée, à une époque où l'ennemi paraissait se disposer à attaquer, exigeaient qu'on levât promptement les contributions. Il fallait sentir aussi que les retards faisaient perdre, pour leur recouvrement, le moment le plus favorable, et dont les possesseurs de l'Égypte ont toujours cherché à profiter, celui où les récoltes étant encore sur pied, les cultivateurs retenus par elles, ne cherchent pas à se soustraire au paiement.

En nivose les embarras augmentèrent; on acheva de dépenser l'or mis en réserve par Kléber; on demanda le paiement des droits sur les corporations et sur les corps de nation; les villages payèrent des acomptes sur le droit des cheiks, et dans le mois de pluviose on put acquitter une partie de la solde et des dépenses de nivose; mais ces efforts épuisèrent la caisse, et le directeur fut embarrassé pour tenir ses engagemens. Enfin, à force de sollicitations, il ob-

tint l'ordre, donné le 15 pluviose, de percevoir 3,000,000 de francs à compte des impositions de l'an 1215. Le général Menou, voulant toujours mettre son projet d'exécution dans l'année, ne permit pas d'en demander davantage, quoique, en suivant l'ancien usage, on eût pu exiger quatre millions dès la fin de frimaire, et presque autant en ventose. Il ne voulait pas non plus employer les Cophtes à la perception de cet à-compte ; il avait imaginé que sur son ordre seul tous les cheiks de village s'empresseraient d'apporter les sommes qui leur étaient demandées, et qu'il ne serait pas nécessaire d'envoyer des troupes pour les y contraindre, mesure qui fut toujours jugée indispensable dans le pays. A la fin de pluviose seulement, on put lui faire comprendre que les rentrées seraient fort lentes et presque nulles, si on n'employait pas les troupes, et si on n'envoyait pas dans les villages les seraphs cophtes accoutumés à faire la répartition des contributions, avec quelques intendans cophtes et des agens français pour les diriger.

Ces retards empêchèrent de partir, pour mettre cette somme en perception, après les premiers jours de ventose ; toute la première décade se passa à porter des ordres, sans beaucoup recevoir. On ne put payer qu'une partie des dépenses de pluviose, avec le produit des droits sur les consommations et sur les corporations, ainsi qu'avec le miry de Mourâd-Bey. Enfin, les caisses se trouvèrent vides lorsque l'apparition de la flotte anglaise et la marche

de toutes les troupes sur les points menacés, suspendirent la perception des impôts, et privèrent le directeur des revenus publics, de tous les moyens de faire rentrer dans les caisses l'argent nécessaire aux besoins de l'armée.

CHAPITRE IV.

DES MAGASINS. — DE L'ADMINISTRATION DES SUBSISTANCES. — DES REVENUS EN NATURE.

L'ordonnateur Daure n'avait pu persuader le général Menou de la nécessité de faire des approvisionnemens considérables; son successeur, l'ordonnateur Sartelon, ne fut pas plus heureux, et les avis des préparatifs des ennemis ne purent pas davantage l'y déterminer. La fabrication du biscuit ne fut pas même reprise pour remplacer celui qui s'était avarié en plein air, ou dans de mauvais magasins. Les grains destinés à compléter l'approvisionnement d'Alexandrie, pour l'armée pendant six mois, et pour la garnison pendant un an, furent envoyés par eau, en brumaire et frimaire, à Rosette. De là, ils furent transportés successivement à Alexandrie. De plus on déposa à Rosette, on ne sait par quelle raison, du blé et de l'orge qui auraient été beaucoup mieux placés à Alexandrie ou à Rahmanieh; Rosette n'étant susceptible d'aucune défense.

Les petits forts construits sur la côte, sur les bords du Nil et autour du Caire, ne furent approvisionnés que pour un mois. L'approvisionnement de Belbéis et de Salêhiëh ne fut pas complété à la quantité nécessaire pour nourrir l'armée, lorsqu'elle se rassemblerait sur la frontière de Syrie; les magasins de Damiette et de Lesbëh étaient plus considérables. La citadelle du Caire était approvisionnée pour trois mois.

L'organisation physique de l'Égypte, le genre de culture qu'elle exige, et la stérilité à laquelle elle est condamnée, lorsque la crue du Nil n'est point assez forte pour couvrir toutes les terres, ont, dans tous les temps, forcé le gouvernement à porter la plus grande attention sur la formation des magasins de grains suffisans pour fournir à la subsistance du peuple dans les mauvaises années, ou au moins à l'ensemencement des terres. Dans les bonnes années, on récolte une quantité de grains de beaucoup supérieure à celle que les habitans consomment. Les récoltes des années médiocres permettent même une exportation assez considérable pour l'Arabie, la Syrie et Constantinople; une partie de cet excédant est mise en réserve, jusqu'à ce qu'on soit assuré d'une bonne inondation. Sous le gouvernement divisé des mamelloucks, le magasin général où se versait le produit du miry en nature, était bientôt épuisé par la répartition entre les personnes qui y avaient droit; mais les beys, propriétaires de presque tous les villages, faisaient des réserves particulières.

Lorsque, outre les habitans, on avait encore à nourrir une armée, qu'on se trouvait dans un état de guerre intérieure et extérieure, susceptible d'un moment à l'autre d'amener des changemens et de suspendre toute perception, on avait de bien plus fortes raisons pour former des magasins extraordinaires. Bonaparte avait fait établir au Mékias un magasin général de grains, qui devait fournir aux approvisionnemens des places, aux besoins de l'armée; et, si cela devenait nécessaire, à ceux des habitans. Les grains provenant de la portion des contributions qu'il était d'usage de percevoir en nature, dans la Haute-Égypte, y étaient versés; ceux que dans la Basse-Égypte, on tirait des *oussiëhs*, et ceux qu'on requérait ou qu'on achetait, y servaient aussi pour l'approvisionnement des places.

Les troubles intérieurs qui précédèrent la bataille d'Héliopolis, avaient empêché de former un approvisionnement bien considérable. L'inondation avait été médiocre et la récolte faible; vers la fin du siége du Caire, Mourâd-Bey avait fourni les grains nécessaires pour nourrir l'armée. Aussitôt que Kléber, débarrassé des ennemis, put s'occuper de l'administration de l'Égypte, il fit activer la levée des grains et la formation des magasins : ce fut le principal objet de la surveillance du comité administratif. Deux membres de ce comité allèrent ensuite dans la Haute-Égypte pour y presser les versemens; mais, pendant leur mission, le général Menou supprima le comité. L'un des membres resta bien chargé de la direction des revenus en nature; mais on ne veilla

pas, comme Kléber avait voulu le faire en organisant le comité administratif, à ce que les subsistances de l'armée ne fussent pas sacrifiées à la finance; à ce qu'on s'occupât également de la perception des grains et de celle de l'argent; à ce qu'on ne convertît pas en espèces les contributions qu'il importait de recevoir en nature, etc.... Les magasins s'épuisèrent au lieu de se remplir; ils étaient vides au commencement de frimaire. Le directeur des revenus en nature avait inutilement averti qu'on allait manquer, et proposé les moyens de les remplir et de les alimenter. Lorsqu'on fut pressé par le besoin, on chargea les Cophtes de verser les grains dans le magasin général, comme emprunt qu'on promettait de leur rembourser; mais ils ne le firent que lentement, et seulement pour fournir à la consommation journalière du Caire. Le directeur des revenus en nature écrivit au général Menou pour l'inviter à prendre quelque grande mesure; il proposa d'intéresser davantage les Cophtes, en leur abandonnant les arriérés dus par plusieurs villages, et qui par suite de leur négligence, n'avaient pas été perçus, et aussi pour le prévenir que si l'armée devait entrer en campagne, elle serait sans moyens suffisans: cela fut inutile. Cet administrateur ne fut point secondé. Les rentrées qu'il pressa, autant qu'il lui fut possible, pendant les mois de frimaire, de nivose et de pluviose, suffirent à peine aux besoins journaliers; et lorsque les Anglais parurent, le magasin général ne pouvait pas fournir à la subsistance de l'armée pour plus de vingt jours.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N° 1.) Au quartier-général du Caire, le 6 brumaire an IX (28 octobre 1800).

Proclamation aux habitans de l'Egypte. Au nom de Dieu, clément et miséricordieux; il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.

MENOU, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE FRANÇAISE, AUX HABITANS DE L'ÉGYPTE.

HABITANS de l'Égypte! écoutez ce que j'ai à vous dire au nom de la République française. Vous étiez malheureux; l'armée française est venue en Égypte pour vous porter le bonheur. Vous gémissiez sous le poids des vexations de toute espèce; je suis chargé par la République et par son premier consul Bonaparte, de vous en délivrer. Une multitude d'impôts vous enlevaient tous les fruits de vos travaux; j'en ai détruit la plus grande partie. Aucune règle ne fixait d'une manière précise ce que vous deviez payer; j'en ai établi une invariable. Chacun dorénavant connaîtra à quel taux s'élèvent ses contributions; dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque maison, si celà est possible, seront affichés et publiés les états de ce que chacun doit payer.

Les gens puissans et les grands éxigeaient de vous des avanies, je vous engage ma parole que je n'en éxigerai jamais. Parmi vous, ceux qui avaient acquis par un long travail des richesses et de l'argent étaient obligés de les

cacher, de les enfouir même dans la terre pour empêcher qu'elles ne tombassent dans les mains des grands, qui sans cesse épiaient l'occasion de vous les ravir. Habitans de l'Égypte, je vous promets, au nom de la République, devant Dieu et son Prophète, que ni moi, ni aucun Français, tant qu'il me restera un cheveu sur la tête, n'attenterons à vos propriétés. En payant exactement l'impôt fixé par la loi, vous serez libres de jouir de tout ce qui vous appartient, sans que personne puisse vous en empêcher, ou vous demander compte de vos richesses.

Les grands et les gens puissans vous traitaient beaucoup moins bien qu'ils ne traitaient leurs chevaux et leurs chameaux; vous le serez dorénavant par les Français et par moi, comme si vous étiez nos frères.

Quand les percepteurs du miry et autres contributions, voyageaient dans les provinces, ils étaient accompagnés d'une foule de serviteurs, de domestiques, d'écrivains, de kakouas, qui tous dévoraient vos propriétés et vous enlevaient souvent jusqu'à votre dernier medin; il n'en sera plus ainsi, habitans de l'Égypte! Si quelqu'un de ceux qui sont destinés par moi à percevoir les impositions, vous prend un seul medin au-delà ce qui sera fixé par la loi, il sera arrêté, emprisonné et condamné aux châtimens les plus sévères. La République française et son premier consul Bonaparte m'ont ordonné de vous rendre heureux; je ne cesserai de travailler pour exécuter leurs ordres.

Habitans de l'Égypte, si vous le voulez, le miry que vous payez, en y comprenant les autres droits qui y ont été ajoutés, diminuera considérablement. En voici le moyen : lorsque vous connaîtrez par une loi écrite, et qui sera adressée par moi à toutes les villes et villages,

le montant du miry que vous aurez à payer, n'attendez pas que les percepteurs aillent vous le demander; allez vous-mêmes le porter dans la caisse des trésoriers de province, et pour vous faciliter le paiement, je diviserai en quatre parties égales le miry qui vous sera imposé; tous les trois mois vous en paierez une partie; et pour vous faire bien comprendre ce que je veux faire pour votre avantage, lisez avec attention ce qui suit :

Je suppose qu'un village soit imposé à dix mille pataques par an pour son miry, tous les trois mois il devra payer dans la caisse du trésorier de la province, deux mille cinq cents pataques; au bout de l'année il aura satisfait à ce que la loi exige de lui, sans avoir éprouvé aucune vexation. Si, au contraire, il attend pour payer que les percepteurs arrivent en foule, il lui en coûtera alors beaucoup plus que la loi n'avait exigé. Vous le voyez, habitans de l'Égypte, il ne tient qu'à vous de diminuer vos impositions et de n'éprouver aucune vexation. Jusqu'à présent les mukhtesims de village vous demandaient beaucoup plus qu'il ne leur revenait : cela n'arrivera plus. Ce que devront recevoir les mukhtesims sera fixé par la loi; je vous défends de leur payer un medin au-delà de ce que j'aurai réglé. Souvent les cheiks-el-beled vous vexent, vous font payer des avanies qu'ils partagent avec les mukhtesims, les percepteurs des impositions et autres grands qui n'ont en vue que leur avarice et votre ruine. Habitans de l'Égypte, cela n'arrivera plus; ce que devront recevoir pour leur salaire les cheiks-el-beled sera fixé par la loi que je vous enverrai, et si l'un d'eux exige quelque chose au-delà de ce qui sera ordonné par cette loi, il perdra sa place et ses propriétés. Dorénavant vous ne nourrirez plus les troupes qui marcheront dans les

provinces, que dans le cas où elles iront pour vous faire payer des contributions que vous n'auriez pas acquittées dans le temps prescrit par la loi; dans tout autre cas, elles paieront tout ce qui leur sera fourni pour leur nourriture. Je donnerai à cet égard des ordres à tous les généraux et commandans. Tous les généraux et commandans français veilleront à ce que personne n'exige de vous rien au-delà de ce qui sera prescrit par la loi; je vous avertis encore que vous ne devez de présens à personne. Mon devoir, et celui de tous les commandans et administrateurs, est de vous écouter, de vous donner aide et protection quand vous vous conduisez bien; je défends aussi à vos juges d'exiger de vous aucun présent. Dieu et Mahomet son prophète leur ordonnent de vous rendre la justice; je le leur ordonne de même en leur prescrivant de n'avoir dans leurs jugemens égard ni au riche ni au pauvre, mais seulement à leur conscience et à la vérité; ceux qui contreviendront à cet ordre, seront sévèrement punis. Je viens, ô habitans de l'Égypte, de créer un tribunal suprême au Caire; il est composé des cheiks les plus recommandables par leur sagesse, leurs vertus et leur désintéressement; ils sont destinés à maintenir la religion dans sa pureté, et à vous juger. Je suis convaincu qu'ils s'acquitteront de leurs fonctions ainsi que le doivent faire des hommes qui craignent Dieu et son Prophète; mais je vous déclare ainsi qu'à eux, que si, ce que je ne puis croire, ils manquaient à leurs devoirs, ils seraient punis avec la dernière sévérité.

« Jusqu'à présent les interprètes exigeaient de vous des avanies, en vous promettant la protection de leurs maîtres; ils vous trompaient; cela n'arrivera plus: si quelques uns exigent de vous de l'argent et des présens, aver-

tissez-en les généraux ou moi; ces méchans seront punis de la manière la plus terrible. Ces hommes, pour vous engager à leur donner de l'argent, vous disent que ce sont les Français leurs maîtres qui l'exigent, ou bien encore ils vous disent qu'il n'est pas possible de voir les généraux ou autres Français en place, ni de leur parler; ils vous trompent; leurs paroles ne sont que mensonges; faites-les connaître, ils seront punis.

Souvent, quand les Français ou les troupes voyagent, un domestique, un interprète, un écrivain, ou tout autre se détachant en avant, entrent dans vos villages et vous disent pour vous effrayer que les Français demandent pour vivre un nombre considérable de buffles, de chèvres, de moutons, ou autres objets, alors vous les priez de s'intéresser pour vous; ils s'y refusent pour mieux vous effrayer, et vous finissez par leur donner de l'argent: ils vous ont encore trompés; ils trompent leurs maîtres.

Dans les villes, les aghas qui sont chargés de la police, de la propreté des subsistances, avaient jusqu'à présent exigé de vous des droits de toute espèce, tous ces droits sont abolis: je vous défends de leur rien payer; ils recevront un salaire que fixera la loi.

Je sais que ceux qui sont chargés de la vérification des poids se présentent souvent chez les marchands; ils prétendent toujours trouver les poids faux, alors ils font avancer leurs kaouas; ils ordonnent des coups de bâton ou autres punitions; le marchand s'effraie, il promet qu'il se rendra le lendemain chez l'agha des poids et mesures; il s'y rend effectivement, et porte en présent, 80, 60, 50 pataques. C'est ainsi, ô peuples de l'Égypte, que vous avez été trompés ou vexés jusqu'à présent.

Que sont devenus les biens appartenant aux mosquées? que sont devenues les immenses fondations pieuses faites par vos ancêtres? A quoi étaient-elles destinées? A entretenir les mosquées; partout je les vois détruites ou prêtes à s'écrouler. A nourrir les pauvres! partout ils meurent de faim; les rues et les chemins en sont pleins. A soigner les malades, les infirmes, les aveugles et tous les hommes sans ressources! les maisons destinées à les recevoir sont, ainsi que les mosquées, dans le plus grand désordre; les malheureux qui y sont renfermés ressemblent plutôt à des victimes condamnés à perdre la vie qu'à des hommes rassemblés pour recevoir des soulagemens! Qui donc a consumé tous ces biens, toutes ces fondations? des hommes puissans qui vous ont trompés jusqu'à présent. Ce temps est passé. Je vous le répète encore, j'ai reçu l'ordre de la République française et du premier consul Bonaparte de vous rendre heureux, et je ne cesserai d'y travailler; mais je vous avertis aussi que si vous n'êtes pas fidèles aux Français, que s'il vous arrivait encore, pressés par de mauvais conseils, de vous élever contre nous, notre vengeance serait terrible; et j'en atteste ici Dieu et son Prophète, tous les maux retomberaient sur vos terres. Rappelez-vous ce qui est arrivé au Caire, à Boulaq, à Mehhaley-el-Kebyr, et autres villes de l'Égypte: le sang de vos frères, de vos pères, de vos enfans, de vos femmes, de vos amis, a coulé comme les flots de la mer; vos maisons ont été détruites, vos propriétés ravagées et consumées par le feu. Quelle a été la cause de tout cela? les mauvais conseils que vous avez écoutés; les hommes qui vous avaient trompés. Que cette leçon vous serve pour toujours; soyez sages, tranquilles; occupez-vous de vos affaires, de votre commerce; cultivez vos terres, et par-

tout vous n'aurez dans les Français que des amis généreux, des protecteurs et des défenseurs, je vous le jure, au nom du Dieu vivant, au nom du Dieu qui voit tout, qui dirige tout, et qui connaît jusqu'aux plus secrètes pensées de nos cœurs.

Le général en chef de l'armée française, *signé* MENOU; le général de brigade, chef de l'état-major général, *signé* LA GRANGE; l'adjudant-général, sous-chef de l'état-major général, *signé* RÉNÉ.

(N° 21.) Au quartier-général du Caire, le 29 nivose an IX (19 janvier 1801).

LA GRANGE, GÉNÉRAL DE DIVISION, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE, AU GÉNÉRAL BONAPARTE, PREMIER CONSUL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CITOYEN CONSUL,

L'état de l'armée d'Orient ne laisse rien à désirer sous le rapport du bien-être; il n'est aucun doute que jamais il n'a existé de troupes plus exactement soldées, mieux entretenues, et plus en état de répondre en tout à ce que la République doit attendre d'elles. J'espère qu'avec votre secours, citoyen Consul, cette armée jusques ici heureusement échappée du danger dont elle a été menacée, n'aura plus à courir de pareils risques. L'exemple du passé doit pourtant nous rendre circonspects pour l'avenir, et c'est de cet avenir que je viens aujourd'hui vous entretenir.

L'Europe et même le monde connaît sans doute actuellement, citoyen Consul, la conduite d'un homme qui, par le plus inconcevable système, a constamment persévéré jusques à sa fin, au moment où la mort est venu

le surprendre, à vouloir absolument l'évacuation de l'Égypte, quelque honteux que fût ce parti pour lui et pour les braves qu'il commandait; il l'a constamment suivi, même alors que les deux armées se sont trouvées en présence et que les circonstances le forçaient à combattre. Une vérité bien frappante, et qui peut être attestée par beaucoup de monde, c'est que la victoire d'Héliopolis a été remportée malgré les ordres positifs donnés par le général Kléber de ne pas combattre. Un de ces événemens inattendus a décidé cette journée en l'honneur de l'armée française, dans le moment même où son général, toujours irrésolu, toujours pacifique, demandait à parlementer. Son premier aide-de-camp, Boudot, avait été envoyé en conséquence auprès du grand-visir, et cet officier y était arrivé au moment où la bataille s'engagea.

Il eût semblé sans doute que l'armée ottomane étant battue, chassée honteusement de l'Égypte, et presque détruite par tout ce qu'elle eût à souffrir en traversant le désert pour gagner la Syrie dans sa fuite; il eût, dis-je, semblé que tous ces avantages tournant à la gloire du général Kléber, eussent dû l'engager à changer de système; loin de là, il fut toujours persévérant: rien, pas même le sentiment de la gloire dont on venait de le couvrir malgré lui, ne put le déterminer à abandonner des projets honteux pour un homme d'honneur, flétrissans pour l'armée qu'il commandait, et en tout si funestes aux intérêts de la France. La source de tant de fautes venait d'un caractère aussi haineux que vindicatif; il trahissait tout, devoir, patrie, réputation; et cela parce qu'il vous portait, citoyen Consul, la haine la plus implacable. Il voulait rendre l'Égypte à nos ennemis parce que cette conquête vous appartenait, et qu'il la consi-

dérait comme votre ouvrage. Qui pourrait se faire une idée de toutes les folies qui à cette époque roulaient dans la tête du général Kléber?

Une chose bien incroyable, citoyen Consul, c'est qu'un pareil homme avait trouvé de nombreux partisans; je pensais qu'après l'événement aussi extraordinaire qu'inattendu de sa mort, toutes ses créatures rentreraient dans le devoir, et qu'enfin le gouvernement français ne compterait plus dans l'armée que de vrais Français, fidèles à l'honneur de la République comme à ses intérêts; mon opinion se fortifiait encore en voyant que le commandement de l'armée était échu à un homme d'un caractère connu, et surtout professant des principes opposés à ceux du général Kléber; mais bientôt je m'aperçus que j'étais dans l'erreur. Les partisans de ce général mort commencèrent à former des conciliabules; des réunions avaient lieu chez les plus puissans et les plus marquans d'entre eux par leur place; on cherchait à grouper les mécontens, l'armée était sur le bord du précipice, des moyens furent mis en usage pour la corrompre; enfin on attaqua dans le public les opérations du général Menou, et les chefs de cette coalition finirent par une démarche qui heureusement a été sans suite, comme elle a été sans exemple dans l'histoire de la révolution.

Ce parti comprimé par la nomination définitive du général en chef, qui arriva dans ces circonstances, n'est pas éteint; il existe toujours au grand scandale de l'armée; s'il est moins remuant, moins actif que par le passé, il est toujours persévérant.

Cependant, citoyen Consul, à quelques hommes près, l'esprit de l'armée est bon; le gouvernement peut compter sur sa fidélité, mais il ne faut pas pour cela qu'il perde

de vue les individus qui ont dû lui être signalés. Ils ont de grands avantages pour faire donner l'armée dans l'écueil que Kléber avait ouvert devant elle; c'est pour l'avenir surtout que je demande votre prévoyance, citoyen Consul; j'ai la conviction intime que si, par un événement dont les vicissitudes humaines nous offrent tant d'exemples, nous venions à perdre le général Menou, un mois ne s'écoulerait pas sans que l'Égypte ne fût remise au pouvoir de nos ennemis. L'homme qui par son ancienneté de grade, serait appelé à remplacer le général en chef est un des plus acharnés partisans de l'évacuation; ami de Kléber, il était le dépositaire de tous ses secrets, son confident intime, et vraisemblablement sectateur de tous ses projets insensés.

Voilà, citoyen Consul, les appréhensions que je crains pour l'avenir; je les confie à vous seul, je les dépose dans votre sein, parce que votre destinée vous appelle à faire la gloire et le bonheur de la France, et que mon dévoûment pour elle et pour vous est sans bornes.

Je vous salue respectueusement, *Signé* LAGRANGE.

Avant de cacheter ma lettre, j'ai encore, citoyen Consul, à vous dire quelque chose sur les grands changemens que le général en chef vient de faire dans l'administration de l'armée. Cette administration se trouve actuellement si réduite, si simplifiée, qu'il faudrait réellement être aveugle pour n'y pas voir clair, si on veut; l'organisation du pays a nécessité d'autres mesures. Le dédale affreux dans lequel l'Égypte se trouvait, a forcé le général en chef à d'abord tout détruire pour ensuite tout recréer; cette grande opération a donné les résultats les plus satisfaisans, elle a fait connaître jusqu'au dernier

medin en totalité, le montant de tous les revenus, qui, quoique considérablement augmentés pour nous, se trouvent néanmoins réellement diminués pour le peuple, parce que la portion que percevaient les fripons est rentrée en bonification, et de là sont venus les grands cris qu'ils ont poussés, se sentant réellement écorchés.

Nos ateliers d'armes, de poudre, de boulets, sont, citoyen Consul, en pleine activité; il en est de même des métiers et des foulons pour les draps, dont vous devez avoir reçu les échantillons; bientôt on aura en magasin les étoffes nécessaires pour habiller l'armée au complet; tous les services sont généralement assurés: l'avenir, je vous assure, n'a rien d'effrayant pour nous.

Je vous demande des excuses, citoyen Consul, sur la longueur de ma lettre.

Signé LAGRANGE.

(N° 3.) Au Caire, le 25 pluviose an IX (14 février 1801).

DAMAS, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

Étranger à la ruse et à l'intrigue, j'avais résolu de souffrir la persécution dans le silence, plutôt que de lutter, avec l'arme de la vérité, contre la duplicité et le mensonge. Les fausseté que vous avancez dans vos lettres au gouvernement, publiées dans les derniers *Moniteurs* venus de France, en vous attribuant des opérations militaires et administratives qui ne sont pas de vous, mais bien l'œuvre de la prévoyance du général Kléber, ne m'auraient pas déterminé, non plus que ce qui m'est particulier, à rompre le silence; mais votre ordre du jour d'hier, qui porte l'empreinte de la noirceur la plus pro-

fonde et de la calomnie la plus atroce, me force de vous demander qui vous avez eu intention de dénoncer à l'indignation publique?

Par quelle affreuse méchanceté, à la suite du récit de l'horrible attentat commis, à Paris, contre le premier soutien de la République, parlez-vous d'une faction étrangère qui fait ressentir ses effets jusqu'en Égypte? Pour quelle raison citez-vous ensuite un extrait de gazette de Londres, que vous aviez en votre possession depuis plus de quinze jours, et dont vous aviez déjà donné connaissance à plusieurs individus; gazette dans laquelle la chose publique n'est qu'accessoire auprès de vous, dont il n'est dit que le mal nécessaire pour vous donner du relief? En parlant ainsi, ces ennemis-là vous servent à souhait.

Auriez-vous la noire intention de transformer en conspiration la démarche que firent près de vous, le 6 brumaire dernier, les cinq généraux de division, pour vous faire, sur vos innovations en tout genre, des représentations aussi sages qu'utiles au bien de l'armée? Il ne vous appartient pas, Général, de qualifier ainsi cette conduite; le Premier Consul, qui doit maintenant être instruit de la vérité, saura apprécier la pureté de nos intentions; il reconnaîtra que le vrai conspirateur est celui qui veut perdre les vieux soldats de la République, pour les punir de l'avoir trop bien servie. Une telle tactique est usée, et sur une seule inculpation de vous, aussi calomnieuse que ridicule, on ne croira pas complices du plus grand forfait, des enfans de la révolution, ceux qui l'ont servie avec le plus entier dévoûment, qui en donnent journellement des preuves à la République et à son premier magistrat que tous chérissent également, et qui

sont pénétrés de reconnaissance pour les bienfaits dont leurs services ont été récompensés.

Par quelle méchante affectation désignez-vous dans l'armée deux partis que vous appelez colonistes et anti-colonistes? Personne, avant que vous les eussiez créés, ne les connaissait. Les vrais défenseurs de la colonie sont ceux qui, par leurs travaux guerriers, ont eu le plus de part à sa double conquête, et qui en ont cimenté les bases de leur sang.

Leur constance à rester ses soutiens, malgré les dégoûts dont vous les avez abreuvés pour les engager à l'abandonner, sont les preuves évidentes de leur attachement à la République; et s'il existe une faction, elle ne peut être que celle de l'intrigue du cabinet contre la loyauté du guerrier. Cette réfutation, aussi fortement exprimée que l'injure a été vivement sentie, vous fournira peut-être matière à de nouvelles calomnies, au lieu d'amener un désaveu digne de la franchise avec laquelle je m'explique. C'est alors que je ferai tout pour mettre au plus grand jour votre duplicité en opposition à ma loyauté, et que, de concert avec ceux que vous semblez désigner comme coupables, nous n'aurons pas de peine à faire reconnaître les vrais ennemis de la République aux moyens qu'ils emploient pour la bouleverser et la détruire.

Signé DAMAS.

(N° 4.) Au Caire, le 26 pluviose an IX (15 février 1801).

LE GÉNÉRAL DE DIVISION REGNIER AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

VOTRE lettre de ce jour ne répond pas entièrement, Général, à la mienne du 25. Je vous y demandais une

dénégation formelle des calomnies qu'on a cherché à répandre dans l'armée, et que votre ordre du jour tend de la manière la plus perfide à accréditer.

Si ce sont les Anglais qui ont fait l'article inséré dans la *Gazette de France*, pour chercher à exciter des troubles dans l'armée d'Égypte, vous les servez complétement en lui donnant de la publicité; il est vrai que, par la manière dont vous l'avez amené, vous favorisez vos animosités et votre ambition particulière.

Je sais que les Anglais sont capables de tout pour parvenir à leurs desseins; qu'il est très probable qu'ils emploient toute espèce de moyens de perfidie et d'intrigues pour empêcher que l'Égypte ne reste à la république française. C'est à vous, Général en chef, à poursuivre et arrêter leurs agens; vous serez aidé avec zèle dans cette recherche par toute l'armée; mais ce n'est pas par des ordres du jour pareils à celui du 23 que vous y parviendrez.

Vous savez combien ma lettre du 25 est pleine de vérités, c'est à vous à leur rendre hommage par une réponse franche qui me satisfasse complétement.

L'injure a été publique, et ce serait peut-être servir les Anglais que de m'obliger à faire connaître toute son atrocité.

J'attends, Général, une réponse définitive.

Signé REYNIER.

(N° 5.) Au quartier-général d'Alexandrie, le 17 thermidor an VIII (5 août 1800).

LANUSSE, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

CITOYEN GÉNÉRAL,

J'apprends avec peine que les bruits qui avaient été répandus sur mon compte dans le temps, et qui cessèrent bientôt de s'accréditer, parce que leur absurdité même ne le permettait pas, sont aujourd'hui remis en scène, accompagnés d'autres ni moins faux ni moins ridicules. J'avais d'abord regardé ces calomnies, et j'aurais continué de les regarder comme elles le méritent, c'est-à-dire avec l'œil du mépris, si je n'avais su que c'est de chez des personnes puissantes qu'elles sortent, et que ces personnes travaillent avec la plus grande activité à rassembler des matériaux qui puissent les mettre à même de m'attaquer directement, Qu'elles continuent, citoyen Général, à rassembler tout ce que pourront leur rapporter de vils adulateurs, ou des hommes timides qui sauront que le seul moyen d'être accueillis chez elles, est d'y paraître comme mes accusateurs. La calomnie s'est trop exercée sur mon compte, pour que je puisse retarder plus long-temps de faire éclairer ma conduite aux yeux de l'armée entière, par une autorité impartiale. Un conseil de guerre peut seul me rendre justice, et c'est de lui seul que je veux l'obtenir.

Je devine bien pourquoi mes persécuteurs veulent me perdre dans l'opinion de l'armée. Je sais qu'être sincère et franc, c'est être criminel à leurs yeux. Hé! que voulez-vous, citoyen Général? je ne crus jamais que je

serais obligé de vivre dans les cours ou avec des courtisans. Voilà pourquoi je ne cherchai à en imiter ni le langage ni les maximes. Quoique je sois encore aujourd'hui à même de prendre une leçon de duplicité, je vous jure que je ne profiterai pas de ma position.

J'ai l'honneur de vous saluer. LANUSSE.

(N° 6.) Au quartier-général d'Alexandrie, le 12 fructidor an VIII (30 août 1800).

LANUSSE, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

J'AI reçu votre lettre du 6, citoyen Général; je suis tout aussi disposé que vous à faire une guerre implacable aux fripons; mais, comme je vous l'ai déjà dit, je n'attaquerai jamais quelqu'un, pas même en propos, avant d'avoir acquis des preuves certaines sur sa malversation.

Vous désirez, dites-vous, que la commission que j'ai nommée ne trouve point de coupable. Moi je désire que, s'il est vrai qu'il en existe, elle les trouve; il ne m'en coûtera pas de les faire punir.

Quand je n'aurais pas déjà su que vous aviez ici des personnes chargées de vous rendre compte de tout ce qui s'y passe, je n'aurais pas pu l'ignorer d'après votre lettre du 2 fructidor. Je n'ignore pas non plus que, depuis que vous avez pris le commandement de l'armée, vous avez envoyé ici des émissaires chargés de commissions dont ils étaient incapables de s'acquitter. Il n'est pas encore hors de ma connaissance que vous correspondez directement avec plusieurs chefs de service, et que vous leur transmettez des dispositions sans m'en prévenir, quoique cependant, jusqu'à ce qu'il en soit autrement

ordonné, ils soient directement sous mes ordres. Je vous le demande, citoyen Général, est-ce là de la confiance? non certes. Ce n'est pas non plus l'ordre hiérarchique que vous dites aimer, et que je crois essentiel d'observer pour que chacun s'acquitte avec goût, zèle, exactitude, de ses devoirs.

Je ne fais partir que les bâtimens grecs au-dessous de cent tonneaux, et qui étaient venus spécialement pour faire le commerce, jusqu'à ce que vous m'ayez expliqué si la permission s'étend sur ceux qui étaient venus avec un firman du grand-seigneur, pour servir au transport de l'armée, et que vous m'ayez fait connaître quels sont ceux que vous mettez au rang des neutres. J'ai fait débarquer tout le riz qui se trouvait sur ceux qui avaient fait leur chargement, et ils mettront à la voile aussitôt qu'ils croiront pouvoir passer, malgré la croisière, qui est aujourd'hui au nombre de huit bâtimens dont deux vaisseaux.

La djerme que j'ai fait armer, protége dans ce moment les travaux du sauvetage à Aboukir; elle entrera en station dans la baie, dans tous les temps, parce que là elle est mieux postée que partout ailleurs, pour protéger le cabotage. Elle a à bord quatre bonnes pièces de canon et quinze soldats choisis: elle a d'abord une marche supérieure.

Deux petits bâtimens grecs, chargés de vin, etc., sont entrés à Aboukir. Le citoyen Martinet, qui s'y trouve, a acheté les cargaisons, par commissions de différens généraux, et il aurait voulu les faire remonter au Caire sur les mêmes bâtimens. Comme je ne savais si telles étaient vos intentions, je m'y suis opposé. Si pareille circonstance se présente à l'avenir, que pourrai-je faire?

J'ai l'honneur de vous saluer. LANUSSE.

(N° 7.) Saléhiéh, le 24 frimaire an IX (15 décembre 1800).

CH., CHEF DE BATAILLON DE LA 85e DEMI-BRIGADE, AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

J'AI cru, citoyen Général, qu'un homme obscur, confondu dans la foule, qui instruirait le Premier Consul de la République, de la véritable situation de l'armée lorsque vous en avez pris le commandement, de l'état où elle se trouve actuellement; qui l'instruirait des dégoûts, des oppositions sans nombre que vous avez eu à surmonter; j'ai cru, dis-je, que cet homme, organe de l'opinion publique, obtiendrait peut-être autant de confiance que vos propres écrits. De quel autre intérêt que celui du bien public pourrait-il être animé?

La lettre que j'ai l'honneur de vous envoyer, adressée au Premier Consul, a-t-elle atteint ce but? L'a-t-elle atteint sans inconvénient, je l'ignore?

J'ai hésité long-temps pour savoir si je ferais partir cette lettre sans vous la communiquer, j'ai hésité encore pour savoir si je devais vous la communiquer; l'un et l'autre parti me répugnent également; le premier, dans la crainte de vous compromettre; le second, dans la crainte que, ne vous rendant pas justice, vous ne preniez pour une basse adulation ce que j'ai dit sur votre compte: pouvais-je moins alarmer votre modestie? Je ne le crois pas. Si cette démarche n'a pas votre approbation, brûlez ma lettre (1), Général, et pardonnez en faveur des sentimens qui l'ont dictée.

Salut et respect, *Signé* CH.

(1) La lettre ne fut pas brûlée, mais expédiée à son adresse; c'est celle qui suit.

(N° 8.) Au Caire, ce 1er brumaire an IX (23 octobre 1800).

CH., CHEF DE BATAILLON DE LA 85e, AU PREMIER CONSUL.

En quittant l'Égypte vous laissâtes l'armée dans le dénûment le plus absolu, vous le savez. Ce que vous ignorez peut-être, c'est que le général dont vous fîtes choix pour la commander fut reçu avec un enthousiasme universel: il n'existait pas un individu qui ne le regardât comme une divinité, comme un ange tutélaire. C'était l'homme dont on espérait le plus de grandes choses; il est difficile de parvenir à une place sous de plus heureux auspices. Investi d'une confiance sans bornes, qu'il est coupable, s'il a trompé l'attente générale.

..... *Il est mort!!...* Je laisse à l'impartiale postérité le soin de le juger, mais s'il n'est connu que par sa conduite en Afrique, la place qu'elle lui assignera sera en contradiction manifeste avec le monument que lui élèvent ses contemporains.

L'histoire n'oubliera pas qu'entouré de tous les moyens propres à réaliser les brillantes espérances qu'on avait fondées sur son compte, le général Kléber, au lieu de réformer les abus existans, en multiplia le nombre; qu'au lieu de punir les dilapidateurs de la fortune publique, il leur accorda sûreté et protection. Les voleurs, les concussionnaires étaient tellement sûrs de l'impunité qu'ils ne sauvaient pas même les apparences; à Sparte, au moins on punissait la maladresse.

Elle n'oubliera pas de transmettre à nos neveux qu'en Égypte, jadis le grenier du peuple romain, l'armée française a mangé la subsistance la plus mauvaise qu'il soit possible de concevoir; que le pain, surchargé de paille,

de terre et d'autres matières étrangères, était tel que l'homme le plus avare n'en voudrait pas donner à ses chiens, pour me servir des expressions de l'honnête, du bienfaisant Menou. La solde, constamment arriérée de huit ou dix mois, ne laissait au soldat, à l'officier, aucune autre ressource pour se procurer une nourriture plus saine.

L'Égypte, écrasée sous des contributions exorbitantes, ne rendait presque rien au trésor public. Mille canaux divers en détournaient le cours. Le général Reynier dévastait la Charkié; le général L....., ce nom me rappelle sans cesse les rues de Padoue, que j'ai vues tapissées d'un jugement infamant contre lui; le général L..... pressurait les riches provinces de Menouf et de Mansoura; Damiette, le reste du Delta, gémissaient sous les généraux Rampon et Verdier. Ceux qui reprochent au général Dugua d'avoir poussé trop loin sa collection de médailles et de pierres précieuses, ne font pas la réflexion satisfaisante qu'il enrichissait les sciences et les arts. Le général Destaing, l'adjudant-général Boyer, sont connus dans les lieux où ils ont été employés, par les exactions les plus criantes : ce dernier joint la scélératesse au brigandage pour s'approprier les caravanes qu'il sait appartenir à des Arabes amis; il en fait sans pitié massacrer les conducteurs; il évite par là toute réclamation.

Bien loin d'étendre les relations commerciales par une conduite sage et louable, tous les adjudans-généraux qui ont commandé Suez, s'y sont comportés de la manière la plus révoltante; ils ont commis les plus grandes avanies sur les bâtimens qui ont eu le malheur d'approcher ce port : ils ne rougissaient pas de détourner

à leur profit la plus riche partie des cargaisons, et de jeter une forte imposition toujours à leur profit sur ce qu'ils voulaient bien laisser aux propriétaires. Le général Kléber ne pouvait ignorer ces faits; ils étaient connus de toute l'armée.

Espérons que l'adjudant-général Tarayre, estimé pour sa probité, sa valeur et ses talens, rendra au commerce son activité, et au nom français le lustre qu'on lui a fait perdre chez les peuples de l'Yemen.

Ces hommes sans pudeur, cette bande immorale, spoliatrice, de commissaires des guerres, d'employés en tout genre, l'écume, l'immondice de la France, que l'armée a charriée à sa suite, faisaient cause commune avec les hommes que je viens de citer: tous ensemble ils dévoraient notre substance, ils s'engraissaient de notre sang. L'officier, abreuvé d'humiliations, croupissait dans la plus profonde misère, et ces messieurs étalaient le luxe le plus effréné. Cette foule d'aides-de-camp, d'officiers d'état-major, qui jouissent des douceurs de la guerre sans en connaître les privations ni les dangers, et n'en ont pas moins obtenu tout l'avancement, qui dès-lors a cessé d'en être la récompense; tous ces officiers, dis-je, à l'instar de leurs généraux, faisaient parade de la plus somptueuse magnificence; leurs appointemens pouvaient-ils subvenir à de telles dépenses? Lorsque les chefs dépouillent le public, il est encore soumis à la cupidité de tous les subalternes, plus avides, plus insatiables que leurs maîtres. Les hôpitaux, cette partie si intéressante d'une armée, étaient, comme les autres branches de l'administration, livrés à la rapacité, au brigandage: les malades, entassés dans les salles, excitaient la pitié de personne; personne ne leur donnait le plus léger secours; sans soins, sans traite-

mens, ils périssaient en foule maudissant l'État qu'ils avaient défendu et l'atroce gouvernement qui les abandonnait.

Il y a plus, Général, pour justifier une honteuse capitulation, le général Kléber a calomnié l'armée; il a motivé la prétendue nécessité de traiter avec l'ennemi sur les insurrections partielles qu'il soudoyait peut-être. Il a paru redouter une action dans la crainte que l'armée ne se déshonorât par une lâcheté; mais l'armée a confondu ses détracteurs à la bataille d'Héliopolis, malgré le vice des dispositions prises dans cette journée. Si ses troupes eussent été bien placées, six mille Osmanlis ou mamelouks ne se seraient pas jetés dans le Caire, et les huit cents *braves* que cette ville a coûtés vivraient encore.

Dans les mêmes vues, le général Kléber a laissé prendre El-A'rych : je défie ses plus zélés partisans de nier ce fait. Il sacrifie impitoyablement six cents hommes à l'horreur qu'il avait conçue contre l'expédition d'Égypte et obtient à ce prix de nouveaux prétextes pour l'évacuer, et on lui élève un monument!... Oui, sans doute, mais qu'il soit d'opprobre et d'infamie! qu'il éternise à jamais l'indignation que doit inspirer un semblable assassinat!

Telle a été la conduite du général Kléber en Égypte, dirigée par le général Damas, plus coupable peut-être que le général en chef, puisqu'il est notoire qu'il n'a usé de l'ascendant qu'il avait acquis sur son esprit, que pour l'entraîner dans des écarts funestes à l'armée, ruineux pour la France, qui perdait, avec la plus forte portion du globe, l'espoir consolant de parvenir bientôt à la paix générale. Telle était l'affreuse position de l'armée

à l'époque où le général Menou en prit le commandement.

Lorsque la corruption attaque les premières personnes d'un État, lorsque, par un renversement de toute morale, elles s'engraissent des malheurs publics, il faut être doué d'une âme peu ordinaire pour oser entreprendre d'y rétablir l'ordre. Ce que vous avez fait en France, le général Menou l'a exécuté en Égypte; ses premiers pas dans l'administration annoncèrent un honnête homme, décidé à améliorer le sort de l'armée.

Effrayés de ces dispositions, tous les hommes que je viens de citer formèrent une ligue sacrilége pour en arrêter l'effet; ils ne négligeaient aucun des moyens propres à lui faire perdre la confiance qu'il méritait à tant de titres. Tous leurs discours tendirent sans cesse à déprécier sa personne ou ses actions; mais, comme l'observe judicieusement l'Éloge funèbre du général Desaix, il n'est pas toujours donné aux âmes communes d'offenser un grand homme; leurs injures même ne l'atteignent point.

Malgré les obstacles qu'ils lui opposaient à chaque instant, le général Menou marcha sans dévier avec une constance, une fermeté inébranlable, vers le but qu'il s'était proposé; il se tint des conciliabules secrets, tantôt chez le général Reynier, tantôt chez Daure ou Tevenin, mais plus souvent chez le général Damas. Supérieur aux petites passions, le général en chef ne voulut jamais voir ce qu'il y avait d'outrageant dans les propos injurieux qu'on ne cessait de tenir publiquement sur son compte. Cette bonté, prise pour de la faiblesse, leur fit concevoir le projet de le déposer. On envoya des émissaires à toutes les demi-brigades en garnison au Caire, pour sonder leur opinion. Un homme qui jouit de quelque considération,

vint chez nous, chargé d'une si honteuse commission; il poussa la hardiesse jusqu'à nous dire, dans la chaleur de la discussion, qu'il ne reconnaissait pas le général Menou pour le représentant du gouvernement, et qu'en cas de scission, il ne recevrait des ordres que du général Reynier. Peut-on s'expliquer plus ouvertement? Votre arrêté du 19 fructidor a tout fait rentrer dans la poussière; mais ces hommes n'en sont pas moins les ennemis irréconciliables du général Menou, conséquemment ceux de l'armée: ils ne lui pardonneront jamais d'avoir révélé leurs turpitudes. L'armée, actuellement bien nourrie, bien payée, bien entretenue, prouve à l'évidence que l'esprit de rapine seul dirigeait la précédente administration. Ils ne lui pardonneront jamais cette infatigable activité qui les désespère, qui les épouvante au point de leur faire jouer un rôle pour lequel, j'en conviens, ils n'ont point de dispositions, celui d'honnête homme.

L'ennemi nous menace! Quelle confiance le général en chef peut-il leur accorder? Pour le perdre, je les crois capables de tout sacrifier, pourvu que leur sûreté personnelle ne soit pas compromise. . . . . .

Général, l'armée apprit avec plaisir votre élévation. Moins séduits par l'éclat de la bataille de Marengo que par votre modération après la victoire, que par les heureux résultats qu'elle doit procurer à la République; touchés surtout par le tableau intéressant que présente l'intérieur de la France, nous avons tous oublié que le général Bonaparte, en Égypte, ne réprima pas le brigandage avec toute la force dont il pouvait disposer. Le bienfaiteur de ma patrie ne trouvera jamais un homme plus dévoué que moi.

Général, étendez votre sollicitude jusqu'à l'armée d'O-

rient! Ne la mérite-t-elle pas? ne lui devez-vous rien? Ah! vous n'oublierez jamais que les cadavres de Castiglione, d'Arcole, de Rivoli, d'Acre, forment les gradins qui conduisent jusqu'au Premier Consul.

Ce n'est pas en hommes que votre secours est nécessaire à l'armée; elle est assez forte pour écraser encore l'Orient conjuré; rappelez seulement trente individus qui s'opposent à son bien-être, qui entravent les opérations de son général, vous aurez tout fait pour elle; elle vous devra le bonheur.

Sans considération particulière, sans détour, j'ai attaqué les hommes qui, dans leur conduite, n'ont respecté ni leur dignité ni leurs personnes. Je ne puis offrir aucune preuve; je ne suis que l'organe de l'opinion publique invariablement fixée sur leur compte; ils sont flétris sans retour. Consultez l'armée, *Général*; si un cri général ne dépose pas contre eux, je consens à être poursuivi comme le plus vil des calomniateurs.

Salut et respect. *Signé* Ch.

(N° 9.) *Au quartier-général d'Alexandrie, le 1er fructidor an IX (19 août 1801).*

LANUSSE, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

Je ne suis pas du nombre de ces hommes, citoyen Général, qui attaquent en l'air, sans remords et sans pudeur, la réputation des autres hommes. Je vous ai dit dans le temps que je n'avais pas pu me procurer des preuves certaines qui me missent à même d'attaquer aucun de ceux que l'on nomme dilapidateurs des marchandises arrivées dans Alexandrie; j'avais tenu le même langage au général

Kléber. Cette déclaration avait suffi à votre prédécesseur, et je croyais qu'elle vous suffirait; mais puisqu'il en est autrement, vous m'avez mis parfaitement à mon aise en m'autorisant à prendre telle mesure qui me paraîtrait convenable pour découvrir et poursuivre les auteurs des déprédations; je vous envoie ci-joint l'arrêté qui crée la commission que j'ai nommée à ce sujet, que je vous prie de mettre à l'ordre du jour de l'armée, et ensuite le résultat des opérations de cette commission. Si la renommée publique vous a appris qu'il s'était commis des exactions à Alexandrie, une voix plus authentique doit faire connaître à cette renommée la vérité tout entière.

Les reproches que vous me faites sur ma manière de servir, sont les premiers que j'ai reçus. J'ai cependant obéi jusqu'à ce jour aux ordres de quelques généraux; fort de l'idée de ne les point mériter et de le prouver, je suis tranquille.

Si l'envie vous reste de faire fusiller le drogman Battus, je n'ai nullement besoin de lui. Vous pouvez le faire remonter au Caire, et là le faire exécuter plus à votre aise que vous ne l'eussiez pu, si vous fussiez resté à Alexandrie. Il est bien étonnant que cet homme, vous ayant été dénoncé comme fripon, et l'ayant reconnu pour tel vous-même, vous ne m'ayez pas donné le moindre renseignement sur son compte, quand vous m'avez remis le commandement du 5e arrondissement.

Je n'eusse pas mieux demandé, et je ne demanderais pas mieux encore que de coopérer aux travaux de l'armée; mais une demi-confiance ne me saurait convenir. Je n'ai pas besoin de beaucoup de sagacité pour juger que je n'ai pas la vôtre tout entière.

J'ai l'honneur de vous saluer,

REYNIER.

(N° 10.) Du 2 vendémiaire an IX (24 septembre 1800).

Au Ministre des affaires étrangères.

Citoyen Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser une copie certifiée du traité conclu entre Mourâd-Bey et le général Kléber. Les négociations pour ce traité ont eu lieu pendant le dernier siége du Caire.

Je joins à ce premier traité la copie d'un autre qui a été fait entre Mourâd-Bey et moi : il a pour objet de céder à ce prince quelques villages qui lui avaient été promis par le général Kléber, et de le dispenser, pour l'an VIII, d'une partie du tribut qu'il s'était obligé de payer par le premier traité.

Je n'entrerai point ici dans la discussion relative à la paix conclue entre Mourâd-Bey et le général Kléber ; je n'y ai pris aucune espèce de part. Lorsque les circonstances m'ont porté au commandement de l'armée, j'ai trouvé cette paix conclue, et j'ai pensé qu'il était de l'honneur français d'en exécuter fidèlement tous les articles.

Je dois cependant vous observer, citoyen Ministre, que, lorsque cette paix fut traitée et conclue, Mourâd-Bey était dans une position à nous faire beaucoup de mal : dix mille Osmanlis, commandés par Nassif-Pacha, et quinze cents mamelouks, commandés par Ibrahim-Bey, étaient dans le Caire. Si Mourâd-Bey s'y était encore jeté avec ses mamelouks, le crédit dont il jouissait parmi les habitans eût fait traîner en une extrême longueur le siége du Caire ; le grand-visir eût eu le temps de rassembler de nouvelles troupes, de se jeter avec elles dans une partie quelconque de l'Égypte, et d'opérer

par là une diversion très fâcheuse. Il eût encore été possible que la longueur du siége eût enhardi les habitans d'une grande partie de l'Égypte à se lever en masse : voilà quels sont vraisemblablement les motifs qui engagèrent le général Kléber à conclure la paix avec Mourâd-Bey.

Un des articles du traité, qui doit paraître le plus désavantageux, est celui qui accorde à Mourâd la possession de Cosséir. Ce port, situé sur la côte occidentale de la mer Rouge, pourrait offrir un abord trop facile à nos ennemis, si Mourâd-Bey était de mauvaise foi. Les Anglais, qui naviguent dans la mer Rouge; les Arabes de l'Yémen, qu'ils pourraient mettre dans leurs intérêts, y débarqueraient facilement avec l'aide de Mourâd-Bey; mais jusqu'à présent, ce prince, qui abhorre les Anglais et les Turcs, se conduit à merveille et avec beaucoup de bonne foi. Je le fais d'ailleurs surveiller avec beaucoup de soin par le général qui commande à Siout, et qui, sous tous les rapports, est plein de talens, de zèle et d'activité; il se nomme Donzelot.

Le prince chérif de la Mecque est jusqu'à présent dans nos intérêts. J'entretiens une correspondance avec lui, et je tâche par tous les moyens d'attirer à Suez tout le commerce de l'Arabie.

Un autre prince arabe, propriétaire de Moka et de Fana, au sud de la Mecque, m'a fait faire des offres d'amitié et de paix; j'en profiterai avec empressement.

Tous les cheiks arabes qui habitent l'espace compris entre Suez et Médine, ainsi qu'aux environs du mont Sinaï, sont venus ici ou ont envoyé pour faire alliance avec les Français. J'ai écrit à l'empereur d'Abissinie; j'ai fait faire des propositions d'alliance au roi de Sennaar, de Darfour et de Dongola. Des caravanes très nombreuses

des deux premiers pays sont en chemin pour se rendre au Caire.

J'emploierai tous les moyens pour établir de grandes liaisons de commerce avec tous ces princes.

Des cheiks arabes du Fezzan et de plusieurs autres parties du Béled-El-Gerid ont fait demander aussi de traiter avec les Français, pour envoyer des caravanes. Je travaille également à établir quelques correspondances entre Tripoli et Tunis.

Les Turcs, divisés en deux partis, à la tête de chacun desquels sont le grand-visir et le capitan-pacha, me font demander la paix, chacun de son côté. Le grand-visir, moitié vil, moitié insolent, est l'ennemi juré du capitan-pacha, qui le lui rend bien. Dans le camp ottoman situé à Jaffa, est un envoyé russe, nommé M. Frankini. Cet homme, ennemi juré des Français, il y a sept ou huit mois, a changé de système et de manières depuis quatre mois. Il nous fait actuellement beaucoup de politesses; il cherche à nous prouver que sa cour voudrait se rapprocher de la République, se plaint des Anglais, et paraît avoir inspiré de la défiance au grand-visir. Celui-ci, de sa personne, est bien avec les Anglais, très mal avec Djezzar, pacha d'Acre, avec les Naplouzains, et surtout avec les Arabes, qui pillent tous ses convois. Le premier général ottoman paraît craindre de s'en retourner à Constantinople, où il présume qu'on lui ferait couper la tête.

Le capitan-pacha, beaucoup plus instruit, plus spirituel, et surtout beaucoup plus humain que le grand-visir, croise, avec une vingtaine de bâtimens, depuis Damiette jusqu'à Alexandrie. Il m'envoie fort souvent des parlementaires; je lui en envoie pareillement, et nous nous faisons mutuellement beaucoup de politesses. Il se nomme

Houssein-Pacha ; a été élevé mamelouck du grand-seigneur, dont il a la confiance et l'amitié. Il désirerait fort conclure un traité avec les Français qui sont en Égypte, afin de se donner encore plus d'importance vis-à-vis de son maître. Il craint surtout infiniment que je n'entame quelque traité avec le grand-visir, pour lequel il a haine et mépris. Sur toutes les propositions que ces deux grands officiers de la Porte me font, je traîne en longueur et tâche de leur inspirer beaucoup de méfiance contre les Anglais. J'entame dans le moment un traité d'échange avec le capitan-pacha pour tous les prisonniers français qu'ils ont, soit à Constantinople, soit dans l'Archipel, soit dans les différentes échelles du Levant. Nous avons en Égypte à peu près quatre mille Osmanlis prisonniers, et quoiqu'il n'y ait point de cartel entre la République et la Porte, j'ai cru qu'il était de l'humanité et de la générosité française de traiter ces prisonniers comme nous traiterions ceux d'une nation avec laquelle nous aurions un cartel d'échange.

Quant aux propositions sur le fond de la question, je fais sentir au grand-visir et au capitan-pacha qu'elles ne peuvent se traiter qu'à Paris et à Constantinople ; mais je pense, citoyen Ministre, qu'il serait fort possible de s'arranger avec la Porte pour que nous conservassions l'Égypte, qui, j'ose l'assurer, peut devenir en très peu de temps une excellente et magnifique colonie.

Quant aux Anglais, ils me paraissent désespérés, pour ne pas dire enragés, d'avoir manqué leur coup lors de la rupture de la désastreuse capitulation d'El-A'rych. M. Smith est revenu prendre le commandement de la croisière anglaise. Elle ne consiste que dans un vaisseau de ligne, *le Tigre*, une corvette et un kirlanguich, petit

bâtiment grec. Ces trois bâtimens courent continuellement sur nos djermes, dont ils prennent un très petit nombre, tandis que le capitan-pacha, avec ses vingt bâtimens, nous laisse très tranquillement faire notre cabotage. M. Smith m'envoie aussi des parlementaires, que j'ai fait recevoir avec beaucoup de hauteur, je devrais dire le mépris, que les Anglais, par leur conduite, méritent à tous égards. M. Smith se plaint des mauvais traitemens, dit-il, que j'ai employés contre M. Courtenay Boyle, capitaine anglais qui, étant venu s'échouer avec son bâtiment sur les côtes de l'Égypte, a été fait prisonnier. J'ose vous assurer, citoyen Ministre, que c'est une imposture manifeste. J'ai eu pour M. Courtenay Boyle toutes les attentions et tous les égards possibles; je l'ai échangé à Damiette, et lorsqu'il est parti, je l'ai comblé de présens; je lui ai fait donner tous les vivres et toutes les subsistances dont il pouvait avoir besoin : s'il est nécessaire, je ferai publier ma correspondance à cet égard. Il n'est point d'exemple d'une conduite aussi perfide et aussi déloyale que celle des Anglais.

Je traite aussi bien que possible les Grecs de l'Archipel : je leur donne permission de sortir d'Alexandrie et de Damiette avec des chargemens de marchandises, dont sont seulement exceptés le blé et le riz, n'ayant pas cru devoir envoyer des vivres à nos ennemis. Plusieurs de ces Grecs sont déjà revenus nous porter des objets de consommation qui nous sont d'une très grande utilité. M. Smith a arrêté, pris et dépouillé plusieurs de ces bâtimens sortant d'Alexandrie. J'écris au capitan-pacha, pour lui faire sentir que c'est une insulte que font les Anglais à la Porte. Je lui mande que je n'ai donné à ces bâtimens permission de sortir avec des chargemens, que par considération

pour le grand-seigneur, dont les Grecs sont les sujets, et par égard pour lui, capitan-pacha, gouverneur-né et presque propriétaire de tout l'Archipel.

Tel est, citoyen Ministre, le compte que j'ai cru devoir vous rendre de notre situation politique en Égypte; je vous prie de la mettre sous les yeux du Premier Consul.

Salut et respect.

ABDALA MENOU.

TROISIÈME PARTIE.

CAMPAGNE CONTRE LES ANGLAIS ET LES TURCS.

CHAPITRE PREMIER.

ARRIVÉE DE LA FLOTTE ANGLAISE. DISPOSITIONS MILITAIRES.

L'armée anglaise avait reçu à Rhodes et à Macri, dès le commencement de pluviose, tout ce qui était nécessaire pour ouvrir la campagne : le ministère la pressait d'agir contre l'Égypte (1) ; mais les Turcs ne se hâtaient pas d'y concourir. Ils paraissaient craindre autant les succès de leurs alliés que leur défaite. Le visir, encore effrayé de la bataille d'Hé-

(1) Le ministère anglais avait à justifier la rupture du traité d'El-A'rych, et à calmer l'indignation des Turcs, irrités d'avoir perdu l'Égypte au moment où ils s'y croyaient établis ; il avait à arracher des mains de l'opposition une arme terrible ; et pour détourner les regards de cette responsabilité qui pesait sur lui, il dirigea contre l'Égypte une armée, errant sur les mers depuis plusieurs mois. L'opinion publique, en Angleterre, était contraire à cette expédition. Les circonstances et des fautes multipliées l'ont fait réussir ; mais qu'en est-il résulté pour cette puissance ? des dépenses excessives et une grande perte d'hommes ; l'armée d'Orient a évacué l'Égypte avec des conditions semblables à celles du traité d'El-A'rych, sans que les troupes anglaises puissent se glorifier de succès qui ne sont dus ni à leur bravoure, ni aux talens de leurs généraux.

liopolis, tremblant de s'exposer à de nouveaux revers, était bien déterminé à ne marcher que lorsque les Anglais lui auraient ouvert la route. Son autorité était méconnue dans la plupart des provinces de la Syrie; il n'avait, pour former une armée et des magasins, que les secours et les convois qu'il recevait de sa capitale. Le capitan-pacha était à Constantinople avec une partie de sa flotte; il penchait à traiter avec les Français plutôt que de courir encore les hasards d'une expédition, et attendait la fin des irrésolutions de la Porte.

Ces différens chefs, persuadés que leurs efforts pour reprendre l'Égypte seraient inutiles, craignaient de s'exposer séparément aux premiers revers; mais les ordres du gouvernement anglais devinrent impératifs, et ses généraux ne purent s'y refuser. Ils redoutaient autant que leurs soldats la bravoure éprouvée et l'habitude de victoires de l'armée qu'ils avaient à combattre. Instruits néanmoins du caractère et des dispositions de celui qui la commandait, ils espérèrent profiter de ses fautes pour s'établir sur quelques points, affaiblir les Français par des affaires de détail, et se maintenir, en attendant des secours et l'effet des attaques que le visir et un corps parti de l'Inde devaient effectuer. Aussitôt qu'ils apprirent que le capitan-pacha avait mis à la voile de Constantinople, et leur amenait un renfort de six mille Albanais et janissaires, ils partirent de Maçri. Le 10 ventose, ils parurent dans la rade d'Aboukir. (Les tableaux nos 1 et 2, con-

tiennent l'état de cette armée, ainsi que celui de l'armée d'Orient et de sa répartition.) Leur flotte fut contrainte de retarder son débarquement jusqu'au 17, les vents du nord et du nord-est rendant la mer trop houleuse au point choisi pour l'exécuter.

La frégate *la Régénérée* entra le 16 ventose dans le port d'Alexandrie; elle venait de Rochefort, et portait deux cents hommes de la 51e demi-brigade, une compagnie d'artillerie et des munitions. Le brick *le Lodi*, qui arrivait le même jour de Toulon, avait rencontré la flotte de l'amiral Gantheaume, qui portait un renfort de quatre à cinq mille hommes, et que des circonstances avaient engagé à relâcher dans ce port. Dès-lors on put s'apercevoir que le moment le plus favorable pour arriver à Alexandrie était manqué; mais l'arrivée de ces bâtimens et cette nouvelle donnèrent à l'armée d'Orient la certitude que le gouvernement s'occupait fortement de la secourir.

L'apparition de la flotte anglaise fut connue au Caire le 13, à trois heures après midi. D'après les rapports, les chaloupes étaient à la mer pour opérer le débarquement; et la prise de trois officiers du génie anglais qui faisaient une reconnaissance de la côte sous Aboukir, ne laissait aucun doute sur le point menacé.

Nous avons vu précédemment que le général Menou s'était fait illusion jusqu'alors, en repoussant les avis qui lui venaient de toutes parts sur cette expédition. Il n'avait pas même consenti à l'envoi

des bâtimens pour observer les préparatifs des Anglais et surveiller leurs mouvemens. Aucun corps de réserve qu'on pût opposer avec succès au débarquement, n'existait sur la côte; on l'avait même dégarnie de troupes, et les places n'étaient pas suffisamment approvisionnées.

On était assuré par tous les rapports que le visir n'était pas encore prêt à agir, et qu'il ne passerait le désert que lorsqu'il serait certain du succès des Anglais. On savait qu'Aboukir était le seul point de la côte qui pût leur convenir pour opérer une descente, parce que leur flotte trouvait un abri dans cette rade, et que de là ils pouvaient aussitôt se porter sur Alexandrie. Tous les hommes qui avaient un peu étudié l'organisation de l'Égypte et son système de défense, tous ceux qui connaissaient les forces de l'armée française, était convaincus que la seule bonne disposition était de la réunir.

Au moment où l'on reçut la nouvelle du débarquement, toute l'armée s'attendit à marcher vers Aboukir : aussi fut-elle très étonnée des dispositions que prit le général Menou. Il ordonna au général Reynier de partir sur-le-champ pour Belbéis, avec deux demi-brigades et l'artillerie de sa division; au général Morand, d'aller promptement à Damiette, avec cinq cents hommes de la division Rampon, qui précédemment avaient été appelée au Caire; et au général Bron de conduire à Aboukir le 22e régiment de chasseurs, fort seulement de deux cent trente chevaux. Le reste de la cavalerie dut attendre des ordres à Boulac. La division Lanusse ne partit

que le 14 pour Rahmanieh, et même la 88e, la plus forte demi-brigade de cette division, fut appelée au Caire, le jour de son départ.

Quelques généraux essayèrent de faire sentir au général Menou la nécessité de rassembler promptement l'armée vers Aboukir. Ils lui observèrent que le visir ne marcherait pas avant d'être certain du succès des Anglais; qu'on aurait le temps de les battre et de se porter ensuite vers Salehieh, avant qu'il pût y paraître; que, dans le cas même où le visir, par des mouvemens plus rapides, aurait obtenu de légers succès, ses troupes seraient aisément dissipées, lorsqu'elles apprendraient la défaite de leurs alliés : qu'enfin, en divisant l'armée, on l'exposait à des revers, etc. Le général Reynier écrivit (1) au général Menou ces observations, il les

(1) Lettre du général Reynier au général Menou :

Au Caire, le 13 ventose an IX.

Vous m'envoyez, citoyen Général, l'ordre de partir pour Belbéis avec deux demi-brigades et le général Robin : il va être exécuté, parce qu'un militaire doit premièrement obéir; mais l'intérêt de l'armée me commande quelques observations que vous écouterez. Je suis chargé de défendre la frontière qui peut être attaquée par le visir; mais je pense que, dans notre position, elle peut être dégarnie. Le visir est arrivé ou va arriver à El-A'rych; mais il n'est pas probable qu'il marche avant d'avoir reçu la nouvelle du succès des Anglais. Ses préparatifs pour passer le désert ne sont pas complets, et il enverra seulement quelques partis à Catieh et au-delà. S'il marche et attaque Salehieh, cette place est en état de résister jusqu'à ce que les troupes viennent la secourir, après avoir battu le dé-

lui renouvela ensuite de bouche, ajoutant qu'il fallait mettre de côté toute les haines particulières pour ne songer qu'à l'ennemi..... Tout fut inutile. Dans

---

barquement. Il poussera peut-être quelques partis contre Belbéis et le Caire; mais cela n'est pas aussi dangereux que de laisser faire des progrès aux Anglais.

L'armée qui débarque à Aboukir doit être de dix à douze mille hommes. Si le général Friant n'a pas réussi à culbuter leur premier débarquement, il doit être actuellement enfermé dans Alexandrie, et nous avons besoin, pour combattre les Anglais, de toutes nos forces disponibles.

Lors du débarquement des Turcs à Aboukir, Bonaparte ne laissa à Belbéis et à Salêhiëh que cent hommes, fort peu de troupes à Damiette, et une très faible garnison au Caire : il réunit tout pour marcher à Aboukir. La position est semblable, nous devons faire de semblables dispositions : c'est particulièrement dans cette armée qu'il faut mettre en usage la grande maxime de guerre, de suppléer au nombre par la rapidité des marches.

Je pense qu'il convient de faire marcher ma division, avec toutes les forces disponibles, vers Alexandrie. La garnison de Salêhiëh est plus que suffisante; je renforcerais un peu celle de Belbéis : des dromadaires éclaireraient le désert, et je laisserais les instructions nécessaires aux commandans de ces places.

J'ai combattu plusieurs fois les Anglais, et je désire, ainsi que les troupes que je commande, concourir à les battre encore en Égypte. Dans plusieurs de mes lettres précédentes, je vous ai parlé de cette expédition : elle est importante, et nous ne devons rien négliger pour la faire échouer d'une manière glorieuse pour l'armée d'Orient, et digne des exemples que nous ont donnés les autres armées.

Si vous attendez de nouveaux renseignemens sur ce débar-

l'impossibilité de lui faire adopter de meilleures dispositions, il espéra que son départ dissiperait la jalousie et les craintes qu'il inspirait, et crut qu'ensuite les autres généraux pourraient faire avec plus de succès les mêmes observations; mais le général Menou fut sourd à toutes les représentations; et ne recevant ni le lendemain, ni les jours suivans, aucun avis du débarquement, il se persuada d'autant mieux qu'il avait fait d'excellentes dispositions.

Sans doute, puisqu'il s'opiniâtrait à rester au Caire et à diviser l'armée, le seul moyen de sauver l'Égypte, eût été de choisir un autre chef; les circonstances et l'éloignement du gouvernement, auraient peut-être autorisé un tel parti; mais c'était

---

quement, avant de vous déterminer à faire partir toutes les troupes pour Alexandrie, je vous demande de faire rester ma division ici ou à Birket-El-Hadji; je trouve cela plus conforme à mon plan de défense de la frontière de Syrie, et ces troupes seraient beaucoup plus disponibles pour les porter sur Alexandrie aussitôt que vous le jugerez convenable.

Cette lettre et les observations qu'elle contient sont dictées par le sentiment profond de l'intérêt de l'armée. Nous devons tous nous réunir dans ce moment pour la faire sortir victorieuse de la position où elle se trouve, menacée sur deux points opposés par deux armées différentes, mais dont l'une est bien plus dangereuse que l'autre.

Réponse du général MENOU.

Vous recevrez de mes nouvelles à Belbéis, citoyen Général; je ne vous laisserai rien ignorer, et tout sera prévu; vous devez veiller à la frontière de Syrie, partez promptement.

Je vous salue, *Signé* ABD. J. MENOU.

un exemple dangereux pour la discipline, que de grands succès auraient pu seuls justifier, et rien n'était préparé pour les obtenir: on ne pouvait prévoir que les Anglais seraient sept jours sans débarquer; d'ailleurs on aurait pu dire, après la victoire, que le général Menou l'aurait également remportée.

CHAPITRE II.

DÉBARQUEMENT DES ANGLAIS. — COMBAT DU 22 VENTOSE.

Les vents passèrent le 16 au nord-ouest; la mer devint plus calme, et les ennemis purent s'occuper du débarquement. Ils envoyèrent des chaloupes armées vers la bouche du lac Maadiëh, pour s'emparer du bac et interrompre la communication directe d'Alexandrie avec Rosette ; mais une centaine d'hommes qui descendit pour cette opération, fut culbutée par quarante grenadiers de la 61e, et cette entreprise échoua.

Le général Friant, dès l'arrivée de la flotte anglaise, avait réparti ses troupes de la manière suivante :

	Inf.	Caval.
A Rosette et au fort Julien, trois compagnies de la 61e.	150	»
A Edko et à la Maison-Carrée, un bataillon de la 75e, une compagnie de grenadiers de la 25 et un détachement du 3e régiment de dragons.	300	150

	Inf.	caval.
A Aboukir, deux bataillons et les grenadiers de la 61e, deux bataillons de la 75e, la moitié d'un bataillon de la 51e, et un détachement de la 25e.	1550	»
Le 18e de dragons.	»	100

En tout, à Aboukir, quinze cent cinquante hommes d'infanterie, cent quatre-vingts cavaliers et dix pièces de canon.

Il ne laissa pour la garde d'Alexandrie que les marins et les invalides.

Ce corps était trop faible pour résister au débarquement d'une armée qui avait à sa disposition une grande quantité de chaloupes et tous les moyens de la marine anglaise. On ne pouvait espérer de succès qu'en parvenant à culbuter dans la mer les premiers qui aborderaient, avant que les troupes eussent le temps de se former, et en mettant du désordre dans les chaloupes par un feu d'artillerie bien dirigé.

Les Anglais, qui ne fondaient quelque espérance de succès que sur la faiblesse du corps chargé de garder les côtes, désignèrent pour cette première opération l'élite de leur armée. Ils réunirent toutes leurs chaloupes, et y embarquèrent, le 17, avant le jour, les troupes suivantes, sous les ordres des majors-généraux Moore et Ludlow :

Gardes	2000 hommes.
23e régiment	600
28e régiment	600
40e régiment	250

Report.....	3450 hommes.
42e régiment.....	900
58e régiment.....	600
Légion corse.....	400
Artillerie.....	200
Soldats de marine.....	300
TOTAL.....	5,850

Les chaloupes, formées sur une ligne séparée en cinq divisions, s'approchent lentement de la côte. Les troupes françaises, pour se garantir du feu des chaloupes canonnières ennemies, disposées en avant et sur les flancs de celles de transport, prennent position derrière les mamelons de sable, dans l'ordre suivant : la 61e demi-brigade, avec une pièce de 12, deux obusiers, et ses deux pièces de 4, sa droite vers le commencement de la digue du lac Maadiëh; le 18e de dragons à la gauche de cette demi-brigade, le 20e de dragons et la 75e sur le revers occidental de la hauteur des puits. Les détachemens de la 25e et de la 51e forment, avec deux pièces de 8 et un obusier, une réserve entre ce dernier corps et le fort d'Aboukir.

La hauteur des puits est un mamelon de sable mouvant, de pente rapide, surtout du côté de la mer. Ce point est le seul où des troupes qui débarquent puissent trouver une position militaire avantageuse (1). La ligne de chaloupes anglaises

(1) Après la bataille d'Aboukir du 7 thermidor an VII, Bo-

reste long-temps au milieu de la baie; elle paraît menacer tous les points de la côte; enfin elle se divise en deux lignes. Arrivées à portée de canon, elles se serrent davantage, et viennent aborder au pied de cette hauteur. Les matelots ramaient debout et avec vigueur, sans s'inquiéter de l'artillerie française, tandis que l'infanterie était couchée au fond des chaloupes. La droite, en mettant pied à terre, gravit promptement la hauteur, et s'y met en bataille; la gauche s'étend sur le revers, de manière à appuyer son flanc à la mer. La 61e demi-brigade charge aussitôt la gauche des ennemis, qui ne peuvent soutenir ce premier choc; une compagnie de grenadiers, qui s'établit sur douze chaloupes, les prend de revers; déjà beaucoup d'entre eux jettent leurs armes, mais la seconde ligne, qui venait de débarquer, leur porte du secours. La 61e, trop faible alors pour culbuter seule les Anglais et reprendre la hauteur, borne ses efforts à soutenir le combat.

Le 18e et le 20e de dragons chargent, à la gauche de la 61e, les premières troupes formées sur la hauteur; ces deux corps, repoussés à cette première attaque, essaient une seconde charge sur la

---

naparte avait ordonné la construction d'un fort sur cette hauteur; mais on négligea de s'en occuper pour des fortifications moins importantes, quoique le gouvernement l'eût recommandé au général Menou. Ce fort aurait rendu le débarquement très difficile.

gauche des ennemis, mais le feu de la seconde ligne les force de se retirer.

La 75e, avertie trop tard de l'instant du débarquement, trouve les Anglais formés sur la hauteur; en un moment la moitié de ses premiers pelotons est mise hors de combat par les feux de la ligne anglaise, son déploiement ne peut s'effectuer; elle est obligée de se retirer.

Les pièces d'artillerie qui étaient à gauche, ne faisant pas assez d'effet, on voulut les rapprocher de la hauteur, avec les détachemens de la 51e et de la 25e; mais les sables ayant apporté des lenteurs dans ce mouvement, les Anglais étaient déjà formés à leur arrivée : ils rejoignirent la 75e demi-brigade, qui s'était retirée à la distance de trois cents toises.

La 61e reçoit alors l'ordre de se retirer; les soldats, mêlés depuis deux heures avec les Anglais, et d'autant plus animés qu'ils obtenaient quelques succès, quittent avec peine le champ de bataille. Cette demi-brigade effectue sa retraite dans le meilleur ordre, emmène toute son artillerie et forme l'arrière-garde. On détache dans Aboukir une compagnie de la 51e, pour renforcer la garnison de ce fort, et les troupes se réunissent à l'Embarcadaire (1). Alexandrie avait été laissée presque sans garnison, et les Anglais pouvant tenter quelque

(1) On donnait ce nom à un endroit de la baie de Canope, où la langue de terre qui sépare la mer du lac Maadiéh est fort étroite et n'a pas plus de cent cinquante toises.

nouvelle attaque, qui aurait empêché les troupes de protéger cette place importante; on s'y retira pendant la nuit.

Le bataillon de la 75e, le détachement de la 25e et le 3e de dragons, qui étaient à Edkó, reçurent, par des signaux, l'ordre de venir à Alexandrie; d'après une mauvaise interprétation de cet ordre, la Maison-Carrée, poste fortifié, important à conserver pour défendre le passage de la bouche du lac, fut évacuée et démantelée. Il resta à Rosette cinquante hommes de la 61e, et au fort Julien une compagnie de cette demi-brigade, et des invalides.

Lorsque les Anglais furent bien certains de la retraite des troupes françaises, ils envoyèrent un corps sur la hauteur qui domine le village d'Aboukir, pour bloquer le fort, et poussèrent leur avant-garde jusqu'au défilé de l'Embarcadaire.

On apprit au Caire, le 20, à cinq heures du soir, le débarquement des Anglais. Toute l'armée vit alors quelle faute on avait faite de ne pas marcher au premier avis. On lui avait fait perdre les momens les plus favorables, les sept jours écoulés depuis l'apparition des ennemis jusqu'à leur débarquement. La cavalerie aurait pu, à marches forcées, arriver le 17. Deux jours après, dix mille hommes et cinquante pièces de canon auraient pu être réunis vers Aboukir, et détruire entièrement cette armée, avant qu'elle eût achevé de s'organiser, débarqué son artillerie et retranché son camp : ce moment passé, le succès devenait plus douteux. On était

instruit que le visir était campé à Yabnèh, qu'on l'attendait à El-A'rych, et qu'il se disposait à passer le désert. On ne pouvait savoir si on aurait encore le temps d'aller battre les Anglais, et de revenir sur la frontière de Syrie avant son arrivée, et on avait la nouvelle qu'une partie de la flotte anglaise de l'Inde était déjà dans la mer Rouge. On ignorait si les Anglais avaient poursuivi vivement les troupes qui s'étaient opposées à leur débarquement; s'ils leur avaient fait éprouver une perte considérable, s'ils avaient su profiter de ce premier succès pour attaquer aussitôt Alexandrie, et s'en emparer par un coup de main audacieux. Cette ville n'était pas en état de tenir huit jours contre une attaque régulière; on pouvait craindre de n'arriver qu'après sa chute; et lors même que les Anglais ne l'auraient pas attaquée, on leur avait laissé le temps de se retrancher dans quelques fortes positions. On pouvait craindre enfin qu'ils n'eussent obtenu quelques succès partiels sur les trois demi-brigades, parties avec le général Lanusse. Tous ces motifs devaient faire sentir la nécessité de rassembler promptement un corps d'armée considérable, d'évacuer plusieurs postes, et de ne laisser dans ceux qu'on jugerait nécessaires que de faibles détachemens.

Le général Menou fit partir du Caire, le 21, la 88e demi-brigade, un bataillon de la 25e, huit cent cinquante hommes de la 21e, arrivés de Bencisouef, la cavalerie et le parc d'artillerie, qu'il borna seulement à trois pièces de 12. Il écrivit au général Ram-

pon de partir pour Rahmanieh avec la 32e, les carabiniers de la 2e et une partie du 20e de dragons, et de laisser à Damiette, à Lesbeh et autres forts, le reste de la 2e légère, cent dragons du 20e et une compagnie d'artillerie légère. Le général Reynier reçut l'ordre de faire partir la 13e pour Rahmanieh, par la route du Delta, et d'envoyer au Caire la 9e demi-brigade, qui devait remplacer la 85e, destinée pour Rahmanieh. Cet ordre, d'un style fort ambigu, laissait ce général à Belbeis, avec son artillerie et son ambulance, sans moyens à opposer au visir. Deux demi-brigades de sa division étaient disposées dans les places du Caire, de Belbeis et de Salehieh, et la marche de la 13e par le Delta devant être fort longue dans cette saison, le général Reynier se détermina à passer avec elle par le Caire, à se mettre à la tête des deux demi-brigades de sa division qui allaient à l'ennemi, et à emmener son artillerie.

Ces dispositions laissaient trop de troupes à Damiette, au Caire, à Belbeis, à Salehieh et dans la Haute-Égypte. Le général Menou ne fit pas évacuer cette dernière; ce fut après son départ seulement que le général Belliard en donna l'ordre au général Donzelot.

Le 17, le général Lanusse arrive à Rahmanieh; il entend le bruit du canon d'Aboukir, et part sur-le-champ pour aller au secours du général Friant. Le 19, il effectue sa jonction avec lui, sur les hauteurs de Nicopolis en avant d'Alexandrie. Là

cavalerie, qui, depuis le 18, était renforcée du 22e régiment de chasseurs, fournissait une grand'garde près d'une maison située à une demi-lieue de l'Embarcadaire.

Le corps de l'armée anglaise établi à terre le premier jour, fut long-temps livré à lui-même; le débarquement des autres corps, ainsi que celui de l'artillerie et des chevaux, ayant été retardé par la grosse mer, il ne fut terminé que le 20. Ce jour-là, les Anglais se portèrent vers l'Embarcadaire, déjà occupé par leur avant-garde, et là ils achevèrent de s'organiser.

Ils se mirent en marche le 21 à huit heures du matin, et repoussèrent la grand'garde de cavalerie, qui envoya prévenir de leur approche. Les généraux Friant et Lanusse, considérant que le lac Maréotis n'était pas praticable dans cette saison, et que si les Anglais s'établissaient sur les digues du canal d'Alexandrie et du lac Maadiëh, le reste de l'armée pourrait difficilement se réunir à eux, résolurent de s'opposer, avec leurs faibles moyens, à la marche des ennemis, afin de conserver cette communication importante. La garde d'Alexandrie fut laissée aux marins et aux dépôts, et ils s'avancèrent jusqu'à la pointe du lac Maadiëh, sur les hauteurs voisines du camp des Romains, avec les troupes suivantes:

Général de division, FRIANT;

Général de brigade, DÉLEGORGUE.

	Hommes.	Pièces de 12.	Pièces de 8.	Obus.	Pièces de 4.
25e demi-brigade, 2e et 3e bataillons.	500	»	»	»	1
61e	600	»	»	»	2
75e	750	»	»	»	1
Artillerie	»	1	3	1	»
Général de division, LANUSSE;					
Général de brigade, SYLLI.					
4e légère	650	»	»	»	3
18e de ligne	650	»	»	»	2
69e *idem*	800	»	»	»	2
Artillerie légère	»	»	4	2	»
Total	3950	»	7	3	11

Général de brigade, BRON.

22e régiment de chasseurs	230
Détachement du 3e de dragons	150
18e *idem*	80
Détachement du 20e *idem*	60
	520

TOTAL GÉNÉRAL.

Infanterie	3950 hommes.
Cavalerie	520
Artillerie	22 pièces.

C'est avec ce petit nombre de troupes que les généraux Friant et Lanusse ont l'audace d'attendre toute l'armée anglaise, c'est-à-dire seize mille hommes d'infanterie, deux mille soldats de marine tirés de la flotte, deux cents cavaliers, et dix pièces de canon attelées.

Les Anglais marchaient lentement, leur infan-

terie avait de la peine à se traîner dans les sables mouvans qu'elle devait parcourir. Des chaloupes canonnières s'avançaient dans le lac Maadieh, à la hauteur de sa gauche, ainsi qu'un grand nombre de barques chargées de munitions, de vivres et d'eau douce. Lorsqu'ils virent les troupes françaises postées sur les hauteurs qu'ils voulaient occuper, ils s'arrêtèrent, et on se canonna réciproquement. Ils n'osèrent pas attaquer, et campèrent, à trois heures après midi, à moins de deux lieues du point de leur départ.

Ils se remirent en marche le 22, à la pointe du jour : craignant l'impétuosité française, et surtout la cavalerie, ils se formèrent sur trois lignes ; au centre de leur armée était un carré, dont les côtés étaient composés d'infanterie en colonnes serrées.

L'aile gauche s'ébranla la première; elle suivit le bord du lac Maadieh, afin de s'appuyer au canal et de tourner la droite des Français; le centre se mit en mouvement plus tard, et la droite après lui.

Le centre marchait lentement sur le revers d'une hauteur qui le masquait à la position des Français, et l'aile gauche paraissait isolée. Le général Lanusse espère la culbuter, au moyen d'une attaque très vive, avant qu'elle puisse être secourue par le reste de l'armée : il le propose au général Friant, ordonne à la 69e de s'avancer sur les hauteurs qui bordent la mer pour occuper la droite des ennemis, laisse un bataillon de la 18e en réserve sur la hauteur du camp des Romains, un bataillon de la 4e le

gère avec une pièce et un obusier d'artillerie légère, à droite de ces hauteurs, et se met aussitôt en marche avec le reste de ses troupes, et le 22e régiment de chasseurs.

Tandis que le brave Lanusse commence son mouvement, le centre des Anglais paraît sur la hauteur; la première ligne s'avance; on ne peut plus alors arriver sur le flanc de l'aile gauche avant de l'attaquer. Le 22e régiment de chasseurs la charge avec la plus grande bravoure, la traverse et fait poser les armes à deux bataillons; mais les feux exécutés avec beaucoup de vivacité et de précision, par la seconde ligne, le forcent à se retirer et à abandonner ses prisonniers. La 4e légère, dirigée par l'adjudant commandant Boyer, combat pendant ce temps, avec avantage, le reste de la première ligne et la fait ployer. La 18e se formait en bataille sur sa gauche; mais la colonne qui marchait toujours à la droite du centre des Anglais, se déploie rapidement sur son flanc, son feu y met du désordre: elle ne peut achever son mouvement pour lui faire face. La 4e légère et le 22e de chasseurs, trop inférieurs pour soutenir seuls le combat, commencèrent alors leur retraite.

Pendant ce temps, le général Friant s'était avancé avec les 25e et 75e, précédées de tirailleurs, qui inquiétaient l'aile gauche des Anglais. La 61e avait aussi marché jusqu'à la pointe du lac Maadieh, et attaquait cette aile, qui s'était arrêtée et la recevait par des feux très nourris; mais étant trop infé-

rieure, et le mouvement projeté par le général Lanusse n'ayant pu être exécuté, elle se retira sur la digue du canal. Le général Friant fit reprendre aux 25e et 75e leur position sur la hauteur.

Les généraux Friant et Lanusse sentirent qu'il serait imprudent de s'engager plus long-temps avec une armée aussi supérieure, et qu'on tenterait vainement de l'empêcher d'occuper cette position. Une belle charge, exécutée par le 3e de dragons, protége la retraite de la 4e légère, qui était fort engagée, et ralentit la marche des Anglais. La 69e forme l'arrière-garde de gauche, en suivant le bord de la mer; elle attend à portée de fusil la droite des Anglais, et exécute, dans le meilleur ordre, une retraite par échelon, qui lui mérite l'admiration des ennemis. La 61e fait une pareille retraite sur la droite, près du canal. Les troupes françaises prennent position sur les hauteurs de Nicopolis.

Les Anglais, après avoir dépassé les hauteurs du camp des Romains, déploient leurs colonnes du centre; long-temps ils paraissent incertains s'ils attaqueront les Français; ils avaient la supériorité du nombre; leurs soldats devaient être animés par le succès facile qu'ils venaient d'obtenir; cependant ils n'osent l'entreprendre. Ils se bornent à faire marcher leur aile gauche sur le grand mamelon, au-delà des étangs, et à détacher un bataillon sur le canal; mais le feu des pièces placées sur la hauteur de Nicopolis, et quelques tirailleurs jetés dans le canal, les forcent bientôt à la retraite. L'aile gau-

che n'ose pas rester sur le mamelon et se retire. L'armée anglaise campe, la droite à la mer vers le camp des Romains; la gauche au canal d'Alexandrie, vis-à-vis la pointe du lac Maadiëh, et travaille de suite, avec une grande activité, à fortifier cette position par une ligne de redoutes.

Les ennemis eurent, dans cette affaire, quinze cents hommes hors de combat. La perte, du côté des Français, fut de cinq cents. Cette différence provient du petit nombre des Français; de la supériorité de leur artillerie, et de la charge du 22e, qui mit beaucoup d'Anglais hors de combat. Le général Lanusse fut légèrement blessé.

Ce dernier, ainsi que le général Friant, sentait que la position des hauteurs de Nicopolis n'était pas susceptible d'être défendue, si l'armée anglaise l'attaquait, et qu'il était surtout important de s'occuper de la sûreté d'Alexandrie. Ils y laissent une forte avant-garde pour en imposer aux ennemis, et leur faire croire que leur intention était de la défendre; mais pour soutenir sa retraite, et préparer les moyens de résistance d'Alexandrie, ils firent réparer l'ancienne enceinte des Arabes, et y placèrent la 4e légère avec deux bataillons de la 18e; le 3e bataillon de cette demi-brigade fut établi à la redoute commencée sur la hauteur dite de Cléopâtre; le 3e bataillon de la 35e occupa les hauteurs près de la colonne de Pompée. On travailla en même temps à perfectionner les fortifications. Comme la cavalerie devenait inutile pour la défense de cette

place, et qu'il y avait peu de fourrage dans les magasins; on ne garda que le 18e de dragons; le reste fut envoyé pendant la nuit à Rahmanieh, au-devant de l'armée. Elle eut beaucoup de peine à traverser le lac Maréotis, et dut s'éloigner pour trouver un chemin, jusqu'auprès du Marabou.

Les généraux qui étaient à Alexandrie firent partir, le 25, un bâtiment pour instruire le gouvernement de ce qui s'était passé, et prévenir l'amiral Gantheaume, qu'on savait en route, de la position de la flotte anglaise.

CHAPITRE III.

ARRIVÉE DE L'ARMÉE A ALEXANDRIE. — AFFAIRE DU 30 VENTOSE.

On apprit ces détails en arrivant à Rahmanieh. La situation de l'armée française devenait très difficile. Les Anglais, maîtres des digues, mettaient obstacle à la réunion des troupes sous Alexandrie, à moins qu'on ne parvînt à découvrir, dans le bassin du lac Maréotis, un chemin praticable pour l'artillerie; ils pouvaient même y faire entrer l'eau de la mer par une coupure à la digue qui le sépare du lac Maadieh. Toutes les troupes disponibles n'avaient pas été réunies, et les affaires du 17 et du 23 ventose avaient affaibli les corps qui y avaient combattu.

Le général Rampon arriva le 26 à Rahmanieh. On reçut le 27, à Birket, le rapport d'une reconnaissance qui avait découvert une route praticable pour l'artillerie; on s'y dirigea en passant par *Agazy*, et on arriva vers le Marabou. L'armée fut enfin réunie le 29 à Alexandrie.

Pendant ce temps les Anglais avaient fait le siége d'Aboukir. Ce petit fort, bientôt écrasé par une artillerie supérieure et par les bombes, capitula le 28 ventose, pour éviter d'être pris d'assaut. Les Anglais avaient pressé avec activité la confection des retranchemens de leur position; ils y avaient transporté beaucoup d'artillerie pour armer leurs redoutes. Ils ne firent d'autres mouvemens que de pousser quelques patrouilles à *Bedah*. Le 27, le 12e de dragons légers rencontra, vers ce village, cinquante hussards du 7e régiment, détachés avec une compagnie de carabiniers de la 21e pour reconnaître leur position sur le canal. Les dragons chargèrent les hussards, qui se lancèrent en même temps sur eux, traversèrent leur escadron, puis retournant tout à coup leurs excellens chevaux arabes, prirent à dos les Anglais, qui, ne pouvant arrêter les leurs, furent ainsi poussés sur la compagnie de carabiniers, dont le feu acheva de les détruire.

Les troupes une fois réunies, il fallait attaquer aussitôt l'ennemi : une victoire assurait la possession de l'Égypte; elle donnait les moyens d'arrêter la marche du visir et celle du corps anglais venu de l'Inde. Un échec ne pouvait pas rendre la position

beaucoup plus mauvaise que si, restant en présence des Anglais, on temporisait et consommait les faibles approvisionnemens d'Alexandrie, tandis que l'armée du visir, répandue dans l'intérieur du pays, aurait le temps de prendre Damiette, Salehieh et les autres petits forts, d'en égorger les faibles garnisons, de soulever les habitans, etc. Il ne fallait pas non plus laisser à l'armée anglaise le temps de recevoir des renforts et de se fortifier davantage.

Si le lac Maréotis avait été praticable dans cette saison, il aurait mieux valu retarder l'attaque, afin d'essayer, par un mouvement rétrograde, d'engager les Anglais à se diviser pour faire le siége d'Alexandrie, et les attirer ainsi sur un champ de bataille plus étendu, où l'armée française, profitant de sa supériorité en artillerie légère et en cavalerie, aurait pu s'assurer la victoire, mais le sol maréageux du lac s'y opposait alors.

Les ennemis étaient tellement supérieurs en nombre, et dans une position si bonne, qu'il y avait peu d'apparence de succès; on ne pouvait en attendre que d'un coup de vigueur sur une de leurs ailes. L'embarras était de faire ordonner de bonnes dispositions par un général en chef qui n'avait pas fait la guerre, et qui fermait l'oreille à tous les avis. Le général Lanusse, à qui le général Menou fit demander indirectement un plan d'attaque, lui envoya, aussi par un tiers, un projet fait de concert avec le général Reynier. Il fut rédigé en ordre du jour, et donné à dix heures du soir aux généraux.

La position des Anglais n'avait pas plus de 1300 toises de développement; les deux ailes, appuyées, la droite à la mer et la gauche au lac Maadiëh, étaient flanquées par des chaloupes canonnières: la gauche était fortifiée par des redoutes construites sur la digue du canal d'Alexandrie, et couverte par des étangs. Les redoutes placées sur les hauteurs occupées par le centre de l'armée, prenaient des revers par toute cette gauche, et le centre était également flanqué, par la position de l'aile droite et par la redoute élevée à côté de l'ancien camp des Romains. Ces ouvrages contenaient beaucoup d'artillerie; les troupes étaient campées derrière, sur deux lignes; la réserve formait une troisième ligne en arrière de la gauche: l'attaque seule de la droite était praticable. On pouvait espérer de la culbuter par un grand effort, de la déborder par la marche supérieure de l'infanterie française; de faire ensuite agir toutes les troupes sur le centre, tandis que l'aile gauche serait occupée par une fausse attaque, de profiter enfin du moment favorable pour décider le succès avec la cavalerie, et acculer les ennemis au lac Maadiëh.

L'armée française, dont la force est détaillée par corps dans le tableau n° 3, était de huit mille trois cent trente hommes d'infanterie, treize cent quatre-vingts de cavalerie, avec quarante-six pièces de canon. L'armée anglaise était de seize mille hommes d'infanterie, deux cents chevaux, douze pièces de canon attelées, et trente en position dans les re-

doutes, sans compter celles des chaloupes canonnières.

Les troupes françaises furent réunies une heure avant le jour (1) aux avant-postes; le général Lanusse pensait que les redoutes des Anglais seraient facilement emportées par des grenadiers soutenus par la tête des colonnes. Il forma ses deux brigades en colonnes serrées, pour les déployer au-delà de la grande route et du camp des Romains, afin d'attaquer la droite de l'armée anglaise. La brigade du général Silly devait marcher directement sur la redoute; celle du général Valontin suivre le bord de la mer, et passer entre elle et le camp des Romains. Le centre aurait dû, pour bien suivre la disposition générale, marcher près de la droite de la brigade du général Silly, la suivre en seconde ligne, et après un premier succès, attaquer vivement avec l'aile droite, la position et les redoutes du centre

(1) On agit au point du jour, afin que les troupes pussent parvenir à l'armée anglaise sans être beaucoup exposées au feu des redoutes et des chaloupes canonnières. Peut-être aurait-il été plus conforme au génie des troupes françaises de faire attaquer durant le jour; mais comme le succès dépendait du premier choc sur l'aile droite des Anglais, on espéra que les premiers mouvemens étant couverts par l'obscurité de la nuit, on les tromperait mieux sur le véritable point d'attaque. Il aurait été plus convenable aussi de confier l'action principale à des troupes fraîchement arrivées et qui n'avaient pas souffert dans les combats précédens; mais comment vaincre les jalousies du général Menou pour faire un changement dans l'ordre de bataille?

des Anglais : mais sa division en deux corps ayant chacun son commandant, et subdivisés encore par la séparation des grenadiers, lui ôta l'unité d'action, nécessaire pour suivre entièrement le plan qui avait été arrêté. L'aile droite devait se déployer entre les étangs et le centre, pour attaquer celui des ennemis, aussitôt que la gauche aurait enfoncé leur droite ; elle devait aussi détacher un corps entre les deux lacs, pour occuper la gauche des Anglais, et les empêcher d'envoyer sur Alexandrie des troupes, qui, vu la supériorité de l'armée anglaise, auraient embarrassé les Français. Ce corps devait être secondé par le général Bron, détaché avec deux régimens de cavalerie, dans le bassin du lac Maréotis, et par une fausse attaque des dromadaires sur le canal, du côté de *Bedah*. On pouvait d'autant mieux espérer que cette fausse attaque occuperait beaucoup les Anglais, et y retiendrait leurs troupes, qu'ils ignoraient la réunion de l'armée à Alexandrie, et pouvaient craindre d'être attaqués de ce côté, ce qui donnait l'avantage d'agir sur leur droite avec égalité de force. La cavalerie devait marcher en seconde ligne derrière l'infanterie, jusqu'à ce que la gauche eût enfoncé la droite des Anglais, et qu'elle pût saisir l'instant de ce désordre, pour décider la victoire par une charge.

Les dromadaires commencent leur fausse attaque au crépuscule ; ils surprennent la première redoute, font vingt prisonniers, se servent d'une pièce de canon qu'ils y trouvent pour tirer sur les

autres redoutes, et attirent fortement l'attention des ennemis. Le général Lanusse se met alors en mouvement, ainsi que les autres divisions. Une compagnie de carabiniers de la 4e légère, enlève bientôt un premier redan, et y prend une pièce. La brigade du général Silly marche sur la grande redoute. Le général Lanusse s'aperçoit alors que le général Valentin avait quitté le bord de la mer et dirigé sa brigade dans le rentrant de la redoute et du camp des Romains, où les feux croisés qu'elle reçoit la font hésiter; il y court, la rallie et la ramène à la charge. Il reçoit alors une blessure mortelle. L'impulsion qu'il avait donnée se ralentit; on n'ordonne pas le déploiement de cette brigade, et le feu des ennemis force les soldats à se disperser derrière les mamelons. La 4e légère, qui formait la tête de la brigade du général Silly, rencontre, vers l'angle de la redoute, la 32e, qui, dans l'obscurité, s'était dirigée trop à gauche; ces deux corps se mêlent; il en naît un peu de désordre; la 4e légère ne peut franchir les fossés de la redoute; elle glisse sur leur flanc gauche, et est repoussée par la première ligne ennemie. La 18e, qui en avait été séparée par la 32e, ne peut forcer la redoute.

La 32e, ayant à sa tête le général Rampon, attaque ensuite la première ligne des Anglais; elle est repoussée; ce général est démonté et ses habits percés de balles. L'adjudant-commandant Sornet, en marchant aussi sur la ligne ennemie, est blessé mortellement, et les grenadiers qu'il commande ne

peuvent pénétrer. Le général Destin suit la route d'Aboukir, et passe dans l'intervalle de la droite et du centre de la première ligne des Anglais; il y reçoit un feu très vif de la seconde ligne et des redoutes, et se retire après une blessure légère; le chef de bataillon Hausser, qui commandait sous ses ordres la 21e légère, avait eu la cuisse emportée; cette demi-brigade reste sans chef au milieu de l'armée anglaise; un régiment en est détaché pour lui couper la retraite: le second bataillon parvient à se retirer; mais trois compagnies du 3e bataillon, composé en grande partie de Cophtes enrôlés dans la Haute-Égypte, et qui étaient dispersées en tirailleurs, sont forcées de se rendre. Trente hommes qui gardaient le drapeau se font tuer avant de le céder aux ennemis. Le chef de brigade Eppler, qui avait marché un peu plus à droite, est blessé, et ses grenadiers sont repoussés. Les petits corps séparés qui formaient le centre s'étaient trop avancés avant d'avoir leur gauche appuyée par la prise de la grande redoute. Presque toutes les troupes avaient attaqué à la fois, isolément et sans seconde ligne. L'obscurité avait mis un peu de désordre dans leur marche, et les principaux chefs étaient hors de combat. Les soldats restant exposés à un feu très vif, sans recevoir d'ordres, se dispersèrent derrière les mamelons.

L'aile droite, d'après les dispositions arrêtées, attendait à petite portée de canon du centre des Anglais, le succès de la gauche pour commencer son

attaque. Aussitôt que le général Reynier apprend la blessure du brave Lanusse et le désordre de la gauche et du centre, il fait avancer son aile pour les soutenir. Il charge le général Damas de rester, avec la 13e, entre les deux étangs, pour occuper la gauche des Anglais et pousser des tirailleurs vers le canal.

Après le non-succès de cette première attaque, la dispersion des troupes et la perte du général Lanusse, des efforts ultérieurs devenaient inutiles, puisque avant l'action on n'avait d'espérance que dans un premier choc : les trois cinquièmes de l'armée, dispersés, ne pouvaient se réunir et s'organiser de nouveau sous le feu de l'ennemi, pour entreprendre une nouvelle attaque, lorsqu'une partie des chefs était hors de combat. L'aile droite était trop inférieure pour attaquer seule le centre des Anglais, protégés par les feux de revers de la grande redoute du camp des Romains et de l'aile droite. Si on s'était retiré alors, la perte aurait été peu considérable; les Anglais auraient considéré cette affaire comme une grande reconnaissance, et l'armée restait encore assez forte pour tenir la campagne et pour tenter une nouvelle attaque à la première occasion favorable.

Le général Reynier voyant que le général Menou ne donnait aucun ordre, résolut de faire une nouvelle tentative avec l'aile droite sur celle des ennemis : sa réussite aurait donné les moyens de réunir les troupes dispersées, et de les faire agir de nouveau. Tandis que la division Friant et la 85e mar-

chaient pour remplir cet objet; que l'artillerie légère avançait par son ordre, pour éteindre le feu des redoutes, ce général se porta sur des mamelons voisins de la grande route, afin de bien connaître les dispositions des ennemis, et celles qu'il convenait de faire pour les attaquer avec quelque apparence de succès.

Aussitôt que les Anglais s'aperçurent que la principale attaque était dirigée contre leur droite, ils y firent marcher leur réserve. Le général Hutchinson, qui commandait leur gauche, y resta cependant toujours avec six mille hommes, quoiqu'il n'eût devant lui que huit cents hommes de la 13e, trois cents chevaux du 7e régiment de hussards et du 22e de chasseurs, et cent dromadaires.

Pendant que cela se passait, le général Menou se promenait derrière l'armée : le général Lanusse, lorsqu'il fut blessé, l'avait fait prier de le remplacer par le général Damas; il n'avait rien répondu, et n'avait pris aucune mesure pour réorganiser les troupes. Ensuite, rencontrant la cavalerie, il lui ordonna de charger. Vainement on lui fit observer que ce n'était pas le moment, et qu'il la ferait détruire sans en tirer aucun avantage. Ce ne fut qu'au troisième ordre que le général Roize se mit en mouvement (1). Cette cavalerie, en passant dans les

(1) Les observations sur de pareils ordres, qui, dans les armées sont si répréhensibles et font perdre l'instant favorable, étaient excusables dans cette circonstance; chacun

intervalles des 61e et 73e, arrêta leur marche. Le général Reynier, après s'être convaincu qu'on ne pouvait réorganiser une attaque avec les troupes des divisions Lanusse et Rampon, revenait chercher la division Friant et la 85e pour en essayer une nouvelle, lorsqu'il rencontra cette cavalerie déjà sous le feu de l'infanterie des ennemis. Il était trop tard pour empêcher cette charge déplacée; la cavalerie aurait perdu presque autant de monde en restant en place qu'en achevant de l'exécuter. Le général Reynier fit accélérer le mouvement de ses troupes, afin qu'elles pussent la protéger; mais à peine la 61e arrivait-elle au pied de la redoute, que déjà la cavalerie était repoussée.

Le général Silly venait d'avoir la cuisse emportée; plusieurs chefs de corps étaient blessés; il ne restait auprès de la gauche et du centre aucun chef qui pût profiter de la proximité des ennemis, au moment du désordre que la cavalerie mit dans leur première ligne. Le général Baudot fut alors blessé mortellement devant la 85e.

Le général Roize et tous les chefs sous ses ordres sentaient la faute qu'on leur faisait commettre; mais tous se conduisirent en braves, animés par le désespoir d'être sacrifiés inutilement. La première ligne, commandée par le général Boussart, et composée des 3e et 14e de dragons, chargea la première

---

cherchait à aider l'inexpérience du chef et désirait l'empêcher de faire des fautes.

ligne ennemie derrière la grande redoute; le 14e, arrêté par les fossés creusés sur le front du camp, fut obligé de les tourner; l'infanterie ennemie fut culbutée; les soldats se jetaient ventre à terre et se réfugiaient dans les tentes, où les chevaux s'embarrassaient. Le feu de flanc des redoutes et celui des secondes lignes ayant tué, blessé ou démonté un grand nombre d'officiers et de dragons, on fut obligé de se retirer. Le général Boussart avait été atteint de deux balles. L'infanterie anglaise reprit alors ses armes et fut renforcée par la réserve. Le général Abercombrie, qui s'y trouvait avec son état-major, fut blessé mortellement; le général Roize fut tué; un grand nombre d'officiers et de dragons eurent le même sort; d'autres furent blessés et démontés. Les débris de cette cavalerie durent se retirer en désordre; et lorsqu'elle fut reformée derrière l'infanterie, il n'y avait pas le quart de ceux qui avaient chargé.

La destruction de la cavalerie ne laissant aucun espoir de succès, on aurait dû prendre le parti de se retirer, pour éviter des pertes plus considérables, et réorganiser l'armée, afin d'être encore en état de tenter quelque entreprise. Le général Reynier alla chercher plusieurs fois le général Menou, pour lui faire sentir qu'il était nécessaire de prendre promptement un parti; qu'il fallait ou se retirer, ou tenter, avec les troupes de l'aile droite, qui étaient encore fraîches, une nouvelle attaque dont on pourrait tirer quelque avantage, si on parvenait à s'em-

parer de la grande redoute, à culbuter l'aile droite anglaise; qu'on pouvait essayer si la fortune ne favoriserait pas quelque entreprise audacieuse, quoiqu'il fût peut-être imprudent d'exposer les seules troupes qui pussent soutenir la retraite, etc. Il n'obtint aucune réponse précise. Les troupes restaient sous le feu des lignes et des batteries ennemies sans faire aucun mouvement, et perdaient à chaque instant une foule de braves. Les munitions de l'artillerie étaient épuisées. Les Anglais ayant fait avancer quelques corps qui prirent en flanc la 4e légère, la forcèrent d'abandonner les mamelons qu'elle occupait. Les tirailleurs qui étaient sous la grande redoute durent aussi se retirer. Enfin, après deux heures d'indécision, le général Menou ordonna la retraite : elle se fit dans le plus grand ordre. Les Anglais n'osèrent pas sortir de leurs retranchemens, et l'armée française reprit, à onze heures du matin, sa position sur les hauteurs de Nicopolis.

CHAPITRE IV.

DISPOSITION APRÈS L'AFFAIRE DU 30 VENTOSE. — PRISE DE ROSETTE ET DE RAHMANIEH. — PASSAGE DU DÉSERT PAR LE VISIR.

Le lendemain de l'affaire du 30, le général Reynier, voyant que le général Menou ne donnait

aucun ordre pour faire occuper aux troupes une position plus avantageuse que celle de Nicopolis, et pour prendre, relativement aux divers corps disséminés en Égypte, les dispositions qu'exigeaient les circonstances, alla chez lui : il lui dit que la position sur les hauteurs de Nicopolis était trop étendue pour qu'il fût prudent d'y attendre les Anglais; que ces derniers, avec quinze mille hommes, pouvaient, par une attaque vigoureuse, y culbuter les troupes et entrer avec elles dans Alexandrie; qu'on pouvait prendre une meilleure position en plaçant la droite sur les hauteurs de la colonne de Pompée, le centre à l'enceinte des Arabes, et la gauche au Pharillon; mais que, néanmoins, des considérations majeures devaient faire préférer un plus grand parti. La réunion de toutes les troupes à Alexandrie épuisait les magasins, qui étaient peu considérables; l'armée du visir, ainsi que le corps venu de l'Inde, devaient être en marche; les Anglais pouvaient occuper Rosette, faire entrer une flottille dans le Nil et attaquer Rahmanieh; il était nécessaire de s'y opposer. Enfin, le reste de l'armée étant dispersé dans plusieurs mauvais postes qui devenaient inutiles et qu'on ne pouvait plus secourir, ces détachemens isolés pouvaient être battus en détail, si on ne se déterminait pas à faire sauter ces forts, afin de réunir leurs garnisons à un corps d'armée. Pour parer à ces divers dangers, le général Reynier proposait de laisser à Alexandrie, à la citadelle du Caire, au fort Julien

et à Lesbëh, des garnisons suffisantes, et de réunir l'armée à Rahmaniëh, afin de profiter des occasions favorables pour battre les Anglais, lorsqu'ils quitteraient leur position pour attaquer Alexandrie et Rosette; et, suivant les circonstances, marcher contre le visir aussitôt qu'il passerait le désert.

Le général Menou avait tant parlé de parti anti-colonisté, qu'il avait fini par se persuader que toute proposition d'abandonner des forts, pour réunir l'armée, avait pour but un projet d'évacuation de l'Égypte. Il ne prit que des demi-mesures, ne rappela que les postes de Mit-Khramr et de Menouf, n'envoya à Rahmaniëh et Rosette que la 85e, avec cent dragons du 3e régiment; donna ordre au général Belliard de faire partir pour Rahmaniëh douze cents hommes (1); de réduire au strict nécessaire les garnisons de Belbéis et de Salêhiëh, et de presser le retour des troupes qui étaient encore dans la Haute-Égypte. Il envoya au général Morand l'ordre de laisser cent hommes à Lesbëh, autant dans les tours du Boghaz, de Dibëh et d'Omm-Faredje, et de venir à Rahmaniëh avec ce qui restait de la 2e légère, du 20e régiment de dragons, et l'artillerie. Ce dernier ordre fut porté par un Arabe qui n'arriva pas.

Le général Menou, pendant qu'il était au Caire, ne voulut pas croire que les Anglais pussent dé-

(1) Quelques jours après, il écrivit à ce général de n'en envoyer que six cents.

barquer. Lorsqu'il fut à Alexandrie, il chercha à se persuader que le visir ne marcherait pas, que les Anglais ne pouvaient rien entreprendre; que, tant qu'il serait en face de leur armée, ils n'oseraient pas quitter leur position, ni faire de détachemens sur Rosette, et qu'ils se rembarqueraient bientôt.

Autant les troupes estiment le général instruit, homme intrépide, qui, ferme et constant au milieu des dangers qu'il braya souvent à leur tête, sait, dans une circonstance difficile, tirer de son expérience et de sa valeur les ressources qu'un vulgaire timide croit anéanties; autant elles méprisent le présomptueux qui, la main sur les yeux et l'oreille fermée, cherche à s'étourdir sur des périls dont il n'ose envisager l'étendue : fanfaron ignorant, qui, loin de l'ennemi, prédit avec emphase des succès qu'il n'a pas su préparer, qu'il ne saura point obtenir à son approche. C'est peu qu'un pareil chef aime à se tromper lui-même; on le voit encore en imposer à ses troupes sur la force de ceux qu'elles ont à combattre; méthode vicieuse, bonne tout au plus avec des soldats neufs, sans coup d'œil, sans habitude de la guerre; mais avec de vieux guerriers!... c'est douter de leur courage, c'est outrager leur gloire, que de leur déguiser le nombre des ennemis. Celui qui adopte cette méthode, qui, par orgueil, ne veut point avouer ses fautes et cherche perfidement à les faire retomber sur les autres, se croit sûr de parer à tous les événemens s'il parvient à capter la bienveillance des troupes; et il ne

s'occupe qu'à travailler leur esprit, au lieu de s'assurer des succès par de bonnes dispositions.

Toujours livré à ses inquiétudes personnelles, le général Menou n'avait d'espions que dans son armée, et aucun dans le camp ennemi. On n'apprit la mort du général Abercombrie que le 18 germinal, et encore ce fut par un déserteur. On répandit une foule de bruits, trop absurdes pour que ceux qui en étaient l'objet eussent besoin de les démentir; mais ceux qui les propageaient étaient protégés : on employa toute espèce de moyens pour intimider ceux qui refusaient d'y croire; plusieurs même furent arrêtés. La terreur s'empara des esprits... Les chefs, désunis par toutes sortes de manœuvres, ne pouvaient se concerter pour diriger le général en chef; aucun ne voyait assez d'apparence de succès pour se charger de la responsabilité... On ne pouvait prévoir les nouvelles fautes et la timidité des Anglais.

Un convoi de cinquante-sept bâtimens turcs, dont cinq vaisseaux de ligne et six frégates, sous les ordres du capitan-pacha, arriva, le 5 germinal, dans la rade d'Aboukir; il portait six mille hommes de troupes turques, qui débarquèrent le 10 à la Maison Carrée. Ce poste, qui aurait pu devenir important, avait été évacué et désarmé après le débarquement. On apprit le 14, à Alexandrie, que les Turcs s'y étaient établis; mais le général Menou ne voulut point croire cette nouvelle; les officiers qui les avaient reconnus et qui voulurent lui faire des rapports exacts, furent menacés. Il ac-

cueillit ceux qui eurent la faiblesse de lui dire qu'il n'y avait que sept à huit cents hommes, et ne prit aucune mesure pour les empêcher de faire des progrès ultérieurs. A cette époque, un corps d'armée réuni en campagne aurait facilement battu les Anglais et les Turcs au moment où ils auraient quitté la Maison Carrée pour se porter sur Rosette. Les Anglais, découragés par la mort d'un général en chef qui avait toute leur confiance, affaiblis par leurs pertes, dégoûtés du pays par les chaleurs de ce climat brûlant et par la disette d'eau douce, voyant que le visir n'avait pas encore passé le désert, et paraissait peu disposé à les seconder, auraient perdu tout espoir dès le premier échec; les étrangers qui composaient plusieurs de leurs corps auraient alors déserté et grossi l'armée française.

Le général Hutchinson croyant toujours que l'armée française se réunirait à Rosette, craignait d'y marcher; cependant, d'après les rapports des Arabes, il y envoya une reconnaissance de cinq cents hommes; et instruit du petit nombre des Français qui s'y trouvaient, il se détermina à occuper cette ville, qui lui était indispensable pour se procurer des approvisionnements et de l'eau douce, et pour continuer ses opérations. Le 16, trois mille hommes de l'armée anglaise passèrent à la Maison Carrée; ils campèrent le 17 à Edko, et le 18, marchèrent à Rosette avec le corps des Turcs. Le 3e bataillon de la 85e, qui était dans cette ville avec trois compagnies de la 61e, ne pouvant résister à des forces si con-

sidérables, passa le Nil dès que les ennemis approchèrent, et se retira à Fouah. Le fort Julien resta livré à lui-même, avec une garnison de vingt-cinq hommes de la 61e, une compagnie d'invalides et quelques canonniers; trois barques armées, stationnées au Boghaz, devaient remonter vers ce fort dès qu'elles y seraient forcées.

Les Anglais et les Turcs campèrent sur la hauteur d'Aboumandour, et s'y retranchèrent; leur avant-garde se porta vers Hamat, dans un endroit resserré entre le Nil et le lac d'Edko. Ils entreprirent ensuite le siége du fort Julien, et attaquèrent le Boghaz; quelques jours après, ils firent entrer une flottille dans le Nil. Le fort Julien fut forcé de capituler le 29, après une résistance beaucoup plus opiniâtre qu'on ne pouvait l'espérer d'un aussi mauvais ouvrage, dont un front avait été détruit par la dernière inondation, et qui était écrasé par une artillerie supérieure : lorsque les Anglais virent sortir quelques invalides qui l'avaient défendu, ils demandèrent où était la garnison.

La prise de Rosette fut connue le 20 à Alexandrie; on reçut en même temps des nouvelles du Caire, qui annonçaient la marche du visir comme très certaine. Le général Belliard, d'après cette certitude, avait fait rentrer au Caire les six cents hommes qui avaient été demandés pour Rahmanieh. Ces nouvelles étaient sues de toute l'armée, et le général Menou soutenait toujours qu'il n'en était rien. Il annonçait, tantôt que le grand-visir était mort, tantôt qu'il était

rappelé à Constantinople; enfin, que les Anglais n'étaient pas à Rosette. Il ne put cependant se dispenser d'envoyer quelques troupes de ce côté-là; mais il crut qu'il suffisait, pour les battre, d'y envoyer le général Valentin, qui partit, dans la nuit du 20 au 21, avec la 69e, forte de sept cents hommes, et le 7e régiment de hussards, de cent cinquante chevaux.

Le général Reynier fut, le 23, chez le général Menou, afin d'essayer encore de lui démontrer les inconvéniens de la position prise en avant d'Alexandrie, de lui indiquer les travaux essentiels pour la défense de cette place, et de l'engager à assembler l'armée pour s'opposer aux progrès du corps ennemi qui occupait Rosette. N'ayant obtenu de bouche aucune réponse raisonnable, il lui réitéra ses observations par écrit. (1)

(1) Lettre du général de division Reynier, au général en chef Menou :

Au camp d'Alexandrie, le 23 germinal an IX.

Je crois nécessaire, citoyen Général, de vous rappeler la conversation que nous avons eue ce matin, afin que vous donniez des instructions précises sur les dispositions à faire si l'ennemi nous attaque.

Je vous ai observé que depuis que notre gauche s'est un peu retirée pour prendre une position plus resserrée, mieux appuyée et moins exposée au feu des chaloupes canonnières, l'effort de l'ennemi aurait lieu sur la droite, qui est fort en l'air, et la 13e demi-brigade serait forcée de se retirer, ainsi que la cavalerie, si l'ennemi marchait, comme il le peut, avec des

Les dromadaires, qui avaient été en reconnaissance du côté de Rosette, furent de retour le 24, et

---

forces supérieures, le long du canal et par le lac Maréotis, les prenait de revers et menaçait de s'emparer des hauteurs voisines de la colonne de Pompée, qu'il faudrait bien aller défendre. Alors le flanc droit de la division Friant serait découvert; l'ennemi, avec trois fois plus d'infanterie qu'on ne peut lui en opposer, forcerait nos retranchemens; on pourrait même craindre que si nos troupes s'opiniâtraient à les défendre pied à pied, et si les Anglais étaient audacieux, ils ne prissent de suite une partie des ouvrages d'Alexandrie, parce que ceux qui doivent recevoir les troupes dans leur retraite ne sont ni achevés ni armés.

Je ne pense pas que les Anglais nous attaquent de quelques jours dans cette position, parce que, d'après le plan qu'ils paraissent avoir adopté, il leur convient mieux d'attendre qu'ils aient achevé leur établissement à Rosette, pris Rahmanieh, que le visir ait agi en Égypte, et que nos communications soient interceptées; mais à la guerre on doit tout prévoir.

Pour appuyer l'aile droite, il faudrait pouvoir s'étendre jusqu'à la droite du canal, et y faire de bonnes redoutes; mais nous n'avons pas assez de troupes pour garnir tout ce terrain et le défendre. La seule bonne position qu'il y ait autour d'Alexandrie pour un corps faible, est, la droite au canal vers les hauteurs de la colonne de Pompée, le centre à l'enceinte des Arabes, et la gauche au Pharillon. Je vous en ai déjà parlé depuis l'affaire du 30. Elle est protégée par le fort Crétin et d'autres ouvrages de la place. Les travaux des troupes, pour la défense de cette place, auraient amélioré la place d'Alexandrie. La redoute de Cléopâtre, qui est de la plus grande importance, serait actuellement achevée et armée, et on en aurait pu construire une bonne près de la colonne de Pompée. Cette position est telle que l'ennemi ne pourrait l'at-

annoncèrent que cette ville était occupée par trois ou quatre-mille Anglais et cinq à six mille Turcs,

---

taquer sans faire de grandes pertes et sans être probablement repoussé.

Ce qui me détermine à insister pour avoir des instructions, c'est que je prévois ce qui arrivera, si on nous attaque. Je serai forcé de faire replier la droite; l'armée sera battue, et on cherchera peut-être à m'en attribuer calomnieusement la faute; ce qu'aucun militaire ne croira.

Dix années d'une guerre très active, où j'ai presque toujours été employé à diriger les mouvemens de grandes armées, m'ont donné assez l'habitude de juger les positions, les desseins des ennemis et les moyens de s'y opposer. Je croirais manquer au grade que j'occupe dans cette armée, et à l'intérêt que je prends à sa gloire, ainsi qu'à la conservation de l'Égypte, si je ne vous faisais pas part de mes idées. Je l'ai déjà fait, à la nouvelle de l'arrivée de la flotte anglaise, pour vous engager à marcher promptement à Alexandrie. Après la malheureuse affaire du 30, je vous ai proposé de réunir tous les corps isolés, de laisser à Alexandrie et à la citadelle du Caire des garnisons suffisantes, et de former un corps d'armée pour tenir la campagne. L'inaction des Anglais et la lenteur des Turcs auraient bien favorisé ce mouvement. Il aurait probablement été possible de battre le corps qui a marché sur Rosette; le visir marche, et il est peut-être trop tard pour faire ces mouvemens et en espérer des succès.

Les mouvemens, à la guerre, doivent être d'autant plus promptement décidés et exécutés, qu'on est plus inférieur à l'ennemi. Lorsqu'on ne parvient pas à l'exécution de ses desseins, et qu'on divise ses forces, on est toujours battu.

Partout où l'armée sera réunie, elle imposera toujours à l'ennemi; il ne nous reste plus que de faibles ressources; mais nous avons affaire à un ennemi peu entreprenant, et il est peut-

avec vingt pièces de canon ; mais le général Menou ne voulut pas croire ce rapport; il dit au chef de brigade Cavalier, et au commissaire ordonnateur Sartelon, présent à cette reconnaissance, qu'il ferait fusiller quiconque dirait qu'il y avait plus de huit cents hommes. Cependant, comme le chef de brigade Cavalier affirmait que le général Valentin était hors d'état de reprendre cette ville, il fit partir cinq cents hommes de la 4e légère et cent soixante chasseurs du 22e. régiment.

A cette époque, le général Menou nomma trois généraux de division, trois généraux de brigade, et fit plusieurs autres avancemens; quelques officiers voulurent refuser ces grades, mais ils furent contraints d'accepter.

Le 25, il fit partir encore pour Rahmanieh, la 13e et le 20e de dragons, sous les ordres du général Lagrange. Cette demi-brigade était la seule de la division du général Reynier qui restât sous ses ordres directs; ce général reçut alors l'ordre de demeurer à Alexandrie sans troupes. Il voulut encore éclairer le général Menou, et lui faire sentir que ce n'était pas avec de petits détachemens successifs qu'on s'opposerait aux progrès des ennemis, mais en rassemblant l'armée. S'il avait pu le déterminer

---

être encore possible de gagner assez de temps pour recevoir des secours ou des ordres du gouvernement, et attendre l'issue des négociations entamées, s'il est vrai que Pitt soit renvoyé. *Signé* REYNIER.

à faire de meilleures dispositions, il aurait insisté pour conserver ses troupes; ses représentations étant inutiles, il prit le parti d'aller demeurer à Alexandrie, et d'y rester simple spectateur des événemens malheureux qu'il prévoyait.

Les Anglais avaient coupé, le 24, la digue du lac Maadiëh, afin de faire entrer les eaux dans le lac Maréotis : ils espéraient empêcher les communications avec Rahmaniëh et le Caire ; mais leur but ne fut pas entièrement rempli, les eaux s'étendirent lentement dans ce bassin : ils auraient agi bien plus militairement, s'ils avaient attaqué les convois, qui marchaient tous sous une faible escorte, et s'ils avaient avancé plus tôt à Rahmaniëh. On apprit alors à Alexandrie que l'armée du visir avait passé le désert; une colonne était arrivée le 19 germinal à *Kantara-el-Khasnëh*, et une autre à *Saffabiar*. Les faibles garnisons laissées à Belbéis et à Salêhiëh avaient ordre de faire sauter ces forts, de détruire les magasins et de se retirer sur le Caire, aux premiers avis de l'approche des ennemis. Du moment où on ne faisait aucune disposition pour secourir ces mauvais postes, aussitôt qu'ils seraient attaqués, il convenait beaucoup mieux de réunir à l'armée leurs garnisons, qui ne pouvaient opposer aucun obstacle à la marche des ennemis. D'ailleurs le principal objet de ces forts était de contenir des magasins pour l'armée, et sa répartition ne lui permettait pas d'en profiter.

Salêhiëh fut évacué le 19 après midi; la garnison

se retira à Belbéis, dont elle fit sauter les ouvrages le 21, avant de se mettre en marche pour le Caire. Trente dragons du 14ᵉ, qui formaient l'arrière-garde, furent chargés le 22, près d'El-Menayer, par deux cents mamelouckş et Osmanlis; cinquante dromadaires, qui retournèrent à leur secours, forcèrent les ennemis à se retirer avec perte. L'avant-garde de l'armée du visir se réunit à Belbéis le 22; il n'arriva qu'à la fin du mois à Salêhïëh avec une partie de son artillerie et des canonniers anglais.

Nous avons vu qu'on avait successivement envoyé des troupes à Rahmanïëh, mais trop tard pour empêcher les Anglais de s'établir à Rosette, et en trop petit nombre pour les en chasser. Les ennemis suivirent ce mouvement et augmentèrent leur corps de Rosette, à mesure qu'ils virent partir des troupes d'Alexandrie. Une partie de ces renforts occupa les hauteurs d'Aboumandour; l'autre joignit l'avant-garde établie à Hamat, et qui s'y retranchait.

Le général Valentin était parti de Rahmanïëh avec les 79ᵉ et 85ᵉ demi-brigades. Le 7ᵉ régiment de hussards et le 3ᵉ de dragons; quelques barques armées le suivaient sur le Nil. Il s'était arrêté à El-Aft, sans aller reconnaître de plus près l'avant-garde ennemie, non plus qu'une position resserrée entre ce fleuve et le lac d'Edko. Le général Lagrange arriva à Rahmanïëh le 28; il y trouva le général Morand, à qui le duplicata des ordres expédiés, dès le 1ᵉʳ germinal; était enfin parvenu. Ces généraux joignirent, le 29, le général Valentin à El-Aft: ils

s'y établirent et commencèrent des retranchemens. Ce corps, composé d'environ trois mille neuf cents hommes, était trop faible pour attaquer les Anglais dans la position d'Hamat, où on ne pouvait arriver que par un chemin étroit, bordé et coupé de canaux, et par conséquent très difficile pour l'artillerie et la cavalerie.

L'armée se trouvait alors divisée en trois corps, tous inférieurs de beaucoup à ceux des ennemis. Il restait à Alexandrie quatre mille cinq cents hommes disponibles, qui ne pouvaient rien entreprendre contre le camp des Anglais, gardé par sept à huit mille hommes, et dont les retranchemens avaient été renforcés. A El-Aft, trois mille neuf cents hommes étaient opposés aux corps ennemis qui occupaient Rosette, et dont la force avait été graduellement portée à sept mille Anglais et six mille Turcs. Au Caire, après que le reste de la 21e légère, arrivé le 16 germinal, avec le général Donzelot, fut réuni aux garnisons de Belbéis et de Salehieh, et à celle de Souez, qui se retira par la vallée de l'Égarement, lorsque la flotte venue de l'Inde fut prête à débarquer, il y avait deux mille cinq cents hommes d'infanterie. Ce corps avait à défendre cette ville contre le visir, qui s'avançait avec une armée de vingt-cinq mille hommes. Le 10 floréal, il vint camper à Belbéis et s'y retrancha; son armée s'accrut avec assez de rapidité par des bandes qui partirent de la Syrie et des autres provinces de la Turquie asiatique aussitôt qu'elles surent qu'on pouvait fran-

chir le désert sans danger, et se répandre dans l'Égypte pour la piller. Le corps anglais venu de l'Inde devait se joindre au visir. Le général Belliard recevait du général Menou des ordres très précis de garder le Caire, et n'avait pas assez de troupes pour marcher contre le visir sans l'abandonner. Il plaça ses troupes de manière à défendre les avenues de cette ville, afin d'empêcher les Osmanlis d'y pénétrer et d'en faire soulever les habitans. Il établit son corps principal entre le fort *Camin* et la tour du Nil, à Boulac; couvrit cet espace par quelques redoutes, et fit camper une colonne mobile entre la citadelle et la porte Kléber.

Cette séparation de l'armée en trois corps, tous trop faibles, ne pouvait produire que des revers. Puisque le général Menou s'obstinait à rester à Alexandrie avec une partie des troupes, au lieu de réunir l'armée, et qu'on n'avait pas assez de forces pour reprendre Rosette, on aurait dû abandonner un moment Rahmanieh, dérober quelques marches aux Anglais, et se joindre aux troupes du Caire pour battre le visir avant qu'il eût eu le temps de s'organiser; et lorsqu'après l'avoir rejeté dans le désert, on n'aurait plus eu d'inquiétude pour le Caire, redescendre, à marches forcées, avec toutes les troupes, vers Rahmanieh. Si, dans ces entrefaites, les Anglais s'étaient avancés jusque-là, l'armée française, plus faible en infanterie, mais supérieure en cavalerie, aurait eu beaucoup d'avantage

à leur livrer bataille dans un pays ouvert; si, au contraire, ils avaient gardé leur position vers Rosette, on aurait eu de plus grands moyens pour s'opposer à leurs progrès. Il aurait été fort avantageux dans ce cas de remettre la garde du Caire à Mourâd-Bey; en conservant seulement garnison dans les forts, si on l'avait engagé plus tôt à se rapprocher; mais ces deux corps étaient divisés de commandement, et on ne pouvait exécuter un pareil mouvement que par les ordres du général Menou.

Les choses restèrent dans cet état jusqu'au 16 floréal, les deux armées se bornant à retrancher leur position. Dans cet intervalle de temps, des convois de quatre à cinq cents chameaux faisaient continuellement des transports de Rahmanieh à Alexandrie; mais le grand nombre de chevaux qu'on y gardait très inutilement, obligeait à y porter des fourrages pour les nourrir, tandis qu'une grande quantité de vivres de diverse nature, et de munitions, qui avaient été expédiées du Caire par ordre du général Menou, restaient à Rahmanieh, faute de moyens de transport suffisans.

Les eaux s'étendirent lentement dans le lac Maréotis; elles atteignirent Mariout le 5 floréal, et le 16, la tour des Arabes: alors, on établit à Mariout, où le lac est resserré et se divise en deux bras, des bateaux pour le passage, et on plaça dans l'île quelques pièces de canon pour les protéger: on y fit aussi porter des barques qui furent armées, pour

former une petite flottille et observer celle que les Anglais y firent pareillement entrer du lac Maadiëh. Les convois devinrent alors plus difficiles.

La flottille que les Anglais avaient fait entrer dans le Nil fut portée successivement à quarante bâtimens armés. Le 19 floréal, ils reçurent, à Aboukir, un renfort de deux mille neuf cents hommes, qui remplaça leurs pertes.

La position prise par les troupes françaises à El-Aft était mauvaise; son front était fortifié, mais l'ennemi pouvait marcher entre sa gauche et le lac, et la tourner; il pouvait aussi faire passer entre les lacs d'Edko et Maadiëh un corps qui, se portant sur Rahmaniëh, aurait forcé à s'y reployer pour défendre les magasins. La droite de cette position, appuyée au Nil, était, il est vrai, flanquée par quelques chaloupes canonnières; mais les Anglais pouvaient placer sur la rive droite du fleuve des batteries pour protéger leur flottille, déjà beaucoup supérieure. Il aurait peut-être mieux valu laisser seulement une petite avant-garde vers El-Aft, pour observer les mouvemens des Anglais, et au lieu de s'enfermer dans de faibles retranchemens, tenir la campagne autour de Rahmaniëh, afin de saisir le moment où les Anglais seraient dans un pays plus ouvert, pour attaquer une de leurs ailes avec cette supériorité que donnait à l'infanterie française la rapidité de sa marche.

Les Anglais se décidèrent enfin à commencer de nouvelles opérations. Ils avaient divisé leur armée,

afin de pouvoir garder leur position dans la presqu'île d'Aboukir, et agir en même temps dans l'intérieur de l'Égypte. Malgré l'avantage du nombre, ils craignaient encore qu'on ne profitât de ce moment pour réunir un corps d'armée et les combattre divisés : aussi tous leurs mouvemens annoncèrent de la timidité. Le 16 floréal, sept mille Anglais et six mille Turcs vinrent camper près de Dérout, et poussèrent une reconnaissance sur le camp d'El-Aft; leur flottille remonta le Nil jusqu'à la même hauteur.

Le 18, un corps d'Anglais et de Turcs passa sur la rive droite du Nil, à Fouah, avec de l'artillerie, qui de suite fut mise en batterie au-dessus d'El-Aft, tandis que l'armée anglo-turque s'avançait contre les Français.

Les défauts de cette position d'El-Aft ont été indiqués ci-dessus; ils furent alors bien sentis; on n'engagea pas le combat, et on se retira sur Rahmanieh.

Les batteries établies sur la rive droite du Nil gênèrent la retraite de la flottille française; une chaloupe canonnière fut brûlée, d'autres coulées, mais quatre barques armées parvinrent à Rahmanieh.

Le 19, les Anglo-Turcs marchèrent sur ce poste. La gauche, qui suivait le bord du Nil, était composée de Turcs; les Anglais marchaient en colonne à leur droite; un corps venant de Damanhour devait les joindre.

Si on avait voulu se déterminer sérieusement à

combattre les Anglais à Rahmanieh, il aurait fallu s'éloigner un peu du Nil, pour ôter aux ennemis l'avantage que leur donnait leur flottille, et se procurer celui des armes qui leur manquaient, la cavalerie et l'artillerie légère : il aurait fallu attaquer leur aile droite lorsqu'ils auraient passé le canal d'Alexandrie, et laisser insulter par les Turcs la redoute de Rahmanieh, qui était à l'abri d'un coup de main; il aurait fallu, pour prévoir à tous les événemens, faire remonter le Nil à plus de deux cents barques chargées de vivres et de munitions, qui devaient être perdues aussitôt que les Anglais auraient établi des batteries sur la rive droite.

Les troupes françaises aux ordres du général Lagrange étaient placées autour de la redoute de Rahmanieh et derrière les digues du canal d'Alexandrie; la cavalerie était au bord du Nil. Aussitôt qu'on aperçut l'ennemi, elle fut détachée à leur rencontre, et passa le canal sans l'appui de l'infanterie; elle ne pouvait rien contre les Anglais, qui marchaient en colonnes serrées : aussi dut-elle leur céder le terrain, et repasser le canal, où elle mit ses pièces en batterie; mais le corps qui avait passé par Damanhour, et de l'infanterie qu'ils détachèrent par le canal, la forcèrent bientôt à s'en éloigner. Les Anglais se déployèrent devant elle sur les bords du canal; ils se bornèrent jusqu'au soir à pousser des tirailleurs en avant. Le corps turc avançait éparpillé vers un canal d'irrigation dérivé du Nil; un petit nombre de tirailleurs français l'arrêta long-temps; les

Turcs parvinrent cependant à s'y établir; mais deux cents hommes de la 2e légère et de la 13e les y attaquèrent vers trois heures du soir, et les forcèrent à s'éloigner avec une grande perte. Les Anglais n'avaient placé aucun corps pour les soutenir; le général Hutchinson arrêta même un mouvement que faisait le général Doyle, lorsqu'il s'aperçut du désordre des Turcs.

Un corps d'Anglo-Turcs avait marché sur la rive droite du Nil, et avait établi des batteries en face de Rahmanieh et du bras du fleuve servant de port, où se trouvait toute la flottille française. Ces batteries servirent à protéger celle des Anglais, qui remontait le Nil. On vit alors que le lendemain on ne pourrait essayer, sans se compromettre, de résister aux nouvelles attaques d'ennemis trop supérieurs; que la flottille anglaise, protégée par les batteries établies sur la rive droite du Nil, prendrait en flanc et de revers les troupes françaises; et dès que la nuit fut venue, on exécuta la retraite sur le Caire. La flottille ne pouvait plus sortir du port de Rahmanieh, parce que les batteries de la rive droite du Nil s'y opposaient; on dut l'abandonner, ainsi que les munitions d'artillerie et de vivres dont elle était chargée. Un convoi considérable d'artillerie et de vivres, parti du Caire, et qui passait par le canal de Menouf, n'étant pas prévenu de cette retraite, tomba aussi entre les mains des ennemis.

La redoute de Rahmanieh n'était pas en état de

résister long-temps ; on y laissa une garde pour les malades qu'on ne pouvait évacuer : elle capitula le 20, à la première sommation des Anglais.

Les lettres qu'on avait écrites d'El-Aft au général Menou, l'avaient engagé à envoyer le général Delegorgue à Birket, avec un bataillon de la 18e, un de la 25e et cent dragons, pour s'opposer aux corps que l'ennemi pourrait diriger entre le lac Maadiëh et celui d'Edko, et par Damanhour, sur Rahmaniëh. Ce général partit d'Alexandrie le 19, et arriva le 21 à Birket ; mais, sur la nouvelle qu'il y reçut de la perte de ce fort, il revint à Alexandrie. On ne pouvait plus alors recevoir aucun approvisionnement : on voulut essayer un fourrage dans les villages du Bahiréh, vers Amran. Tous les chevaux qui se trouvaient à Alexandrie furent réunis, et on les fit partir le 24, sous l'escorte des dromadaires, d'un bataillon de la 23e et de cent dragons ; le tout commandé par le chef de brigade Cavalier.

La prise de Rahmaniëh, qui isolait Alexandrie du reste de l'Égypte, fit murmurer l'armée contre le général Menou, qui, refusant de croire à cet événement, n'avait pris aucune mesure pour en prévenir les suites. Ces murmures lui parvinrent, ainsi que les témoignages d'estime et de confiance que les troupes accordaient au général Reynier. Le bruit qui circulait alors, et qui fut accrédité par les Anglais, que ce général avait été nommé commandant de l'armée, et le général Menou restreint à l'administration de l'Égypte, augmentait encore sa

jalousie contre lui : elle s'accrut d'autant plus violemment, qu'il ne pouvait se dissimuler que ce général lui avait annoncé tous les revers de l'armée, en lui indiquant les moyens de les prévenir. Il voulut alors écarter ce témoin de ses fautes, et la seule expédition militaire qui dans toute la campagne ait été bien combinée, eut lieu dans la nuit du 23 au 24 floréal. Trois cents hommes d'infanterie, cinquante de cavalerie, une pièce de canon et des sapeurs avaient été rassemblés et ignoraient leur destination, lorsqu'on leur fit investir la maison du général Reynier, afin de le conduire à bord d'un bâtiment prêt à partir, ainsi que le général Damas, l'ordonnateur en chef Daure, l'adjudant-commandant Boyer et plusieurs autres officiers. Le général Reynier craignait moins une pareille violence que d'autres événemens qui pourraient le conduire à prendre le commandement lorsqu'il n'y aurait plus que de faibles ressources, et que les chances les plus avantageuses seraient de retarder la capitulation : s'il avait dû la faire, il aurait donné une espèce de probabilité au bruit que le général Menou avait cherché à répandre sur un parti anti-coloniste. Il lui était avantageux, dans sa position, de retourner en France, mais sans avoir l'air d'abandonner l'armée, sans éviter de partager ses souffrances, et d'une manière qui annonçât ouvertement qu'il n'avait eu aucune part aux fautes du général Menou.

Le général Reynier, après s'être assuré qu'on n'avait d'autre projet que de le faire partir, laissa

entrer les troupes, se rendit à bord du brick *le Lodi* avec les officiers désignés, et écrivit au général Menou, en lui donnant encore des conseils sur la défense d'Alexandrie. Le général Damas s'embarqua sur le *Good-Union* avec l'ordonnateur Daure. Les soldats témoignèrent les regrets qu'ils éprouvaient d'être chargés de l'exécution de pareils ordres. Ces bâtimens ne purent partir que le 29. Le *Lodi* arriva en France, après avoir été vivement poursuivi par beaucoup de bâtimens ennemis; le *Good-Union* fut pris par les Anglais, qui pillèrent la modique succession de Kléber, dont le général Damas était dépositaire.

Le général Menou avait négligé jusqu'alors d'expédier des bâtimens pour instruire le gouvernement de la situation de l'armée; sa jalousie seule contre le général Reynier le détermina à en faire partir, sans envoyer aucun rapport sur les événemens. Cependant on aurait pu y employer plusieurs bâtimens qui se trouvaient dans le port d'Alexandrie, notamment les frégates envoyées pour porter des secours, que le général Menou avait retenues, quoiqu'elles eussent reçu l'ordre de retourner dès que leur mission serait remplie.

CHAPITRE V.

MARCHE POUR RECONNAÎTRE L'ARMÉE DU VISIR. — PRISE D'UN CONVOI PARTI D'ALEXANDRIE. — ÉVACUATION DE LESBEH, DAMIETTE ET BOURLOS. — ESPRIT ET CONDUITE DES HABITANS DE L'ÉGYPTE ET DES MAMELOUCKS. — MORT DE MOURAD-BEY. — INVESTISSEMENT DU CAIRE ET TRAITÉ POUR L'ÉVACUATION DE CETTE VILLE.

Le général Lagrange arriva le 23 floréal au Caire, avec le corps qui s'était retiré de Rahmanieh. Cette jonction donnait au général Belliard les moyens de marcher contre le visir, avant l'approche des Anglais. Si alors on était parvenu à le rejeter dans le désert, une faible garnison devenait suffisante pour contenir les habitans du Caire, et le corps de troupes qu'on aurait réuni, pouvait être opposé avec succès à l'armée anglo-turque qui marchait sur cette ville.

Les généraux anglais craignaient ce mouvement et avaient recommandé au visir, ainsi qu'aux officiers de leur nation qui dirigeaient son artillerie, d'éviter tout engagement, de céder le terrain; et, dans le cas où ils seraient pressés trop vivement, de faire leur retraite par le Delta pour se réunir à eux. Il est douteux que le visir eût adopté ce plan; il n'aurait pas trouvé convenable à sa dignité de fuir dans les villages du Delta avec une escorte disper-

sée ; craignant aussi de se mettre au pouvoir du capitan-pacha en allant les joindre, il aurait préféré de repasser le désert, et les hommes rassemblés des diverses parties de l'Asie qui composaient son armée, auraient suivi le groupe de ses gardes aussitôt qu'ils lui auraient vu prendre la route de Syrie.

La lenteur que les Anglais avaient mise dans toutes leurs opérations, faisait présumer qu'on aurait le temps d'exécuter ce mouvement avant leur arrivée près du Caire. Peut-être aurait-il convenu d'abandonner entièrement cette ville et de garder seulement la citadelle de Gisëh ; on aurait ainsi réuni un plus grand nombre de troupes ; mais ce parti, bon lorsque les ennemis étaient éloignés, n'était pas à cette époque sans inconvéniens ; l'affaire contre le visir pouvait ne pas être décisive ; des partis de son armée pouvaient se jeter dans la ville, alors il ne serait plus resté que de faibles ressources ; la communication avec Gisëh et la citadelle où étaient les magasins, serait devenue difficile ; on aurait enfin perdu l'influence d'opinion attachée à la possession de la capitale ; d'ailleurs, le général Belliard avait des ordres très précis du général Menou pour la conserver.

On organisa, le 24, le corps qui devait sortir du Caire, pour aller reconnaître s'il était encore possible d'attaquer le visir avec avantage. Le général Belliard y laissa le général Almeiras pour garder les forts et contenir les habitans ; il avait sous ses ordres mille hommes d'infanterie et trois cents

Cophtes et Grecs, les invalides, cavaliers non montés, canonniers, ouvriers, etc., qui formaient la garnison des forts, au nombre de treize cents hommes, non compris neuf cents malades aux hôpitaux, et les employés.

Le général Belliard se mit en marche le 25 avec quatre mille cinq cents hommes d'infanterie, neuf cents de cavalerie, et vingt-quatre pièces de canon. Après avoir chassé devant lui quelques partis de cavalerie ennemie, il fit halte pendant la nuit à El-Menayer.

Le 26, à la pointe du jour, il se mettait en mouvement, lorsqu'on aperçut, près du village d'El-Zouamëh, un corps ennemi d'à peu près neuf mille fantassins et cavaliers turcs, appuyés par environ cinq cents Anglais qui dirigeaient l'artillerie. Les troupes françaises s'avancèrent sur les hauteurs qui terminent le désert, à l'est d'El-Menayer. L'infanterie en carrés forma les deux ailes; le centre était occupé par la cavalerie. Le feu de l'artillerie française eut bientôt éteint celui de l'artillerie ennemie. La cavalerie chargea sur les pièces, en prit deux, et mit en fuite l'infanterie turque et les canonniers anglais; mais elle ne put les poursuivre, parce qu'en s'éloignant trop de la protection de l'infanterie, elle pouvait être écrasée par leur cavalerie, infiniment supérieure en nombre, et qui entourait déjà les troupes françaises. Les Osmanlis tentèrent quelques charges contre les carrés, mais sachant par l'expérience des campagnes précédentes, qu'il était im-

possible de les rompre ; ils n'osèrent s'abandonner, et le feu de l'artillerie suffit pour les éloigner.

Les groupes des ennemis cédaient le terrain à mesure que les troupes françaises avançaient ; depuis plusieurs heures que ces escarmouches se prolongeaient inutilement, les soldats, qui souffraient dans le désert d'une chaleur excessive, et surtout de la privation d'eau, commençaient à être fatigués, on les fit arrêter à des puits près d'El-Zouameh. Pendant cette halte, l'armée du visir, qui arrivait de Belbeis, se répandit autour d'eux ; ils se mirent en mouvement contre les groupes les plus serrés, sans pouvoir engager le combat décisif; quelques corps de cavalerie paraissaient dans l'éloignement prendre la route du Caire. On devait craindre à la fois qu'ils ne parvinssent à y pénétrer, et que les démarches du visir, qui évitait de s'engager, n'eussent pour but de laisser aux Anglais le temps d'y arriver et de s'en rendre maîtres, ainsi que de Giseh. On jugea qu'il était nécessaire de se rapprocher de cette ville ; les troupes y rentrèrent le 27, et furent réparties de manière à en défendre toutes les avenues.

Le chef de brigade Cavalier, envoyé pour faire un fourrage dans les villages du Bahireh, était parti, le 24 floréal, d'Alexandrie, avec deux cent vingt hommes de la 25e demi-brigade, cent vingt-cinq dragons des 14e et 18e régimens, quatre-vingt-cinq dromadaires et une pièce de canon ; il escortait six cents chameaux. Arrivé le 26 à El-Ochs il

trouva ce village abandonné et dépourvu de grains, la récolte n'étant pas encore achevée ; il se rendit à Amran ; même impossibilité de charger ses chameaux. Il forma la résolution de pousser jusqu'au Caire pour y chercher des vivres, qu'il conduirait ensuite à Alexandrie par le désert. Trompé par les rapports des habitans, il croyait que l'armée anglo-turque était encore à Rahmanieh. N'ayant reçu, lors de son départ, des vivres que pour deux jours, il ne pouvait s'éloigner des villages, où ses troupes se procuraient toujours quelques subsistances, pour prendre la route des lacs de Natron ; il suivit la lisière du désert et des terres cultivées. Arrivé près de Terraneh, il aperçut une flottille sur le Nil ; à peine avait-il reconnu les pavillons anglais et turcs, qu'il vit des colonnes ennemies se diriger sur lui. Depuis son départ d'El-Och, il avait toujours été entouré de sept à huit cents cavaliers arabes, qui, sans l'inquiéter beaucoup, l'avaient cependant empêché d'éclairer sa marche par la cavalerie. Les chameaux, épuisés de fatigue, ne pouvaient s'éloigner assez rapidement ; il essaya cependant de s'enfoncer dans le désert ; mais il fut bientôt atteint par la cavalerie ennemie, et forcé de ralentir sa marche pour leur faire face et leur résister sans se rompre. Ce premier corps fut bientôt joint par plusieurs pièces d'artillerie légère et de l'infanterie. Ces quatre cent cinquante Français, attaqués par trois mille Anglais et embarrassés par un convoi, ne pouvaient se défendre ; ils rejetèrent néanmoins

avec beaucoup de fermeté les premières sommations qui leur furent faites de se rendre prisonniers. Leur contenance fière engagea les Anglais à signer avec le chef de brigade Cavalier, une convention par laquelle ce corps serait embarqué pour la France avec armes et bagages.

Dans le même temps, six mille Turcs occupèrent Damiette, tandis que mille autres débarquèrent à Dibëh; quatorze bâtimens anglais et turcs bloquaient le Boghaz : tout se disposait pour l'attaque de Lesbëh. Ce fort était bien garni d'artillerie, mais il y avait seulement douze canonniers pour servir toutes les pièces; son développement était aussi trop considérable pour la garnison chargée de le défendre. On prit le parti de l'évacuer, d'enlever les pièces, de jeter les munitions et les vivres dans le Nil et de couler les chaloupes canonnières. La garnison passa le fleuve le 20 floréal, et se retira avec les marins sur Bourlos, pour de là essayer de se réunir au corps de Rahmanieh. Elle apprit que ce corps s'était replié sur le Caire, et ne pouvant rester à Bourlos faute de vivres, elle s'embarqua sur quatre bâtimens qui s'y trouvaient, dans l'intention de se jeter, si cela était possible, dans Alexandrie. Deux furent pris; les autres parvinrent à s'échapper, et gagnèrent les ports d'Italie.

Avant la bataille d'Héliopolis, les mouvemens des ennemis sur la frontière avaient toujours occasionné des soulèvemens en Égypte, et surtout dans les cantons qui n'étaient pas contenus par la pré-

sence des troupes ; cette victoire, la prise du Caire, la clémence du vainqueur, qui borna le châtiment des révoltés à de fortes amendes, eurent une telle influence sur les habitans, que le débarquement d'une armée anglaise, ses premiers avantages, la présence du capitan-pacha et les préparatifs du grand-visir, ne détruisirent pas leur confiance et leur attachement aux Français. Tous faisaient des vœux pour le succès de leurs armes. Les musulmans même les plus fanatiques, qui, pour me servir de leurs expressions, étaient contens de voir des infidèles se détruire entre eux, préféraient le joug des Français à celui d'étrangers qu'ils ne connaissaient pas. Les firmans répandus par le visir et par le capitan-pacha n'avaient pu exciter aucun mouvement. A mesure que le visir pénétra en Égypte, les cheiks des villages, toujours fidèles à leur système d'obéir à l'ennemi présent, s'empressèrent d'aller lui faire leurs soumissions ; mais ils se bornèrent à des protestations d'attachement, et ne fournirent de l'argent et des vivres qu'autant qu'ils y furent contraints. Les Arabes vinrent aussi, avec une partie de leurs cavaliers, joindre son armée, bien moins dans l'intention de lui servir d'auxiliaires que pour éviter ses poursuites, et surtout pour vivre, pendant la crise, aux dépens du pays, et piller les vaincus, s'il y avait une affaire.

Le Caire avait trop souffert pendant le siége qu'il avait eu à soutenir pour s'y exposer de nouveau. La plus grande tranquillité y régnait, malgré la

proximité des armées ennemies; mais en même temps qu'ils promettaient de ne faire aucun mouvement, les habitans annonçaient avec franchise qu'ils seraient forcés de se joindre aux Osmanlis, s'ils parvenaient à s'introduire dans la ville, et que les premiers soins des Français devaient être d'en garder toutes les avenues. Le général Belliard, pour mieux les contenir, s'assura de la personne des principaux cheiks, et les garda en otages dans la citadelle.

Nous avons parlé précédemment des vexations que Mourâd-Bey et son envoyé Osman-Bey Bardisi, avaient éprouvées du général Menou, et de la manière dont ses secours avaient été refusés. Cette conduite devait l'indisposer contre le chef des Français, et lui ôter l'espérance d'être protégé par eux. Lorsque les circonstances forcèrent le général Belliard à rappeler les troupes qui occupaient la Haute-Égypte, il invita Mourâd-Bey à descendre avec ses mameloucks; ce bey effectua ce mouvement avec lenteur. Une peste horrible dévastait alors ces provinces; les mameloucks en étaient attaqués, et chaque bey s'isolait dans le désert avec les siens. N'ayant pas été entraîné par des démarches ostensibles à se prononcer ouvertement avant de connaître les résultats de la campagne qui s'ouvrait, il voulait en profiter pour garder une espèce de neutralité, afin de s'arranger avec le vainqueur. Déjà il avait appris le premier succès des Anglais; des agens envoyés par eux, le pressaient d'unir ses intérêts aux leurs.

Ennemi juré des Turcs, dont il connaissait toute la perfidie, il savait qu'il ne devait en attendre qu'une vengeance, préparée d'abord par de bons traitemens; mais il pouvait espérer quelque avantage de la protection de leurs alliés; et on peut soupçonner qu'en cas d'événemens malheureux pour les Français, il s'y ménageait un appui. Ses projets éventuels n'ont cependant jamais influé sur sa conduite; il témoigna aux Français jusqu'à sa mort un attachement toujours égal, et même, à cette époque, il préparait pour eux des envois de grains dont il savait qu'ils manquaient. Leurs revers et l'inquiétude qu'il concevait pour son sort futur l'affectèrent vivement. Les chagrins ébranlèrent sa santé; il fut attaqué de la peste, et y succomba le 2 floréal, après trois jours de maladie.

Les beys et mamelouks sentirent vivement cette perte; les circonstances ne permettant pas de porter son corps au tombeau des mamelouks, où ils avaient désigné sa place près d'Aly-Bey, ils l'inhumèrent à Saouagui, près Tahta. Le plus bel hommage fut rendu à sa bravoure; ses compagnons d'armes brisèrent ses armes sur sa tombe, déclarant qu'aucun d'eux n'était digne de les porter.

Mourâd-Bey n'était pas un homme ordinaire; il possédait éminemment les défauts et les vertus qui tiennent au degré de civilisation où les mamelouks sont parvenus. Livré à toute l'impétuosité de ses passions, son premier moment était terrible, le second l'entraînait souvent dans un excès contraire.

Doué par la nature de cet ascendant qui appelle certains hommes à dominer les autres, il avait l'instinct du gouvernement sans en connaître les ressorts. Également prodigue et rapace, il donnait tout à ses amis, et pressurait ensuite le peuple pour subvenir à ses propres besoins. Joignez à ces traits généraux une force extraordinaire, une bravoure à toute épreuve, et une constance dans le malheur qui, au milieu des crises fréquentes de sa vie agitée, ne l'a jamais abandonné.

Les beys, après sa mort, reconnurent pour chef Osman-Bey Tambourgi, qu'il leur avait désigné. Il fit faire au général Belliard des protestations d'attachement aux Français, et fit annoncer des envois de grains; mais il mit beaucoup de lenteur dans tous ses mouvemens, afin de mieux régler sa conduite sur les circonstances.

Après la retraite du corps de Rahmanieh, et la rentrée de celui qui avait été reconnaître l'armée du visir, les beys voyant plusieurs armées s'avancer de concert contre le Caire, en même temps que le corps de l'Inde, arrivé à Keneh, descendait le Nil, jugèrent les affaires des Français désespérées, et qu'il convenait à leurs intérêts d'abandonner ostensiblement leur cause. Ils allèrent camper auprès du capitan-pacha et des Anglais; mais ils chargèrent en même temps Hussein-Bey, leur envoyé chez les Français, de les prévenir de cette démarche, et de les excuser, en leur annonçant qu'ils ne commettraient

aucune hostilité contre eux. En effet, ils tinrent parole.

L'armée d'Orient, lors de son arrivée en Égypte, était, huit jours après le débarquement, à Rahmanieh, dix jours plus tard, elle livrait la bataille des Pyramides. Les soldats, encore fatigués de la traversée, avaient fait toute cette route sans moyens de transport, ni par terre ni par eau, avant qu'aucun service fût organisé pour leur fournir des subsistances, harcelés continuellement par les mamelouks, les Arabes et tous les fellâhs armés; ils avaient vécu de féves, de lentilles, de maïs, de blé et de quelques bestiaux abandonnés, qu'ils trouvaient dans les villages. L'armée anglaise ne fut à Rahmanieh que soixante-trois jours après son débarquement, quoique secondée de tous les moyens qu'elle tirait de sa flotte, par un service de subsistances très bien organisé, par une flottille nombreuse sur le Nil et beaucoup de chameaux pour les transports, aidée encore de l'influence du capitan-pacha sur les habitans, qui les présentait comme les satellites de l'islamisme. Elle mit ensuite quarante jours à faire la route de Rahmanieh à Embabeh, que les troupes françaises parcouraient ordinairement en moins de quatre.

Cette lenteur du général Hutchinson ne peut être motivée que sur la crainte qu'il avait d'être battu par la réunion momentanée de toutes les forces françaises, avant que l'armée du visir ne divisât leur

attention sur plusieurs points, et par le désir de mettre assez d'ensemble dans ses mouvemens, et ceux des Turcs, pour que les Français ne pussent pas sortir du Caire, afin de combattre l'un, sans abandonner cette ville aux autres. Peut-être aussi voulait-il attendre la jonction des troupes de l'Inde. Elles étaient arrivées à Souez à la fin de germinal; une partie y avait débarqué en attendant les moyens nécessaires pour passer le désert. Ces troupes, descendues à terre, eurent des malades; la peste en fit périr un certain nombre. Le général Baird ne recevant pas assez de chameaux pour ses transports, et craignant peut-être que le visir ne fût défait par les Français, pendant qu'il passerait le désert, prit le parti de rappeler ses troupes et d'aller faire son débarquement à Cosséir. Des agens du visir furent envoyés dans la Haute-Égypte, afin d'engager les Arabes à lui fournir les chameaux nécessaires. Ce corps arriva à Cosséir le 3 prairial, à Kenëh le 19 prairial, et descendit fort lentement le Nil. Le général Baird était vers Siout, lorsque la convention pour l'évacuation du Caire fut signée.

Le général Hutchinson arriva le 28 floréal à Terranëh, avec son corps d'armée et le capitan-pacha; il y séjourna quelque temps. A Ouardan, il prit un nouveau séjour; ce fut là que les mameloucks vinrent le joindre. Il n'arriva que le 1er messidor près d'Embabëh, pour faire l'investissement de Giseh, sur la rive gauche du fleuve. Les Anglais établirent aussitôt un pont de bateaux à Chobra, pour com-

muniquer avec les Turcs, et placèrent sur chaque rive un corps de troupes pour le garder.

La position des troupes françaises au Caire devenait fort difficile : les ennemis, il est vrai, montraient toujours la même timidité ; ils employaient des forces très-considérables pour faire replier de faibles avant-postes ; mais ils les resserraient successivement sans les réunir davantage, puisque nos troupes n'en étaient pas moins dispersées dans tous les forts et sur tous les points de l'enceinte immense de cette ville, de la citadelle, de Boulac, du Vieux-Caire et de Giseh. Cette ligne de défense avait douze mille six cents toises de développement. Il fallait à la fois résister aux attaques extérieures de quarante-cinq mille hommes qui l'attaquaient, et contenir à l'intérieur une populace nombreuse, naturellement disposée aux émeutes, et qui, pouvant dès-lors prévoir que les Français évacueraient cette ville, devait chercher les moyens de se concilier le visir, pour éviter ses vengeances, et l'aider par un soulèvement à y pénétrer.

L'armée française ne pouvait faire une grande sortie avec des forces suffisantes, pour livrer bataille à l'une des armées ennemies sans dégarnir toute l'enceinte. Si elle avait agi contre l'armée anglaise, elle n'aurait pu empêcher les Turcs d'entrer dans le Caire ; et si elle avait attaqué l'armée du visir, les Anglais se seraient emparés de Giseh, où était une partie des magasins. Un pareil mouvement pouvait réussir, si les ennemis, trompés

sur la faiblesse des postes restés devant eux, laissaient échapper cet avantage; mais aussi on perdait tout par un échec.

On ne pouvait donc plus espérer de battre les ennemis sous les murs du Caire; la retraite sur Damiette, où il aurait été possible de trouver des ressources et de prendre une position défensive, était aussi peu praticable, depuis que cette ville et Lesbeh étaient occupées par les Turcs. Celle sur Alexandrie ne l'était pas davantage : les troupes auraient eu beaucoup de peine à y parvenir, en perdant au Caire tous leurs équipages, et encore elles auraient accéléré la chute de cette place, par l'épuisement des magasins. Il ne restait d'autre parti, si on abandonnait le Caire, que celui de se retirer dans la Haute-Egypte; mais il aurait fallu pouvoir y transporter des munitions, et presque toutes les barques avaient été perdues à Rahmanieh : d'ailleurs, quelles ressources espérer dans un lieu où la peste la plus affreuse dévorait les habitans?...

Si on ne trouvait pas qu'il y eût de l'avantage à abandonner le Caire, pour en sortir avec toutes les troupes disponibles, en laissant une garnison dans la citadelle, où elle se serait défendue aussi longtemps qu'il lui aurait été possible, on ne pouvait pas fonder plus d'espérance sur la ville du Caire, où il n'y avait que six mille hommes de troupes françaises en état de combattre, dispersées sur un développement immense, et trop faibles partout pour résister à une attaque sérieuse. La plupart des tous

qui défendaient l'approche de l'enceinte, pouvaient être renversées par quelques décharges d'artillerie. Tous ces postes, toutes ces fortifications, qui semblaient si redoutables aux ennemis, n'étaient réellement susceptibles que d'une défense très courte. Les troupes avaient élevé avec la plus grande activité quelques redoutes plus solides entre le Caire et Boulac. Quelques flèches ou plutôt des fossés peu profonds, creusés en avant du mur d'enceinte de Gisëh arrêtaient les Anglais : ils ouvraient la tranchée pour les attaquer. Presque aucun point n'était à l'abri d'une attaque de vive force. Un seul étant forcé, tout tombait; la réunion des corps isolés devenait impossible, chacun deux restait à la merci des ennemis; et la révolte des habitans, qui se seraient alors déclarés, aurait doublé les embarras et les pertes des Français.

Les approvisionnemens avaient été négligés et même contrariés avant la campagne. Depuis, les rentrées avaient été peu considérables, parce qu'on ne pouvait pas envoyer dans les provinces des détachemens suffisans pour en protéger la perception.

Le directeur des revenus en nature, quoique l'ennemi fût aux portes du Caire, alla dans la Haute-Égypte avec une barque armée; mais les villages, ravagés par la peste étaient déserts; il n'avait pas de troupes pour pénétrer dans l'intérieur des terres, où Mulley-Mahammed était en force, et il dut rentrer au Caire.

Quelques fourrages, qu'on fit dans la province de

Giseh, où la récolte était à peine finie, ne suffisaient pas pour fournir à la consommation des troupes et aux envois qu'on expédiait à Rahmanieh: on dut acheter des grains, et au moment du blocus, on n'avait des vivres que jusqu'à la fin de messidor.

Les caisses étaient vides au moment de l'entrée en campagne; depuis ce temps, on n'avait reçu que le produit de quelques droits levés au Caire: les officiers et diverses personnes attachées à l'armée, versèrent leurs épargnes pour subvenir aux dépenses journalières. Les magasins de l'artillerie avaient été épuisés, pour répondre aux demandes réitérées du général Menou, et tout avait été encombré à Rahmanieh. Il ne restait pas au Caire 150 coups par pièce, et on y manquait d'affûts de rechange.

La peste s'était déjà déclarée au Caire, quelque temps avant la campagne; mais depuis elle y avait fait des progrès effrayans: les vieillards ne citaient que peu de grandes épidémies dont les ravages pussent lui être comparés. On estime à quarante mille le nombre des habitans qui en furent attaqués au Caire, dans l'espace de quatre mois. Le nombre des Français qui entraient au lazaret s'était élevé jusqu'à cent cinquante par jour. Mais les médecins, qui devaient leur expérience sur cette maladie à leur courageux dévoûment, guérissaient à peu près les deux tiers des malades. La peste commençait à diminuer en messidor; les hôpitaux étaient cependant encore remplis, un grand nom-

bre de soldats s'y trouvaient retenus par la longue convalescence qui succède à cette maladie.

Le général Belliard n'avait reçu du général Menou que des lettres vagues. Le seul point sur lequel il insistât était la défense du Caire; mais il n'avait envoyé aucune instruction générale. Depuis la retraite de Rahmanieh, la communication avait été difficile; néanmoins deux détachemens de dromadaires étaient arrivés par le désert. Comme ils n'apportaient aucune instruction, le général Belliard écrivit pour en demander. Ce défaut de communication avec Alexandrie conservait en partie, aux troupes du Caire, la tranquillité morale : la terreur, l'espionnage, les divisions n'y existaient pas comme à Alexandrie. Cependant le général Menou avait établi précédemment des correspondances avec des subalternes, et était parvenu à en fanatiser quelques uns. Au lieu d'entourer de la confiance des troupes les officiers qui les commandaient, on excitait les soupçons contre plusieurs d'entre eux; on s'attachait surtout à poursuivre ceux qui étaient trop francs pour déguiser l'estime et l'attachement qu'ils avaient pour le général Reynier. Quoique toutes ces manœuvres fussent de nature à décourager les troupes, elles ne purent effacer en elles ce zèle et ce dévoûment qu'elles avaient montré dans les circonstances les plus pénibles, et qui les disposait à tout souffrir, à tout entreprendre pour conserver l'Égypte, ou du moins différer sa perte; mais il aurait fallu des moyens, et nous avons vu

qu'ils manquaient. On ne pouvait sortir, pour combattre les ennemis, sans s'exposer à de grands revers. La retraite dans la Haute-Egypte n'offrait aucune ressource. Si les ennemis tentaient une attaque contre l'une des parties de l'enceinte, ils devaient réussir à la forcer, et contraindre les troupes à se rendre à discrétion. Il ne restait donc d'autre parti, que d'imposer à des ennemis aussi pusillanimes, par une contenance fière et assurée, et de leur dicter les conditions de la retraite avant que des succès leur eussent appris à connaître leurs forces.

On proposa, le 3 messidor, une suspension d'armes. Les conférences durèrent jusqu'au 8. On avait réussi à intimider les ennemis; de faibles fortifications leur présentaient un aspect redoutable. On signa le 9 une convention par laquelle les troupes françaises devaient évacuer le Caire, avec des conditions pareilles à celles du traité d'El-A'rych. Elles emportaient leurs armes, leur artillerie, leurs équipages, emmenaient un certain nombre de chevaux et tout ce qu'elles jugeaient convenable, et devaient être conduites en France sur des bâtimens anglais. Comme on ignorait si les approvisionnemens d'Alexandrie permettraient d'en prolonger la défense, on inséra dans cette convention une clause, par laquelle cette place serait libre d'accepter, dans un délai limité, les mêmes conditions.

La garnison du Caire eut douze jours pour préparer cette évacuation; elle se rendit ensuite à

Aboukir, où elle s'embarqua; dans sa marche du Caire à Rosette, elle était accompagnée par l'armée anglaise, le corps du capitan-pacha et les mamelouks. La plus parfaite union régnait entre toutes ces troupes, soumises, peu de jours avant, à l'obligation de s'entr'égorger.

L'armée ne pouvait laisser en Égypte les restes de Kléber, d'un général dont la perte était chaque jour plus vivement sentie. La cérémonie de leur translation du fort d'Ibrahim-Bey, où ils étaient déposés, jusqu'à la djerme qui devait les transporter, fut annoncée par des salves de tous les forts. Les Anglais et les Turcs, qui avaient été prévenus, pour que ce bruit d'artillerie, dans les circonstances où l'on était ne leur donnât pas d'inquiétude, voulurent concourir à ces honneurs funèbres, et répondirent, par des salves réitérées, à celles des Français.

CHAPITRE VI.

BLOCUS D'ALEXANDRIE JUSQU'A L'ENTIÈRE CONSOMMATION DES VIVRES; SON ÉVACUATION.

Pendant que la moitié de l'armée anglaise et les deux armées turques agissaient dans l'intérieur de l'Égypte, et jusqu'après l'évacuation du Caire, il ne se passa aucun événement remarquable à Alexandrie. Les troupes étaient toujours campées sur les

hauteurs de Nicopolis, et y remuaient beaucoup de terre. On enlevait des ouvrages de la place des pièces de gros calibre, pour armer ces retranchemens. Cette position trop étendue pour le nombre des troupes, avait encore le défaut de nuire au rassemblement de forces suffisantes pour s'opposer à l'établissement des Anglais au Marabou, qui devait être leur première opération offensive: au lieu que si on s'était borné à la seule défense des ouvrages et de l'enceinte de la place, on aurait pu les dégarnir momentanément pour opposer toutes les forces à l'ennemi, sur les points où il se serait présenté. La plus grande partie des ouvriers étant employée à ce retranchement, on ne pouvait travailler que lentement à perfectionner les fortifications d'Alexandrie. On acheva cependant de revêtir sa nouvelle enceinte, et le général Menou fit construire un nouveau front, sur le bord de la mer, pour fermer, du côté du port, la place, où il était campé avec son quartier-général. La nécessité de clore d'abord la ville, et de défendre son enceinte, avait fait retarder précédemment la construction de deux forts, l'un sur la hauteur dite de *Cléopâtre*, et l'autre sur celle de la colonne de Pompée : ils étaient nécessaires pour défendre les approches, parce que l'ennemi, une fois établi sur ces points, aurait de là commandé toute la ville d'Alexandrie, le port Neuf et la communication des postes, et qu'il aurait pu s'en rendre maître en moins de six jours. On avait plusieurs fois parlé au général

Menou de l'importance de ces ouvrages ; le général Reynier les lui avait recommandés en partant. Après le départ de cet officier, on y employa un plus grand nombre d'ouvriers, et ils furent rendus susceptibles de défense. L'inondation du lac Maréotis, qui venait baigner le pied des hauteurs de la colonne de Pompée et resserrait la position des Français, rendait l'occupation de ces hauteurs encore plus importante, parce qu'elle obligeait les ennemis à n'attaquer qu'un seul front d'Alexandrie, ou à diviser leur armée pour investir entièrement cette place. Les généraux Samson et Bertrand, commandant le génie, et le général Songis, commandant l'artillerie, dirigeaient, autant qu'il dépendait d'eux, ces ouvrages, d'après un bon système de défense : mais faisant d'inutiles efforts pour éclairer le général Menou, ils durent souvent se borner à exécuter les travaux et les dispositions ridicules qu'il leur prescrivait.

Le général Menou s'était fait illusion sur l'approvisionnement d'Alexandrie et sur l'état des magasins, jusqu'au moment où toute communication avec l'intérieur de l'Égypte lui fut interdite. Ce ne fut qu'en prairial qu'on s'occupa sérieusement de mettre de l'économie dans les consommations ; on vit que les blés qui restaient en magasin seraient bientôt épuisés, et on y mêla du riz pour la fabrication du pain, d'abord dans la proportion de deux tiers de blé et d'un tiers de riz, ensuite d'une moitié de blé et d'une moitié de riz. Les Arabes,

attirés par l'appât du gain, apportèrent des blés à Alexandrie. On acheta, à très haut prix, pour les magasins de l'armée, tout ce qu'ils apportèrent. Ces convois, dont quelques uns étaient assez considérables, fournirent pendant deux mois une partie du blé nécessaire à la consommation. Les caisses étant vides, les officiers, les administrateurs, les négocians, etc., versèrent l'argent qu'ils avaient; on s'en servit pour payer les grains apportés par les Arabes, et pour quelques autres dépenses.

Quoique le spectacle de tant d'opérations désastreuses, les jalousies, les délations, et la terreur qui en était la suite, dussent porter le découragement dans toutes les âmes, chacun était cependant résolu à souffrir pour l'honneur de l'armée; et on sentait généralement que pour donner le temps de terminer les négociations de la paix, il était nécessaire de prolonger la défense d'Alexandrie.

Le général Menou, en faisant partir le général Reynier, n'avait pas écrit directement contre lui; ensuite dans des dépêches subséquentes il annonça que ce départ avait éteint tous les partis qui paralysaient ses opérations; il renouvela l'engagement de conserver l'Égypte, et continua de tromper le gouvernement par de faux rapports sur la situation de l'armée et sur les événemens de la campagne; croyant détruire, par des espérances flatteuses, l'effet que devait produire l'annonce de toutes ses fautes. Quoique la conduite du général Menou envers le général Reynier ne pût être justifiée, des

succès lui auraient cependant donné une excuse apparente; mais il fallait savoir se les procurer; il fallait pouvoir sentir que le moyen de les obtenir était la réunion de l'armée, et des manœuvres actives et audacieuses dans l'intérieur de l'Égypte; il fallait sentir qu'au lieu de rester campé dans Alexandrie, la place du général en chef était près du corps le plus considérable, qui se trouvait au Caire.

Les membres de l'Institut et de la Commission des Arts, qui, après les prémiers événemens de la campagne, étaient venus à Alexandrie, comme à l'endroit le plus sûr pour des non-combattans, avaient obtenu, à la fin de floréal, l'autorisation de partir pour la France : ils s'étaient embarqués sur un petit bâtiment. Au moment où ils sortirent du port, les Anglais leur refusèrent le passage : ils voulurent y rentrer, on les menaça de les couler : enfin, après quelques jours d'anxiété, le général Menou leva sa défense, et ils revinrent à Alexandrie, où, incorporés dans une garde nationale composée d'employés et autres Français non militaires, ils firent le service intérieur de la place.

L'article du traité d'évacuation du Caire qui donnait au général Menou la faculté d'en profiter pour la garnison d'Alexandrie, lui fut notifié le 18 messidor. Etant prévenu des négociations de paix, il était nécessaire d'en prolonger la défense aussi longtemps que les approvisionnemens et la timidité des ennemis le permettraient. On savait aussi que la flotte de l'amiral Gantheaume était en route pour

apporter des secours : la corvette *l'Héliopolis*, qui entra à la fin de prairial dans le port, avait été détachée de cette flotte, lorsqu'elle dut s'éloigner, ayant été aperçue par les Anglais à trente lieues d'Alexandrie; elle ne pouvait cependant encore y arriver et donner de nouveaux moyens de défense. On sentit généralement la force de ces motifs, et la proposition fut rejetée.

Il aurait peut-être convenu de se rendre alors un compte exact des approvisionnemens d'Alexandrie, et du temps qu'on pourrait encore y tenir; de prévoir que la première opération des Anglais serait de s'emparer du Marabou, et d'intercepter ainsi les vivres que les Arabes apportaient; de retarder le plus possible l'acceptation du traité par des négociations incidentes, et de se ménager ainsi les moyens de sauver les bâtimens qui se trouvaient encore dans le port d'Alexandrie.

Le général Menou se hâta d'expédier en France un bâtiment, pour dénoncer l'évacuation du Caire; il ne sentit pas que c'était se dénoncer lui-même, puisque cette évacuation était un résultat de ses mauvaises dispositions; puisque le principal corps de l'armée était là, lui, général en chef, aurait dû s'y trouver pour employer des moyens capables de prévenir cette évacuation. Il joignait à cette dénonciation l'annonce qu'il avait des vivres pour plusieurs mois, l'assurance de ne jamais capituler à Alexandrie, et la promesse de s'enterrer sous les ruines de cette ville. Lorsqu'on prend, à la face de

l'Europe, de pareils engagemens, il faut savoir les tenir.

Les armées anglaise et turque avaient suivi la garnison du Caire jusqu'à Aboukir : dès que la plus grande partie en fut embarquée, leurs généraux, apprenant que les propositions relatives à l'évacuation d'Alexandrie avaient été rejetées, et que les Arabes y portaient des vivres; ignorant aussi combien de temps la garnison pourrait y subsister, se déterminèrent à entreprendre des opérations pour en accélérer la reddition.

Le 28 thermidor, ils augmentèrent la flottille qu'ils avaient dans le lac Maréotis, et y firent entrer un grand nombre de chaloupes et de petites barques pour le transport des troupes. Ils projetèrent de détourner l'attention des Français par une fausse attaque sur le camp des hauteurs de Nicopolis, tandis qu'ils débarqueraient près du Marabou, et s'établiraient sur la langue de terre qui sépare le lac de la mer. Nous avons vu plus haut qu'outre le défaut qu'avait la position de Nicopolis, d'être trop étendue pour un aussi petit nombre de troupes françaises, elle avait encore celui d'occuper toutes les forces disponibles, et qu'il n'en restait plus suffisamment pour opposer aux autres attaques.

Le 29 thermidor, avant le jour, une troupe de deux mille Albanais attaqua un mamelon qui domine le bord de la mer, en avant de la gauche du camp des Français, et travailla aussitôt à s'y retrancher. L'avant-poste qui l'occupait se retira dans les

retranchemens, dont l'artillerie tira avec succès sur les ennemis; deux compagnies de grenadiers sortirent alors, coururent sur eux et les forcèrent à fuir en abandonnant plusieurs morts et blessés. Ils se réunirent près du camp des Anglais, et se bornèrent à tirailler, pendant le reste de la journée, avec les avant-postes. L'armée anglaise avait marché pendant ce temps; six mille hommes se déployèrent derrière la hauteur située entre les étangs et le premier pont du canal d'Alexandrie; l'avant-poste qui y était se retira vers ce point. Cette hauteur étant à portée de canon du camp des Français, les Anglais restèrent masqués derrière elle et ne firent paraître qu'un petit corps de troupes. Le général Menou envoya deux compagnies de grenadiers de la 25e, deux autres de la 75e, ainsi qu'un bataillon de cette demi-brigade, en tout quatre cents hommes, pour chasser ce corps de six mille hommes. Les soldats exécutèrent cet ordre avec toute la valeur qu'on pouvait attendre d'eux. Ils montèrent sur la hauteur au pas de charge, et chassèrent les premiers tirailleurs anglais; mais, arrivés vers la crête, ils reçurent la décharge de la ligne anglaise; et se voyant trop faibles, ils regagnèrent le camp sans que les ennemis fissent aucun mouvement pour les poursuivre; ils avaient de la cavalerie et n'en profitèrent pas pour couper la retraite à cette petite troupe.

On apercevait alors le lac Maréotis couvert de barques et de chaloupes remplies de troupes, protégées par cinquante chaloupes et barques canon-

nières. Toute cette flottille était déjà, au lever du soleil, en face de la colonne de Pompée; le vent contraire avait retardé sa marche et l'avait empêché d'arriver, au point du jour, au lieu du débarquement. On la voyait se diriger vers l'embouchure d'un canal comblé, par lequel le lac Maréotis communiquait autrefois avec la mer. C'était là que les dix-huit chaloupes qui composaient la flottille française étaient placées, sous la protection de trois pièces de 18, depuis qu'on avait évacué l'île de Mariout, quelques jours auparavant. Il était évident que cette flottille se dirigeait sur ce point, et qu'elle irait débarquer les troupes un peu plus loin, afin de s'établir sur la langue de terre du Marabou, et d'attaquer ce poste; mais on ne put jamais le faire comprendre au général Menou. Le général Songis, qui pénétra le premier le dessein des ennemis, lui dit vainement de ne pas s'inquiéter de leur fausse attaque sur le camp de Nicopolis, et de faire marcher des troupes pour s'opposer à l'exécution de leur attaque réelle. Il resta toujours, avec le principal corps, au camp de Nicopolis, et ne fit suivre la marche de la flottille que par un bataillon de la 21e légère, cent guides à pied et cent vingt dragons. Ce corps, de cinq cents hommes seulement, marcha à la hauteur de la flottille jusque vers le Marabou, où les barques se divisèrent sur deux points différens. Il était trop faible pour empêcher les six mille hommes que portait cette flottille de s'établir sur une plage unie, commandée par le feu de toutes

les chaloupes canonnières, et se retira vers les ravins de l'ancien canal. La flottille française était trop inférieure à celle des ennemis pour se maintenir sur le lac; il n'existait aucune anse où elle pût se mettre à l'abri, et devenait inutile. On voulut essayer de la convertir en brûlots lorsque la flottille anglaise passa, afin d'y mettre du désordre; mais le vent ne favorisait pas ce projet; elle brûla trop loin pour leur faire du mal.

Les Anglais, après s'être établis à terre, attaquèrent le poste du Marabou, et le canonnèrent vivement par terre et par mer. Ce poste, qui n'était qu'une ancienne mosquée bâtie sur un rocher détaché du continent, fut bientôt détruit; il capitula le 3 fructidor. De trois avisos qui étaient mouillés près de ce fort, deux furent coulés, et le troisième rentra, dès le 1er fructidor, à Alexandrie, fort endommagé.

Après la prise du Marabou, les Anglais firent entrer, le 4 fructidor, dans la partie est du port Vieux, une frégate, six corvettes et plusieurs bâtimens légers, et canonnèrent vivement le corps de troupes qui s'était posté, le 29 thermidor, sur les bords de l'ancien canal. Ils prenaient de revers sa droite, tandis que le feu de la flottille du lac Maréotis écrasait sa gauche. L'armée anglaise vint en même temps occuper cette position : elle était forte alors de plus de huit mille hommes, parce qu'elle avait reçu des renforts, entre autres, un régiment de dragons et cinq cents mamelouckes. Malgré cette

supériorité, elle ne poussa pas vivement le petit corps de six cents Français qui, parfaitement dirigés par le général Eppler, les arrêta un moment, et se retira ensuite en bon ordre.

Les troupes françaises prirent alors position; la droite au fort Leturcq, et la gauche sur les hauteurs de la colonne de Pompée. On tira quelques troupes du corps de Nicopolis pour occuper ces dernières; il restait seulement deux mille deux cents hommes pour défendre ce front et les retranchemens du camp de Nicopolis contre l'armée anglaise. Le reste des troupes gardait les ouvrages d'Alexandrie, avec les marins, les invalides, les convalescens et la garde nationale.

Il était surtout nécessaire d'empêcher les ennemis de s'emparer du fort Leturcq, parce que, s'ils y avaient établi des batteries, ils pouvaient de là couler tous les bâtimens qui étaient dans le port Vieux.

Les Anglais restèrent quelques jours sans rien entreprendre; mais le 8, vers onze heures du soir, environ huit cents cavaliers anglais et mamelouks tournèrent les premiers avant-postes, et en enlevèrent quelques uns, tandis qu'une colonne d'infanterie suivait le bord de la mer. Les troisièmes bataillons des 18e et 21e l'arrêtèrent assez long-temps; mais se voyant pris en flanc par la cavalerie, ils se retirèrent sur le fort Leturcq. Les Anglais n'ayant pu réussir à enlever ce fort dans cette surprise, s'établirent auprès, et commencèrent des tranchées pour l'attaquer dans les règles.

Les troupes étaient disséminées autour d'Alexandrie, et partout trop faibles pour résister aux attaques des ennemis, qui, sur tous les points, pouvaient se présenter avec des forces infiniment plus nombreuses. Le seul parti à prendre pour en prolonger la défense, était de la considérer comme un grand camp retranché, de se renfermer dans les ouvrages, et de conserver toujours au centre un gros corps disponible, qu'on aurait opposé à l'ennemi sur les points où il aurait attaqué l'enceinte. Pour cet effet, il aurait fallu évacuer le camp de Nicopolis, et ne conserver en dehors de la place que le fort Leturcq, les hauteurs de la colonne de Pompée, une partie de l'enceinte des Arabes et la redoute de Cléopâtre. Par ce moyen, on aurait pu disputer encore quelque temps la prise d'Alexandrie contre des ennemis peu entreprenans; mais, lors même que le général Menou aurait su prendre ce parti, il n'était plus temps de l'adopter, parce que les vivres et l'eau allaient manquer : il n'en restait que jusqu'aux premiers jours de vendémiaire. Les soldats, qui ne recevaient depuis long-temps que du pain composé de moitié blé et moitié riz et un peu de viande de cheval, étaient épuisés par cette mauvaise nourriture; et l'eau, devenue saumâtre, donnait naissance à beaucoup de maladies, particulièrement au scorbut; les hôpitaux étaient encombrés de plus de deux mille malades : d'autres, convalescens ou éclopés, n'étaient en état de faire que le service des forts; il ne restait pas trois mille hommes en état de se

battre, et ils étaient accablés par les privations et la fatigue des journées précédentes.

D'après ces réflexions, on fut convaincu que lors même qu'on pourrait encore défendre quelque temps Alexandrie, la famine forcerait bientôt à capituler, et qu'il valait mieux s'y résoudre avant que les Anglais eussent resserré davantage la place et obtenu quelque succès, parce qu'on pouvait encore leur dicter les conditions de l'évacuation; mais personne n'osait en parler au général Menou, qui ne savait ni comment combattre, ni comment capituler. Cependant quelques généraux et chefs de corps lui firent part de leur opinion le 9 fructidor. Le général Menou envoya aussitôt aux Anglais un parlementaire, pour demander une suspension d'armes de trois jours, pendant lesquels on traiterait de l'évacuation : elle lui fut accordée. Les généraux furent assemblés le lendemain en conseil de guerre: on y arrêta qu'il était inutile de prolonger la défense, et on fixa les conditions qu'on pourrait proposer. Le général Menou, toujours fidèle à son système de rejeter ses fautes sur les autres, dit que c'était l'évacuation du Caire qui entraînait celle d'Alexandrie, et ne parla plus de s'ensevelir sous les murs de cette place. Il fut dressé procès-verbal de ce conseil de guerre et des motifs qui déterminaient à traiter; la capitulation fut signée le 12, et ratifiée le 13 par les généraux en chef.

On remit, le 15 fructidor, les forts Léturcq et Duvivier et le camp de Niçopolis aux Anglais, qui

s'engagèrent à fournir les bâtimens nécessaires au transport de la garnison en France : elle s'embarqua avec armes et bagages. Les trois frégates et les autres bâtimens qui se trouvaient dans le port d'Alexandrie furent remis aux ennemis. Le capitaine Villeneuve commandait ces frégates : il avait voulu, lorsqu'on se disposait à capituler, essayer de sortir pendant la nuit, afin de sauver ces bâtimens, s'il était possible, ou de ne les perdre au moins qu'après un combat ; mais il n'avait pu en obtenir l'agrément du général Menou.

On avait maladroitement inséré dans la capitulation un article relatif aux collections faites par les membres de l'Institut et de la Commission des Arts : les Anglais n'avaient pas voulu l'accorder, mais les naturalistes, par leur fermeté dans le refus d'abandonner leurs collections, et la menace de les brûler, surmontèrent ces difficultés : on ne laissa que quelques statues grossièrement sculptées et un sarcophage de granit.

Les troupes s'embarquèrent dans la première décade de vendémiaire. Quelques bâtimens quittaient les côtes d'Égypte lorsqu'on signait à Londres les préliminaires de la paix et l'article par lequel cette province devait être restituée aux Turcs.

Ainsi s'est terminée l'expédition d'Égypte. Tant il est vrai qu'un chef inhabile détruit par sa seule influence tous les ressorts qui lui sont confiés ; mais peu d'armées sans doute ont plus de droits à l'admiration que celle d'Orient. Transportée sur un sol

étranger, l'événement funeste du combat naval d'Aboukir pose une barrière entre elle et sa patrie; elle n'en est point abattue; une marche rapide la porte au centre du pays, tous ses pas y sont marqués par des victoires; chaque jour lui offrait des fatigues sans nombre, des dangers toujours renaissans, des privations de tous les genres, aucune de ces jouissances qui, avec les combats, partagent les momens du militaire et lui font oublier les fatigues de la guerre. Tous, officiers, soldats, supportaient volontiers cette existence pénible, appréciant, par l'opiniâtreté que les ennemis mettaient dans leurs attaques réitérées, combien la possession de l'Égypte serait utile à leur patrie; et cette idée compensait à leurs yeux tout ce qu'ils avaient à souffrir.

Les revers qu'elle a éprouvés dans la dernière campagne, n'atteignent point sa gloire. Disséminée par les dispositions de son chef, elle a long-temps imposé sur tous les points à des ennemis toujours supérieurs en nombre; et son attitude fière, dans les momens les plus difficiles, a constamment ralenti leur marche.

La seule opération qui fasse honneur aux Anglais, est leur débarquement, et ils en doivent la réussite à leur marine; car six mille hommes qu'elle parvint à jeter à la fois sur la côte, furent ébranlés par dix-sept cents hommes, obligés de veiller en même temps sur toute l'étendue de la baie d'Aboukir, et qui, par conséquent, ne purent agir ensemble sur le point d'attaque.

L'armée anglaise, après son débarquement, ne tenta que le 22 ventose de s'approcher d'Alexandrie. Elle aurait dû y rencontrer l'armée française réunie; il n'y avait que quatre mille hommes qui lui disputèrent le terrain et l'intimidèrent au point qu'elle n'osa attaquer cette place; et loin de profiter de cet avantage, elle prend la défensive et se retranche.

Le 30 ventose, les Français vont l'attaquer, dans une position resserrée qu'elle avait eu le temps de fortifier; des chaloupes canonnières sur la mer et sur le lac Maadiëh couvraient ses flancs; le nombre de ses troupes était double. L'obscurité de la nuit, la mort de plusieurs chefs jette du désordre dans l'armée française, et celui qui la commande se tenant à l'écart ne peut la réorganiser lui-même, et n'en veut confier le soin à personne; il fait écraser la cavalerie; l'armée est obligée de se retirer, et les Anglais manquent encore cette occasion de profiter de leurs succès.

Renfermés dans leurs retranchemens, ils n'essaient d'en sortir que vingt jours après, pour aller à Rosette, poste important pour eux, et que l'armée ne protégeait pas.

Ils y restent un mois avant de s'étendre du côté de Rahmaniëh, qu'il leur était également utile d'occuper pour intercepter toute communication entre Alexandrie et le Caire. Le corps de troupes françaises qu'ils y trouvent, trop faible pour leur résister, se retire sur le Caire: il était de leur intérêt

d'en suivre rapidement la marche, et ils emploient quarante jours à parcourir un espace que les Français parcouraient ordinairement en quatre.

Ils arrivent enfin au Caire avec le capitan-pacha; là ils se joignent au visir, et ces armées réunies, six fois plus nombreuses que les Français, craignent encore les chances des combats, et reçoivent la loi plutôt qu'elles ne la dictent, dans le traité d'évacuation.

Ils redescendent ensuite vers Alexandrie; la même lenteur y préside à toutes leurs opérations, et c'est le défaut de vivres, bien plus que leur audace, qui en accélère la chute.

L'expédition des Anglais a réussi, mais ils n'y ont recueilli que la gloire du succès, parce que jamais ils ne surent commander la victoire, ni par leurs dispositions, ni par leur bravoure, ni par leur audace. Leur marche timide malgré leur énorme supériorité, dénote aisément quelle aurait été leur destinée, si le chef de l'armée d'Orient avait été digne d'elle.

EXTRAIT DU JOURNAL

DU

CHEF DE BRIGADE DU GÉNIE D'HAUTPOUL.

PRISE DE ROSETTE PAR LES ANGLAIS. — MARCHE CONTRE LE VISIR. — CAPITULATION DU CAIRE.

L'ennemi s'empara de Rosette vers le 15 germinal. Le bataillon de la 85e qui y était effectua sa retraite par le Delta, et se rendit à Rahmanieh. On laissa dans le fort Julien une compagnie d'invalides pour le défendre.

Le général en chef, décidé à reprendre Rosette, fit partir d'abord le général Valentin, puis le général Lagrange, son chef d'état-major, qui vint camper à El-Aft, village qui se trouve à trois lieues au-dessous de Rahmanieh, et à huit lieues de Rosette.

Le général Morand, d'après les ordres qu'il avait reçus du général en chef, avait laissé à Lesbeh deux cents hommes, et était arrivé à Rahmanieh avec la 2e légère, et une compagnie d'artillerie légère.

Le camp était assis derrière des monticules formés par le curage successif du canal, sa droite appuyée sur le Nil; de l'autre côté du fleuve était la ville de Fouah, qui lui fournissait les vivres; sa gauche se prolongeait vers une plaine rase que

l'ennemi pouvait facilement tourner : il pouvait en outre, venir à Birket par une très belle route qui partait d'Édraux; et, en nous dérobant une marche de nuit, il pouvait être avant nous à Rahmanieh. Malgré tous ces désavantages, le général Lagrange voulut conserver son camp.

Il avait avec lui la 2e et la 4e légère, la 13e, 69e et 85e de ligne, le 7e de hussards, le 20e de dragons, et des détachemens du 22e de chasseurs, et du 14e régiment de dragons.

Le général Bron vint le joindre quelques heures après avec le 15e de dragons, et le reste du 22e de chasseurs; ce qui lui faisait en tout sept à huit cents hommes de cavalerie, et près de trois mille hommes d'infanterie.

Dès le premier jour de son arrivée, il jugea par une reconnaissance qu'il fit lui-même, que l'ennemi était fort difficile à attaquer, et qu'en supposant qu'il le forçât à abandonner la position qu'il occupait à trois lieues en avant de Rosette, et à se replier sur cette ville, il lui serait impossible de déloger les Turcs une fois qu'ils se seraient placés dans les maisons de la ville. Il résolut donc d'attendre l'ennemi dans sa position, toute mauvaise qu'elle était.

On fit plusieurs batteries sur le Nil pour en défendre le passage aux chaloupes canonnières. On coula plusieurs barques, dans une seconde branche du côté du Delta, pour en rendre le passage également impossible. On forma, au moyen des monti-

cules en avant du camp, et d'un village sur la droite, un camp retranché; mais la gauche était une plaine rase qu'on n'espérait défendre qu'au moyen de la cavalerie et de l'artillerie légère.

15 *floréal*. — ÉVACUATION DU CAMP D'EL-AFT.

L'ennemi parut le 15 floréal, et se campa deux lieues en avant de nous; le Nil était couvert de chaloupes canonnières, de barques, et d'avisos qui pénétrèrent dans le Nil après la prise du fort Julien, qui se défendit vigoureusement, mais qui, n'ayant point été secouru, fut obligé de se rendre. Son avant-garde était placée au village de Peirouth, à trois quarts de lieue de notre camp : il fila un corps considérable d'Osmanlis qui pénétra en même temps par le Delta avec plusieurs pièces de canon, et vint s'emparer de Fouah.

Les barques qui nous apportaient journellement le pain de Rahmanieh ne purent plus passer vis-à-vis Fouah. La fusillade et le canon des Osmanlis les en empêchèrent; nous n'avions aucun chameau à Rahmanieh, en sorte que l'ennemi nous ôtant nos moyens de transport par eau, nous obligeait par une opération bien simple à nous retirer sur Rahmanieh, ce que nous fîmes la nuit même.

Le général Lagrange n'avait pas voulu occuper Fouah, afin de ne point s'affaiblir.

Nous avions à El-Aft trois djermes armées, dont deux se sauvèrent, la troisième fut brûlée. Nous

perdîmes aussi quelques barques chargées de grains qui ne purent passer sous le feu des batteries de Fouah.

Nous travaillâmes à terminer une batterie de gros calibre, placée dans l'île vis-à-vis Rahmanieh, et qui devait défendre le passage du Nil. Nous fîmes plusieurs batteries pour défendre le village de Rahmanieh, dans lequel nous avions près de quatre cents malades ou blessés, et notre munitionnaire. Nous appuyâmes notre droite à des hauteurs qui bordent le canal d'Alexandrie, sur lesquelles nous fîmes quelques batteries, la gauche était appuyée au village de Rahmanieh; nous fîmes trois batteries sur le front.

Le camp était assis dans un bas-fond, ayant en avant de lui un rideau qui se défilait de la plaine; la redoute de Rahmanieh était placée au centre, et flanquait les ouvrages que l'on avait faits sur le front.

Nous avions près de cent cinquante barques chargées de provisions, de blé, et de munitions de guerre, le tout destiné pour Alexandrie; mais le général en chef, qui avait gardé jusqu'au dernier moment toute sa cavalerie dans cette place, avait épuisé tous les magasins de fourrage, en sorte que les nombreuses caravanes qui arrivaient d'Alexandrie à Rahmanieh n'étaient occupées qu'à transporter de l'orge et des fèves. Les cent cinquante barques étaient placées derrière la redoute de Rahmanieh, dans une petite branche du Nil.

L'ennemi parut le 19 floréal au matin; il fit pas-

ser du côté du Delta un corps d'environ deux mille Osmanlis et un bataillon anglais; nous avions de l'autre côté du fleuve trois compagnies de grenadiers, qui, après s'être battues toute la matinée, furent obligées de céder au nombre et de repasser le Nil. Cependant l'ennemi marchait toujours sur Rahmanieh, suivi d'une vingtaine d'avisos, de plusieurs djermes armées, de beaucoup de barques et de chaloupes canonnières, qui, malgré le feu de nos pièces de huit, se placèrent sur les derrières de notre camp, et nous inquiétèrent beaucoup. Vers midi, l'ennemi se déploya; les Anglais occupaient la droite, les Turcs la gauche, qui s'appuyait au Nil; la cavalerie était au centre. Les Anglais avaient environ six mille hommes, et trois escadrons de cavalerie. Les Turcs pouvaient également être six mille hommes, et huit cents chevaux : il est à remarquer que sur ces six mille Turcs, il y en avait près de trois mille qui faisaient l'exercice à l'européenne.

L'attaque commença par les Turcs, qui longeaient le fleuve et suivaient les chaloupes canonnières. Notre cavalerie, qui s'était portée en avant, se replia derrière le canal d'Alexandrie. Les Turcs et les Anglais envoyèrent beaucoup de tirailleurs; deux cents hussards et chasseurs leur tinrent tête.

Sur les trois heures, les Anglais firent un mouvement subit sur leur droite, pour s'emparer de deux ou trois villages fort éloignés de notre front; ils dégarnirent beaucoup leur centre par ce mouve-

ment ; mais obligés de garder Rahmanieh, et craignant d'ailleurs que ce ne fût une feinte de leur part, nous nous bornâmes à repousser les Turcs sans les poursuivre. Le général Lagrange plaça sa cavalerie à la hauteur des villages qu'occupaient les Anglais pour éclairer leurs mouvemens. Trois fois les Turcs attaquèrent notre droite, et trois fois ils furent repoussés par le général Morand. Enfin, à huit heures du soir, la 2e légère les repoussa si vivement, que les Anglais furent obligés d'envoyer quelques compagnies à leur secours.

Toutes ces attaques nous faisaient perdre du monde inutilement ; les chaloupes canonnières continuaient leur feu, et leurs boulets sillonnaient tout le camp. Nous avions déjà près de cent hommes hors de combat, et les Anglais n'avaient pas encore donné. Leur projet bien marqué était de nous tourner et de nous couper la retraite sur le Caire. Le général Lagrange, jugeant la position trop mauvaise pour la défendre contre des forces quadruples des siennes, effectua pendant la nuit sa retraite sur le Caire.

Le 18 floréal, l'ennemi avait paru du côté du Delta ; prévoyant son attaque prochaine, on avait conseillé au général Lagrange de faire partir les barques chargées de provisions et de munitions, et de les envoyer sous la protection des djermes armées, trois ou quatre lieues au-dessus de Rahmanieh : il s'y refusa, sous prétexte que cela produirait un mauvais effet sur le moral des troupes. Cette faible

raison nous fit perdre un convoi qui valait plus de 800,000 livres, et des munitions de guerre de toute espèce, au moment où nous manquions de tout au Caire.

Le général en chef avait écrit au général Lagrange, dès le 11 floréal, qu'il allait partir d'Alexandrie pour le joindre avec deux mille hommes d'infanterie, et le reste de la cavalerie. Le général Rampon, qui venait d'être nommé, avec le général Friant, lieutenant-général, avait l'ordre à Alexandrie, depuis plus de douze jours, de se tenir prêt à partir. Si ce renfort nous était arrivé, la victoire aurait pu couronner nos efforts à Rahmanieh.

Nous partîmes à deux heures du matin, le 20 floréal, de Rahmanieh, et nous arrivâmes le 24, à dix heures du matin, au Caire. Nous eûmes pendant toute la route un kamsin affreux.

Le général Belliard ne sut notre arrivée qu'au moment où nous parûmes à Embabeh. Le soir du 24, le chef de bataillon Henry, premier aide-de-camp du général en chef, partit avec un détachement de dromadaires, pour se rendre à Alexandrie, par les lacs Natron, et prévenir le général en chef de l'évacuation de Rahmanieh. On ne conçoit pas pourquoi le général Lagrange n'avait pas fait partir ce détachement de Rahmanieh même. A la faveur de la nuit, il eût passé très facilement; et en faisant un léger crochet, il eût gagné la route ordinaire d'Alexandrie, et aurait prévenu la caravane que conduisait le chef de brigade des dromadaires-cavaliers.

Cette caravane, composée de plus de six cents Français et quatre cents chameaux, ignorant la prise de Rahmanieh, vint tomber elle-même au milieu des ennemis, et fut obligée de mettre bas les armes.

25 *floréal*. — PREMIER CONSEIL DE GUERRE.

Le 25 floréal, le général Belliard, commandant la place du Caire, assembla un conseil de guerre composé des généraux de division Lagrange et Robin; des généraux de brigade Donzelot, Morand, Alméras, Valentin, Duranteau, et du général Bron, commandant la cavalerie; du chef de brigade d'Hautpoul, commandant le génie; du chef de bataillon Ruty, commandant l'artillerie; du citoyen Estève; du chef de bataillon Dermot, directeur du parc d'artillerie, et du commissaire-ordonnateur Duprat.

Le général Belliard, en ouvrant la séance, dit que, comme plus ancien général de division, il avait pris le commandement; mais que ne se sentant pas les forces suffisantes pour supporter ce fardeau, il demandait que les généraux de division Lagrange et Robin se réunissent à lui, pour n'agir que de concert. Cette proposition ne fut point appuyée; les généraux de division ne parlèrent pas; en sorte qu'elle fut regardée comme non avenue.

Trois questions furent discutées dans le conseil:

1°. Se retirera-t-on dans la Haute-Égypte?

2°. Se retirera-t-on à Damiette?

3°. Ou se défendra-t-on dans l'enceinte du Caire?

La retraite dans la Haute-Égypte ne fut pas long-temps discutée. Le général Donzelot, qui comptait beaucoup trop sur les mamelouckes, en était le seul partisan.

La retraite sur Damiette, proposée et fortement appuyée par le commandant du génie, aurait peut-être été acceptée par le conseil, si, dès l'ouverture de la séance, le général Belliard n'avait dit que les chaloupes canonnières de l'ennemi étaient déjà à Terraneh, et qu'elles seraient au ventre de la Vache avant que tous nos moyens de transport pussent être rassemblés. Ce fait, qu'il avait avancé sur le rapport des espions, était inexact, puisque l'ennemi ne se trouva au ventre de la Vache que quinze jours après. Voici une partie des raisons alléguées en faveur de la retraite sur Damiette.

1°. On regardait comme une folie le projet de résister dans le Caire; il fallait, avec six ou sept mille hommes, défendre une enceinte de six lieues de tour, peu ou point fortifiée dans les trois quarts de son circuit; il fallait, en outre, contenir une population qui n'avait que trop prouvé son penchant à la révolte. Il eût été ridicule de vouloir enfermer près de douze mille Français, en y comprenant les malades et les blessés, dans la citadelle du Caire. On ne pouvait donc se retirer que sur Gisch; mais les mamelouckes, devenant nos ennemis, nous coupaient les vivres qui venaient journellement de la Haute-Égypte; on n'avait plus alors aucun moyen d'exister.

En outre, qu'était Gisch? un espace renfermé

par des murs de jardins, que trois ou quatre coups de canon auraient mis en brèche.

On proposait de se retirer dans la Haute-Égypte; mais à quoi servait une pareille retraite? Les Anglais et les Turcs, contens d'occuper le Caire et toute la Basse-Égypte, nous auraient lancé les mamelouckes, les Arabes, et peut-être toute la cavalerie turque, qui se serait bornée à nous harceler et à nous couper les vivres. Ces troupes eussent été en cela bien secondées par les paysans des villages, qui étaient toujours prêts à se révolter. D'ailleurs, quel doit être le projet d'un faible corps d'armée qui veut se défendre contre des forces beaucoup plus considérables? c'est sans contredit de chercher une position militaire où il puisse avec avantage se défendre et arrêter son ennemi. Damiette offrait cette position, et il suffit de jeter les yeux sur une carte pour s'en convaincre.

Farescour est à environ cinq lieues de Damiette, et le chemin qui y conduit n'est, sur une étendue de deux lieues, qu'une simple digue de six pieds de large, bordée d'un côté par les eaux salées du lac Menzaléh, et de l'autre, par le Nil, des rivières et des marais impraticables. Il suffisait donc d'occuper cette digue, de former une forte batterie sur le Nil, peu large en cet endroit, et de faire retirer l'armée dans la presqu'île de Damiette.

Une forte avant-garde, placée à Farescour, aurait continuellement menacé la Charkié et aurait pu faire de fréquentes incursions pour fourrager et

ramasser des impositions. Tout le monde sent que huit à neuf mille fantassins étaient inattaquables dans une pareille position.

On avait l'avantage de conserver Damiette, qui, après Alexandrie, est le seul point de contact que l'Égypte ait avec l'Europe.

La seule objection qu'on pouvait faire était celle des vivres; mais l'on répondait que la ville de Damiette était peut-être celle de toute l'Égypte où il y avait le plus de ressources. Les magasins étaient encombrés de riz, la récolte en blé venait de se faire, et le voisinage du lac Menzaléh produit une quantité de poissons étonnante, sans compter les buffles et les moutons, qui sont fort nombreux dans la campagne. Les bœufs employés aux manufactures de riz auraient seuls fourni de la viande pour plus de six mois à toute l'armée.

D'ailleurs, en proposant la retraite sur Damiette, on ne voulait point évacuer la citadelle du Caire; on y aurait laissé tous les malades et une garnison suffisante. L'armée serait venue prendre une position à Manzourah, et derrière le canal d'Achemoun; elle eût, chemin faisant, imposé les villages et les villes, et fait filer sur Damiette tous les grains et les fourrages, et cela, avec d'autant plus de sécurité, que les Turcs, naturellement avides, se seraient précipités dans le Caire, et nous auraient laissé fort long-temps tranquilles dans tout la Charkié. Les Anglais, craignant pour Rahmaniéh et Rosette, se seraient incontestablement rejetés sur ces deux points. On conçoit quel parti un général habile aurait pu

tirer du Delta et de Menzaléh. On ose assurer, et l'on répondait sur sa tête, que l'on aurait ramassé assez d'argent pour payer l'armée pendant six mois, et assez de vivres pour la nourrir pendant un an.

On est fortement autorisé à croire que le général Belliard appréciait les avantages de ce projet, et qu'il penchait à se retirer sur Damiette. Mais il n'osa pas prendre sur lui d'ordonner l'évacuation du Caire; et il fut résolu, tout en disant et en convenant que c'était une folie, que l'on défendrait l'enceinte de cette place.

Le visir était à Belbéis. On convint de partir le lendemain pour aller le combattre. L'armée, commandée par le général Belliard, partit du Caire le 26 au matin, et alla coucher à El-Mênager le 27. Elle rencontra l'ennemi à deux lieues au-dessus d'El-Mênager. Le général Belliard avait formé trois carrés; l'un commandé par le général Robin, et les deux autres par le général Lagrange. La cavalerie était au centre en seconde ligne. Ces carrés pouvaient former en tout cinq mille hommes, et la cavalerie huit cents chevaux.

Nous marchions en côtoyant le désert. Arrivés à la hauteur d'un village (dont on ignore le nom), on aperçut un nombreux corps de cavalerie, qui déboucha de droite et de gauche, et se porta sur nos derrières; on vit également dans le lointain une nombreuse troupe qui paraissait marcher en ligne: nous continuâmes notre route; mais, arrivés à demi-portée de canon du village, nous fûmes assaillis par une batterie de six pièces

qui donna en plein dans nos carrés. En même temps la cavalerie ennemie parut s'ébranler et vouloir exécuter une charge. Le général Belliard fit retirer ses carrés sur des hauteurs hors de la portée du canon; il canonna lui-même vigoureusement la cavalerie ennemie, et parvint à l'éloigner. Il se rapprocha un peu du village, et avec une pièce de 12 et quelques pièces de 8 de notre artillerie légère, il combattit les pièces ennemies, et fit bientôt cesser leur feu.

Peu de temps après l'on aperçut deux pièces ennemies qui filaient le long d'un canal, on ordonna au 6e régiment de hussards et au 20e de dragons de charger; ils prirent une des deux pièces; comme les chevaux qui la traînaient étaient blessés et fatigués, on fut obligé de la laisser, après l'avoir enclouée.

Il était environ dix heures du matin; les troupes, qui étaient sur pied depuis trois, étaient fatiguées et surtout mouraient de soif. Le général Belliard voulant les faire reposer, ordonna de se porter sur un village qui se trouvait à notre gauche. Ce mouvement de côté, très simple par lui-même, parut à l'ennemi un mouvement de retraite, et lui donna une audace inconcevable; il lui arriva du canon et des obusiers; bientôt il nous attaqua de toutes parts, et nous obligea à regagner promptement les hauteurs.

Si, au lieu de se porter sur le village vers la gauche, nous avions été au village en avant, notre

marche, plus simple, n'aurait pu être mal interprétée par l'ennemi, et ne nous aurait pas obligés de quitter la ligne du désert et les monticules que nous occupions. Souvent, dans la guerre, le mouvement le plus simple est de la plus grande conséquence. L'ennemi pouvait avoir sept à huit mille hommes de cavalerie, douze à quinze cents hommes d'infanterie, et sept à huit pièces de canon, dont deux obusiers.

Le général Belliard était loin, sans doute, de craindre de pareilles forces; mais il lui était impossible de les joindre, et par conséquent de les battre; il ne pouvait atteindre de telles troupes qu'avec du canon : aussitôt qu'il faisait un mouvement en avant, toute cette cavalerie passait sur les derrières et sur les flancs. Faisait-il un mouvement rétrograde, elle voltigeait autour de lui, et menaçait de le tourner de toutes parts. Enfin, après avoir usé les deux tiers de ses munitions, le général Belliard craignant avec raison que l'ennemi ne se portât sur le Caire, où il aurait infailliblement pénétré, n'y ayant pas assez de troupes pour garder une aussi grande enceinte, se retira, vint coucher à Birket-el-Adji, et rentra le lendemain de bon matin au Caire.

L'ennemi nous suivit avec vigueur jusqu'à El-Anka : il nous abandonna à cette hauteur, et se retira du côté de Belbéis.

Il est impossible d'évaluer la perte de l'ennemi; les espions la portèrent à trois cents morts;

de notre côté, nous eûmes une vingtaine d'hommes de tués ou blessés.

Il faut convenir que cette attaque fut résolue bien légèrement. On avait appris l'année dernière, lors de la bataille d'Héliopolis, la manière dont les Turcs combattaient : on devait savoir que leur cavalerie cernait nos carrés, toujours prête à profiter d'un faux mouvement, tandis que nous ne pouvions rien sur elle ; leur infanterie, même en plaine, ne pouvait être atteinte par la nôtre, dont tous les mouvemens étaient subordonnés à ceux d'un énorme carré : on ne pouvait donc avoir pour but, en sortant du Caire, que d'aller attaquer Belbéis, où le visir avait son camp et toutes ses provisions : il fallait donc être conséquent, et ne point sortir du Caire dans la crainte que l'ennemi ne s'y jetât, ou bien une fois sorti, il fallait attaquer Belbéis, qui était le seul but raisonnable que l'on avait pu se proposer.

Notre retraite précipitée fit un assez mauvais effet dans la ville : cependant, comme on avait eu la précaution d'arrêter tous les chefs, et que le sac-cage de Boulac, et d'une partie du Caire était encore présent à tous les yeux, la ville ne bougea pas.

Aussitôt le départ du général en chef pour Alexandrie, on avait commencé la ligne retranchée qui devait fermer l'espace qui s'étend depuis le fort Camin au Nil, vis-à-vis Embabèh : on y travailla de nouveau avec la plus grande activité, ainsi qu'à

toutes les fortifications qui se trouvaient à l'entour du Caire. On fit en avant de Giseh cinq fossés ou lunettes, armées de trois pièces de canon chacune; mais ce fut principalement à la citadelle que l'on travailla le plus activement.

Le général Belliard avait envoyé le citoyen Petrucy, payeur, dans la Haute-Égypte, auprès des mamelloucks, qui étaient descendus jusqu'à Miniet; il devait leur demander des blés dont nous commencions à manquer, et pressentir leurs dispositions à notre égard : ils promirent quarante barques chargées de grains, firent les plus belles protestations d'amitié : cependant quinze jours s'écoulèrent, et les grains n'arrivèrent pas; bien plus, on répandit le bruit que les mamelloucks venaient de se joindre aux Anglais, et deux ou trois jours après on en eut la certitude.

L'orgueil et l'apathie de l'ignorance, le fanatisme le plus féroce, la dissimulation la plus profonde, le tout couvert sous les dehors de simplicité et de bonhomie, tel est le Turc, que trois ans de la fréquentation la plus intime ne nous avaient pas fait connaître. A peine pouvions-nous nous flatter d'avoir quelques vrais amis dans le Caire, ville que nous avions toujours ménagée, et nous osions compter sur l'amitié des mamelloucks que nous avions chassés de chez eux, et auxquels nous avions fait une guerre cruelle : la confiance sera toujours la base du caractère français. Nous pensions que Mourâd-Bey nous était dévoué : cependant l'on est certain

qu'en même temps qu'il nous faisait les plus belles protestations d'amitié, il recevait des présens des Anglais, et traitait avec eux. Il mourut de la peste en floréal, et désigna pour son successeur Osman-Bey; mais les autres beys ne le reconnurent point.

Les Anglais et les Turcs parurent à la vue de Giseh, dans les derniers jours de prairial; ils firent successivement trois campemens à une lieue de distance l'un de l'autre, et vinrent enfin se poster dans un rentrant que forme le Nil, la gauche appuyée au fleuve, et la droite, formée par le capitan-pacha, à un village du côté du désert. L'armée du visir était sur la rive droite, la droite appuyée au Nil et la gauche à un village du côté de la Koubé : les Anglais firent un pont de bateaux pour communiquer avec l'armée du visir; le 2 messidor ils vinrent avec le capitan-pacha cerner Giseh; l'arrière-garde du visir se joignit à son corps d'armée.

On portait généralement la force de l'armée du visir à environ huit mille hommes de cavalerie, et huit à dix mille hommes d'infanterie, tous Arnautes ou Albanais : le reste, difficile à estimer, se composait d'Arabes, ou gens du pays, ou domestiques, ou says; le corps des Anglais était de six mille hommes et six cents cavaliers; le capitan-pacha pouvait avoir huit mille hommes d'infanterie, dont trois mille exercés à l'européenne, et deux mille cavaliers; les mamelloucks de leur suite pouvaient former deux mille cavaliers.

Les Anglais attendaient, en outre, six mille Ci-

payes de l'Inde ; une partie avait déjà paru à Souez, mais la peste les en avait chassés ; ils s'étaient dirigés sur Cosséir, et les espions rapportaient qu'ils étaient en marche pour descendre de la Haute-Égypte.

D'après le relevé de l'état de situation des troupes qui étaient au Caire, nous avions cinq mille six cent trente-quatre hommes pour défendre Giseh, l'île de Roda, l'Aquéduc jusqu'à la citadelle, le front, depuis la ligne de Boulac et la partie comprise depuis Boulac jusqu'à Ibrahim-Bey. La cavalerie, au nombre de mille trente-huit hommes, était campée en réserve derrière la ligne de Boulac ; un bataillon d'infanterie, les invalides, les dépôts et les auxiliaires, le tout au nombre de seize cent dix-sept hommes, formait la garnison de la citadelle, celle des forts environnant la place du Caire et du quartier cophte.

Les troupes attachées à l'artillerie et au génie faisaient le service particulier à ces deux armes ; les canonniers peu nombreux étaient suppléés par les marins.

Le 3 messidor les Anglais cernèrent de plus près Giseh et commencèrent des batteries ; il y avait près de quinze jours qu'Osman-Bey Bardisy, qui avait été, l'année dernière, député par Mourâd-Bey, au Caire, avait, sous un léger prétexte, écrit à Pétrucy, qu'il avait connu dans la Haute-Égypte ; celui-ci répondit à Osman-Bey, qui était campé près d'Embabeh ; il témoigna le désir de voir Pétrucy ; le général Belliard lui permit d'aller le trouver, et

le fit accompagner par son premier aide-de-camp Majou; il les chargea de s'informer adroitement de la force de l'ennemi et de ses projets.

Bardisy leur fit beaucoup d'amitiés, témoigna sa surprise de ce que les Français osaient se défendre contre tant d'ennemis; il ajouta qu'il avait vu le général anglais, et qu'il lui avait dit : « Pourquoi fais-tu la guerre aux Français, qui sont chrétiens comme toi? — Parce que mon gouvernement me l'ordonne. — Et pourquoi ton gouvernement te l'ordonne-t-il? — Parce qu'il ne veut pas que les Français occupent l'Égypte. — Et si tu prends les Français, qu'est-ce que tu leur feras? — Si les Français m'avaient pris, ils m'auraient bien traité; de même si je les prends, je les traiterai en amis; je leur laisserai leurs armes et leurs canons et je les enverrai en France. »

Il était impossible de faire des ouvertures plus adroites. Majou n'eut pas l'air de les comprendre, et assura Bardisy que les Français avaient la plus grande envie de se battre; il le questionna sur la force des Anglais; le bey répondit qu'il ne la connaissait pas, mais qu'il avait compté deux cent quarante tambours, et demanda combien les Européens mettaient d'hommes par tambour.

La correspondance entre Bardisy et Pétrucy continua, mais par lettres seulement, et sur des choses indifférentes.

Le 3 messidor, le général Belliard conclut un

armistice de trois jours avec l'ennemi ; le soir même il assembla un conseil de guerre composé des généraux, de tous les chefs des corps, des citoyens Estève, Champy, directeur des poudres, et Comté, chef de brigade des aréostiers. Il dit qu'il avait conclu avec l'ennemi un armistice, pour pouvoir rassembler avec plus de sécurité les généraux et les chefs de chaque corps qui devaient composer le conseil.

Il fit un tableau rapide de notre position; il lut une lettre insignifiante du général en chef, qui lui avait été apportée douze jours auparavant, par le chef de brigade Latour-Maubourg, arrivé d'Alexandrie par le désert, sous l'escorte d'un détachement de dromadaires; il avait sur-le-champ réexpédié les dromadaires avec un de ses aides-de-camp, en priant instamment le général en chef de lui envoyer une instruction détaillée sur la conduite qu'il avait à tenir; il ajouta que dix jours suffisaient pour le retour des dromadaires, et que si à cette époque ils n'étaient pas revenus, il traiterait avec l'ennemi, parce qu'il regardait comme impossible de défendre le Caire avec le peu de troupes qu'il avait à ses ordres.

Le général Belliard invita les membres du conseil à discuter avec modération ; mais il ne posa aucune question, en sorte que la discussion s'engagea vaguement et sans suite.

Le chef de brigade Tarreyre essaya de poser des

questions, qui furent trouvées insignifiantes par le général Lagrange; le chef de brigade Guanget lut un discours assez bien écrit, mais qui parut un peu trop se ressentir de l'opinion exagérée de son auteur, et qui n'eut point de suite. Le conseil, dans ce moment, ressemblait assez à ces assemblées de la révolution; prêtes à décider une question importante, et où la grande majorité était tenue en échec par une faible minorité. Le général Lagrange trouvait que les négociations avaient été prématurées; le général Belliard eut beau lui observer qu'une trève n'engageait à rien; qu'en se prévenant réciproquement deux ou trois heures d'avance, l'ennemi pouvait, comme nous, la rompre sans inconvénient; qu'il avait cru ne pouvoir sans danger ôter de leurs postes respectifs les généraux et les chefs des corps, et que c'était la seule raison qui l'avait engagé à demander un armistice. Le général Lagrange persistait toujours, et semblait vouloir éloigner le véritable point de la discussion.

Enfin, le commandant du génie lui demanda s'il croyait, avec les troupes qui étaient au Caire, pouvoir défendre l'enceinte immense que nous occupions; s'il croyait qu'en combinant une attaque de vive force sur tous les points, il serait impossible à l'ennemi d'en forcer quelques uns et de pénétrer dans le Caire, et alors quel serait le point de jonction et de retraite de nos troupes dispersées sur une aussi grande étendue. Le général Lagrange refusa de s'expliquer; il semblait que les généraux,

surtout ceux qui témoignaient la plus grande confiance, auraient dû prendre la parole, et répondre aux questions importantes que l'on venait de faire; cependant tout le monde se tut.

Le général Belliard interpella alors le commandant du génie de donner son avis.

L'ingénieur le donna en ces termes :

« Je vais prendre notre ligne de défense à partir « de la batterie de l'île de la Quarantaine, vis-à-vis « Embabëh, suivant Boulac - Babelmas, le front « Dupuy, la citadelle, le front de l'Aquéduc, l'île « Roda, Gisëh, et le front depuis Gisëh à l'île de la « Quarantaine.

« Cette ligne, mesurée par les ingénieurs géographes, a douze mille six cents toises de développement.

« La batterie de l'île de la Quarantaine, composée « de quatre pièces de gros calibre, est destinée à « défendre le passage du fleuve aux nombreuses « chaloupes canonnières de l'ennemi.

« Cette batterie est faite avec beaucoup de soin, « mais sa position, qu'il a été impossible de changer, « est extraordinairement vicieuse; dominée par le « village d'Embabëh, elle sera parfaitement contre-battue et détruite en peu de temps.

« La ligne de Boulac, malgré toute l'activité que « l'on a pu mettre dans le travail, est encore imparfaite sur plusieurs de ses points. Les fossés de « la gauche, creusés dans le sable, se sont comblés, « et il ne reste plus qu'une simple palissade qui lie

« chaque batterie entre elles, et qui ne peut point « être regardée comme un obstacle.

« On a pratiqué, il est vrai, au moyen des mai- « sons qui bordent la place du côté du rivage, une « seconde ligne, mais elle est composée en grande « partie de faibles murs qui n'ont pas plus de six « pieds de hauteur; elle ne peut être regardée que « comme devant protéger la retraite de la droite.

« Le front de Rubelnass est généralement re- « gardé comme la partie la plus forte de l'en- « ceinte; cependant, si j'avais à attaquer le Caire, « ce serait sans contredit par là que je le ferais; les « maisons des faubourgs qui étaient en démolition « ne sont encore, en plusieurs endroits, qu'à huit à « dix toises du pied du rempart, les Turcs les occu- « pent; et nous savons tous que supérieurs dans la « guerre de maisons, il nous est presque impos- « sible de les en chasser. Qui les empêche donc, en « moins de cinq ou six jours, d'établir à couvert plu- « sieurs puits, et de pousser des rameaux de mine « sous nos remparts? Une fois qu'ils seront dans le « Caire, il ne faut songer qu'à la retraite.

« Le front Dupuy n'est défendu que par cinq « petits fortins portant chacun une pièce de canon « et vingt-cinq hommes de garnison, placés sur les « mamelons les plus élevés; ils ne défendent que « très imparfaitement le pied des monticules; on « a construit pour y suppléer des retranchemens, « mais le peu de troupes dont nous disposons ne « nous permettant pas de mettre sur ce point une co-

« lonne mobile de plus de cinq ou six cents hom-
« mes, je demande au chef de brigade Tarreyre,
« chargé de cette défense, si, avec un peu de monde
« disséminé sur un aussi grand front, il lui sera pos-
« sible de résister à une attaque de vive force; je ne
« parle pas du mur contigu aux maisons; il est plus
« faible et plus mal construit qu'un mur de jardin.

« La citadelle ne peut être considérée que comme
« un point de retraite: Cette masse informe, que
« nous n'avons jamais envisagée que comme un
« lieu de dépôt, fait pour épouvanter une populace
« ignorante, peut-elle résister à une attaque tentée
« avec un peu d'art? Les maisons de la ville touchent
« le pied des remparts, rien de plus facile que d'y
« attacher le mineur en beaucoup d'endroits; le mont
« Kattam la domine à une petite portée de fusil, et
« les chemins pour conduire du canon sur le sommet
« de la hauteur sont très bons. Qu'est-ce d'ailleurs
« que les remparts de la citadelle? des tours unies
« entre elles par des murs de trente pieds d'élévation;
« quelques unes de ces tours sont fort bonnes, et
« contiennent des magasins à l'abri de la bombe;
« mais les murailles des courtines, qui paraissent
« avoir sept à huit pieds d'épaisseur, sont construites
« de manière que l'on a ménagé dans leur épais-
« seur une galerie de quatre pieds de largeur et
« huit à dix pieds de hauteur, en sorte que le boulet
« n'aurait à abattre qu'un faible mur de deux pieds
« d'épaisseur pour faire autant de brèches qu'il y a
« de courtines.

« Je demande, d'après l'exposé que je viens de « faire, si l'on peut raisonnablement regarder la « citadelle comme notre point de retraite? Bornons-« nous à la considérer, ce qu'elle a été jusqu'ici, « comme un lieu d'entrepôt et un épouvantail pour « la ville du Caire. Je me dispenserai d'entrer dans « de plus grands détails; tout le monde doit sentir « que l'ennemi, plaçant quelques mortiers sur le « mont Kattam, pourrait en peu de temps dé-« truire nos puits et nos moulins, et nous forcer de « nous rendre à discrétion.

« Le front de l'Aquéduc, qui occupe une immense « étendue, ne peut être regardé comme défendu; « il a été fait pour empêcher les Arabes de pénétrer « sur les derrières du Caire, dans la plaine située « entre cette ville et Boulac, où souvent ils viennent « égorger les Français. Le vieux Caire est entière-« ment ouvert, et l'île de Roda, qui en est sé-« parée par une faible branche du Nil, guéable en « plusieurs endroits, n'a pour toute défense que « le Mékyas. Cette île se prolonge jusqu'à la batterie « de la Quarantaine, et communique dans beaucoup « d'endroits, à raison des basses eaux, avec la plaine « d'Ibrahim-Bey et de Boulac. Cette île et le front « de l'Aquéduc demanderaient seuls, pour être dé-« fendus avec succès, toutes les troupes qui sont au « Caire et à Giseh. Le visir peut y porter des troupes « et du canon par le point de Thora; et les Anglais, « maîtres du haut du Nil, peuvent, au moyen des

« barques, y jeter toute espèce de moyens d'at-
« taque.

« La place de Giseh serait regardée en Europe
« comme un faible camp retranché. Les batteries
« que l'ennemi a déjà commencées suffiront pour
« couper en peu de temps le pont de bateaux et
« pour abattre la muraille de jardin qui unit les
« lunettes en terre que l'on a faites dernièrement.
« Ainsi, dès les premiers jours d'attaque, le corps
« de place sera ouvert partout où l'ennemi voudra
« diriger son canon. Je demande le cas qu'on ferait
« en Europe d'une pareille place; il faudrait en outre
« garder soigneusement toute la partie située sur
« le Nil, qui est accessible de tous côtés.

« Giseh ne peut point servir de retraite pour l'ar-
« mée, parce qu'il n'y a que très peu de blé et sur-
« tout pas assez de moulins pour faire de la farine.
« Ces deux inconvéniens auraient, il est vrai, pu
« être prévus; mais on n'aurait jamais eu le temps
« de former les magasins nécessaires : il faudrait tout
« mettre en plein air ou dans de mauvaises maisons;
« l'armée et tous ceux qui sont à sa suite encombre-
« raient l'enceinte de Giseh, et l'on peut juger des
« ravages que produirait un bombardement dans
« une place aussi étroite, et où rien n'est à l'abri
« de la bombe.

« Cependant, comme point militaire, je préfére-
« rais Giseh à la citadelle pour la retraite de l'ar-
« mée; d'abord parce que nous pourrions y retirer

« toute notre cavalerie, retarder les progrès de « l'ennemi par des sorties nombreuses et fréquentes, « que nous ne serions plongés de nulle part, et « qu'en formant des retranchemens en terre der- « rière les murailles détruites, la bravoure de nos « soldats en rendrait la prise difficile à l'ennemi; « mais que peut le courage le plus grand quand on « manque de vivres? D'ailleurs, une fois renfermés « dans Gisëh, l'ennemi, satisfait de posséder le « Caire, nous cernerait; et quinze jours plus tôt ou « quinze jours plus tard il faudrait bien se rendre.

« Je ne parle point de notre position, considérée « sous ses rapports avec l'Europe; on ne peut éta- « blir que des conjectures. Recevra-t-on des secours, « ou n'en recevra-t-on pas? La marche excessive- « ment lente des Anglais prouve assez que nous « n'avons pas de grands moyens dans la Méditer- « ranée.

« J'observerai que toutes les fortifications qui « sont à l'entour du Caire, n'étaient faites que pour « empêcher un parti ennemi de se jeter dans la « place.

« L'exemple de l'année dernière nous a trop « appris combien les Turcs sont redoutables dans « les maisons : pour s'opposer à ce parti, il suffisait « de murailles, de retranchemens et de fortins, si- « tués de distance en distance pour les flanquer; il « ne faut donc point s'étonner de l'insuffisance de « ces fortifications contre deux armées combinées, « et qui, par le secours d'une flotille nombreuse,

« ont tous les moyens d'attaque que l'on pourrait « rassembler en Europe contre une place forte. »

Le général Belliard voyant que personne ne répondait, posa ainsi la question, et la mit aux voix, en invitant chaque membre de motiver son opinion:

Se défendra-t-on dans la ville du Caire, ou traitera-t-on avec l'ennemi?

La grande majorité fut pour traiter; quelques membres donnèrent un avis mitigé; quatre seulement furent d'avis qu'on devait se battre. Il fut donc décidé que l'on conclurait avec l'ennemi un traité honorable : l'on s'en rapporta là-dessus au général Belliard.

Le général Lagrange, le général Duranteau, le général Valentin, et le chef de brigade Dupas, qui furent d'avis qu'on devait se battre, auraient dû beaucoup plus parler qu'ils ne l'ont fait.

Quelques phrases emportées, et quelques lieux communs à part, ils ne dirent rien de rassurant et d'encourageant pour les membres du conseil. Le général Lagrange s'obstinait à appeler négociations l'armistice qui avait été conclu, et disait qu'elles avaient été préméditées. Pressé de donner un avis plus clair et plus positif, il s'éleva entre lui et le général Almeras une légère discussion. Le général Lagrange dit qu'il convenait que notre position n'était pas bonne; qu'il était entièrement convaincu que nous ne recevrions pas de secours. « Mais, ajouta-t-il, je crois que nous pouvons encore tenir une quinzaine de jours; et combien de reproches

n'aurions-nous pas à nous faire, si dans cet intervalle il nous arrivait du renfort! » On lui dit qu'on ferait en sorte de traîner les négociations pendant un pareil nombre de jours, et que si au bout de ce temps on recevait des nouvelles du général en chef ou d'autre part, on serait toujours maître de rompre avec l'ennemi. Il ne répondit autre chose, sinon que les négociations avaient été prématurées, et que nous aurions dû nous battre pour notre honneur.

Le commandant d'artillerie exposa, dans son avis motivé, l'état de nos munitions de guerre : il dit que les pièces de position étaient très faiblement approvisionnées, et que nos pièces de campagne n'avaient pas le nombre de coups suffisans pour résister à des tentatives un peu sérieuses de l'ennemi.

Le citoyen Champy, administrateur de la poudrerie, déclara qu'il avait fourni jusqu'à mille livres de poudre par jour; mais que les matières premières lui manquant, il était obligé de cesser la fabrication.

Le commissaire des guerres, Duprat, secrétaire du conseil, déclara qu'il avait pour deux mois de vivres à la citadelle.

Le citoyen Estève, directeur des finances, dit qu'il ne lui restait plus que 30,000 francs en caisse, et que la troupe n'était pas soldée depuis le mois de pluviose.

Le lendemain, 4 messidor, le général Belliard nomma pour traiter avec l'ennemi les généraux

de brigade Donzelot et Morand, et le chef de brigade Tarreyre. Le 9 messidor, ils conclurent la convention dont copie est ci-jointe.

CONVENTION POUR L'ÉVACUATION DE L'ÉGYPTE PAR LE CORPS DE TROUPES DE L'ARMÉE FRANÇAISE ET AUXILIAIRES AUX ORDRES DU GÉNÉRAL DE DIVISION BELLIARD.

Conclue entre les citoyens Donzelot général de brigade, Morand général de brigade; Tarreyre, chef de brigade, de la part du général de division Belliard;

Et M. le général de brigade Hope, de la part de son excellence le général en chef de l'armée anglaise; Osman-Bey, de la part de son altesse le suprême visir; Isaac-Bey, de la part de son altesse le capitan-pacha.

Les commissaires ci-dessus s'étant réunis dans un lieu de conférence entre les deux armées, après l'échange de leurs pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans :

ARTICLE 1er.

Les corps de l'armée française de terre et de mer, les troupes auxiliaires aux ordres du général de division Belliard, évacueront la ville du Caire, la citadelle, les forts Boulac et Giseh, et toute la partie de l'Égypte qu'ils occupent dans ce moment.

ARTICLE 2.

Les corps de l'armée française et les troupes

auxiliaires se retireront par terre à Rosette, en suivant la rive gauche du Nil, avec armes, bagages, artillerie de campagne, caissons et munitions, pour y être embarqués, et de là transportés dans les ports français de la Méditerranée, avec leurs armes, artillerie, caissons, munitions, bagages, effets, aux frais des puissances alliées. L'embarquement desdits corps de troupes françaises et auxiliaires devra se faire aussitôt qu'il sera possible de l'effectuer; mais au plus tard dans cinquante jours, à dater de la ratification de la présente convention. Il est d'ailleurs convenu que lesdits corps seront transportés dans lesdits ports du continent français par la voie la plus prompte et la plus directe.

ARTICLE 3.

A dater de la signature et ratification de la présente convention, les hostilités cesseront de part et d'autre; il sera remis aux armées alliées le fort Sulkousky et la porte des Pyramides de la ville de Giseh. La ligne d'avant-postes des armées respectives sera déterminée par les commissaires nommés à cet effet, et il sera donné les ordres les plus précis pour qu'elle ne soit dépassée, afin d'éviter les rixes particulières, et s'il en survenait, elles seraient terminées à l'amiable.

ARTICLE 4.

Douze jours après la ratification de la présente convention, la ville du Caire, la citadelle, les forts et la ville de Boulac seront évacués par les troupes

françaises et auxiliaires, qui se retireront à Ibrahim-Bey, île de Raouddah et dépendances; le fort Leturq et Gisëh, d'où elles partiront le plus tôt possible, et au plus tard dans cinq jours, pour se rendre au point de l'embarquement. Les généraux des armées anglaise et ottomane s'engagent en conséquence à faire fournir à leurs frais, aux troupes françaises et auxiliaires, les moyens de transport par eau, pour porter les bagages, vivres et effets au point de l'embarquement. Tous ces moyens de transport par eau seront mis, le plus tôt possible, à la disposition des troupes françaises.

ARTICLE 5.

Les journées de marche et les campemens du corps de l'armée française et des auxiliaires seront réglés par les généraux des armées respectives, ou par des officiers d'état-major nommés de part et d'autre; mais il est clairement entendu que suivant cet article, les journées de marche et de campement seront fixées par les généraux des armées combinées. En conséquence, lesdits corps de troupes françaises et auxiliaires seront accompagnés dans leur marche par des commissaires anglais et ottomans, chargés de faire fournir les vivres nécessaires pendant la route et les séjours.

ARTICLE 6.

Les bagages, munitions et autres objets voyageant par eau, seront escortés par des détachemens

français et par des chaloupes armées des puissances alliées.

ARTICLE 7.

Il sera fourni aux troupes françaises et auxiliaires et aux employés à leur suite, les subsistances militaires, à compter de leur départ de Gisëh jusqu'au moment de l'embarquement, conformément aux réglemens de l'armée française, et du jour de l'embarquement jusqu'au débarquement en France, conformément aux réglemens maritimes de l'Angleterre.

ARTICLE 8.

Il sera fourni par les commandans des troupes britanniques et ottomanes, tant de terre que de mer, les bâtimens nécessaires, bons et commodes, pour transporter dans les ports de France de la Méditerranée, les troupes françaises et auxiliaires, et tous les Français et autres employés à la suite de l'armée. Tout à cet égard; ainsi que pour les vivres, sera réglé par des commissaires nommés à cet effet par le général de division Belliard, et par les commandans en chef des armées alliées, tant de terre que de mer. Aussitôt la ratification de la présente, ces commissaires se rendront à Rosette ou à Aboukir, pour y faire préparer tout ce qui est nécessaire à l'embarquement.

ARTICLE 9.

Les puissances alliées fourniront quatre bâtimens et plus, s'il est possible, préparés pour transporter

des chevaux, les futailles pour l'eau et les fourrages nécessaires jusqu'à leur débarquement.

ARTICLE 10.

Il sera fourni aux corps de l'armée française et auxiliaires, par les puissances alliées, une escorte de bâtimens de guerre suffisante pour garantir leur sûreté et assurer leur retour en France. Lorsque les troupes françaises seront embarquées, les puissances alliées promettent et s'engagent à ce que, jusqu'à leur arrivée sur le continent de la République française, elles ne seront nullement inquiétées; comme, de son côté, le général Belliard et les corps de troupes sous ses ordres promettent de ne commettre aucune hostilité pendant ledit temps, ni contre la flotte, ni contre les pays de Sa Majesté britannique et de la Sublime Porte, ni de leurs alliés. Les bâtimens qui transporteront et escorteront lesdits corps de troupes ou autres Français, ne s'arrêteront à aucune autre côte que celle de la France, à moins d'une nécessité absolue: les commandans des troupes françaises, anglaises et ottomanes prennent réciproquement les mêmes engagemens que ci-dessus pour le temps que les troupes françaises resteront sur le territoire de l'Égypte, depuis la ratification de la présente convention jusqu'au moment de leur embarquement. Le général de division Belliard, commandant les troupes françaises et auxiliaires de la part de son gouvernement, promet que les bâtimens d'escorte et de transport ne seront pas retenus

dans les ports de France, après l'entier débarquement des troupes, et que les capitaines pourront s'y procurer à leurs frais, de gré à gré, les vivres dont ils auront besoin pour leur retour. Le général Belliard s'engage en outre, de la part de son gouvernement, que lesdits bâtimens ne seront point inquiétés jusqu'à leur retour dans les ports des puissances alliées, pourvu qu'ils n'entreprennent et ne servent à aucune opération militaire.

ARTICLE 11.

Toutes les administrations, les membres de la Commission des Sciences et Arts, et enfin tous les individus attachés au corps de l'armée française, jouiront des mêmes avantages que les militaires. Tous les membres desdites administrations et de la Commission des Sciences et Arts emporteront en outre avec eux, non seulement tous les papiers qui regardent leur gestion, mais encore leurs papiers particuliers, ainsi que les autres objets qui les concernent.

ARTICLE 12.

Tout habitant de l'Égypte, de quelque nation qu'il soit, qui voudra suivre l'armée française, sera libre, sans qu'après son départ sa famille soit inquiétée ni ses biens séquestrés.

ARTICLE 13.

Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion qu'il soit, ne pourra être inquiété, ni dans sa per-

sonne ni dans ses biens, pour les liaisons qu'il aurait eues avec les Français pendant leur occupation de l'Égypte, pourvu qu'il se conforme aux lois du pays.

ARTICLE 14.

Les malades qui ne pourront pas supporter le transport seront admis dans un hôpital, où ils seront soignés par des officiers de santé et employés français jusqu'à leur parfaite guérison; alors ils seront envoyés en France les uns et les autres, aux mêmes conditions que les corps de troupes. Les commandans des troupes des armées alliées s'engagent à faire fournir, sur des demandes en règle, tous les objets qui seront nécessaires à cet hôpital, sauf les avances à être remboursées par le gouvernement français.

ARTICLE 15.

Au moment de la remise des villes et forts désignés dans la présente convention, il sera nommé des commissaires pour recevoir l'artillerie, les munitions, magasins, papiers, archives, plans et autres effets publics que les Français laisseraient aux puissances alliées.

ARTICLE 16.

Il sera fourni, autant que possible, par le commandant des troupes de mer des puissances alliées, un aviso pour conduire à Toulon un officier et un commissaire des guerres, chargés de porter au gouvernement français la présente convention.

ARTICLE 17.

Toutes les difficultés ou contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution de la présente convention, seront terminées à l'amiable par des commissaires nommés de part et d'autre.

ARTICLE 18.

Aussitôt la ratification de la présente convention, tous les prisonniers anglais ou ottomans qui se trouvent au Caire seront mis en liberté, de même que les commandans et chefs des puissances alliées mettront en liberté les prisonniers français qui se trouvent dans leurs camps respectifs.

ARTICLE 19.

Un officier supérieur de l'armée anglaise, un officier supérieur de son altesse le suprême visir et de son altesse le capitan-pacha, seront échangés contre des otages de pareil nombre et grade de troupes françaises, pour servir de garantie à l'exécution du présent traité. Aussitôt que le débarquement des troupes françaises sera effectué dans les ports de France, les otages seront réciproquement rendus.

ARTICLE 20.

La présente convention sera, par un officier français, portée et communiquée au général Menou, à Alexandrie, et il sera libre de l'accepter pour les troupes françaises et auxiliaires de terre et de mer qui se trouvent avec lui dans cette place, pourvu que son acceptation soit notifiée au général comman-

dant les troupes anglaises devant Alexandrie, dans dix jours, à compter de celui où la communication lui en aura été faite.

ARTICLE 21.

La présente convention sera ratifiée par les commandans en chef des troupes et armées respectives, vingt-quatre heures après la signature.

Fait quadruple, au camp des Conférences, entre les deux armées, le 8 messidor an IX, à midi, ou le 27 juin 1801, ou le 16 du mois saffar 1216.

Signé, DONZELOT, *général de brigade*; MORAND, *général de brigade*; TAREYRE, *chef de brigade*; JOHN HOPE, *brigadier général*; OSMAN-BEY, ISAAC-BEY.

Approuvé.

J. HELY HUTCHINSON, *général en chef*.

Approuvé de la part de lord Keith.

JACQUES STIVENSON, *capitaine de la marine royale*.

Nous avons approuvé les articles de la présente convention pour l'évacuation de l'Égypte, et la remise à la Porte ottomane.

HHADJY-YOUSOUEFF, *visir*.

Nous avons approuvé les articles de la présente convention pour l'évacuation de l'Égypte, et la remise à la Porte ottomane.

HUSSEYN-PACHA, CAPOUTAUDERYA.

Approuvé et ratifié la présente convention le 9 messidor an IX de la République française.

Le général de division, BELLIARD.

Au Caire, le 11 messidor an IX (30 juin 1801).

LE GÉNÉRAL DE DIVISION BELLIARD, AU PREMIER CONSUL BONAPARTE.

MON GÉNÉRAL,

Après le départ du général en chef Menou et de l'armée pour Aboukir, le 21 ventose, je demeurai au centre de l'Égypte avec un corps de troupes de deux mille cinq cent cinquante-trois hommes, pour défendre l'Égypte, la ville du Caire et son arrondissement, contre l'armée du visir, qui s'avançait par les déserts de la Syrie, et contre les troupes anglaises apportées de l'Inde à Cosséir et Suez. (On avait eu avis que plusieurs vaisseaux étaient dans la mer Rouge, à la hauteur de Gedda.)

Une partie des troupes sous mes ordres formait la garnison de la citadelle, des tours de l'enceinte du Caire, des places de Giseh, le vieux Caire et Boulac. Il me restait une réserve mobile de quatre cent quatre-vingt-cinq hommes, avec laquelle je devais faire le service de la place, réunir des grains et des subsistances, et faire l'escorte des convois militaires de vivres et de munitions, pour l'armée, arrêter l'armée du visir, et manœuvrer devant elle lorsqu'elle se présenterait, pour donner le temps au général en chef de se porter sur lui avec toutes ses forces, après avoir battu l'armée anglaise.

Le 24, j'écrivis au général Donzelot, qu'on avait laissé à Siout, d'évacuer la Haute-Égypte, et de se

rendre à grandes journées au Caire avec ses troupes. J'invitai pareillement Mourâd-Bey, qui se montrait toujours fidèle à ses traités, de descendre, de venir occuper Siout et Miniet, de maintenir la tranquillité dans le pays, et de nous envoyer des grains. J'écrivis aussi aux commandans de Miniet et de Benisouef de réunir des barques et d'expédier sur le Caire tous les grains qu'ils pourraient ramasser; nos magasins étaient presque vides.

Le 4 germinal, je reçus la nouvelle de la malheureuse journée du 30 ventose. Alors l'espoir de forcer l'armée anglaise à se rembarquer fut perdu; il restait à la contenir sur les sables d'Aboukir, à arrêter l'invasion du visir, et empêcher la jonction des deux armées. Le général en chef, avec son armée, se retira à Alexandrie, fit travailler à former un camp retranché, et à mettre la place en état de défense.

D'après les ordres du général en chef, je fis sortir des places de Salêhiëh et Belbéis tous les hommes qui étaient inutiles pour leur défense; et comme il y avait dans ces places des magasins considérables, j'en fis évacuer une partie sur le Caire.

Le 14, conformément aux ordres que j'avais reçus du général en chef, j'écrivis aux commandans de Belbéis et de Salêhiëh, que lorsqu'ils seraient assurés que des forces considérables étaient en marche de la Syrie pour l'Égypte, d'évacuer les places, d'apporter le plus de munitions et de vivres qu'ils pourraient, de faire sauter les forts, et de les mettre

dans l'impossibilité de servir aux ennemis. Des rapports annonçaient déjà la marche de l'armée turque.

Le 16 germinal, je reçus un renfort de cinq cent soixante-dix hommes, que le général Donzelot amena de la Haute-Égypte. La peste faisait beaucoup de ravages dans la garnison du Caire et parmi ses habitans.

Le 21, j'appris la prise de Rosette, l'arrivée de l'armée ottomane à Salêhiëh. La garnison de cette place, celles de Belbéis et Birket-el-Adji se retirèrent sur le Caire, où elles arrivèrent le 24. Je donnai ordre à la garnison de Suez de revenir au Caire par la vallée de l'Égarement.

J'appris que Damiette avait été évacuée, et qu'il était resté deux cents hommes pour occuper Lesbëh et les forts de la côte.

La Charkié envahie, l'une des branches du Nil ouverte, l'autre sur le point de l'être; la fidélité des mamelouks, dont le caractère de Mourâd-Bey était la garantie, ébranlée par sa mort et nos pertes, je pris le seul parti qui me restât dans cet état extrême, celui de fortifier l'enceinte et les environs du Caire, de prendre une attitude imposante, qui pût faire craindre à l'ennemi de s'avancer avant d'avoir réuni de grands moyens.

Cependant le visir avait ralenti sa marche, et s'était arrêté à Salêhiëh et Belbéis, pour y organiser son armée, former des magasins, et se recruter d'Arabes, de mamelouks et de gens du pays.

Je fus instruit sur ces entrefaites que le général de

division Lagrange, avec un corps de trois mille neuf cents hommes, rassemblés le 26 germinal, couvrait Rahmanieh. Mes efforts et mes espérances augmentèrent. Il eût été avantageux peut-être à nos deux corps de se réunir pour combattre le visir lorsqu'il venait de traverser le désert, et avant qu'il eût pu mettre de l'ordre dans ses troupes, prendre de l'influence dans le pays et le soulever. Mais le général Lagrange avait ordre de couvrir Rahmanieh, et ce ne fut que forcé par l'armée anglaise et le corps du capitan-pacha, après un combat très vif qui dura toute la journée du 19 floréal, qu'il l'abandonna. Le 23, il arriva au Caire avec ses troupes. J'appris aussi que la digue du lac Maadieh avait été rompue, et que les eaux se répandant dans le lac Maréotis, rendaient déjà les communications de Rahmanieh à Alexandrie très difficiles.

J'appris encore que les forces anglaises étaient débarquées à Suez.

Aussitôt la réunion des troupes du général Lagrange, je crus, avant que l'armée anglaise pût être près du Caire, devoir marcher sur Belbéis, pour voir l'ennemi, sonder ses projets, l'attaquer et savoir s'il ne serait pas possible de le renvoyer à Salehieh.

En effet, le 24, le petit corps de troupes auquel la défense du Caire devait être confiée, fut organisé sous les ordres du général Almeras; et, le 25, je marchai avec le reste des troupes, commandé par les généraux de division Lagrange et Robin. Le

même jour, je couchai à El-Menayer. Quelques détachemens que nous rencontrâmes, furent repoussés.

Le 26, au jour, je me mettais en mouvement pour Belbéis, lorsque l'ennemi, qui venait à notre rencontre avec du canon, parut; je marchai sur lui occupant les hauteurs du désert à l'est d'El-Menayer. Vous trouverez ci-joint le rapport de l'affaire, qui a duré jusqu'à midi; voyant que l'ennemi courait d'un côté lorsque je marchais de l'autre et m'avançais sur lui; voyant qu'il était très décidé à ne point quitter l'Égypte; voyant qu'en guerroyant de la sorte j'usais mes munitions, et que je perdais des hommes sans en tirer aucun avantage; craignant qu'un corps de cavalerie assez nombreux qui avait disparu le matin, après avoir poussé une charge vigoureuse, ne fût venu sur le Caire; pensant en outre, que les Anglais et les troupes du capitan-pacha avaient suivi le général Lagrange, et devaient se trouver à un ou deux jours du Caire, je me décidai à revenir pour travailler à barrer le Nil, faire des batteries, fortifier Gisëh, et perfectionner autant que possible, mon immense ligne. En arrivant au Caire, le général Almeras me dit qu'il m'avait envoyé plusieurs courriers, pour annoncer l'arrivée des Anglais et du capitan-pacha à Terranëh.

Pressé par trois armées nombreuses, et qui, tous les jours recevaient de nouvelles forces de la désertion des habitans de l'Égypte, des Arabes, des mamelloucks (tous ceux de la Haute-Égypte se réuni-

rent au capitan-pacha, et même l'émigration des habitans de l'Asie, que l'espoir du pillage attirait dans cette fertile contrée); j'avais à défendre la ville du Caire, dont la population devenait ennemie, et pouvait réunir vingt-cinq à trente mille combattans; au milieu de nos camps la ligne de circonvallation offrait un développement de douze mille six cents toises. J'étais sans argent; les fonds qui sont entrés en caisse depuis le départ de l'armée, proviennent des versemens faits par les officiers généraux ou particuliers, et par des individus attachés à l'armée, qui, sur la demande qu'on leur en a faite, ont donné leur argent pour les dépenses de l'armée; quelques contributions ordinaires et extraordinaires, ainsi que la monnaie, nous ont fourni des ressources; j'avais très peu de vivres et de munitions d'artillerie. Il fallut presque tout créer, magasins, affûts, poudre, etc. Alexandrie n'était plus qu'une île d'un accès très difficile, et avec laquelle j'étais sans communication depuis vingt-deux jours.

Je délibérai si nous nous retirerions dans la Haute-Égypte; mais l'examen de cette contrée n'offrait aucune position militaire; j'avais très peu de moyens de transport, et je ne devais pas croire que l'ennemi me laisserait le temps de préparer cette retraite: il n'y avait aucune ville qui offrît assez de moyens pour la création d'un arsenal, assez de ressources pour les travaux que nous eussions été obligés d'entreprendre; cette contrée d'ailleurs était ravagée par une peste affreuse.

Le parti que je pris fut celui que Chevert prit à Prague dans des circonstances bien moins difficiles ; car il n'était pas au centre de l'Afrique, pressé par deux armées ottomanes ; il n'avait pas au milieu de son camp une population nombreuse et féroce ; nous avions comme lui une armée européenne devant nous (l'armée anglaise) ; et je n'avais comme lui qu'un faible corps en état de combattre, et un développement immense à défendre ; j'avais en outre un grand nombre de malades, de guerriers mutilés, et des citoyens que l'amour des arts et des sciences avaient attirés en Égypte.

Je fis arrêter les chefs de la religion, les membres du divan et les hommes les plus marquans de la ville du Caire ; ils furent renfermés dans la citadelle ; on dirigea les batteries sur la ville ; les plus grandes menaces lui furent faites : les généraux, les officiers, les soldats se mirent à creuser des fossés. On éleva des retranchemens sur lesquels on posa des canons, la plupart trouvés en Égypte ; le mouvement continuel des troupes semblait les multiplier ; partout nous présentâmes une attitude imposante et une apparence de force qui fit que nos ennemis jugèrent que, pour arriver au Caire, il fallait marcher sur nos cadavres et ses ruines... ! Le peuple du Caire dut penser que le moindre mouvement hostile de sa part serait le signal de la mort de ses chefs et de la destruction de la ville. Nos exploits étaient récens, l'impression qu'ils avaient faite était grande, et on devait tout craindre d'hom-

mes habitués depuis long-temps à toutes les chances de la guerre. On vit bien que nous voulions périr tous ou dicter les conditions de notre retraite ; aussi l'ennemi mit-il beaucoup de lenter dans ses mouvemens, marcha avec beaucoup de précaution, et ne voulut arriver devant nous qu'après avoir réuni de grands moyens ; cela me fit gagner du temps, en attendant les instructions du général en chef, dont je n'avais pas de nouvelles depuis quarante-cinq jours. Le 24 prairial, arriva un détachement de dromadaires qui me remit une lettre, et point d'instructions pour la conduite que je devais tenir dans ces circonstances difficiles ; je renvoyai ce détachement pour informer le général en chef de notre position, qu'il semblait ne pas connaître. Ci-joint la lettre que je lui écrivis.

Le 1er messidor nous fûmes entièrement investis par les armées combinées, et toute communication à l'extérieur fut coupée. Les jours suivans les ennemis firent replier quelques uns de nos avant-postes, et commencèrent à établir des batteries : ils avaient jeté un pont de bateaux au village de Choubra, un petit corps d'armée descendait de la Haute-Égypte.

Le 3, on convint d'une suspension d'armes, et le 4 il y eut une conférence composée de trois officiers français, d'un nombre égal d'officiers des armées combinées ; le 5 nous proposâmes les conditions de notre retraite ; le 8 elles furent acceptées, et ratifiées le 9.

Nos lignes de circonvallation ne pouvaient tenir

par leur développement immense, et par la faiblesse de plusieurs points, contre une attaque de vive force. Nous avions à peine cent cinquante coups à tirer par pièce. Nous avions à dos la population du Caire, qui, ne recevant plus de vivres de la campagne, aurait certainement, en cas d'attaque, concerté ses mesures avec celles des assiégeans; nos lignes étant forcées, les différens corps se fussent retirés très difficilement sur la citadelle; nous perdions nos chevaux d'artillerie et de cavalerie, et tous nos moyens de transport de munitions. La résistance qu'on eût pu faire eût été de vingt à vingt-cinq jours, en raison des subsistances; mais alors plus d'espoir d'entrer en négociations, il faut être à la merci des ennemis, obéir à leurs ordres; quelle capitulation pouvait-on espérer de deux armées turques maîtresses de l'Égypte et du Caire? Les Anglais pourraient-ils les arrêter?

Nous aurions cependant pris ce parti, mon Général, si des points de contact avec la France eussent encore existé pour nous, et s'il nous fût resté quelque espoir de secours. Nous ne pouvions les attendre, ces secours, que jusqu'au 25 au plus tard, la convention a été conclue le 9.

Mais, mon Général, depuis huit mois vous connaissez l'expédition d'Abercombrie; vous avez fait pour la brave armée d'Égypte, que vous regardez comme votre famille, tout ce qu'il était possible. Gantheaume avait été expédié avec cinq mille hommes; s'il fût arrivé à temps, notre position serait bien

différente ; il n'a pu passer, tous vos efforts ont été infructueux. Depuis quatre mois, nous défendons l'Égypte pied à pied. Vous connaissez notre situation, et bien sûrement vous avez tout fait pour l'améliorer. Rien n'est arrivé, que pouvons-nous espérer ? Les Anglais ne seraient pas, je crois, aux portes du Caire, s'ils craignaient une escadre nombreuse dans la Méditerranée.

Je ne vous ferai pas l'éloge des officiers-généraux, des chefs, des officiers, des soldats. Ces guerriers, couverts de cicatrices, ont battu, sous vos ordres, cinq armées autrichiennes en Italie, et ont fait la conquête de l'Égypte. Ils luttent depuis trois ans contre les privations de toute espèce, la peste et les efforts de l'Europe et de l'Asie : vous les connaissez tous ; ils n'ont cessé de se rendre dignes de vous.

Vous trouverez ci-joint le plan de l'arrondissement du Caire ; vous le connaissez mieux que personne. Déroulez-le, jetez les yeux sur la situation des troupes, l'état de nos munitions, et sur celui de la caisse ; voyez les rapports du directeur du génie et du commandant d'artillerie ; ces pièces seront suffisantes pour vous donner une idée de nos ressources, de nos moyens et de notre position. Je joins aussi l'état des malheureuses victimes de la maladie contagieuse.

J'emmène avec moi les troupes auxiliaires à cheval et à pied. Beaucoup d'habitans du pays nous suivent avec leurs familles. Je ferai aussi embarquer plusieurs chevaux et jumens, qui seront remis au gou-

vernement, s'il le désire, en le remplaçant par des chevaux français.

Le chef de brigade du génie d'Hautpoul, mon général, et le citoyen Champy, directeur-général des poudres et salpêtres, vous remettront la convention que j'ai faite avec les trois généraux des armées combinées. Le commissaire Reynier se rend en France pour porter les états des besoins de notre armée; je vous les recommande tous les trois, mon général; ils jouissent à l'armée d'une grande considération, et sont estimés du général en chef.

Salut et respect. *Signé* BELLIARD.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N° 1.) Au quartier-général d'Alexandrie, le 4 floréal an IX (24 avril 1801).

LE GÉNÉRAL EN CHEF MENOU, AU GÉNÉRAL BONAPARTE, PREMIER CONSUL.

CITOYEN PREMIER CONSUL,

Le 10 ventose, cent cinquante bâtimens anglais paraissent devant Alexandrie et Aboukir; parmi eux neuf ou quinze vaisseaux de ligne; total, trente-deux bâtimens de guerre de toutes les grandeurs; le doute sur le nombre des vaisseaux de ligne vient de ce qu'ils ont des vaisseaux de la Compagnie des Indes et des vaisseaux de 50; on croit qu'ils ne sont armés qu'en flûte, mais ils les mettent en ligne.

Le 13 ventose, arrive au Caire la nouvelle de l'apparition des Anglais. A cette époque, l'Égypte était menacée de quatre côtés différens : dans la mer Rouge, par les troupes anglaises de l'Inde; du côté de Salêhiëh, par l'armée ottomane; à Damiette, par une flotte de la même nation; à Alexandrie, Aboukir et Rosette, par les Anglais. Mourâd-Bey devenait aussi très inquiétant, car il est vraisemblable que, dans cette lutte, il se rangera du côté le plus fort. A cette époque, les troupes françaises du cinquième arrondissement, qui comprend Alexandrie, Rosette et Bahirëh, consistaient dans les 61e et 75e de ligne, les 3e et 18e dragons, avec une artillerie de campagne assez nombreuse.

Le 13 au soir, partent du Caire le 22e chasseurs à cheval, la 4e légère, la 18e et la 69e de ligne, sous les ordres du général de division Lanusse et du général de brigade Silly. La 25e de ligne, qui était dans le Delta, reçoit ordre aussi de se porter à Rosette, pour de là marcher où le jugerait nécessaire le général Friant.

Le 17 ventose, les Anglais débarquent à Aboukir, sur le même point où avaient débarqué les Turcs en l'an VII. Le général Friant leur offre la plus vive résistance en les chargeant à la baïonnette et en dirigeant le feu de son artillerie avec beaucoup de justesse; il tue ou met hors de combat deux mille hommes aux ennemis; mais, accablé par le nombre, il est obligé de se retirer sur les hauteurs de Canope, et de là, sur celles qui sont entre le camp des Romains et le lac Maadiëh.

Le 18, arrive le 22e régiment de chasseurs; le 19, les trois demi-brigades commandées par les généraux Lanusse et Silly.

Les 18, 19, 20 et 21, escarmouches et commencement du siége d'Aboukir par les ennemis; ils le battent par terre et par mer.

Dans la nuit du 17 au 18, le général Friant avait expédié un courrier au Caire, pour y apprendre ce qui s'était passé. Dans la nuit du 20 au 21, le courrier arrive au Caire.

Le 21, le général en chef, malgré la position où se trouvaient Souez, Salêhiëh et Damiette, menacés par l'ennemi, se détermine à partir avec toute l'infanterie et la cavalerie, sauf la 9e de ligne et la 22e légère, qu'il laisse pour défendre le Caire et les frontières de la Syrie. Il envoie ordre au général Rampon de se rendre sur-le-champ à Rahmaniëh avec quinze cents hommes et son

artillerie; il envoie aussi ordre au général Donzelot de descendre de la Haute-Égypte au Caire avec la 21e légère.

Le 21, le général en chef se met en route avec la 13e, la 85e et la 88e de ligne, un détachement de la 21e, qui était depuis long-temps au Caire, le 7e de hussards, le 14e, le 15e et le 20e de dragons.

Le 22, les ennemis viennent attaquer les généraux Friant et Lanusse, qui, après un combat très vif, se replient sur les hauteurs en avant de la porte de Rosette. L'ennemi se retire aussi sur les hauteurs entre le camp des Romains et le lac Maadiëh, où il commence à se retrancher. L'ennemi a perdu dans cette journée à peu près mille à douze cents hommes. Les troupes françaises y ont aussi beaucoup perdu; elles se sont battues comme des lions, mais les dispositions n'ont pas été faites telles qu'elles devaient être; le général Lanusse n'a fait battre ses troupes que partiellement, au lieu de réunir leurs efforts.

Le 24, le général en chef arrive à Rahmaniëh; il y attend le 25 le général Rampon, et le 26 il part pour Birket, où le rejoint le général Rampon; le 28, il arrive à Alexandrie après une marche des plus pénibles, ayant été obligé d'aller traverser le lac Maréotis, par-delà le Marabou, la chaussée de Réda étant occupée par l'ennemi.

Le 29, le général en chef fait ses dispositions; le 30, à trois heures et demie du matin, il attaque les ennemis dans leur position entre le camp des Romains et la pointe du lac Maadiëh. Le combat a été terrible pendant six heures de temps; mais, citoyen Premier Consul, ceux qui depuis long-temps voulaient l'évacuation de l'Égypte ont donné dans cette mémorable journée des preuves de leur inaltérable malveillance. Les troupes du centre et la cavalerie

ont fait des prodiges de valeur ; elles ont percé deux fois les deux lignes ennemies, sont entrées dans leurs redoutes ; mais n'étant secondées ni par la droite ni par la gauche, elles ont été obligées de se retirer avec beaucoup de perte. L'infanterie du centre était commandée par les généraux Rampon, Zayoncheck et Destaing ; la cavalerie, par les généraux Roize et Boussard. Le général Destaing a eu le bras cassé, Roize a été tué dans le camp ennemi, Boussard a eu deux coups de feu et un coup de baïonnette.

A la gauche, commandée par le général Lanusse, les troupes se sont montrées avec le plus grand sang-froid ; mais, mal dirigées par ce général, elles n'ont rien fait de ce qui avait été ordonné. Il en a été de même pour la droite, commandée par le général Reynier.

A la fin de l'affaire, sur les neuf heures du matin, le général Lanusse a eu la cuisse emportée par un boulet perdu ; il est mort le soir même : le général Silly, un des plus braves et des plus honnêtes hommes de l'armée, a eu aussi la cuisse emportée, mais il va bien.

A la droite, le général Baudot a eu aussi la cuisse emportée par un boulet perdu ; il est mort de sa blessure.

A neuf heures et demie, voyant que tous les efforts étaient inutiles, le général en chef a ordonné la retraite, qui s'est faite avec le plus grand ordre. L'armée française est venue reprendre sa position en avant de la porte de Rosette ; les ennemis ont gardé la leur.

Une grande quantité d'officiers de l'état-major et de chefs de corps ont été tués ou blessés ; presque tous ont été démontés. Le général en chef a eu aussi un cheval tué sous lui.

Sir Ralph Abercrombie, général en chef de l'armée ennemie, est mort de ses blessures, ainsi qu'un autre de

leurs généraux; sir Kerry; deux autres ont été blessés, ainsi que M. Smith.

Tous les aides-de-camp du général en chef se sont conduits avec la plus grande distinction; l'aide-de-camp du général Murat, qui était venu apporter des dépêches d'Ancône, a été tué à côté du général en chef.

La perte des ennemis et celle des Français a été à peu près la même, quinze cents hommes hors de combat de part et d'autre.

Le lendemain de la bataille, 1er germinal, les malveillans ont cherché à exciter du mouvement dans l'armée; les troupes ont été inébranlables; ils ont écrit au Caire, mandant que tout était perdu, et qu'il fallait tout évacuer, tout vendre à quelque prix que ce fût. Le général en chef, instruit à temps, a rassuré tout le monde, excepté les gens qui, par faiblesse ou malveillance, ne se rassurent jamais.

Le général en chef a fait retrancher de la manière la plus forte la position en avant de la porte de Rosette; elle est presque inattaquable.

Le fort d'Aboukir s'est rendu le 17 ventose.

Les ennemis ont marché sur Rosette; le fort s'est rendu après une très belle défense, et le Boghaz a été forcé par les canonnières anglaises; mais elles ne pourront pas remonter le Nil, vu le peu d'eau qui y existe aujourd'hui.

Le général en chef a envoyé le général Lagrange pour couvrir Rahmanieh avec environ quatre mille hommes. Il est posté sur le bord et sur la rive gauche du Nil, à mi-chemin de Rahmanieh et Rosette. Les Anglais ont leur position à deux lieues au-dessus de cette place; ils ont leur droite appuyée au lac d'Edko, et leur gauche au Nil.

Les Anglais, qui se croient tout permis, ont coupé, du côté de Béda, la digue qui contient les eaux du lac Maadiëh; la mer s'est répandue dans tout l'espace qui formait autrefois le lac Maréotis, et de là dans une vallée qu'on croit s'étendre jusqu'auprès de Derne. Le général en chef a fait sur-le-champ porter à bras d'hommes et sur des prolonges d'artillerie, des bateaux qu'on a placés sur le lac Maréotis; ils servent à entretenir la communication avec Rahmaniëh: la cavalerie peut passer dans environ trois pieds d'eau. On construit aussi des pontons qui porteront du canon, pour s'opposer aux canonnières que l'ennemi pourrait porter sur le lac Maréotis. On s'est servi, pour exécuter cette mesure, d'un ancien canal creusé pour faire passer les galères du port dans le lac Maréotis; il est entre le mamelon et le fort des Bains.

Une portion de l'armée des Osmanlis est arrivée à Salëhiëh.

Deux vaisseaux anglais sont entrés dans la mer Rouge.

Vous voyez, citoyen Premier Consul, quelle est la position de l'armée française en Égypte: le général en chef vous promet qu'il se battra jusqu'à la mort, et qu'il rendra à jamais mémorable la défense des Français en Égypte, s'ils ne reçoivent pas de secours.

L'amiral Gantheaume, sorti de Brest vingt et un jours avant *la Régénérée*, partie de Rochefort, aurait pu être arrivé ici avant l'apparition des Anglais. *La Régénérée* n'a mis que dix-sept jours dans sa traversée. Si l'amiral Gantheaume était arrivé, les Anglais ne seraient plus aujourd'hui en Égypte: il a été vu à l'entrée de Toulon, le 30 pluviose; c'est *le Lodi* qui en a fait le rapport. Quelle fatalité a donc retardé la marche de l'escadre française!

Le général en chef ne peut trop se louer des capi-

taines de vaisseau Villeneuve, Richer et Barré; eux et leurs marins s'emploient partout

Résumé.

Les Anglais sont maîtres d'Aboukir et de la presqu'île, jusqu'à la pointe du lac Maadiëh à leur gauche, et le camp des Romains à leur droite.

Ils sont maîtres de toute la côte, depuis Aboukir jusqu'à Rosette inclusivement; ils se sont emparés du fort Julien et du Boghaz; leur position de ce côté est à deux lieues en avant de Rosette.

Les Français sont maîtres d'Alexandrie jusque vers les hauteurs qui sont à un quart de lieue en avant de la porte de Rosette; leur camp retranché est assis sur ces hauteurs: ils sont maîtres de Rahmaniëh, et ils ont un corps considérable au-dessous de cette place, à quatre lieues de Rosette et vis-à-vis des Anglais; ils sont encore maîtres de Bourlos, Damiette, le Caire et de tout le reste de l'Egypte.

Mourâd-Bey est à Miniet. Que feront les Osmanlis? cela est encore très incertain.

Le général en chef a nommé deux lieutenans-généraux, afin de comprimer tous les malveillans; ce sont les généraux Friant et Rampon.

Le général en chef prendra peut-être le parti de renvoyer en France tous ces malveillans, qui ont juré haine à leur pays. Dans les circonstances difficiles, il faut employer les grands remèdes.

Ci-joint l'ordre de bataille donné le 29 au soir, à Alexandrie, à tous les généraux de l'armée. Une note explicative fera connaître ce qui a été exécuté et ce qui ne l'a pas été.

Salut et respect. *Signé* MENOU.

(N° 2.)

NOTES DU GÉNÉRAL ***,

SUR LA SITUATION DE L'ARMÉE D'ÉGYPTE,

DEPUIS LA FIN DE L'AN VII JUSQU'AU 12 FLORÉAL AN IX.

Les lettres écrites au Directoire exécutif par Kléber, Damas, Dugua, Tallien, Poussielgue, etc., attestent la haine qu'on portait à Bonaparte, et le désir de le voir anéanti.

Discours injurieux tenus à la mémoire de Bonaparte.

Bonaparte, devenu premier consul, irrita la jalouse ambition de Kléber. Il ne tenta rien moins que d'engager l'armée à se déclarer indépendante, pour lutter contre le premier consul.

Après la reddition d'El-A'rych, le commandant reçoit en rentrant un grade supérieur et une gratification de 10,000 fr.

Mutinerie des troupes excitée à Damiette et à Alexandrie. La solde arriérée de huit mois.

Lorsque le général Kléber prit le commandement de l'armée d'Orient, à la fin de l'an VII, il ne put cacher la jalousie qu'il portait à la gloire de son prédécesseur. Tous les établissemens faits par celui-ci furent changés, et le système de guerre qu'ont signalé d'éclatans faits d'armes en Égypte et en Italie fut rebuté. Une rivalité entre les généraux ayant fait les campagnes d'Italie, et ceux qui avaient combattu dans le Nord et sur le Rhin, s'établit alors. Dès ce moment, plus d'unité dans l'armée, qui se divisa en deux partis.

Le général Kléber, zélé protecteur des détracteurs de Bonaparte, manifesta bientôt le désir et le projet de ramener l'armée en France et d'abandonner l'Égypte sans en tirer aucun avantage; c'est en conséquence de ces dispositions que la capitulation d'El-A'rych fut signée.

Les moyens employés pour avoir des prétextes justificatifs d'une telle conduite, n'ont pu échapper, même aux moins clairvoyans.

A la bataille de Mattarieh, si les troupes eussent été abandonnées à leur impulsion ordinaire, il ne retournait pas un Turc en Syrie; la méthode théorique employée dans cette affaire, permit au contraire à cette armée de reprendre l'offensive peu de temps après.

La mauvaise foi du cabinet de Saint-James a sauvé à l'armée française la honte de l'évacuation, en l'obligeant de reconquérir l'Égypte sur les Osmanlis, maîtres d'une partie des forts, et répandus dans la ville du Caire.

L'impossibilité de renouer des négociations avec succès, était assez démontrée par la perfidie des Anglais, et par le sentiment des forces de l'armée. Cependant le général Kléber, fidèle à son plan, chercha les moyens de se rapprocher des Anglais pour traiter de nouveau, et leur laisser l'Égypte.

Plusieurs parlementaires sont envoyés et reçus par terre et par mer.

Arrivée du chef de brigade Latour-Maubourg et du général Galbo.

Des ordres exprès du gouvernement vinrent déranger son projet; mais pour cela il ne s'obstina pas moins à partir lui-même avec quelques uns de ses plus zélés partisans. Un défaut de combinaisons et des circonstances particulières l'en empêchèrent.

Réquisitions faites en nature, en bestiaux, et accompagnées des plus dures vexations.

Les Cophtes employés à ces recouvremens.

Pendant qu'on se disposait ainsi à abandonner la conquête de l'Égypte, et qu'on flattait les troupes de l'espoir de rentrer dans leur patrie, l'administration du pays était totalement négligée, ou remise à des agens dignes de leur ministère.

Prétexte de mauvaise volonté ou d'intentions hostiles supposées aux habitans pour piller impunément des villages.

Les habitans du pays furent souvent exposés aux extorsions des commandans militaires, qui, appuyant de la force des armes les prétentions des agens particuliers, et croyant leur départ pro-

chain, pressuraient d'autant pour en retirer le plus possible.

Il avait été retiré de l'Égypte plusieurs millions, et jamais il n'y avait un sou disponible pour la solde.

Malgré ces avanies et ce qu'on retirait en avances sur le myri des villages, la solde de l'armée était arriérée de près d'un an, et les principaux chefs d'administration étaient créanciers du gouvernement de sommes considérables.

C'est dans cet état de choses en Egypte que le général Kléber fut assassiné par un émissaire du visir.

L'armée vit avec plaisir la bonne résolution de son nouveau chef.

Le commandement échut alors au général Menou, qui, fidèle à l'honneur et à son pays, prévint l'armée, par une adresse, qu'il ne ferait rien d'indigne d'elle, et qu'il n'agirait que d'après les ordres du gouvernement.

Propos indécens tenus par quelques individus.

Les partisans de l'évacuation trouvèrent dans le nouveau commandant un antagoniste sévère, aussi cherchèrent-ils à jeter de la défaveur sur toutes ses opérations.

Le général Menou sentit la nécessité d'extirper les grands abus d'administration militaire et civile, et d'y suppléer par des réglemens sages.

Réforme des commissaires des guerres.

Les fournitures de subsistances représentées par une indemnité en numéraire. Les hôpitaux bonifiés, les corps chargés de leur habillement.

Une réforme fut ordonnée dans l'administration militaire, et un système organisateur, en assurant la subsistance et la solde de la troupe, détermina la quotité d'impositions, à laquelle seraient assujettis les habitans, en les déchargeant des avanies et extorsions sous lesquelles ils gémissaient depuis trop long-temps.

Fixation des droits faciles à recouvrer sans être à charge aux paysans. Les Cophtes ne sont plus char-

gés des recouvremens. Les commandans militaires chargés de surveiller la perception sans pouvoir rien exiger.

Contentement général des habitans sur ce changement.

La confiance succédait alors à la crainte, et les communications entre les habitans et les Français furent sincères et faciles.

Les administrateurs réformés, accoutumés à grossir leur bourse du produit de leurs extorsions, et ne pouvant continuer, cherchèrent à sauver leur fortune en se joignant aux partisans de l'évacuation.

Écrit relatif à Daure, promu au grade d'inspecteur général aux revues.

Des lettres anonymes furent écrites, et peignirent le général Menou sous les plus noires couleurs.

La masse de l'armée resta inaccessible à toutes les dissensions, et on s'acharna davantage en raison de la résistance qu'on éprouvait à l'ébranler.

Les troupes sentaient trop bien l'avantage du nouveau système, aussi restèrent-elles toujours attachées, par l'estime la mieux méritée, au général qui, après l'avoir fait solder de ses arriérés, lui assurait une bonne subsistance, et cherchait tous les moyens de lui être avantageux en remplissant les intentions du gouvernement.

L'opinion inébranlable de l'armée convainquit les propagateurs de l'évacuation et ses partisans, réunis par d'autres motifs, qu'ils ne pouvaient la détacher de son chef.

Les généraux Reynier, Damas, Lanusse, Verdier:

Des hommes marquant par les premiers grades militaires, et fa-

le premier, jaloux du commandement de l'armée; le deuxième, tenant au système d'évacuation, et peut-être encore plus au trésor de Kléber.

Le troisième, soupçonné d'avoir toléré des dilapidations, avait été relevé du commandement d'Alexandrie, où il avait introduit des officiers anglais dans les fêtes.

Le quatrième, d'une immoralité reconnue et par ses vexations commises dans le Delta et ailleurs.

Et tous les quatre, irrités de ne pouvoir plus abuser de leur autorité pour se procurer de l'argent par des moyens peu délicats, s'étaient, avec leurs partisans, déclarés les antagonistes du général qu'ils avaient même résolu de faire arrêter; ils avaient en conséquence attiré dans leur parti les chefs de brigade Pepin et Goguet.

La réponse ferme et positive du général Menou, étonne les réclamans.

Le premier consul ayant

tigués de l'inaction peu lucrative où ils étaient réduits, levèrent enfin le masque, et se présentèrent chez le général pour lui demander raison des changemens qu'il avait établis dans l'administration, et pour l'engager à rétablir les choses dans le même état qu'elles étaient avant qu'il prît le commandement de l'armée.

Le général en chef, étonné d'une démarche qui pouvait avoir les conséquences les plus fâcheuses, et assuré des bons effets du nouveau mode d'administration, répondit positivement qu'il ne changerait rien de ce qu'il avait ordonné, parce qu'il n'avait rien fait qui ne fût conforme aux intérêts de l'armée et du gouvernement. Il promit en même temps de laisser leur procédé ignoré.

Ce parti, désespéré de n'avoir

confirmé le général Menou dans le commandement de l'armée, les dissidens se taisent, n'ayant plus de prétexte à lui opposer.

Des Anglais, sous prétexte de négoce, voyageaient en Egypte; ils pouvaient être suspectés d'espionnage.

Les dissidens attendent l'arrivée d'une armée ennemie pour entraver et faire échouer les opérations militaires du général en chef.

Les troupes avaient été rassemblées au Caire pour s'assurer de leurs bonnes dispositions, et pour empêcher la propagation du système d'évacuation, en leur en montrant le ridicule par la réunion des forces qu'on pouvait opposer aux ennemis du dehors.

pu arracher au général Menou l'estime, la bienveillance de l'armée, la confiance et le respect des habitans, ne s'obstina pas moins à poursuivre sa chute, et crut en assurer le succès, en faisant manquer les opérations militaires si l'ennemi se présentait.

Le moment parut favorable, et vraisemblablement les dissensions le devancèrent.

Les Anglais rassemblaient des troupes à Rhodes, et le visir, réunissant des troupes en Syrie, menaçait l'Egypte.

Les rapports de Syrie apprirent qu'un corps de dix à quinze mille Turcs était posté à El-A'rych, et que le gros de cette armée était prêt à se mettre en marche.

Pour prévenir les mouvemens de cette armée turque, et la battre avant qu'elle mît le pied sur le terrain cultivé, des troupes furent réunies au Caire; on tira à cet effet des détachemens de Damiette et d'Alexandrie.

La saison des débordemens n'était pas encore venue, on ne devait pas craindre les Anglais.

L'armée d'Orient était répartie le 10 ventose comme il suit :

Dans la Haute-Égypte.

2 bataillons de la 21e légère, avec le général Donzelot.

Saléhiëh, Belbeïs, le Caire, Boulac et Giseh.

4e légère.	Le général en chef.
1er bataillon de la 21e légère.	Le général de division Lagrange, chef de l'état-major général.
22e légère.	Belliard, commandant le Caire.
9e de ligne.	Galbo, adjoint de la place.
13e de ligne.	Duranteau, *idem*.
18e de ligne.	Reynier, général de division.
69e de ligne.	Robin, général de brigade.
85e de ligne.	Baudot, *idem*.
88e de ligne.	Lanusse, général de division.
1 bataillon de sapeurs.	Silly, général de brigade.
4 régim. de cavalerie.	Valentin, *idem*.
Les guides.	
Les Cophtes, Grecs et Syriens.	

Le Caire, Boulac et Giseh.

	Samson, général du génie.
1,000 hommes et 200 chevaux venus d'Alexandrie et de Damiette.	Bertrand, *idem*.
	Songis, général d'artillerie.
	Fautrer, *idem*.
Les dromadaires.	Roize, général de cavalerie.
2 compagnies d'artillerie légère.	Boussard, *idem*.
	Bron, *idem*.
Le parc d'artillerie.	Damas, Destaing, Alméras et Morand.

Alexandrie et Aboukir.

61e de ligne.	Moins 500 hommes et 100 chevaux détachés au Caire.	Le gén. de division Friant.
75e de ligne.		
3e de dragons.		
18e de dragons.		
1re comp. d'artill. légère.		

Rosette, Rahmanïeh et le Delta.

1 bataillon de la 75e.	Le général Zayoncheck.
2 bataillons de la 25e.	Le général Délegorgue.

Damiette et Lesbëh.

2e légère. 32e de ligne. 20e dragons. 1re comp.e d'artill. légère.	Moins 500 hommes et 100 chevaux détachés au Caire.	Le gén. de division Rampon.

Une flotte parut à la vue d'Alexandrie le 16 ventose; on signala cent trente-cinq voiles ayant le cap à Aboukir. Elle mouilla dans la baie le 17. Le général Friant expédia aussitôt des courriers au Caire et à Damiette pour prévenir de ce mouvement. Les courriers arrivèrent le 13 à leur destination. Le général Friant prit position sur les hauteurs d'Aboukir avec les troupes de la garnison d'Alexandrie; le général Zayoncheck fut posté à la Maison Carrée, entre Rosette et Aboukir, avec un bataillon de la 75e et le 3e régiment de dragons.

Deux bataillons de la 25e, détachés dans le Delta, reçurent l'ordre de se porter sur Rahmanëh, avec soixante-dix chevaux du 20e.

La division Lanusse partit du Caire avec un régiment de cavalerie, pour marcher sur Aboukir à grandes journées.

Le général Rampon rassembla toutes les troupes sous ses ordres à Damiette, pour être prêt à exécuter tout mouvement. Les détachemens tirés d'Alexandrie et de Damiette partirent du Caire pour rejoindre leur division à marches forcées; celui de Damiette y arriva le 18 ventose, avec le général Morand.

Par les rapports ultérieurs, le général Friant assurait qu'il n'y avait pas de troupes de débarquement sur cette flotte, et qu'il répondait de repousser toute tentative sur le rivage.

Ensuite de cette assurance, le mouvement des troupes en marche fut retardé; le régiment de cavalerie aurait pu, sans ce retard, arriver le 17 à Aboukir.

Le général Zayoncheck avait prévenu le général Friant de ce mouvement.

L'ennemi, sans montrer ses troupes, faisait des manœuvres pour rapprocher ses bâtimens, et exerçait journellement ses chaloupes.

De gros bâtimens de transport chargés de troupes avaient été poussés aussi près de terre que possible; les chaloupes de tous les bâtimens de la rade les avaient accostés.

Les généraux Samson et Bertrand tenant aussi au système d'évacuation, étaient présens à l'affaire. Tout en convenant du grand ordre mis par les Anglais dans leur débarquement, ils assuraient que s'ils se présentaient encore, ils ne douteraient pas du succès des efforts que feraient les troupes pour l'empêcher.

Le 17 ventose, par un temps très calme, toutes les chaloupes furent chargées de troupes, et se dirigèrent sur la terre, avec beaucoup de célérité, d'ordre et d'ensemble, sous la protection d'embarcations armées. Elles débarquèrent au nord-ouest de la baie, point le mieux reconnu pour la facilité d'un débarquement, ainsi que pour l'avantage d'une bonne position militaire et sa proximité. Elles présentèrent en même temps un front de bataille de trois à quatre *mille* hommes.

Les troupes du général Friant, qui comprenaient la 61e, deux bataillons de la 75e, le 18e régiment de dragons, et soixante-dix chevaux du 20e, étaient campées en arrière des mamelons, et

Malgré les meilleures intentions du général Friant et son violent désir d'acquérir une nouvelle gloire, on ne peut s'empêcher de lui reprocher d'avoir mis trop de méthode et de lenteur dans ses manœuvres. C'est particulièrement ce qui lui a fait éprouver des revers.

avaient leurs avant-postes sur les points les plus saillans ; lorsque ces avant-postes virent les mouvemens ennemis, ils se replièrent sur le corps de bataille ; les corps étaient par colonnes en masse.

La 61e, après s'être déployée, se porta sur le point le plus saillant. Pendant qu'elle exécutait sa manœuvre, l'ennemi se portait sur le même point. Ces deux corps se rencontrèrent au sommet. Là s'engagea un combat opiniâtre ; les Anglais qui se présentèrent de front furent repoussés avec vigueur jusque dans leurs chaloupes par les grenadiers de la 61e ; cette demi-brigade se trouvant débordée sur ses flancs, et exposée à un feu très vif, fut obligée de se retirer pour n'être pas enveloppée. La 75e fut aussitôt mise en mouvement pour soutenir la 61e ; à son approche elle essuya un feu très vif, qui, dirigé sur sa masse, lui fit éprouver une perte considérable, et l'empêcha de se déployer ; elle se retira après avoir laissé ses chevaux d'artillerie, ses canonniers et ses pièces sur le champ de bataille. Les efforts de l'infanterie n'ayant pu retenir l'ennemi, une charge fut ordonnée à l'escadron du 20e régiment de dragons. Quoique fournie avec beaucoup de courage et de vélocité, elle ne put entamer assez sensiblement la ligne ennemie. Le 18e reçut à son tour l'ordre de charger. Les pertes qu'il éprouva l'empêchèrent de finir sa charge.

L'ennemi n'ayant pu être ébran-

lé par les efforts de ces différens corps, le général Friant, craignant de compromettre la sûreté d'Alexandrie, ordonna la retraite sur cette place.

Le général Zayoncheck avait proposé au général Friant de réunir les corps que chacun d'eux commandait, pour multiplier les moyens de résistance au débarquement.

D'une seule marche le général Zayoncheck se rendit à Alexandrie en passant entre les lacs Maadieh et Maréotis.

Pendant cette affaire d'Aboukir, le général Zayoncheck était posté à la Maison Carrée avec cinq cents hommes d'infanterie et le 3e régiment de dragons; lorsqu'il en apprit le résultat, il se rendit à Alexandrie pour aider le général Friant à couvrir cette place.

« Si les troupes postées à la Mai-
« son Carrée avaient été réunies à
« celles du général Friant, les An-
« glais étaient culbutés.

« Les positions les plus sail-
« lantes n'étant pas gardées, l'en-
« nemi s'en est emparé sans ob-
« stacle.

« Les corps ayant donné par-
« tiellement, ont été écrasés tour
« à tour par le feu de l'ennemi.

« L'ordre en colonnes deman-
« dant du temps pour déployer,
« et offrant à l'ennemi plus de
« moyens de destruction, lui a
« donné l'avantage de prendre les
« positions avantageuses, d'où il
« dirigeait tous ses feux avec
« succès.

« La cavalerie aurait dû char-
« ger au moment où les troupes
« se formaient en débarquant et
« non après que ces mêmes trou-
« pes étaient en ordre et enhardies
« par la résistance qu'elles avaient
« opposée aux efforts de l'infante-
« rie. Ce premier choc les aurait
« confondues et renversées. »

Les Anglais, après la retraite du général Friant, continuèrent

leur débarquement ; on évalue le nombre de leurs troupes de quinze à dix-huit mille hommes. Le blocus du fort d'Aboukir fut formé.

Le général en chef ayant été instruit par le général Friant du peu de succès qu'il avait obtenu, ordonna un mouvement général de troupes sur Rahmanieh, en prescrivant d'y apporter beaucoup de célérité.

Le général Friant ayant relevé le général Lanusse dans le commandement d'Alexandrie, il existait entre eux, sinon de la mésintelligence, du moins peu de rapprochement.

Dans cet intervalle, le général Lanusse arriva à Alexandrie avec sa division et un régiment de cavalerie. Il se concerta avec le général Friant sur les moyens de prendre l'offensive.

Les troupes des deux divisions partirent en conséquence d'Alexandrie le 21 ventose, et prirent position; leur droite appuyée au lac Maadieh, et leur gauche à la mer, à hauteur de l'Embarcadère; elles étaient protégées par vingt-quatre pièces de canon.

La tranchée ouverte et les batteries établies, le fort capitula le 27 ventose.

L'armée anglaise était alors occupée à couvrir le siége d'Aboukir.

Le 22 ventose, les reconnaissances de cavalerie apprirent que l'ennemi faisait un mouvement général; les troupes prirent leur rang.

Le général Lanusse voulant se faire un mérite de les battre sans la participation du général Menou, les attaqua comme un homme trop assuré de la victoire,

Par un mouvement d'impétuosité qui lui était naturel, le général Lanusse, oubliant les dispositions convenues avec le général Friant, ordonna, en voyant l'ennemi, à un bataillon de la 4e légère, de l'attaquer de vive force. Ce bataillon ne pouvant renverser une aussi forte masse, fut soutenu par un second, et celui-ci

aidé par un troisième, ainsi successivement, jusqu'à ce que toutes les troupes de cette division, battues séparément, eussent tellement souffert de leur opiniâtreté à soutenir les efforts d'un ennemi supérieur, qu'elles furent obligées de se retirer.

Il n'y eut point d'ensemble dans les mouvemens des deux divisions.

Le général Friant, entraîné par le mouvement de l'autre division, se trouva dans la nécessité de l'imiter sans obtenir plus de succès.

L'infanterie n'ayant pu entamer cette ligne flanquée de colonnes en masse, une charge de cavalerie fut ordonnée; l'audace avec laquelle on la fournit, ne répondit pas à l'attente qu'on en avait conçue. Le feu trop vif de la ligne ennemie l'obligea à la retraite.

Après une perte assez considérable en hommes, en chevaux et en artillerie, les deux divisions vinrent prendre position sur les hauteurs à l'est d'Alexandrie.

Suite des dissensions des généraux par la répugnance de quelques uns d'entre eux à exécuter les ordres du général Menou.

Les mêmes causes qui ont empêché le général Friant de s'opposer au débarquement le 17, ont facilité le succès de l'armée anglaise le 22. On peut même ajouter que le général Lanusse, jaloux de battre l'ennemi sans les ordres du général en chef, s'était trop laissé emporter par cette avide passion de gloire.

Pendant la marche de l'armée, les propagateurs de l'évacuation reproduisirent ce système en tâchant de démontrer l'impossibilité de battre les Anglais, et de faire perdre au général en chef la confiance de l'armée.

Le général en chef continua de marcher sur Alexandrie avec l'armée. Elle y fut réunie le 29 ventose, après midi.

Les positions de l'armée ennemie furent aussitôt reconnues par le général en chef et les officiers du génie.

L'attaque fut résolue pour le 30, avant le jour; l'ordre en fut donné avec les instructions comme suit :

Le général Lanusse, ayant sous lui la 4e légère, les 18e, 69e, 88e de ligne, devait attaquer la redoute de gauche, point majeur de la ligne ennemie sur la mer, en arrière du camp des Romains.

Le général Rampon, avec les carabiniers de la 2e légère et la 32e de ligne, soutenait cette attaque en suivant le mouvement de l'ennemi.

Le général Destaing, avec les grenadiers du bataillon grec, et un bataillon de la 21e légère, faisait l'avant-garde à la droite du général Rampon.

Le général Friant, avec les 25e 61e et 75e de ligne suivait le mouvement sur la droite.

Les 13e et 85e, sous les ordres du général Reynier, devaient également suivre le mouvement.

Une fausse attaque devait être faite par les dromadaires vers *Béda*, et trois cents chevaux sous les ordres du général Bron devaient harceler continuellement l'ennemi dans cette partie.

La cavalerie, sous les ordres du général Roize, devait agir suivant les circonstances.

Le 30, à deux heures du matin, les colonnes prirent leurs positions.

Au signal convenu, les dromadaires firent avec succès leur fausse attaque; les différentes divisions se mirent en mouvement; les troupes, brûlaient d'impatience

Les généraux Reynier et Damas n'avaient pas reçu l'ordre de suivre les mouvemens de l'armée. Le premier devait être à Belbéis, et le second dans la Haute-Égypte.

Tous les généraux chefs de colonnes furent assemblés le 29 au soir par le général en chef. Ils convinrent de l'uniformité et de l'ensemble des mouvemens pour l'exécution des dispositions de l'ordre, qui furent unanimement approuvées.

d'atteindre l'ennemi. Si leur bonne volonté et leur courage ont été mal dirigés, et si le succès n'a pas couronné leurs efforts, elles le doivent aux mauvaises dispositions du général Lanusse, et aux plus mauvaises intentions d'autres personnes, qui, pour faire échouer le plan du général Menou et satisfaire leur vil intérêt et leur ambition, leur ont sacrifié l'intérêt de la France, le sang des braves et la gloire de l'armée.

Si l'affaire du 30 a été manquée, en voici les causes:

« Les troupes devaient être rangées sur deux lignes, ayant des éclaireurs en avant.

Mauvaises dispositions du général Lanusse; en contrevenant à ce qui était convenu la veille, il oppose l'ordre de profondeur au jeu de l'artillerie.

« La division Lanusse, attaquant le point majeur, fut au contraire rangée par colonnes en masse, ayant ses grenadiers et carabiniers en queue. Quelques coups de canon de front et par le flanc suffirent pour la mettre en désordre. Le général Lanusse ayant eu la cuisse cassée, elle se jeta à droite.

Lanusse en mourant s'écria avec une espèce de satisfaction: « qu'il était f... ainsi que la colonie. »

Daure, très actif antagoniste du général Menou, vint se mêler à l'affaire, et dévia une colonne des meilleures troupes.

« La première ligne de grenadiers et de carabiniers, sous les ordres du général Rampon, fut entraînée sur la droite par les cris de l'inspecteur aux revues Daure; et là, elle s'accula aux troupes en désordre de la division Lanusse, qui arrêtèrent son mouvement.

L'adjudant commandant Sornet a été tué en montant à la redoute. Le chef de bataillon Soulier et le capitaine Audibert y ont été faits prisonniers.

« La deuxième ligne marcha directement sur le flanc gauche de la redoute, qu'elle ne put enlever de force, parce qu'elle était réduite à une poignée d'hommes, exposés à un feu

Le général Destaing ayant été blessé, et ses troupes étant enveloppées, furent obligées de se faire jour à travers une ligne ennemie pour se retirer.

« de front, de flanc et de re-
« vers.

« Les troupes sous les ordres
« du général Destaing atteignirent
« leur but en perçant la ligne en-
« nemie, mais n'étant soutenues
« par aucun autre corps, elles
« furent obligées de céder au nom-
« bre et à l'avantage de la posi-
« tion.

« Les divisions Friant et Rey-
« nier, continuellement exposées
« au feu de l'artillerie, ne furent
« jamais mises à portée de rien
« entreprendre d'offensif.

Le général Friant tenait trop à la méthode théorique; il n'agit pas assez vivement.

Le général Reynier ayant reçu plusieurs fois l'ordre d'avancer, n'en resta pas moins dans l'impassibilité. Le général Lagrange lui en porta lui-même l'ordre sans plus de succès.

Les généraux Reynier et Damas sont reconnus pour chefs de parti, si bien que leurs partisans s'appellent Reyniéristes, et distinguent ceux du gouvernement par l'épithète de Menouistes.

Les retranchemens franchis, elle renversa tout ce qu'elle rencontra; les obstacles s'étant multipliés au milieu des tentes ennemies et des trous de loup, elle se retira ayant eu le général Roize tué, le général Boussard blessé, et avec lui plusieurs chefs.

« La cavalerie fournit une charge
« qui lui attira l'admiration même
« de ses ennemis. Si une ou deux
« des divisions qui n'avaient pas
« donné l'eussent soutenue, le suc-
« cès de la journée était assuré. »

Les partisans de l'évacuation profitèrent de ce revers et présentèrent avec satisfaction le tableau de la situation de l'armée après

La même fatalité qui fit manquer les journées des 17 et 22, vit produire les mêmes résultats le 30.

C'est dans cette dernière jour-

les trois affaires, pour prouver l'impuissance de nos armes, et produire leur système.

Des lettres alarmantes écrites au Caire et dans d'autres lieux peignaient l'armée sous les plus sombres couleurs; si bien qu'au Caire les Français se précipitaient et se retranchaient avec confusion dans la citadelle.

Les nouvelles officielles dessillèrent bientôt les yeux, en détruisant les impressions produites par les premières.

L'armée sut aussitôt distinguer et vouer à l'indignation et au mépris les auteurs de ces procédés et du peu de succès de nos armes.

En arrivant à Damiette,

née qu'on vit l'intérêt de parti sacrifier tout ce qu'on a de plus cher, à la satisfaction de faire échouer le parti opposé.

Après cette affaire, l'armée prit position devant Alexandrie; on choisit le terrain le plus propre à être fortifié, pour couvrir cette place. La ligne de retranchement appuyait sa droite en arrière du port sur le canal, et sa gauche en avant du Pharillon, à huit cents toises environ, en avant de la vieille enceinte.

Les Anglais continuèrent de fortifier leur position, et d'y joindre de nouveaux ouvrages.

Les Français, de leur côté, mirent beaucoup d'activité dans leurs travaux.

Le même jour, 30 ventose, il fut envoyé au général Morand, qui commandait la 3e légère, le dépôt du 32e de ligne, un escadron du 20e régiment de dragons et une compagnie d'artillerie légère, l'ordre de partir de Damiette avec toutes ces troupes, les administrations et les hôpitaux, pour se rendre à Rahmanieh, en laissant sur le Nil et sur le lac Menzaleh les bâtimens armés qui y étaient, pour défendre l'entrée des différens boghaz, et deux cents hommes pour les garnisons de Lesbeh, et les quatre tours sur les boghaz.

Les courriers ayant été arrêtés ou assassinés par les Arabes, l'ordre ne parvint point au général Morand; il reçut cependant une lettre d'avis.

L'aide-de-camp du général

l'aide-de-camp est étonné de voir les bouches du lac et du Nil ouvertes aux ennemis, et surtout de voir ces dispositions ordonnées par le général Morand, qui ne peut être accusé d'ineptie.

Le général Morand avait été chargé de s'aboucher avec les Turcs par le général Kléber, avant la capitulation d'El-A'rych. Il paraît qu'il tint beaucoup à voir s'exécuter les ordres et les instructions dont il était alors nanti.

Après l'affaire du 30, quelques bâtimens turcs de transport parurent, et joignirent quelques troupes turques aux Anglais.

Les Anglais, toujours perfides, exécutent strictement les ordres de leur gouvernement, en retenant comme prisonnière la garnison du fort, qui devait se retirer avec armes et bagages.

Le général Donzelot se réunit au général Belliard après s'être assuré des bonnes dispositions de Mourâd-Bey.

Les troupes au Caire comprennent le 9e de ligne, la 22e légère, cent hommes.

Rampon ayant été envoyé à Damiette pour y porter l'ordre de ce mouvement, y arriva le 21 germinal; il sut que la tour d'Omm-Faredge avait été évacuée sans qu'on y vît l'ennemi, et que les demi-galères, les avisos et les embarcations armées, existant dans cette partie du Nil et sur le lac Menzaléh, avaient été coulés par ordre du général Morand.

Après l'affaire du 30, la 85e part pour Rahmaniéh.

On apprend, le 20 germinal, qu'un parti d'Anglais et de Turcs marche sur Rosette, et qu'à leur approche cette ville avait été évacuée.

Le général Valentin part aussitôt d'Alexandrie avec le 7e régiment de hussards et la 69e de ligne, pour aller couvrir Rahmaniéh.

L'ennemi, après s'être emparé de Rosette, fait le siége du fort Julien. La garnison de ce fort, après avoir repoussé trois assauts et eu son commandant tué sur la brèche, capitule.

La garnison du Caire se renforce des troupes descendues de la Haute-Égypte pour couvrir cette place menacée par un ramassis d'hommes de toute nation et de toute secte, rassemblés par l'or des Anglais.

mes de la 21e, tous les dépôts de cavalerie, et vingt-quatre à trente pièces de campagne.

Quoiqu'il eût été facile de chasser ce ramassis de troupes, en faisant marcher les troupes du Caire, le général Belliard, partisan des détracteurs du général Menou, convoqua un conseil de guerre qui décida qu'on devait attendre l'ennemi sous les murs du Caire, et couvrir cette place.

Rien ne contraste mieux avec le système des propagateurs de l'évacuation, que l'intérêt que le peuple égyptien prend à l'armée française, et la satisfaction qu'il éprouverait à nous voir paisibles possesseurs de l'Égypte.

Les forts de Salêhiëh et de Belbéis ayant été démolis, ce ramassis de troupes est entré sans coup férir dans le pays cultivé, où ces gueux paraissent plutôt disposés à faire du butin, qu'à chercher à se battre.

Ce parti a poussé un avant-poste jusqu'à El-Anka.

Malgré cette apparition d'une armée anglaise et d'une armée prétendue turque, les habitans du pays s'intéressent au succès de nos armes, et verraient avec satisfaction les Français triompher de ces deux ennemis.

Les Anglais, après avoir assuré leur position par de bons retranchemens, et voulant interrompre les communications d'Alexandrie avec le reste de l'Egypte, coupèrent, le 24 germinal, la digue qui empêchait les eaux du lac Maadiëh de se répandre dans le bassin du lac Maréotis; depuis lors un écoulement considérable se fait par plusieurs grandes saignées.

Si cette grande étendue d'eau gêne les communications d'Alexandrie à Rahmaniëh, elle sert à couvrir le plus grand front d'Alexandrie, en sorte qu'il n'y a qu'une ligne de quinze à dix-huit cents toises à garder.

La majeure partie de l'armée ennemie s'est portée sur Rosette; elle a établi sa première ligne, la

droite appuyée à Edko, et la gauche au Nil, derrière un grand canal et un vaste terrain très fangeux ; la seconde ligne est à la position d'*Aboumandour*, en avant de Rosette.

Le général de division Lagrange partit d'Alexandrie avec la 4e demi-brigade légère, la 13e de ligne et le 20e régiment de dragons ; pour se réunir aux 7e de hussards ; 22e de chasseurs, 3e et 15e de dragons, 69e, 85e de ligne et 2e légère, et former un camp d'observation en avant de Rahmaniëh.

Quoique l'armée ait été, dans ces trois affaires, la victime des dissensions de quelques généraux, elle n'en paraît pas moins bien disposée à faire repentir l'armée anglaise d'être venu tenter le sort des armes, avec des vétérans accoutumés à avoir la victoire pour résultat, et l'honneur de bien servir leur pays pour récompense.

Le lieutenant-général ****.

(N° 3.) En quarantaine à

Tu sera surpris, mon cher Savary, d'apprendre l'arrivée en France du général Reynier, tandis qu'une armée anglaise envahit l'Orient, agit dans l'intérieur de l'Égypte et occupe peut-être en cet instant sa capitale. Je vais te développer les raisons d'un retour auquel tu ne t'attendais certainement pas : je commence par les moyens.

Le 23 floréal, à huit heures du soir, cinquante guides à pied, autant à cheval, trois compagnies de la 32e, avec une pièce de canon, ont investi la maison qu'étaient venu occuper les généraux Reynier et Damas, après que le général Menou leur eut retiré leurs troupes : résister n'eût été ni possible ni utile ; cependant ils étaient déterminés à tout plutôt que de laisser saisir leurs papiers et leur correspondance. Heureusement le général Menou

n'en avait pas l'intention, ou, ce qui est plus vraisemblable, il ne l'a point osé; et à onze heures du soir, le général Reynier, l'adjudant commandant Boyer, le chef de bataillon du génie Bachelu, l'ami Néraud et moi, nous étions à bord du *Lodi*; le général Damas, avec l'inspecteur en chef Daure, fut embarqué sur le *Good-Union*. Nous n'avons pu appareiller que le 29.

Instruit, ou plutôt trompé par les rapports fabuleux du général en chef, qui seuls parvenaient au gouvernement, grâce aux précautions qu'il prenait pour empêcher qu'aucune lettre ne fût remise à bord des bâtimens expédiés, il est nécessaire de soulever le voile qui couvre le tableau dégoûtant de ses opérations, de sa scélératesse et de ses crimes.

Depuis long-temps les généraux marquans dans l'armée par leurs talens et leurs lumières, avaient excité l'animosité du général Menou, qui frémissait de rage en voyant des généraux plus jeunes que lui se permettre de lui faire des représentations fondées, et de lui donner de sages conseils. Depuis long-temps il méditait la vengeance que lui suggéraient son amour-propre et sa morgue blessés; et les mêmes circonstances qui auraient dû l'engager à se réunir à eux pour sauver l'armée et défendre l'Égypte, sont celles dont il a profité pour organiser et exécuter les moyens d'assouvir sa haine.

Le 10 ventose, une flotte anglaise de cent cinquante voiles paraît devant Aboukir; on en reçoit la nouvelle au Caire le 13 après midi; le rapport annonçait que les chaloupes étaient à la mer pour opérer le débarquement. Un général doué seulement du sens commun, se fût pénétré de la nécessité de réunir jusqu'aux moindres détachemens de son armée, de se précipiter avec elle sur

Aboukir.... Aussi n'est-ce point là ce que fit le général Menou; il envoie l'ordre au général Reynier de partir *sur-le-champ*, avec deux demi-brigades de sa division, pour *Belbéis*. Il garde les deux autres au Caire, et donne l'ordre à la division Lanusse *de se tenir prête à marcher sur Alexandrie*. Le général Bron part avec le 22e de chasseurs seulement, pour Aboukir, et le reste de la cavalerie, les 14e, 15e et 7e de hussards, attend à Boulac des ordres de départ.

Cependant le 14 le général Lanusse reçoit l'ordre d'emmener avec lui trois demi-brigades de sa division et de s'arrêter à Rahmanieh *où il attendra de nouveaux ordres*. Le chef de l'état-major général lui écrit que *vu l'état des choses, là* 88e (aussi de sa division et l'une des plus fortes) *restera au Caire, et qu'il peut, s'il le veut, emmener son artillerie*.

Le général Menou, soit pour soutenir son débile courage, soit pour étourdir l'armée sur les dangers qui la menaçaient et la livrer plus facilement aux ennemis, répand parmi les troupes les bruits les plus ridicules. Il annonce lui-même *que la flotte anglaise est chargée seulement de peignes et de brosses*, dont la côte s'est trouvée couverte; il écrit aux généraux *que les Anglais ne veulent faire que des simulacres de débarquement*; et, satisfait de ses bonnes dispositions, goûtées pleinement par les Destaing, les Robin, les Valentin, etc., il reste au Caire dans son quartier-général.

Les généraux de division Reynier, Damas, Lanusse et Belliard, pour lesquels les vexations multipliées du général Menou n'étaient rien et l'honneur de l'armée tout, oubliant les torts qu'il avait avec eux, se rendent chez lui et lui font toutes les observations qu'exigeaient le salut

de l'armée et la conservation de la colonie. Rien ne peut vaincre son obstination ; ils se retirent. Le général Reynier, convaincu qu'il est de son grade et de son devoir de combattre de tous ses moyens les mauvaises dispositions du général en chef, lui écrit et lui fait sentir qu'il est de la plus grande importance de marcher de suite avec toute l'armée sur Aboukir; qu'en la divisant, on la fera battre partout; que le grand-visir, d'ailleurs peu à craindre, n'est point encore en mesure de passer le désert, et ne le fera certainement que lorsqu'il aura su le résultat de la tentative des Anglais; qu'on aura le temps, après avoir battu le débarquement, d'être de retour à Salêhiëh pour rejeter dans le désert une armée extrêmement diminuée par les maladies et la désertion. Il lui rappelle la grande maxime de guerre *de suppléer au nombre par la rapidité des marches*, maxime sur laquelle est basée la réputation des *Turenne*, des *Montecuculli*, etc.; mais le général Menou, persistant dans *son inébranlable fermeté*, poursuit ses mauvaises dispositions, et, entouré de ses troupes, il attend de pied ferme au Caire qu'on lui annonce le débarquement de quinze à dix-sept mille Anglais que pouvaient porter les cent cinquante voiles ennemies, et auxquels le général Friant n'avait à opposer que mille sept cents hommes à Alexandrie.

Le 20 ventose, on apprend au général Abdallah Menou que les Anglais, *retardés pendant sept jours par les gros temps*, ont débarqué, le 17, au point choisi par les Turcs en thermidor an VII. Il part du Caire *le 21*, et arrive le 24 à Rahmaniëh.

Le général Lanusse (qui devait attendre à Rahmaniëh de nouveaux ordres) instruit du débarquement, ne consultant que son honneur et la gloire de l'armée, enfreint

l'injonction qui lui était faite, pour voler au secours du général Friant et sauver Alexandrie.

Le général Reynier, envoyé à Belbéis, avec deux demi-brigades, reçoit l'ordre de les faire partir pour Rahmaniëh : elles devaient passer sous le commandement du général Damas, et le général Reynier devait rester à Belbéis avec son ambulance et *son artillerie :* il est à remarquer que le général Jacques Menou ne l'avait envoyé à Belbéis qu'afin de l'éloigner de l'armée, où il redoutait sa présence, et qu'il lui retirait des troupes dont il donnait le commandement au général Damas, dans l'espoir de détruire l'harmonie qui existait entre ces généraux. Cependant le général Reynier marche à l'ennemi avec ses deux demi-brigades, son artillerie, et le général Damas; et, parti le 21 de Belbéis, il arrive le 25 à Rahmaniëh, avec son infanterie.

Le général en chef y avait reçu l'avis des deux combats qu'avaient essuyés les généraux Friant et Lanusse, et où nous avions été repoussés le 17 et le 22. Cela ne l'empêcha pas de s'embarquer dans son canja pour aller voir sa femme au village de Fouah; il allait pousser au large, lorsque l'arrivée des généraux Reynier et Damas suspendit cet élan de tendresse conjugale; on attendait le général Rampon, auquel on avait donné l'ordre de laisser à Lesbëh et autres forts six cents hommes de la 2e légère avec une compagnie d'*artillerie légère*, la meilleure de l'armée, et on arriva enfin le 29 ventose à Alexandrie.

L'ennemi s'était emparé le 22, d'une position des plus militaires qu'occupaient les généraux Friant et Lanusse avec trop peu de troupes pour pouvoir s'opposer à ses efforts. La droite des Anglais appuyait à la mer, la gauche

au lac Maadiëh, les deux ailes flanquées par des chaloupes canonnières, le centre couvert de redoutes : ils avaient eu *huit jours* pour se retrancher et garnir leurs ouvrages d'une artillerie de position des plus nombreuses et des mieux servies.

C'est devant cette position que nous avons échoué le 30 ventose.

Le plan d'attaque, excellent en lui-même, avait été insinué au général Menou par son chef d'état-major, qui avoua ingénument au général Lanusse, l'incapacité du général en chef et la sienne propre, en semblable occasion. D'après cette confidence, le plan d'attaque, conçu par les généraux Reynier et Lanusse, avait été remis au général Lagrange. Le général en chef soudain le rédige en ordre du jour, et les généraux le reçoivent à dix heures du soir, la veille de l'affaire. Nous eussions certainement eu l'avantage, malgré notre infériorité, sans la perte du brave général Lanusse, et sans le général en chef, qui, pour toute manœuvre, fit charger la cavalerie avant le jour sur des redoutes entourées de fossés, situées sur des mamelons presque à pic, et en détruisit ainsi les deux tiers. Après avoir laissé pendant deux heures les troupes exposées à un feu des plus meurtriers, sans prendre le parti d'organiser une nouvelle attaque, comme le général Reynier le lui proposa plusieurs fois, ou de se retirer, s'il ne voulait pas tenter ce moyen, le général en chef retourna dans Alexandrie, sans ordonner la moindre disposition pour placer l'armée, qui prit d'elle-même sa position.

En même temps qu'Abdallah, par les calomnies les plus absurdes, s'efforçait de ternir la réputation du général Reynier, l'armée, moins aveuglée par les in-

trigues que certaine de l'incapacité de son chef, se persuada que le général Reynier était lieutenant-général. On n'a pas su quelles pouvaient être les causes de cette persuasion, commune à toutes les armes; ce qu'il y a de très sûr, c'est que ce fut le bruit général parmi les troupes : il fait autant d'honneur à celui qui en est l'objet qu'à leur discernement. Villars fut aussi nommé lieutenant-général par ses soldats.

Si les généraux n'avaient pas pris le parti d'opposer aux tracasseries journalières de Menou le mépris qu'inspire sa personne, s'ils daignaient réfuter les inculpations extravagantes que, pour couvrir son crime, il a la maladresse de chercher à leur appliquer, il ne leur serait peut-être pas difficile *de le convaincre de la plus noire perfidie*. En effet, qu'on réfléchisse à sa conduite depuis que l'*ancienneté* l'a placé au premier poste de l'armée, au soin qu'il a constamment pris de la diviser, d'acheter les suffrages de plusieurs vils intrigans, par des qualifications et par des grades; on le verra laissant dépourvues d'approvisionnemens les places les plus importantes de l'Égypte, celles qui pouvaient se trouver exposées aux premières attaques des ennemis; négligeant de monter quatre cents hommes de notre cavalerie qui languissaient à pied dans les dépôts de Boulac; refusant de compléter le nombre de dromadaires nécessaires au régiment, pour l'achat desquels le chef de brigade Cavalier lui proposait de faire, au nom de son corps, l'avance de 20,000 fr.; donner l'ordre de faire couper les chevaux d'artillerie, exécuté peu de temps avant le débarquement; on le verra, prévenu de mille manières d'une invasion ennemie, loin de chercher à s'y opposer ou à s'en garantir, retirer les troupes des côtes et les faire remonter au Caire sans

autre but apparent que celui de se faire des créatures et d'intriguer dans tous les corps à la fois; on le verra (entièrement opposé à la prudence du premier chef de l'armée d'Orient, qui, en thermidor an VII, présentait aux Égyptiens la descente des Osmanlis à Aboukir comme une invasion moscovite) annoncer dans une proclamation à ses frères les musulmans, l'arrivée d'une flotte de cent cinquante voiles, et d'une armée mahométane; retardant (sous le vain prétexte d'organiser un meilleur mode d'impositions) la rentrée du miry pendant les trois mois qui ont précédé le débarquement, et enlever ainsi au trésor public une ressource de trois millions; s'efforçant de hâter la destruction de l'armée en la disséminant, ne la réunir qu'à regret, et se priver comme à dessein des moyens d'artillerie qu'il était en son pouvoir d'employer pour foudroyer les ennemis; etc.; voilà des faits qu'attestera toute l'armée, des faits qui prouvent à l'évidence, ou l'ineptie la plus profonde ou la plus coupable trahison. Qu'à la suite de ce tableau révoltant d'opérations dont il est des milliers de victimes, on se rappelle les vociférations de l'Angleterre, qu'on se souvienne que *l'armée d'Orient, cette armée perfide, doit servir d'exemple au monde*, et l'on sentira que M. Dundas ne pouvait trouver un meilleur exécuteur de ses volontés, qu'il ne peut trop payer une si entière soumission à ses désirs.

Le visir n'arriva que *le* 20 *germinal* à Salêhiêh, il s'est depuis avancé à Belbéis, où il s'est retranché. Des canonniers anglais servent son artillerie, et des ingénieurs dirigent ses ouvrages. Le général Belliard a vainement sollicité le général en chef de lui donner le moyen d'aller l'attaquer; ce n'est que le 27 floréal que la retraite du corps de Rahmaniêh (pris le 19 par les Anglais et les

Turcs, qui avaient débarqué dans le commencement de germinal, au nombre de cinq mille, à la Maison Carrée) lui fournit les moyens de partir du Caire pour marcher contre le visir. Il est douteux qu'il ait réussi.

Si la conduite de Jacques Menou pouvait inspirer autre chose que l'indignation, on serait tenté de sourire de pitié en le voyant, au milieu de ses revers, prodiguer des grades aux individus marquans dans l'armée par leur ignorance ou leurs bassesses. Les lieutenans-généraux Friant et Rampon, les généraux de division Robin, Destaing, Zayoncheck, les généraux de brigade Darmagnac et Delzons sont autant de soliveaux dont s'étaie le général Menou pour prévenir une chute qu'il redoute, mais qu'il ne saurait éviter.

Je ne doute pas que le premier consul ne prononce sur cette affaire importante de manière à satisfaire pleinement l'honneur de l'armée et celui des généraux. Le jugement de Latour-Foissac, appliqué au général Abdallah Menou doit encore se considérer comme une faveur.

Il suffit de connaître les troupes de terre anglaises pour sentir à quelle humiliation est réduite l'armée d'Orient.

Un Zayoncheck!... connu par ses brigandages dans la Haute-Égypte, dont le seul mérite est d'avoir flatté la haine atroce de Menou, en lui répétant *qu'au lieu d'inhumer le général Kléber on eût dû l'exposer à une potence pour servir de pâture aux oiseaux de proie!*... un Destaing, dont la rapacité a porté au-delà de 200,000 fr. le fruit de ses concussions!... voilà quels sont les chefs actuels de l'armée d'Orient, les conseillers intimes du cabinet d'Alexandrie; voilà les nobles soutiens de cette morale qui découle abondamment de la plume du baron de Menou; mais qui ne purifia jamais son cœur infecté de crimes.

Les quatre combats qui ont précédé notre départ ont pu coûter à l'armée trois à quatre mille hommes hors de combat, tandis qu'une seule affaire, qui ne nous eût peut-être pas enlevé quinze cents hommes, aurait suffi pour anéantir l'armée anglaise et conserver l'Égypte à la France. Il est évident que si, au lieu de disséminer l'armée et d'agir avec autant de lenteur, on l'eût rassemblée, comme cela était possible, le 20 à Aboukir, 10,000 hommes d'infanterie, dix-sept cents chevaux, et soixante pièces de canon, eussent triomphé des troupes anglaises, qui ne venaient pas sans effroi combattre une armée couverte de gloire, et dont le nom seul inspirait à nos ennemis l'admiration et la crainte.

Personne mieux que le général Menou, n'avait une plus belle occasion de se faire en un moment, et à moins de frais, une réputation brillante, égale à celle de nos généraux les plus illustres. Quand on compare la situation de l'armée à l'époque où il l'a perdue par son ignorance ou sa perfidie, avec celle où le général Bonaparte, malgré ses faibles moyens et le découragement des troupes, triompha d'une armée d'Osmanlis, l'élite des milices ottomanes, c'est alors que, convaincu de la possibilité de repousser une invasion ennemie, on sent plus vivement la perte que fait la France, et qu'on déplore la honte que le général Menou déverse sur cette brave armée.

C'était peu que le général en chef abreuvât de dégoût les généraux qui se trouvaient en butte à ses intrigues. Il a encore répandu contre eux les calomnies les plus atroces. On l'a vu, s'efforçant de leur ravir l'estime et la confiance que leur accordent les troupes, tenter d'insinuer dans l'armée que le général Damas avait vendu l'Égypte à l'Angleterre, de concert avec le général Kléber; que le

général Reynier faisait le commerce des grains avec le grand-visir, etc.; les généraux Belliard, Lanusse, Daure, ne sont pas plus épargnés. Le lendemain de notre arrestation, il faisait circuler dans le camp qu'on avait saisi sur les généraux embarqués, trois millions avec lesquels on allait payer l'arriéré de l'armée, et en même temps il offrait à un aide-de-camp resté à Alexandrie, de l'argent pour payer les dettes que le général Reynier y avait laissées.

Pourras-tu croire que, pendant un an, Jacques Menou n'ait pas quitté le Caire pour aller inspecter les côtes ou les forts de l'Égypte? que tandis que son armée agit dans l'intérieur, il soit sur la place d'Alexandrie, occupé à rédiger ses ordres du jour et ses plates proclamations! Cesse de t'étonner, mon cher Savary; apprends que le général Menou veut se conserver pour la France, à laquelle il espère rendre encore d'aussi éminens services. A l'affaire du 30, quoique toujours hors de portée du canon, il avait auprès de lui un aide-de-camp chargé seulement de veiller à sa sûreté. Général, lui disait-on, vous êtes aperçu; on tire sur vous; et le général en chef de l'armée d'Orient allait prudemment s'abriter derrière ses lignes.

Toutes les personnes qui jouissaient de l'estime du général Bonaparte et du général Kléber sont tombées en discrédit auprès du général Menou; témoins les généraux Belliard, Morand, Bertrand, Daure, l'ordonnateur de la marine Leroy, l'ordonnateur Laigle, qui, tout récemment, vient d'être suspendu de ses fonctions par un de ses caprices. Malheur à celui qui réclamerait la sauvegarde des lois: elles sont nulles à ses yeux. Un chef d'escadron du 15e, officier très estimé, est détenu depuis trois mois dans un fort, pour avoir émis son opinion sur le compte

du général en chef : il se trouvait à Rahmanieh avec trois ou quatre officiers de la 85e, un d'eux à la solde du général Menou, tenta de rejeter sur le général Reynier et sur le général Lanusse la perte de la bataille du 30. Cet officier, certain du contraire, impose silence à l'espion en lui disant qu'il ne souffrirait pas qu'on parlât ainsi devant lui des généraux qui jouissaient de la confiance de l'armée; le mouchard, fidèle à ses instructions, le dénonça à Menou, qui le fit arrêter pendant la nuit, et le retient au fort triangulaire.

Le même système de terreur qui dévasta la France en 1793 existait en Égypte à l'époque de notre départ. Des espions sont répandus dans tous les corps de cette malheureuse armée, et le général en chef correspond directement avec eux, les soudoie et les récompense par des grades; les dénonciations, les arrestations se renouvellent chaque jour, et rien n'est plus commun que la menace de vous faire fusiller. Enfin, par une subversion effrayante de tout esprit militaire, de tout principe de société, on a vu le chef de brigade d'un corps de l'armée se glisser furtivement la nuit près de la tente de ses propres officiers, recueillir leurs propos et leurs opinions, et désigner ensuite au général Menou les victimes de son infâme espionnage.

Qu'on ne s'imagine pas que le général Abdallah, en prostituant les grades dans son armée, ait eu l'intention de récompenser le mérite ou des actions d'éclat. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la plupart de ceux qui les occupent. Par un raffinement d'intrigues dont lui seul est capable, il a nommé généraux de brigade des chefs de corps qui le détestaient, pour leur substituer ses partisans, afin de changer en sa faveur l'esprit de ces demi-

brigades. Cette raison l'avait engagé à enlever Maugras à la 75e; le brave Eppler est dans ce cas. Plein de mépris pour Menou, il voulut refuser un grade qu'il croyait au-dessus de ses forces, mais des menaces l'ont forcé d'accepter, et l'excellente 21e est devenue la proie d'un valet, d'un plat intrigant, d'une créature d'Abdallah.

Jacques Menou, en moins d'un an, a vomi en Orient assez de généraux pour composer l'état-major d'une armée de soixante mille hommes; deux lieutenans-généraux, quatre généraux de division, dix généraux de brigade, dont six en un seul jour; des adjudans-commandans et des officiers supérieurs, en proportion au moins double, composent le nouveau tableau de l'armée. Lorsqu'il reçut les brevets de Morand et du général Bertrand, il en fut presque scandalisé, et en témoigna son étonnement en pleine cour. En vérité, dit-il, le général Bonaparte n'y pense pas; il me donne des jeunes gens qui s'éloignent de moi, qui ne sont pas mes amis, plutôt que de confirmer de vieux officiers connus par leurs longs services. Le général Menou ne savait sans doute pas que ceux qui doivent leurs talens et leurs succès aux leçons, aux exemples de celui qui a sauvé la France, ne peuvent être les amis de l'ineptie et de l'intrigue; il ignorait que ceux qui servirent sous un héros n'obéissent qu'à regret à un jean f..

Tous deux, dans ces dernières affaires, se sont montrés dignes du choix du premier consul. Au combat de Rahmanieh, Morand a déployé des talens et un courage dont les Turcs principalement ont eu beaucoup à souffrir. Au reste, quels que soient des déclamations et les mensonges de Menou, qu'on mette en balance les services continuels que les généraux qu'il calomnie ont

rendus à la République pendant dix années de guerre et de succès, avec ceux de ce général perfide, avec sa déroute de la Vendée, sa lâche inaction devant une poignée de brigands parisiens, et l'on verra de quel côté doit être l'avantage. Que ceux qui furent de l'armée d'Orient, se rappellent qu'au milieu des fatigues communes à ces généraux qu'il déchire, le général turc traînait dans son harem le poids de son inutile et lourde masse, qu'il ébranla enfin pour aller commander la Palestine, lorsque l'armée de Syrie revenait de son expédition; qu'on rapproche le caractère loyal et purement militaire de ceux-là, de l'esprit intrigant, astucieux et vil de celui-ci, et l'on verra si le pilier des antichambres de Versailles peut la disputer aux plus fermes soutiens de la gloire de leur pays.

Nous avons fait de bien grandes pertes; il en est d'irréparables; les généraux Lanusse, Roize et Baudot sont morts victimes de l'ineptie et de la lenteur de Menou; Baudot a été bien sincèrement regretté par nous tous; c'était un bien bon ami. Le général Reynier a été on ne peut pas plus sensible à la perte du brave général Lanusse; c'était un homme d'un grand caractère, doué d'une belle âme et d'excellentes qualités. Uni de sentimens et d'opinions au général Reynier, il s'est, on peut le dire, dévoué pour l'honneur de l'armée; car un seul mot dit au général en chef, qui le détestait et le craignait infiniment, lui eût procuré dans l'instant son passeport pour la France, qu'il désirait revoir et où il eût été certainement employé par le premier consul; mais son attachement à l'armée, dont il voulait prévenir la ruine, et au général Reynier, l'a seul retenu en Égypte.

Peu de jours après l'affaire du 30, le général en chef

craignant que (par suite de son imprévoyance) les magasins d'Alexandrie ne pussent pas suffire aux besoins des troupes, se détermine à faire sortir les bouches inutiles de cette place, aussitôt un *ordre du jour :* mais sur qui porte cette mesure? tu croiras peut-être qu'elle frappe les Turcs?... Non, ces bouches inutiles sont vingt-cinq à trente Français, savans ou employés, qu'on arrache à la protection de l'armée, au milieu de laquelle ils étaient venus se réfugier, pour les exposer aux dangers d'une route pénible, et à la poursuite des Arabes, dont plusieurs ont été victimes.

Quelque temps avant l'arrestation du général Reynier, des officiers anglais, causant avec les nôtres aux avant-postes, leur dirent que le chef de brigade Clément, aide-de-camp du premier consul, avait été pris près du Marabou, et qu'il apportait le brevet de lieutenant-général au général Reynier; nous ignorons si cela a quelque fondement; je te prie de me le mander : ce bruit, qui circulait dans toutes les bouches, a surtout déterminé le général Menou à hâter son embarquement.

Ce que tu auras peine à croire, mon cher Savary, c'est qu'il puisse exister dans l'armée d'Orient des gens assez stupides pour faire une divinité de l'homme que je viens de te dépeindre. Il est vrai qu'il paie bien leurs adorations. Peu de jours avant l'apparition de la flotte anglaise, ces flagorneurs, certains que le propos lui serait rendu, assuraient à d'autres imbéciles qui les écoutaient de sang-froid, que la place de *premier consul* ne convenait à personne mieux qu'à Menou. *Le général Bonaparte est bon militaire si vous voulez*, disaient-ils, *mais le général Menou, quel génie! quel administrateur!*

Si quelque chose pouvait dédommager les généraux

de se voir ainsi arrachés aux dangers, aux malheurs même d'une armée dont ils ont si long-temps dirigé les travaux et partagé les glorieuses fatigues, ce serait certainement la douleur et les regrets que leur ont témoignés les braves soldats, exécuteurs passifs de cette violence inouïe. Pour mieux s'assurer de leur obéissance, on leur avait déguisé cette expédition, en leur faisant prendre deux jours de vivres. Pouvaient-ils penser en effet que le général Menou ordonnât un crime à ces mêmes guerriers, auxquels Bonaparte et Kléber ne commandaient que la victoire.

Adieu, mon cher Savary; écris-moi souvent. Je t'embrasse.

P. S. Dans peu je compte t'envoyer un précis des opérations de l'armée d'Orient, en te développant les causes de ses malheurs. Le jour de la mort du général Kléber, jour doublement funeste à la France, le général Reynier eut avec le général Menou une vive discussion pour le commandement de l'armée, que refusait obstinément ce dernier, en protestant *qu'il donnerait plutôt sa démission d'officier-général que d'accepter;* ce sont ses expressions. Le général Reynier, qui ne connaissait pas alors le général Menou, s'opiniâtra de son côté à refuser un poste auquel il se croyait inférieur, et où l'appela constamment le vœu de l'armée. C'est là le seul reproche qu'il ait à se faire, et la source des désastres de cette même armée, qui condamne surtout en ce moment une modestie qui coûte cher à la France.

Au milieu des intrigues du général Menou, on s'étonne qu'il n'ait point eu l'adresse de se ménager les corps dont les suffrages peuvent avoir le plus d'influence. Le corps entier du génie, celui de l'artillerie, la Commission des

arts, les membres de l'Institut, tous ont également à se plaindre, tous sont également vexés et maltraités par lui.

Le général Menou, dans ses rapports, a trompé indignement la bonne foi du gouvernement. Tout le bien qu'il se flatte d'avoir fait à l'armée, était le fruit des travaux du général Kléber. Il a écrit qu'il faisait construire des forts, creuser des canaux; qu'il envoyait des commissions au-delà de Sienne.... Tout cela est faux, absolument faux; les preuves en existent, et seront, s'il le faut, mises au grand jour pour détromper la France entière abusée par ce vil scélérat.

Je ne finirais pas s'il fallait m'appesantir sur toutes les sottises de Menou; mais il est temps de terminer cette longue lettre; je désire que tu puisses la déchiffrer.

Ton Ami.

Nous sommes en ce moment au mouillage à Nice; nous devons faire la quarantaine à Toulon: je te prie de m'y adresser tes lettres.

Du 9 messidor an IX.

Au quartier-général du Caire, le 25 novembre 1800.

MENOU, GÉNÉRAL EN CHEF, AU CITOYEN CARNOT, MINISTRE DE LA GUERRE.

CITOYEN MINISTRE, depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire, la position de l'armée du grand-visir n'a point changé; il est toujours de sa personne à Jaffa; de temps à autre, il fait faire quelque mouvement à une petite portion de troupes. Un détachement de cavalerie mameloucke et tartare est dernièrement venu jusqu'à Catieh,

à environ quinze lieues de nos avant-postes, qui sont à Salêhiëh. Il paraît que ce petit corps n'avait pour but que de faire quelque contrebande avec le canton de l'Égypte qui avoisine le lac Menzâlëh. J'ai fait partir sur-le-champ le régiment des dromadaires, qui s'est porté rapidement à peu de distance d'El-A'rych, où il a enlevé à peu près deux cents chevaux ou dromadaires à une tribu arabe amie des Osmanlis; mais il n'a point vu de troupes de l'armée ottomane. Pour ajouter encore de la force à cet excellent régiment de dromadaires, je viens de lui faire donner deux pièces de canon de trois; chacune est attelée de quatre dromadaires, et douze autres portent leurs munitions et leur eau. Je vais les employer à chercher l'armée du grand-visir, et à lui enlever tous ses moyens de transport.

J'ai donné l'ordre de détruire le pont de *Cantarah*, à quatre lieues de Catiëh : il est situé sur un canal qui reste tellement bourbeux toute l'année, que rien ne peut y passer, surtout cavalerie et artillerie. Cette mesure obligerait le grand-visir, s'il voulait nous attaquer, à faire deux marches de plus dans le désert.

Il n'existe plus aucune croisière devant les ports d'Alexandrie et de Damiette. Il paraît, d'après les rapports les plus vraisemblables, que le capitan-pacha est toujours dans le golfe de Macri. Quant aux Anglais, leur marche m'est entièrement inconnue. Plusieurs bâtimens grecs entrent dans nos ports; mais ils savent peu les nouvelles, parce que comme ils viennent en contrebande, ils évitent tous les parages et îles où ils pourraient rencontrer les Turcs et les Anglais.

L'armée est dans le meilleur état, bien payée, bien nourrie, bien habillée; quelques hommes, qui devraient

donner l'exemple, ont cherché à semer l'esprit d'insurrection parmi les troupes; mais partout ils ont trouvé une contenance fière, un attachement sans bornes à la République et au premier consul. Les officiers et chefs de corps se conduisent à merveille. La discipline est bonne. L'instruction est au point où on peut la désirer. Les généraux de division Friant et Rampon, le premier commandant à Alexandrie, le second à Damiette, sont des hommes excellens, prêts à tout sacrifier pour la chose publique, pour l'honneur de nos armes, et pour défendre la possession de l'Égypte jusqu'à la mort. Les généraux de brigade en général se conduisent ainsi qu'on doit l'attendre de braves militaires et de zélés républicains. Le général chef d'état-major Lagrange est un homme plein d'honneur, de talens, de courage et de probité.

La cavalerie est dans le meilleur état; les chevaux sont excellens; les hommes travaillent sans cesse à leur instruction, et manœuvrent avec beaucoup de célérité et de justesse. L'artillerie se perfectionne tous les jours. Le génie est dans la plus grande activité. Tous les forts environnant le Caire sont armés, ainsi que ceux qui bordent la côte.

Je joins ici, citoyen Ministre, une collection des ordres du jour, et de toutes les proclamations et arrêtés imprimés, ainsi que les états de plusieurs objets qui nous manquent, et que je vous supplie de nous faire parvenir.

Le général chef d'état-major vous adresse des états de situation.

Salut et respect, citoyen Ministre.

Abdallah Menou.

(N° 5.) Au quartier-général du Caire, le 28 novembre 1800.

MENOU, GÉNÉRAL EN CHEF, AU PREMIER CONSUL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GÉNÉRAL BONAPARTE.

Citoyen Consul, depuis les dernières lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire par le brick *le Lodi*, et la corvette *l'Héliopolis*, l'armée du grand-visir n'a point changé de position; seulement un détachement d'environ trois cents mameloucks et Tartares est venu en reconnaissance jusqu'à Catiëh. Il paraît qu'il n'a eu d'autre projet que de favoriser quelque contrebande qui se fait par le lac Menzalëh et par le désert de Suez. J'ai sur-le-champ fait partir le régiment des dromadaires, qui s'est porté avec rapidité jusqu'auprès d'El-A'rych, passant par la vallée de Sababiar et par Bash-El-Ouady, laissant totalement à gauche Salêhiëh et le pont de Cantarah. Les dromadaires n'ont point rencontré d'Osmanlis; mais ils se sont emparés d'environ deux cents chameaux, appartenant à une tribu d'Arabes amie du grand-visir. Depuis le retour des dromadaires, j'ai appris par des espions que cette course avait inspiré une grande terreur dans le camp du grand-visir, où on a cru que toute l'armée française marchait pour l'attaquer. Je vais faire recommencer ces courses de dromadaires, afin d'enlever au grand-visir une grande partie de ses moyens de transport, et pour augmenter la force de notre excellent régiment d'éclaireurs, je lui ai fait donner deux pièces de trois; elles sont traînées par quatre dromadaires chacune; douze autres portent les munitions: tout cela va comme le vent, et porte pour douze jours de vivres. Actuellement nos soldats trouvent de l'eau partout.

La croisière anglo-turque a totalement disparu. Je n'ai pu rien apprendre sur les Anglais; quant aux Turcs, il paraît qu'ils sont avec le capitan-pacha dans le golfe de Macri.

Les Grecs nous apportent assez souvent du vin, de l'huile, un peu de fer, du savon, et autres productions de l'Archipel.

J'ai permis l'exportation du riz par mer. Les Grecs en enlèvent, et plusieurs négocians français font des spéculations pour en emporter en France. Les citoyens Thévenin, Thorin, Juard, Delmas, etc., sont de ce nombre. Leurs cargaisons sont composées de riz, café, sucre, encens, sel ammoniac, coton, indigo, etc. Je désire infiniment qu'ils arrivent à bien, et qu'on voie en France des productions de l'Égypte. Les douanes sont diminuées; aucune vexation ne se commet, et le commerce jouit de la plus grande liberté et protection. J'ai cru, citoyen Consul, remplir en cela vos intentions.

Des bâtimens chargés de café arrivent à Suez. Les Arabes sont étonnés, et extrêmement satisfaits de la sûreté qu'ils trouvent pour leur commerce. Je joins ici copie certifiée d'une lettre que j'ai écrite au chérif de la Mecque.

J'ai donné ordre de détruire le pont de Cantarah; vous savez, citoyen Consul, qu'il est placé à quatre lieues de Salêhiëh, sur un canal qui est assez bourbeux toute l'année pour empêcher la cavalerie et l'artillerie de le traverser. Cette mesure forcerait le grand-visir, s'il voulait nous attaquer, à faire deux marches de plus dans le désert.

Les travaux de l'artillerie et du génie se continuent avec beaucoup d'activité; toute la côte est armée depuis

Omm-Faredje, sur le lac *Menzalëh* jusqu'à la tour du Marabou à l'ouest d'Alexandrie. Les forts qui entourent le Caire sont également armés.

Aboukir est en état de défense. On va construire une bonne tour pour protéger le passage du lac Maadiëh. Une autre est commencée à *Élouah* sur le canal d'Alexandrie; elle défendra tout ce canton contre les Arabes, et sera un excellent point de ralliement pour se porter soit sur Alexandrie, soit sur Rosette.

Je vais faire ouvrir un canal de Rosette au lac Bourlos. Il n'aura que cinq quarts de lieue de long. Je fais nettoyer et approfondir toute la partie du canal d'Alexandrie, depuis le point le plus ouvert du lac Maadiëh jusqu'à cette ville, sur la longueur de deux lieues environ. J'ai fait déboucher cette année un canal qui part du Nil près d'*Ecreuth*, à sept lieues au-dessus de Rosette. Il va se jeter dans le lac d'Edko, et ensuite dans celui de Maadiëh, de sorte qu'on pourra naviguer presque en tout temps depuis le Caire jusqu'à Alexandrie. Le lac Maadiëh fournira des eaux au canal qui avoisine cette ville. D'un autre côté, on pourra remonter de Damiette jusqu'à Semenhout, descendre de là dans le lac Bourlos par le canal de Tabariëh, navigable toute l'année, d'où on arrivera à Rosette par le canal que je vais faire ouvrir.

Je suis très content des habitans; ils prennent de jour en jour plus de confiance en nous; ceux des campagnes sentent tout l'avantage de n'être plus opprimés par les grands; ils commencent à respirer et à jouir tranquillement du fruit de leur travail. Les Cophtes, à l'exception de Malhem-Jacoub, ne nous voient pas d'aussi bon œil. Ils sentent que l'autorité leur échappe. Ce sont les plus grands fripons de l'univers; mais, citoyen Consul, Mal-

hem-Jacoub se conduit à merveille. J'avais demandé une récompense pour lui : il est actuellement colonel de la légion cophte, a pris l'uniforme français. Bamelemi est devenu le plus mauvais sujet de l'Égypte.

J'ai établi une commission de comptabilité qui revise tous les comptes depuis que nous sommes en Égypte. Quelques individus ne sont pas contens de cette mesure; mais il faut que le règne des fripons finisse, et que celui des lois, de l'honneur et de la probité reprenne son empire : c'est une tâche pénible, citoyen Consul, que de réprimer les abus et l'immoralité; mais rien ne m'arrête quand il s'agit de servir mon pays et la république, et de suivre vos exemples.

L'armée est dans le meilleur état, bien soldée, bien nourrie, bien habillée; elle est entièrement dévouée à la république et à son premier consul. Ceux qui ont voulu troubler l'ordre ont trouvé partout la contenance la plus fière de la part des officiers et soldats, et l'attachement le plus prononcé pour leurs devoirs. C'est une justice que je leur dois, et que je ne cesserai de leur rendre. Je m'occupe sans cesse à concilier les intérêts de la république avec ceux de l'armée et des habitans. Je n'aurai plus rien à désirer si je puis réussir.

L'administration des finances est dans le meilleur ordre. Je ne puis trop me louer du citoyen Estève, pour lequel je vous demande instamment la confirmation de la place de directeur-général et comptable des revenus publics de l'Égypte. J'ai aussi beaucoup de bien à dire de ses préposés. Un mot de votre part les encouragerait infiniment; une seule marque d'intérêt de Bonaparte électrise les hommes et décuple leurs facultés.

Salut et respect. ABDALLAH MENOU.

(N° 6.) Alexandrie, le 7 prairial an IX (27 mai 1800).

LE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ORIENT AU GÉNÉRAL EN CHEF BONAPARTE.

CITOYEN PREMIER CONSUL,

Depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire par la voliche l'*Écrevisse*, par le chebeck le *Good-Union*, et par le brick le *Lodi*, les ennemis n'ont rien tenté contre Alexandrie; mais le 29 du mois dernier, ils vinrent attaquer nos troupes à Rahmanieh, où, après différentes entreprises dans lesquelles ils échouèrent, ils vinrent sérieusement, après le soleil couché, tenter d'emporter un retranchement par notre droite. Les Osmanlis et plusieurs Anglais se jetèrent avec audace dans ce retranchement, en faisant des cris et des hurlemens épouvantables. Les 2e, 13e et 83e demi-brigades les laissèrent approcher; puis se jetant sur cette colonne sans tirer un coup de fusil, elles l'ont détruite entièrement et en ont fait un carnage horrible. Les ennemis ont perdu quinze cents hommes; nous n'avons eu que dix hommes tués et trente blessés; mais la flottille ennemie, supérieure en nombre à la nôtre, avait déjà débordé Rahmanieh; de sorte que le général Lagrange, qui commandait cette portion de l'armée, a cru prudent d'abandonner Rahmanieh, dont deux jours auparavant il avait fait évacuer tous les magasins, qui avaient remonté le Nil. De Rahmanieh, il s'est porté rapidement au Caire, où il s'est joint aux troupes qui y étaient stationnées; il a été attaquer l'armée turque près de Belbéis et l'a battue à plate-couture; actuellement il redescend sur les Anglais. Nous nous combinerons; nous les attaquerons, et j'espère que nous vous en rendrons

bon compte. Si la fortune ne nous seconde pas, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir.

J'ai actuellement sur le lac Maréotis seize chaloupes ou djermes; six portant des pièces de deux. Tout cela a été transporté à force de bras. Les retranchemens les plus formidables couvrent Alexandrie. Je viens en dernier lieu de les réunir au canal, par un fossé de dix-huit pieds de largeur et dix de profondeur, sur un développement de cent cinquante toises; cinquante pièces de canon défendent ce retranchement. La nouvelle enceinte de la ville est achevée. La hauteur de Cléopâtre est fortifiée. Une autre éminence en avant de la porte de Rosette, est occupée par une forte redoute. Les hauteurs de Pompée sont couvertes de retranchemens. On travaille à force au Marabou. Je vous répète, citoyen Consul, que nous périrons s'il le faut pour sauver la colonie; mais les secours conduits par Gantheaume ou par d'autres, que sont-ils devenus? Il est vrai que deux petits bâtimens que nous avons pris, l'un anglais, l'autre turc, ont déposé qu'une armée navale française et espagnole est dans la Méditerranée. Quand arrivera-t-elle?

J'ai envoyé en Europe, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander, citoyen Consul, les généraux Reynier, Damas, l'inspecteur aux revues Daure, l'adjudant commandant Boyer et quelques autres. Ils n'étaient amis ni de la république, ni de son gouvernement, ni de la colonie. Peut-être aurais-je mieux fait de prendre cette mesure il y a plusieurs mois; mais j'ai cru que la modération ramenerait ces hommes aux principes de l'honneur et de la raison: je m'étais trompé.

La majeure partie des membres de l'Institut et de la Commission des Arts m'ont aussi demandé à partir. J'ai cru

devoir céder à leurs instances réitérées. Ils auraient mieux fait d'attendre d'autres circonstances. J'ai retenu ici tous les monumens des arts, parce que, dans la persuasion que vous sauverez la colonie, je les ai crus plus en sûreté, et que ces objets sont un dépôt sacré.

Du secours, du secours, mon général; mais la république et les consuls peuvent compter sur le dévoûment sans bornes de l'armée d'Orient.

Salut et respect.

ABDALLAH MENOU.

(N° 7.) Au quartier-général du Caire, le 7 frimaire an IX (28 novembre 1800).

MENOU, GÉNÉRAL EN CHEF, AU CITOYEN THIBAUDEAU, CONSEILLER D'ÉTAT.

Je ne veux perdre aucune occasion de vous donner de mes nouvelles et de vous demander des vôtres, mon cher Thibaudeau. J'ai vu dans les journaux que vous aviez été nommé conseiller d'état. Je félicite la chose publique et le premier consul de cette nomination. Tant qu'on ne fera que des choix de cette espèce, on peut compter que le gouvernement prospérera. Les dernières nouvelles de la signature des préliminaires de la paix avec l'Empereur ont comblé de joie l'armée d'Orient. Elle attend avec empressement la réponse des Anglais à la réponse du premier consul. Quant à notre position elle est toujours la même. Le grand-visir avec ses hordes asiatiques est à Jaffa. Il nous menace de nous attaquer. A chaque menace je fais marcher des troupes, et alors la moitié de son armée déserte. Je m'occupe jour et nuit d'organiser ici une sorte de gouvernement. Que je serais

heureux, si j'avais avec moi un second Thibaudeau qui serait le législateur de l'Orient ! J'ai à lutter ici contre toutes sortes d'obstacles; mais j'ai appris à me roidir contre les difficultés et à devenir *barre de fer* (1). A propos de barre de fer, je viens de revomir à l'Europe le fameux Tallien, qui avait été vomi à l'Afrique. Il s'était occupé ici en s'amusant à vouloir insurger l'armée. Quelques individus qui, par leur grade et leur place, devaient donner l'exemple, avaient écouté et goûté sa théorie d'insurrection; mais les troupes, excellentes, braves et pleines d'honneur, ont été inébranlables. Bien payées, bien nourries, bien habillées, elles iraient au bout du monde pour servir la chose publique.

Les méchans ont été obligés à rentrer dans le devoir, et votre ami Tallien s'est embarqué pour aller porter ailleurs son souffle pestilentiel.

Si j'osais, je vous enverrais du vin de Chypre et le meilleur café du monde, mais les mers sont infestées d'Anglais et de Barbaresques; au reste, partie différée n'est pas perdue.

Faites mention de moi, mon ami, mon cher Thibaudeau.

Mes hommages à madame Thibaudeau.

ABDALLAH MENOU.

(1) Dénomination sous laquelle on désignait Thibaudeau.

(N° 8.) Au quartier-général du Caire, le 7 février 1801.

MENOU, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GÉNÉRAL BERTHIER, MINISTRE DE LA GUERRE.

Je suis on ne peut plus sensible, mon cher Berthier, aux témoignages de bonté et d'intérêt que m'a fait donner le premier consul. Dites-lui bien, et je m'en rapporte totalement à votre amitié à cet égard, qu'il peut compter sur mon dévoûment absolu et sur celui de la grandissime majorité de l'armée, pour seconder ses vues sur la conservation de l'Égypte. Quelques individus qui auraient dû donner l'exemple de ce dévoûment et d'attachement à la chose publique, ont voulu exciter des mouvemens; mais nos braves vétérans, qui ne connaissent que la voix de l'honneur et de la patrie, ont été sourds à toutes leurs insinuations. Au reste, si vous voulez bien connaître, mon cher Berthier, tous les projets qu'avaient ces ennemis de la chose publique, faites-vous représenter le n°. 1017 de la gazette de France, en date du quintidi, 5 vendémiaire an 9, article *Allemagne;* vous y trouverez le plan de tout ce qu'ils voulaient faire. Cette gazette m'a été adressée de France je ne sais par qui. Il paraît que ceux qui veulent remuer en Égypte, avaient trouvé le moyen de faire passer en Europe leurs projets, afin de savoir s'ils y trouveraient des partisans. Au total, soyez bien assuré que rien ne me dérangera de ma ligne; je ferai tête à tous les orages, et saurai les conjurer. D'ailleurs, ainsi que je vous l'ai dit, l'armée se conduit à merveille; vous pourrez entrer dans tous les détails à cet égard avec celui qui vous remettra cette lettre. (C'est le citoyen Costas.)

Vous avez donc repris les rênes du ministère, mon cher Berthier; vous êtes prompt et actif comme la foudre. On vous voit tantôt à Marengo, tantôt en Espagne, un instant après dirigeant les opérations militaires dans les bureaux de la guerre; toutes ces différentes missions sont confiées à d'excellentes mains.

Adieu! Rappelez-vous quelquefois du vieux soldat qui commande l'armée d'Orient; il vous a voué amitié franche et attachement inviolable.

ABDALLAH MENOU.

(N° 9.) Au quartier-général du Caire, le 8 ventose an IX (27 février 1801).

MENOU, GÉNÉRAL EN CHEF, AU GÉNÉRAL BONAPARTE, PREMIER CONSUL DE LA RÉPUBLIQUE.

CITOYEN PREMIER CONSUL, j'ai l'honneur de vous offrir, au nom de l'armée d'Orient, des administrateurs, des savans et des artistes, l'hommage de leur respectueuse reconnaissance pour l'intérêt que vous voulez bien leur témoigner. Si quelque motif pouvait augmenter leur dévoûment pour la république, leur attachement pour le premier consul, et leur résolution de faire tous les sacrifices pour l'intérêt de la patrie, ce serait sans doute les éloges que vous avez bien voulu donner à leur conduite, dans le projet de décret envoyé le 19 nivose au Corps Législatif.

Quant à moi personnellement, citoyen Premier Consul, je n'ai d'autre mérite que de marcher sur vos traces. Vous avez conquis l'Égypte, vous y avez ensuite tout organisé. Ce qui ne l'était pas définitivement, vous l'avez indiqué. Quant à la conservation du pays contre tout

ennemi venu ou à venir, elle n'a été et ne sera due qu'à la valeur indomptable des troupes. Marchent-elles à l'ennemi, le général qui a l'honneur de les commander, n'a presque autre chose à faire que de les suivre. Vous leur avez appris à vaincre; mais, citoyen Premier Consul, ce qui rendra cette expédition à jamais mémorable, c'est le cortége de sciences qui environne l'armée; vous avez voulu que la civilisation et les arts fussent portés dans l'Orient, en même temps que la France y fondait une colonie. Tout aura son exécution. Alexandre aussi conduisit de savantes masses, lorsqu'il en fit la conquête avec sa fameuse phalange. Callisthènes trouva des monumens astronomiques dans le temple de Bélus à Babylone. Nos savans en ont trouvé à Denderah et Esnëh; ceux d'Esnëh et de Denderah passeront à la postérité, après avoir opéré une célèbre révolution dans le monde savant; ils vieillissent l'univers de plusieurs milliers de siècles. Salut et respect. ABDALLAH MENOU.

(N° 10.) Alexandrie, le 17 juin 1801.

AU CITOYEN CHAPTAL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

CITOYEN MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous prévenir que le bâtiment qui portait la troupe de comédiens destinés pour l'Égypte a été pris par les Anglais, à peu de distance d'Alexandrie. Je dois vous remercier du soin que vous aviez bien voulu prendre de faire former cette troupe, qui devait contribuer à policer les habitans du pays, et à leur faire naître du goût pour les arts.

La corvette *l'Héliopolis* est entrée le 20 de ce mois dans

le port vieux d'Alexandrie. Elle a été vivement poursuivie par les vaisseaux de l'armée ennemie, qu'elle a traversée. Elle a apporté plusieurs objets d'utilité majeure pour la colonie, et dont le rassemblement est dû à vos soins. Je vous offre, citoyen Ministre, l'hommage de la reconnaissance de l'armée d'Orient.

Il y a aujourd'hui trois mois et onze jours que les Anglais sont débarqués en Égypte. Ils n'ont encore rien osé entreprendre d'important contre la ville d'Alexandrie, qui est entourée de retranchemens formidables.

Les Turcs, qui nous ont attaqués du côté de la frontière de Syrie, viennent d'être battus deux fois de suite. Le grand-visir commandait en personne à la seconde bataille. Les Anglais viennent aussi d'être battus à Embabeh, à peu de distance du Caire; je n'ai pas encore de détails; mais les Anglais qui sont sous Alexandrie conviennent eux-mêmes que la perte a été très considérable. Il paraît que leur nouveau général en chef y a été tué.

Citoyen Ministre, l'armée d'Orient se battra jusqu'à la mort pour sauver une colonie qui, sous tous les rapports, serait une des plus belles propriétés de la France. Le commerce deviendrait un des plus florissans qui aient jamais existé, et Alexandrie serait encore une fois une des premières villes du monde. Quant aux sciences, je n'ai pas besoin de vous en parler, c'est votre domaine, et vous savez mieux que moi, citoyen Ministre, combien l'Égypte peut contribuer à leurs progrès.

Salut et respect. Abdallah Menou.

(N° 11.) Alexandrie, 19 juillet 1801.

LE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE FRANÇAISE D'ORIENT, A SIR SIDNEY SMITH, COMMANDANT UNE DIVISION DE L'ARMÉE NAVALE ANGLAISE.

JE vais, monsieur, répondre franchement et loyalement à la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 16 juillet 1801.

Vous dites, monsieur, que vous avez vu l'ordre du jour du 24 messidor; je dois commencer par vous féliciter d'avoir une correspondance sûre à Alexandrie, ce qui vous met à même de savoir ce qui s'y passe. Quant à moi, je n'ai pas le même bonheur; je n'ai jamais lu ni vu un seul ordre du jour de l'armée anglaise, et je vous déclare même que je n'ai pris aucun moyen de me le procurer, soit directement, soit indirectement.

Vous vous plaignez d'avoir trouvé dans cet ordre votre nom placé mal à propos, et d'une manière injurieuse. Je n'ai jamais eu, monsieur, de motif pour vous injurier. Ce mot même ne convient ni à vous ni à moi; mais j'ai dû être infiniment étonné d'apprendre que sir Sidney Smith, officier très distingué dans l'armée anglaise, se permît de venir causer avec les avant-postes de l'armée française, ou même avec les vedettes et officiers de ronde; car franchement, monsieur, que doit-on conclure de semblables conversations ? Ou elles ont un but, ou elles n'en ont point. Si elles ont un but, elles sont dangereuses pour me servir du mot le plus honnête. Si elles n'en ont point, elles sont inutiles. Vous avez trop d'esprit pour ne pas tirer toutes les conséquences possibles

de ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire. D'ailleurs, permettez-moi de vous rappeler certain envoyé qui vint de votre part, il y a à peu près un an de Syrie au Caire. Je crois qu'il se nommait *Wrhigt*. Avec beaucoup de politesses il offrit de l'argent à plusieurs soldats qui le refusèrent avec peut-être un peu de rudesse. Il s'apitoyait très honnêtement sur leur sort, et leur disait qu'il ne tenait qu'à eux de retourner en France. C'était le synonyme de les engager à se déshonorer.

Votre conversation portait, dites-vous, monsieur, lorsque vous vîntes au camp, sur les derniers événemens. Desquels voulez-vous parler? Est-ce de la honteuse capitulation qu'a signée au Caire une partie de l'armée d'Orient? Elle est heureuse pour les Anglais; elle est infâmante pour les Français. Vous-même, sir Sidney Smith, je vous fais juge de la question, et je vous somme, au nom de l'honneur, de me répondre catégoriquement. Que penseriez-vous, que penserait votre général en chef, que penserait votre roi, que penserait votre parlement, que penserait la nation anglaise, si une portion d'une de vos armées avait fait ce que vient de faire au Caire une portion de l'armée française d'Orient? Je ne vous ferai pas le tort de douter un seul instant de votre réponse.

La conversation se portait encore, dites-vous, sur le désir qu'a chacun de voir terminer une lutte pénible pour tous, et trop long-temps prolongée. J'aurai encore l'honneur de vous demander, monsieur, si par là vous entendez parler de la lutte générale entre la France et l'Angleterre, ou seulement de la lutte particulière en Égypte. Si c'est de la première, cette question n'est pas de ma compétence; elle appartient tout entière à nos

gouvernemens respectifs. Je me permettrai seulement de dire à cet égard que je donnerais la moitié de mon existence pour la voir terminée, et je suis certain, en vous parlant ainsi, de penser comme le premier consul, toujours grand et infiniment au-dessus de la politique vulgaire. Je sais même que la paix ne dépend que de l'Angleterre, et que le premier consul n'a voulu faire que des propositions également honorables pour les deux nations.

Si c'est de la lutte particulière en Égypte que vous avez voulu parler, oserais-je vous demander pourquoi vous êtes venus la commencer? Mais si vous avez cru de votre intérêt de venir nous attaquer, et de terminer promptement, pourquoi ne voulez-vous pas croire que ceux des Français qui ne sont pas mus par des passions déshonorantes, aient pensé, par la même raison que vous, qu'il était de l'intérêt de la république de se défendre avec opiniâtreté, et de prolonger la lutte?

Soyez donc juste, monsieur; c'est là tout ce que vous demande celui qui a l'honneur de commander l'armée française.

Au reste, monsieur, vous devez savoir par vous-même, puisque vous y étiez présent, et les rapports de vos généraux en font foi, que si, à l'affaire du 30 ventose, tous les Français eussent été dirigés par l'honneur, les Anglais ne seraient plus aujourd'hui en Égypte, et la lutte aurait été promptement terminée, ainsi que vous paraissez le désirer. Ce n'est pas, monsieur, je le proteste hautement, que je veuille jeter quelques nuages sur la valeur de l'armée anglaise. Le 30 ventose, deux nations belliqueuses combattaient l'une contre l'autre: il fallait bien que la fortune se décidât en faveur de l'une des deux;

et de fait, ainsi que le disent vos généraux, elle se serait décidée pour les Français, si tous avaient fait leur devoir.

Je dois encore vous ajouter, monsieur, que si un événement tellement extraordinaire, tel que la postérité ne voudra pas y croire, ne fût pas arrivé au Caire, vos troupes, et celles des deux officiers de la Porte ottomane, se seraient morfondues et détruites devant cette place, sans pouvoir l'entamer. D'après tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, convenez donc qu'il était extrêmement naturel que j'eusse quelque défiance de votre promenade devant le camp français, et que je cherchasse à prévenir les troupes que je commande contre des insinuations qui pouvaient avoir lieu, surtout après l'événement du Caire. Je ne crois pas, monsieur, qu'il soit arrivé à aucun général français d'aller faire de semblables conversations avec les avant-postes anglais. Je vous déclare que je ne l'eusse pas permis.

Vous vous plaignez, monsieur, que je vous ai attaqué en votre absence et avec la plume, quand j'ai dit qu'on ne devait s'attaquer que le sabre à la main; quant à votre absence, monsieur, je ne la connaissais pas, puisque vous étiez au camp, et que vous le déclarez vous-même; quant à la plume, il m'était difficile de me servir d'une autre arme. Au reste, monsieur, à moins que le sort de la guerre n'en décide autrement, nous ne serons pas toujours en Égypte, vous et moi, et alors je chercherai à mériter votre estime de près comme de loin.

Je ne connais point, monsieur, les petites passions, ou les fausses impressions, qui, m'assurez-vous, dictèrent le fameux ordre du jour du 30 germinal devant Acre, ainsi que les notes qui furent ajoutées à la narration du

général Berthier. Je n'ai jamais lu cet ordre du jour; je n'en ai entendu parler que très vaguement, et je ne me mêle jamais de ce qui ne me regarde pas. Quant à moi, je déclare que je n'ai d'autre passion qu'un attachement inaltérable pour ma patrie et pour l'honneur, ainsi qu'un désir bien vif de mériter l'estime même des ennemis que les circonstances de la guerre me forcent à combattre.

Je ne sais, monsieur, si on ne se battra plus qu'une bonne fois pour toutes, ainsi que vous le dites, après quoi, ajoutez-vous, on finira par ne plus s'attaquer en aucune manière, et l'on vivra en paix et en bonne intelligence.

Si c'est encore, je le répète, de la guerre générale que vous me parlez, je le désire de toute mon âme. C'est le vœu de tout homme qui pense, et qui chérit l'humanité. Je me permettrai encore de vous dire que cela, suivant moi, ne dépend que de l'Angleterre.

Si c'est de l'Égypte que vous voulez parler, je dois vous assurer, monsieur, que les troupes françaises qui sont à Alexandrie, ne se conduiront pas comme celles du Caire : elles soutiendront leur réputation avec d'autant plus d'énergie qu'elles auront à lutter contre des généraux et des troupes faites pour être estimées sous tous les rapports.

Dans toute autre circonstance, monsieur, je n'aurais peut-être pas répondu à une lettre qui n'est que sous la forme d'une note; mais ici les circonstances sont telles que tout devient extrêmement intéressant, et qu'un jour tout ce qui s'est passé en Égypte devra être rendu public, parce que, sous tous les rapports, il faut que la vérité soit connue.

J'ai d'ailleurs saisi avec d'autant plus d'empressement, monsieur, l'occasion de vous témoigner mon estime, que j'ai su parfaitement, dans le temps, que c'était vous qui aviez averti avec beaucoup de loyauté le général en chef mon prédécesseur, que la capitulation d'El-A'rych allait être rompue, et qu'il devait prendre ses précautions.

J'ai l'honneur.

ABDALLAH MENOU.

(N° 12.) Caire, le 25 thermidor an VIII (13 juillet 1800).

AU GÉNÉRAL EN CHEF MENOU.

CHACUN, dans ce bas monde, suit, sans s'en douter, le chemin bon ou mauvais que le destin lui prescrit. Les uns font des conquêtes, les autres font des souliers; les uns font des constitutions, les autres font des enfans, des arrêtés, des processions, des tableaux, etc.; moi, citoyen Général, je fais des projets; c'est ma partie : de même que l'immortel Raphaël a placé le Père éternel, coiffé de son triangle équilatéral, au haut du firmament, pour juger les mortels; moi, je me place souvent de moi-même au-dessus du monde physique et moral. Là, du néant où le hasard m'a plongé depuis quelques années, je travaille tout à mon aise; et, si quelque obstacle ose s'opposer à mon pouvoir suprême, mon imagination le surmonte bientôt. Quelle belle chose que l'imagination! combien elle fait d'heureux! autrefois je l'étais par elle; je me figurai l'être encore. Cette jouissance vaut bien la première, pour un philosophe qui n'a point su définir le bonheur.

Je pris la liberté de vous proposer dans le temps, citoyen Général, de contenir pour toujours l'Egypte par

les effets contraires du fanatisme de ses habitans : vous n'avez cessé de rire de cette idée, qui aurait, dites-vous, fait crucifier Crébillon ; mais vous rirez peut-être bien davantage, lorsque, dans un mémoire raisonné d'après toutes les règles de la logique et de l'hydraulique, sans autre dépense pour le gouvernement que cinq cent mille livres une fois payées, dix hommes par village, à mes frais pendant dix ans, cent quintaux de poudre par trimestre, et un brevet de folie, que déjà tout le monde m'accorde gratuitement, je rendrai le Nil si docile à vos ordres, que vous pourrez alors lui faire arroser, à votre bon plaisir et dans les divers temps de l'année, tous les terrains, même les plus élevés de l'Egypte. Cet ouvrage, digne des temps les plus reculés de ces contrées fameuses, procurera annuellement une inondation également bonne, en centuplant au moins la surface cultivable de l'Egypte. Je vous demande dès à présent, citoyen Général, la propriété des déserts que je rendrai cultivables. Cette marque de bonté de votre part me servira de stimulant nécessaire au travail qu'il me reste à faire encore, pour porter cette idée sublime à la perfection que je voudrais lui donner avant de la soumettre à votre approbation. Mais, comme je ne désire être riche que pour embellir l'Egypte, les revenus des déserts rendus comme ci-dessus à l'agriculture, seront par moi employés à l'édification de la nouvelle ville française.

A Batn-el-Bahra, deux mille toises environ au nord de l'angle sud du Delta, s'éleveront les murs de cette ville ; sa droite défendue par la branche orientale, sa gauche par la branche occidentale du Nil. Un canal de soixante pieds de largeur sur trente de profondeur, apportera dans le centre de cette ville magnifique les pro-

ductions du milieu de l'Afrique, que l'entière liberté de plus de mille lieues de navigation de ses fleuves y amenera sans cesse. Cette ville recevra dans son sein les marchandises de l'Europe et de l'Asie par deux autres canaux, qui, dérivés du premier ci-dessus au centre de la ville, aboutiront à la branche de Rosette et de Damiette. Les richesses de tout l'univers seront ainsi conduites par eau jusque dans les divers quartiers de cette ville unique: elles y seront vendues et expédiées par toute la terre. Deux superbes ponts, aboutissant chacun à un faubourg au-delà des deux branches du Nil, seront défendus par de bons ouvrages. Ils éloigneront ainsi toute hostilité de la ville centrale, qui, de trois côtés, sera ainsi rendue imprenable. Quant à son front vers le Delta, il offrira une longue ligne droite flanquée de bastions et autres ouvrages, dont les feux seront tellement croisés sur les approches, qu'il sera impossible à des assiégeans de la pénétrer.

Cette ville opulente couvrira bientôt les campagnes voisines de toutes les beautés que l'art et la nature s'efforceront à l'envi de produire. On y verra s'élever, comme par enchantement, des palais magnifiques, dont le Bédouin hideux ne pourra que convoiter les richesses; des jardins vastes et délicieux, des routes, des canaux plantés d'arbres de toute espèce. Là, sous un ciel toujours pur, et à l'ombre de bosquets verts et impénétrables aux ardeurs du soleil, les petites maîtresses de Paris que les affaires de commerce de leur maison, ou mille autres motifs, ameneront en Égypte, oubliant les plaisirs bruyans et passagers de la France, s'abandonneront aux charmes réels et constans de la douce volupté orientale, que l'influence des mœurs et du climat leur fera bientôt

préférer : et si elles deviennent par la suite des épouses fidèles et laborieuses ; si, entièrement occupées de l'intérieur de leur harem ; elles écartent d'elles-mêmes tous les vices séducteurs, qui font en Europe la peste des familles, cette heureuse régénération du sexe français sera due au séjour charmant de Ménopolis.

Mais, citoyen Général, c'est, comme on le dit quelquefois fort élégamment, attacher la charrette avant les bœufs. Avant que vous soyez maître d'ordonner l'inondation du Nil, avant que moi-même j'élève les murs de la superbe Ménopolis, nous devons chercher à rendre la conquête de l'Egypte profitable à la patrie, soit que la paix générale nous assure ou nous prive de cette belle colonie.

Si elle nous l'assure, vous aurez vous-même, je l'espère, citoyen Général, le bonheur de la conduire à cet état de splendeur que votre patriotisme, vos lumières, et même un sentiment de commisération pour ces pauvres Egyptiens, promettent déjà à leur pays, digne d'un meilleur sort. Comme les ressources naîtront alors sous vos pas, et que tout nous prouve à présent que vous saurez bien en profiter à cette heureuse époque, je crois superflu de hasarder ici mes opinions particulières sur les moyens de porter cette colonie au plus haut point d'utilité pour la métropole.

Mais si la malheureuse Égypte, ou plus encore, si ses malheureux habitans ne doivent être considérés à la paix générale que comme un pur objet d'échange, et que nous soyons obligés de sortir d'ici ; comme nous connaissons actuellement trop bien ce pays pour ne pas chercher à le revoir en son temps, je suis persuadé que la France l'aura alors ou de gré ou de force. Dans cette hypothèse,

il serait très important d'y laisser un parti puissant, qui pût s'y maintenir armé pour y entretenir notre influence politique et commerciale, et seconder enfin les Français d'un côté, tandis qu'ils l'attaqueraient de l'autre.

Mais comment trouver ce parti? En quels lieux et comment pourrait-il se maintenir en force?

Ce parti est tout trouvé; il n'y a plus qu'à presser son organisation. L'Égypte, si on doit l'abandonner à la paix, ne pouvant retourner qu'à ses anciens maîtres, ils y extermineraient par vengeance ou par fanatisme toutes nos créatures. La sédition du Caire n'a que trop bien prouvé leurs sentimens sanguinaires; tous ceux qui ont à craindre leur retour en sont si persuadés, qu'ils deviendraient plutôt soldats contre eux que de s'exposer à leur ressentiment barbare. Il ne faut donc plus que seconder loyalement leurs généreux efforts, pour en recueillir nous-mêmes tous les avantages et les préserver ainsi de l'horrible boucherie dont toute la honte rejaillirait sur la France, si, comme on allait le faire, ces malheureuses victimes de leur dévoûment aux Français, pour prix des services qu'ils leur ont rendus, allaient par nous être livrées aux vengeances, aux haines particulières que nous avons suscitées, en un mot, au fanatisme général qui animera pour toujours les Osmanlis gouvernans, contre nos amis malheureux et abandonnés. Le voilà donc ce parti?

En quels lieux et comment pourrait-il se maintenir en force? Cela est très simple : il n'a qu'à abandonner le midi de l'Égypte, et aller ainsi renforcer Mourâd-Bey, qu'un traité d'alliance nous oblige de soutenir en cas d'évacuation. Fort de ses mamelouks et de nos auxiliaires, que le séjour des Français en Égypte aguerrira toujours plus, il

ne tardera pas d'en chasser les Osmanlis et de s'en rendre totalement maître. Dès-lors nos auxiliaires, par un traité secret conclu avec lui, seront considérés par Mourâd-Bey dans le Saïd, comme nous-mêmes nous l'y considérons aujourd'hui. Ils le tiendront, en quelque manière, dépendant de la France par le besoin qu'il aura d'en être étayé; ils maintiendront ainsi notre influence politique et commerciale dans ces contrées que d'autres puissances jalouses nous enleveraient bientôt, si Mourad gouvernait seul l'Égypte. Il est trop fin sans doute en ce moment pour ne pas paraître entièrement dévoué à nos intérêts tant qu'il devra nous craindre, ou attendre de nous sa réintégration définitive; mais qui peut nous répondre de lui, lorsque se voyant étayé par des alliances qu'il trouvera aisément contre nous, nous serons loin de lui et hors d'état de lui nuire?

Soutenir comme ci-dessus l'indépendance de nos créatures en Égypte, pour y conserver l'influence de la France et nous ménager ainsi des moyens faciles d'y rentrer, tels sont, citoyen Général, les avantages que vous pouvez aisément procurer de vous-même à la République, si, à la paix générale, elle doit renoncer à ce pays. Ceux qu'elle pourra obtenir en traitant elle-même son évacuation, et qui doivent être très considérables, ne peuvent plus se négocier qu'entre les puissances belligérantes, qui seules peuvent et doivent avoir ce droit. C'est une vérité hardie, qu'il était réservé à vous seul, citoyen Général, de proclamer à l'armée, à une époque difficile et mémorable, où moins de sagesse, de caractère et de dévoûment en son chef eût pu la perdre sans ressource.

J'ose donc, citoyen Général, appeler toutes vos sollicitudes sur l'augmentation, l'instruction militaire et l'ar-

mement de nos auxiliaires d'Égypte. Déjà par vos ordres, ils se rallient à un chef qui, soldat, prodigue, et français plus qu'aucun des scribes ses confrères, a manifesté son courage et ses talens en combattant avec nous pour la conquête du Saïd. Sans cesse entouré de dangers pour nous servir, il brave en ce moment les menaces des habitans du Caire, qu'il contraint d'expier leur révolte; il est revêtu de l'entière confiance des siens; comme eux il est issu de ces anciens Égyptiens qui étonnent encore l'univers par leurs monumens : quels souvenirs ces monumens rappellent! Quelles lumières! Quelle politique! En un mot, quelle civilisation ces pyramides, ces temples, ces lacs, ces canaux, annoncent chez les peuples qui les imaginèrent! Mais, ô vicissitude des temps! des hommes, maîtres de toute la terre sous le grand Sésostris, sont méconnaissables dans leurs descendans. Le Cophte, avili, abruti même par des milliers d'années d'esclavage, n'a su jusqu'ici que ramper servilement aux pieds de ses maîtres, sans cesse renaissans pour lui; mais si les Perses, les Grecs, les Romains, les Turcs, furent des tyrans barbares et fiers, les Français, dont la philosophie sait apprécier la dignité de l'homme, seront pour eux des vainqueurs généreux; et si des circonstances majeures font qu'on doive pour un temps les abandonner, ce ne sera qu'en les mettant à même, comme je l'ai dit ci-dessus, de pouvoir se garantir contre de nouveaux possesseurs sanguinaires et fanatiques, qui, en exterminant même par le conseil de leurs alliés, nos auxiliaires d'Égypte, rassureraient leurs craintes, en détruisant nos vues politiques sur ce pays.

J'ai tâché jusqu'ici de démontrer la nécessité des auxiliaires, dans le cas où la paix nous enleverait cette précieuse

conquête : il me reste à vous prouver son utilité dans le cas où elle nous la conserverait.

Par eux toutes les riches productions de l'intérieur de l'Afrique s'amoncellent en Égypte ; il ne faut pour cela que former deux ou trois établissemens de sept à huit mille hommes chacun, sur le Nil, ou le fleuve Abiad qui s'y joint ; ces établissemens ne sauraient être formés que par des hommes déjà accoutumés aux chaleurs de l'intérieur de l'Afrique : la latitude des lieux qu'ils occuperaient serait peut-être fatale à des Européens. Ces établissemens assureront à la France plus de mille lieues de navigation intérieure de cette partie du monde encore si peu connue ; elle ne le deviendra successivement alors que par le commerce exclusif que pourront y faire nos négocians Français établis en Égypte.

Le destin, qui me prescrit de faire des projets, vous donne à vous seul, citoyen Général, les moyens faciles de les exécuter. Les idées ci-dessus, immenses dans leurs résultats, sont simples et faciles dans leur exécution ; elles se réduisent pour le moment à protéger et encourager nos auxiliaires, et accorder de la confiance et des honneurs à leur chef.

Excusez, citoyen Général, si j'ai tâché d'être plaisant en commençant ce Mémoire ; je désirerais être persuasif en le finissant. Si mes idées sur les auxiliaires n'excitent que votre rire, le destin me désignera alors pour être votre bouffon, et je veux l'être absolument ; mais j'aurai en moi-même la douce consolation d'avoir plaidé la cause de nos créatures en Égypte, qui, abandonnées par nous, sont dévouées à une boucherie inévitable. Votre moralité, votre loyauté, leur est un gage assuré que vous épouserez leur cause, soit que la paix générale nous donne

ou nous prive de l'Égypte. Dès qu'elles en seront persuadées, vous verrez alors tous leurs moyens se développer en notre faveur.

Signé LASCARIS.

P. S. Si je manque d'éloquence, si je vous semble incorrect, si je suis même un peu singulier, vous me passerez tout en faveur des motifs qui m'animèrent sans cesse pour mon pays.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME PREMIER.

NOTICE SUR LE GÉNÉRAL REYNIER..... *Page* j

Considérations générales sur l'organisation physique, militaire, politique et morale de l'Égypte..... 1

Organisation physique..... 2

Système de guerre adopté par les Français..... 13

Fortifications construites par les Français..... 16

Des routes et marches d'armée dans l'intérieur de l'Égypte..... 31

Considérations sur la civilisation des différentes classes d'habitans de l'Égypte..... 33

Des Arabes..... *ibid.*

Des fellâhs ou cultivateurs..... 45

Des habitans des villes, des mamelouckes et de leur gouvernement..... 54

Résumé de l'état social des peuples de l'Égypte..... 76

DE L'ÉGYPTE APRÈS LA BATAILLE D'HÉLIOPOLIS. 83

PREMIÈRE PARTIE.

DEPUIS LE MOIS DE FLORÉAL AN VIII, JUSQ'AU MOIS DE BRUMAIRE AN IX..... *ibid.*

CHAPITRE PREMIER. — Situation de l'armée d'Orient, et projets de Kléber avant sa mort..... *ibid.*

CHAP. II. — Assassinat de Kléber. — Le général Menou prend le commandement. — Sa conduite dans les premiers temps, et jusqu'en fructidor..... 89

CHAP. III. — Événemens politiques..... *Page* 96
CHAP. IV. — Esprit des habitans de l'Égypte. — Événemens militaires jusqu'au mois de brumaire..... 99
CHAP. V. — Intrigues. — Origine des divisions..... 103
CHAP. VI. — Innovations dans l'administration du pays.. 106
CHAP. VII. — Des finances..... 119
CHAP. VIII. — Administration de l'armée; magasins extraordinaires..... 123
CHAP. IX. — *Murmures de l'armée contre le* général Menou. — Les généraux de division lui font des représentations. — Sa confirmation..... 125

SECONDE PARTIE.

DEPUIS LE MOIS DE BRUMAIRE JUSQU'AU MOIS DE VENTÔSE AN IX..... 137

CHAPITRE PREMIER. — De l'esprit de l'armée jusqu'à l'arrivée de la flotte anglaise..... *ibid.*
CHAP. II. — Événemens militaires et politiques jusqu'à l'entrée de la campagne..... 145
CHAP. III. — Finances. — Produit des nouveaux droits. — Vices des innovations. — Augmentation des dépenses de l'armée. — La perception du miry est retardée. — Les caisses sont vides au moment d'entrer en campagne..... 158
CHAP. IV. — Des magasins. — De l'administration des subsistances. — Des revenus en nature..... 162

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Menou, général en chef de l'armée française, aux habitans de l'Égypte..... 166
Lagrange, général de division, chef de l'état-major général de l'armée, au général Bonaparte, premier consul de la République française..... 172
Damas, général de division, au général en chef Menou.. 176

Le général de division Reynier au général en chef Menou..... *Page* 178
Lanusse, général de division, au général en chef Menou. 180
Lanusse, général de division, au général en chef Menou. 181
Ch., chef de bataillon de la 85e demi-brigade, au général en chef Menou..... 183
Ch., chef de bataillon de la 85e, au premier consul..... 184
Lanusse, général de division, au général en chef Menou. 190
Au Ministre des affaires étrangères..... 192

TROISIÈME PARTIE.

CAMPAGNE CONTRE LES ANGLAIS ET LES TURCS..... 198
CHAPITRE PREMIER. — Arrivée de la flotte anglaise. — Dispositions militaires..... *Ibid.*
CHAP. II. — Débarquement des Anglais. — Combat du 22 ventose..... 205
CHAP. III. — Arrivée de l'armée à Alexandrie. — Affaire du 30 ventose..... 219
CHAP. IV. — Dispositions après l'affaire du 30 ventose. — Prise de Rosette et de Rahmanïeh. — Passage du désert par le visir..... 231
CHAP. V. — Marche pour reconnaître l'armée du visir. — Prise d'un convoi parti d'Alexandrie. — Évacuation de Lesbëh, Damiette et Bourlos. — Esprit et conduite des habitans de l'Égypte et des mameloucks. — Mort de Mourâd-Bey. — Investissement du Caire et traité pour l'évacuation de cette ville..... 254
CHAP. VI. — Blocus d'Alexandrie jusqu'à l'entière consommation des vivres; son évacuation..... 272
EXTRAIT DU JOURNAL DU CHEF DE BRIGADE DU GÉNIE D'HAUTPOUL..... 289
Prise de Rosette par les Anglais. — Marche contre le visir. — Capitulation du Caire..... *ibid.*
15 *floréal*. — Évacuation du camp d'El-A'rych..... 291

25 *floréal*. — Premier conseil de guerre..... *Page* 296
Convention pour l'évacuation de l'Égypte par le corps de troupes de l'armée française et auxiliaire aux ordres du général de division Belliard..... 318
Le général de division Belliard au premier consul Bonaparte..... 327

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Le *général en chef Menou au général Bonaparte*, premier consul..... 338
Résumé..... 344
Notes du général ***, sur la situation de l'armée d'Égypte, depuis la fin de l'an VII jusqu'au 12 *floréal* an IX..... 345
Menou, général en chef, au citoyen Carnot, ministre de la guerre..... 380
Menou, général en chef, au premier consul de la République française, le général Bonaparte..... 383
Le général en chef de l'armée d'Orient au général en chef Bonaparte..... 387
Menou, général en chef, au général Berthier, ministre de la guerre..... 391
Menou, général en chef, au général Bonaparte, premier consul de la République..... 392
Au citoyen Chaptal, ministre de l'intérieur..... 393
Le général en chef de l'armée française d'Orient à sir Sidney Smith, commandant une division de l'armée anglaise..... 395
Au général en chef Menou..... 400

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

SITUATION DE L'ARMÉE D'ORIENT

AU 10 VENTOSE AN VIII.

EMPLACEMENS DES TROUPES.	NOMS DES CORPS.	INFANTERIE. Nombre d'hommes en état d'entrer en campagne.	INFANTERIE. Dépôts, invalides, ouvriers, employés dans le service des forts, et autres employés sur les bâtimens du Nil.	CAVALERIE. Nombre d'hommes.	CAVALERIE. Chevaux en état de servir.
Le Caire.	[illegible] demi-brigade	791	55		
	13e idem	81[illegible]	68		
	85e idem	890	86		
	Détachement de la 22e légère	285	83		
	4e légère	790	34		
	18e de ligne	794	45		
	69e idem	85[illegible]	30		
	88e idem	883	56		
La citadelle.	Art. en garnison et ouvriers		[illegible]		
	Marins employés sur le Nil		280		
Gizeh.	1er bataillon d'invalides		168		
	Dépôt de la 21e légère		102		
Boulaq etc.	Bataill. de sapeurs et ouvriers du génie		164		
	Dromadaires	223			
	Guides	190		60	[illegible]
	Légion grecque et cophte		850		
	Détachement des 2e et 3e [illegible]	462			
	1er bataillon de la [illegible]	230			
Compris les détachemens qui étaient en tournée pour le [illegible] des contributions, autour ou à trois journées du Caire, au nombre d'environ [illegible]	7e régiment de hussards			270	249
	22e régiment de chasseurs			279	230
	14e régiment de dragons			169	155
	15e idem			182	169
	Dét. du 3e drag.			75	75
	Mamelucks et Syriens			153	138
Belbeis.	Détachement de la 22e légère	80			
	idem du 14e de dragons			25	25
	Art. et sapeurs		32		
Salahieh.	22e légère	130			
	Dromadaires	30			
	15e de dragons			25	25
	Syriens			25	25
	Art. et sapeurs		110		
TOTAL		7730	2744	1475	1263

EMPLACEMENS DES TROUPES.	NOMS DES CORPS.	INFANTERIE. Nombre d'hommes en état d'entrer en campagne.	INFANTERIE. Dépôts, invalides, etc.	CAVALERIE. Nombre d'hommes.	CAVALERIE. Chevaux en état de servir.
De l'autre part		7730	2744	1475	1263
Suez.	Détach. de la [illegible]	100			
	Art. et sapeurs		54		
À Damiette, Lesbeh, Omm-Faredje, Mansoure, Mit-Kamar.	2e légère	540	30		
	32e de ligne	548	60		
	20e dragons			213	193
	Art. et sapeurs		[illegible]		
	Marins des bâtimens qui se trouvaient à l'embouchure du Nil et sur le lac Menzaleh		[illegible]		
	Invalides		60		
Alexandrie et Aboukir.	61e demi-brigade	750	60		
	75e idem	960	50		
	18e de dragons			[illegible]	113
	Artillerie		450		
	Sapeurs		130		
	Marins		1400		
	Invalides		240		
	Dét. de la [illegible]	200			
Rosette, [illegible]	Détachement de la [illegible]	150	50		
	idem de la [illegible]	[illegible]	50		
	3e de dragons			[illegible]	[illegible]
	Artillerie		[illegible]		
	Sapeurs		30		
	Marins		100		
	Invalides		15		
À Rahmanieh et en tournée dans le Delta.	[illegible] demi-brigade	[illegible]			
	Détach. de la 75e	[illegible]			
	Détachement du 20e de dragons			80	80
	Artillerie		25		
	Marins		100		
Benisouef.	21e légère	[illegible]	50		
Haute-Égypte.	[illegible] légère	800			
	Artillerie		34		
	Sapeurs		20		
	Marins		80		
TOTAL		13572	6494	2138	2661

Troupes susceptibles d'entrer en campagne, mais réparties sur toute l'étendue de l'Égypte.

Infanterie	13572
Cavalerie	2661
TOTAL	[illegible]

Troupes susceptibles seulement du service des garnisons.

Infanterie, artillerie, etc.	6494
Cavaliers à pied	277
TOTAL	6771

Nota. [illegible] ... Commission des Arts. [illegible] ... Syriens et Grecs, qui composent les corps auxiliaires.

ORDRE DE BATAILLE DE L'ARMÉE.

INFANTERIE.

- Général de division Reynier.
  - Général de brigade Robin: 22e lég., 3 p. de 4; 9e de ligne, 2.
  - Général de brigade [illegible]: 13e idem, 3; [illegible] idem, 2.
  - Une compagnie d'artillerie avec 4 pièc. de 8 et 2 obusiers.
- Général de division Friant.
  - Général de brigade Zayonchek: [illegible], 2 p. de 4.
  - Général de brigade Delegorgue: 61e, 2; 75e, 2.
  - Une compagnie d'artillerie, 4 pièc. de 8 et 2 obusiers.
- Général de division Lanusse.
  - Général de brigade Silly: 4e lég., 2 p. de 4; 18e de ligne, 3.
  - Général de brigade Valentin: 69e, [illegible]; 88e, 2.
  - Une compagnie d'artillerie légère, 4 pièc. de 8 et 2 obus.
- Général de division Bonaparte [illegible].
  - Général de brigade Murat: 2e lég., 2 p. de 4; 32e de lig., 2.
  - Une compagnie d'artillerie légère, 4 pièc. de 8 et 2 obus.

CAVALERIE.

Aux ordres du général de brigade Roize.

- Général de brigade Bron: 7e régiment de hussards; 22e idem de chasseurs; Mamelucks et Syriens.
- Général de brigade Boussart: 3e régiment de dragons; 14e idem; 15e idem; 18e idem; 20e idem.
- Une compagnie d'artillerie légère, 4 pièces de 8 et 2 obusiers.

- Artillerie. Général de division Songis, commandant. Général de brigade Faultrier.
- Génie. Général de brigade Samson, commandant. Général de brigade Bertrand.
- Place du Caire. Général de division Belliard, commandant. Généraux de brigade: Galbaud, Duranteau.
- Haute-Égypte. Général de brigade Donzelot.

Généraux sans destination.

- Général de division Dumas.
- Général de brigade Destaing.
- Général de brigade Almeras.

N° 1.

ÉTAT
DES ARMÉES ANGLAISES ET TURQUES
EMPLOYÉES CONTRE L'ÉGYPTE.

ARMÉE ANGLAISE
VENUE PAR LA MÉDITERRANÉE.

Général en chef, sir Ralph Abercromby.
Lieutenant-général, sir Hely Hutchinson.

INFANTERIE.

Major-général, Ludlow.	Gardes, 2 bataillons	2000 hommes.

1re BRIGADE.

Major-général, Coote.	1er régiment	500
	54e idem	1100
	92e idem	900

2e BRIGADE.

Major-général, Kraddoc.	8e régiment	500
	13e idem	700
	90e idem	700

3e BRIGADE.

Major-général, lord Cavan.	2e régiment	500
	50e idem	500
	79e idem	500

4e BRIGADE.

Brigadier-général, Doyle.	18e régiment	400
	30e idem	300
	44e idem	300
	89e idem	350

5e BRIGADE.

Brigadier-général, Stuart.	Régiment de Minorque	1000
	idem de Roll	500
	idem de Dillon	600

RÉSERVE.

Major-général, Moore.	40e régiment	250
	23e idem	600
	28e idem	600
	42e idem	900
	58e idem	600
	Légion corse	400

CAVALERIE.

Brigadier-général, Finch.	11e régiment de dragons légers	500	dont 500 montés
	12e idem	450	
	26e idem	450	
	Hussards de Hompesch	400	
Brigadier-général, Lawson.	6 compagnies d'artillerie	450	
	Pionniers maltais	500	
	Troupes de la marine destinées à faire à terre le service de l'artillerie	500	
	Total des troupes anglaises arrivées le 10 ventôse avec la flotte	17500 hommes.	

(non compris 2000 marins qui furent débarqués pour augmenter la force de l'armée pendant les premières opérations.)

Transport arrivé le 29 germinal.

Gardes	500
25e régiment	600
26e idem	600
27e idem	600
2e idem	600
	2900
Arrivé depuis, en prairial et messidor, le 20e régiment, un bataillon irlandais, et des hommes de différens corps, en tout	3000
	5900
Total des troupes anglaises venues par la Méditerranée.	23400 hommes.

ARMÉE VENUE DE L'INDE
PAR LA MER ROUGE.

Commandée par le major-général Baird.

		Fantassins.	Cavaliers.
Colonel, Murray.	86e régiment	3000	
	3 régimens de Cipayes, partis du Bengale.	2000	
Major-général, Baird.	4 régimens de Cipayes partis de Bombay.	3000	
		8000	

CORPS D'ARMÉE DU CAPITAN-PACHA.

Albanais et janissaires	6000	

ARMÉE DU VISIR.

Canonniers et ingénieurs anglais	500	
Avant-garde commandée par Aboumarak, pacha de Jérusalem	4000	2000
Corps d'Ibrahim, pacha d'Alep	3000	3000
Troupes du pacha de Damas, d'Ismaël-Pacha et de Tahir-Pacha	5000	6000
Janissaires et autres troupes formant la garde du visir	3000	1000
Mamelouks d'Ibrahim-Bey et d'Hassan-Bey		800
Total de l'armée du visir	15500	12800

Nota. La force de cette armée s'est beaucoup augmentée [illegible] qu'elle a été arrivée en Égypte; elle s'est élevée à plus de [illegible] hommes. On ne compte pas les [illegible] et [illegible], qui devaient se former en Égypte [illegible] des Turcs, les Arabes et les [illegible] l'armée du visir, et les Mamelouks qui se réunirent aux Anglais à la fin de la campagne.

RÉCAPITULATION
DES FORCES EMPLOYÉES CONTRE L'ARMÉE D'ORIENT.

Armée anglaise venue par la Méditerranée	23400 hommes.
Corps venu de l'Inde	8000
Corps du capitan-pacha	6000
Armée du visir	28300
Total	65700 hommes.

Si on compte les marins des flottes anglaise et turque de la Méditerranée, qui étaient au nombre de	13000	25000
Ceux de la flotte de la mer Rouge	2000	
Et les renforts qui sont arrivés depuis à l'armée du visir	10000	

On trouvera qu'on a employé contre l'Égypte environ 90700 hommes.

TABLEAU DES TROUPES FRANÇAISES

Rassemblées en avant d'Alexandrie, le 29 ventose an IX.

INFANTERIE.

AILE DROITE.

COMMANDÉE PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION REYNIER.

GÉNÉRAUX DE DIVISION	GÉNÉRAUX DE BRIGADE	NOMS DES CORPS	FORCE	PIÈCES DE 4	8	12	ob.
Damas.	Baudot	13e demi-brigade de ligne	840	2	3	»	1
		25e idem	880	1	»	»	»
Friant.	Delegorgue	25e idem	650	2	3	»	1
		61e idem	500	2	»	»	»
		75e idem	600	1	»	»	»
		TOTAL	3450	9	6	»	3

CENTRE.

COMMANDÉ PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION RAMPON.

GÉNÉRAUX DE BRIGADE	NOMS DES CORPS	FORCE	PIÈCES DE 4	8	12	ob.
Eppler, chef de brigade de la 24e légère.	Grenadiers grecs	100	»	»	»	»
	2 compag. de grenadiers de la 25e	120				
	1 compag. de carabiniers de la 21e	80				
Destaing	1er et 2e bataillon de la 21e légère	700	1	»	»	»
L'adjudant commandant Sornet	Carabiniers de la 2e légère	180	»	»	»	»
	Grenadiers de la 32e de ligne	150	»	»	»	»
	32e demi-brigade de ligne	700	1	»	»	»
	TOTAL	2030	6	»	»	»

AILE GAUCHE.

COMMANDÉE PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION LANUSSE.

GÉNÉRAUX DE BRIGADE	NOMS DES CORPS	FORCE	PIÈCES DE 4	8	12	ob.
Silly	4e demi-brigade légère	600	1	4	»	1
	13e de ligne	600	2	»	»	»
Valentin	69e idem	800	2	»	»	»
	82e idem	700	2	»	»	»
	TOTAL	2700	8	4	»	2
	Guides à pied et artillerie	150	»	»	»	1
	Réserve d'artillerie	[illegible]	»	»	8	1
	Sapeurs	50	»	»	»	»
	TOTAL	200	»	2	3	2

CAVALERIE.

COMMANDÉE PAR LE GÉNÉRAL DE BRIGADE ROIZE.

GÉNÉRAUX DE BRIGADE	NOMS DES CORPS	FORCE	PIÈCES DE 8	Obus.
Bruns	7e régiment de hussards	200		
	20e régiment de chasseurs	150		
	TOTAL	350		
Boussard	3e régiment de dragons	200		
	14e idem	250		
Roize	15e idem	150	4	»
	18e idem	100		
	20e idem	200		
	TOTAL	900	4	»
	Dromadaires	130		

RÉCAPITULATION.

Aile droite	3450 hommes	
Centre	2030	
Aile gauche	2700	
Guides, artillerie et sapeurs	200	
Réserve de cavalerie	900	
Corps de cavalerie détaché à droite	350	
Dromadaires	130	
Bouches à feu de 4		20
de 8		16
de 12		3
obusiers		[illegible]
TOTAL GÉNÉRAL	9760 hommes	46 bouches à feu

00037088

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 06 February, 2016